

Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur
du professeur Jean-Paul Bled

ISBN de ce PDF :
979-10-231-0865-1



ISBN des tirés à part :

CRM72 · De part et d'autre du Danube (PDF complet)	979-10-231-0865-1
CRM72 · Introduction. Jean-Paul Bled, historien des Mondes germaniques en Sorbonne · Rainer Hudemann	979-10-231-2674-7
CRM72 · I.1 L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle · Edi Miloš	979-10-231-0866-8
CRM72 · I.1 Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : le comte Anton von Prokesch-Osten · André Reszler	979-10-231-0867-5
CRM72 · I.1 La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) · Philippe Gelez	979-10-231-0868-2
CRM72 · I.1 L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) · Dušan T. Bataković	979-10-231-0869-9
CRM72 · I.1 Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques · Vojislav Pavlović	979-10-231-0870-5
CRM72 · I.1 Montenegro and the Central Powers 1915-16 · Lothar Höbelt	979-10-231-0871-2
CRM72 · I.2 Influences diplomatiques, cultures et mémoire dans un espace en recomposition au XX ^e siècle · Jean-Noël Grandhomme	979-10-231-0872-9
CRM72 · I.2 Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) · Georgiana Medrea	979-10-231-0873-6
CRM72 · I.2 Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains · Ana-Maria Stan	979-10-231-0874-3
CRM72 · I.2 François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? · Catherine Horel	979-10-231-0875-0
CRM72 · II.1 Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 · Renaud Meltz	979-10-231-0876-7
CRM72 · II.1 Bismarck et l'Europe. De la mission Alvensleben à la mission Radowitz · Stéphanie Burgaud	979-10-231-0877-4
CRM72 · II.2 Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> · Zoltan Bécsi	979-10-231-0878-1
CRM72 · II.2 L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) · Guillaume Payen	979-10-231-0879-8
CRM72 · II.2 Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS · David Gallo	979-10-231-0880-4
CRM72 · II.2 Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France · Dominique Barjot	979-10-231-0881-1
CRM72 · II.3 La RFA et les premières communautés européennes · Christophe Réveillard	979-10-231-0882-8
CRM72 · II.3 L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt · Benedikt Schoenborn	979-10-231-0883-5
CRM72 · II.3 Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France · Mathieu Dubois	979-10-231-0884-2
CRM72 · Entretien avec Jean-Paul Bled	979-10-231-0885-9
CRM72 · Portrait de Jean-Paul Bled · par Emmanuel Leroy Ladurie	979-10-231-2675-4
CRM72 · Bibliographie de Jean-Paul Bled	979-10-231-2676-1

DE PART ET D'AUTRE DU DANUBE

collection dirigée par Dominique Barjot & Lucien Bély

Dernières parutions

- Introduction aux discours coloniaux*
Norbert Dodille
- « C'est moy que je peins ». *Figures de soi à l'automne de la Renaissance*
Marie-Clarté Lagrée
- Des saints d'État ? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*
Florence Buttay
& Axelle Guillausseau (dir.)
- Représenter le Roi ou la Nation ? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise*
Stéphane Jettot
- L'Union du Trône et de l'Autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Mathieu Brejon de Lavergnée
& Olivier Tort (dir.)
- Pierre Chaunu, historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet et Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- Les Frères d'Eichtal. Gustave, saint-simonien et Adolphe, financier pionnier des chemins de fer*
Hervé Le Bret
- L'Entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Mathieu Lemoine
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- Le Corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une conquête*
Prosper Ève
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père & fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt
& Denis Crouzet (dir.)
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (xive-xiive siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent. De la Renaissance aux Lumières*
Jean Bérenger
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet-Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (xixe-xxie siècle)*
From precious metal to mass commodity (19th-21st century)
Dominique Barjot
& Marco Bertilorenzi (dir.)
- Les Stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-anglaises (1748-1756)*
François Ternat

Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans,
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled



Ouvrage publié avec le concours de l'UMR 8596 Centre Roland Mousnier,
et du Conseil scientifique de l'université Paris-Sorbonne

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015
ISBN de l'édition papier : 978-2-84050-997-4

Mise en page : Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

Version numériques et tirés-à-part :
© Sorbonne Université Presses, 2022
Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

JEAN-PAUL BLED,
HISTORIEN DES MONDES GERMANIQUES EN SORBONNE

Rainer Hudemann

Ce livre met à l'honneur la grande œuvre du professeur Jean-Paul Bled au prisme des influences multiples et variées dont il a gratifié les universités dans lesquelles il a travaillé, en particulier celles de Strasbourg et de Paris-Sorbonne. Les contributions qui suivent ont été pour la plupart réunies lors d'un colloque d'hommage tenu en septembre 2012 en Sorbonne. Elles reflètent la cohésion qui caractérise l'œuvre aux multiples facettes de ce grand historien, intellectuel, écrivain, enseignant, chercheur, organisateur de la recherche et citoyen. Ces quelques lignes sont un bien modeste hommage à une œuvre aussi riche. Elles se limitent à en évoquer quelques aspects des plus marquants. L'entretien que le lecteur trouvera à la fin de ce volume les approfondit de façon particulièrement instructive.

Jean-Paul Bled a été, de 1988 à 1999, directeur du Centre d'études germaniques de l'université Strasbourg-II et, de 1999 à 2010, professeur d'histoire contemporaine de l'Allemagne et des pays germaniques à l'université Paris-Sorbonne. L'étendue de ses publications, la variété de ses enseignements et la diversité de ses contributions à la réflexion scientifique française et internationale montrent à la fois la grande diversité des mondes germaniques et les multiples liens qui les rapprochent, mettant en évidence leurs particularités et leurs caractères propres. Jean-Paul Bled s'est consacré à ce monde multiculturel au regard de ses conflits – sanglants, politiques ou culturels selon les époques –, mais aussi à travers l'éventail de formes de coopération extrêmement riches que cette diversité a engendrées. Il est ainsi devenu l'une des figures de la grande tradition française des études sur les mondes germaniques. Les études germaniques, en tant que discipline universitaire spécifiquement française, ont toujours relié entre eux les champs de recherche et d'observation, de la culture à la politique, de la littérature à l'économie, de la diplomatie aux idées politiques, du militaire à l'entreprise, afin de faire ressortir leurs interdépendances et leurs poids respectifs. Par cette approche multi-méthodique, les études germaniques en France se distinguent des traditions scientifiques d'autres disciplines et

d'autres pays. En Allemagne ou en Autriche, les disciplines centrées sur les mondes étrangers sont organisées autrement et séparent en des départements institutionnellement distincts d'un côté littérature et linguistique, de l'autre histoire et civilisation.

8 Les pays de langue allemande constituent le noyau des études sur les mondes germaniques en France. L'approche multiculturelle situe ces pays d'emblée dans des contextes beaucoup plus vastes, dépassant les liens provenant du champ de la linguistique. L'Empire habsbourgeois, préoccupation scientifique initiale et primordiale de Jean-Paul Bled, incarne, bien au-delà des conflits, la multitude et la diversité des liens et des relations entre les mondes germaniques et les nations et pays avec lesquels il est ou a été voisin, voire a cohabité. Les nombreuses traductions des livres de Jean-Paul Bled en allemand, italien, serbe, slovaque, tchèque, bulgare, illustrent le fait que les grands conflits – qu'ils se soient terminés par des guerres ou qu'ils en soient restés au niveau des diversités culturelles et politiques – font naître en même temps des interférences, superpositions, coopérations et réseaux, conflictuels ou non. Les études sur les mondes germaniques en France font ainsi vivre la force constructive du multiculturalisme qui avait si longtemps caractérisé cet espace. Cette force héritée de l'histoire a aujourd'hui un grand potentiel d'avenir dans une Europe en mutation rapide, mais qui demeure en même temps profondément imprégnée par ces vieilles racines.

Jean-Paul Bled fait vivre en France et à l'étranger la connaissance de l'Autriche et de l'Empire des Habsbourg dans le contexte du monde contemporain. Le grand succès de ses livres contribue depuis longtemps au rayonnement de la Sorbonne dans la société française et bien au-delà de l'Hexagone. Son éditeur, Denis Maraval, rappelait, à l'occasion du colloque de septembre 2012 sa ponctualité exemplaire – voire légendaire –, pour livrer les manuscrits promis, ainsi que ses succès allant jusqu'à 40 000 exemplaires vendus pour la biographie de François-Joseph, traduite depuis 1987 en allemand, anglais, roumain, serbe et slovène.

Jean-Paul Bled a le don de faire comprendre des problématiques hautement complexes de façon claire et très littéraire à des lecteurs non initiés aux problèmes historiques et à leur impact sur le monde actuel. Ses livres sont fondés sur un travail d'archive permanent et approfondi. Ils ne cèdent rien aux positions simplifiées qui, souvent, faussent les débats sur les sujets qui lui sont chers. Il reprend avec la sérénité de l'érudit les stéréotypes et les idées reçues, notamment quand elles avaient acquis un poids politique et culturel considérable – comme dans le cas de la Prusse – pour analyser leurs origines et contextes, ainsi que pour les confronter à la réalité et à la complexité historiques.

Jean-Paul Bled jeta les bases de ces recherches dès sa thèse d'État sur les fondements du conservatisme autrichien entre 1859 et 1879. Depuis son livre sur François-Joseph que Fayard lui avait commandé, il a développé l'approche de ses thématiques *via* la biographie, ce qui lui confère également une place éminente dans une grande tradition de l'historiographie française. Les protagonistes de ses ouvrages étant intervenus dans un large éventail des problèmes de leurs époques, cet outil est particulièrement précieux et efficace pour le rayonnement des résultats de la recherche dans un vaste public. Les biographies de l'archiduc Rodolphe – publiée en 1989 et parue ensuite en allemand –, de l'Impératrice Marie-Thérèse – publiée en 2001 et traduite en italien, slovaque, tchèque – et de l'archiduc François-Ferdinand – publiée en 2012 juste avant le centenaire de son assassinat à Sarajevo et d'ores et déjà parue également en allemand et en serbe – couvrent ainsi avec celle de François-Joseph les multiples facettes de ce monde multiculturel fascinant.

Dans les vifs débats sur la première guerre mondiale relancés avant le centenaire, Jean-Paul Bled rétablit un équilibre dans une recherche tendant parfois à se concentrer sur la France : en 2014, il présenta la somme de ses connaissances et recherches sur l'agonie de l'Autriche-Hongrie entre 1914 et 1920, acteur dont l'importance et les difficultés pendant la guerre sont rarement mises en relief dans le débat public et scientifique.

L'histoire de l'Empire des Habsbourg est également inséparable de celle de son grand adversaire du Nord. La biographie a aussi été l'approche principale pour l'autre pilier de l'œuvre de Jean-Paul Bled : la Prusse depuis l'époque moderne. Sa réflexion sur le sujet est jalonnée par ses livres sur Frédéric le Grand en 2004, sur la reine Louise et son combat contre Napoléon en 2008, sur la personnalité et la politique si controversées de Bismarck dans des biographies particulièrement équilibrées 2005 et 2010. Il n'a néanmoins jamais négligé les grandes synthèses, comme dans son *Histoire de la Prusse* (2007), sa mise au point des relations entre religion, culture et sociétés en Europe (2001), ou son ouvrage sur les mondes germaniques écrit avec Christian Baechler (1994).

La vitalité de ses livres caractérise également ses histoires de Vienne en 1998 – parue aussi en allemand et serbe – et de Munich en 2009 – traduite en bulgare : la ville y apparaît comme terrain d'action de la variété de personnages et d'influences qui font l'objet de ses autres livres.

Nous avons évoqué seulement ses livres et non le très grand nombre de ses articles. Son œuvre scientifique va néanmoins beaucoup plus loin. Jean-Paul Bled a contribué de manière très efficace à la création et à la consolidation de structures et de réseaux de la recherche, quand il n'a pas été à leur origine. En Sorbonne, il est au cœur du grand centre de recherches que constitue le Centre Roland Mousnier et au sein duquel il a suscité de multiples initiatives.

Il a fortement contribué à la fondation de l'université Paris-Sorbonne Abu Dhabi et à son ancrage dans l'environnement arabe, notamment grâce au grand colloque sur le général de Gaulle et le monde arabe publié en 2009. Une autre facette de ses influences s'exprime dans les volumes collectifs dirigés avec des collègues sur les thématiques évoquées – tel l'ouvrage sur les guerres balkaniques (2014) codirigé avec Jean-Pierre Deschodt – ou dans des perspectives générales – comme le *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe* codirigé avec Edmond Jouve et Christophe Réveillard (2013). Directeur de la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, puis de la *Revue d'Europe centrale et des études danubiennes*, il en a fait les terrains de multiples influences scientifiques transnationales et a permis entre autres à un grand nombre de jeunes chercheurs d'émerger aux côtés d'historiens déjà reconnus.

10

Si Jean-Paul Bled contribue ainsi de façon impressionnante à élargir l'horizon du public français vers l'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est, il a toujours fait la part belle à la comparaison avec d'autres États européens, voire parfois avec les États-Unis. Son intérêt pour l'histoire des monarchies en Europe l'a également poussé à reprendre cette thématique de l'histoire française et à suivre en 1998 dans *Les Lys en exil* les chemins de Charles X et du duc de Chambord dans un ouvrage paru également en italien.

De nombreux hommages ont été rendus à son œuvre, dont le prix Edmond Michelet en 1978, le Grand Prix Gobert en 1988, le prix de la Fondation Pierre-Lafue en 2006, le prix Édouard Bonnefous en 2009, la mention d'honneur du prix des Ambassadeurs et le prix Historia de la biographie en 2013.

Le présent volume met en valeur le lien étroit entre la recherche et l'enseignement dans les multiples activités de Jean-Paul Bled. Ses enseignements dans des domaines très diversifiés ont touché un vaste public d'étudiants. Il leur a notamment apporté la compréhension de la complexité du monde. Les contributions de ses élèves, collègues et amis – trois modes des rapports humains qui, autour de cet auteur, s'entremêlent fréquemment – apportent de nouvelles perspectives et résultats dont, très souvent, il a été à l'origine. Il trouve ici le rayonnement des idées que, ensemble avec ses doctorants, il a développées et aidé à transformer en œuvres. Jean-Paul Bled a dirigé à ce jour 32 thèses dont le lecteur trouve la liste en fin de volume, tandis que d'autres sont encore en cours.

Jean-Paul Bled a toujours pris très à cœur les responsabilités du citoyen. Dans l'entretien qui se trouve à la fin de ce volume, il retrace le chemin par lequel il est finalement parvenu au gaullisme, tout en décidant de ne pas consacrer sa vie à la politique. Depuis, il est l'une des voix fortes d'un gaullisme intellectuel et

assume, à la Fondation Charles-de-Gaulle comme dans ses publications et les colloques qu'il a suscités et organisés, le volet scientifique de cet engagement républicain. Dans les débats du colloque d'Abou Dhabi, déjà évoqué, et qui ont mis en relief le grand intérêt que portait le Général au Proche- et Moyen-Orient, Jean-Paul Bled a su allier, tout en les distinguant, comme en de nombreuses autres occasions, l'engagement politique du citoyen et la distance scientifique de l'érudit. Dans d'autres publications, il a aussi pris position de façon claire sur des questions éminemment politiques. C'est le cas de sa critique du traité de Maastricht adressée en 1998 sous forme de lettre ouverte à Jacques Chirac, alors président de la République, à qui le liaient pourtant beaucoup de sensibilités communes, de son plaidoyer pour la souveraineté nationale publié peu après, ou encore de son argumentaire contre le quinquennat en 2000.

Nos remerciements vont au Centre Roland Mousnier qui a rendu possible cette publication dans sa collection, et aux Presses de l'université Paris-Sorbonne qui l'ont accueillie. Nous remercions Renaud Meltz et Mathieu Dubois d'en avoir pris l'initiative, ainsi que du colloque en 2012 qui a ouvert toutes ces portes pour le lecteur.

PREMIÈRE PARTIE

**Le Viennois :
de l'Autriche des Habsbourg
aux Balkans des nations**

L'Autriche-Hongrie et les Balkans
travaillés par les nationalismes
au XIX^e siècle

L'IDÉE SLAVE ET LES CROATES AU XIX^e SIÈCLE

Edi Miloš

Les « slavismes » regroupent une pléthore de courants qui s'en réclament plus ou moins, complémentaires ou discordants, et changent sensiblement d'aspects selon les terrains et les milieux où ils se développent, en fonction des cultures et des traditions politiques sur lesquelles ils se greffent. Le terme *panslavisme* apparaît en 1826 sous la plume du Slovaque Ján Herkel¹. Par la suite, il est fréquemment employé par ses adversaires déclarés, surtout occidentaux, allemands, magyars ou anglais, pour agiter le spectre d'une expansion russe incontrôlable. En réalité, les aspirations qu'il contient ne séduisent pas prioritairement le Colosse aux pieds d'argile. L'illyrisme, les yougoslavismes, les austroslavismes, la concentration nationale « tchéco-slovaque », conçus aussi bien comme ses limitations que comme ses premières étapes, en auront été les expressions les plus concrètes².

Les slavismes puisent leur inspiration dans l'œuvre des saints Constantin-Cyrille et Méthode, dans la légende médiévale suggérant une origine commune à tous les Slaves, avec les frères mythiques Lech, Rus et Čech³ qui auraient donné naissance aux diverses lignées et tribus, dans les tentatives d'unification impulsées par les rois polonais ou bohémiens et censées contrer les avancées germaniques, tout comme dans l'enthousiasme suscité par les victoires de Sobieski (1674-1696) ou l'éclat du règne de Pierre le Grand⁴ (1672-1725).

Par le passé, les pays croates contribuèrent largement à donner à l'idée slave des chantres glorieux. Dans la première moitié du xvii^e siècle, le dominicain dalmate Vinko Pribojević enflammait ses auditoires par ses vaticinations et élucubrations historiques classant parmi les Slaves les Troyens, Alexandre le Grand,

1 Voir Marie-Élisabeth Ducreux, « La Monarchie des Habsbourg, la Bohême et la Hongrie de 1700 à 1900 », dans Natalia Aleksun et al. (dir.), *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, PUF, 2004, p. 450 ; Michael Boro Petrovich, *The Emergence of Russian Pan Slavism 1856-1870* [1956], New York/London, Columbia Press University, 1966, p. 3.

2 Voir M.-É. Ducreux, « La Monarchie des Habsbourg, la Bohême et la Hongrie », art. cit., p. 450-451.

3 Sur les trois frères et leur légende, voir Alina Nowicka-Jezowa, « Le mythe des trois frères ou la communauté slave programmée dans l'historiographie du Moyen Âge et de la Renaissance », dans Chantal Delsol et al. (dir.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Paris, PUF, 2002, p. 51-65.

4 Louis Léger, *Le Pan slavisme et l'intérêt français*, Paris, Ernest Flammarion, 1917, p. 71-81.

saint Jérôme, Aristote, voire le dieu Mars⁵. En 1601, l'abbé ragusain Mavro Orbini publia à Pesaro son ouvrage *Storia sul regno degli Slavi* et connut un certain retentissement posthume⁶. De la Renaissance à la veille de l'occupation napoléonienne, les écrivains croato-dalmates et ragusains, en premier lieu Petar Hektorović, Aleksandar Komulović, Juraj Baraković, Matij Alberti, le grand poète Ivan Gundulić, Ivan Tomko Mrnavić, Junije Palmotić, Petar Kanavelović, Jerolim Kavanjin et Andrija Kačić Miošić magnifiaient les souverains polonais ou moscovites et chantaient les louanges des peuples et de la langue slaves (*slovenski narodi, slovenski jezik*), avec toutes les ambiguïtés dont cet adjectif se drapait sous leurs plumes⁷. Par ses efforts inouïs pour favoriser une union slave sous les sceptres conjoints du tsar et de Rome, le missionnaire Juraj Križanić (vers 1618-1683) est considéré plus que tout autre comme le véritable père et précurseur du panslavisme⁸. Homme d'Église, philologue, grammairien, théologien, Križanić consacra sa vie à la fraternisation politique de tous les Slaves. Son itinéraire complexe l'amena à parcourir une grande partie de l'Europe. Il se rendit à deux reprises en Moscovie pour y prêcher la foi romaine et tenter d'y éradiquer les « erreurs grecques ». Il fut exilé quinze ans en Sibérie, à Tobolsk, avant de mourir sous les murs de Vienne pendant le siège de 1683. Son œuvre écrite, même si elle soulève de nombreuses controverses, connaît dans la seconde moitié du XIX^e siècle un étonnant regain d'intérêt, d'abord en Russie, puis en Croatie. Redécouverte, elle est minutieusement étudiée, scrupuleusement revisitée et offre aux mouvements slavistes des racines et une formulation systématisée anciennes.

Vers la fin et au lendemain des guerres napoléoniennes, des personnalités polonaises comme Stanislaw Staszic, Josef-Marie Hoëné-Wronski et le prince Adam Czartoryski dans sa jeunesse préfigurent l'envolée des slavismes⁹. Certains attendent une alliance russo-polonaise chargée, à la tête d'une fédération

5 Ivo Banac, *Nacionalno pitanje u Jugoslaviji. Porijeklo, povijest, politika* [1984, 1988] [*La Question nationale en Yougoslavie. Origines, histoire, politique*], Zagreb, Durieux, 1995, p. 54-55. Sur Pribojević, voir aussi Slobodan Prosperov Novak, *Slaveni u Renesansi* [*Les Slaves dans la Renaissance*], Zagreb, Matica hrvatska, 2009, p. 31-38.

6 Pierre le Grand demandera bien plus tard la traduction de son livre. Voir Francis Conte, *Les Slaves. Aux origines des civilisations d'Europe centrale et orientale (VI^e-XIII^e siècle)* [1986], Paris, Albin Michel, 1996, p. 619; M. B. Petrovich, *The Emergence of Russian Pan Slavism*, *op. cit.*, p. 10.

7 Le terme *slovenski* prenait indifféremment le sens de slave, illyrien ou croate et ses utilisateurs serviraient de références, plusieurs siècles plus tard, aussi bien aux adeptes de l'illyrisme que du yougoslavisme et du croatisme.

8 Voir Hans Kohn, *Le Panslavisme, son histoire et son idéologie* [1960], Paris, Payot, 1963, p. 10; Waclaw Lednicki, « Panslavism », dans Felix Gross (dir.), *European ideologies. A survey of 20th century political ideas*, New York, Philosophical Library, 1946, p. 809-810; F. Conte, *Les Slaves*, *op. cit.*, p. 619-620; L. Léger, *Le Panslavisme et l'intérêt français*, *op. cit.*, p. 58-71. Sur Križanić, voir en français : Paulin-Gérard Scolardi, *Križanich, messenger de l'unité des chrétiens et père du panslavisme*, Paris, A. et J. Picard & Cie, 1947.

9 F. Conte, *Les Slaves*, *op. cit.*, p. 621-623; cf. H. Kohn, *Le Panslavisme...*, *op. cit.*, p. 41-42.

regroupant les peuples apparentés, de la rédemption et du salut de l'Europe. Déjà présents chez l'évêque de Vilna (Vilnius), Jean Népomucène Kossakowski¹⁰, les concepts de *solidarité*, de *mutualité* et de *réciprocité* slaves se façonnent dans une perspective culturelle et linguistique chez les « éveilleurs » slovaques puis tchèques pétris de romantisme et de philosophie herderienne. Le pasteur luthérien Jan Kollár apporte aux slavismes un nouvel élan par son recueil *Slávy dcera* [*La Fille de Slava*] et réinvente une mythologie appropriée. Pavel Šafařík s'évertue à reconstruire l'histoire littéraire slave et à déterrer ses trésors. Les deux hommes sont les annonciateurs d'une effervescence intellectuelle prolifique et contagieuse dans tout l'espace centre-européen.

Élément primordial des « éveils nationaux » en Europe centrale, qu'elle a vivifiés et décomplexés face au redoutable adversaire germanique, l'idée slave s'essouffle à mesure qu'elle prend une dimension politique, qu'elle se heurte au développement des identités particulières, aux réalités et aux rapports de force. Elle a dynamisé des nationalités et des idéologies qui finissent par se mesurer les unes aux autres. Croatisme et serbisme se disputent la primauté dans le Sud de la Monarchie habsbourgeoise, Polonais et Ruthènes se dressent les uns contre les autres en Galicie. Les États constitués, anciens ou fraîchement créés, défendent leurs propres intérêts en priorité et font peu de cas des « frères » opprimés. La Serbie nourrit un intense désir d'expansion, exprimé déjà en 1844 par le ministre de l'intérieur Ilija Garašanin dans ses *Načertanije* [*Esquisses*], qui aboutit à un conflit armé contre la Bulgarie et qui gangrène ses rapports avec les Croates.

La Russie s'avère plus décevante encore. Depuis le congrès de Vienne, elle s'attache à conserver sa place acquise dans le Concert européen, à combattre toute remise en cause de l'équilibre qu'elle a contribué à instaurer par ses sacrifices durant les guerres contre Napoléon. Elle s'applique à asseoir et à pérenniser la suprématie des Romanov et l'emprise spirituelle de l'orthodoxie. L'idée slave laisse le sommet de l'État circonspect ou méfiant. Les nombreux mémorandums du professeur Mikhaïl Pogodine adressés au ministère des Affaires étrangères et les efforts, plus tard, du diplomate Nicolai Ignatiev, longtemps en poste à Constantinople, n'y auront rien changé. Les tsars successifs ont toujours refusé toute caution aux Slaves catholiques qui leur attirent les foudres des grandes puissances. Nicolas I^{er} a fait brutalement réprimer la première révolte polonaise de 1830, Alexandre II a écrasé la seconde en 1863. Le pouvoir s'entête à russifier l'Ouest de l'Empire, à anesthésier le nationalisme ukrainien en germe, et s'échine à « convertir » les uniates.

¹⁰ F. Conte, *Les Slaves*, op. cit., p. 624.

Si le slavisme rencontre peu d'écho dans les milieux dirigeants pétersbourgeois, il trouve en revanche refuge au fil des décennies dans divers courants oppositionnels comme dans certains cercles intellectuels qui le remodelent à leur guise. Il prend ainsi tour à tour des formes libérales, fédéralistes, mystiques, confessionnelles, démocratiques, socialisantes, voire révolutionnaires. Il charme à des degrés divers les conspirateurs décembristes qui s'allient à la Société des Slaves unis, certains Occidentaux, quelques populistes et même l'anarchiste Bakounine. Les slavophiles s'en emparent sur le tard, dans les années 1850¹¹, et lui insufflent leur intransigeance religieuse, leurs doctrines théocratiques, leur vision de l'antagonisme incurable entre l'âme russe et l'esprit occidental, germano-latin, empoisonné par le catholicisme et le protestantisme. Ils inspirent Dostoïevski et ses divagations panrusses teintées de spiritualité¹², mais surtout une nouvelle génération ardemment nationaliste mais moins sensible aux considérations religieuses. Nikolaï Yakovlevitch Danilevsky apporte au panslavisme une idéologie scientifique et un programme ambitieux visant à préparer l'avènement d'un immense empire fédérant les « royaumes slaves » autour de Constantinople, fleuron virtuel des civilisations humaines entre l'Occident en décomposition et l'Orient sauvage¹³. Il partage en partie les vues du général Rostislav Andreïevich Fadiev et prédit une effroyable conflagration européenne, prochaine et inéluctable, qui enfantera une prépondérance russe sur le Vieux Continent.

Entre la guerre de Crimée et le congrès de Berlin, les thuriféraires russes du panslavisme parviennent à éveiller un intérêt éphémère et fragile pour leurs idées au sein de leur gouvernement, mais n'exercent jamais une influence importante. Leurs résultats concrets sont décevants. Des « comités slaves » sont constitués à Moscou, puis à Saint-Petersbourg et à Kiev, mais limitent leurs activités aux œuvres caritatives et philanthropiques. Un congrès slave se tient à Moscou en 1867, réunissant des représentants de toutes les nations et nationalités membres de la grande « famille » à l'occasion d'une exposition ethnographique¹⁴. Quelques milliers de volontaires¹⁵, menés par le général

11 Obnubilés par la Sainte Russie, le Rus, ils n'avaient montré qu'indifférence envers leurs « frères » slaves avant 1848. Voir M. B. Petrovich, *The Emergence of Russian Pan Slavism*, op. cit., p. 38-43.

12 H. Kohn, *Le Panslavisme...*, op. cit., p. 171-174.

13 *Ibid.*, p. 157-170 ; M. B. Petrovich, *The Emergence of Russian Pan Slavism*, op. cit., p. 65-72 et 264-282.

14 Une dizaine de Croates y participèrent, dont Ljudevit Gaj, parmi soixante-trois autres personnalités slaves austro-hongroises (*ibid.*, p. 206-297).

15 3 500 selon Jelena Milojković-Djurić, 5 000 selon Barbara Jelavich. Voir Jelena Milojković-Djurić, *Pan Slavism and National Identity in Russia and in the Balkans 1830-1880. Images of the Self and Others*, New York, Boulder, 1994, p. 97-98 ; Barbara Jelavich, *Russia's Balkan Entanglements 1806-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 170. Voir aussi Nicholas V. Riasanovsky, *Histoire de la Russie. Des origines à 1996*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1996, p. 419.

Mikhaïl Grigorevitch Tcherniaïev, gagnent les Balkans en 1876 pour aider Serbes et Monténégrins dans leur combat contre les Turcs, plusieurs mois avant la déclaration de guerre officielle de la Russie contre la Porte en avril 1877. Ces manifestations ostentatoires mais ponctuelles sont loin de satisfaire les Slaves occidentaux inquiétés, de plus, par le renforcement de la conception politique et impérialiste du panslavisme que confirment les termes du traité de San Stefano.

Dans la Monarchie, en effet, les défenseurs de l'idée slave ont depuis longtemps revu leurs positions et fixé leur action sur la seule sphère danubienne. Cette évolution concrète les austroslavismes, auxquels, en un sens, Leo Thun a ouvert la voie avant de s'en détourner. Consacrée au Congrès slave de Prague pendant l'effervescence de 1848, mais mûrie bien avant, elle va susciter une loyauté durable envers l'État habsbourgeois dont on ne cessera néanmoins de vouloir ébranler les piliers juridiques. « [...] Si l'Autriche n'existait pas depuis longtemps, nous devrions, dans l'intérêt de l'Europe et même de l'humanité, nous hâter de la créer¹⁶ », proclame František Palacký, traduisant ainsi une orientation politique en plein essor aussi bien à Prague qu'à Zagreb.

Au XIX^e siècle, l'idée slave suit en Croatie un parcours complexe et épineux, marqué par des métamorphoses successives. L'espace croate se partage alors entre la Monarchie des Habsbourg et l'Empire ottoman¹⁷. Il est fragmenté entre une multitude d'unités politiques et administratives¹⁸ dont la banovine de Croatie-Slavonie, gouvernée par un ban et subissant la tutelle magyare, constitue le centre de gravité.

À partir de 1830, les inspireurs de la « Renaissance nationale », Ljudevit Gaj, Janko Drašković et leurs compagnons, s'y font les artisans d'un mouvement culturel couvrant des revendications politiques qui s'étalent de la défense des droits historiques de la nation, de la réunification des pays croates à une entente entre tous les Slaves¹⁹. Ils se baptisent *illyriens*. Ce nom sous-entend l'existence

16 Cité dans Jean-Paul Bled, *François-Joseph*, Paris, Fayard, 1987, p. 87.

17 La Bosnie-Herzégovine est occupée par l'Autriche-Hongrie en 1878, mais reste *de jure* ottomane jusqu'en 1908.

18 Il s'étend approximativement après le Compromis austro-hongrois de 1867 entre la Croatie-Slavonie – à laquelle seront restitués les Confins militaires en 1881 –, le Međimurje, la Baranja, la Bačka, le Banat et les territoires hongrois occidentaux en Transleithanie, la Dalmatie et l'Istrie en Cisleithanie, la Bosnie et l'Herzégovine gérées conjointement après 1878 par les deux parties de la Monarchie.

19 Voir Jaroslav Šidak et al., *Hrvatski narodni preporod – Ilirski pokret [La Renaissance nationale croate. Le mouvement illyrien]*, Zagreb, Školska knjiga/Stvarnost, 1988.

d'une continuité entre les habitants de l'Illyrie antique et les Croates²⁰. Il doit surtout servir à fédérer les Slaves du Sud et à contourner les controverses relatives aux dénominations nationales des peuples concernés²¹. L'illyrisme est en un sens la déclinaison locale, régionale, du slavisme ambiant et constitue, parallèlement, une étape capitale pour l'affirmation nationale des Croates²².

Les événements de 1848 ont hissé l'illyrisme vers son apogée et ont, dans le même temps, causé sa perte. En guise de récompense pour leur loyauté envers les Habsbourg et pour leur contribution à la victoire contre les Magyars, les Croates se voient sanglés par le néo-absolutisme d'Alexander Bach, avant que ne leur soit à nouveau imposé le harnais pestois. Les illyriens apparaissent comme les dupes de François-Joseph et sont durablement discrédités. L'illyrisme s'éteint mais l'affermissement du sentiment national croate se poursuit sous d'autres formes et principalement autour de deux pôles, incarnés par Josip Juraj Strossmayer et Ante Starčević.

22 L'évêque de Đakovo, Strossmayer²³, épaulé par le chanoine Franjo Rački²⁴, se fait l'architecte du yougoslavisme. Les deux hommes tendent leurs efforts vers le rapprochement entre les Slaves du Sud, Bulgares inclus, par la promotion d'institutions culturelles, de la littérature et des arts, mais aussi par une solidarité politique face aux pressions des puissances voisines. Contrairement aux allégations de l'historiographie du xx^e siècle, il est peu probable qu'ils aient envisagé sérieusement l'émergence d'un État indépendant commun aux Slaves méridionaux. Ils étaient décidés à agir dans le cadre de la Monarchie des Habsbourg. Leur conception du yougoslavisme n'était qu'une variante croate de l'austroslavisme²⁵. Ils s'engagent en faveur d'une collaboration entre les Slaves soudés au sein d'une Église universelle réconciliée, mais n'envisagent

20 Les ethnonymes *illyrien* et *croate* sont d'ailleurs employés comme synonymes depuis la Renaissance. (I. Banac, *Nacionalno pitanje u Jugoslaviji*, op. cit., p. 56. Voir Petar Korunić, *Jugoslavizam i federalizam u hrvatskom nacionalnom preporodu 1835.-1875. Studija o političkoj teoriji i ideologiji* [Le Yougoslavisme et le fédéralisme dans la renaissance nationale croate 1835-1875. Étude sur la théorie politique et l'idéologie], Zagreb, Globus, 1989, p. 25-26 ; Hrvatski književni romantizam [Le Romantisme littéraire croate], dir. Dubravko Jelčić, Zagreb, Školska knjiga, 2002, p. 17-20.)

21 *Ibid.* ; Ivo Perić, *Hrvatski državni sabor 1848.-2000.* [La Diète d'État croate 1848-2000], Zagreb, Hrvatski državni sabor/Dom i svijet, 2000, t. 1, 1848.-1867., p. 38-39.

22 Voir P. Korunić, *Jugoslavizam i federalizam*, op. cit., p. 30-55 et 79-95.

23 Sur Mgr Strossmayer voir William Brooks Tomljanovich, *Biskup Josip Juraj Strossmayer: nacionalizam i moderni katolicizam* [L'Évêque Josip Juraj Strossmayer : le nationalisme et le catholicisme moderne], Zagreb, Hrvatska akademija znanosti i umjetnosti/Dom i svijet, 2001 ; Franjo Šanjek (dir.), *Međunarodni znanstveni skup Josip Juraj Strossmayer* [Le Colloque scientifique international : Josip Juraj Strossmayer], Zagreb, Hrvatska akademija znanosti i umjetnosti, 2006.

24 Sur Rački, voir Mirjana Gross, *Vijek i djelovanje Franje Račkoga* [La Vie et l'Œuvre de Franjo Rački], Zagreb, Novi Liber, 2004.

25 W. B. Tomljanovich, *Biskup Josip Juraj Strossmayer*, op. cit., p. 55.

pas d'avancées décisives dans un premier temps et canalisent leurs efforts vers le domaine croate. Ils abandonnent vite leurs fragiles illusions concernant la Serbie, ne croient pas longtemps au mirage d'une Russie salvatrice²⁶ et réduisent leurs espérances politiques à la création d'une entité croate unifiée et autonome dans une Monarchie réformée, fédéralisée et édifiée en muraille contre le *Drang nach Osten*.

L'autre mouvement luttant sans merci contre le pouvoir et ses auxiliaires locaux est le Parti du droit. Son fondateur, Ante Starčević, avocat du principe du « droit d'État », se raccroche coûte que coûte aux documents attestant la survie juridique du royaume croate au travers des siècles²⁷. Percevant dans l'Autriche le « mal absolu²⁸ », ses disciples et lui s'assignent pour mission de préparer le terrain et les esprits à l'effondrement inexorable de la Monarchie et à la libération par les puissances étrangères. L'« idée yougoslave » leur est insupportable car elle laisse augurer le sacrifice du nom « croate » sur l'autel d'une fantaisie dangereuse. Le Parti du droit connaîtra cependant un itinéraire tortueux, marqué par les dissensions, les schismes, les retouches et retournements idéologiques spectaculaires et les starčevićistes, les *pravaši*²⁹, n'échapperont pas, tant s'en faut, aux sirènes du slavisme.

Déjà, dans les années 1880, Starčević, en mal d'alliés potentiels, reconsidère ses jugements jusque-là sévères sur la Russie³⁰. Encouragé par les difficultés de maintenir les accords sur les Balkans du congrès de Berlin, il espère alors qu'une guerre remportée par Alexandre III taillera en pièces la Monarchie des Habsbourg et affranchira les Croates. Durant cette décennie, les *pravaši* s'engouent pour la Russie et leurs députés à la Diète poussent le vice jusqu'à appeler de leurs vœux l'invasion triomphale des armées du tsar, à l'instar d'Erazmo Barčić qui proclame que les Croates ne trouveront le salut que « lorsque le premier fer du

²⁶ Voir M. Gross, *Franjo Rački, op. cit.*, p. 423-424 et p. 436-438.

²⁷ Sur Ante Starčević (1823-1896), voir Mirjana Gross, *Izvorno pravaštvo. Ideologija, agitacija, pokret [Le Starčevićisme originel. Idéologie, militantisme, mouvement]*, Zagreb, Golden marketing, 2000 ; *ead.*, *Povijest pravaške ideologije [Histoire de l'idéologie du Parti du droit]*, Zagreb, Sveučilište u Zagrebu – Institut za hrvatsku povijest, 1972 ; Josip Horvat, *Ante Starčević. Kulturno-povijesna slika [Ante Starčević. Portrait culturel et historique]*, Zagreb, Antun Velzek, 1940 ; Dubravko Jelčić, Tomislav Sabljak (dir.), *Ante Starčević i njegovo djelo [Ante Starčević et son œuvre]*, Zagreb, Hrvatska akademija znanosti i umjetnosti, 1997 ; Jasna Turkalj, Zlatko Matijević, Stjepan Matković (dir.), *Pravaška misao i politika [La Pensée starčevićiste et la politique]*, Zagreb, Hrvatski institut za povijest, 2007.

²⁸ M. Gross, *Izvorno pravaštvo, op. cit.*, p. 192-194.

²⁹ Mot formé à partir de *Stranka prava* (Parti du droit). *Pravaš* au singulier.

³⁰ Mirko Valentić, « Starčević i velike sile s obzirom na mogućnost stvaranja samostalne hrvatske države » [« Starčević et les grandes puissances par rapport à la possibilité de création d'un État croate indépendant »], dans D. Jelčić, T. Sabljak (dir.), *Ante Starčević, op. cit.*, p. 46.

cheval du cosaque frappera le pavé viennois³¹. » Cet enthousiasme s'essouffle néanmoins devant l'absence d'effets de la diplomatie de Saint-Pétersbourg.

Après l'avènement fin 1883 du ban Karoly Khuen Hédervary, chargé de pacifier la Croatie-Slavonie, de la magyariser en passant, et d'y neutraliser toute contestation du système dualiste, l'effervescence politique se cessera plus de s'aggraver. Les *pravaši*, comme les partisans de Strossmayer et de Rački, regroupés à partir de 1880 au sein du Parti national indépendant, peineront à résister aux assauts du pouvoir. Les deux camps ennemis de l'opposition se résigneront à envisager une conciliation, puis une alliance qui ne prendra forme que dans la dernière décennie du XIX^e siècle autour d'un programme donnant la primauté au droit d'État, revendiquant l'union des pays croates dans le cadre de la Monarchie des Habsbourg, et paraissant donc jeter l'idée slave aux oubliettes³². En réalité, il ne s'agira que d'une mise entre parenthèses formelle.

24

De toute façon, l'idée slave continue de muer et s'implante ailleurs, en l'occurrence dans les têtes pensantes de la génération politique qui pointent à l'horizon. En effet, le tournant des XIX^e et XX^e siècles se confond avec une phase de transition. Les figures historiques de la vie politique s'effacent et un renouvellement des cadres et des idéologies s'opère lentement. La nouvelle génération se dispute leur héritage tout en le jugeant dépassé et obsolète. Elle se sent capable de tenter ses propres expériences pour parfaire le travail des anciens.

Ainsi, les étudiants croates exilés à Prague, bientôt appelés les « Praguois », se proposent de donner un coup de fouet à l'opposition. Inspirés par Masaryk et son réalisme³³, ils s'interrogent sur les moyens de venir en aide au « peuple » par la fixation puis la réalisation d'objectifs accessibles. Ils reprochent aux *pravaši* et aux nationaux indépendants leur patriotisme stérile et compassé, se distancient des théories historico-juridiques étayées par le droit d'État et optent pour le « droit naturel », supposé ouvrir plus de perspectives. Ils dénoncent les sectarismes nationaux et les convoitises territoriales. Dans le but d'endiguer l'expansionnisme allemand, ils appellent de leurs vœux une « union nationale » entre Croates et Serbes, tout en reconnaissant les deux dénominations, expressions selon eux d'une même identité, et exhortent à une coopération entre les Slaves. Le mouvement étend rapidement ses ramifications à Zagreb où il engendre des émules.

31 M. Gross, *Izvorno pravaštvo*, op. cit., p. 507-508.

32 Voir le programme commun de l'opposition signé en avril 1894 dans *Programatski dokumenti hrvatskih političkih stranaka i skupina 1842.-1914*. [Les Documents programmatiques des partis et groupes politiques croates 1842-1914], éd. Tihomir Cipek, Stjepan Matković, Zagreb, Disput, 2006, p. 351-353.

33 Rene Lovrenčić, *Geneza politike « novog kursa »* [La Genèse de la politique du « nouveau cours »], Zagreb, Sveučilište u Zagrebu – Institut za hrvatsku povijest, 1972, p. 42-44 ; Ante Kadić, « Thomas Masaryk and the Croats », *Journal of Croatian studies*, t. 28-29, 1987-1988, p. 87-88.

Cependant, l'influence de ces « réalistes » ou « progressistes » restera limitée lors des premières années du XX^e siècle et l'idée slave, même réduite au principe confus d'une entente entre les Slaves du Sud de la Monarchie bicéphale, est poussée hors du cadre des priorités. L'heure est au rassemblement contre Khuen-Hédervary.

Il faudra attendre 1903 et ses convulsions pour que la restructuration du paysage politique croate concomitante à certains changements déterminants sur la scène danubienne et internationale, change la donne. Cette année-là, tandis que de violentes manifestations et émeutes anti-magyars secouent la Croatie-Slavonie³⁴, bientôt délivrée de Khuen-Hédervary, que le régicide de Belgrade porte Pierre Karadordević sur le trône de Serbie, les Dalmates Frano Supilo et Ante Trumbić mettent au point une nouvelle plate-forme idéologique, qualifiée de « Nouveau Cours », et consistant à rassembler en un front commun contre le dualisme Croates et Serbes d'une part, les Magyars et tous les peuples de la Monarchie menacés par le *Drang nach Osten* d'autre part³⁵.

Le succès et la propagation de cette nouvelle ligne débouche en décembre 1905 sur la création de la Coalition croato-serbe regroupant les principaux groupes oppositionnels croates et serbes de Croatie-Slavonie. Cette formation se heurtera à l'impossibilité d'établir une alliance durable avec les Magyars, mais s'imposera comme une force politique majeure³⁶. En 1914, elle tiendra fermement la majorité de la diète de Zagreb³⁷. Elle s'avèrera dès sa création un instrument de poids pour la politique de Belgrade dans la région, alors que les autres clans politiques, tels les « austroslavistes » du Parti paysan et les tenants du « trialisme », persévéreront dans la quête d'un règlement de la question croate dans le cadre de la Monarchie.

La stratégie prudente de la Coalition, son opportunisme, ses résultats jugés insignifiants, conjugués aux spasmes internationaux, tels que l'annexion de la Bosnie ou les guerres balkaniques (1912-1913), favorisent l'irruption d'une jeunesse engagée particulièrement frénétique et impatiente, laquelle vise l'exploit de synthétiser et de fondre les grands courants de pensée croates dans un yougoslavisme défiguré, débridé et radical, dans un nationalisme yougoslave

34 Voir la revue *Časopis za suvremenu povijest*, t. 37, 2005, n° 3 (livraison entièrement consacrée aux événements de 1903).

35 Voir Tereza Ganza-Aras, *Politika « Novog kursa » dalmatinskih pravaša oko Supila i Trumbića [La Politique du « Nouveau cours » des starčevićistes dalmates autour de Supilo et Trumbić]*, Split, Matica hrvatska, 1992.

36 Mirjana Gross, *Vladavina Hrvatsko-srpske koalicije 1906.-1907. [Le Gouvernement de la Coalition croato-serbe 1906-1907]*, Beograd, Institut društvenih nauka, 1960.

37 Sur les élections pour le Sabor de 1913, voir à Ivan Bulić, « Politika Hrvatsko-srpske koalicije uoči Prvog svjetskog rata 1907-1913 » [« La politique de la Coalition croato-serbe à la veille de la première guerre mondiale »], *Časopis za suvremenu povijest*, t. 44, 2012, n° 2, p. 446-451.

hystérique et attisé par les officines panserbes de Belgrade³⁸. Ce surgenon extrême, désaxé et accidentel des idéaux de Strossmayer animera un terrorisme héroï-comique rythmé par quelques attentats ratés contre les représentants de l'autorité austro-hongroise. Ses champions reconnaissent dans le royaume des Karadorđević le « Piémont » des Slaves du Sud et certains sont manipulés par les sociétés secrètes serbes. Déboussolés par leurs illusions, leur naïveté et leur intransigeance, embourbés dans leurs contradictions, ils auront toutes les peines du monde à trouver une voie cohérente et à accorder leurs violons après l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914.

26

L'idée slave ne doit pas être perçue comme le fil rouge de la vie politique croate au XIX^e siècle. Il ne s'agit que d'une mystique parmi d'autres, n'ayant concerné que des élites fort éloignées des aspirations profondes du peuple. Élément tour à tour constitutif et concurrent de la maturation nationale des Croates, cette nébuleuse a enfanté une profusion de courants distincts ou entremêlés au gré des circonstances, aussi bien dans la banovine qu'en Dalmatie, en Istrie et en Bosnie-Herzégovine. À la faveur des cataclysmes et des intrigues diplomatiques de la Grande Guerre, les tenants d'un yougoslavisme racorni visant au bricolage improvisé d'un État indépendant sud-slave autour de la dynastie serbe régneront le dessus, aidés par les appétits territoriaux des voisins serbe et italien et par la malléabilité d'une classe politique à la légitimité contestable.

38 Sur les nationalistes yougoslavistes croates, voir Vice Zaninović, « Mlada Hrvatska uoči I. svjetskog rata » [« La Jeune Croatie à la veille de la première guerre mondiale »], *Historijski zbornik*, t. 11-12, 1958-1959, p. 65-102 ; cf. Mirjana Gross, « Nacionalne ideje studentske omladine uoči I. svjetskog rata » [« Les idées nationales de la jeunesse étudiante à la veille de la première guerre mondiale »], *Historijski zbornik*, t. 21-22, 1968-1969, p. 112-140 ; Josip Horvat, *Pobuna omladine 1911-1914* [La Révolte de la jeunesse 1911-1914], Zagreb, SKD Prosvjeta/Gordogan, 2006 ; Srećko Lipovčan, *Mladi Ujević, politički angažman i rana proza (1909.-1919.)* [Le Jeune Ujević, engagement politique et premières proses], Split, Književni krug, 2002.

UN GRAND ACTEUR OUBLIÉ DE LA SCÈNE AUTRICHIENNE : LE COMTE ANTON VON PROKESCH-OSTEN

André Reszler

Si les biographies de Metternich et de Friedrich von Gentz lui consacrent une place relativement importante, le comte Anton von Prokesch-Osten (1795-1876) est rarement mentionné dans les manuels de l'histoire autrichienne, ou alors il est relégué aux notes de bas de page. Homme d'État, diplomate chargé de missions importantes, militaire de carrière et orientaliste de haut rang, il est mieux connu en France que dans son pays natal, en raison notamment de l'amitié qui l'a lié au duc de Reichstadt ou la correspondance qu'il a entretenue avec Arthur de Gobineau pendant les vingt dernières années de sa vie. Mais contrairement à l'auteur de *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853), ce grand pessimiste autrichien n'a pas considéré l'Europe en termes raciaux, mais comme une civilisation brillante qui, ayant achevé sa période d'ascension et de plénitude, décline puis marche vers sa fin¹.

Grand serviteur de l'État, de la lignée de Metternich et de Gentz – qui l'introduit dans les premiers cercles du pouvoir et de la société –, il s'attache à l'ancien ordre des choses qu'il sent menacé par le monde nouveau qui se profile à l'horizon. Après des débuts de carrière militaire brillants, ce fils de la bourgeoisie cossue de Graz rejoint, en même temps que son premier mentor, le prince Karl Philipp von Schwarzenberg, le *Ballhausplatz* où le chancelier Metternich le prend sous sa protection. Ses rapports sur les missions qu'il avait entreprises à partir de 1824 dans les Balkans et au Moyen-Orient où il observe les conflits nés dans le sillage de la guerre d'indépendance grecque lui valent l'estime générale. Sa maîtrise des langues et des civilisations orientales, ses publications savantes, sa maîtrise des dossiers brûlants et ses talents de négociateur assoient rapidement son autorité de grand connaisseur des affaires orientales. Le titre nobiliaire de *Ritter von Osten* (Chevalier de l'Orient) qu'il reçoit en 1830, récompense ses mérites de diplomate et conforte son avancement sur le plan social.

1 Dans plusieurs lettres qu'il adresse à Gobineau, il déclare partager sa thèse relative au mélange progressif des races, mais il s'agit en quelque sorte d'une opinion personnelle qui ne débouche pas sur une théorie cohérente des cycles des civilisations.

Sa carrière militaire est précoce et fulgurante. Chef d'état-major de la marine à vingt-neuf ans, il est nommé chef de l'état-major de l'armée autrichienne deux ans plus tard. Dans les années qui suivent, ses responsabilités et son champ d'action s'élargissent ; son prestige auprès de la cour de Vienne est ascendant. En 1849, la *Ballhausplatz* fait définitivement appel à ses talents de diplomate. On le voit d'abord à Berlin avec la mission d'accroître l'influence de l'Empire habsbourgeois au sein des États germaniques puis, de 1853 à 1855, à Francfort, comme délégué de l'Autriche à la Diète fédérale, dont il assume la présidence. Le futur chancelier allemand, Otto von Bismarck, prend systématiquement le contre-pied de ses initiatives. Découragé par le peu de directives et de soutien qu'il reçoit de Vienne, il obtient l'ambassade du nouveau royaume hellénique de 1834 à 1849. Il est internonce puis ambassadeur auprès de la Sublime Porte jusqu'à sa retraite du service diplomatique en 1871, où il tente de préserver l'intégrité territoriale ainsi que le statut de grande puissance de l'Empire ottoman. En reconnaissance des services rendus à son pays, il reçoit au moment où il quitte la scène publique, le titre de comte héréditaire.

L'HOMME DE CULTURE

Prokesch a vingt ans quand, impressionné par sa faculté de s'enthousiasmer et sa réceptivité à l'égard de ce qui vient de l'Orient, Goethe lui lit à haute voix, à Iéna, de longs passages de son *West-Östlicher Divan (Le Divan occidental-oriental)*. Comme Metternich, il connaît par cœur plusieurs chants de *Childe Harold* de Byron et partage sa fascination de l'Europe des confins où plusieurs sensibilités s'entrecroisent. Poète lui-même à ses heures, on lui doit entre autres travaux littéraires, un long poème épique, *Makkabäer*, et un texte plus ramassé, *Das Gebet*, d'un intérêt surtout biographique. Lors de ses séjours à l'étranger, il noue de nombreuses amitiés dans les milieux de l'art. À Rome, il se lie avec Thorwaldsen, Horace Vernet, Donizetti, la Malibran et les maîtres italianisants de l'école romantique bavaroise comme Carus, Overbeck, Katel et Koch. Son salon berlinois est fréquenté, entre bien d'autres, par les frères von Humboldt, le prince Pückler-Muskau et Meyerbeer.

Il a beaucoup publié et plusieurs de ses récits de voyage, ouvrages d'histoire et souvenirs du duc de Reichstadt ont été réédités. Son livre sur les origines de la Grèce moderne est particulièrement intéressant : *Geschichte des Abfalls des Griechen vom türkischen Reich 1821 und der Gründung des hellenischen Königreichs* (1867, 6 vol.).

Au moment de son entrée dans la vie, Prokesch nous apparaît comme un jeune homme romantique aux dons multiples², bien que plus tourné vers l'action que porté à la rêverie. Ardent partisan de la cause philhellène, il choisit Lord Byron comme modèle – ce qui explique aussi bien l'attrait qu'exercent sur lui les mers du Sud que sa vocation poétique. Si ses œuvres littéraires sont aujourd'hui avant tout des objets de curiosité, sa sensibilité artistique, son amour de la musique, de l'architecture font partie intégrante de sa personnalité.

À l'observer de près, Prokesch semble réunir les qualités essentielles de ce que l'ami bernois de Madame de Staël, Charles-Victor de Bonstetten, avait appelé l'homme du Midi et l'homme du Nord. Côté homme du Midi, on doit noter sa nature généreuse, spontanée, son amour de la nouveauté, sa faculté de s'enthousiasmer, de s'enflammer. Côté homme du Nord, on est frappé par son sens aigu du devoir et de la discipline, le culte de la rigueur et l'importance qu'il attache au détail. Pendant ses années de retraite, il s'insurge contre le « désert de Gratz » qu'il tempère par des longs séjours à Cannes, en Italie et en Espagne. Comme il écrit dans une de ses dernières lettres à Gobineau : « L'on n'existe qu'au soleil ; modéré par l'air du printemps, et se promenant sous les palmiers. » Entre les deux aspects dominants de sa personnalité, c'est son don de l'amitié (pour le duc de Reichstadt, pour Gobineau) et surtout son extrême sociabilité qui servent de trait d'union.

CETTE EXTRÊME SOCIABILITÉ

Ses relations avec Friedrich von Gentz, le grand publiciste et le plus proche conseiller de Metternich – ancien secrétaire du congrès de Vienne auréolé de succès et homme du monde –, sont à l'origine de la vie mondaine de Prokesch. Son entrée dans le monde coïncide avec la liaison de l'homme d'État avec Fanny Elssler, la future première ballerine du Hoftheater qui est au seuil de sa grande carrière internationale. En tant qu'ami et confident du couple, il participe de plein droit aux célèbres *Abendgespräche* auxquels Metternich lui-même consacre bon nombre de ses soirées. Un détail piquant : habile versificateur, Prokesch fournit un certain nombre de poèmes d'amour à Gentz qui les transmet à la danseuse comme s'il s'agissait des produits de sa propre plume. Le troubadour par procuration fait preuve de cette « légèreté » qui est proverbiale dans la société viennoise qu'il côtoie à ses sommets, sans compromettre le grand sérieux qui va de pair avec la carrière qu'il mène aussi bien dans l'armée que la diplomatie.

2 Loin d'être un littéraire pur, entre 1816 et 1818, il enseigne les mathématiques à l'école des cadets d'Olmütz.

C'est à un dîner présidé par l'Empereur à Gratz que Prokesch rencontre le duc de Reichstadt en 1831. D'emblée, le fils de Napoléon éprouve la plus vive sympathie pour le jeune officier qui se démarque des membres de son entourage aussi bien par sa connaissance du monde que par son ouverture d'esprit et à qui il demandera jusqu'à sa mort de l'aider à clarifier ses problèmes d'identité. « Vous m'êtes connu. Je vous aime depuis longtemps... J'ai lu votre *Mémoire* sur Waterloo... Vous avez défendu l'honneur de mon père. » En 1831, lors d'un séjour à Rome, Prokesch rend visite à Laetitia Bonaparte, la mère de Napoléon, qui lui confie pour son petit-fils, son portrait en miniature et une boucle de cheveux de l'Empereur, mais la mort prématurée du prince l'empêche d'accomplir sa mission.

30

Débordant d'enthousiasme, tour à tour rempli d'ambition ou résigné, le jeune prince ne sait pas comment réconcilier son ascendance française (et impériale) avec son éducation calquée sur celle des jeunes archiducs au palais de Schönbrunn. Quelles sont ses perspectives d'avenir sur l'échiquier de l'Empire multinational des Habsbourg, ne serait-ce qu'à la périphérie de sa sphère d'influence. Prokesch l'aide à s'orienter dans le monde, à surmonter ses dépressions ou à modérer ses enthousiasmes sans possibilité de réalisation. Pendant quelque temps, il tente vainement de le protéger contre lui-même et contre son entourage qui l'étouffe. « Prokesch est un romantique, écrit Paul Morand, sensible à l'amitié de l'Aiglon et de l'officier à qui il arrive d'outrepasser parfois son sens de la réalité. Passionnément attaché au fils de l'Empereur, le jeune Prokesch rêve pour lui tous les trônes du monde, et d'abord, car il est philhellène, le trône de Grèce³ ». Peu de temps avant sa mort, il sonde Gobineau sur les chances de traduire en français ses *Relations avec le duc de Reichstadt* publiées à Paris en 1872⁴.

Malgré son ascension météorique, Prokesch est un des premiers Autrichiens de sa génération à ressentir le « malaise » de la civilisation européenne. Il constate douloureusement ses failles, ses carences et ses contradictions qui vont en s'approfondissant. La seule question qui se pose, c'est l'état d'avancement d'un processus irréversible. « Vivrons-nous assez pour voir renaître un temps plus sain, plus solide, j'en doute. »

On serait tenté d'apercevoir derrière sa vision pessimiste du monde l'influence de Gobineau. Mais si les deux amis se communiquent leurs inquiétudes, leurs pressentiments de revers historiques majeurs, celles du correspondant autrichien ont leurs racines dans une vision conservatrice autrichienne dont il est l'héritier.

3 Paul Morand, *La Dame blanche des Habsbourg*, Paris, Robert Laffont, 1963, p. 158.

4 *Mein Verhältnis zum Herzog von Reichstadt*, Paris, Plon, 1878.

De nombreux passages de ses lettres dénotent leur influence, examinée bien entendu à la lumière de sa propre expérience.

« Ma vie coïncide avec une période abominable de l'histoire. Je suis venu ou bien trop tôt ou trop tard dans le monde », a écrit Metternich à une de ses amies, la princesse de Lieven, en 1820, et déclare vouer toute son énergie à des « édifices pourris ». Il a en horreur toutes les « ères de passages » qu'il tient pour la maladie du corps social, déclare-t-il deux décennies plus tard. Le chancelier n'hésite pas de se comparer au médecin d'un vaste établissement hospitalier : « je suis praticien dans un grand hôpital qui a pour lui le monde civilisé... » Le devoir de l'époque est de conserver ce qui a résisté aux grandes secousses de la Révolution française et de l'ère napoléonienne. Les turbulences des années 1848-1849 dissipent ses espoirs d'une nouvelle époque d'harmonie. Aussi attribue-t-il à l'histoire de la décadence romaine fourni par Gibbon (dans *La Décadence et la chute de l'Empire romain*, 1776) une valeur paradigmatique certaine : « la situation dans laquelle se trouve l'Europe ressemble à celle qui a causé la ruine du Bas-Empire ».

« La gloire de l'Europe est éteinte » : cette phrase d'Edmund Burke dont il avait traduit en allemand les *Réflexions sur la Révolution française* donne à la vision historique de Friedrich Gentz sa coloration de base. Une phrase d'une lettre adressée peu avant sa mort à Ancillon, le ministre des Affaires étrangères de la Prusse, résume sa philosophie :

Le temps des capitulations dans l'honneur me paraît révolu, et le centre ne nous sauvera plus ; utilisons ce qui reste de nos forces pour maintenir ce que nous voulons et ce que nous avons toujours voulu garder. La cause que nous défendons périra, je le sais et je sais aussi pourquoi⁵...

L'INFLUENCE DE GOBINEAU ?

« Nous vivons dans un triste siècle. »
Prokesch à Gobineau le 26 juin 1855.

« Ce que vous me dites sur la marche descendante de notre société, est dogme chez moi depuis longtemps... D'ailleurs la décadence est d'une rapidité effrayante et le progrès matériel et industriel n'est qu'un moyen pour

5 Au sujet du pessimisme culturel de Metternich et de Gentz, voir mon essai *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, Genève, Georg, 2004, p. 123-129.

la hâter », écrit Prokesch à Gobineau le 19 juillet 1856.⁶ Les deux diplomates s'étaient rencontrés pour la première fois deux ans auparavant à Francfort et de nombreuses affinités les rapprochent. Prokesch – de vingt-et-un ans son aîné – ne doit nullement la découverte de l'idée du déclin à Gobineau. Il avait lu *Les Ruines ou Méditation sur les révolutions des Empires* (1791) de Volney et sa longue expérience de la vie l'a convaincu de la pertinence de ses thèses. À preuve, cette réflexion qui date de 1876 : « Le site de Carthage est d'une grandeur remarquable. Il ne reste de cette Londres antique que l'emplacement, quelques débris insignifiants, quelques souterrains colossaux. Ainsi, après vingt autres siècles passés, qu'est-ce qui restera de la Londres moderne? » Il n'hésite pas de faire usage également, en s'appuyant sur Gibbon, de l'analogie historique. « Notre siècle ressemble à l'époque avant les Césars, lorsque la République était morte dans les cœurs des Romains, et le culte des dieux remplacé par des orgies autour des idoles⁸ ». À un autre moment, c'est l'exemple de Byzance qui alimente ses appréhensions : « En attendant les illusions se dissiperont bon gré mal gré, et les choses prendront une assiette un peu plus stable. Au fond la civilisation n'est pas à sauver ni par les conservateurs ni par les révolutionnaires, elle mourra du mal caduc de Byzance⁹. » Le temps du déclin est lent chez lui, comme en général chez les auteurs qui partagent ses pronostics et les échéances lointaines.

Prokesch et Gobineau ont encore en commun le plaisir de séjourner en Asie où ils rencontrent plus de générosité, plus de politesse, plus d'hospitalité venant du cœur, que dans l'Europe matérialiste, repliée sur son confort et son égoïsme. L'Asie a l'avantage sur la vieille Europe « desséchée » d'avoir conservé un « besoin plus vif de croyances religieuses. » « Que de belles choses, si l'on ne se borne pas à l'horizon de l'Europe », s'écrie Prokesch lorsqu'il met fin à son long séjour francfortois. « Sachez que, quoique emprisonné dans la cage étroite du monde qu'on appelle *civilisé*, je veux vivre avec vous », écrit-il de Vienne à Gobineau en séjour à Téhéran¹⁰. Il remercie le ciel d'être loin de la « mesquine Europe ». « Le désert de l'Arabie vaut mieux », clame-t-il lors d'une nouvelle mission à l'étranger.

6 *Correspondance entre le comte de Gobineau et le comte de Prokesch-Osten (1854-1876)*, Paris, Plon, 1933, p. 97. Prokesch est un des cent acheteurs de la première édition de *l'Essai de l'inégalité des races humaines* qui est resté largement inconnu au moment de sa publication.

7 *Ibid.*, p. 401. On reconnaîtra l'allusion à la phrase de Volney souvent citée : « Que sont devenues tant de brillantes créations de la main de l'homme ? Où sont-ils ces remparts de Ninive, ces murs de Babylone, ces palais de Persépolis, ces temples de Balbeck et de Jérusalem ? Où sont ces flottes de Tyr, ces chantiers d'Arad, ces ateliers de Sidon ? »

8 *Ibid.*, p. 375. Cette note date de 1874.

9 *Ibid.*, p. 223.

10 *Ibid.*, p. 29.

Il se sent le fils d'un siècle de fer sur sa pente rouillée au beau milieu d'un monde frappé par « l'usure et le dessèchement des cœurs et des têtes¹¹. » On n'y échappe pas car le vrai désert est en nous. L'Europe devance-t-elle l'Asie, se soustrait-elle à la malédiction du matérialisme et du progrès technique, ou participe-t-elle à un phénomène plus vaste, universel? C'est ce dernier cas qui prévaut. Prokesch voit sur la surface du globe toutes les civilisations dans une décadence parallèle:

nous ne descendons pas d'une autre voie que les Chinois, les Persans, les Turcs, mais nous sommes à peu près aussi loin qu'eux, je veux dire aussi près qu'eux du marais où tout va se confondre. Nous sommes un peu plus intelligents et plus instruits; ils sont plus honnêtes, ces barbares, ils nous valent et nous les valons¹².

Citons, pour clore notre analyse, les lignes où il serre de plus près la caractérisation de son époque:

Malheureusement, nous ne vivons pas dans une époque de confiance réciproque, propre à faciliter l'entente. Les passions dominent, les exagérations et le mensonge sont la manie courante. La maladie n'est pas partielle, tout le corps en est affecté; gouvernements et peuples sont également malades. Il n'y a pas de guérison pour un pareil état. Les principes conservateurs sont comme des remèdes auxquels les médecins ne croient plus, et que les malades refusent¹³.

VIEILLESSES

La vieillesse de Prokesch est studieuse – il complète et systématise notamment sa vaste collection de médailles antiques – mais solitaire. La société viennoise qu'il côtoie est médiocre: son ancien monde riche en personnalités exceptionnelles a disparu. Il ne voit autour de lui aucun destin hors pair et il se sent étranger dans sa patrie. Ce n'est pas un des moindres paradoxes que ce grand commis autrichien rêve d'être un jour réincarné en Orient: « Si j'avais à renaître, je viendrais naître dans l'Inde et me mettre à étudier le chinois¹⁴. »

¹¹ *Ibid.*, p. 161.

¹² *Ibid.*, p. 90.

¹³ *Ibid.*, p. 253.

¹⁴ *Ibid.*, p. 191. Le texte est de 1856.

LA BOSNIE-HERZÉGOVINE ENTRE L'AUTRICHE ET LA HONGRIE (1878-1914)

Philippe Gelez

LE RÔLE DU MINISTÈRE COMMUN DES FINANCES

En juillet 1878, les Puissances réunies à Berlin décident de confier à l'Autriche-Hongrie l'occupation de la Bosnie-Herzégovine afin de pacifier la province. Conformément aux débats publics du congrès, le ministre des Affaires extérieures austro-hongrois, Andrassy (1823-1890), a signé une déclaration secrète où il promet à l'Empire ottoman que cette occupation sera temporaire¹. Benoît Brunswik (1830-ap. 1878), diplomate et éditeur du traité de Berlin, commente à l'époque cette partition de souveraineté dans les termes suivants : au sultan, la souveraineté politique, toute nominale ; à François-Joseph, la souveraineté administrative, effective, en une sorte de condominium inégal². Ce statut international ambigu ne fut jamais tranché, même après l'annexion de 1908, puisque celle-ci ne fut pas ratifiée par l'Empire ottoman ni même traduite dans la constitution austro-hongroise³.

Cette complexité sur le plan international devait trouver une traduction au sein même de la structure dualiste, complexe elle aussi. À laquelle des deux parties de l'Empire l'administration de la Bosnie incomberait-elle ? Cette question fit l'objet d'après négociations entre Hongrois, Autrichiens et gouvernement commun. Une fois réglée, elle allait être remise sur le tapis par les populations sud-slaves de la Monarchie au moment de leur émancipation nationale dans le cadre des propositions de réagencement trialiste.

- 1 Zoran Grijak, *Politička djelatnost vrhbosanskog nadbiskupa Josipa Stadlera* [L'Action politique de Josip Stadler, archevêque de Haute-Bosnie], Zagreb, HIP, 2001, p. 39.
- 2 Benoît Brunswik, *Le Traité de Berlin annoté et commenté*, Paris, Plon, 1878, p. 101-107.
- 3 Sur cette question, la littérature est nombreuse. On consultera avec profit Hadmija Kapidžić, « Položaj Bosne i Hercegovine za vrijeme austrougarske uprave (državnopravni odnosi) » [« La situation de la Bosnie-Herzégovine durant l'administration austro-hongroise (statut constitutionnel) »], *Prilozi Instituta za istoriju*, 4, 1968, p. 70-80.

L'ambiguïté du statut de la Bosnie-Herzégovine n'est pas qu'historique ; elle est aussi historiographique⁴. Régulièrement, on s'est plu à dénoncer dans la présence austro-hongroise en Bosnie-Herzégovine une entreprise de *colonisation* avilissante. Le fut-elle ? Le mot n'appartient-il pas plutôt à la rhétorique des nationalismes anti-habsbourgeois et du marxisme anti-impérialiste⁵ ? Le reproche a été formulé en premier par des Serbes, sur le moment, pour des raisons que je qualifierais d'ethnographiques⁶ ; puis ce sont les socialistes qui ont repris l'idée dans leur lutte contre l'impérialisme et dans le cadre des idéologies post-colonialistes⁷ ; enfin, lentement à partir des années 1970, dans le contexte de la décolonisation, on s'est plu à interroger le concept⁸ – peut-être parce qu'Immanuel Wallerstein (1930-) l'avait mis à la mode – pour qu'actuellement l'idée connaisse un véritable regain, en bonne partie parce que la grille de lecture saïdienne a été adaptée à l'histoire culturelle des Balkans – on la retrouve donc moins largement chez les historiens, qui la problématisent davantage⁹, que chez les littéraires, les culturalistes ou les anthropologues¹⁰.

- 4 On consultera avec intérêt Stijn Vervaet, « Some Historians from Former Yugoslavia on the Austrohungarian Period in Bosnia and Herzegovina (1878-1918). A Reality of Imperialism versus the Golden Years of the Double Eagle? », en ligne sur le site *Kakanien Revisited*.
- 5 Point de vue général sur la question chez Raymond Detrez, « Colonialism in the Balkans. Historic Realities and Contemporary Perceptions », en ligne sur le site *Kakanien revisited*.
- 6 Par exemple le discours inaugural de Gliša Geršić à l'Académie royale de Serbie le 16 février 1893 (*Поглед на међународни и државноправни положај Босне и Херцеговине и острва Кипра према научним оценама претставника данашње међународно-правне теорије [Examen de la position internationale et constitutionnelle de la Bosnie-Herzégovine et de l'île de Chypre selon les avis scientifiques des représentants de la théorie du droit international actuelle]*, Beograd, Kralj.-srpska državna štamparija, 1893).
- 7 La meilleure formulation est à trouver chez Milorad Ekmečić, « Društvo, privreda i socijalni nemiri u Bosni i Hercegovini » [« Société, économie et troubles sociaux en Bosnie-Herzégovine »], dans *Istorija srpskog naroda, VI/1: Od Berlinskog kongresa do ujedinjenja 1878-1918*, Beograd, [Histoire du peuple serbe, VI, t. 1: Du Congrès de Berlin à l'unification 1878-1918], Beograd, Srpska književna zadruga, 2003, p. 555-556.
- 8 Peter Sugar, *Industrialization of Bosnia-Herzegovina 1878-1918*, Washington, University of Washington Press, 1963 ; Immanuel Wallerstein (dir.), *Social Change. The Colonial Situation*, New York, Wiley, 1966 ; Ernest Bauer, *Zwischen Halbmond und Doppeladler. 40 Jahre österr. Verwaltung in Bosnien-Herzegowina*, Wien/München, Herold, 1971 ; Robert A. Kann, « Trends Toward Colonialism in the Habsburg Empire. The Case of Bosnia-Herzegovina, 1878-1914 », dans Don Karl Rowney & G. Edward Orchard (dir.), *Russian and Slavic History*, Columbus, Slavica, 1977, p. 164-180.
- 9 Bojan Aleksov, « Habsburg 'Colonial Experiment' in Bosnia and Hercegovina revisited », dans Stefan Troebst, Ulf Brunnbauer (dir.), *Schnittstellen: Gesellschaft, Nation, Konflikt und Erinnerung in Südosteuropa. Festschrift für Holm Sundhaussen zum 65. Geburtstag*, München, Oldenbourg, 2007, p. 201-216 ; Robin Okey, *Taming Balkan Nationalism. The Habsburg Civilizing Mission in Bosnia, 1878-1914*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2007 (et la note de lecture de Zlatko Kudelić, « Nova analiza austrougarskog razdoblja bosanskohercegovačke povijesti u knjizi: Kroćenje balkanskog nacionalizma i habsburška civilizacijska misija u Bosni » [« Une nouvelle analyse de la période austro-hongroise de l'histoire bosno-herzégovinienne : le livre *Le Domptage des nationalismes balkaniques et la mission civilisatrice des Habsbourg en Bosnie* »], *Croatica Christiana periodica* 34/66, 2010, p. 115-138). Jelena Milojković-Djurić, fidèle à la ligne de l'historiographie serbe, considère

Dans quelle mesure l'histoire juridique et économique de la Bosnie-Herzégovine autorise-t-elle à qualifier la période austro-hongroise de domination coloniale ? C'est en examinant la place et le rôle des institutions chargées d'administrer la province dans la structure de la Monarchie que l'on fixera les limites du débat et sa pertinence, et éviter la psychologisation des rôles politiques selon une grille d'analyse pseudo-psychanalytique ou crypto-marxiste reprenant les couples dominant-dominé ou maître-esclave.

Le premier caractère de l'administration de la Bosnie-Herzégovine dans le système dualiste est qu'elle résulte d'un compromis politique¹¹. En juillet 1878, l'occupation ne provoque nulle part en Autriche-Hongrie de vague

l'administration austro-hongroise en Bosnie-Herzégovine comme un régime colonial comme si cela allait de soi (par exemple Jelena Milojković-Djurić, « Benjamin von Kállay's Role in Bosnia-Herzegovina 1882-1903: Habsburg's Policies in an Occupied Territory », *Journal of the North American Society for Serbian Studies* 14/2, 2000, p. 211-220). Enfin, Robert Donia, historien à la sensibilité culturaliste marquée, se rapproche de la position des anthropologues et culturalistes (voir note suivante) dans « The Proximate Colony. Bosnia-Herzegovina under Austro-Hungarian Rule », en ligne sur le site *Kakanien revisited*.

- 10 La Bosnie est souvent considérée chez eux comme une « semi-colonie », ou une « proche colonie », mais l'accent est finalement mis sur le comportement colonial du « centre ». Voir Clemens Ruthner, « Habsburg's Little Orient. A Post/Colonial Reading of Austrian and German Cultural Narratives on Bosnia-Herzegovina, 1878-1918 », sur le site *Kakanien revisited*, 2008 (repris dans Raymond Detrez, Ursula Reber, Diana Reynolds & Clemens Ruthner [dir.], *Wechsel/Wirkungen: The social, political and cultural impact of Austro-Hungarian occupation on Bosnia-Herzegovina, 1878-1918*, New York, P. Lang, à paraître). Peter Stachel, « Der koloniale Blick auf Bosnien-Herzegowina in der ethnographischen Populärliteratur der Habsburgermonarchie », dans Johannes Feichtinger, Ursula Prutsch, Moritz Csáky (dir.), *Habsburg Postcolonial. Gedächtnis – Erinnerung – Identität*, Innsbruck, StudienVerlag, 2003, p. 259-275 ; Clemens Ruthner, « Kakaniens kleiner Orient. Post/koloniale Lesarten der Peripherie Bosnien-Herzegowina 1878–1918. », dans Endre Hárs, Wolfgang Müller-Funk, Ursula Reber, Clemens Ruthner (dir.), *Zentren, Peripherien und kollektive Identitäten in Österreich-Ungarn*, Tübingen/Basel, Francke, 2006, p. 255-283. Voir aussi Габор Бур, « Колониальная политика Габсбургской империи » [« La politique coloniale de l'Empire habsbourgeois »], *Ōt Kontinens*, 4, 2006, p. 103-110 ; et Stijn Vervaet, « Cultural Politics, Nation Building and Literary Imagery. Towards a Post-colonial Reading of the Literature(s) of Bosnia-Herzegovina 1878–1918 », en ligne sur le site *Kakanien revisited*, repris dans Raymond Detrez, Ursula Reber, Diana Reynolds & Clemens Ruthner (dir.), *Wechsel/Wirkungen: The social, political and cultural impact of Austro-Hungarian occupation on Bosnia-Herzegovina, 1878-1918*, op. cit.
- 11 Discussion entre Dževad Juzbašić, « O problemu utvrđivanja i ozakonjenja osnovnih principa upravljanja Bosnom i Hercegovinom na početku austro-ugarske okupacije » [« Une question problématique : consolider et traduire dans la loi les principes fondamentaux de l'administration de la Bosnie-Herzégovine au début de l'occupation austro-hongroise »], *Prilozi Instituta za istoriju*, 4, 1968, et Hamdija Kapidžić, « Položaj Bosne i Hercegovine za vrijeme austrougarske uprave (državnopravni odnosi) » [« La position de la Bosnie-Herzégovine à l'époque de l'administration austro-hongroise (relations constitutionnelles) »], *Prilozi Instituta za istoriju*, 4, 1968 ; Dževad Juzbašić, « O nastanku paralelnog austrijskog i ugarskog zakona o upravljanju Bosnom i Hercegovinom iz 1880. godine » [« La genèse de la loi parallèle autrichienne et hongroise sur l'administration de la Bosnie-Herzégovine en 1880 »], *Radovi ANUBiH XXXII/11*, 1967, p. 163-196 (repris dans *Politika i privreda u Bosni i Hercegovini pod austrougarskom upravom [Politique et économie durant l'administration austro-hongroise]*, Sarajevo, ANUBiH, 2002, p. 11-47). Une importante bibliographie en langue allemande y est donnée dans les notes de bas de page.

d'enthousiasme débordant ; même en Croatie, la Diète se montre partagée à la nouvelle des décisions du congrès de Berlin¹² ; elle prend l'initiative de faire une déclaration à l'Empereur à cette occasion, mais bien mal lui en prend¹³. En Autriche, ils sont nombreux au Parti libéral à ne pas vouloir que l'élément slave augmente dans la Monarchie, et en Hongrie, l'opinion est largement turcophile tandis que les cercles politiques sont unanimes pour ne pas troubler l'équilibre dualiste¹⁴. Tisza (1861-1918) accepte cependant le principe de l'occupation car il pense qu'elle représente un moindre mal face à un éventuel rattachement de la Bosnie-Herzégovine à la Serbie ou au Monténégro.

À vrai dire, un premier mémoire issu du ministère commun des Affaires étrangères – rédigé alors que se terminaient les opérations militaires de l'occupation – avait proposé, en septembre 1878, qu'à la tête des provinces se trouve le gouvernement commun, dirigé par le ministre des Affaires étrangères avec, à ses côtés ceux des Finances et de la Guerre, et en collaboration avec les gouvernements des deux moitiés. Une commission d'exécution serait mise en place à Vienne avec des représentants de toutes ces instances, et en dialogue avec un département des affaires bosno-herzégoviniennes au sein

12 Le parlement croate, à l'instigation du Parti national (*Narodna stranka*), adopte une adresse à l'Empereur le 16 octobre 1878 où il exprime le désir que « l'organisation des provinces occupées se mette en place de telle sorte qu'avec le temps, elle puisse correspondre à celle des royaumes de Dalmatie, Croatie et Slavonie dans son lien de droit d'État envers le royaume de Hongrie, et devienne ainsi un joyau de la couronne ungaro-croate ». Les cercles politiques hongrois ont mandé aux Croates que le futur de la Bosnie-Herzégovine ne concernait pas ces derniers, et que c'était à eux en premier de décider sur cette question. François-Joseph, en recevant la députation qui lui amena l'adresse, déclara que le parlement avait outrepassé ses compétences en mentionnant la Bosnie-Herzégovine. Starčević, lui, demeure hostile à l'occupation, car il pense que seule une Croatie sous un lien personnelle avec l'Empereur, et non dans le cadre du compromis croato-hongrois, a un droit historique sur la Bosnie et l'Herzégovine (Zoran Grijak, *Politička djelatnost Josipa Stadlera*, op. cit., p. 32-33). Voir aussi Zlatko Hasanbegović, « Hrvatske nacionalno-integracijske ideologije i Istočno pitanje. Prilog poznavanju pogleda hrvatskog jugoslavizma i Ante Starevića na događaje u Bosni i Hercegovini prije i za vrijeme krize 1875.-1878. » [« Les idéologies croates nationalo-intégrales et la Question d'Orient. Contribution à la connaissance du point de vue du yougoslavisme croate et d'Ante Starčević sur les événements de Bosnie-Herzégovine avant la crise de 1875-1878 et durant celle-ci »], dans Dušan Musa (dir.), *Uloga Hrvata u Hercegovačkome ustanku (1875.-1878.)*. *Zbornik radova [Le Rôle des Croates dans l'Insurrection d'Herzégovine (1875-1878). Actes du colloque]*, Ljubuški, Udruženje « Vojvoda don Ivan Musić », 2009, p. 39-54 ; Josip Mihaljević, « Odnos Stranke prava prema okupaciji Bosne i Hercegovine 1878. i 1879. godine u listu "Sloboda" » [« La position du Parti du Droit sur l'occupation de la Bosnie-Herzégovine en 1878 et 1879 dans le journal *La Liberté* »], *Bosna franciscana*, 16, 2008, 28, p. 127-149.

13 Željko Holjevac, « Je li Hrvatski sabor 1878. "prekoračio svoju nadležnost" pri zauzimanju stava o Bosni i Hercegovini ? » [« La diète croate est-elle "sortie de son domaine de compétences" en prenant position sur la Bosnie-Herzégovine en 1878 ? »], *Dani dr. Franje Tuđmana. Hrvati kroz stoljeća*, 2, 2009, p. 369-378.

14 Jean-Paul Bled, « La question de Bosnie-Herzégovine et la fin de l'ère libérale en Autriche », dans Ralph Melville et Hans-Jürgen Schröder (dir.), *Der Berliner Kongress von 1878. Die Politik der Grossmächte und die Probleme der Modernisierung in Südosteuropa in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Wiesbaden, Franz Steiner, 1982, p. 259.

du ministère des Affaires étrangères. Le principe de l'autofinancement de la province est déjà énoncé. Comme aucune modification profonde n'est prévue dans l'administration de la Bosnie, la commission continuerait à reconnaître le domaine de compétences des instances administratives centrales d'Istanbul dans la mesure où il n'empiète pas sur ses propres intérêts.

Personne ne voit d'intérêt à une annexion immédiate¹⁵. Il est même nécessaire pour tous ou presque que l'administration qu'on va mettre en place conserve un caractère provisoire. On crée ainsi un groupe de travail *ad hoc*, la « commission bosniaque », qui a vocation à disparaître le plus rapidement possible sans qu'on sache exactement au profit de quelle institution. Cette condition, ajoutée à l'équilibre très subtil des pouvoirs dans l'architecture dualiste, complique singulièrement la tâche si bien qu'il faut presque un an pour trouver une solution adéquate, et un an et demie pour la traduire dans la loi.

En vue de la création d'une administration, de longues négociations débutent dès juillet 1878. La principale pierre d'achoppement est de savoir si l'on accordera aux députés des parlements hongrois et autrichien, ainsi qu'aux délégations du gouvernement commun, un droit d'ingérence dans les affaires du corps administratif chargé de gérer les provinces occupées. Le point de vue de François-Joseph et du gouvernement Auersperg, au fond, c'est que les parlements ne peuvent légiférer pour une province qui, non seulement est étrangère, mais pour laquelle ils n'ont aucun mandat de représentation¹⁶. Les Hongrois, eux, s'arc-boutent sur le principe de responsabilité ministérielle, qui serait une garantie, estiment-ils, contre un regain d'absolutisme. Les deux parties s'accordent simplement sur le fait que la Bosnie-Herzégovine doit être une affaire commune.

Une crise politique s'ensuit, appelée « crise orientale » ou « crise de Bosnie ». Devant le refus des Hongrois, le cabinet libéral d'Adophe von Auersperg (1821-1885) décide de donner sa démission à l'Empereur en février 1879. Le gouvernement commun propose alors au souverain que l'administration de la Bosnie-Herzégovine soit confiée à l'un des ministres communs, qui serait donc responsable devant l'Empereur et le gouvernement commun. François-Joseph acquiesce : le 26, l'administration de la Bosnie-Herzégovine est transférée au ministère commun des Finances. En son sein est fondé un Bureau pour les affaires de Bosnie-Herzégovine, ou « Bureau bosniaque », qui prend en main le 11 mars toutes les affaires courantes en tant qu'organe superordonné à l'Administration territoriale. La « commission bosniaque » est condamnée : elle

¹⁵ Dževad Juzbašić, « O nastanku paralelnog austrijskog i ugarskog zakona », art. cit., p. 13.

¹⁶ *Ibid.*, p. 14-24. Voir aussi Theodor Dantscher von Kollesberg, *Der monarchische Bundesstaat Oesterreich-Ungarn und der Berliner Vertrag nebst der Bosnischen Vorlage*, Wien, A. Hölder, 1880, p. 280-311.

se borne à un rôle purement consultatif pour cesser bientôt (dernière séance le 27 mai 1879).

Tisza et les Hongrois dénoncent cette manière de faire et font de la mise au vote une question de confiance. La tension se cristallise sur la question des finances. Les Hongrois souhaitent qu'au cas où le budget bosno-herzégovien ne suffirait pas, les deux parlements donnent à leurs délégations le pouvoir de voter ces suppléments. C'est compréhensible dans la mesure où, politiquement, Autriche et Hongrie sont en pleine parité, alors que, financièrement, les Hongrois ne contribuent qu'à hauteur de 31,4 % des dépenses communes. Les Hongrois refusent donc la convention proposée par les Autrichiens qui stipule que les dépenses pour la Bosnie-Herzégovine seront couvertes à parts égales ; selon eux, ce serait négocier un nouveau compromis.

40 Il faudra attendre le mois d'août suivant pour que le gouvernement Taaffe soit définitivement mis en place. À la fin du bras de fer politique, Tisza obtient gain de cause, sans qu'on en discerne bien les raisons.

Sanctionnée le 22 février 1880, et conservée telle quelle jusqu'en 1912¹⁷, la loi prévoit le fonctionnement d'un bureau des Affaires de la Bosnie-Herzégovine au sein du ministère commun des Finances ; directement subordonné au ministre, le bureau est la courroie de transmission entre celui-ci et l'administration territoriale siégeant à Sarajevo sous la direction du gouverneur militaire des provinces occupées. On est donc en-dehors des structures particulières à chaque moitié de la Monarchie, tout en y conservant un ancrage. En effet, en faisant le compte rendu de son action aux Délégations, le ministre commun des Finances ne relève pas uniquement de l'Empereur. De plus, chaque changement dans les relations de la Bosnie-Herzégovine envers la Monarchie doit être approuvé par les corps représentatifs en Autriche et en Hongrie.

C'est avec les Délégations que les premières discussions un peu précises ont lieu en 1885, à l'initiative de Josef Anton Oelz (1812-1893), un député conservateur, sur la colonisation agraire et la scolarisation¹⁸. Très progressivement, le ton s'est ensuite infléchi, notamment à l'instigation de Masaryk (1850-1937), qui tient deux discours de critique générale en octobre 1892 et juin 1893, après

17 À ce sujet, voir Philippe Gelez, « Les guerres balkaniques vues de Bosnie-Herzégovine », *Études danubiennes*, n° 29, 2013, p. 121-135.

18 *Stenographische Sitzungs-Protokolle der Delegation des Reichsrates. Zwanzigste Session*, Wien, K.-k Hof- und Staatsdruckerei, 1885, p. 171-176 (4^e séance, du 17 novembre 1885). Sur Oelz, voir « Oelz, Josef Anton », dans *Österreichisches Biographisches Lexikon 1815-1950*, t. 7, Wien, ÖAW, 1977, p. 209.

s'être rendu sur place¹⁹. On voit aussi que les échanges au Conseil des ministres communs ont parfois été vifs²⁰.

Après l'annexion, les liens juridiques qui attachent la Bosnie au reste de la Monarchie ne changent pour ainsi dire pas de nature. Mais la province attise maintenant les convoitises, notamment du côté hongrois. Au moment des discussions sur l'annexion, à l'été 1908, le ministre-président hongrois, Sándor Wekerle (1848-1921), souligne les droits historiques de la Couronne de saint Étienne sur la Bosnie-Herzégovine, ce qui est sans aucun doute influencé par des raisons économiques. Malgré l'opposition du gouvernement commun, les Hongrois parviennent à faire inscrire dans la constitution bosno-herzégovinienne de février 1910 que les propositions de loi de l'administration territoriale, avant d'être débattues au parlement, doivent recevoir l'aval des deux gouvernements. Ils se réservent ainsi le droit de continuer à s'ingérer dans les destinées de la Bosnie-Herzégovine, comme le leur donnait déjà la loi de 1880. Mais alors que dans les années 1880 et 1890, le gouvernement hongrois n'a guère fait usage de cette faculté, la crise économique et les crispations politiques le poussent maintenant à s'intéresser de plus près au sort des provinces annexées.

À cause de cette ingérence continue, la Bosnie-Herzégovine a toujours été, en puissance ou dans les faits, le terrain d'une lutte d'influence entre les deux moitiés de la Monarchie, et n'a pu écarter le danger d'une mainmise politique ou économique. Cette faille dans l'édifice de la loi de 1880 s'est bien vite traduite dans la vulnérabilité financière de la province.

On pense au premier chef à la loi du 20 décembre 1879, sanctionnée par l'Empereur presque en même temps donc que la loi d'administration, qui prévoit l'inclusion de la Bosnie-Herzégovine dans l'Union douanière austro-hongroise à compter du 1^{er} janvier 1880²¹. Il est très clair que cette loi protège les intérêts économiques des deux parties de la Monarchie en ouvrant le marché bosniaque aux intérêts autrichiens, et en jugulant l'export de matières premières hors des

19 *Stenographische Sitzungs-Protokolle der Delegation des Reichsrates. Achtundzwanzigste Session*, Wien, K.-k Hof- und Staatsdruckerei, 1892, p. 99-106 (séance du 18 octobre 1892) ; *Stenographische Sitzungs-Protokolle der Delegation des Reichsrates. Neunundzwanzigste Session*, Wien, K.-k Hof- und Staatsdruckerei, 1893, p. 180-189 (séance du 16 juin 1893) ; Ladislav Hladký, « T. G. Masaryk i Bosna i Hercegovina (Prilog historiji bosansko-čeških odnosa) » [« T. G. Masaryk et la Bosnie-Herzégovine (contribution à l'histoire des relations bosno-tchèques) »], *Prilozi Instituta za historiju*, 30, 2001, p. 117-141.

20 Éva Somogyi (dir.), *Die Protokolle des gemeinsamen Ministerrates der österreichisch-hungarischen Monarchie 1896-1907*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1991, LXXXIII + 595 p.

21 Dževad Juzbašić, « O uključanju Bosne i Hercegovine u zajedničko austrougarsko carinsko područje » [« Sur l'inclusion de la Bosnie-Herzégovine au territoire douanier commun austro-hongrois »], *Prilozi Instituta za istoriju*, 19, 1982, p. 125-161 (repris dans *Politika i privreda*, p. 49-86). Version abrégée en allemand dans *Österreichische Osthefte*, 29/2, 1986, p. 196-211.

provinces occupées afin de ne pas porter préjudice à la production céréalière ou minière (fer) en Hongrie²².

Des dispositions de la loi de 1880 semblent contrebalancer cette subordination. Deux articles y stipulent en effet que la Bosnie-Herzégovine doit s'autofinancer ; elle subviendra à ses besoins grâce à ses recettes propres, hormis pour certaines infrastructures. Cette nécessité affranchit l'administration territoriale d'une quête d'argent perpétuelle auprès des instances représentatives ; mais elle l'amène à pressurer la population bosno-herzégovinienne, parfois sans ménagement, au nom de la modernisation de la province²³.

42 Celle-ci est donc exposée à tous vents ; face aux impératifs financiers, en particulier, la loi de 1880 n'a pas eu les moyens de protéger la province d'une certaine mise sous tutelle, d'une certaine exploitation. Il n'en faudrait peut-être pas plus pour en faire une colonie de l'Autriche-Hongrie, si la force flageolante de la loi n'était pas soutenue par le facteur humain – en l'occurrence, le *Reichsminister* des finances. En soi, la loi n'est qu'un instrument, et non un rempart ; tant que les ministres communs des finances ont eu la force de la manier à leur profit, elle a bien fonctionné. Quand les circonstances les en ont empêchés, cela a craqué.

C'est à cette aune qu'il faut réévaluer le rôle du ministre commun des Finances : en complémentarité de la loi de 1880, son action est garante de la position de la Bosnie-Herzégovine dans l'équilibre dualiste, dans la mesure où il œuvre à la conserver en-dehors de la structure austro-hongroise. Il lui est en revanche impossible de s'asseoir sur la loi pour simplement veiller à son application, car cela reviendrait à se laisser doubler par des intérêts concurrents. C'est ce que semble illustrer le parcours des trois principaux ministres communs des Finances²⁴ qui se sont succédé à la tête de la Bosnie-Herzégovine : Kállay, Burián et Biliński²⁵.

22 Dževad Juzbašić, « Izvještaj Hermanna von Sautera o odnosima Bosne i Hercegovine i Monarhije u svjetlu austrougarskih ekonomskih suprotnosti » [« Le rapport d'Hermann von Sauter sur les relations entre la Bosnie-Herzégovine et la Monarchie à la lumière des rivalités économiques austro-hongroises »], *Godišnjak Društva istoričara Bosne i Hercegovine*, 18, 1970, p. 45-104, repris dans *Politika i privreda*, p. 87-139, p. 100.

23 Là-dessus, voir Hamdija Kapidžić, *Hercegovački ustanak 1882 [L'Insurrection herzégovinienne de 1882]*, Sarajevo, Veselin Masleša, 1958, p. 48-56.

24 La liste exhaustive en est telle que suit : Leopold Hoffman (1878-1880), Joseph Szlávý (1880-1882), Benjámín von Kállay (1882-1903), Stephan Burián (1903-1912), Leon Bilinski (1912-1915), Ernst Körber (1915-1916), Stephan Burián (1916-1918), István (Stjepan) Tisza (1918), Alexander Spitzmüller-Hamerschach (1918). Voir Zoran Grijak, *Politička djelatnost vrhbosanskog nadbiskupa Josipa Stadlera*, Zagreb, HIP, 2001, p. 638-639.

25 Pour un article de synthèse sur ces trois personnages, lire Robin Okey, « A Trio of Hungarian Balkanists: Béni Kállay, István Burián and Lajos Thallóczy in the Age of High Nationalism », *Slavonic and East European Review*, 80/2, 2002, p. 235-266.

Personnalité énergique et ambitieuse, Benjámín von Kállay (1839-1903) était un Hongrois totalement loyal à la dynastie²⁶. Quoiqu'il eût pensé un temps – durant son mandat consulaire à Belgrade, dans les années 1870 – que l'avenir de la Bosnie-Herzégovine était à l'est de la Drina dans le cadre d'une alliance serbo-hongroise dirigée contre l'idée panslave venue de Russie²⁷, la nouvelle donne du traité de Berlin le fit évoluer sur la question : il a tenté de soustraire les provinces à sa charge de toute influence extérieure. Nommé par défaut en 1882 après le désaveu infligé à son prédécesseur, József Szlávy (1818-1900), par les Délégations²⁸, il se montra aussitôt un ardent défenseur de l'annexion en 1882 (crise bosno-herzégovinienne) et 1896 (crise crétoise et révolte arménienne). Il projetait un statut spécifique : un dominium de la couronne, attaché par une union personnelle ou par une union organique à l'Empire²⁹.

Il est surtout connu pour avoir lutté contre la diffusion du nationalisme serbe et croate³⁰ et avoir promu un nationalisme bosniaque qui a fait long feu. Même s'il est clair qu'une bonne partie des efforts de Kállay s'est concentrée sur la question sud-slave, l'a également préoccupé le devenir économique de la Bosnie-Herzégovine. Il l'a abordé de telle manière que toujours les intérêts de la province passaient avant ceux des autres régions de la Monarchie, non par manière de charité, mais plutôt parce que, selon lui, la province étant une région d'intérêt économique pour la Monarchie, il fallait la protéger des attaques spéculatives³¹.

Améliorer les conditions de vie des agriculteurs locaux a accaparé l'administration territoriale durant de longues années, ainsi qu'en témoignent les

26 La production scientifique sur Kállay est pléthorique mais de qualité variable. Malgré ses *a priori* idéologiques, on se référera d'abord à Tomislav Kraljačić, *Kalajev režim u Bosni i Hercegovini (1882-1903)* [Le Régime de Kállay en Bosnie-Herzégovine (1882-1903)], Sarajevo, Veselin Masleša, 1987. D'autres lectures s'avèrent utiles : l'excellente introduction d'Andrija Radenić à son édition du journal intime de Kállay avec traduction en serbe (Andrija Radenić, « Предговор » [Introduction], dans *Дневник Бењамина Калаја 1868-1875* [Le Journal intime de Benjamin Kállay 1868-1875], Beograd, Službeni glasnik, 2002, p. 7-34) ; Tamás Goreczky, « Benjámín Kállay und die ungarische Delegation in den 1880er Jahren », *Öt Kontinens*, 5, 2007, p. 75-84. Il est en revanche inutile de lire Jelena Milojković-Djurić, « Benjamin von Kallay: Consul and Historian in Serbia from 1868 to 1875 », *East European Quarterly*, 36/4, 2002, p. 417-440, ou, de la même, « Benjamin von Kállay's Role in Bosnia-Herzegovina 1882-1903 : Habsburg's Policies in an Occupied Territory », *Serbian Studies*, 14/2, 2000, p. 211-220 (repris dans Jelena Milojković-Djurić, *Aspects of Balkan Culture. Social, Political and Literary Perceptions*, Washington D.C., New Academia Publishing, LLC, p. 161-172).

27 A. Radenić (dir.), *Дневник Бењамина Калаја*, op. cit., p. 20-26.

28 T. Goreczky, « Benjámín Kállay und die ungarische Delegation », art. cit., p. 80.

29 T. Kraljačić, *Kalajev režim*, op. cit., p. 92. Voir aussi Dejan Mikavica & Goran Vasin, « Калајев осврт на друштвено-политичку ситуацију у Босни и Херцеговини 1890. » [« Le point de vue de Kállay sur la situation socio-politique en Bosnie-Herzégovine en 1890 »], *Istraživanja*, 21, 2010, p. 337-343.

30 T. Kraljačić, *Kalajev režim*, op. cit., passim ; Z. Grižak, *Politička djelatnost*, op. cit., passim.

31 Tamás Goreczky, « Benjámín Kállay und die ungarische Delegation in den 1880er Jahren », *Öt Kontinens*, 5, 2007, p. 80-1.

documents d'archives. Les aides agricoles se concrétisent dans la construction de fermes-modèles et de laiteries-modèles, dans l'amélioration de la race chevaline endémique, dans des instructions publiques sur les bonnes pratiques agricoles, dans des caisses de solidarité agricole par district, dans des distributions d'outils. Kállay a également organisé, avec précaution, une colonisation agraire dont le but premier est d'introduire, là encore, de bonnes pratiques agricoles ; on favorise donc au premier chef des paysans issus de régions florissantes aux savoir-faire solides.

On peut résumer les efforts du ministre en quelques mots : soustraire la Bosnie-Herzégovine à la dualité de la Monarchie en la constituant comme une région autonome. À cette époque, le ministère commun des finances est surnommé le « ministère bosniaque ». On reproche à Kállay de gouverner sa province dans un esprit impérialiste ; mais en réalité, il la considère plutôt comme une terre personnelle, une chasse gardée.

44

Kállay meurt en 1903. Ses successeurs ne seront pas aussi fermes que lui dans cette ligne de conduite. Fin connaisseur des problématiques balkaniques mais personnalité bien plus pâle et peu apte à l'exercice effectif du pouvoir, Stephan Graf Burián (1851-1922)³² ne pensait pas que l'équilibre de la Bosnie-Herzégovine passait par son isolement dans le système dualiste. Sa politique ne fera donc pas barrage à l'ingérence des intérêts autrichiens ou hongrois, qui se manifeste d'abord sur le plan économique, mais aussi en politique. Il soutient la création d'un gros établissement bancaire hongrois, et prête une oreille complaisante à un plan de colonisation de la Bosnie par des agriculteurs hongrois, qui reste cependant à l'état d'ébauche³³.

Il n'est pas exagéré d'avancer que c'est en donnant du mou aux gouvernements autrichien et hongrois que Burián a fait de la Bosnie une colonie, de façon assez évidente à partir de 1907 dans le cadre de la crise commerciale qui secoue alors la Monarchie. Tandis que les métropoles européennes trouvent des débouchés pour leur production dans leurs colonies et en Amérique, l'Autriche-Hongrie doit se contenter de son marché intérieur ; la Hongrie commence alors à montrer un intérêt qui ne se démentira plus à l'endroit de la Bosnie-Herzégovine dans l'espoir d'y placer sa production agricole et ses produits manufacturés. Elle fait lever auprès de l'administration territoriale pour empêcher le développement d'industries concurrentes en Bosnie même. Dans le même temps, l'Autriche continue des pratiques monopolistiques défavorables à l'industrie locale dans l'exploitation forestière.

32 Tamás Goreczky, « Graf István Burián, ein ungarischer Diplomat und gemeinsamer Minister im Dienste der Österreichisch-Ungarischen Monarchie », *Öt Kontinens*, 8, 2010, p. 337-364.

33 Ladislav Hladký, « T. G. Masaryk », art. cit., p. 127, n. 22.

Par ailleurs, Burián essaie de se concilier les populations locales en satisfaisant certaines de leurs revendications. Il remet ainsi en cause la colonisation agraire afin de calmer les agitateurs politiques qui se sont emparés de la question ; il tend la main dans une certaine mesure aux récriminations serbes. C'est un pari sur la puissance unificatrice de la Monarchie, alors que l'élément orthodoxe est encore très hésitant dans la construction étatique bosniaque. Les événements ultérieurs vont donner tort à Burián, remplacé en février 1912 par Leon von Biliński (1846-1923), un Polonais venu en quelque sorte trop tard, alors que les verrous sautaient déjà un peu partout en Bosnie. En prenant son poste, Biliński affirme que le comportement de la Monarchie vis-à-vis de la Bosnie-Herzégovine est comparable à celui d'une métropole vis-à-vis de sa colonie³⁴.

Ayant une connaissance peu approfondie de la province à la tête de laquelle il se retrouve, il entre rapidement en conflit avec le gouverneur militaire à la tête de l'administration territoriale, Oskar Potiorek (1853-1933), dont les vues intransigeantes sur la vie politique en Bosnie ne laissent aucun espoir aux rêves d'émancipation des Serbes. Biliński n'aura finalement aucune efficacité contre les forces économiques et politiques qui travaillent à l'encontre d'une Bosnie unitaire, autonome et responsable.

On peut donc considérer que la Bosnie-Herzégovine, sans avoir été colonisée, a fait l'objet d'une exploitation économique semblable, à certaines périodes et sous certains aspects, à une politique de colonisation. Il est en tout cas naïf d'affirmer que l'absence de vie parlementaire prouve à elle seule la colonisation de la province³⁵. Il reste que le ministère gouverne la Bosnie-Herzégovine de façon absolutiste jusqu'en 1910, puisqu'il n'y a aucune représentation de la population. C'est le seul pouvoir législatif de l'Empereur qui y a cours, limité par les intérêts financés et économiques des deux parties ; en 1878, Ernst von Plener (1841-1923), ministre des Finances du gouvernement Taaffe, dit donc que c'est une « colonie de la couronne³⁶ ».

Il faut voir en tout cas qu'à partir du moment où elle acquiert des traits véritablement de colonie, la Bosnie-Herzégovine entre dans les combinaisons trialistes. La solution la plus couramment envisagée était qu'elle soit incluse dans un ensemble sud-slave au sein d'une organisation trialiste. Les propositions subdualiste ou doublement subdualiste (avec la proposition de Stjepan

34 Dževad Juzbašić, « O nastanku paralelnog austrijskog i ugarskog zakona », art. cit., p. 42.

35 On se souvient notamment que le statut constitutionnel et le droit international interdisaient, jusqu'à l'annexion, toute vie parlementaire initiée par la Monarchie, et que la Diète bosniaque a été en partie fondée pour éviter que des députés bosno-herzégoviniens ne soient obligés de se rendre au Parlement jeune-turc. On ne suivra donc pas – au moins sur ce point – la lecture que donne Clemens Ruthner dans « K. u. k. Kolonialismus als Befund, Befindlichkeit und Metapher. Versuch einer weiteren Klärung », en ligne sur le site *Kakanien revisited*.

36 Dževad Juzbašić, « O nastanku paralelnog austrijskog i ugarskog zakona », art. cit., p. 42.

Sarkotić au printemps 1918, qui prévoit deux ensembles : Autriche-Croatie et Hongrie-Serbie³⁷) n'auront pas attiré beaucoup l'attention.

C'est un des principaux facteurs qui a radicalisé l'opinion serbophile de la province ; la méthode Coué a fait le reste et, à force de répéter que les Austro-hongrois étaient des impérialistes méprisants, on y a cru tout à fait, Gavrilo Princip (1894-1918) parmi tant d'autres.

37 Marc Stefan Peters, *Stefan Freiherr von Sarkotić und die südslawische Frage in der Donaumonarchie. Österreich-Ungarns letzter Kommandierender General und Landeschef von Bosnien-Herzegowina als politischer Offizier im Ersten Weltkrieg*, thèse de doctorat de l'université de Vienne, 2005.

L'ACTION POLITIQUE DE L'AUTRICHE-HONGRIE
CHEZ LES ALBANAIS DANS LE *VILAYET* DU KOSOVO
(UNE ANALYSE FRANÇAISE DE 1902)

Dušan T. Bataković

L'ESPACE D'EXPANSION, L'ESPACE DE PERSÉCUTION

Le *vilayet* du Kosovo, une province dans la Turquie d'Europe, fut constitué en 1877. Au départ, il comprenait l'ensemble de la Vieille-Serbie et sa capitale fut d'abord Priština (jusqu'à 1888) puis Uskub (Skoplje) jusqu'à 1912. Selon les sources de différentes origines, au temps de la Ligue albanaise (1878-1881), les Albanais constituaient moins de la moitié de la population et les Serbes chrétiens et les Slaves musulmans étaient majoritaires dans presque tous les districts du *vilayet*. Toutefois, les décennies suivantes, pendant l'anarchie des clans dominés par les Albanais musulmans, notamment après la guerre gréco-turque de 1897, la taille de la population serbe diminua considérablement¹. À la veille des guerres

1 *Documents diplomatiques. Correspondance concernant les actes de violence et de brigandage des Albanais dans la Vieille-Serbie (Vilayet du Kosovo) 1878-1889*, ministère des Affaires étrangères, Beograd, Imprimerie d'État, 1899 (édition bilingue, français et serbe). La correspondance officielle des consulats serbes dans la Vieille-Serbie (Archives de Serbie, Belgrade, ministère des Affaires étrangères, Section culturelle et politique et section politique, 1878-1912) est partiellement disponible dans les volumes suivants : *Diplomatska prepiska Kraljevine Srbije (1902-1903)* [Correspondance diplomatique du royaume de Serbie (1902-1903)], t. 1, éd. Vladimir Ćorović, Beograd, Imprimerie nationale, 1933 ; *Pisma srpskih konzula iz Prištine 1890-1900* [Lettres des consuls serbes de Priština, 1890-1900], Beograd, Narodna knjiga 1985, surtout la liste des violences, p. 269-277, 293-299 ; *Svedočanstvo o Kosovu, 1901-1912* [Un témoignage sur le Kosovo, 1901-1912], Beograd, Naučna knjiga, 1988 ; *Zulumi aga i begova u kosovskom vilajetu 1878-1912* [Les Violences des agas et des beys dans le vilayet du Kosovo], Beograd, Nova, 1989 (les trois derniers volumes de la documentation ont été préparés par Branko Peruničić). La documentation supplémentaire se trouve dans : *Zadužbine Kosova. Spomenici i znamenja srpskog naroda* [Fondations du Kosovo. Monuments et symboles du peuple serbe]. Le choix des documents de la correspondance diplomatique serbe couvrant le XIX^e siècle jusqu'à 1912 : Radovan Samardžić, Mihailo Vojvodić et Dušan T. Bataković, p. 607-738 ; Milan Rakić, *Konzulska pisma 1905-1911* [Lettres consulaires, 1905-1911], éd. Andrej Mitrović, Beograd, Prosveta, 1985. Le reste de la correspondance diplomatique serbe de 1903 à la mi-1914, est publié de manière régulière par l'Académie serbe des sciences et des arts depuis 1980, dans la série intitulée : *Dokumenti o spoljnoj politici Kraljevine Srbije 1903-1914* [Documents sur la politique étrangère du royaume de Serbie, 1903-1914], à Belgrade. Présenté sous forme de rangement et de présentation des Documents

balkaniques (1912-1913), le *vilayet* du Kosovo s'étendait sur environ 24 000 km², comprenant six *sandjaks*: celui d'Uskub (Skoplje), Priština, Ipek (Peć), Sjenica, Taslidja (Pljevlje), tandis que le *sandjak* de Prizren qui appartenait au *vilayet* de Monastir (Bitolj/Bitola) fut à nouveau inclus dans le *vilayet* du Kosovo en 1897².

Comme auparavant, la zone centrale de Kosovo-Metohija, englobant à peu près les *sandjaks* de Peć, de Priština et de Prizren, ne constituait qu'une partie de cette grande entité administrative qui s'appelait à la fois *vilayet* du Kosovo ou la Vieille-Serbie³. Au début du xx^e siècle, les Serbes chrétiens restaient majoritaires au Kosovo proprement dit (Gnjilane, Gračanica, Lipljan, Novo Brdo), tandis que les Albanais furent majoritaires dans la Metohija (Istok, Peć, Djakovica) et Drenica. À part les régions de Skoplje, Tetovo et Gostivar au Sud, le *vilayet* du Kosovo comptait aussi la région de la Rascie (ancien *sandjak* de Novi Bazar). La population y était mixte. Il y avait surtout des Serbes chrétiens et des Slaves musulmans, mais également d'autres minorités : entre Prizren et Tetovo, de tous les deux côtés de la montagne Šar (Šar planina) vivaient Goranis (Slaves musulmans), Turcs et Bulgares au Sud du *vilayet*⁴. Les Serbes, ainsi que les autres Slaves chrétiens, bénéficiant du statut de *reaya* – les paysans dépendant des beys ottomanes (souvent albanais de souche) – n'avaient pas le droit de posséder d'armes, tandis que les Albanais musulmans, en tant que classe sociale et politique privilégiée dans une société nettement théocratique, avaient le droit de porter des armes, souvent utilisées contre les chrétiens.

Avant le congrès de Berlin de 1878, l'intégration nationale albanaise ne reposait ni sur une unité culturelle, ni sur des principes libéraux européens. Le nationalisme albanaise était ethnique, sinon clanique, mais profondément marqué par le poids des traditions conservatrices de l'islam, religion commune d'environ 70 % de la population totale albanaise. En même temps, par la définition de ses aspirations, ce nationalisme était plus d'un demi-siècle en retard par rapport aux autres nations balkaniques. Les grands intellectuels albanais, concentrés dans la plupart des cas à Constantinople, malgré leur

diplomatiques français, une vingtaine de volumes sont disponibles jusqu'à aujourd'hui, couvrant les années 1914, 1913, 1912, 1911, 1908, 1907, 1906 et 1904.

2 Atanasije Urošević, *Kosovo, Srpski etnografski zbornik*, vol. LXXVIII, Beograd, Académie serbe des sciences et des arts, 1965 ; Hans-Dieter Schanderl, *Die Albanienpolitik Österreich-Ungarns und Italiens 1877-1908*, Wiesbaden, O. Harrassowitz, 1971, p. 9-11 (avec les données statistiques).

3 La région du Kosovo-Metohija d'aujourd'hui se trouve plus ou moins dans les frontières des anciens *sandjaks* ottomans de Peć, Priština et Prizren, englobant 10 887 km².

4 Milisav Lutovac, *La Metohija : étude de géographie humaine*, Paris, Champion, 1935 ; Shukri Rahimi, *Vilajeti i Kosovës me 1878-1912*, Prishtinë, Enti i Teksteve dhe i Mjeteve Mësimore i Krahinës Socialiste Autonomë te Kosovës, 1978 ; Miloš Jagodić, *Srpsko-albanski odnosi u Kosovskom vilajetu, 1878-1912 [Les Relations serbo-albanaises dans le vilayet du Kosovo, 1878-1912]*, Beograd, Zavod za udžbenike, 2009.

patriotisme, étaient toujours bien intégrés dans le système ottoman, sans influence significative sur les masses peu cultivées de leur peuple. Dans l'*Arnavutluk* – comme était désigné le vaste espace de non-respect des lois ottomanes sous contrôle des Albanais musulmans –, le Coran et le fusil restaient le seul pouvoir respecté. Ainsi que les autres *nations attardées* confrontées aux nationalismes rivaux, les Albanais cherchaient un appui décisif à l'extérieur et demandaient les solutions maximalistes⁵.

Le Kosovo, Metohija et les régions avoisinantes de la Vieille-Serbie furent particulièrement importants pour les Albanais musulmans à cause de leur position géopolitique : la proximité de la Serbie et du Monténégro, les deux États serbes, avec les prétentions d'intégrer la Vieille-Serbie, tandis que les Albanais considéraient la Vieille-Serbie comme l'espace faisant partie des terres albanaises. En l'absence d'un pouvoir ottoman crédible, dans les contrées du Sud de la Vieille-Serbie, en Macédoine occidentale où régnait l'anarchie tribale, tolérée souvent par Constantinople, les Serbes et les Albanais se côtoyaient pendant que la pendant que la société continuait de stagner. Les persécutions contre les Serbes chrétiens au XIX^e siècle – et jusqu'en 1912 –, étaient un phénomène quotidien, comme en témoigne une vaste documentation diplomatique d'origine russe et serbe ainsi que les nombreux témoignages des voyageurs occidentaux⁶.

Dans un article consacré entièrement à la Vieille-Serbie en 1902, le célèbre journaliste André Chéradame souligne :

la région qu'on nous montre comme en état de révolte porte en réalité le nom de Vieille-Serbie. Pendant les siècles, la population serbe y a été en majorité, mais depuis que les Albanais ont reçu du Sultan une liberté d'action à peu près complète, ceux-ci oppriment avec une dureté extraordinaire les malheureux Serbes. Le nombre de meurtres dont ces derniers ont été victimes dans la période présente est extraordinaire. Il atteint un chiffre si considérable qu'en

- 5 Voir pour complément Stavro Skendi, *The Albanian National Awakening 1878-1912*, Princeton, Princeton University Press, 1967 ; Nathalie Clayer, *Religion et nation chez les Albanais aux XIX^e-XX^e siècles*, Istanbul, Les Éditions ISIS, 2002.
- 6 Voir les témoignages importants avec les données statistiques, politiques et sociales dans Ivan S. Jastrebov, « Stara Srbija i Albanija » [« La Vieille-Serbie et l'Albanie »], *Spomenik*, vol. XVI, 1904. Voir aussi Djordje Popović Daničar, *Stara Srbija [La Vieille-Serbie]*, Beograd, Imprimerie d'État, 1878 ; Janičije Popović, *Život Srba na Kosovu 1812-1912 [La Vie des Serbes au Kosovo 1812-1912]*, Beograd, Književne novine, 1987 ; Dušan T. Bataković (dir.), *Savremenici o Kosovu i Metohiji 1852-1912 [Les Contemporains sur Kosovo et Metohija, 1852-1912]*, Beograd, Srpska književna zadruga, 1988. Témoignages en anglais : Odysseus [Sir Charles Elliot], *Turkey in Europe*, London, Edward Arnold, 1900, p. 369-391 ; Henry N. Brailsford, *Macedonia. Its Races and their Future*, London, Methuen, 1906 ; Frederick Moore, *The Balkan Trail*, London, Smith, Elder & Co, 1906 ; voir également Radovan Samardžić et alii, *Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1989, p. 192-210.

Vieille-Serbie la population serbe diminue avec rapidité. La vie des subsistants est devenue intenable. Lassés de voir se faire contre eux la conspiration du silence, auprès de tous les gouvernements européens, poussés au paroxysme de la souffrance, ils viennent enfin de se soulever pour réclamer leurs droits à l'existence. Qui, donc, sachant la vérité, pourra la leur reprocher?⁷

Georges Gaulis, rédacteur en chef du journal *La Macédoine*, publié à Paris, et collaborateur de plusieurs quotidiens français, se distingua également par ses témoignages clairs, précis et objectifs. Dans son livre sur le sultan Abdülhamid II et ses peuples, Gaulis présente une image très exhaustive de la Vieille-Serbie au début du xx^e siècle :

50

Autour de Priszrend [Prizren], cette Vieille-Serbie est, avec l'Arménie, le pays le plus malheureux du monde. Les Albanais, tombés de leurs montagnes sur la plaine, ont reçu du pouvoir impérial licence de vivre sur le paysan serbe et de le détruire. Périssent la race qui pourrait légitimer des prétentions étrangères! Autour de Priszrend, la loi albanaise règne toute puissante. Les chrétiens doivent se couper les cheveux en signe d'esclavage; ils ne peuvent entrer à cheval dans une ville ni, s'ils rencontrent un musulman dans la campagne, rester en selle devant lui. Partout les murs de leurs cimetières sont abattus: les chrétiens ne sont même pas assurés d'une retraite close après leur vie si tourmentée [...]. Assassinats, enlèvements, raids meurtriers, voilà la chronique quotidienne de la Vieille-Serbie. L'autorité turque y prête la main. Une pauvre fille serbe, Stana Stempin, est en prison depuis cent cinquante jours pour avoir résisté à un bey qui la fit enlever la veille de ses noces: qu'elle cède à l'Albanais, elle retrouvera sa liberté et son fiancé. Le brigand Kiazim vit depuis deux ans en parasite sur trois villages qu'il terrorise et rançonne. Les villageois se sont plaints; le gouverneur turc a envoyé des gendarmes: Kiazim les a invités à une orgie dans les caves des chrétiens, les femmes des chrétiens en ont fait les frais [...]. À Mitrovitza, deux frères, officiers de police l'un et l'autre, pénètrent dans une maison où l'on célèbre une noce chrétienne; ils tuent à coups de revolver le plus d'hommes possible et violent les femmes: histoire de rire. Telle est la chronique d'un seul jour: je n'ai fait que traverser cette Vieille-Serbie. Il y a tout un système dans cette tuerie albanaise: les Turcs veulent purger cette plaine de sa population chrétienne⁸.

7 André Chéradame, « En Vieille-Serbie », *La Voix nationale*, 11 avril 1902 ; voir aussi Dušan T. Bataković, *Kosovo. Un conflit sans fin ?*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2008, p. 51-66.

8 George Gaulis, *La Ruine d'un Empire. Abd-ul-Hamid, ses amis et ses peuples*, Préface de Victor Bérard, Paris, Armand Colin, 1913, p. 351-353. Voir également : Dušan T. Bataković, « Le passé des territoires. Kosovo-Metohija (xviii^e-xx^e siècle) », *Balkan Studies*, vol. 38, n° 2, Thessaloniki, Institut des études balkaniques, 1997, p. 253-283.

L'action politique de l'Autriche-Hongrie parmi les Albanais musulmans et catholiques dans la Turquie d'Europe – entre l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, octroyée par le traité de Berlin (1878), et les guerres balkaniques (1912-1913) – fut un maillon important dans la stratégie de contrôle du centre des Balkans et de percée prochaine de la Double Monarchie vers la mer Égée⁹.

L'intérêt français pour cette région se concrétisa par l'ouverture du consulat français à Uskub (Skoplje/Skopje) en 1902. Cette ouverture fut suivie par la publication de la correspondance diplomatique des consuls dans la Turquie d'Europe durant les années 1902 et 1903, plus précisément avant et pendant l'action réformatrice des grandes puissances dans les « *vilayets* macédoniens » (1903-1908), y compris le *vilayet* du Kosovo¹⁰.

Le vice-consulat français à Uskub, le siège du *vilayet* du Kosovo, fut conçu comme l'observatoire des conditions politiques dans une région agitée menaçant de rouvrir la Question d'Orient et de provoquer une nouvelle crise dans les Balkans à cause de son statut incertain et de l'anarchie croissante provoquée par les Albanais musulmans.

Les rapports entre les pays balkaniques et leurs revendications territoriales dans la Turquie d'Europe se reflétaient à travers les relations entre les grandes puissances, leurs protectrices. Ce fut le cas avant tout entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, deux empires dont les intérêts se heurtaient exactement dans les Balkans. Ces deux puissances finirent par signer un accord en 1897 sur le maintien du *statu quo* mais cet accord n'a réglé que de façon formelle les tensions croissantes dans cette région que les deux États serbes, la Serbie et Monténégro – limitrophes du *vilayet* du Kosovo – considéraient comme le berceau de la civilisation serbe au Moyen Âge et le pilier de leur identité moderne¹¹. Le terme de la Vieille-Serbie, largement répandu pour désigner l'ensemble du *vilayet* du Kosovo, ne cachait pas les aspirations politiques serbes sur cette région.

Alliée à la Russie – déjà en conflit latent avec le bloc des puissances germaniques (l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne) –, la France suivra avec une attention particulière les événements dans la Vieille-Serbie et dans les provinces

9 Voir pour complément Peter Bartl, *Die albanischen Muslime zur Zeit der nationalen Unabhängigkeitsbewegung (1878-1912)*, Wiesbaden, O. Harrassowitz, 1968.

10 *Livre bleu de 1903. Affaires de Macédoine*, ministère des Affaires étrangères, Paris, 1903.

11 Dušan T. Bataković, « Les Français et la Vieille-Serbie », dans Slavenko Terzić (dir.), *Rapports franco-yougoslaves. À l'occasion de 150 ans de l'ouverture du premier consulat français en Serbie*, Beograd, Institut d'histoire, 1990, p. 138-150 ; *id.*, « Mémoire d'un vice-consul français à Uskub sur les Albanais en Métochie 1908 », *Miscellanea (Mešovita gradja)*, vol. XX, 1990, p. 105-114. Sur un contexte historique plus large voir Vladimir Stojančević, *Srbi i Albanci 1804-1912 [Serbes et Albanais 1804-1912]*, Novi Sad, Prometej, 1992.

limitrophes¹². Les diplomates français ne doutaient pas que les mouvements nationalistes albanais au *vilayet* du Kosovo soient inspirés du palais du sultan afin d'empêcher l'introduction des réformes devant protéger les chrétiens menacés, surtout les chrétiens orthodoxes serbes. Il s'agissait des réformes auxquelles le sultan Abdülhamid II (1876-1909) s'était engagé à plusieurs reprises après le congrès de Berlin mais il ne les avait jamais introduites. Dans un Empire multiethnique sur le plan national et formellement tolérant sur le plan religieux – mais en réalité structuré de façon théocratique –, le sultan, en tant que chef religieux de tous les musulmans (calife) encourageait le panislamisme comme une réponse aux mouvements des nationalités d'inspiration européenne. Le sultan calife comptait régulièrement sur la peur croissante des musulmans albanais (dans la Vieille-Serbie 90 % musulmans et 10 % catholiques). Les Albanais craignaient que le sort des provinces européennes de l'Empire ottoman, surtout dans la proximité immédiate du Monténégro et de la Serbie serait décidé de manière diamétralement opposée à leurs intérêts :

En somme, la reconstitution de la Ligue albanaise, sous les auspices du Sultan [La ligue de Ipek 1899], a surtout pour but, dans la pensée des musulmans de Scutari, de prévenir la mise à exécution d'un plan éventuel de réformes et de pouvoir, par l'organisation d'une milice sédentaire, à la défense de cette province, contre une agression soudaine du Monténégro¹³.

À maintes reprises, le vice-consulat à Uskub attira l'attention de son ministère à Paris sur la question de la protection des Serbes chrétiens dans le *vilayet* du Kosovo et dans celui de Monastir. L'ambassade de France auprès de la Sublime Porte rapporta durant l'automne 1901 que le sultan Abdülhamid II, entouré de la garde composée majoritairement d'Albanais musulmans, tolérait régulièrement les persécutions des chrétiens serbes et slaves dans le *vilayet* du Kosovo par les brigands albanaises, évitant de donner l'ordre aux officiers ottomans locaux d'arrêter et de punir par une action énergique les brigands albanais connus déjà par les autorités. En outre, l'ambassadeur français à Constantinople estima que le sultan était dans une certaine mesure prisonnier de ses propres gardes et qu'en commandant la suppression de l'anarchie il s'aliènerait ses gardes du corps albanais et subirait ainsi leur vengeance incontrôlable :

Le Sultan a confié la garde de sa personne à des Albanais et [...] il est en quelque sorte leur prisonnier. Il se rend bien compte que s'il venait à donner aux autorités

¹² Archives diplomatiques, ministère des Affaires étrangères, Paris, Correspondance politique et commerciale (plus loin dans le texte : MAE, CPC), Nouvelle série (plus loin : NS), Turquie, vol. 13 (1902-1903), n° 5, Uskub, le 19 juin 1902.

¹³ MAE, CPC, NS, Turquie, vol. 11, n° 8, le 16 mars 1899, le rapport d'A. Alice à Delcassé.

locales des ordres pour réprimer énergiquement des attentats commis par des Albanais dans les vilayets de Kosovo et de Monastir, il s'aliénerait ses gardiens et s'exposerait même à leur vendetta si les poursuites judiciaires se terminaient par quelque exaction. L'impunité que les terreurs du Sultan ont jusqu'à ce jour assuré aux crimes commis en Albanie contre les Serbes fait qu'il ne se passe plus de semaine sans que ceux-ci soient victimes de meurtres, et les autres se promènent librement sans être inquiets¹⁴.

L'alliance traditionnelle du sultan Abdülhamid II et les Albanais musulmans dans la Turquie d'Europe fut affaiblie vers la fin du XIX^e siècle par la propagande croissante des agents de l'Autriche-Hongrie parmi les Albanais musulmans et catholiques. Les Albanais dans le *vilayet* du Kosovo étaient systématiquement encouragés à de nouveaux soulèvements contre l'administration ottomane. Les agents et les diplomates de quelques consulats de la Double Monarchie dans la Turquie d'Europe promettaient en même temps aux Albanais, aux musulmans et aux catholiques, la protection en cas d'un frottement international et d'une éventuelle intervention des pays balkaniques pendant la résolution du futur statut de ces régions.

L'ACTION AUTRICHIENNE : UNE ÉTUDE FRANÇAISE

Max Choublier, vice-consul français à Uskub, rédigea le 15 septembre 1902 une analyse approfondie et importante des tendances politiques et des pratiques des agents et des consuls de la Double Monarchie parmi les Albanais musulmans dans une région qui englobait la Vieille-Serbie et qui touchait et entrecroisait l'Albanie et la Macédoine slave¹⁵.

Avant d'être nommé à Uskub en 1902, Max Choublier, docteur en droit, jouissait parmi les diplomates du Quai d'Orsay de la réputation d'un bon connaisseur de la Question d'Orient, ayant déjà écrits des études réputées sur le sujet et sur son développement historique¹⁶. Avant la finalisation de son

¹⁴ MAE, CPC, NS, Turquie, vol. 12, n° 150, rapport de Thérapie, le 18 septembre 1901. Voir aussi les dépêches n° 136 et 137 du 10 septembre témoignant des démarches de l'ambassadeur russe à Constantinople à Sublime Porte, dans lesquelles on exigeait la punition des commissaires de police qui arrêtaient et poursuivaient les Serbes chrétiens sans véritables preuves.

¹⁵ Les noms des régions alors en circulation se réfèrent souvent aux mêmes endroits : la Vieille-Serbie, la Haute-Albanie ou la Macédoine sont souvent utilisées comme synonymes pour la zone frontalière entre les villes de Prizren (Prisrend), Uskub (Skoplje) et Khankaldelen (Tetovo), et ces noms sont adoptés par des peuples différents et à leur instar par certains écrivains et chercheurs, créant une confusion terminologique dans laquelle s'entrelacent des critères historiques, démographiques et géographiques.

¹⁶ Voir pour complément Max Choublier, *La Question d'Orient depuis le Traité de Berlin. Étude d'histoire diplomatique*, Paris, A. Rousseau, 1897.

analyse et ses observations détaillées sur la propagande de l'Autriche-Hongrie dans la Vieille-Serbie et dans les régions avoisinantes, Choublier a entrepris plusieurs voyages sur le terrain afin de connaître personnellement les conditions politiques et sociales et l'état des rapports religieux et nationaux dans la région. Il souhaitait également explorer davantage la nature des rapports entre les autorités ottomanes et différents forces des clans Albanais. Finalement, il a voulu découvrir quel statut avaient les chrétiens et surtout les Serbes dans le *vilayet* du Kosovo. En général, le statut difficile des chrétiens serbes dans le *vilayet* fut l'objet d'un intérêt permanent non seulement des représentants diplomatiques français à Belgrade¹⁷, Scutari et Constantinople, mais aussi de nombreux écrivains français de l'époque, bénéficiant d'une grande réputation en France¹⁸.

54

Lors de son voyage à Prizren, début juin 1902, Max Choublier a envoyé un rapport détaillé au ministre des Affaires étrangères, Théophile Delcassé, sur la situation générale sur le terrain. En dénonçant l'impuissance des autorités militaires ottomanes dans la région de Prizren face aux groupes armés des Albanais désobéissants et bien plus nombreux, Choublier mentionna que l'une des causes de l'agitation était le nombre particulièrement insuffisant des troupes régulières (pas plus de 550-600 soldats dont 300 à Prizren), présentes dans la région. Toutes les tentatives des autorités ottomanes de rétablir l'ordre dans ces régions étaient régulièrement vouées à l'échec. En voici les raisons : « L'impuissance de l'autorité turque [ottomane] en présence des montagnards albanais vient en grande partie de la ridicule insuffisance des effectifs des troupes régulières et de la gendarmerie chargées de la police du pays¹⁹. »

En outre, les Albanais rebelles ont même rejeté les bataillons de l'armée régulière envoyés d'Uskub par Hafiz pacha, le gouverneur (*vali*) du Kosovo, vers la région de Ljuma (une zone de montagne entre la montagne Šar, Prizren et Tetovo) afin de rétablir l'ordre et de protéger les chrétiens serbes de l'attaque des forces du redoutable clan albanais de Kabash. Cependant, les clans rebelles albanais dans la région entre Prizren et Ferizović – avec 2 000 hommes armés d'Ostrozub (avec environ 5 000 fusils) et Ljuma (3 000 fusils) – réussissaient à désarmer et expulser facilement les unités du sultan : « Maître de la plaine et de la montagne, les chefs des tribus albanaises les randonnent à leur gré ; leur domination s'exerce à l'occasion dans le chef-lieu de la province et ils sont les maîtres quand ils le veulent à Prizrend²⁰. »

17 MAE, CPC, Turquie, N.S. vol. 12, n° 22, rapport à Delcassé de Belgrade, le 11 mai 1900.

18 Voir Victor Bérard, *La Macédoine*, Paris, Calman Lévy 1897, p. 97-143 ; *id.*, *La Politique du sultan*, Paris, Calman Lévy, 1897 ; George Gaulis, *La Ruine d'un Empire*, *op. cit.*

19 MAE, CPC, NS, Turquie, vol. 13, Uskub n° 5, le 19 juin 1902.

20 *Ibid.*

Notant qu'au moment de son voyage Prizren était justement sous l'occupation des brigands albanais musulmans, Choublier souligna que les chrétiens, essentiellement les Serbes, étaient les plus grandes victimes de cet état de fait. Les Albanais les arrêtaient pour leur soutirer des sommes d'argent deux fois plus importantes que celles prévues pour les impôts. On fermait les magasins serbes tandis que le consulat de Russie dans la ville était à deux reprises la cible d'attaques albanaises, parce que les Serbes s'adressaient au consulat russe afin d'obtenir leur protection. Et lorsque la Serbie décida d'ouvrir la mission diplomatique serbe à Prizren²¹, le consul désigné dut se replier et quitter Prizren en raison des menaces d'expulsion de la part des forces armées albanaise :

Les chrétiens surtout ont à souffrir de ces exactions, on les emprisonne pour les relâcher contre de l'argent. On perçoit deux fois sur eux les taxes municipales, fait fermer les boutiques des principaux négociants, [...] le consulat de Russie a été deux fois assailli par les Albanais et le consul actuel, à diverses reprises menacé de mort. De même, un consul que la Serbie voulait installer à Prizren dut partir devant les menaces des Albanais²².

En ce qui concerne le statut des Serbes dans les villages, Choublier estime qu'il est pire que celui des Serbes en villes : « Les paysans chrétiens au contraire ont à souffrir de mille maux [...]. » En énumérant les malheurs auxquels les Serbes devaient faire face, le vice-consul français souligna que même les Serbes de la région de Prizren émigrent vers la Serbie, ainsi que des zones de la douce plaine entre Priština et Mitrovitza et d'autres régions du Nord de la Vieille-Serbie : « Aussi ici comme dans les plaines de Pristina et de Mitrovitza [Kosovska Mitrovica], comme dans la Vieille-Serbie du Nord, ils quittent en masse l'Albanie inhospitalière et émigrent vers la Serbie²³. »

Malgré l'existence de l'évêché de Rascie et Prizren [*Eparhija raško-prizrenska*], avec un évêque serbe siégeant à Prizren, malgré l'existence du séminaire théologique orthodoxe [*Prizrenska bogoslovija*], les écoles serbes et les nombreux enseignants sous sa juridiction, malgré l'existence des grands monastères serbes de l'époque médiévale qui, à l'instar de Visoki Dečani, étaient visités par de nombreux pèlerins des contrées voisines et d'autres *vilayets* dans la Turquie d'Europe, le statut des Serbes chrétiens orthodoxes non protégés par des autorités locales ottomanes, empirait sans cesse à cause des attaques permanentes et de la pression des rebelles albanais. Ainsi, en dépit d'un sentiment national

21 Sur l'affaire du consulat serbe voir Dušan T. Bataković, « Pokušaj otvaranja srpskog konzulata u Prizrenu 1898-1900 » [« Tentative d'ouverture d'un consulat serbe à Prizren 1898-1900 »], *Istorijski časopis*, vol. XXXI, 1984, p. 249-259.

22 MAE, CPC, NS, Turquie, vol. 13, rapport du 19 juin 1902.

23 *Ibid.*

fort, les zones centrales de l'État serbe et de son peuple au Moyen Âge passait de plus en plus, avec le temps, sous le contrôle des Albanais musulmans et par conséquent sous l'influence grandissante de l'Autriche-Hongrie. Dans les projets de Vienne, les Albanais musulmans du Kosovo avaient un double rôle à jouer. Premièrement, ils devaient constituer un barrage fiable pour les aspirations territoriales de la Serbie et du Monténégro envers le *vilayet* du Kosovo. Deuxièmement, les Albanais devaient constituer, dans l'optique des ambitions autrichiennes, un pont vers la vallée du Vardar, par laquelle la Double Monarchie planifiait de prendre graduellement le contrôle de la région :

Les Serbes ont beau posséder un évêque à Prisrend, ils ont beau s'efforcer d'entretenir dans toute cette région, par les écoles, par les prêtres, par les pèlerinages annuels au fameux monastère de Dečani, l'ardeur du sentiment national, malgré tout ce berceau de leur race leur échappe. Il tombe dans les mains des Arnaoutes [Albanais rebelles] et par eux dans celles de l'Autriche qui déjà s'avance pour le saisir²⁴.

56

En même temps, Choublier n'a pas manqué de relier le statut général des chrétiens et l'état de chaos aux aspirations autonomistes des chefs albanais dans la Vieille-Serbie et en Albanie. Molla Zeka, un puissant chef albanais de Métochie, tué en février 1902, fut caractérisé par Choublier comme un partisan notable de l'Autriche, estimant (ici, cela semble très peu convaincant) qu'il pouvait rassembler et mettre sous son commandement 60 000 hommes armés. Molla Zeka, souligne Choublier dans son rapport, espérait l'autonomie de l'Albanie sous le règne suprême de l'Autriche : un État autonome dans lequel lui-même serait le souverain²⁵.

Les rapports suivants de Choublier, consacrés à la situation dans le Nord de la Vieille-Serbie, dans la région de Mitrovitza, apportent des données supplémentaires relatives à la propagande autrichienne auprès des mouvements albanais. Décrivant les manifestations des Albanais musulmans dirigées par Issa Bolletini à Mitrovitza – déterminées à empêcher l'ouverture annoncée du consulat russe dans cette ville en menaçant de brûler les maisons de tout citoyen qui oserait héberger les employés du consulat²⁶ –, Choublier souligna

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Les menaces d'Issa Bolletini, le chef des Albanais du Nord du Kosovo, furent réalisées un an après. Le premier consul russe à Mitrovitza, Grigory Stepanovitch Schtcherbine, fut grièvement blessé lors d'une attaque des Albanais musulmans demandant l'arrêt des réformes européennes et la révocation du droit des chrétiens de porter les armes et de pouvoir être engagés dans les forces de la police ottomane. Le consul russe, surveillant les événements, fut blessé par un caporal d'origine albanaise et succomba finalement à ses blessures. Voir Dušan T. Bataković « Pogibija ruskog konzula G. S. Ščerbine u Mitrovici 1903.

que la propagande autrichienne utilisait habilement l'hostilité traditionnelle des Albanais envers l'empire slave et les incita à la résistance :

Les Albanais de Mitrovitza manifestent avec une violence croissante leur volonté de s'opposer à la création d'un consulat de Russie en cette ville. Depuis deux mois Issa Bolletini, chef albanais, qui s'est récemment rendu fameux par les violences qu'il a exercées sur les chrétiens de Kolachine [Ibarski Kolašin, aujourd'hui Zubin Potok] d'une part, et d'autre part, semble-t-il, les agents de la propagande autrichienne exploitent la haine des Albanais pour la Russie et les excitent à la résistance. [...] Dès que leur présence fut connue, les Albanais se rassemblèrent et le crieur parcourut les rues de la ville en proclamant que quiconque abriterait sous son toit les hommes du consul de Russie ou ses effets, serait tué, puis que sa maison serait brûlée²⁷.

L'analyse détaillée de l'action austro-hongroise a été faite le 15 septembre 1902. Par ailleurs, le rapport le plus long de Choublier de cette année a une perspective historique claire : les principales lignes de la politique austro-hongroise envers les Albanais y sont mises dans un contexte historique de continuité depuis 1878, lorsqu'avait commencé une agitation politique plus active de Vienne envers les Albanais musulmans et catholique. Le rapport de Choublier est donc une combinaison intéressante de faits historiques fiables, bien intégrés dans l'analyse qui repose sur ses connaissances directes et sur les informations entièrement prouvées de la situation du terrain couvert par le vice-consulat français à Uskub²⁸.

La politique austro-hongroise envers les Albanais était au cœur de l'attention du vice-consul français. Cette politique avait un objectif et calcul clairs : utiliser les Albanais comme pont pour percer vers la vallée du Vardar. L'état d'anarchie permanente, dont les auteurs étaient les Albanais, correspondait aux projets politiques de la Double Monarchie dans les Balkans méridionaux. La diplomatie viennoise encourageait systématiquement l'état de chaos et de désordre dans la Vieille-Serbie et en Macédoine slave, s'efforçant de s'imposer comme la seule protectrice des intérêts albanais dans les Balkans et de rompre progressivement leur seul lien direct avec le sultan qui, depuis la rupture de la Ligue albanaise (1878-1881), se servait des Albanais musulmans comme d'une force majeure pour réprimer les aspirations politiques des chrétiens slaves et grecs.

godine » [« L'assassinat du consul russe », G. S. Schtcherbine à Mitrovitza en 1903], *Istorijski časopis*, vol. XXXIV, 1987, p. 309-325.

²⁷ MA, CPC, NS, Turquie, vol. 13, rapport du 3 septembre 1902 de l'ambassade à Constantinople.

²⁸ L'analyse de l'action politique de l'Autriche se trouve dans les Archives diplomatiques, Ministère des Affaires étrangères à Paris, dans les fonds de la CPC, Turquie, NS, vol. 13. « Action autrichienne en Albanie », n°6, Uskub, le 15 septembre 1902.

La population chrétienne dans la Turquie d'Europe (à l'exception des Albanais chrétiens) associait son combat pour la libération nationale aux mouvements d'intégration avec leurs États nationaux, indépendants (comme la Serbie, la Grèce, le Monténégro) ou formellement vassaux (la Bulgarie). Gagner la confiance des chefs albanais et les encourager à préserver leur arbitraire furent les objectifs des Autrichiens. De cette façon, remarque bien Choublier, on prépare le terrain en vue d'empêcher les liens naturels entre les chrétiens et leurs États nationaux. Ainsi, les conditions seraient réunies pour une intervention militaire et diplomatique de l'Autriche-Hongrie, dont l'armée entrerait en Turquie d'Europe en cas de désordre et de grandes rébellions comme cela avait été le cas à l'occasion de l'occupation de la Bosnie-Herzégovine. Le vice-consul français estima que, dans un premier temps, l'expansion territoriale planifiée par l'Autriche-Hongrie vers le Sud des Balkans – région reliant les provinces occupées de Bosnie-Herzégovine avec Skoplje et centre stratégique de toute la région – aurait une importance considérable.

Choublier a consacré une attention particulière aux rapports entre l'Autriche-Hongrie et les Albanais d'un côté et les Serbes dans la Vieille-Serbie et dans la Serbie de l'autre. Choublier a clairement vu que l'expulsion des Serbes du *vilayet* du Kosovo fut l'une des priorités de la politique austro-hongroise. Cela correspondait harmonieusement avec les ambitions des Albanais qui, une fois devenus la majorité ethnique absolue, devraient dominer durablement cette région et la garder pour eux après l'effondrement de l'Empire ottoman. Choublier a éclairci aussi le lien étroit entre la politique de l'intimidation, de l'expulsion et du refoulement ethnique des Serbes – Choublier utilise le terme fort : *destruction* – d'un côté, et les chefs albanais et les consulats austro-hongrois dans la Vieille-Serbie, de l'autre. Avec la disparition finale des Serbes, d'après Choublier, l'expansion planifiée de l'Autriche-Hongrie n'aurait plus de sérieux obstacle :

Il y a vingt ans encore ce sont des chrétiens, Serbes de race et d'aspiration, qui habitaient les plaines du Sandjak du Novi Bazar et du Kossovo et peuplaient cette bande de territoire turc enclavée entre la Serbie et le Monténégro qui est la route nécessaire de l'Autriche vers la Macédoine. Partout maintenant l'Albanais, autrefois cantonné dans ses montagnes, est descendu dans la plaine et débarrasse l'Autriche des seuls concurrents qui aient des prétentions légitimes sur les régions qu'elle convoite. Depuis dix ans, près de vingt mille familles serbes ont quitté la Vieille-Serbie et bientôt l'Autriche pourra dire : « J'ai pour voisin des Albanais rebelles au Sultan, rebelles à tout ordre et à toute discipline, auxquels il faut que j'impose le joug de ma force. Et puisqu'il n'est point de

Slaves en ce régions, ni la Serbie, ni même la Russie derrière elle, n'ont en rien qualité pour s'opposer à mon intervention²⁹. »

Les consulats austro-hongrois de la Vieille-Serbie (Prizren et Uskub) et d'Albanie du Nord (Scutari/Skadar) avaient un personnel nombreux avec des tâches précises comme gagner à la fois les Albanais – musulmans et catholiques – et leurs chefs. De nombreux employés de la compagnie ferroviaire austro-hongroise ont été déployés partout dans la Vieille-Serbie et en Macédoine slave. Certains étaient chargés d'espionner. De nombreux faux commerçants, des revendeurs juifs et albanais dans les contrées plus ou moins grandes du *vilayet* du Kosovo remplissaient le même genre de service pour la Double Monarchie. Partout où il y avait une population catholique, leurs prêtres – subventionnés par Vienne – participaient activement aux activités d'espionnage :

Pour collaborateurs le consulat d'Autriche à Uskub a encore des employés de la Compagnie autrichienne des chemins de fer orientaux. Le long des lignes Zibeftche-Uskub-Salonique et Uskub-Mitrovitza ils centralisent les renseignements, recueillent les informations qui leur sont envoyées par les espions installés dans l'intérieur et les remettent aux cawas des services postaux à moins qu'en cas d'urgence ils ne viennent les porter eux-mêmes à Uskub.

Les deux lignes des chemins de fers orientaux sont un puissant instrument de pénétration entre les mains de l'Autriche. Loin d'elles, dans les régions moins fréquentées de l'intérieur ; elle entretient aussi des espions, fonctionnaires ottomans à sa solde ou pseudo commissionnaires autrichiens dans les plus grands centres, négociants juifs ou albanais dans les petites villes ou les bourgades. Partout enfin où existe un élément catholique albanais la surveillance de l'Autriche s'exerce encore plus active, le prêtre subventionné par elle doit se faire l'espion de ses ouailles. Par l'étroit réseau d'espions dont ils ont couvert l'Albanie les consulats d'Autriche sont renseignés sur tout ce qui se passe dans leur circonscription avant les autorités ottomanes même et toujours plus exactement qu'elles. Non seulement le consul d'Autriche à Uskub a dès la première heure connaissance des troubles surgissant mais encore il est à l'avance au courant des causes qui peuvent les susciter, il surveille leur naissance oserai-je dire que parfois il y préside³⁰ ?

Les chefs albanais mécontents étaient amis des consuls austro-hongrois. Par conséquent, grâce à ces premiers, les consuls étaient régulièrement informés, bien avant les autorités ottomanes sur le terrain, ou le pouvoir central à

29 *Ibid.*

30 *Ibid.*

Constantinople. Le règne du désordre dans la Vieille-Serbie et en Albanie fut, selon le vice-consul Choublier, seulement une partie du travail accompli pour l'Autriche-Hongrie. La phase suivante devait être la création d'un parti puissant parmi les Albanais qui les préparerait à accepter la domination de la Double Monarchie sans résistance.

C'est une conviction générale partagée non seulement par les populations de Kosovo mais encore par les fonctionnaires ottomans qui les administrent que le sol où ils vivent est perdu pour la Turquie et que le régime actuel n'a plus devant lui que de brèves années d'existence. Aux Albanais, qui se préoccupent de savoir quel régime lui succédera, l'Autriche dit : Mieux vaudrait pour vous appartenir à une grande puissance comme l'Autriche qui vous fera puissants qu'à un petit État comme la Serbie. Craignez la honte de devenir serbes, craignez aussi que les frères de ceux que vous avez longtemps massacrés ne les vengent sur vous, vous « avez des sangs » avec la Serbie vous n'en avez point avec l'Autriche.

60

L'attitude des Albanais catholiques, peu nombreux en raison de leur instrumentalisation par la propagande austro-hongroise, fut également l'objet des observations particulières de Max Choublier. Il estimait que ces derniers, à la différence des Albanais musulmans très puissants, ne devaient pas forcément rester liés à Vienne. Aussi Choublier suggéra-t-il des mesures concrètes afin de faire place à une influence française plus importante. L'analyse de la question de la Macédoine slave dans le contexte des aspirations serbes et bulgares, l'attitude de la Russie, les propositions de solution possible de la question de Macédoine, tout devait contribuer à la concurrence efficace de la propagande austro-hongroise.

Le moyen de convaincre les Albanais d'expulser les Serbes et de faciliter l'entrée de l'Autriche-Hongrie dans la Vieille-Serbie et en Macédoine slave, fut avant tout l'argent, plus précisément l'argent pour l'entretien des armées tribales. À cela s'ajoute la propagation de la peur que le *vilayet* du Kosovo ne tombe sous contrôle serbe. Et derrière la Serbie, disait la propagande, se cachait la Russie. D'un autre côté, Max Choublier prédisait que l'action de l'Autriche-Hongrie parmi les Albanais aurait pour conséquence le rétablissement du lien stratégique entre la Russie et la Serbie qui devraient ensemble résoudre le problème de la Turquie d'Europe.

La suite des événements confirma, presque entièrement, l'analyse de Choublier et ses prévisions sur le plan politique. En 1903, l'action des puissances dans la Turquie d'Europe (1903-1908), donna une prépondérance tangible à la Double Monarchie. Malgré un nouvel accord sur le *statu quo* avec la Russie (1903), l'Autriche-Hongrie réussit à exclure la partie nord-ouest du *vilayet* du Kosovo des réformes surveillées par les forces européennes, ainsi qu'à obtenir le commandement des forces internationales à Uskub, montrant aux

Albanais que leurs refus des revendications des Serbes chrétiens et des réformes éclairées (égalité de tous les citoyens devant la loi, entrée des Serbes chrétiens dans la gendarmerie et la police, paiement des impôts, renvoi des armes etc.), resteraient soutenu par Vienne.

Après le changement sur le trône en 1903, les dirigeants de Belgrade devinrent conscients du danger de domination des Albanais dans la Vieille-Serbie et des menaces pour l'indépendance et les aspirations nationales serbes. L'un des spécialistes français de l'Autriche-Hongrie l'avait bien souligné : « la Serbie fut enfermée dans l'intérieur des terres, et virtuellement enclavée par l'Autriche-Hongrie³¹. »

31 René Henry, *Questions d'Autriche-Hongrie et question d'Orient*, préface d'Anatole Leroy-Beaulieu, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1903, p. 240.

LES OFFICIERS-CONJURÉS SERBES : 1903-1914. PROGRAMME ET CONVICTIONS POLITIQUES

Vojislav Pavlović

La Serbie connaît, de 1903 à 1914, un essor sans précédent de la vie politique. Les libertés de presse et d'expression permettent le progrès sans précédent de la démocratie parlementaire. Cependant l'événement fondateur de la période est le coup d'État du 29 mai 1903, lorsqu'un groupe d'officiers s'organise pour « libérer » la Serbie du dernier souverain Obrenović. Ces officiers-conjurés représentent pendant toute la période un contre-pouvoir aux deux piliers du système constitutionnel serbe, la monarchie et l'Assemblée nationale. Or, les conjurés n'ont aucune organisation interne structurée, car il s'agit d'officiers de promotions rapprochées, réunis par leurs pairs et menés par les champions de leur génération, dont notamment Dragutin Dimitrijević, dit Apis. Le plus souvent Apis, avec ses amis les plus proches, une dizaine au plus, décide au nom des conjurés et, en tant que meneur d'hommes hors pairs, il arrive à mobiliser le reste des officiers-conjurés. Dans certains moments clés de la période 1903-1914, Apis et ses amis exercent une influence politique considérable, car ils étaient soutenus par le roi Pierre I^{er} Karadjordjević et par une partie de l'Haut-Commandement comme la partie la plus active et la plus patriotique du corps des officiers. Sur la scène politique serbe, seules les deux branches du Parti radical et notamment les Vieux Radicaux avec leur chef emblématique, Nikola Pašić, sont à même de leur faire face.

L'absence d'une structure propre aux conjurés est démontrée par le fait qu'ils se divisent en fractions exclusivement sur la base des rivalités personnelles. Vers 1911, Apis et ses amis forment le gros des troupes de l'organisation nommée la « Main noire », tandis que ses ennemis personnels se rallient au prince héritier Alexandre et fondent la « Main blanche ». Les deux branches des conjurés choisissent des stratégies différentes. Les partisans de la « Main noire », veulent garder leur indépendance et maintenir leur rôle d'arbitre au sein de l'armée et de ce fait influencer la vie politique. Leurs frères ennemis de la « Main blanche » optent pour le rôle plus confortable d'une coterie autour du prince Alexandre. La légitimité et l'autorité du futur homme fort de

la Serbie¹, représentent un écran parfait pour les membres de la « Main blanche ». Agissant au nom d'Alexandre, ils croient pouvoir exercer plus efficacement et plus durablement leur influence sur l'armée et la vie politique. Malgré les stratégies différentes, la volonté d'outrepasser leur rôle constitutionnel, était manifeste des deux côtés.

Ce pouvoir politique tellement désiré par la partie dirigeante des officiers-conjurés, aussi bien de la « Main noire » que de la « Main blanche », était-il utilisé en fonction d'objectifs définis? Les conjurés, en raison du caractère secret et officieux de leur association, n'affichaient aucun programme. On est même en droit de se demander s'ils en avaient un? Autrement dit, s'agissait-il d'un groupe de pression de caractère corporatif ou d'une conjuration dont les penchants politiques demeuraient imprécis? Leur histoire a été déjà amplement décrite dans des ouvrages récents². Mais il me paraît que l'analyse de leurs idées et mobiles reste encore incomplète. Une lecture attentive de leurs écrits permet d'énumérer trois grands motifs de leur action politique: la morale conservatrice, le dilemme entre démocratie et autoritarisme, et l'action nationale.

64

LA MORALE CONSERVATRICE

Les officiers-conjurés sont tous issus des écoles militaires serbes à la fin du XIX^e siècle. Le roi Milan Obrenović entreprend, après la défaite dans la guerre contre la Bulgarie en 1885, une vaste campagne du renouveau du corps des officiers. L'armée, et particulièrement les officiers, sont mieux payés et mieux instruits. Le prestige des officiers au sein de la société serbe grandit

1 À la veille de la Grande Guerre, en juin 1914, le prince Alexandre devient régent. Après le décès du roi Pierre, en 1921, il est couronné roi, d'abord du royaume des Serbes, Croates et Slovènes et, en 1929, de la Yougoslavie.

2 Les conjurés de 1903 ont fait l'objet de nombreuses études, parmi les ouvrages de référence on peut citer Miloche Bogitchevitch, *Le Colonel Dragoutine Dimitrievitch Apis*, Paris, André Delpech, 1928; Milan Živanović, *Solunski proces 1917 godine. Prilog proučavanju političke istorije Srbije 1903-1918* [Le Procès de Salonique de 1917. Contribution à l'étude de l'histoire politique de la Serbie], Beograd, 1955; Borivoje Nešković, *Istina o Solunskom proces* [La Vérité sur le procès de Salonique], Beograd, 1953; Vojislav Vučković, « Unutrašnje krize u Srbiji i Prvi svetski rat » [« Les crises internes de la Serbie et la première guerre mondiale »], *Istorijski Časopis*, vol. XIV-XV, 1963-1965, p. 173-229; parmi les travaux récents, voir David Mackenzie, *Apis, the Congenial Conspirator. The Life of Colonel Dragutin T. Dimitrijević*, New York, Columbia University Press, 1989; *The Black Hand on Trial*, New York, Columbia University Press, 1998, et *The Exoneraton of the Black Hand 1917-1953*, New York, Columbia University Press, 1998; Dušan T. Bataković, « Sukob vojnih i civilnih vlasti u Srbiji u proleće 1914 » [« Le conflit des pouvoirs civils et militaires en Serbie au printemps 1914 »], *Istorijski Časopis*, vol. XXIX-XXX, 1983, p. 477-492; *id.*, « Izazovi parlamentarnoj demokratiji: Nikola Pašić, Radikali i Crna Ruka » [« Les défis à la démocratie: Nikola Pašić, les Radicaux et la Main noire »], *Zbornik radova Nikola Pašić. Život i delo* [La Vie et l'œuvre de Nikola Pašić. Recueil d'articles], Beograd, SANU/Zavod za udzbenike, 1998, p. 310-329 et « La Main noire (1911-1917), l'armée serbe entre démocratie et autoritarisme », *Revue d'histoire diplomatique* n° 2, 1998, p. 95-144.

considérablement. La société serbe considère désormais l'armée comme l'image vivante de la gloire nationale. Cette réussite quasi complète est remise en question en 1900 par le projet de mariage du fils du roi Milan, Alexandre, devenu roi après l'abdication de son père.

Un tel retournement de situation était toutefois prévisible. La Serbie était un pays de petits propriétaires terriens, dont sont issus, au début de XIX^e siècle, les deux dynasties autochtones. En conséquence, la monarchie n'était pas au-dessus des luttes politiques. Au contraire, elle était jugée parfois plus sévèrement que les hommes politiques, car on lui accordait un rôle de modèle. Les officiers nouvellement promus adhéraient d'autant plus vigoureusement à cette conception de la monarchie, qu'ils savaient que leur prestige en découlait. Pour eux, la défense de la monarchie n'était pas un devoir absolu, mais elle était conditionnée par l'acceptation et la promotion par la monarchie d'une série de postulats que les officiers puisaient dans leurs origines, notamment la morale conservatrice et patriarcale. C'est à ce niveau que le consensus implicite entre les officiers et leur souverain fut rompu par le roi Alexandre Obrenović.

L'histoire est bien connue et presque banale. Le roi Alexandre décide en 1900 de convoler avec une dame de compagnie de sa mère, Draga Mašin, divorcée et jouissant d'une mauvaise réputation dans la société serbe. Pour les officiers, c'était un crime de lèse-majesté. Selon l'un des auteurs principaux de la conjuration, Antonije Antić, ce mariage royal était une honte pour le pays et pour le peuple serbe, mais surtout il l'était pour le corps des officiers. Antić et son comparse, Apis, en arrivent à la conclusion que les officiers serbes devaient réagir. Ils décident d'assassiner le roi et son indigne fiancée³.

À première vue, la réaction de ces deux officiers est incompréhensible : ils ont prêté serment au roi, qu'ils projettent maintenant, sans états d'âme, d'assassiner. Ils font par ailleurs partie tous deux de familles traditionnellement liées à la dynastie des Obrenović⁴. Dans la Serbie de la fin du siècle, les liens familiaux avaient autant, sinon d'avantage, d'importance que l'appartenance politique ou le mérite personnel. La décision des officiers pouvait ainsi lourdement compromettre l'avenir de leurs familles. Même si leur réaction est très violente, elle n'est pas moins caractéristique, car le corps des officiers dans son ensemble manifestait son opposition au mariage royal. Les officiers de garnison de Belgrade s'apprétaient à le faire savoir au roi, lorsqu'il les réduisit au silence en leur rappelant leur devoir de réserve⁵.

3 Antonije Antić, *Notes*, Zaječar, Fondation Nikola Pašić, 2010, p. 39.

4 *Ibid.*, p. 38.

5 Pavle Panković, *Mémoires*, archives de l'Académie des sciences et des arts de Serbie (ASANU), n° 14434, p. 2.

Vue dans le contexte international de l'époque, la réaction des officiers serbes semble encore plus incohérente. Le retour, en 1897, du roi Milan au pays avait provoqué le gel des relations avec la Russie et l'on était revenu à une diplomatie austrophile, délaissant l'aide aux Serbes hors de Serbie entreprit après l'abdication en 1889⁶.

66

Alors que la fin de l'action nationale et l'asservissement à l'Autriche-Hongrie ne provoquèrent pas la réaction des officiers, la mésalliance du roi les fit penser tout de suite au régicide. L'attitude des officiers peut s'expliquer seulement par leur esprit de corps. Ils s'accommodaient bien du retour de l'ex-roi, car il était l'architecte de leur ascension sociale. Ils ne réagissaient que lorsque leur nouveau prestige semblait en danger. Or, le mariage royal le mettait en péril à plusieurs titres : en les discréditant aux yeux de la société serbe et en détériorant leur situation économique. D'abord, la honte de ce mariage ne pouvait que se répercuter sur le prestige des officiers unanimement considérés comme les premiers soutiens de la royauté. Les officiers, en cautionnant cette union par leur silence, auraient été privés de leur aura et relégués au niveau des serviteurs d'une cour socialement inacceptable voire infréquentable pour la société serbe. En Serbie, les femmes étaient en outre les gardiennes de la morale conservatrice. Elles disaient haut et fort ce que leurs maris pensaient, à savoir que la future reine n'était pas digne d'être reçue dans une maison qui se respecte. Ainsi, lorsque Antić et Dimitrijević cherchaient à mobiliser les officiers, leur argument majeur consistait à dire qu'on ne pouvait pas accepter l'outrage de voir une « débauchée » devenir reine de la Serbie⁷. Ce raisonnement suffisait largement pour faire adhérer à leur conspiration nombre de jeunes officiers. Antić et Dimitrijević n'avaient point besoin d'autres arguments de caractère politique, national ou social pour les convaincre.

La détermination des officiers ne faiblit pas, elle se renforça au contraire lorsque le roi Alexandre abandonna l'orientation austrophile et se réconcilia avec la Russie. Les réussites dans le domaine de la politique étrangère du gouvernement de Mihailo Vujić, un radical modéré, pesaient peu aux yeux des officiers face aux déboires de la fausse grossesse de la reine Draga et face à la nouvelle politique de rigueur budgétaire. Les officiers étaient mal et tardivement

6 Le croyant profondément lié à la Double Monarchie, la Russie mit tout en œuvre pour éloigner Milan de Serbie : elle lui versa même une somme d'argent considérable lors de son abdication, à condition qu'il ne revienne jamais dans son pays (Slobodan Jovanović, *Vlada Aleksandra Obrenovića* [Le Règne d'Alexandre Obrenović], Beograd, Srpska književna zadruga, 1929-1931, t. 1, p. 67-69).

7 A. Antić, *Notes, op. cit.*, p. 68-71.

payés et ils étaient lourdement endettés⁸. Il n'était pas surprenant alors que les conjurés regrettassent le soutien jadis accordé par Milan à l'armée.

Parmi les partisans du roi Milan se trouvaient deux groupes ayant en commun la volonté de retrouver leur prestige et leurs positions. De jeunes officiers rejoignaient les anciens ministres mis à l'écart du pouvoir, pour redorer ensemble, par un coup d'État, le blason de la Serbie et de son armée. Les considérations personnelles et familiales n'étaient pas absentes d'une telle coalition. Il fallait aussi assurer l'avenir des fidèles des Obrenović, dont les actions du roi Alexandre avaient lourdement hypothéqué la destinée. Entre la morale conservatrice et la défense de la dynastie, les partisans de la dynastie des Obrenović ont fait leur choix. C'est ainsi que s'explique la réaction d'Antić et de Dimitrijević. Le triumvirat des conjurés, Antić, Dimitrijević et Djordje Genčić, l'oncle d'Antić et ancien ministre du roi Milan, fit du complot une affaire dirigée par les fidèles des Obrenović déçus par le comportement du roi Alexandre. Les deux premiers recrutaient de jeunes officiers en faisant appel à leur honneur bafoué, tandis que Genčić assurait les contacts avec les partis politiques. Antić et Dimitrijević sollicitèrent aussi l'adhésion d'officiers supérieurs, gages de l'importance et du sérieux de la conspiration. Ces colonels étaient censés prendre le commandement de l'armée après le coup d'État et se poser en garants de son bon fonctionnement. Antić et Dimitrijević s'adressèrent donc aux colonels Petar Mišić, Aleksandar Mašin et Damjan Popović, qui avaient chacun de bonnes raisons pour adhérer à la conjuration. Ils y voyaient également un moyen de remédier au retard de leur carrière et d'accéder aux postes qui leur échappaient jusqu'alors. S'il était question de prestige, il s'agissait aussi de leur prestige personnel⁹.

Dimitrijević apporta la pierre finale à l'édifice en se déclarant dès le début partisan inconditionnel de l'arrivée sur le trône du prétendant Pierre Karadjordjević¹⁰. La structure de la conspiration fut ainsi parachèvement. L'armée avait trouvé un roi pour incarner ses valeurs. Un homme qui s'était illustré dans la guerre franco-prussienne et dans la révolte des Serbes de Bosnie lors de la grande crise orientale 1875-1878, et qui vivait une vie sobre et retirée à Genève, à l'image même d'un bon bourgeois serbe¹¹. Ainsi, les officiers allaient effacer l'affront de la mésalliance royale et retrouver leur statut privilégié. En somme, pour les jeunes conjurés, la raison d'être de la conspiration était la défense des

8 Dušan T. Bataković, *Les Sources françaises de la démocratie serbe*, Paris, CNRS éditions, 2013, p. 338-342.

9 *Ibid.*, p. 88, 107 et 137.

10 P. Panković, *Mémoires*, op. cit., p. 6.

11 Dragoljub R. Živojinović, *Kralj Petar I Karadjordjević, u Otadžbini* [Le Roi Alexandre Karageorgevitch, Dans la patrie], Beograd, Zavod za udžbenike, 2003, t. 1, p. 39-41, 90-93, 118-120 et 398-405.

valeurs inhérentes à cette nouvelle génération d'officiers, à savoir la morale conservatrice et patriarcale, le prestige et les intérêts du corps des officiers. Toute autre considération était secondaire et ils ne se sont jamais posé la question du caractère antidémocratique de leur projet.

LE DILEMME : DÉMOCRATIE OU AUTORITARISME ?

68 Après le coup d'État, les conjurés eurent précisément à résoudre le dilemme entre démocratie et autoritarisme car ils ne croyaient pas que leur rôle dût s'achever dans les jardins du palais royal en ce petit matin du 29 mai 1903. Ils ne projetaient nullement d'instaurer une dictature militaire et ils apportèrent leur soutien à la création du gouvernement intérimaire dont firent partie notamment Genčić et Mašin, avec à sa tête un autre libéral et membre de la conspiration, Jovan Avakumović¹². Cependant, les conjurés affirmaient avec vigueur leur intention de veiller sur leur œuvre. Ils repoussèrent d'abord avec force toute tentative républicaine et s'assurèrent que Pierre Karadjordjević serait élu au trône¹³. Son élection était à la fois le couronnement de leur entreprise et la condition indispensable de leur action future. Les officiers entouraient effectivement le nouveau roi et monopolisaient les postes dans la garnison de Belgrade, tout en contrôlant les promotions dans l'armée¹⁴. À travers eux, l'armée devint une force politique de premier ordre.

Pourtant, après le coup d'État, « écraser l'infâme » ne suffisait plus comme programme politique. Les conjurés se trouvaient désormais devant les épreuves du pouvoir. Il leur fallait, d'une manière toujours officieuse, se positionner face aux partis politiques et opter pour une alliance sur le plan international. Voulant faire de la politique, ils avaient besoin d'un programme. Or, celui-ci resta singulièrement absent de leurs écrits. C'est à peine si l'on peut discerner les contours d'un programme politique chez les principaux auteurs de la conspiration. Issus de familles libérales, lorsqu'ils se décident à contacter des hommes politiques, les conjurés se tournent naturellement vers le parti libéral. Selon un des chefs de la conspiration, Antonije Antić, les conjurés considéraient que le Parti libéral, grâce au rôle primordial joué par des conjurés issus des familles libérales dans la conspiration et dans le premier gouvernement créé après le coup d'État, pouvait devenir la base politique de la nouvelle dynastie. Cette idée n'était pas dépourvue de discernement. Après plus de quarante ans de poursuites et de brimades sous les Obrenović¹⁵, les partisans de la dynastie

¹² *Ibid.*, p. 2.

¹³ A. Antić, *Notes, op. cit.*, p. 188.

¹⁴ *Ibid.*, p. 190-193.

¹⁵ Le dernier prince Karadjordjević avait quitté la Serbie en 1858.

Karadjordjević étaient marginalisés et peu nombreux. En transformant le Parti libéral en parti fidèle à nouveau souverain, la conjuration aurait été légitimée et la longévité de son influence assurée. Genčić et Jovan Avakumović étaient des ténors de la veille génération des libéraux. Dimitrijević, avant même le coup d'État, avait essayé de contacter Stojan Ribarac, le chef de file de la jeune génération des libéraux, mais ce dernier refusa de le rencontrer¹⁶. Avakumović et Genčić, en revanche, firent partie du gouvernement intérimaire issu du coup d'État. Pourtant, le conflit entre les générations au sein du Parti libéral empêcha la création d'un parti royaliste, il se présenta divisé aux élections de 1903 et fut sévèrement battu par les radicaux. Ces derniers, divisés eux-mêmes depuis 1901 entre Radicaux indépendants et Vieux Radicaux, monopolisaient la scène politique serbe grâce à leur forte implantation locale¹⁷. L'époque où l'on pouvait influencer l'issue des élections grâce au soutien du souverain était désormais révolue. Ainsi, les conjurés furent réduits à constituer un parti royaliste officieux ayant comme source de pouvoir leur emprise sur l'armée.

Après le coup d'État et l'élection du nouveau souverain, Antić et Dimitrijević perdirent la direction du mouvement au profit des colonels Mišić, Popović ou Mašin. Ces derniers occupaient désormais les postes clés dans l'entourage du roi Pierre et dans l'armée et ils représentaient la partie visible de la conjuration sur laquelle se concentraient les attaques de tous ceux qui désapprouvaient le régicide. La monarchie britannique était particulièrement outrée par l'assassinat du dernier Obrenović, et elle exigea la mise à l'écart et le jugement des conjurés. Menacées par la pression de la Grande-Bretagne, à laquelle se joignirent les diplomates des autres puissances mettant en place une espèce de « grève » diplomatique, en refusant tout contact avec le palais et quittant Belgrade au début de 1904, l'ancienne génération des conjurés se soucia d'abord de son sort personnel. Elle cherchait, par une série des promotions ou de mises à l'écart dans le corps des officiers, à s'assurer le contrôle absolu sur l'armée. Finalement, les principaux membres de la veille génération des conjurés furent éloignés de la cour par une décision royale du 31 mars 1904, mettant ainsi un terme à la « grève » diplomatique, exception faite du représentant de la Grande-Bretagne. Néanmoins, nommés dans l'État-major et au commandement des grandes divisions, ils maintinrent leur influence sur l'armée et le roi et, de cette façon, sur la vie politique¹⁸.

C'est alors qu'apparurent les clivages entre les conjurés. Les hauts gradés étaient prêts à toutes sortes de compromis pour éviter d'être mis à l'écart, ce qui

16 *Ibid.*, p. 143-149.

17 D. Bataković, *Les Sources françaises de la démocratie serbe*, op. cit., p. 382.

18 *Ibid.*, p. 392-399.

fut la condition posée par la diplomatie britannique pour le rétablissement des relations diplomatiques. C'est dans cette perspective purement personnelle, qu'ils agirent dans les crises qui allaient secouer la Serbie entre 1904 et 1906. À l'époque, le problème majeur pour la Serbie était d'assurer son indépendance politique et économique envers la Double Monarchie, qui menaçait la Serbie d'une guerre douanière, afin de l'obliger à conformer sa politique étrangère et nationale avec les souhaits de la cour impériale et royale¹⁹. Or, l'ancienne génération des conjurés donnait l'impression de ne pas se rendre compte ni de la gravité ni de l'enjeu de la rivalité austro-serbe. Elle sabota en mai 1905 le projet des Vieux Radicaux, cette fois guidé par leur chef Nikola Pašić comme le président du Conseil, d'équiper l'armée serbe avec des canons français²⁰. Le nouveau gouvernement des Radicaux indépendants fut lui aussi soumis à la pression de la diplomatie britannique. C'est pourquoi la vieille génération des conjurés s'allia en printemps 1906 avec la diplomatie austro-hongroise et plaida pour l'achat de canons Škoda. L'objectif était clair : faire tomber le gouvernement et repousser la pression britannique en faisant venir au pouvoir un gouvernement des experts, politiquement neutre, et de ce fait sous l'emprise de la cour et des conjurés²¹. L'achat de canons Škoda signifiait pourtant que la diplomatie austro-hongroise pourrait dès lors contrôler le processus de réarmement de la Serbie. Ainsi en soutenant l'achat des canons austro-hongrois, l'ancienne génération des conjurés était prête à accepter la tutelle de la Double Monarchie à condition de garder ses positions à la cour et dans l'armée. Notons que les jeunes conjurés avaient une position différente. Tandis que Popović et Misić se déclaraient partisans de l'achat des canons Škoda, Apis et les siens optaient résolument pour l'achat de canons Schneider-Le Creusot²². Ce conflit fut résolu en 1906 à la suite d'une alliance momentanée entre les Vieux Radicaux et les jeunes conjurés qui se traduit par la mise en retraite des plus éminents membres de l'ancienne génération²³.

Après le départ des hauts gradés, la direction de cette association d'officiers revint aux chefs de file de la jeune génération des conjurés et notamment à Dimitrijević-Apis. Ce dernier, ainsi que ses amis, n'étaient pas suffisamment gradés pour prétendre occuper les postes clés de l'armée. Cependant, l'importance

19 Sur la guerre douanière entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie voir : Dimitrije Djordjević, *Carinski rat Austro-Ugarske i Srbije 1906-1911* [La Guerre douanière entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie 1906-1911], Beograd, Institut d'histoire, 1962.

20 D. Živojinović, *Kralj Petar I Karadjordjević, op. cit.*, p. 262 ; Ljiljana Aleksić-Pejković, *Odnosi Srbije sa Francuskom i Engleskom 1903-1914* [Les Relations de la Serbie avec la France et avec l'Angleterre 1903-1914], Beograd, Institut d'histoire, 1965, p. 110-113.

21 L. Aleksić-Pejković, *Odnosi Srbije, op. cit.*, p. 173.

22 A. Antić, *Notes, op. cit.*, p. 201-202 et 227-228.

23 L. Aleksić-Pejković, *Odnosi Srbije, op. cit.*, p. 184-185 ; D. Živojinović, *Kralj Petar I Karadjordjević, op. cit.*, p. 281.

du réseau des conjurés et leur prestige au sein de l'armée leur assura la protection bienveillante des chefs de l'État-major, comme les généraux Radomir Putnik ou Stepan Stepanović. Grâce à ce soutien, les conjurés s'assuraient aussi celui des ministres de la guerre. Ainsi, bien qu'il demeurât capitaine puis colonel, Apis exerçait une influence considérable sur l'armée.

À partir de 1906, Apis, devenu chef incontesté des conjurés, eut presque toujours face à lui des gouvernements présidés par Nikola Pašić et composés majoritairement de Vieux Radicaux²⁴. Mais il estimait qu'ils menaient une politique clientéliste, délaissant l'action nationale²⁵. C'est pourquoi il revint à son idée initiale : s'appuyer exclusivement sur un souverain courageux et entreprenant. Souvenons-nous qu'il fut le premier et le plus fervent partisan de Pierre Karadjordjević. Il affectionnait tout particulièrement le courage et la manière directe qu'on lui attribuait généralement. Il cherchait un roi à sa mesure, appréciant à sa juste valeur l'armée, et sachant s'en servir dans l'intérêt de la cause nationale serbe, bref un roi qui ne se laissait pas embarrasser par les procédures démocratiques. Il ne fait aucun doute qu'Apis, et les conjurés avec lui, préféraient un régime autoritaire à la démocratie. Les conjurés croyaient que les Serbes, par leur niveau de civilisation et d'éducation n'étaient pas mûrs pour la démocratie. D'ailleurs ils le disaient clairement dans *Piedmont*, leur publication éditée à partir de 1911. L'éditorial du premier numéro taxait la démocratie, telle qu'elle était pratiquée en Serbie, de démagogie et le centralisme était préféré à la décentralisation²⁶. En revanche, la participation massive aux élections et la richesse de la vie parlementaire, ainsi que la circulation de la presse politique démontraient l'attachement de la population serbe à la démocratie parlementaire.

Partisans d'un gouvernement fort, Apis et ses amis les plus proches s'opposèrent en 1914 à l'emprise de l'administration civile, majoritairement composée des cadres radicaux, sur les territoires acquis lors des guerres balkaniques au Kosovo et à la Macédoine, et se déclaraient partisans de l'introduction d'un régime militaire dans ces territoires. Une période de gouvernement militaire était selon eux nécessaire afin de préparer la population à la démocratie. Leur opposition prit les dimensions d'une nouvelle tentative de coup d'État²⁷. En juin 1914, Apis chercha à renverser le gouvernement de Pašić par une campagne d'insoumission des officiers en Macédoine et au Kosovo. Apis les invita à chasser les fonctionnaires corrompus. Selon son projet, ces officiers auraient ensuite dû marcher à la tête de l'armée sur Belgrade. Or, ils refusèrent de suivre Apis,

24 Pašić fut Premier ministre durant les années 1906-1908, 1909-1911 et 1912-1918.

25 A. Antić, *Notes, op. cit.*, p. 247.

26 D. Bataković, « La Main noire (1911-1917) », art. cit., p. 113-116.

27 D. Bataković, « Sukob vojnih i civilnih vlasti u Srbiji u prolece 1914 », art. cit.

affirmant à juste titre qu'une telle aventure ne pouvait pas obtenir le soutien de la société serbe acquise au système parlementaire²⁸.

Ce gouvernement autoritaire que les conjurés désiraient, devait être fondé sur l'autorité suprême du souverain. Ils furent vite déçus par le roi Pierre, qui déclara vouloir régner mais ne pas gouverner. Cette attitude renforça l'attention particulière accordée aux fils du souverain. Le prince Georges, son fils aîné, s'avéra trop impulsif et irresponsable et en 1909, après un grave incident, il se retira. Lorsque le roi Pierre refusa de renvoyer le gouvernement radical de l'époque qui ne menait pas une politique nationale active si chère à Apis, ce dernier décida de remplacer le roi par son fils cadet, le prince Alexandre, souverain à la mesure d'Apis, qui suivrait ses conseils et aurait le courage et la détermination de mettre en place sa politique. Il estima qu'Alexandre était une personne raisonnable, que la jeunesse rendait potentiellement influençable. Pour le rapprocher de l'armée, Apis avait fait créer pour lui en 1910 le poste d'inspecteur général des Armées²⁹.

72

Il fallait encore trouver le moyen de faire accéder Alexandre au trône au plus vite. Apis, toujours partisan des solutions directes, révéla son plan à Antić : il avait l'intention d'entrer avec dix de ses amis conjurés armés au palais royal et d'obliger le roi Pierre à abdiquer. Antić lui fit remarquer qu'après cela, il faudrait former un gouvernement et Apis se décida à prendre contact avec les Radicaux indépendants et avec les libéraux constitués en parti national³⁰. Néanmoins, il n'hésita pas à sommer directement le roi Pierre de céder la place à son fils. Il eut l'audace d'expliquer au roi qu'il était trop âgé et indécis pour mener à bien le grand projet d'union de tous les Slaves du Sud. Sa requête fut catégoriquement repoussée par le souverain³¹.

Ce fut le premier, mais non le plus important revers pour Apis. En apportant tout son soutien au prince Alexandre, Apis se révéla un piètre psychologue. Orgueilleux, ambitieux et déterminé, Alexandre n'avait pas l'intention de se faire guider par quiconque. Si jamais il nourrissait quelques illusions à propos d'Apis, elles se dissipèrent lorsqu'en 1910, ce dernier lui déclara : « Pensez-vous que nous avons mis nos vies en danger pour que vous deux [Georges et Alexandre] puissiez vous quereller et vous disputer le trône ? Si vous le pensez vous vous trompez, car nous sommes prêts à le faire à nouveau³² ». Cette menace à peine voilée confirma les accusations de proches d'Alexandre, tel Petar Živković,

28 A. Antić, *Notes, op. cit.*, p. 264.

29 Čeda Tucović, *Notes, ASANU*, n° 14434/7, p. 3-4.

30 A. Antić, *Notes, op. cit.*, p. 248-249.

31 D. Živojinović, *Kralj Petar I Karadjordjević, op. cit.*, p. 385 ; Velimir Vemić, *Journal, ASANU*, n° 14434/6, p. 13.

32 D. Živojinović, *Kralj Petar I Karadjordjević, op. cit.*, p. 385.

ancien conjuré lui-même, mais ennemi d'Apis, ambitieux, maladivement soupçonneux, et parfaitement amoral. Cherchant à supplanter Apis, il savait qu'il n'avait ni son charisme ni ses qualités de meneur d'hommes, mais il était un courtisan né. Depuis deux ans, il cherchait à retourner Alexandre contre Apis. Il mit en avant la popularité d'Apis dans l'armée, ses tendances putschistes, en un mot, sa volonté de mettre la dynastie sous sa tutelle. Son ambition personnelle et sa haine contre Apis nourrissaient abondamment les craintes du prince héritier. Après l'entretien cité, alors qu'Alexandre ne parvenait pas à faire envoyer Apis en province, ce dernier put renvoyer de Belgrade Živković et d'autres partisans du prince héritier. Cette humiliation publique fit d'Alexandre un adversaire féroce d'Apis. À cette occasion, le groupe d'officiers proches de Živković et fidèles à Alexandre, la « Main blanche », fit sa première apparition publique³³.

L'échec d'Apis comme « faiseur des rois » justifie que l'on mette en question l'acuité de son raisonnement. Il n'était pas un très bon stratège, trop impétueux, trop personnel, parfois trop naïf, il ne pouvait mener à bien un projet politique à long terme. Mais il disposait d'une énorme force de séduction et de conviction. C'était un parfait recruteur. Il avait su, à deux reprises, entre 1900 et 1903, puis depuis 1911, mobiliser l'élite des officiers. Mais ses projets n'étaient pas structurés et dépourvus d'un véritable programme. Ils étaient surtout fondés sur un sentiment très répandu mais assez imprécis, une espèce de dénominateur commun le plus petit, tel le refus d'accepter la mésalliance du roi Alexandre Obrenović et le désaccord avec la politique nationale trop prudente que la Serbie officielle était obligée de suivre après l'échec de sa tentative de s'opposer à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908. S'il faut chercher l'idée qui résumait le mieux le programme implicite des conjurés, ce serait la volonté de doter la Serbie d'un régime capable de mener une politique nationale active. Apis, en tant que conjuré le plus actif et le plus ambitieux, fut largement déçu de la vie démocratique serbe, car elle lui paraissait comme une série de querelles interminables asservies exclusivement aux intérêts partisans et délaissant de ce fait l'œuvre nationale. Dès qu'il le pouvait, Apis revenait à ses habitudes autoritaires, voire putschistes. C'était la manière la plus expéditive et la plus directe d'arriver à réaliser le grand projet de sa génération, à savoir réunir tous les Serbes et tous les Slaves du Sud dans un seul État.

L'ACTION NATIONALE

Pourtant, comme on l'a déjà vu, l'union nationale était singulièrement absente des argumentations des conjurés avant le coup d'État de 1903. La chute des

³³ A. Antić, *Notes, op. cit.*, p. 253-254.

Obrenović était pour eux une affaire de politique intérieure. Selon les dires d'Antoniје Antić, « Le roi Alexandre [Obrenović] a eu une fin si tragique car il était arbitraire et entouré par des voyous et des flatteurs. Il a osé amener au trône sa maîtresse, même si elle était déjà la maîtresse de beaucoup d'autres avant de devenir la sienne. Par ce geste, il a craché sur l'honneur du peuple serbe tout entier qui ne pouvait pas le lui pardonner, mais il lui a, à travers ses fils, les officiers serbes, infligé sa juste punition³⁴ ».

Ce n'est qu'après le coup d'État que la question nationale redevint le centre d'intérêt des conjurés. Encore une fois, Antić le dit explicitement :

Pour prouver que le coup d'État n'était pas une affaire de personne mais que les conséquences de cet acte étaient d'une importance historique pour toute la nation, les conjurés souhaitaient que la Serbie se consacre davantage qu'avant à l'action nationale et qu'elle se prépare pour les événements à venir. C'est pourquoi les conjurés se concentrèrent sur les préparatifs de l'armée afin qu'elle puisse libérer et unir nos frères vivant toujours sous le joug étranger en Turquie et en Autriche-Hongrie³⁵.

74

L'action nationale était donc une justification après coup des événements de mai 1903. Les conjurés, en toute bonne foi, en firent la raison d'être de leur association. Dès 1904, ils s'activèrent à organiser des volontaires et partirent à leur tête en Macédoine et au Kosovo pour combattre les irréguliers bulgares ou albanais, voire les gendarmes turcs. Ce dévouement sincère à la cause nationale de la part des jeunes officiers n'était qu'exacerbé par la crise de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Ils croyaient en 1908, lors de la crise provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine de la part de l'Autriche-Hongrie, avoir trouvé un cadre légal pour leur action avec la création de la *Narodna odbrana* [Défense nationale]. Cette association était censée préparer la Serbie dans le cas d'une guerre avec la monarchie voisine. Les conjurés recrutèrent et encadrèrent une foule de volontaires tout au long de l'automne et de l'hiver 1908. Mais l'issue de la crise obligea le gouvernement serbe à renoncer à toute prétention sur la Bosnie-Herzégovine, et le força par conséquent à accorder à la *Narodna Odbrana* une fonction exclusivement culturelle. Alors que la Serbie officielle devait renoncer à une action nationale active, les hommes de terrain, tels Bogdan Radenković, originaire du Kosovo, ou le publiciste Ljuba Jovanović, dit Čupa, posaient les bases d'une organisation nationaliste. Ce sont eux qui, en 1911, rédigent les statuts de la « Main noire » et qui, dans un premier temps, donnent le ton à l'organisation. Jovanović était le rédacteur en chef de *Piedmont*.

34 *Ibid.*, p. 181.

35 *Ibid.*, p. 214.

Radenković de son côté, assurait les contacts avec d'autres organisations balkaniques, comme les Jeunes Turcs³⁶.

Les officiers revinrent sur le devant de la scène lors des guerres balkaniques, durant lesquelles ils s'illustrèrent tout particulièrement. Apis participa en 1912 aux négociations serbo-bulgares sur le partage de la Macédoine. Après la première guerre balkanique, ils exigèrent qu'aucune cession de territoire ne soit faite en faveur des Bulgares. À leur demande, Jovanović n'hésita pas à mettre en garde Pašić en personne³⁷. La victoire serbe dans la seconde guerre balkanique fut un moment de gloire pour les officiers conjurés. L'objectif de toute une génération fut atteint : la « Vieille Serbie » avec le Kosovo et la Macédoine étaient libérés. Les conjurés jouissaient d'un prestige inégalé au sein de l'armée et dans la société. Par une nouvelle imprudence, Apis allait cependant compromettre les fruits de cette victoire.

Au printemps 1914, il prit de nouveau une initiative personnelle, et fit à titre personnel appel à certain nombre de ses amis officiers. Ils faisaient tous partie de cette organisation défunte qui était la « Main noire », dissoute de fait à la fin des guerres balkaniques après que ses objectifs principaux eurent été atteints avec la libération du territoire appartenant jadis au royaume médiéval serbe³⁸. Apis, comme chef de renseignement de l'État-major, se soucia tout d'abord de défendre les victoires serbes, notamment face à ce qu'il considérait comme la seule réelle menace subsistante, les aspirations balkaniques de l'Autriche-Hongrie. À travers ses fonctions officielles, il disposait d'un certain nombre d'informateurs dont celui en charge de la Bosnie-Herzégovine, Rade Malobabić, qui sut le convaincre que les manœuvres austro-hongroises en Bosnie prévue pour le printemps 1914 étaient le signe avant-coureur d'une attaque sur la Serbie. Malobabić l'avertit aussi de l'existence du groupe des Jeunes Serbes qui avaient décidés d'assassiner l'archiduc François-Ferdinand lors de sa visite à Sarajevo à l'occasion des manœuvres en cours. Apis sut que des armes avaient été fournies aux Jeunes Serbes de Bosnie et que les officiers, anciens de la « Main noire », leur avaient facilité le passage de la frontière. Apis crut que la tentative des Jeunes Serbes de Bosnie était vouée à l'échec, mais à son avis, elle suffirait pour dissuader l'archiduc et l'armée austro-hongroise de toute aventure en Serbie. Apis agit encore une fois de sa propre initiative, évitant sciemment d'informer ses supérieurs et son gouvernement de ses actions. Lorsque le gouvernement Pašić eut connaissance de cette funeste décision d'Apis, il fit tout son possible pour empêcher le départ de Gavrilo Princip et de ses amis, hélas, sans succès.

36 V. Vemić, *Journal, op. cit.*, p.12.

37 A. Antić, *Notes, op. cit.*, p. 258.

38 *Ibid.*, p. 312-313.

Les conjurés, tout au long de la période de 1903-1914, ne représentaient pas un groupe uni et pourvu des structures organisées. Ils étaient, après le coup d'État de 1903, unis par la responsabilité commune de régicide, pour se scinder par la suite en différents groupes selon leurs respectives ambitions personnelles, d'abord entre la vieille et la jeune génération, et puis entre la « Main noire » et la « Main blanche ». Leur unique idée commune, au moins en ce qui concerne la jeune génération, fut l'action nationale, dont ils n'étaient pas capables d'assurer la direction. Lorsqu'Apis et ses amis décidèrent de s'engager activement dans la lutte pour la libération des Serbes après le coup d'État de 1903, ils ne faisaient que suivre l'air du temps. Par la suite, avec l'essor du mouvement yougoslave, porté par les organisations étudiantes et soutenu par le gouvernement, ils actualisèrent leur programme en se déclarant partisans de l'unité. Pour Apis, les deux objectifs se confondaient. Lui et ses amis, la partie active de la conjuration de 1903, représentèrent l'aile la plus radicale, la plus impulsive et largement incontrôlable, voire nuisible de l'action nationale dont la direction était assurée par le gouvernement serbe. Lorsque la Serbie officielle fut obligée ou décida elle-même d'arrêter toute action nationale, ce ne sont pas Apis et ses amis qui reprirent l'initiative. Après l'annexion de 1908, ce furent Bogdan Radenković et Ljuba Jovanović qui avaient conçu et réalisé le projet de la « Main noire », et ce n'est qu'après qu'ils invitèrent les officiers, anciens conjurés, à y participer. En 1914, Rade Malobabić, un Serbe originaire de Croatie, arriva à persuader Apis d'apporter un soutien logistique aux Jeunes Serbes de Bosnie. Dans les deux cas, les conjurés adhérèrent ou aidèrent les projets des hommes de terrain qui canalisèrent et orientèrent leur volonté de participer dans l'action nationale. La grande œuvre d'Apis, et d'ailleurs de toute cette génération des officiers, et au-delà de toute cette génération des hommes politiques et des Serbes en général, étaient les guerres balkaniques. Apis et les siens s'y illustrèrent en tant qu'officiers et patriotes, ce qu'ils étaient sans aucun doute, mais ils n'étaient point ce qu'ils ambitionnaient d'être, des « faiseurs des rois » ou des hommes d'État.

Apis et ses amis s'apparentaient à un groupe de pression d'une influence considérable, sans véritable programme. Ils étaient patriotes, mais leur action nationale se résuma dans l'encadrement des irréguliers qui se battaient en Macédoine et au Kosovo ou dans le commandement des troupes serbes qui allaient libérer ces régions. Au-delà du domaine exclusivement militaire, ils étaient seulement capables de projeter une série de coups d'État afin de trouver un roi à leur image. Leur perspective restait celle d'officiers issus de la petite bourgeoisie, voire même de la paysannerie. Un patriotisme mal défini et une morale conservatrice ont guidé leurs actions. Les subtilités de la politique étrangère, voire les complexités de la procédure démocratique, non seulement

les dépassaient, mais provoquaient chez eux une aversion profonde envers ces mécanismes lents et compliqués. Ils se croyaient appelés à mener le peuple serbe, prédestinés par leur vocation militaire à le guider dans un effort général et unitaire de libération nationale. Leurs démarches étaient vouées à l'échec, car la société serbe était bien plus complexe qu'ils ne le pensaient. Leurs initiatives volontaristes et arbitraires réussissaient seulement lorsqu'elles étaient en phase avec la société. Lorsque cela ne fut pas le cas, leurs actions irresponsables et intempestives étaient une entrave importante à l'essor de la démocratie et une source de problèmes sérieux pour les gouvernements de l'époque. Les institutions démocratiques et parlementaires ont permis aux citoyens serbes d'exprimer librement leur volonté politique et nationale et ils n'avaient nul besoin d'un petit groupe d'officiers pour les guider d'une aventure encensée à l'autre. Le prestige de la vie démocratique fut tel que la Serbie devint le socle sur lequel le mouvement yougoslave ambitionnait construire l'état commun.

L'absence de programme politique précis fut à la fois la principale force et le handicap majeur des conjurés. L'autre nom de la « Main noire », « L'union ou la mort », représentait tout le programme politique des conjurés. Le colonel Čeda Tucović, un proche d'Apis, exprima remarquablement bien l'effet considérable que cette esquisse de programme eut sur les officiers : « Lorsque je fus invité à adhérer à l'organisation [la "Main noire"], je n'hésitai pas un seul moment, car pour moi, Serbe, officier, et patriote, le but de cette association allait de soi³⁹ ».

« L'union ou la mort » résumait à merveille les idéaux qui représentaient le plus petit dénominateur commun de l'action nationale de cette génération. Pourtant, Apis et ses proches s'avérèrent incapables d'utiliser le formidable pouvoir que représentait le soutien de l'armée, voire le prestige dont ils jouissaient dans la société afin de transformer leur association en un véritable parti politique. Ils ne cherchaient même pas à apporter des solutions aux problèmes divers qui secouaient la Serbie. Limitée volontairement au domaine de l'action nationale, leur association fut plutôt une menace qu'une véritable concurrence pour les partis politiques et pour le souverain. C'est pourquoi Pašić et le prince Alexandre détruisirent leur association en 1917. Hors de la patrie, soumis à une loi militaire et dépourvus du soutien de l'opinion publique et des autres partis politiques, Apis et ses amis subirent le sort que leur avaient réservé leurs principaux adversaires, les Vieux Radicaux et le prince régent. Lors du procès de Salonique, les conjurés furent accusés d'avoir commis un attentat contre le prince Alexandre. Malgré un procès monté de toutes pièces, le tribunal militaire fit condamner et exécuter Apis. Les autres conjurés furent soit internés, soit mis en retraite. Ainsi fut scellé le sort de cette association d'officiers serbes et

39 Č. Tucović, *Notes, op. cit.*, p. 5.

la vie politique revint à une bipolarisation classique, à savoir le souverain et le gouvernement issu de l'Assemblée nationale.

Seule la « Main blanche » survécut. Živković et ses proches jouèrent le rôle de fidèles serviteurs du trône et surent garder leur influence et leur pouvoir jusqu'à la mort du roi Alexandre en 1934. Ainsi, leur choix de devenir une coterie auprès du souverain s'avéra plus judicieuse que celui d'Apis et des siens. En dernière instance, Apis ne voulait pas servir un roi, il voulait le guider, mais tout en refusant d'occuper la place d'un Premier ministre et d'assumer ses responsabilités, car conscient de ses limites, il était par ailleurs trop orgueilleux pour être un courtisan. Il finit devant un peloton d'exécution comme le conspirateur qu'il avait été.

Lothar Höbelt

THE FATHER-IN-LAW OF EUROPE

Tiny Montenegro had famously been called Russia's only friend after the Crimean War. Yet, in 1916/17, the Tsar was no longer defending the Petrovic dynasty against a takeover bid by their Serbian neighbours, even if this so-called "Balkan Anschluss" was, for the time being, a game among exiles. When King Nikita had wanted to go into exile in Russia in 1916, the Tsar refused to accommodate that request; Nicholas II wanted to prevent his arrival "by all means necessary".¹ What counted against King Nikita's return were the allegations that he and his family had secretly been negotiating with the Central Powers. Literature abounds with description of allies as "secret enemies".² In the Montenegrin case, the question was the other way round: Had the most colourful antagonist of the Habsburgs finally turned into their "secret ally"? And if so, why weren't the Austrians more appreciative?

Montenegro was often derided as an operetta state. Patriotic students did indeed stage angry protests when Lehar's "Merry Widow" featured dandy diplomats of a Balkan principality, thinly disguised as "Pontevedro".³ If operettas usually revolve around love-stories, the analogy was certainly pertinent: Nikita had replaced Leopold of Belgium as the father-in-law of Europe. He managed to marry his bevy of pretty daughters to best advantage: Two of them (Milica and Anastasia) were married to Russian Grand Dukes in 1889; during the war

- 1 Srdja Pavlovic, *Balkan Anschluss. The Annexation of Montenegro and the Creation of the Common South Slavic State*, West Lafayette, 2008, p. 98.
- 2 Gary Shanafelt, *The Secret Enemy. Austria-Hungary and the German Alliance, 1914-1918*, Boulder, 1985.
- 3 John D. Treadway, *The Falcon and the Eagle. Montenegro and Austria-Hungary, 1908-1914*, West Lafayette, 1983; Elizabeth Roberts, *Realm of the Black Mountain. A History of Montenegro*, London, 2007; Heiko Brendel, "Die österreichisch-ungarische Besetzung Montenegros im Ersten Weltkrieg als habsburgischer Imperialkrieg", in Tanja Bühner (ed.), *Imperialkriege von 1500 bis heute. Strukturen, Akteure, Lernprozesse*, Paderborn 2011, pp. 129-47; here: 132 notes that only censorship prevented the author of the libretto to use the real name.

Milica, as the wife of the Army Commander “Nikolasha”, Nicholas II’s uncle, was credited with gladly sporting her Slav credentials against the “German” Czarina;⁴ Elena had also been educated in Russia where she flirted with a Guards officer by name of Mannerheim, who was later to become famous as leader of Finland.⁵ In the end, though, Elena was married off to the future Vittorio Emanuele III of Italy in 1896.⁶ Zorka had married Peter Karageorgevic in 1883 (but died before her husband actually became king of Serbia after the coup d’état in 1903!), Xenia remained her father’s confidant and was often thought of as the eminence grise at the court of Cetinje.⁷

80 It was Nikita who made the first move that precipitated the First Balkan War in October 1912. However, observers noted that his closest ally during that war was not his son-in-law, King Petar of Serbia, but the Bulgarian Czar, Ferdinand, a German prince and Hungarian magnate.⁸ After the Second Balkan War Nikita created an international crisis by his refusal to lift the siege of Skutari. Rumor credited him with combining his challenge to the great powers with a stock-exchange operation: This was insider trading at the top level. Once he accepted the Great Powers’ ultimatum, peace would be assured and share prices would sky-rocket. But there was only one person in all of Europe, who knew exactly when that would happen, the King of Montenegro himself...⁹

UNWILLING WARRIOR

In 1914, Montenegro loyally followed suit and declared war on Austria. For the first few months of the war, a Serbian officer, Bozidar Jankovic, even took over as Chief-of-Staff.¹⁰ Montenegro, with a population of less than half a million, fielded an army of more than 50,000 men. In return, the Entente consented to pay 50,000 francs a day for the duration of the war.¹¹ The Montenegrin war

4 Dominic Lieven, *Nicholas II. Twilight of the Empire*, New York, 1994, p. 212.

5 Marco Houston, *Nikola & Milena. King & Queen of the Black Mountain. The Petrovic-Njegos Dynasty*, London, 2003, pp. 192-7.

6 Italians even tried to persuade Nikita to use his influence with the Serb party in Dubrovnik to cooperate with the Italians in city politics; Luciano Monzali, *The Italians of Dalmatia. From Italian Unification to World War I*, Toronto, 2009, pp. 173, 200, 219.

7 Treadway, Falcon and Eagle 217; on Xenia, Court Marshal Ramadanovic’s comments to Otto, Haus-, Hof- und Staatsarchiv (HHStA), Politisches Archiv (PA) I 953, fol. 229, telegram No. 7, 28 Jan. 1916.

8 Treadway, Falcon and Eagle 106 f., 130. In 1915, too, Ferdinand argued that Serbia should be partitioned but Montenegro enlarged; see Andre Scherer & Jacques Grunewald, *L’Allemagne et les problèmes de la paix pendant la première guerre mondiale*, Paris, 1962, vol. 1, pp. 216 f., 14 Nov. 1915.

9 HHStA, Baernreither Papers, Diary XI, fol. 88.

10 Pavlovic, *Balkan Anschluss*, p. 68.

11 HHStA, PA I 953, fol. 50, 2 Feb. 1916. Otto’s report of a conversation with Popovic.

effort consisted of a few raids into the Hercegovina; even more important, from the top of Mount Lovcen, Montenegrin artillery – provided by the French – trained their guns on the Bocche di Cattaro, Austria-Hungary's second most important naval port. Gun-running across the Adriatic led to a number of minor naval engagements, with U-boats crews correctly boarding sailing boats to search for contraband, the way maritime law demanded.¹²

When Italy declared war on Austria in May 1915, despite family ties neither Nikita nor the Serbs hurried to assist their new allies, who claimed most of Dalmatia for themselves, but tried to outbid them in Albania. Nikita repeated his 1913 manoeuvre and marched his troops into Skutari, once again.¹³ The Italians were not amused. In return, they broke off diplomatic relations with Montenegro and stopped all food supplies.¹⁴ Interestingly, when Austro-Hungarian Foreign Secretary Baron Burian reviewed the critical situation with his Reich German partners soon after, he dismissed the Montenegrins with a wave of the hand: "They were only conducting a phoney war."¹⁵

However, the Italian threat went a long way towards persuading the Austrians that they had to get rid of at least one their three fronts. The Chiefs-of-Staff, Conrad and Falkenhayn, both thought about a separate peace with Russia but Burian thought chances of a Russian offer were nil. As an alternative, even a fire-eater like Conrad mused about coming to an arrangement with Serbia. So did Count Alec Hoyos who preferred a peace with Serbia to ceding territory to Italy.¹⁶ After all, Serbia was clearly unhappy with the terms of the treaty of London that promised Italy almost complete control of the Adriatic at the expense of Yugoslav aspirations. Serbia was even less happy with the hints of her partners that she should cede a large part of her recent Macedonian conquests to Bulgaria. Serbian Prime Minister Pasic adamantly refused to do so. When the Russian ambassador charged that he faced a choice between the realization of Yugoslav dreams and a few miserable mountain hamlets, he answered he would

12 Wladimir Aichelburg, *Die Unterseeboote Österreich-Ungarns*, Graz, 1981, pp. 84, 123, 148, 490.

13 Jankovic resigned in protest against that move (Pavlovic, *Balkan Anschluss*, pp. 71-2). Whether the invasion of Albania really "proved to be the incident that finally discredited the Montenegrin king among his war allies", is debatable; after all, Serbia did the same; and France agreed. The Russian representative in Belgrade claimed that Nikita had concluded a secret armistice with the Austrians; but again, there is no confirmation from Austrian sources. Lothar Höbelt, "Der Balkan und die Strategie der Entente", in Jürgen Angelow (ed.), *Der Erste Weltkrieg auf dem Balkan. Perspektiven der Forschung*, Berlin, 2011, pp. 57-73, here: 60 f.

14 HHStA, PA I 953, fol. 225, report 10/P, 14 March 1916. Otto's source was the Greek charge d'affaires Rentis who stayed in Cetinje.

15 HHStA, PA I 503, Liasse XLVII/3-16bis, fol. 54, 27 June 1915.

16 Kriegsarchiv (KA), B/16: Marterer diary, 2 June 1915; B/15: Kundmann-diary 28 May 1915; HHStA, PA I 952, Liasse 25g, Memorandum by Hoyos, May 1915, together with a note by Burian that Serbia would not play along.

still choose Macedonia.¹⁷ Thus, a volte face was not perhaps quite as far-fetched as it might seem at first sight.

However, with peace overtures of almost any sort, one of the great obstacles was the question of who was going to make the first move that could be interpreted as a sign of weakness.

This is where Nikita seems to have stepped into the breach. He used a certain Baron Kruffyff, a far-flung relative of the Petrovic family¹⁸ and a correspondent of the 'Nieuwe Rotterdamsche Courant', as an intermediary. On 3 July 1915 Kruffyff approached an old acquaintance, Egger, who had formerly served in Cetinje and was now working at the Austrian Embassy in Bulgaria. The proposals submitted showed that Nikita still acted as a loyal ally of Serbia, if not of the Entente. Serbia would cede a much smaller part of Macedonia to Bulgaria in return for keeping the northern half of Albania; Montenegro would not cede anything but even acquire a few villages at the southernmost tip of Dalmatia (Budva and Spizza) at Austria's expense.¹⁹

82

Kruffyff hinted that there was a power struggle going on within Montenegrin ruling circles. Queen Elena, her brother Petar and the Popovic family favoured closer links with Italy and a renewal of the war-effort; Crown prince Danilo together with his brother Mirko and Xenia – for once united – opposed that policy.²⁰ A few weeks later, Xenia was even reported to have claimed that her brother-in-law, the Russian high commander Nikolaj, was willing to countenance the separate peace so ardently desired by the Central powers, exchanging Poland for Armenia.²¹ Such a proposal, coming from the supposed hardliners, might sound fascinating, but also stretched credulity. In May, Austria might have jumped at a way out; but by late summer, her military fortunes had improved. Count Forgacs, a former ambassador to Belgrade, who was privately contacted by Egger, showed the letter to Burian but both immediately rejected the offer out of hand.²² At roughly the same time, Ferdinand of Bulgaria had finally consented to take the jump and join the Central Powers. Thus, the Montenegrin offer came too late. Col. Laxa, the military attache, reported

¹⁷ Wolfgang-Uwe Friedrich, *Bulgarien und die Mächte 1913-1915*, Stuttgart, 1985, p. 269.

¹⁸ Burian once referred to him obliquely as "a relative of the divorced husband of Prince Danilo's sister" (Scherer/Grunewald I 229).

¹⁹ HHStA, PA XV 78, Varia, fol. 14-18, Egger to Forgach, 4 & 5 July, 1915. I owe this piece of information to my student Alexander Leeb who is preparing a thesis on Bulgaria in World War I.

²⁰ HHStA, PA XV 78, Varia, fol. 28, Egger to Forgach, 11 July 1915; fol. 33, Tarnowski to Forgach, 28 July 1915.

²¹ *Ibid.*, fol. 39, telegram Sofia 913, 17 August 1915.

²² *Ibid.*, fol. 23, Forgacs to Tarnowski, 13 July, 1915.

Serbian diplomats were aghast the Austrians had not tried to turn the resentment against Entente bullying to their advantage.²³

Hints about Montenegrin willingness to negotiate with the Central powers also surfaced elsewhere. British sources claimed that Prince Petar had been in touch with Major Lompar, the commander of the Austrian garrison at Budva, the southernmost tip of the Empire, as early as the spring of 1915. Others dismiss that story as the rumors started by political enemies to discredit the Petrovic dynasty and facilitate the absorption of the country into Serbia. Actually, that particular rumor clearly falls into the category of disinformation because Budva was at that time still occupied by the Montenegrins – and Lompar was a Montenegrin officer, not an Austrian one.²⁴ There is an entry by General Marterer, however, from the Emperor's Military Chancellery, who confided to his diary that Petar had apparently requested an interview with Col. Hupka, the former Austrian Military Attache in Cetinje, ostensibly to talk about an exchange of prisoners.²⁵

In August 1915, Crown Prince Danilo had visited Athens. Afterwards, King Constantine told the Austrian Minister that Danilo had complained about Russia and asked the King to put in a good word for Montenegro so that she would not be treated badly once peace-making started.²⁶ Konstantin, of course, happened to be the brother-in-law of the Kaiser. Thus it is easy to understand why these peace-feelers initially found their way to Berlin, rather than to Vienna. A few months later, Conrad alluded to intercepted Italian reports that Montenegro was inclined to enter into peace negotiations with Vienna and Berlin. He added: "But I don't know whether these have actually taken place."²⁷ He acknowledged that Danilo inclined towards the monarchy but described him as irresolute and withdrawn, a man who would be content with a semblance of power.²⁸

It was not the Austrians who insisted on overrunning Serbia in 1915 but her Prussian allies who did so because they were eager to open a line-of-communications to the Turks who needed shells to continue their defence of

23 KA, Militärattachés Sofia 83, Tel K. 1945 (27th August 1915). Another feeler had been put out via the Serb Minister to Bucarest and the pro-Austrian Rumanian politician Marghiloman; once again Vienna's reaction was they saw "no reason to approach the Serbs"; HHStA, PA I 952, Liasse 258, Czernin's telegramms 947 (13 August), 952 (14 August), 963 (19 August 1915).

24 Peter Enne, *Die österreichisch-ungarische Offensive gegen Montenegro 1916*, Master's Thesis, Vienna, 2008, p. 162; Roberts, *Realm of the Black Mountain*, p. 312.

25 KA, B/16, Marterer Tagebuch, 11 & 18 August 1915.

26 HHStA, PA XVI 66, Telegram 855, 30 August 1915. In November, Danilo suggested that an enlarged Montenegro might be a good counterbalance to a Greater Bulgaria; KA, Militärattachés Sofia 83, Tel K 287, 10 Nov. 1915.

27 HHStA, PA I 499, fol. 292, Conrad to Burian, 26 Nov. 1915.

28 HHStA, PA I 499, fol. 306, Conrad to Burian, 7 Dec. 1915; Houston, Nikola & Milena 238, 334.

the Straits. During the summer, a plan of campaign was worked out. Germany, Austria-Hungary and Bulgaria should each contribute half-a-dozen divisions to crush Serbia. As it happened, Conrad squandered his reserves by an ill-advised offensive into the Pripjet swamps. Thus, when the Germans finally crossed the Danube on 7 October, they were joined by no more than two Austrian divisions. It was Mackensen, a swashbuckling Hussar with charming manners, whom Falkenhayn wanted to play off against Hindenburg, who commanded the forces of the Central Powers.²⁹

84

Politically, the German ambassador to Vienna, Tschirschky, on 4 November suggested that Serbia, Montenegro and Albania should all be united under the Petrovic dynasty.³⁰ At the same time, Kruffyff got in touch with Egger and Tarnowski again.³¹ This time, Kruffyff was supposed to act in the name of Crown Prince Danilo, who had left Montenegro and was recuperating at a sanatorium in Lausanne. In December, Kruffyff even came to Vienna himself but was not received by Forgacs who told him he could only talk to him once he produced formal credentials as a plenipotentiary.³²

In the meantime, Serbia had already been decisively defeated. The Germans were not interested in following Sarrail's belated Army of the Orient into Greece; nor did they want to prolong the campaign by conquering Montenegro. Mackensen was unpleasantly surprised to learn that the Austrians had started their campaign against Montenegro without even consulting him. Conrad had long argued that the Germans refusal to pursue the campaign any further had also invalidated Mackensen's command of the Balkan front. On 20 December 1915 Kövess – the commander of the Austro-Hungarian 3rd Army – was ordered to go ahead and invade the Black Mountains, both to cut off the Serbian army whose escape has once been compared to the British evacuation at Dunkirk, and to forestall an Italian occupation of Albania.³³

With the Serbian army in full retreat towards the Adriatic, Montenegro was an easy prey, even if logistics and climate still provided challenges. In general, the Austrians enjoyed a numerical superiority of roughly two to one. On their

²⁹ Theo Schwarzmüller, *Zwischen Kaiser und "Führer". Generalfeldmarschall August von Mackensen*, Paderborn, 1995, p. 142. The staff officer who organized the crossing of the Danube, was none other than Col. Hentsch, the scape-goat for Moltke's decision to order a withdrawal during the Battle of the Marne (*ibid.*, p. 133).

³⁰ HHStA, PA I 952, Liasse 25g, Notiz by Tschirschky, 4 Nov. 1915.

³¹ HHStA, PA I 952, Liasse 25g, Tarnowski's telegram 1449 (11 Nov.), 1474 (16 Nov. 1915).

³² HHStA, PA I 952, Liasse 25g, letters between Forgach and Kruffyff, 16 to 18 Dec. 1915; Montenuovo also told Bechtold about Danilo's "verklausulierte Anfrage" via Athens and Berlin (HHStA, Berchtold Papers 5, diary 8 Dec. 1915).

³³ Lothar Baumgartner, "Österreich-Ungarns Dünkirchen? Eine Gegenüberstellung von Berichten zum Abtransport der serbischen Armee aus Albanien im Winter 1915/16", *Marine – gestern, heute* 9 (1982), pp. 46-53.

Eastern flank, in the Sandzak, they even suffered a reverse on 7 January, at the hands of General Vesovic, in the battle of Moskovac; the Montenegrins thus achieving their most celebrated feat of arms a few days before their surrender.³⁴ Still, the storming of the 1.800 metre high mountain peak of the Lovcen in mid-winter was an astonishing feat of arms, helped by gun fire from ships that had to be artificially heeled in order to fire their guns at such a elevated targets. Some of the few Austrian aircraft even bombed Skutari (but not Cetinje). One of their flying aces, Julius Arigi, had been taken prisoner by the Montenegrins in the autumn but during the chaos of the last few days managed to escape from Podgorica barracks in one of the king's cars.³⁵ Nikita himself was forced to leave his capital. When the Austrians occupied his palace on 13 January 1916, they found the wily king had kept – or re-arranged – the signed portrait of Franz Joseph on top of his desk.³⁶

ANSCHLUSS OR ALLIANCE?

Montenegro had been defeated in the field. The political repercussions of the conquest were still far from clear, however. Serbia was branded as the fountain of all evil, the state that had started the war by abetting terrorism. No such stigma was attached to Montenegro. Thus, it might be seen as a clever political move to persuade the realm of the Black Mountains to conclude an “Erstlingsfriede”. Francis Joseph might proffer an olive branch to a fellow sovereign who asked for forgiveness. There were two pre-conditions the Austrians were likely to insist on: For strategic reasons, the Austrians were eager to annex the Lovcen as well as to cut off Montenegro from the Adriatic, thus at the same time providing a link between the Monarchy and Albania.

The big question was whether Montenegro should be allowed to survive as a state at all.

Conrad had returned to his all-or-nothing approach and wanted to annex all of Montenegro, just as he wanted to do away with the failed state of Albania and grab most of it for the Monarchy, leaving the Southern half as a bait for Greece to join the Central Powers. Hungarian Prime Minister Count Istvan Tisza – as usual – was clearly opposed to such a programme of unlimited expansion. He feared indigestion and preferred to limit territorial gains to border

34 Serbo Rastoder, *Montenegro 1914-1991*. In: *Österreichische Osthefte* 47 (2008), pp. 315-332; here: 317.

35 Ernst Peter, *Die k.u.k. Luftschiiffer- und Fliegertruppe Österreich-Ungarns 1794-1919*, Stuttgart, 1981, p. 279. After the war, Arigi – as a Sudeten German – served for ten years as the top pilot of the Czech Aero Company.

36 Enne, *Offensive*, p. 38 ff.; Carl Mühlmann, *Oberste Heeresleitung und Balkan im Weltkrieg 1914/1918*, Berlin, 1942, p. 145; Holger Afflerbach, *Falkenhayn*, Munich, 1994, p. 344.

rectifications. Burian tried to mediate between the two positions. He argued that definite solutions could only be arrived at once the war came to an end. But in the beginning, at least, he seemed willing to consider a unification of Montenegro and a rump-state of Serbia under the Petrovic dynasty.³⁷

Conrad's annexationist programme was a move directed not so much against Austria's enemies as against her allies. The general, of course, realized that if the monarchy lost the war, all her gains would be null and void; but if she won the war, her allies would find themselves confronted with a *fait accompli*. That's why he urged the Ballhausplatz to issue a formal proclamation to dissolve Serbia and unseat the Karageorgevic family. In retrospect, Conrad argued that if such a declaration had in fact been issued, Nikita would certainly have thrown himself at the tender mercies of the Austrians to escape a similar fate.³⁸ Yet, it is doubtful whether that is what the military really wanted. On 3 January 1916, Conrad's idea was to reduce Montenegro to its pre-1912 territory and bring it into a close partnership with the monarchy. Forty-eight hours later he raised the stakes: Montenegro would have to surrender unconditionally, the "suspect dynasty with its Russian and Italian in-laws" should be done away with.³⁹ Burian agreed with the demand for an unconditional surrender but hedged his bets about the future of the state and the dynasty. Interestingly, General Sarkotic the military governor of Bosnia, himself a South Slav, also wanted to entice Nikita to switch to the Central Powers.⁴⁰

The Austrian military had already rejected a first call for a cease-fire. On 13 January, after the Lovcen and Cetinje had fallen, Nikita let himself be persuaded by his government to appeal directly to Francis Joseph and his "coeur généreux et chevaleresque", "in the hope that you will mediate so that a just and honourable peace settlement is reached."⁴¹ The Emperor replied that he was glad Nikita was ready to end a resistance that had become pointless. He would send delegates to conduct peace negotiations once the terms of the armistice had been accepted. Those terms were certainly harsh: On a purely military level, what Conrad seems to have feared most was a dissolution of the Montenegrin army that created a potential for guerilla warfare. In such a case,

37 Scherer/Grunewald I 185 (28 Sept. 1915), 210 (11 Nov. 1915). Jagow liked the idea but did not see why Nikita was preferable to King Petar; in the long run he thought Serbia – like all the other Balkan states – was going to be ruled by a king recruited from abroad (*ibid.*, p. 203).

38 HHStA, PA I 499, fol. 477 v., Conrad to Burian, 31 Jan. 1916.

39 HHStA, PA I 953, fol. 402, Wiesner's telegrams 3 & 5 Jan. 1916.

40 Enne, *Offensive*, pp. 91, 133.

41 HHStA, PA I 953, fol. 297, 318, 310; Pavlovic, *Balkan Anschluss*, p. 77.

he threatened, the Austrians would have to insist on the internment of the whole male population of military age.⁴²

On 16 January, two Montenegrin diplomats (one of them Jovo Popovic, the former ambassador to Constantinople) and one officer (Major Petar Lompar) arrived in Cetinje and accepted the terms of the armistice in principle. The Austrians in turn agreed to put a stop to hostilities but reserved the right to continue their operations against the Serbs. But when it was time to hand over the details for the implementation of the truce the next morning, the Austrians found that the Montenegrin delegation had already left Cetinje again.⁴³ This misunderstanding gave rise to suspicions that the Montenegrins only wanted to play for time. As a result, the Montenegrin capitulation was delayed by roughly a week. The Austrians only managed to hand over their demands in the early hours of the 19 January. In the afternoon, the Montenegrins rejected some of the clauses (in particular, the one about handing over all Serb military personnel on Montenegrin territory). However, the Montenegrin government asked the Austrian Foreign Office to intercede with the Army High Command that fighting should not be resumed, nevertheless. The Austrians reacted with an ultimatum that was originally supposed to run out at high-noon on 21 January but was then prolonged for another day.

At the last minute (actually half an hour late) on 22 January, Lompar did return to Cetinje. There were no further difficulties: Agreement was reached that very night. On 25 January, 6 p.m., the armistice terms were officially signed. Arms were to be handed over within the next week; on the advice of the Chief-of-staff of the 3rd Army, the Austrians had after all shied away from the gargantuan task of interning tens of thousands of Montenegrins; perhaps, an intervention of the heir apparent, Archduke Charles, also had something to do with the more generous terms.⁴⁴ Instead, the Austrians accepted a guarantee of the Montenegrin government that all men of military age would quietly return to their homes; moreover, all Montenegrins who had surrendered after 17 January no longer counted as prisoners of war.⁴⁵

However, a lot had changed within the last week. Apparently, Nikita had taken fright when he first heard about the Austrian terms on 17 January.

42 HHStA, PA I 953, fol. 333, Conrad to Burian, 16 Jan. 1916. Conrad also warned Bolfras, the head of the Emperor's Military Chancellery, against any watering down of the armistice terms; cf. Helmut Rumpler, "Die Kriegsziele Österreich-Ungarns auf dem Balkan 1915/16", in *Österreich und Europa. Festgabe für Hugo Hantsch*, Graz, 1965, pp. 465-482; here: 472.

43 HHStA, PA I 953 contains two summaries of the negotiations: fol. 440-445 (drawn up by the Ballhausplatz) and fol. 57-61 (by Col. Slamecka); there is only a brief summary in *Österreich-Ungarns letzter Krieg*, Vol. IV, Vienna, 1933, p. 58.

44 HHStA, Berchtold diary 22nd Jan. 1916 records that Charles had been sent to make Conrad acquiesce; Enne, *Offensive*, p. 127.

45 HHStA, PA I 953, fol. 101, Wiesner's report, 25 Jan. 1916.

Indeed, there was a certain studied ambivalence whether the threat to intern all grown-up males included the King and the royal family, too. Actually, when Austrian diplomats asked themselves the same question, Army High Command indignantly answered that they did not assume that a king would want to separate his fate from that of his troops.⁴⁶ Once again, though, Nikita did not conform to Austrian expectations. On the 18 January, he moved from Podgorica to Skutari; on the 20th he boarded a ship in the Albanian port of San Giovanni di Medusa. He did not stay with his Italian in-laws, however, but immediately left for France. The Austrians only learnt that he had left the country on 24 January, when an Italian newspaper carried the story.

88

In the meantime, the debate about the fate of Montenegro and the Petrovic dynasty had attracted the interest of many “distinguished foreigners”. In Berlin, Foreign Secretary Jagow saw an opportunity “to tick off one of the items on our agenda” (“*eine unserer vielen Programmnummern einmal abzuschließen*”). Wistfully, he added, if there was an agreement with Montenegro that was supposed to include Serbia, the Entente would be deprived of both reason and pretext to go on fighting in the Balkans.⁴⁷ Already on 10 January, the Kaiser had stated his opinion that every effort should be made to conclude a separate peace with Montenegro.⁴⁸ Even better, Jagow had just found out that Montenegro had not even declared war on Germany but only broken off relations in 1914.⁴⁹

A week later, Prince Gottfried Hohenlohe, the well-connected Austro-Hungarian Ambassador, reported the prevalent view in Berlin that a peace treaty with Montenegro might be followed by similar moves on the part of other states. On 20 January, Chancellor Bethmann-Hollweg specifically asked to see Hohenlohe about the Montenegrin question. Bethmann did not want to ruffle any feathers and stated at the outset that the question was up to the Austrians exclusively. Yet, he continued, he could not help wondering about the good impression it would create, if the first state that voluntarily (!) left the Entente, was not treated too harshly. He went on to suggest that after all Montenegro might easily be compensated for her losses on the Adriatic by Serb territory. It would be a death blow to Russian prestige if Alexander II’s “only friend” were to pay allegiance to Francis Joseph. Montenegro could thus be used as a bait that might persuade others to make peace with the Central Powers.⁵⁰

⁴⁶ HHStA, PA I 953, fol. 348 v., 17 Jan. 1916.

⁴⁷ Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Botschaft Wien geheim 7, Jagow to Tschirschky, 15 Dec. 1915.

⁴⁸ Gottfried & Henriette Hohenlohe diary, 10 Jan. 1916.

⁴⁹ Scherer/Grunewald I 253 (letter to Tschirschky, 15 Jan. 1916).

⁵⁰ *Ibid.*, 20 Jan. 1916; HHStA, PA I 953, fol. 27, 51, Telegrams No. 21 & 28, 20/22 Jan. 1916.

True to form, Burian was prepared to defend Austrian claims against all comers. He angrily rejected any sort of good advice from big brother in Berlin. “Mild treatment” would be a mistake and quite undeserved. After all, Montenegro had attacked the monarchy without any pretext or provocation; the districts Bethmann had assumed could easily be handed over to Montenegro were mostly Albanian, anyway.⁵¹ As for the propagandistic value of a generous treaty with Montenegro, he wondered whom exactly Bethmann had in mind. Serbia would certainly not be tempted – and as for Belgium, the only other small state at war with the Central Powers, that was a question for Germany to be generous about.⁵² That was only one side of the coin, though. Behind that façade Burian did concede that if possible he would not like to forgo “the political benefices of definitely having eliminated one of our enemies”.⁵³

THE PETROVIC VACUUM

Whereas Conrad had the Army Commander Archduke Frederick write to Burian to repeat his view that the surest and most suitable solution was also the most radical one: annexation, Burian preferred a more elegant approach. The optimum solution as laid down in the instructions for Eduard Otto, the former Austrian ambassador to Cetinje, was to reduce Montenegro to its pre-1912 borders and put it into a position vis-à-vis the Monarchy like the princely states of India to the British crown. Nikita should not be deposed but Montenegro should have no foreign relations with any other state and put its army at the disposal of the monarchy. For appearances sake, the latter clause could be incorporated into a secret annex of the peace treaty.⁵⁴

The trouble was: Who do I call? Now that Nikita had gone into exile, who was in charge of Montenegro? The government claimed that according to the 1905 constitution the government automatically had to act as a regency in the event of both the King and the Crown Prince being out of the country. Danilo and his German wife, Augusta Charlotte von Mecklenburg-Strelitz, had been staying at San Remo for some time. The fly in the ointment was that the government eager to negotiate with the Austrians was a rump Cabinet,

51 There had been fighting with Albanians in Podgorica on 24 January. When Prince Mirko complained to the Austrians that Albanians were massacring Montenegrins; Thurn dismissed it as a “little brawl” (PA I 953, Thurn telegram No. 836, 24 Jan. 1916).

52 HHStA, PA I 953, fol. 36, Burian to Hohenlohe, 21 & 24 Jan. 1916; the more diplomatic version handed over by Hohenlohe in Scherer/Grunewald I 261.

53 HHStA, PA I 953, fol. 427, Burian to Wiesner, 20 Jan. 1916. Burian also criticized the army's wish to deprive Montenegro of all territory east of the river Tara. See his marginal note on Archduke Frederick's letter: “Zu was nehmen wir Andrejevica?”

54 HHStA, PA I 953, fol. 276-281, instructions for Otto, 19 Jan. 1916.

only. Montenegro boasted of an admirably slim cabinet of no more than four ministers. But Prime Minister Lazar Mijuskovic – even though reportedly in favour of peace - had joined the king in exile. The remaining trio – presided over by the Minister of Justice Marko Radulovic – unconvincingly claimed that only the advancing Austrian troops had prevented the king from sending them plenipotentiary powers in writing.⁵⁵ On 28 January, they reassured Otto that they were confident they could make the king sign a peace treaty.

90 At the same time, the military tried to take advantage of the situation created by Nikita's "flight". Conrad argued that even if he wanted to, Nikita would be unable to escape the clutches of his allies again. Thus, "he could see no one under the present conditions with whom one could negotiate". A capitulation signed by two "herrenlose" Montenegrin officers would be completely devoid of value. From Conrad's point of view, this was a heaven sent opportunity to do away with the Petrovic dynasty for good. The best way to do so, in his mind, was to use an appeal to the clan chiefs and have the rump-government organize a plebiscite.⁵⁶ Burian immediately squashed that idea because it smacked of either fraud and sham elections or, if taken seriously, of revolutionary people's sovereignty, even if the ultimate aim was a take-over by the monarchy.⁵⁷ Burian had his own doubts about the legitimacy of the rump-government. But he was willing to take them at their word: They should write to the king and ask for full powers. The note would be delivered to Nikita by the diplomatic service of Spain whose king, Alfonso XIII, was regarded as loyal to the cause of his mother's family and convinced of the Central Powers' victory.⁵⁸

In the meantime, Eduard Otto as the man on the spot, was sounding out old contacts about possible alternatives, from the ex-Minister of Finance, Filip Jegovic, who had always been a confidant of the Austrians (!), and the court physician, Dr. Perasic, a former Austrian army doctor, to the conductor of the royal orchestra, a native Czech. The rump-government – and Popovic who usually acted as a go-between – was thinking about proclaiming Danilo king, if Nikita did not grant them full powers; if Danilo, too, was incapacitated, they would turn to Prince Mirko's son Michael. True, Michael happened to be abroad, too, and his mother, Mirko's estranged wife, was supposed to be under

55 HHStA, PA I 953, Otto's telegram No. 8 reported that communications between Podgorica and the king had been open at all times.

56 HHStA, PA I 499, fol. 429, Conrad to Burian, 24 Jan. 1916; PA I 953, Thurn to Burian, 28 Jan. 1916, 10 p.m.

57 Conrad defended his point of view that the Petrovic dynasty could "hardly be regarded as the incarnation of the concept of Majesty", anyway. (HHStA, PA I 499, fol. 475, Conrad to Burian, 31 Jan. 1916.)

58 In fact, Alfonso, too, had urged the Austrians to exercise restraint (HHStA, PA I 953, Fürstenberg's report, 19 Jan. 1916).

Italian influence. But Michael was only seven years old; by the time he had come of age, the war would be over, anyway. In the meantime, the government would continue to act as a regency, a prospect that obviously appealed to them.⁵⁹

Why not Mirko himself? The prince was the only Petrovic who had stayed in the country. He lived in his farm Krusevac near Podgorica. Mirko, too, claimed his father had entrusted the country to him in a last phone call.⁶⁰ But Otto agreed with Conrad that on account of his “marital difficulties” he had totally discredited himself in the eyes of the country.⁶¹ Otto was not even sure whether he should pay a visit to Mirko. Burian advised him not to offend the Prince, who was sick. He should at least send an attache (the young Colloredo) to his bedside.⁶² However, there seemed to be a party that was willing to flock to Mirko’s standard after all. In a volte-face, it was the old king’s party, the conservative Prevasi, led by the ex-ministers Petar Plamenac and Mitar Martinovic who persuaded themselves that Mirko represented the lesser evil.⁶³ To ratify such a decision they advised Otto to call a meeting of all present and previous members of parliament, the Skuptsina.

In the mean-time, Conrad continued to press for a military government to be set up in Montenegro. A move that was ever so correct in formal terms would be no substitute for resolute action.⁶⁴ By mid-February even Burian was inclined to agree with him. On 17 February the Spanish Ambassador in Vienna arrived with the bad news that the French would not permit any messages to be forwarded to Nikita, unless they were informed about the Austrian terms before-hand. Burian diagnosed yet another misunderstanding: In his opinion, the Spanish had been entitled to inform the French about their mission but had not been supposed to ask for their permission.⁶⁵ Even worse, already on 11 February, Mijuskovich had repudiated any Austrian offer out of hand. The Prime Minister-in-exile claimed the king had only initiated conversations with the Austrians to gain time for the Serbian Army to complete its retreat.⁶⁶

59 HHStA, PA I 953, fol. 229, Otto’s telegram No. 5, 28 Jan. 1916. Danilo did not have any children.

60 HHStA, PA I 953, Otto report 4/P, 26 Feb. 1916.

61 HHStA, PA I 953, Otto’s telegram No. 15, 31 Jan. 1916. Mirko had married Natalija Konstantinovic, the daughter of a Serbian émigré colonel, in 1902 and divorced her in 1913 (Houston, *Nikola & Milena*, pp. 241-251; Treadway, *Falcon & Eagle* 176, 217). As usual, Conrad was far more outspoken and called Mirko “moralisch minderwertig”, even if pro-Austrian (PA I 499, fol. 306, 7 Dec. 1915).

62 HHStA, PA I 953, Otto’s telegram No. 32 & 38, 11 & 21 Feb. 1916.

63 HHStA, PA I 953, Otto’s telegrams 20 & 24, 3 / 4 Feb. 1916.

64 HHStA, PA I 953, fol. 49, 4 Feb. 1916.

65 HHStA, PA I 953, fol. 120-123, Musulin’s note.

66 The King was also supposed to have ordered his C-in-C, Gen. Janko Vukotic, a cousin of his wife (Treadway, *Falcon and Eagle*, p. 30), to continue fighting. Vukotic argued he had only been appointed on 17 January – and dismissed four days later by the rump-government; HHStA, PA I 953, report 41-B/P, 11 April 1918; Pavlovic, *Balkan Anschluss*, p. 80.

Immediately after getting the news from Spain, in the late afternoon of 17 February, Burian drafted a telegram to his representative at Army headquarters. He admitted it was indeed no longer possible to dispense with any central authority in Montenegro. The army should start setting up an administrative machinery, as far as possible making use of local personnel, but for the time being do so unobtrusively and without creating any stir.⁶⁷ On 28 February, the Spanish formally despaired of their mission. Once it had become public knowledge, it was impossible for them to continue their mediation efforts “sans s’exposer aux inutiles et desagréables conséquences.”⁶⁸ Instead, it might be argued, the failure to contact their monarch in exile did have disagreeable consequences for Montenegro. Two days later, on 1 March 1916 the Austrians formally installed a provisional military government.⁶⁹

92

Thus, the Austrians did not manage to celebrate an “Erstlingsfriede” in 1916. (To do so they later had to invent a partner of their own – the Ukraine.) Nor did they try and set up a puppet or collaborationist government. Burian wanted to keep all his options open. In the light of later controversies about lenient peace terms, with the Austrians advocating concessions in the West, the debates of early 1916 have an ironic ring to them. On the one hand, Montenegrin relations with her “big brother” Serbia might be compared with Austrian attitudes towards her over-mighty ally Germany. The creation of integrated military command structures was supposed to make it more difficult for Nikita to conclude a separate peace just as similar arguments were later heard about the practical impossibility of an Austrian break with Germany.⁷⁰ On the other hand, it has been argued that compared with the “thoroughness” of German war aims programmes, the Austrians might be considered to have been guided by counsels of “wise moderation”.⁷¹ The Montenegrin case does not bear out that assertion. If anything, it showed that both the Central Powers were prepared to be generous with their allies’ interests.

In fact, it was the Prussians who continued to favour Nikita. When later in the year Burian and Bethmann got together to compare notes on possible peace terms, Bethmann remarked that an annexation of Montenegro was going a bit too far. Jagow feared that such a proposal would provoke cries of fury on the

67 HHStA, PA I 953, fol. 114, 17 Feb. 1916, 5:20 p.m.

68 HHStA, PA I 953, fol. 205.

69 In fact, the Austrians did not wait for the announcement of the Spanish mission’s failure. Burian approved Conrad’s *ah. Vortrag* of 23 on 26 Feb. The occupation forces initially consisted of 22 battalions, the equivalent of two divisions; a force double that size was needed for the Austrian zone in Serbia; ÖULK IV 116.

70 Enne, *Offensive*, pp. 70, 131; Ottokar Czernin, *Im Weltkrieg*, Wien, 1919, p. 25.

71 Rumpler, *Kriegsziele*, p. 477.

part of the Entente public – a suggestion that prompted a retort from Burian that German appetite for the ore-mines of Briey was far more likely to do so.⁷² Jagow wanted Montenegro to keep Skutari because without that fertile plain the Black Mountains could not be properly fed.⁷³ That suggestion highlighted another disagreement: The Germans had lost any hope in the usefulness of an independent Albania. However, Burian held fast to that last achievement of Habsburg diplomacy during the Balkan Wars. If Serbia or Montenegro were allowed to survive, the land of the Skipetars was still needed as a counter-weight.

Significantly, when Berlin – in a last minute effort to prevent the break with the US – consented to outline their peace terms to Wilson confidentially in early 1917, their proposals included a suggestion that Serbia and Montenegro should be united under Nikita's rule.⁷⁴ Count Gyula Andrássy, waiting in the wings for a chance to become Austro-Hungarian Foreign Secretary, like his father, also let it be known that he favoured such a solution.⁷⁵ From Cetinje, Otto warned that Montenegrins would accept annexation only if Serbia was annexed, too. He also claimed, Montenegrins might have welcomed annexation by Austria in the early part of 1916;⁷⁶ in the meantime, however, they had been estranged by the way the military government had cold-shouldered the elites and started deporting suspects during the summer. A smouldering guerilla war in the remoter mountain districts that tied down about 40.000 Austrian soldiers by 1918, a far bigger number than in Serbia, was the result.⁷⁷

Count Ottokar Czernin who succeeded Burian in December 1916 proved to be more flexible than his predecessor. He was willing to “mount the horse by its Serbian tail”, countenance the restoration of Montenegro (apart from the Lovcen and the coast-line), maybe even create a united Southern Slav state with access to the Adriatic. Such “a colossal concession” on Austria's part, he hoped,

72 HHStA, PA I 503, Liasse XLVII/3-16bis, fol. 157 (15/16th Nov. 1916); Wolfgang Steglich, *Bündnissicherung oder Verständigungsfrieden*, Göttingen, 1958, pp. 80, 90.

73 HHStA, PA I 503, Liasse XLVII/3-16bis, fol. 76 (10/11th Nov. 1916).

74 Arthur S. Link, Wilson. *Campaigns for Progressivism and Peace 1916-1917*, Princeton, 1965, p. 257.

75 HHStA, PA I 1072, Bukarest, fol. 96 v., report of a conversation with Mackensen, 4 March 1917.

76 At that time the Austrians even tried to sell War Loan bonds to the Montenegrins but it was only “Muslims and Albanians” who could be persuaded to do so. 200.000 crowns were sold in Podgorica (HHStA, PA I 998, Liasse 49g, Report 40-A/P, 9 June 1916).

77 HHStA, PA I 998, Liasse 49f, Otto to Musulin, 30 Dec. 1916. Waves of arrests started after one interneer, Gen. Vesovic, had shot the lieutenant order to arrest him on 15 June 1916; after that all the young men in Vesovic's home district – up to 10.000 men – had been rounded up; after Rumania's entry into the war, most of them were being sent to Baldogasszony in Hungary (PA I 998, Liasse 49g, Report 41 A-B, 16 June 1916); see Brendel, *Besatzung*, pp. 139-142; Rastoder, *Montenegro*, p. 318.

would also prompt Germany to throw in a bit of Alsace, too.⁷⁸ He did not intend to offer the Montenegrins a deal right now, however, but wanted to do so only shortly before a general peace conference.⁷⁹ In August 1917, he suggested that Prince Mirko might be groomed for the task of ruling a pro-Austrian Slav statelet.⁸⁰ In April 1916, Mirko had moved to Vienna where he was treated by Professor Zuckerkandl, ironically one of Clemenceau's brother's in-laws.⁸¹ Though he was still referred to as a POW, the Austrian government gave him an allowance that was raised to 6.000 crowns a month in February, 1917. But that option, too, was closed when Mirko died in March 1918.⁸²

94

Throughout the war, there had been an *embarras de richesse* of rumours and hints about Montenegrin willingness to come to an agreement with the Central Powers. But no “smoking gun” has yet been found that points at any action that could be described as “traitorous”. Yet, for the Entente, these rumours sounded plausible enough to create an atmosphere that was quite conducive to the idea of handing Montenegro over to the Serbs. The Austrians were not all that appreciative, either. The occupation authorities commented with principled outrage when describing a couple of local notables. They are “political opportuists of the worst kind. Everybody here is.”⁸³ But then, what else should a small country do, when giants fight. And sometimes a little bit more opportunism might have done the giants no harm, either.

78 Scherer/Grunewald II 50-60, Mtg. with Bethmann on 26 March 1917. Now, in Czernin's plans it was Rumania's turn to be partitioned between Austria and Russia except for a tiny statelet the size of Monaco or Liechtenstein at the estuary of the Danube.

79 HHStA, PA I 1074, Cetinje, fol. 102, Czernin to Otto, 18 August 1917.

80 Ernst Deuerlein (ed.), *Briefwechsel Hertling-Lerchenfeld 1912-1917*, Boppard, 1973, p. 905 (report of a visit to Crown Prince Rupprecht on 12 Aug. 1917).

81 Georges Clemenceau's brother Paul and Emil Zuckerkandl had married the two daughters of Moritz Szeps; Sophie and Bertha; cf. Jean Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Paris, 1988, p. 199.

82 HHStA, PA XVII 50, Liasse XVI: Prince Mirko. Shortly afterwards, a loud-mouthed intelligence officer, Major Langauer, asked Plamenac what he thought about the idea of uniting Serbia and Montenegro under the sceptre of Archduke Max, the Emperor's younger brother. PA I 998, Liasse 49f, Report 26, 29 April 1918; Langauer's own defence, AOK Nr. 31.049, 17 June 1918.

83 HHStA, PA I 1074, Skutari, fol. 40, Report Military Government of Serbia, 10 March 1917.

Influences diplomatiques,
cultures et mémoire dans un espace
en recomposition au xx^e siècle

LE GÉNÉRAL PAUL VENEL (1864-1920) ET LE RÔLE DE LA FRANCE DANS LE RATTACHEMENT DU MONTÉNÉGRO AU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Jean-Noël Grandhomme

La plupart des ouvrages français sur la Yougoslavie évoquent en une ou deux lignes seulement le rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes (RSCS), ainsi Marcel de Vos, « ancien professeur et agent consulaire de France à Bitolj [Monastir – Bitola] », qui se contente de rappeler sans aucun commentaire que « le 26 novembre [1918] le conseil national de Podgoritza dépose le vieux roi Nicolas I^{er} Petrovitch Njégoch et sa dynastie et s'unit à son tour à la Serbie »¹. Présentée comme une conséquence de l'expression démocratique des Monténégrins, l'Union du petit État avec le RSCS semble aller de soi sous la plume des historiens français, qui, souvent, ne mentionnent même pas les troubles qui l'ont accompagnée. De même, l'implication décisive de la France dans cette affaire n'a guère fait l'objet d'études, sauf à la marge, comme dans le mémoire de maîtrise de Guillaume Balavoine en 1994².

La France a pourtant joué un rôle capital dans ce rattachement. Sous les ordres du général Franchet d'Espèrey, commandant des armées alliées en Orient, qui reçoit ses instructions de la part du pouvoir politique, en l'occurrence du président du Conseil, ministre de la Guerre, Georges Clemenceau, un homme est le « facilitateur » de ce processus : le général Paul Venel.

Après avoir présenté les grandes étapes de l'histoire monténégrine depuis les guerres balkaniques, nous nous intéresserons à la fin – durable, bien que non définitive – de l'existence d'un Monténégro libre en 1918 et à la politique de la France dans la région. La situation est alors en effet paradoxale car, comme le fait remarquer l'historienne Elizabeth Roberts, « le Monténégro était devenu la première nation qui était entrée dans la Grande Guerre aux côtés des Alliés victorieux et la termina sans que son indépendance fût restaurée³ ». Dans

1 Michel de Vos, *Histoire de la Yougoslavie*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1955, p. 96.

2 Guillaume Balavoine, *Le Monténégro et son intégration dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, mémoire de maîtrise, Université Panthéon-Sorbonne, 1994.

3 Elizabeth Roberts, *Realm of the Black Mountain. A History of Montenegro*, Ithaca/New York, Cornell University Press, 2007, p. 335.

ce cadre, la figure, peu connue, de Venel fera l'objet d'un développement tout particulier.

LE MONTÉNÉGRO ET LE MOUVEMENT D'UNION DES SLAVES DU SUD

L'idée d'Union est dans l'air au Monténégro dès 1914, à l'issue de la seconde guerre balkanique, remportée, entre autres, par le petit royaume. Les traités de paix conduisent au partage du *sandjak* de Novi Pazar entre le Monténégro et la Serbie, ce qui crée une frontière commune entre les deux pays. Sont alors envisagés, en dépit de l'opposition de l'Autriche-Hongrie, une union douanière, un amalgame des deux armées et une politique étrangère commune, même si chaque État garderait son propre souverain, une solution qui semble rallier de nombreux suffrages à la veille de la Grande Guerre.

98

Après le redécoupage des frontières dans les Balkans en 1913, le Monténégro ne possède en effet toujours pas la taille critique, les outils structurels et institutionnels, et surtout les atouts économiques qui permettent une vie libre, indépendante et plus ou moins démocratique. Bien que considérablement agrandi par ses gains au cours des conflits balkaniques, il compte alors moins de 500 000 habitants, dont une grande majorité est chrétienne orthodoxe, auxquels s'ajoutent environ 25 000 catholiques et 105 000 musulmans, en grande partie albanais, dont 80 000 sont de nouveaux citoyens sans lien aucun ni historique ni affectif avec la dynastie, en dehors du fait – certes non négligeable – qu'elle les a délivrés du joug des Ottomans⁴.

Cette dynastie nationale – exception dans la région avec les Karadgeorgević de Serbie ; les Roumains, les Bulgares, les Grecs, les Albanais étant sujets de souverains étrangers, sans parler des peuples sous domination austro-hongroise – est en général décrite sans complaisance par les historiens français. En témoigne par exemple le portrait de Nicolas I^{er} Petrović Njegoš de Monténégro (né en 1841, roi de 1860 à 1918) par le grand slaviste Émile Haumant, fin connaisseur de la question des nationalités – lui-même d'ailleurs Lorrain annexé qui a opté pour la France –, toutefois brossé une dizaine d'années après la fin de l'indépendance monténégrine par un chaud partisan du yougoslavisme : « Il tient du passé monténégrin l'amour de la guerre, un esprit parfois chevaleresque, de la bonhomie, un patriotisme non seulement monténégrin mais serbe, qu'il sait exprimer en vers [...]. Le revers de tout cela c'est sa susceptibilité, ses rancunes, le goût des procédés expéditifs qui n'exclut d'ailleurs pas celui de l'intrigue.

4 Stephen Clissold (dir.), *A Short History of Yugoslavia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1966, p. 157.

Enfin, un cauchemar le hante, la crainte de manquer d'argent⁵ ». La cupidité du souverain monténégrin est devenue une sorte de lieu commun de la littérature pamphlétaire. Elle est notamment dénoncée par les polémistes bulgares.

Après cinquante ans d'un règne qui a eu ses pages glorieuses, le Monténégro est plus misérable et moins libre que jamais, ajoute Haumant ; si l'attachement au vieux roi existe encore, il ne s'étend pas à la dynastie⁶ [le prince héritier Danilo, occidentalisé et dépensier, n'est guère aimé]. [...] Il faudrait une guerre heureuse pour lui rendre la popularité qu'elle a due jadis surtout à la guerre ; mais, celle qu'on prévoit, les Monténégrins la feront aux côtés des Serbes de Serbie ; vainqueurs ou vaincus, ils partageront leur sort, et la chance est mince pour que la dynastie des Petrovitch y survive.

Au début de la Grande Guerre, en dépit de la présence à la cour d'éléments austrophiles, le Monténégro se range immédiatement, comme prévu, derrière la Serbie agressive par l'Autriche. Le 6 août 1914, Nicolas lance une proclamation enflammée à son peuple :

Que les héros empruntent les pas de ces deux vieux monarques serbes [Pierre I^{er} de Serbie et lui-même], afin de mourir et de verser leur sang pour l'unité et la liberté inestimables. Nous avons Dieu et la justice à nos côtés. Nous voulions la paix et on nous a imposé la guerre. Accueillez-là comme toujours, en Serbes et en héros, et la bénédiction de votre vieux roi vous accompagnera dans tous vos exploits. Vive mes chers Monténégrins ! Vive notre peuple serbe bien-aimé ! Vivent notre puissance protectrice, la Russie, et les alliés de celle-ci⁷ !

La petite armée monténégrine, forte en théorie de 53 000 hommes, mais dans les faits de 25 000 seulement, est mal armée et mal équipée. Cette impréparation n'a pas de conséquences immédiates en raison de la faiblesse de l'armée austro-hongroise et de ses déboires face aux Serbes après les éphémères premiers jours de victoire. Les troupes impériales et royales se contentent d'observer une attitude défensive sur la frontière méridionale avec le Monténégro, même si les batteries installées par la France sur le mont Lovćen font planer une certaine menace sur la base navale des bouches de Cattaro (Kotor), sur l'Adriatique. Entre septembre et décembre 1914, d'autres forces monténégrines, qui forment l'aile gauche de l'armée serbe, participent à la guerre de mouvement qui s'achève par la reconquête de Belgrade par le roi Pierre. Avec le soutien de la France, qui espère sans doute des marchés importants de ce côté, Nicolas attaque en direction

5 Émile Haumant, *La Formation de la Yougoslavie*, Paris, Bossard, 1930, p. 465.

6 *Ibid.*, p. 468.

7 Dušan T. Bataković (dir.), *Histoire du peuple serbe*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2005, p. 249.

de l'Albanie et son armée entre dans Scutari le 27 juin 1915. Cette opération, fortement désapprouvée par la Grande-Bretagne et la Russie, exaspère également les Serbes, qui y voient une manifestation d'indépendance et de politique personnelle inconvenante. C'est pourtant toujours un Serbe, le colonel Pešić, qui assume les fonctions de chef d'état-major de l'armée monténégrine à la suite de la démission du général Janković, son prédécesseur, Serbe lui aussi⁸.

EFFONDREMENT DU MONTÉNÉGRO ET EXIL DU ROI

100

Au moment de l'invasion de la Serbie par les forces coalisées des Allemands, des Austro-Hongrois et des Bulgares, les Monténégrins couvrent la retraite serbe à l'extrême gauche, retardant l'ennemi à Mojkovac en janvier 1916, avant de s'effondrer subitement. La reddition de la forteresse du mont Lovćen après un formidable bombardement autrichien, marque la fin de la résistance monténégrine, d'autant plus qu'elle est suivie, le 25, par une capitulation en bonne et due forme signée à Cetinje, la capitale. Alors que 15 000 soldats monténégrins prennent le chemin des camps d'internement, quelques centaines d'autres sont évacués par les Alliés avec les débris de l'armée serbe. Certains historiens et polémistes voient dans ce qu'ils appellent une « trahison » un calcul du roi Nicolas – et surtout de ses fils Danilo et Pierre – désireux de sauvegarder les chances de la dynastie en dissociant leur sort de celui des Serbes écrasés par les Puissances centrales. Des négociations secrètes avaient d'ailleurs lieu depuis août 1915 entre Pierre et les Autrichiens (en vue d'une paix séparée, au cours de laquelle, un Monténégro vassal de l'Empereur aurait pu légitimement prétendre à accroître son territoire au détriment de la Serbie?). D'autres, au contraire, accusent le colonel Pešić d'avoir agi sur ordre direct du président du Conseil du royaume de Serbie, Nicolas Pašić, pour éliminer cette même dynastie et préparer l'annexion du Monténégro à la Conférence de la Paix après la victoire finale des Alliés. Quoi qu'il en soit – ces hypothèses étant peut-être fondées toutes les deux –, contrairement au roi des Belges et à celui de Serbie, confrontés à des événements comparables – et ensuite à celui de Roumanie –, Nicolas abandonne non seulement son pays, par la force des choses, le 11 janvier 1916, mais aussi son armée et son peuple. Il embarque pour l'Italie le 19 à Saint-Jean de Medua (Shëngjin), en Albanie, avant même la fin des opérations militaires.

Y a-t-il eu trahison de la cause commune? se demande Haumant. Pour l'armée et ses chefs directs la question ne peut se poser; ils ont été victime d'une intrigue tramée au-dessus de leur tête de combattants. Pour les conseillers du roi, pour

8 E. Roberts, *Realm of the Black Mountain. A History of Montenegro*, op. cit., p. 308.

ses fils surtout, leur responsabilité paraît acquise. Pour le roi lui-même, il est plus difficile d'en décider. Qu'a-t-il voulu? Qu'a-t-il espéré, alors qu'il se réfugiait chez ses alliés de la veille et que, d'autre part, il laissait aux mains des Autrichiens son armée et même son fils Mirko, malade sans doute, mais pas au point de ne pas suivre son père? On songe, devant cette séparation, aux temps où devant l'invasion des Turcs, les familles princières se divisaient, de façon à avoir, à tout hasard, un représentant dans chaque camp⁹.

Malgré le parfum de suspicion qui l'entourera désormais jusqu'à sa mort, Nicolas est accueilli en France, où il forme un gouvernement en exil, reconnu par tous les Alliés, lequel l'accompagne successivement à Bordeaux, Paris et Neuilly-sur-Seine. Après l'éphémère Lazar Mijušković, il appelle à la présidence du Conseil le panserbe Andrya Radović qui, en août 1916, lui soumet un projet de fusion des dynasties serbe et monténégrine: « Le roi eût abdiqué au profit de son petit-fils, le fils de sa fille, le prince régent Alexandre¹⁰ ». Après Alexandre règnerait Danilo. Au besoin on solliciterait l'arbitrage de la Russie. L'Union serait sanctionnée après consultation du peuple. Le rejet de ces propositions par le roi entraîne la démission de Radović, désormais l'un de ses plus farouches adversaires.

L'ACTION DU COMITÉ MONTÉNÉGRIN POUR L'UNION NATIONALE

Aussitôt, Radović rejoint ouvertement le camp des nationalistes grands serbes soutenus par Pašić, dont il accepte des subsides afin de faire campagne pour l'Union et le renversement du roi Nicolas. Sur son inspiration est créé à Genève un Comité monténégrin pour l'Union nationale, dont le but est ainsi décrit dans une conférence donnée à l'Association franco-slave de Paris le 4 octobre 1917:

Le Comité, convaincu qu'il est le fidèle interprète des sentiments du peuple, demande que la légitime et incontestable pensée nationale fondée sur les traditions du Monténégro, le véritable désir du peuple monténégrin, ne puissent désormais plus être faussés. L'union du Monténégro à la Serbie, de même qu'aux autres frères serbes, croates et slovènes, ne supprime point le Monténégro, mais bien au contraire elle couronne la lutte de cinq siècles soutenue par ces montagnards contre l'ennemi et réalise le rêve d'une longue suite de générations¹¹.

⁹ É. Haumant, *La Formation de la Yougoslavie*, op. cit., p. 667.

¹⁰ Andrya Radovitch, « Le Monténégro et ses tendances nationales », *Monde slave*, n° 6, décembre 1917, p. 14.

¹¹ *Ibid.*, p. 16.

La propagande du Comité est dirigée vers les élites politiques et les opinions publiques des États de l'Entente, en particulier la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Elle est véhiculée par des conférences et des articles de presse. Le Comité dispose d'un journal, *Ujedinjenje (Unification)*, dont le premier numéro paraît en avril 1917¹². « En Occident, précise Radović, on commet souvent l'erreur de confondre l'État avec la nation. Certains milieux sont enclins à supposer que le royaume de Monténégro est habité par un peuple à part, simplement parent des Serbes du royaume de Serbie. On tient les Monténégrins pour aussi différents des Serbes que les Irlandais et les Écossais des Anglais. Cette opinion est tout à fait fausse. Le Monténégro n'est qu'une conception géographique et dynastique, et les Monténégrins sont des Serbes de race¹³ ». C'est donc tout naturellement qu'en août 1917, le Comité s'associe à la déclaration de Corfou du 20 juillet précédent, par laquelle les représentants des Croates, des Serbes et des Slovènes austro-hongrois anti-Habsbourg, d'une part, et la Serbie, d'autre part, s'accordaient pour créer un futur État des Slaves du Sud¹⁴.

102

Quiconque veut le malheur du Monténégro n'a qu'à désirer son individualité, martèle Radović. En effet, que peut-on attendre de lui, après tout ce qui s'est passé? Le Monténégro n'a jamais pu exister et vivre par ses propres moyens. Le déficit était la règle de son budget. Il n'aurait plus, désormais, l'appui et les subsides de la Russie. [...] Nous demandons l'Union, non seulement parce que nous sommes un peuple homogène, et qui veut être uni, mais parce qu'elle nous est imposée d'une manière impérieuse par des raisons économiques vitales, et parce qu'elle est la condition indispensable de notre liberté et du triomphe des principes démocratiques. Un état anormal doit faire place à un état naturel. Le rôle du Monténégro est terminé. Il ne peut plus exister pour l'unique plaisir de quelques amateurs d'antiquités et d'une dynastie qui place au-dessus de tous ses intérêts propres et ses ambitions. Dans le futur État des Serbes, Croates et Slovènes, les Monténégrins ne veulent point être une république de Saint-Marin. Tous les Monténégrins sont pour l'union; seuls, la Cour et ses acolytes s'opposent à cet irrésistible élan national¹⁵.

Afin d'emporter l'adhésion du public européen et américain, Radović stigmatise le caractère archaïque du régime politique monténégrin. Sa principale critique porte sur les institutions qui, selon lui, s'apparentent davantage à la monarchie absolue, voire même à l'autocratie, qu'au régime parlementaire, dont il ne revêt que les apparences. « La Constitution, qui n'existait que sur le papier,

12 E. Roberts, *Realm of the Black Mountain. A History of Montenegro*, op. cit., p. 317.

13 A. Radovitch, « Le Monténégro et ses tendances nationales », art. cit., p. 4.

14 E. Roberts, *Realm of the Black Mountain. A History of Montenegro*, op. cit., p. 317.

15 A. Radovitch, « Le Monténégro et ses tendances nationales », art. cit., p. 19.

fut si bien appliquée que les partis politiques furent interdits sous ce prétexte que leur formation ne servirait qu'à diviser le peuple¹⁶ ». Quelques mois plus tard André Louis, professeur au lycée Louis-le-Grand, docteur ès-lettres, abonde dans le même sens. Selon lui, la constitution accordée en décembre 1905 n'est pas fondée réellement sur le partage des pouvoirs. Elle est remplie de dispositions contradictoires, destinées à n'apporter aucune modification essentielle à l'état de choses. Elle laisse la plus grande part de l'autorité, sinon toute, au souverain. La *Skouptchina* ressemble simplement à une assemblée de contrôle ; elle est dépourvue de toute véritable initiative et ne peut prendre par elle-même aucune décision définitive. La promulgation de cette constitution aurait pu marquer le début de la vie politique au Monténégro. Mais il n'eut pas de vraie vie politique, malgré les agitations qui ont troublé le pays à plusieurs reprises pendant trois ans, 1905-1908, et malgré la formation de deux groupements qui ont eu une existence éphémère¹⁷.

Quant au roi, ancien élève de ce même lycée, André en dresse le portrait suivant : « Nous pouvons affirmer [...] que Nicolas I^{er} a été à la fois un guerrier ardent et un négociateur avisé, qu'il s'est laissé guider uniquement par la raison d'État et qu'il a utilisé tous les moyens, quels qu'ils fussent, pour agrandir son territoire et maintenir son autorité à peu près absolue¹⁸. »

La situation politique n'a d'égalé que la situation économique et sociale, désastreuse, du pays.

Sous son roi Nicolas I^{er}, le Monténégro a fait des progrès : cela est incontestable, ajoute l'enseignant parisien. Mais on ne peut pas dire qu'il soit devenu un État moderne. Le contraste entre l'apparence et la réalité était encore en 1915 saisissant. Malgré tout, le pays restait déshérité à tous égards et, à cause du caractère pierreux et infertile d'une grande partie de cette région si peu étendue, l'émigration y était devenue considérable dans les dernières années. [...] Le retour de la dynastie en ce moment exilée ou, ce qui est possible, la fusion intime des frères de race, Monténégrins et Serbes, en un seul État seront-ils des remèdes efficaces pour enrayer, après la guerre, cette situation critique ? On peut en douter. Et ainsi, il ne semble pas que ce pays si restreint, dont plusieurs caractères singuliers ont permis à la verve malicieuse de certains écrivains de s'exercer contre lui, puisse espérer un avenir, non pas brillant, mais simplement heureux¹⁹.

¹⁶ *Ibid.*, p. 11.

¹⁷ Louis André, *Les États chrétiens des Balkans depuis 1815*, Paris, Félix Alcan, 1918, p. 193. Les deux groupements évoqués sont le parti national-libéral, « occidentaliste » de Miuković et le parti national, conservateur traditionnaliste de Tomanović.

¹⁸ *Ibid.*, p. 189-190.

¹⁹ *Ibid.*, p. 198-199.

Ce jugement particulièrement pessimiste présente en outre la particularité de renvoyer dos à dos les partisans de l'une ou l'autre des solutions.

Le général Venel et l'occupation alliée du Monténégro

104

Lorsque les troupes alliées pénètrent au Monténégro en novembre 1918, après la conclusion de l'armistice avec l'Autriche-Hongrie, est créé un détachement d'occupation du Monténégro, ainsi que de Cattaro et de Scutari, placé sous les ordres du haut commandement interallié en Orient du général Franchet d'Espèrey. Ce détachement interallié, formé de contingents serbes, italiens, français et britanniques, est bientôt commandé par le général Venel. Cependant, la Serbie et l'Italie, soucieuses de leurs intérêts respectifs, entretiennent aussi sur place des troupes qui ne relèvent pas de ce haut commandement et, de ce fait, agissent sans en référer à Salonique, puis Constantinople, où il est basé. Cette situation engendre dans les faits deux zones d'occupation bien distinctes : l'une, italienne, cantonnée sur le littoral (Cattaro, Njegoš, Virpazar, Antivari, Dulcigno et Scutari), l'autre, serbe, se localisant plus à l'intérieur des terres, même si elle se trouve aussi sur le littoral.

Il est temps de présenter l'officier général dont a finalement dépendu le sort du Monténégro, en ce sens que son action proserbe a été prépondérante dans le destin du pays²⁰. Né à Hesse (Meurthe, aujourd'hui Moselle) le 25 janvier 1864 et décédé à Nancy le 25 mars 1920, Paul Célestin Marie Joseph Venel est le fils d'un instituteur lorrain ayant opté pour la France après l'annexion d'une partie de sa province natale par l'Allemagne en vertu du traité de Francfort du 10 mai 1871, et qui a transporté son domicile à Seichamps (Meurthe-et-Moselle). Entré à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr le 30 octobre 1882, il en sort 144^e sur 406 élèves dans la promotion des « Pavillons noirs ». Sous-lieutenant au 1^{er} régiment d'infanterie de marine à Cherbourg le 1^{er} octobre 1884, il ne déploie pas tout d'abord tout le zèle que l'on attend d'un officier ; aussi l'instruction de sa compagnie, où il se trouve seul pendant plus de trois mois, s'en ressent-elle. « Il peut bien faire à condition d'être guidé par un chef », note le lieutenant-colonel Chevalier en avril 1885. Peu après, Venel est appelé en Cochinchine, premier de ses nombreux séjours en Extrême-Orient.

Douze ans plus tard, il sert pour la première fois en Europe orientale, détaché en Crète avec son bataillon. Cette île à la population en majorité grecque s'est soulevée contre le gouvernement ottoman au printemps de 1896. Les grandes puissances y ont envoyé des troupes afin de garantir aux Crétois l'autonomie

²⁰ Sources et bibliographie : Service historique de la Défense, Vincennes, Dossier personnel 12 Yd 149 ; Archives nationales, Dossier de la Légion d'honneur LH 2685 6 (consulté sur le site internet Leonore) ; Gustave Gobert, « Un brave Lorrain, le général Venel », *Le Pays lorrain et le Pays messin*, 1920, p. 385-391.

qu'ils ont finalement obtenue du sultan, mais aussi pour éviter l'annexion de la province par la Grèce (au nom du dogme – à géométrie variable – de « l'intégrité de l'Empire ottoman »). Embarqué à Marseille le 15 juillet 1897, Venel arrive à Sitia le 20, mais il est évacué dès le 23 octobre pour raisons de santé.

Affecté au 1^{er} régiment de tirailleurs malgaches à Tamatave le 25 mai 1898, il quitte le 8^e d'infanterie de marine sur une remarque sévère du chef de corps, le colonel Gonard : « Le capitaine Venel a des qualités brillantes mais je ne le crois pas travailleur ; il cherche surtout des emplois à sa convenance. » Arrivé à Tamatave le 15 juin, il passe au 13^e régiment de marine à Tananarive dès le 1^{er} septembre, laissant chez les tirailleurs le souvenir d'un officier « qui a convenablement servi pendant le peu de temps qu'il est resté au régiment » (colonel Vandembrock, 12 décembre). Affecté sous les ordres du chef de bataillon Michaux au cercle des Baras à Ivohibé, il mène une série d'opérations contre les Tambavala en pleine forêt et fait partie de la colonne de l'Ionaivo en septembre 1899. Le 25 avril 1900, il est muté au 4^e régiment de garnison à Toulon, promu chef de bataillon le 5 juillet, la veille de son départ pour la France.

Affecté au 4^e régiment colonial de garnison (changement de dénomination de son régiment par suite de la transformation des troupes de marine en troupes coloniales le 1^{er} janvier 1901), il passe le 6 mai au 8^e régiment de l'arme à Toulon, où il est noté comme « excellent » au cours des manœuvres d'automne car « il possède l'intelligence du terrain et sait en tirer parti » (lieutenant-colonel Langy, 21 octobre). De retour à Saïgon le 27 avril 1902, il y retrouve le 28 octobre le 1^{er} régiment de tirailleurs annamites, puis il est détaché à Chantaboun, place du royaume de Siam occupée par l'armée française à titre de garantie après les incidents franco-siamois de 1893. Dans « un pays qui peut devenir le théâtre d'opérations militaires » dans lesquelles, « par son activité et sa parfaite connaissance de cette région », il serait, estime le colonel Rabier, « appelé à jouer un rôle important », Venel emploie utilement ses officiers à des missions de reconnaissance des voies de communication et des ressources locales (notes du 27 mars 1903). Le nouveau colonel, Dain, lui reproche cependant sa mansuétude pour un sous-officier indigène coupable de brutalités à l'encontre d'un tirailleur (1^{er} avril 1904).

Quelque temps plus tard, Venel découvre l'Afrique : le 14 décembre 1905, il est en effet affecté au 2^e tirailleurs à Kati (Soudan), puis il commande le cercle de Bobo-Dioulasso. Lieutenant-colonel le 23 juin 1907, il passe le 16 mai 1908 à la tête du territoire militaire du Niger, « la plus importante de nos colonies au point de vue militaire, la plus délicate au point de vue politique », selon le colonel Pineau, commandant provisoire des troupes de l'Afrique-Occidentale française (AOF) (notes du 7 avril 1910), et est envoyé au poste de Zinder. Lui incombent la défense de 2 200 kilomètres de frontière saharienne et celle

de 800 kilomètres le long de la *Northern Nigeria* britannique. Pendant ses dix-huit mois de présence, il complète l'organisation des unités méharistes, qui rétablissent l'ordre dans l'Azbin et protègent les « populations fidèles » contre les pillards. Ses troupes se montrent capables d'infliger de sérieux revers à deux forts rezzous : l'un, au nord de Bilma, bande nombreuse venue du Borkou et de Tripolitaine ; l'autre, au puits d'Achount, à 600 kilomètres au nord de Tombouctou, rassemblement important venu, lui, du Tafilalet, au Maroc. La soumission des nomades maures et touaregs progresse, la traite des noirs est abolie et l'économie des populations sédentaires se développe ; le commerce du sel extrait des mines de Taoudéni et du Kaouar peut désormais s'effectuer en toute sécurité. Venel apparaît donc comme une figure classique de « pacificateur », selon les critères de l'époque.

106

Tandis qu'il quitte Niamey le 15 février 1910 pour rentrer en France paraît un ouvrage du capitaine Bouchez, en fait rédigé sous la haute direction de Venel, « qui, explique le colonel Michaud, commandant du 4^e colonial (où Venel a été muté entre-temps), sera le guide indispensable désormais aux officiers appelés à servir dans les unités méharistes de l'AOF ». Venel accomplit ensuite un stage de longue durée au 60^e régiment d'artillerie à Troyes, qu'il commande à plusieurs reprises et avec lequel il assiste au cours de tir d'artillerie du camp de Mailly. Le 21 décembre 1911 il rejoint le 4^e colonial à Toulon, où le colonel Ronget, nouveau chef de corps, apprécie ce collaborateur qui « possède cette qualité précieuse de savoir-faire rendre beaucoup à ses inférieurs sans être obligé de recourir à la sévérité » (notes du 8 avril 1912).

Promu colonel le 27 mars 1913, Venel est nommé le 28 avril commissaire du gouvernement général de l'AOF du Niger et commandant militaire pour ce territoire qu'il connaît bien ; il rejoint son poste à Zinder par Dakar et le Dahomey. Aussitôt, il doit s'occuper des derniers détails du ravitaillement de la colonne du Tibesti, arrêtée sur le versant occidental de ce massif. Une fois la guerre déclarée par l'Allemagne, le 3 août 1914, il « contribue aussi largement que possible à l'œuvre de la défense nationale » en opérant sur son territoire de nombreux prélèvements de cadres, de personnel et de matériel destinés au renforcement de la colonne Brisset qui opère au nord du Cameroun. Rapatrié pour raisons de santé après vingt-huit mois de séjour en Afrique, il regagne Paris le 4 octobre 1915 par Lagos, l'Angleterre et Boulogne-sur-Mer. Il bénéficie immédiatement d'un congé de convalescence de trois mois à Lyon (11 octobre 1915-10 janvier 1916) à cause des divers maux dont il est atteint, surtout le paludisme et le diabète.

Le 15 janvier, il obtient le commandement du 97^e d'infanterie, régiment à quatre bataillons qui contribue à la défense d'un secteur difficile au nord d'Arras (il subit la guerre de mines à Givenchy-en-Gohelle et à la Cote 140 sur la falaise

de Vimy en janvier et février), avant d'être envoyé à Verdun (15 mars-5 avril). Engagé le 16 mars à Vaux-devant-Damloup et à la ferme Dicourt, il est retiré du front le 3 avril, avant de tenir le secteur de Flirey (Meurthe-et-Moselle) et de l'étang de Vargévaux (Meuse). Le 20 mai, Venel reçoit le commandement par intérim de la 3¹^e brigade coloniale, qu'il rejoint dans la Somme. Retirée du front au début de juin, cette dernière occupe à partir du 22 le secteur de Dompierre. Le 4 juillet, elle intervient dans la bataille de la Somme, à Barleux le 10 juillet et à La Maisonnette le 20. Dans ces circonstances, Venel donne toute satisfaction. Au moment de son départ, le 5 novembre, son supérieur, le général Dessort, le juge digne de commander une division.

En attendant, nommé général de brigade le 1^{er} octobre, il prend le 2 novembre la tête de la 22^e brigade coloniale (armée française d'Orient), créée la veille à Toulouse, et débarque à Salonique au début de décembre, avant de rejoindre ses hommes sur la Tchernia. Avec la 21^e, la 22^e brigade concourt le 1^{er} janvier 1917 à la formation de la 11^e division coloniale (général Sicre). Elle occupe alors un nouveau secteur entre la Tchernia et la route de Prilep, au nord de Monastir. À partir du 16 mars elle tente de dégager Monastir, réussissant du 16 au 18 à s'emparer du monastère et du village de Kerklina, avant de consolider ses positions. Le 25 avril, elle fait mouvement vers la boucle de la Tchernia dans la région de Polok, puis vers Baréchani le 21 mai.

Le 1^{er} juin, Venel est mis à la tête de la division provisoire de Thessalie, formée le 26 mai. La Grèce est alors en guerre larvée contre les Alliés par la volonté de son roi Constantin I^{er}, beau-frère de Guillaume II, qui a laissé attaquer les troupes franco-britanniques à Athènes par des milices et même par l'armée régulière le 1^{er} décembre 1916. Le 11 juin 1917, le haut commissaire allié Charles Jonnart force le souverain à abdiquer en faveur de son fils cadet Alexandre I^{er}. L'ancien président du Conseil Éleuthérios Venizélos, favorable à l'Entente, revient aux affaires. Au cours de cette délicate passation de pouvoir, le rôle de Venel consiste à surveiller les éléments monarchistes en Thessalie, tandis que d'autres contingents alliés débarquent à Athènes ou occupent l'isthme de Corinthe. Dans l'accomplissement de cette mission, il donne toute satisfaction à son supérieur, le général Sarrail, alors commandant en chef des armées alliées en Orient, qui, faisant allusion à la prise d'une caserne constantinienne à Larissa six jours plus tôt, lui écrit le 18 juin : « Lorsqu'il a été nécessaire d'agir contre des réguliers qui ne voulaient ni se conformer aux ordres reçus d'Athènes ni à ceux donnés par leur chef en Thessalie, vous avez su rapidement arrêter leurs attaques et les mettre hors de cause. » Venel occupe ensuite le port de Volo, les villes de Pharsale, Lamia, Trikala et Bralo. « Actuellement la question de contrôle pour les récoltes et de sécurité pour l'armée d'Orient est résolue dans

la Thessalie entière, en conclut alors Sarrail. Il est inutile d'aller plus loin. Prenez des dispositions pour organiser la région. »

Du 2 juillet au 15 août Venel retrouve au nord-est de Monastir le commandement de la 22^e brigade coloniale, auquel s'ajoute celui, provisoire, de la 11^e division coloniale, dans lequel il est confirmé par intérim le 15 août. Le front est alors retombé dans une certaine léthargie, qui se prolonge durant des mois. Atteint par le tour de relève, Venel remet le commandement de sa division au général Farret le 22 juin 1918 et rentre en France. Remis à la disposition du ministre de la Guerre, il est placé le 24 juillet en réserve de commandement à la 5^e armée (Berthelot), qui vient de participer à la seconde bataille de la Marne dans la région de Reims. Le 17 septembre, il prend (par intérim) la tête de la 127^e division d'infanterie, qui tient jusqu'au 20 un secteur au nord de Sancy.

108

Cette division se distingue aussitôt dans la poursuite des Allemands sur le Chemin des Dames. Elle s'empare du fort de La Malmaison et franchit l'Ailette le 12 octobre, puis participe aux attaques contre la ligne fortifiée *Hunding Stellung*, enlevée les 19 et 20 octobre, et à la bataille de la Serre du 20 au 30 octobre, date à laquelle elle est retirée du front. Au cours de ces opérations, Venel fait preuve, selon Pouydraguin, commandant du 18^e corps, « de qualités d'énergie, de ténacité et de mordant remarquables ainsi que de qualités manœuvrières excellentes » (notes du 1^{er} novembre).

Évacué pour raisons de santé (grippe thoracique grave) le 8 novembre, il est remplacé dans son commandement le surlendemain, hospitalisé à Chartres et mis le 4 décembre à la disposition du général commandant les forces françaises en Italie. Il retrouve ensuite l'armée d'Orient comme commandant des troupes d'occupation alliées des bouches de Cattaro et du Monténégro, où la situation est alors très tendue.

Venel est donc un personnage qui a l'expérience des « opérations extérieures », auxquelles l'a préparé une longue carrière de colonial. Cependant, cette caractéristique n'est pas forcément bien perçue en Europe orientale, où, à plusieurs reprises, les populations et les élites ont laissé filtrer leur mécontentement d'être « traitées comme des Sénégalais ».

L'Union avec la Serbie

Pendant que sur le terrain l'armée serbe, avec la bénédiction de l'armée française, prépare l'incorporation du Monténégro dans un ensemble plus vaste, Paris s'efforce d'empêcher le roi Nicolas de revenir dans son pays, sans pourtant jouer franc jeu. « Le gouvernement français n'entend nullement s'immiscer dans les affaires intérieures d'un État allié. Il est donc évident que lorsque les autorités militaires françaises entreront au Monténégro, elles ne pourront adopter d'autre attitude que la reconnaissance de l'autorité légale, qui est celle du roi Nicolas »,

affirme le ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon le 21 octobre²¹. Dans une lettre du 4 novembre, ce même Pichon dissuade pourtant le roi de regagner, comme il en exprimait le désir, son pays²².

La France, lui écrit assez hypocritement le 24 novembre le président Raymond Poincaré,

ne se prêtera, pour sa part, à aucune tentative qui aurait pour objet de contraindre la volonté de la nation monténégrine et de contrarier ses aspirations légitimes. En ce qui concerne les troupes françaises appelées à occuper provisoirement le territoire de votre royaume, respectueuses des institutions établies, elles s'emploieront à maintenir l'ordre, en assistant de leur mieux les populations, de manière à préparer le rétablissement de la vie normale, qui a été profondément troublée par les douloureuses épreuves résultant de l'occupation ennemie. Il serait préférable que votre majesté attendît, pour regagner son royaume, que ce but ait été atteint et que l'existence ait repris au Monténégro son cours accoutumé. La présence des troupes alliées, le concours qu'elles apporteront aux habitants, contribueront sans doute à hâter ce moment que votre majesté appelle de tous ses vœux. Dès qu'il sera venu, le gouvernement de la République sera heureux, sire, de faciliter votre voyage de retour²³.

En fait, le surlendemain, 26 novembre, la Serbie annexe le Monténégro, forte de la présence de ses troupes régulières et de ses *comitadjis* sur son territoire, avec l'accord du détachement français. En effet, les partisans du roi Nicolas ont été mis en minorité à la Chambre, qui a voté l'incorporation du pays au royaume de Serbie. Le 1^{er} décembre, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes est proclamé à Belgrade, avec à sa tête le roi de Serbie, Pierre I^{er}, âgé et malade, et surtout son fils, le régent Alexandre. Parmi les défenseurs français de l'indépendance du Monténégro, Georges Desbons, avocat à la Cour d'appel de Paris, directeur politique de *La Diplomatie publique*, exprime sa vive désapprobation devant ce qui vient de se passer dans *Floréal*, revue du monde du travail dirigée par Paul-Boncour, ancien ministre, socialiste chrétien :

Les Alliés ont toujours indiqué comme une des conditions de la paix la restauration du Monténégro au même titre que celle de la Belgique et de la Serbie. [...] Or, l'occupation a été effectuée, dès le départ des Autrichiens, par des bataillons serbes accompagnés de bandes de pillards et de comitadjis terroristes. Résultats : la réglementation serbe remplace la législation monténégrine ; les

²¹ Pierre Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro*, Paris, Éditions de La Diplomatie publique, 1920, p. 3.

²² *Ibid.*, p. 4.

²³ *Ibid.*

plus notables citoyens subissent des traitements abominables, sont incarcérés et même assassinés ; leurs maisons sont pillées et détruites ; leurs femmes et leurs enfants sont martyrisés [...]. Trois personnes (dont deux fonctionnaires serbes) ont, par décret, convoqué à Podgoritza, une Assemblée nationale dite Grande Skoupchtina. En réalité, les députés ont été choisis par les autorités serbes. La session de ce parlement a duré une demi-journée... sous la garde vigilante de comitadjis qui, bombes et grenades en main, exigeaient le vote d'une décision apportée imprimée de Serbie : la déchéance du Monténégro. Un directoire se chargea de liquider les affaires du pays. Directoire de cinq membres : trois anciens condamnés à la réclusion pour participation à la conspiration serbe contre le Monténégro, un illettré et un jeune étudiant de l'Université de Belgrade²⁴.

110

« Contrairement aux promesses des Alliés [...], les troupes placées sous le haut commandement du général Franchet d'Espèrey, n'ont pas respecté les autorités constitutionnelles du Monténégro », constate de son côté Piotr Chotch, un des fidèles du roi Nicolas²⁵. Le rattachement au nouveau royaume satisfait pourtant la majorité de la population, surtout les citadins et la frange la plus jeune et la plus éduquée de la société²⁶. Mais une frange de la population résiste à l'annexion. Ainsi que le signale Desbons, des heurts et des exactions ont lieu, sur lesquels la France ferme les yeux. « Les crimes que les Allemands ont commis en Belgique pâlisent devant les crimes que la Serbie a commis au Monténégro », affirme un groupe de Monténégrins des États-Unis dans un message envoyé à la Conférence de la Paix le 18 janvier 1919 à Paris²⁷.

Bien que ministre des Affaires étrangères du Monténégro, un pays reconnu par la communauté internationale, Chotch n'est pas admis à la séance d'ouverture de la Conférence et il s'en plaint vertement :

À la Conférence qui, dans sa première séance aujourd'hui, offrait soixante-dix sièges aux délégués des gouvernements européens, américains, asiatiques, africains, était absent le Monténégro. Seul parmi les combattants de la Grande Guerre, seul parmi les amis de l'Entente, il avait été volontairement oublié. Quiconque a prêté aux Alliés à un moment donné un appui matériel ou moral était invité. Lui, qui a versé son sang pour eux, on l'a laissé à la porte ! [...] Le laissera-t-on plus longtemps être la proie des ambitions impérialistes et dynastiques de la Serbie officielle ? Permettra-t-on qu'au moment où de nobles esprits s'efforcent de réaliser un durable accord entre les nations, les

²⁴ *Ibid.*, p. 7.

²⁵ *Ibid.*, p. 5.

²⁶ Stevan K. Pavlowitch, « Serbia, Montenegro and Yugoslavia » dans Dejean Djokić (dir.), *Yugoslavism. Histories of a Failed Idea 1918-1922*, London, Hurst, 2003, p. 62.

²⁷ P. Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro*, op. cit., p. 6.

Monténégrins, dans leur foyer, succombent sous le feu des mitrailleuses et des canons de leurs alliés? Tolérera-t-on parce qu'il est pauvre, parce qu'il est affaibli, parce qu'il est aujourd'hui désarmé, que le plus petit des États d'Europe soit traité en paria et, sans procès, mis hors du Droit²⁸?

Et le gouvernement de Nicolas d'envoyer à la conférence une protestation intitulée : *Les Cruautés serbes au Monténégro*, puis de soumettre en vain, le 5 mars, ses revendications territoriales à l'appréciation de la Conférence.

Tout en tentant ainsi d'émuouvoir l'opinion publique francophone, les partisans des Njegoš jouent simultanément sur la fibre antifranaçaise des Anglo-Saxons. Ils se plaisent à rappeler que le onzième des Quatorze points du président américain Wilson demandait en janvier 1918 la restauration du Monténégro et que, le 20 janvier 1916, le Premier ministre britannique, Lord Herbert Henry Asquith, avait affirmé : « La Belgique, la Serbie et le Monténégro doivent être restaurés et reconstitués²⁹ ». « Les armes et l'argent français aux mains des Serbes servent à exterminer le peuple monténégrin et à étouffer sa voix, écrit Chotch le 5 mars 1919 à Louis Barthou, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des députés. Les Monténégrins n'ont plus pour foyer que la montagne, d'où ils se défendent contre l'occupation serbe, la tombe ou l'exil, rien n'est respecté. Les femmes et les enfants ne sont plus épargnés. 6 000 maisons incendiées depuis l'armistice déshonorent la victoire³⁰ ».

Même si le polémiste monténégrin grossit certainement quelque peu le trait, les violences sont réelles. Les 6 et 7 janvier 1919, des affrontements armés ont lieu entre combattants pro-serbes et indépendantistes monténégrins, au cours desquels Venel « fait preuve de bravoure et de décision en se portant crânement au milieu de la fusillade entre les deux lignes de combat », selon Franchet d'Espèrey. En fait, les troupes de Venel forment le bras armé de la France, qui a choisi Belgrade ; et les partisans du roi Nicolas sont désarmés.

Triste fin de carrière pour le général Venel

Le rude climat de la « Montagne noire » ne convient guère à l'organisme fatigué du général, également las des querelles entre Alliés (Italiens et Serbes surtout). En congé de repos d'un mois le 21 avril 1919 en vue de suivre la saison à Vichy (prolongé d'un autre mois le 21 mai), il est adjoint le 18 juin au vice-amiral Grasset, commandant en chef, préfet du 1^{er} arrondissement maritime, gouverneur de Cherbourg, commandant de la subdivision de

²⁸ *Ibid.*, p. 5.

²⁹ *Ibid.*, p. 3.

³⁰ *Ibid.*, p. 6-7.

Cherbourg. Le jour même de sa prise de fonction effective, le 28 juin, il est hospitalisé pour une congestion pulmonaire. Il reprend son commandement le 28 juillet, mais entre de nouveau à l'hôpital maritime de la place le 8 août.

Le 23 août, le médecin chef diagnostique un emphysème pulmonaire avec des crises d'asthme « intermittentes mais fort pénibles » et de l'hypotension. Venel est alors relevé de ses fonctions et mis en congé de convalescence de trois mois le 2 septembre 1919. Cela n'empêche pas le général Mazillier, commandant du corps d'armée colonial, de le proposer pour le grade de général de division le 9 novembre. Venel se retire à Nancy, où des prolongations de congé lui sont accordées (la dernière d'un mois, à compter du 2 mars 1920 « à titre entièrement exceptionnel en raison des services rendus »). Le 19 mars, le ministre de la Guerre, André Lefèvre, l'invite sur un ton ferme – car ce n'est pas la première fois – à introduire une demande de mise à la retraite, faute de quoi il le menace de le soumettre à un examen médical en vue de son admission à la retraite d'office.

112

Mais Venel décède quelques jours plus tard d'une affection cardiaque à l'hôpital du Bon Secours, où il est soigné depuis janvier pour une néphrite chronique, hypertensive, et où il vient d'être amputé le 18 mars de la cuisse droite après une gangrène sèche par artérite oblitérant la fémorale (gangrène influencée par une gelure du pied en 1917). Le 17 avril 1925, la commission consultative médicale, « considérant qu'aucune constatation d'affection aiguë n'a eu lieu pendant la guerre, et que les accidents cardiaques qui ont entraîné la mort ne sont pas directement imputables aux fatigues du service », estimera toutefois « que la maladie cause du décès du général Venel n'a pas été contractée en service commandé³¹ ».

Persistence d'un irrédentisme monténégrin

Alors que Venel quitte la scène, les relations serbo-monténégrines ne sont pas encore apaisées. Le 15 juillet 1919 est constitué à Paris un comité France-Monténégro « pour que les troupes et les autorités serbes évacuent le territoire du Monténégro et que ces troupes soient remplacées provisoirement, d'accord avec le gouvernement du Monténégro, si on le juge opportun, par des troupes interalliées, afin que le peuple monténégrin, dans son État souverain et

31 Venel a obtenu de nombreuses décorations au cours de sa carrière : Légion d'honneur (chevalier, 12 juillet 1901 ; officier, 10 avril 1915 ; commandeur, 12 juillet 1917) ; Médaille du Tonkin ; Médaille coloniale agrafes « Madagascar » (15 novembre 1899), « Afrique occidentale française » et « Sahara » ; Croix de guerre avec palmes ; officier de l'Étoile d'Anjouan (15 mai 1900) ; officier du Cambodge (14 juillet 1894) ; officier du Dragon de l'Annam (20 mai 1896) ; grand commandeur du Sauveur, Grèce ; officier de Karageorges de Serbie. Venel a également été l'objet de plusieurs citations : à l'ordre de la 6^e armée, 5 novembre 1916 ; pour commandeur de la Légion d'honneur, 10 juillet 1917 ; à l'ordre de l'armée française d'Orient, 22 juin 1918 ; de la 10^e armée, 1^{er} mars 1919.

indépendant, puisse, sur la base de sa constitution, par la voie de son parlement national, être maître chez lui et de ses destinées³² ». Le roi Nicolas n'a d'ailleurs pas été abandonné par tous les Alliés.

Tandis que les troupes françaises soutiennent les Serbes dans leur œuvre de « pacification », l'Italie – en conflit ouvert avec le royaume des Serbes, Croates et Slovènes en Istrie et en Dalmatie – attise en effet les rancœurs des partisans de la dynastie monténégrine, qui entretiennent pendant plusieurs mois la résistance antiserbe, marquée, en 1920 encore, par un débarquement à Bar (Antivari) de « Verts », partisans du roi Nicolas, armés par Rome mais vite rejetés à la mer³³. Constatant cette mobilisation en Italie en faveur du Monténégro, Chotch se déclare surpris « que personne, au Parlement français, ne monte à la tribune pour demander ce qui se passe sur la rive droite de l'Adriatique³⁴ ».

« Le Monténégro agonise », poursuit-il³⁵, devenu ministre de la Justice au sein du gouvernement en exil, refusant, en 1920 encore, de reconnaître le fait accompli dans une brochure publiée dans la « Bibliothèque de *La Diplomatie publique* » dirigée par Desbons. « Il ne désespère pas. La violence ne peut assassiner la justice. Aux Français qui ont conservé le glorieux héritage et les magnifiques traditions des libérateurs, aux Français aux cœurs de citoyens libres, aux Français qui se sont battus pour que les peuples puissent librement disposer d'eux-mêmes, aux Français de la Marne et de Verdun, au nom de mes frères qui souffrent, qui subissent un atroce martyr, je crie : « Au secours ! » Nous ne demandons pas pitié, nous réclamons justice³⁶ ! » Mais une éventuelle mauvaise conscience des dirigeants de l'Entente ne pèse pas lourd face aux impératifs géostratégiques du moment. Et le dernier cri de Chotch apparaît comme son chant du cygne, même si, dans un mémoire adressé en novembre de cette même année 1920 à la SDN, Yovan S. Plamenac, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères du Monténégro, réaffirme le droit à l'indépendance et à l'entrée dans la SDN de son pays³⁷.

Plutôt indifférente au sort du petit royaume des Balkans, l'opinion publique française est également travaillée par des campagnes de presse qui vont dans le sens de l'annexion. *La Voix du peuple*, organe socialiste paradoxalement soutenu par le pouvoir serbe, décrit le roi du Monténégro comme « un personnage peu commun, un aventurier de haut vol, un dernier spécimen de l'espèce presque disparue des despotes du Moyen Âge, ressemblant par sa ruse raffinée,

32 P. Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro*, op. cit., p. 8.

33 É. Haumant, *La Formation de la Yougoslavie*, op. cit., p. 735.

34 P. Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro*, op. cit., p. 8.

35 *Ibid.*, p. 3.

36 *Ibid.*, p. 16.

37 *Ibid.*, p. 14.

son manque total de scrupules et de droiture, à certains seigneurs asiatiques trop corrompus ». Nicolas Pétrovitch « a su jouer pendant cinquante ans, en comédien consommé, le rôle d'un prince patriote et d'un autocrate consommé, dissimulant ainsi l'arbitraire et les crimes de sa politique intérieure et le "petit commerce" par lequel il exploitait sa dignité et ses fonctions. Il a fallu la guerre pour mettre à nu les tares de ce malfaiteur déguisé et alors il est apparu tel qu'il est, arbitraire et déloyal, égoïste et ambitieux. Nicolas Pétrovitch a été jugé par son peuple pour tout le mal qu'il lui a causé : interprétant le vœu de tous les Monténégrins, la Grande Assemblée nationale de Podgoritza a, en novembre dernier, détrôné ce monarque indésirable³⁸ ».

114

« Pour nous, il est incontestable que le séparatisme du Monténégro est absolument opposé à la volonté du peuple monténégrin et contraire à l'idéal et aux sentiments de toute la nation serbe, renchérit Andrya Radović, l'ancien président du Conseil proserbe du roi Nicolas. Si le roi Nicolas parvient à réaliser son programme personnel et dynastique, ce serait un coup funeste pour le peuple monténégrin et pour la sécurité politique de l'État des Serbes et autres Yougoslaves. Il ressort de ces faits que la dynastie cherche à contrecarrer l'accomplissement des idéaux nationaux et à abjurer le legs du passé de notre peuple³⁹ ». Sans doute a-t-il en partie raison, mais en l'absence de plébiscite, nous ne saurons jamais ce que pensait vraiment le peuple monténégrin.

L'existence ultérieure du Monténégro se déroule donc au sein d'un ensemble supranational, d'abord appelé royaume des Serbes, Croates et Slovènes, puis royaume de Yougoslavie. Lorsque ce pays éclate au cours de la seconde guerre mondiale, le Monténégro est occupé par les Italiens, qui ressuscitent un royaume « indépendant », en fait placé sous leur protectorat. Après la victoire des partisans communistes, Tito en fait une des républiques socialistes de la « deuxième Yougoslavie ». À la suite de l'implosion de cet État à partir de 1991, le Monténégro fait longtemps partie de la « troisième Yougoslavie », pour finir en 2003 avec la seule Serbie dans la communauté d'États dite « Serbie et Monténégro ». À l'issue, cette fois, d'un référendum, le 21 mai 2006, qui a donné une majorité de « oui » à la séparation d'avec Belgrade, le parlement de Podgoritza proclame le 3 juin suivant l'indépendance du pays, aussitôt admis à l'ONU et, dès 2008, candidat à l'entrée dans l'Union européenne.

L'affaire du rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes illustre parfaitement les contradictions de la politique des Alliés au lendemain de la Grande Guerre, tirillés entre le dogme du droit des peuples à

38 *L'Ex-Roi de Monténégro et sa Cour. L'épilogue d'un règne indigne*, Sarajevo, s.n., 1919, p. 3.

39 A. Radovitch, « Le Monténégro et ses tendances nationales », art. cit., p. 15-16.

disposer d'eux-mêmes – ressassé *urbi et orbi* – et des impératifs vitaux de sécurité. Le Monténégro, jugé à tort ou à raison comme austrophile, doit disparaître au profit d'un grand ensemble sud-slave client de l'Entente, surtout de la France.

Le but est de reconstituer contre l'Allemagne et ses alliées d'Europe centre-orientale (Autriche, Hongrie, Bulgarie) une « alliance de revers », qui ne pourrait certes apparaître que comme un pâle succédané de l'alliance franco-russe, mais qui n'en demeurerait pas moins une pièce essentielle du nouveau dispositif de défense de la France. D'où aussi la bénédiction accordée par Paris au mariage des Tchèques et des Slovaques au sein de la Tchécoslovaquie, l'action de la France en faveur de la Grande Roumanie (autorisée à annexer la Transylvanie, la Bucovine et la Bessarabie) et la défense de la Pologne. Nous entrevoyons déjà ici la genèse de ce qui sera ensuite appelé la Petite Entente (mais sans la Pologne). À défaut du monolithe russe – la Russie bolchevique étant infréquentable –, il faut une alliance d'États de taille critique pour contrebalancer le bloc revancharde des États révisionnistes, lesquels, de fait, ne s'avouent pas vaincus.

La France se trouve cependant quelque peu mal à l'aise en menant cette politique. « Soldat de l'Idéal », ainsi que la définit Clemenceau dans son « discours de la Victoire », le 11 novembre 1918, elle doit accepter d'étouffer les revendications de certains peuples au nom de ce qu'elle estime être son intérêt supérieur en tant qu'État. Passe encore pour les Autrichiens, empêchés de s'unir à l'Allemagne bien qu'ils en aient exprimé démocratiquement l'intention (l'*Anschluss* a été voté par leur parlement). *Væ victis!* Mais comment justifier devant l'Histoire et la morale l'abandon du Monténégro ou encore celui de l'Arménie (sans même parler du refus de prendre en compte les aspirations à l'indépendance du peuple irlandais)? Une annexion – toujours pour des raisons militaires, bien davantage que politiques – de la rive gauche du Rhin, du Luxembourg et même de la région suisse de Porrentruy, envisagée dans l'entourage de Foch émeut Britanniques et Américains, mais qui s'intéresse au Monténégro?

On se trouve là au cœur d'un dilemme. Faut-il s'en tenir à un idéalisme quarante-huitard dont le wilsonisme n'est finalement qu'un avatar, ou faut-il faire preuve de pragmatisme? « Qu'aurait-il pu arriver de pire au Monténégro s'il avait fait la guerre contre nous? », a déclaré Gladstone fils⁴⁰. Mais si les soldats monténégrins ont fait leur devoir, la dynastie est-elle exempte de tout reproche? Son attitude équivoque au cours de l'hiver de 1915-1916 est en tout cas pour beaucoup dans la décision des Alliés d'approuver la disparition du petit royaume en 1918.

40 P. Chotch, *L'Allié martyr. Le Monténégro, op. cit.*, p. 1.

Et le moindre des paradoxes n'est-il pas que l'artisan du rattachement sans consultation des populations, du Monténégro à la Serbie soit Venel, un officier général né dans cette Lorraine annexée qui, au même moment, retrouve le giron de la « Mère Patrie⁴¹ », la France (sans, d'ailleurs, davantage de plébiscite à Strasbourg et à Metz qu'à Cetinje et Podgoritza) ? Dans ce refus d'en appeler au peuple, la politique de Clemenceau conserve, accordons-lui cela, une certaine cohérence.

41 Voir Jean-Noël et Francis Grandhomme, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013.

LES RÉPERTOIRES FRANÇAIS, ALLEMAND ET AUTRICHIEN
SUR LES GRANDES SCÈNES ROUMAINES.
LE COSMOPOLITISME D'UNE CULTURE NATIONALE
(1919-1940)

Georgiana Medrea

Après que la Transylvanie, la Bucovine et la Bessarabie ont été rattachées à la Roumanie au lendemain de la Grande Guerre, l'État roumain cherche à concrétiser l'union politique sur un plan administratif¹. Pour ce qui est du domaine théâtral, les premiers résultats de cet effort de centralisation sont visibles dans le renouvellement législatif qui permet l'harmonisation des théâtres nationaux. Ces institutions veillent à encourager les productions roumaines contemporaines, à consolider leur place dans le répertoire permanent. Il convient de distinguer la sensibilité artistique de l'Ancien Royaume, où l'influence française est omniprésente, de celle des provinces nouvellement intégrées, la Transylvanie et la Bucovine notamment : en vertu de leur ancienne appartenance à l'Autriche-Hongrie, c'est plutôt à Vienne que celles-ci cherchent leur inspiration. Dans ce contexte, il est intéressant de constater comment les diverses particularités régionales sont respectées et associées dans le processus de raffermissement de l'identité culturelle nationale.

Cette volonté de cohésion interne est équilibrée en même temps par un effort de synchronisation avec les tendances continentales. Il s'agit là d'une préoccupation spécifique aux élites des jeunes nations de l'Europe du Sud-Est

1 L'option centralisatrice, point fort de la constitution progressive de l'État national est un repère permanent de l'historiographie roumaine : « La Grande Roumanie fut le résultat de l'implication de l'État roumain dans la première guerre mondiale, mais également de la solidarité nationale de tous les Roumains, en premier lieu de ceux habitant les provinces à massive majorité roumaine se trouvant encore sous la domination directe des grands empires voisins. Ce furent les Bessarabiens, les Bucoviniens et les Transylvains qui eux-mêmes, successivement, demandèrent leur rattachement à ce qu'ils considéraient leur mère patrie ! Aujourd'hui – en exceptant les conséquences territoriales de l'application du pacte Ribbentrop-Molotov de 1939 qui ont affecté ses frontières légitimes quant à la Bessarabie et à la Bucovine du Nord –, cette Roumanie a résisté aux tempêtes du siècle ! Elle ne s'est pas décomposée et le caractère unitaire de ses structures étatiques et institutionnelles est l'un des caractères dominants de la Roumanie actuelle. » (Dan Berindei, « Les Roumains et l'Europe au cours de l'histoire », dans *id.* [dir.], *Les Roumains en Europe au XIX^e siècle. Études et essais historiques*, Bucarest, Éditions de l'Académie roumaine, 2008, p. 38-39.)

qui s'est initialement manifestée à l'âge romantique avant de se poursuivre dans les années 1900. Dans l'entre-deux-guerres, alors même que les débats entre les défenseurs du synchronisme et ceux du traditionalisme demeurent ardues, tous suivent de près les mouvements culturels occidentaux. Dans cet esprit, la volonté de mettre en valeur leur culture nationale et le souhait de relever son osmose avec les cultures occidentales vont de pair.

Dans le cadre de la politique d'harmonisation culturelle, trois nouveaux théâtres subventionnés par l'État sont créés, respectivement à Cluj en 1919, à Chişinău en 1925 et à Cernăuţi en 1925. Ils s'ajoutent aux institutions théâtrales plus anciennes de Bucarest, Iaşi et Craiova. Toutes les régions sont ainsi pourvues d'une réelle capacité de représentation. Alors qu'en 1921-1922, la capitale comptait quatre théâtres permanents, en 1937-1938, leur nombre s'élève à douze².

118

Une fois les souvenirs de guerre estompés, les gens de théâtre sont plus attentifs aux productions des grandes scènes européennes, y compris à celles des pays anciennement adversaires. Ainsi, le public est tenu au courant des expériences de Stanislavsky et de Mayerhold à Moscou, de Reinhardt à Vienne et de Karl Heinz Martin³ à Berlin. Toutefois, alors que les informations concernant ces personnalités phare sont somme toute peu diffusées, celles ayant trait aux maîtres du théâtre français s'avèrent plus nombreuses, comme en témoigne le grand nombre d'articles qui leur sont consacrés.

Pour une visée comparative, l'étude du répertoire étranger représenté en Roumanie pendant l'entre-deux-guerre est révélatrice : le répertoire français partage avec le roumain la première place⁴ : l'un et l'autre occupent 33 % de l'ensemble. Les pourcentages restants sont constitués par des pièces d'expression allemande (9,9 %), anglaise (9,5 %), italienne (3,5 %), hongroise (3,2 %), russe (2,82 %), suédoise (1,06 %), espagnole (0,99 %), norvégienne (0,99 %) et

2 Ion Massof, *Teatrul românesc. Privire istorică*, Bucureşti, Editura Minerva, 1974-1981. Cette histoire étoffée du théâtre roumain depuis ses commencements et jusqu'en 1940 est une référence essentielle de la présente étude.

3 Karl Hainz Martin (1886-1948), metteur en scène expressionniste allemand formé à Berlin, où il avait passé un doctorat en lettres et philosophie, commença sa carrière en tant qu'acteur. Parmi ses maîtres se trouvent Max Reinhardt, Leopold Jessner, Konstantin Stanislavski. Au moment de sa venue à Bucarest, il dirigeait le théâtre Tribune de Berlin. Selon les témoignages des acteurs bucarestois, Martin confectionnait lui-même les décors et les costumes. Au centre de ses préoccupations, l'acteur devait incarner le texte et la vision expressionniste d'un art engagé, qui compensait le penchant esthétisant des années 1900. (*Ibid.*, t. 5, p. 303-315, Remus Zăstroiu, « Un regizor german în România », dans *Anuar de lingvistică și istorie literară*, 23^e tome, 1992-1993, p. 64-68.)

4 Le répertoire français est amplement présenté dans Georgiana Medrea, *Les Relations culturelles franco-roumaines dans l'entre-deux-guerres*, thèse de doctorat préparée sous la direction de Jean-Paul Bled et Dan Berindei et soutenue à l'université Paris-Sorbonne en 2010, t. 2, p. 318-440.

grecque (0,60 %). Les pièces tchécoslovaques (0,68 %), polonaises (0,53 %) et yougoslaves (0,22 %) complètent ce panorama avec les pièces bulgares (0,22 %) ⁵. La priorité accordée à la réception du théâtre français est évidente. Chaque mouvement est investi dans ses moindres tendances et il n'est pas rare qu'une pièce jouée à Paris soit reprise à Bucarest une saison après.

Qu'en est-il de la position du théâtre allemand et autrichien ? Quelle est la teneur et l'accueil de leurs influences ? L'étude de ces deux répertoires sur les diverses scènes roumaines, ainsi que la mise en relief comparative des tournées théâtrales des troupes étrangères dans le pays permettent de le préciser.

LE RÉPERTOIRE ALLEMAND

Le répertoire allemand semble plus conséquent que l'autrichien. Les directeurs des théâtres se montrent soucieux de l'illustrer dans son évolution. C'est à la fin des années 1920 à Iași que l'on commémore l'école de Lessing avec *Minna von Barnhelm* (1768). Cette *comédie sérieuse* appréciée par Goethe a la particularité de reléguer le comique aux personnages secondaires et à l'intrigue résolue par une fin heureuse, alors que le personnage principal, un officier dégradé tiraillé entre son amour et le devoir d'honneur, préfigure la typologie du drame psychologique.

Goethe et Schiller illustrent fréquemment le répertoire classique sur les scènes des théâtres nationaux. Le centenaire de Goethe est célébré avec faste en 1932 à Bucarest : le professeur Vasile Rabega récite des fragments de *Faust*, George Georgescu dirige l'ouverture d'*Egmont* de Beethoven et des conférences sont données par les historiens Karl Kurt Klein et Nicolae Iorga. Pour la jeune troupe de Cluj, la représentation de *Faust*, donnée au même moment, constitue un essai réussi. Il s'agit bien sûr de la version adaptée par l'auteur avec Klingemann, directeur du théâtre de Braunschweig. Soare Z. Soare ⁶, metteur en scène du spectacle déjà présenté à Bucarest en 1925, avait préparé la réception, en

5 *Ibid.*, p. 321.

6 Soare Z. Soare (1894-1944), metteur en scène profondément réformateur, débute en partisan de l'expressionnisme, affectionnant les décors d'atmosphère qui renvoient à l'essence, à la manière de Karl Heinz Martin. Après avoir parfait sa formation avec ce dernier, ainsi qu'avec Max Reinhardt, Soare est embauché directement sur la scène du Théâtre national de Bucarest, en pleine floraison des arts décoratifs. Dans ce poste, il est assisté par les peintres Traian Cornescu, formé à l'école de Munich et Victor Feodorov, promoteur du langage plastique « psycho-dynamique ». Au long de sa carrière, ce metteur en scène se montre sous divers aspects : certains de ses spectacles reflètent l'esprit fastueux des Années folles censées compenser l'horreur de la guerre, d'autres sont ancrées dans des décors simples et stylisés. Il lui arrive parfois de manifester conjointement ces deux tendances dans la même représentation. Avec le temps, son appétence pour le répertoire d'envergure – la réinterprétation des classiques, les grandes reconstitutions romantiques – laisse la place à une préférence pour l'atmosphère psychologisant intimiste des pièces d'Oscar Wilde,

expliquant que tel était le choix d'usage, sans oublier de noter l'option de Reinhardt, qui avait présenté le poème entier à titre exceptionnel lors du festival de Salzbourg⁷. Pour cet événement, le choix de la troupe de Cernăuți se porte plutôt sur l'évocation de la tragédie des Atrides avec *Iphigénie en Tauride*. Vers la fin des années 1930, l'investissement de l'érudit et patriote Iorga dans la traduction de Goethe, ainsi que l'adaptation des *Souffrances du jeune Werther* pour la scène nationale de Bucarest semblent relever d'une intention de résister à la propagande nazie par l'adhésion aux valeurs d'une esthétique classique qui aspire à sublimer l'humanité.

120

Dans le registre classique, c'est Schiller qui est le plus diversement représenté, avec *Marie Stuart*, *Luiza Miller*, *Don Carlos*, *Intrigue et amour*, mais surtout avec *Les Brigands*, reconduits à l'affiche jusqu'à la fin des années 1920. Le vieux drame est remis au goût du jour par la mise en scène de Soare Z. Soare, qui s'inscrit ainsi dans la mouvance européenne d'actualisation du théâtre classique. Ce répertoire est porté par les stars qui l'ont imposé au fil du temps, avec des succès notables. Aurel Ghițescu, par exemple, choisit *Les Brigands* pour fêter ses vingt ans de carrière. Agata Bârescu triomphe avec *Marie Stuart*. C'est une actrice qui a à cœur de perpétuer la sensibilité tragique aussi bien sur scène que par ses cours au Conservatoire. Dans cet esprit, elle interprète aussi la marquise de Pompadour de *Narcis* de Brachvogel (1928), qui lui vaut des ovations.

De la période postclassique perdurent Hebbel et Kleist. Hebbel s'exporte peu ; la survivance plutôt exceptionnelle de la tragédie *Judith* en 1926-1927 témoigne sans doute d'un succès local durable. *La Cruche cassée* de Kleist est reprise aux théâtres nationaux de Cernăuți et de Bucarest au milieu des années 1930. La même troupe enchaîne avec la création de *Penthésilée*. Pour incarner la fière guerrière tourmentée, on fait appel à Marioara Voiculescu, magnifique interprète dramatique. Dans la scène finale où Penthésilée tue Achille, en sacrifiant son amour à une rage mortifère, la tension du jeu passionnel de Voiculescu est amplifiée par la présence d'une centaine d'Amazones accompagnées d'une meute de chiens de chasse. Le jeu de l'actrice principale ravit et son passage vers la tragédie marque sa longue carrière⁸.

Le succès des auteurs réalistes précurseurs de l'expressionnisme, comme Wedekind, par exemple, se greffe justement sur l'engouement des sensations fortes, recherchées dans la tragédie par les gens épris de culture classique, ou

Édouard Bourdet, Noël Coward ou Marcel Achard (Simion Alterescu [dir.], *Istoria teatrului în România*, București, Editura Academiei Republicii Populare România, 1973, p. 261-279).

7 Diodor, « După reprezentarea lui Faust. Convorbire cu Soare Z. Soare », *Rampa Nouă Ilustrată*, 1^{er} octobre 1925, p. 1.

8 Vasile Timuș, « Teatrul Național, Penthésiléa, tragedie în trei acte de Heinrich von Kleist », *Rampa Nouă Ilustrată*, 26 avril 1936, p. 4.

dans le mélodrame par le peuple. *Lulu*, l'histoire d'une femme fatale au destin tragique qui meurt tuée par Jack l'Éventreur, est un drame fort bien accueilli en 1924-1925. C'est encore un rôle fait sur mesure pour Voiculescu. Le jeu de la troupe est complété par une mise en scène de Soare Z. Soare qui évite avec soin toute noirceur.

Pour ce qui est des auteurs de la seconde moitié, voire de la fin du XIX^e siècle, il n'est pas rare que ceux-ci soient appelés à la rescousse pour ramener le public au théâtre après une série de créations contemporaines. Pour ce faire, les mises en scène fastueuses constituent un ingrédient porteur. Par exemple, *L'Ancien Heidelberg*, un drame de Meyer-Forster, qui avait atteint son pic de popularité dans les années 1900, est souvent repris après la première guerre mondiale. En 1937-1938, cette pièce est reprise avec succès à Iași par G. M. Zamfirescu, qui emploie soixante figurants.

D'autres drames populaires, tels *Les Instituteurs*, d'Otto Ernst, sont joués tout au long des années 1920 sur les scènes nationales en province. Selon les critiques, ce succès à l'ancienne se maintient par « l'observation juste et minutieuse de l'amour propre comme éternel mobile qui meut le monde », par l'actualité du conflit entre les générations, mais aussi par la substance humaine que ses personnages relevant du théâtre d'idée requièrent par à coups⁹. L'auteur issu d'un milieu modeste, enseignant lui-même, était l'adepte d'un art accessible et d'un optimisme à toute épreuve et cela continue à plaire. Tel est le cas aussi de Paul Lindau, un érudit qui avait passé son doctorat à Paris, pour diriger ensuite le théâtre de la cour de Meiningen et ensuite de Berlin. C'était un écrivain à la mode en 1870-1880 notamment, dont plusieurs pièces sont reprises au début des années 1920 à Iași, Cluj et Craiova.

D'autres drames obsolètes par leur sujet doivent leur revirement de fortune à une interprétation d'exception. Aussi pense-t-on représenter Herman Sudermann, cet auteur naturaliste préoccupé par la condition précaire des artistes affranchis de la morale bourgeoise. Toutefois, ces reprises ne sont pas sans risque. *La Fin de Sodome* est un four à Iași en 1934-1935, alors que *Magda* est encore appréciée à Cluj cinq ans plus tard.

Mais la fidélité du public est suscitée surtout par le registre comique. Par exemple, Ludwig Fulda, le fondateur du Théâtre libre de Berlin, le premier à avoir présenté *Les Revenants* d'Ibsen en Allemagne, se maintient à l'affiche jusqu'au milieu des années 1930 avec des comédies légères telles *La Fugitive* ou *L'Idiot*.

9 Mircea Iorgulescu, « Teatrul Național, Institutorii de Otto Ernst », *Sburătorul*, 6 novembre 1920, p. 416-417.

Plus avant, parmi les écrivains naturalistes, Hauptmann occupe une place de choix dans les préoccupations des gens de théâtre. *La Cloche engloutie* (1896) est créée sur la scène nationale de Bucarest dans la traduction du poète Adrian Maniu, qui avait adapté les dieux germaniques au folklore autochtone. Le mythe du surhomme brisé par l'anéantissement de son bien le plus précieux, son œuvre, ne rencontre par l'écho espéré dans le public, mais la réussite artistique est indéniable. À Cernăuți, ce drame a été précédemment créé sous la direction du metteur en scène Victor Ion Popa¹⁰, lors d'une saison des plus abouties. Celui-ci présente également au théâtre Regina Maria de Bucarest *Avant le lever du soleil* de Hauptmann, considéré comme le premier drame naturaliste ; Gheorghe Storin et Marietta Anca se distinguent dans ce spectacle qui est fort bien reçu. Les chroniqueurs constatent avec contentement que le public épris de comédie se montre à la hauteur de la puissante substance tragique de ce théâtre¹¹.

122

Les esthétiques expressionnistes et celle de la Nouvelle Objectivité renforcent le poids du metteur en scène. Selon les esprits traditionnels, celui-ci l'emporte de trop sur l'auteur. Quoi qu'il en soit, des personnalités comme Victor Ion Popa et Soare Z. Soare exercent une pression artistique novatrice, ce sont aussi de fervents passeurs. Leurs expériences sont mieux acceptées dans le sillage d'un répertoire ancien. Tel est le cas de *Kean*, de Dumas, créée en 1921 à Cernăuți selon la version de Kasimir Edschmid. Soare Z. Soare mise sur la surprise de l'anachronisme : sur scène apparaissent des avions, des mitraillettes et des autos, il y a aussi des téléphones. Mais l'introduction des auteurs modernes n'est pas aussi aisée. Au même théâtre, ses collègues plus âgés résistent à l'initiative de Victor Ion Popa d'introduire Georg Kaiser au répertoire en 1923-1924. Il y entre néanmoins trois ans plus tard. L'adaptation du roman *Karl et Anna* du pacifiste Leonhard Franck est jouée sur les scènes nationales de Iași et de Cluj, ainsi qu'au théâtre de Marie Ventura et la pièce est un succès. Tel est le cas de Carl Goetz, présent avec trois pièces, dont *Hokus-Pokus*, une parodie de la façon de Pirandello créée à Bucarest en 1930. Pour ce qui est de la tragédie *Élisabeth*,

10 Victor Ion Popa (1895-1945), le renouvellement théâtral proposé par les théories de Craig, de Reinhardt, de Jessner, de Baty et de Jovet trouve son enracinement pédagogique en Roumanie. Selon lui, faire du théâtre relève avant tout d'un état de conscience et vise la catharsis. Parmi les points importants de sa conception de la mise en scène, rappelons de même une certaine continuité avec les Mystères, la mise en valeur de la musicalité des paroles, ainsi que le déploiement flamboyant de la portée symbolique du répertoire. Des pièces étrangères comme celles de Géraldy et de Lenormand, par exemple, ne peuvent être interprétées dans leur « réalisme originel » nécessitent une *re-théâtralisation* qui les rendent compatibles avec le terrain d'accueil roumain. Tous les moyens techniques modernes – les scènes tournantes, les panneaux, etc. – servent à renforcer la perception de la scène comme un ensemble (S. Alterescu, *Istoria teatrului*, op. cit., p. 279-284).

11 Vasile Timuș, « Teatrul Regina Maria, În amurg, dramă în cinci acte de Gerhardt Hauptmann », *Rampa Nouă Ilustrată*, 9 novembre 1936, p. 5.

reine d'Angleterre de Fernand Bruckner, lancée à Berlin par Max Reinhardt¹², c'est tout simplement l'événement de la saison bucarestoise de 1930. Cette pièce frondeuse, qui démonte la figure devenue mythique, fait série.

Sur la proposition de Soare, qui avait étudié en Allemagne avec Reinhardt, le projet est conçu d'un cycle de représentations dirigées par Karl Heinz Martin. Celui-ci arrive à Bucarest en février 1922 et répète avec l'ensemble Bulandra. Il conseille attentivement les acteurs pour les amener à se détacher du jeu réaliste. Afin de s'assurer que l'auteur est compris jusque dans ses intentions, il fait précéder l'apprentissage par de longues séances d'étude de texte. Le cycle commence avec *Nyu*, d'Osip Dimov et continue avec *Le Pélican* et *L'Ivresse* de Strindberg. De *Lysistrata* d'Aristophane, Martin fait un plaidoyer pour la paix en proposant de multiples changements : au début du spectacle, il fait enlever de manière démonstrative la cage du souffleur ; les décors réalistes sont réduits au minimum et le jeu des lumières fortes, colorées et des ombres met en valeur ou efface les personnages. Le public curieux est conséquent. Le respect que Martin montre à Soare place sa carrière sur une nouvelle orbite. La valeur des acteurs lui semble des plus sûres. Ces spectacles font date, car retenus comme les premières mises en scène expressionnistes de Roumanie. Même les gens de théâtre les plus conservateurs s'accordent à reconnaître que Martin relève ce que seuls les grands acteurs savent : l'importance de l'unité de style et du rythme.

LE RÉPERTOIRE AUTRICHIEN

Si le répertoire autrichien est plus restreint, les auteurs qui ont marqué l'époque moderne sont bien présents. Nestroy, qui connaissait encore un grand succès à la fin du XIX^e siècle, est relégué aux spectacles donnés dans les jardins publics en été¹³. Ses féériques esprits vagabonds n'accrochent plus le regard.

12 Max Reinhardt (1873-1943), metteur en scène autrichien qui mène une carrière brillante à la direction du Deutches Theater (1905-1933), crée trois autres théâtres à Berlin : Kammerspiele, Grosses Schauspielhaus, Komödie, ainsi qu'une école dramatique. Co-fondateur du festival de Salzburg (1920) aux côtés de Richard Strauss et de Hugo von Hofmannsthal, il demeure très actif aussi au Josefstadt à Vienne. L'un des premiers défenseurs de l'autonomie esthétique du metteur en scène, il se distingue même avant la première guerre mondiale au même titre que les « monstres sacrés » de jadis. Son goût des spectacles d'art destinés au grand public, ainsi que pour l'actualisation expressionniste des chefs-d'œuvre classiques demeurent dans les mémoires. Après l'Anschluss, il poursuit son activité aux États-Unis (S. Alterescu, *Istoria teatrului*, op. cit., et Jean-Louis Besson [éd.], *Max Reinhardt. Introduction, choix de textes et traduction*, Arles, Actes Sud, 2010).

13 « Les titres hilarants de ces spectacles de comédie nous font sourire avec bonhomie. Les acteurs s'y prêtaient pour empocher de l'argent pendant l'été. [...] Le tango lascif et immoral fut lancé sur la scène du jardin d'été Grădina Blanduziei. La valse immortelle et les dernières opérettes de Vienne gagnèrent le cœur des Bucarestois qui assistaient aux représentations à Oteteleşteanu. Les comédies du Boulevard parisien lissaient le visage des plus renfrognées, en dépit des reproches des chroniqueurs qui trouvaient ces sujets trop légers. Points faibles

En revanche, les tragédies de Grillparzer, représentant d'un théâtre néo-classique selon le modèle de Goethe, font partie du répertoire des scènes nationales. Agata Bârsescu incarne maintes fois les rôles principaux de *Sapho* et des *Ondes de la mer et de l'amour*.

Parmi les auteurs de fin de siècle, « il n'en est sans doute pas de plus viennois qu'Arthur Schnitzler », ni de « plus autrichien » que Hofmannsthal. Schnitzler, l'écrivain passionné d'intériorité, en qui Freud voyait un double, est à l'affiche avec *Anatol*, une comédie qui met en scène « le personnage du dandy, version viennoise du héros décadent » alors à la mode¹⁴. De même, son premier grand succès, *Amourette (Liebele)*, est repris à Cluj en 1936-1937.

124

Le premier théâtre de Bucarest accorde une attention particulière au jeune prodige Hofmannsthal. *Elektra* fait partie du cycle d'adaptations modernes du théâtre antique donné en 1920-1921 dans la mise en scène de l'auteur dramatique Victor Eftimiu. Sa pièce la plus populaire, *La vie est un rêve*, adaptation de Calderón, y est jouée trois ans après. *Jedermann* est inspirée par les mystères du Moyen Âge ; pétrie par une sensibilité poétique baroque, l'œuvre est tout d'abord jouée en version originale par Alexander Moissi, son créateur au festival de Salzbourg (1921), pour être ensuite reprise dans la traduction du professeur Berariu à Cernăuți en 1929, ou bien lors d'un spectacle en plein air dans la capitale en 1938-1939. Le spectacle de Cernăuți est proposé par Victor Ion Popa, l'un des metteurs en scène les plus talentueux de l'entre-deux-guerres. Les chroniqueurs estiment que c'est un « succès d'autant plus grand », qu'il recueille les appréciations « les plus enthousiastes¹⁵ » des intellectuels juifs de culture allemande, dont beaucoup avaient assisté à la représentation de Reinhardt, à Salzbourg.

À la fin des années trente, la troupe expérimentale du Studio du Théâtre national de Bucarest tient à rejouer l'écrivain naturaliste Hermann Bahr avec *Le Concert*. Cette « comédie délicieuse, une véritable pièce vide qui fait salle comble » est reçue « avec sympathie »¹⁶. Le registre léger des intrigues amoureuses qui finissent bien est un support d'évasion bienvenu dans la tension de l'avant-guerre.

D'autres pièces contemporaines sont jouées en vertu de leur succès international. Il s'agit de notamment de deux comédies amères : *Volpone*,

et forts réunis, les spectacles des jardins d'été furent de véritables bienfaits pour les âmes de ceux qui ne se permettaient pas de faire le voyage à Paris, à Vienne, à Karlsbad ou à Rome. » (Vera Molea, *Teatrele din grădinile de vară ale Bucureștilor de altădată*, București, Editura Biblioteca București, 2011, p. 143-144.)

14 Jean-Paul Bled, *Histoire de Vienne*, Paris, Fayard, 1998, p. 443-444.

15 Alexandru Varvara, « Premiera Teatrului Național Cernăuți, Misterul Oricine (Jedermann) de Hugo von Hoffmannsthal », *Rampa Nouă Ilustrată*, 25 mars 1929, p. 4.

16 Romulus Dianu, « Studio. Concertul de Hermann Bahr », *Curentul*, 15 mars 1940, p. 2.

comédie de Ben Jonson adaptée par Stefan Zweig avec Jules Romains pour Charles Dullin, ou bien de *Grand Hôtel*, de Paul Frank, d'après le roman homonyme de Vicky Baum. Cette dernière pièce évoque la fièvre des Années folles, dans un milieu mondain chaotique pimenté de rencontres fortuites et de retombées spectaculaires. La pièce séduit par ses « personnages contemporains à silhouettes raffinées », par une humanité « plus subtile et plus nerveuse », l'emploi de la scène tournante est également apprécié, mais les chroniqueurs estiment que la mise en scène ne rend pas assez le poids de l'inconnu, de l'imprévisible, voire de la fatalité, qui représente la marque des personnages de Vicky Baum¹⁷.

La partie la plus conséquente de ce répertoire est constituée par des pièces de Boulevard, des comédies, des farces et des vaudevilles qui reflètent l'attrait exercé dans les milieux populaires par Arnold et Bach, Impekhoven et Mathern, ou par Kadelburg, des écrivains qui aujourd'hui sont tombés dans l'oubli. Les deux premiers travaillent de concert et sont joués avec une dizaine de pièces, dont certaines font des séries de cent représentations, chose fort rare ici. Les acteurs Costică Toneanu et Grigore Vasiliu se spécialisent même dans ces rôles et leur prise au public suscite de nouvelles adaptations.

De telles séries ne sont égalées que par les comédies de Molnar ou de Dregely, des auteurs hongrois réalistes fin-de-siècle. Jusqu'en 1926, les saisons de Bulandra, par exemple, sont dominées par Molnar, Bataille et Bernstein. Parmi les auteurs représentatifs des jeunes générations nées à la littérature dans la Vienne impériale, notons encore le romantique Alois Mrštik, tchèque de Moravie, et le pragois Carel Kapek, mondialement connu avec *Rossum's Universal Robotsi* (1920), un drame allégorique qui appréhende le risque de la fin de l'humanité, remplacée par des robots. Ce dernier spectacle est jugé subversif et donc censuré.

L'OPÉRA

On ne peut aborder l'influence du monde du spectacle autrichien et viennois sans rappeler, ne fut-ce que brièvement, l'immense succès de la musique. Les opéras de Bucarest et de Cluj se glorifient de poursuivre l'enrichissement de leur répertoire de Mozart, Beethoven et Wagner. La première saison de Bucarest est ouverte le 8 décembre 1921 avec *Lohengrin*, sous la baguette de Georges Enescu. À Cluj, une véritable tradition wagnérienne est établie par le baryton Dimitrie Popovici-Bayreuth. Tout comme *Tannhäuser*, créé en roumain en 1929, ou

17 Ion Dimitrescu, « Cronica dramatică, Lume de hotel, piesă în şaisprezece tablouri de Vicki Baum », *Curentul*, 6 octobre 1934, p. 1-2.

Parsifal, créé trois ans plus tard à Bucarest, ces spectacles sont hautement appréciés par les connaisseurs.

L'opéra se porte tant bien que mal au tout début des années 1920 et ne trouve plus sa place à l'affiche vers 1924. Un revirement a lieu au début des années 1930 par le biais du cinéma. Néanmoins, de nombreux compositeurs sont représentés. Il s'agit bien sûr de Johann Strauss fils. Parmi ses créations, *Sang viennois*, *La Chauve-souris* et *Le Baron tzigane* font encore aujourd'hui le délice des spectateurs bucarestois. La représentation du *Chevalier à la rose* écrit par Richard Strauss avec un livret de Hofmannsthal est le clou de la saison bucarestoise de 1929-1930. Le chef d'orchestre Ionel Perlea avait préparé ce spectacle avec Richard Strauss, qui l'avait invité à Vienne.

Ces jeunes institutions recherchent les compositeurs et des chanteurs étrangers. L'Allemand Hermann Klee s'établit même à Cluj, où il crée en 1921 l'opéra *Făt-Frumos (Le Prince charmant)*, inspirée du folklore roumain. À Bucarest en 1922-1923, *La Mariée vendue* de Smetana est représentée sous la direction de Hugo Reichenberger de l'Opéra de Vienne et avec des chanteurs de l'Opéra de Prague. Felix Weingartner¹⁸ fait plusieurs fois le voyage : en remplissant la salle en mars 1920 pour *Aida* de Verdi, il réédite l'aventure en février 1926, lorsqu'il dirige *Carmen* de Bizet. La médiation assurée directement par les artistes est effectivement un vecteur efficace de l'exportation.

126

LES TOURNÉES

Dans ce milieu théâtral éclectique à souhait se produisent des metteurs en scène célèbres comme Georges Pitoëff¹⁹, Max Reinhardt, Constantin

¹⁸ Felix Weingartner (1863-1842), chef d'orchestre autrichien formé au Conservatoire de Leipzig, s'affirma mondialement à partir de 1907, lorsqu'il dirigeait l'Orchestre symphonique de Berlin, parmi les meilleurs de sa génération. Il assura successivement la direction de l'Orchestre Philharmonique de Vienne, de l'Opéra de Darmstadt et de Volksoper de Vienne, tout en effectuant de nombreuses tournées internationales en Europe, mais aussi aux États-Unis, en Russie et en Afrique du Sud. Ce fut le premier chef d'orchestre à enregistrer des cycles complets de symphonies représentatives de Brahms, Berlioz, Mendelssohn, Liszt, Wagner. (David Patmore, *Chefs d'orchestre de A à Z*, Naxos Rights International Ltd., ressource électronique.)

¹⁹ Georges Pitoëff (1884-1939), acteur et metteur en scène d'origine russe, fait ses premières armes avec Stanislavski et Nemirovitch-Danchenko au Théâtre d'Art de Moscou (1902-1905). Pendant ses études de droit à Paris (1905-1908), il monte de courtes pièces au Cercle des Artistes russes fondé par son père à Montparnasse. De retour à Saint-Pétersbourg, il poursuit son expérience théâtrale en compagnie d'Evreïnov. Avant la première guerre mondiale, il fait la connaissance de Mayerhold et de Jacques Copeau. Son début à Paris en 1922 à la Comédie des Champs-Élysées avec Jacques Hebertot est donc précédé d'une belle renommée. Avec son épouse, l'actrice Ludmila Pitoëff, ce membre du Cartel brave avec génie et selon les règles de l'art expressionniste et symboliste la pénurie de moyens financiers. Au Théâtre des Arts, au théâtre des Mathurins, mais aussi au théâtre Albert I^{er} et au théâtre de l'Avenue, ils animent des ensembles qui subliment poétiquement les mots, en évoluant au milieu de décors

Stanislavski²⁰, ainsi que des acteurs dont la renommée internationale est établie, tels Emma Grammatica, Marie-Thérèse Piérat, Cécile Sorel, Maurice Escande et bien d'autres encore. Quinze des cinquante-six tournées étrangères qui se succèdent en Roumanie dans l'entre-deux-guerres²¹ relèvent de l'initiative de troupes d'artistes français de théâtre et d'Opéra comique; par leur nombre, celles-ci se placent devant les troupes autrichiennes et allemandes. Les unes et les autres ont l'avantage de se produire devant des spectateurs avertis, pour perpétuer une présence établie dès le XIX^e siècle.

Dans la plupart des cas, les acteurs groupés par troupes plus ou moins nombreux s'imposent les contraintes du déplacement pour entretenir leur public et pour renflouer la caisse. Dans les années 1930, ces échanges acquièrent une dimension politique dans le cadre de l'affrontement tacite entre le rayonnement français et la propagande nazie.

Trois acteurs de langue allemande mondialement connus jouent en Roumanie: Alexandre Moissi en novembre 1921, suivi par Paul Wegener en décembre 1922 et en mars 1928, et par Albert Bassermann en 1937. Moissi impressionne par son style romantique, chaleureux et nuancé, ainsi que par sa générosité: il donne un spectacle gratuit pour les plus démunis et invite les intellectuels. Les adeptes d'une interprétation réaliste admirent la diction scandée de Wegener. Une troupe du Burgtheater, l'équivalent viennois de la Comédie-Française, fait le voyage en 1924 sous la direction de Raoul Aslan, et revient en 1928; un ensemble du Volkstheater y joue en 1929-1930, un autre de Josephplutzer en 1934-1935. Pendant la même saison, l'Opéra d'État de

minimaux dont l'ingéniosité, ainsi que l'apparente simplicité rendent toute la sophistication de la réalité intérieure. Pendant les dix-sept ans passés à Paris, il met en scène 101 pièces et il interprète 95 rôles. (Jacqueline de Jomarron-Leyvastre, *Georges Pitoëff, metteur en scène*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1979.)

- 20 Constantin Stanislavski (1863-1938), fondateur du Théâtre d'Art de Moscou (1898), acteur, metteur en scène et professeur d'art dramatique à la fois constitue l'un des références solides de l'art théâtral contemporain. Il dirige les comédiens selon une conception « psychotechnique » du jeu, par laquelle ceux-ci s'exercent à ressentir leur personnage en puisant dans leur subconscient la force des émotions. Son approche inspire des artistes d'origine russe comme Georges et Ludmila Pitoëff avant la première guerre mondiale, ensuite Tania Balachova et Antoine Vitez plus récemment. Sa méthode est enseignée chez *Actor's Studio* par Lee Strasberg et par Stella Adler dans son conservatoire. Ses conceptions ne sont pas sans faire peur aux régimes politiques à tendance totalitaire. Pendant la Révolution culturelle chinoise, par exemple, le mannequin de Stanislavski, placé entre ceux de Confucius et de Staline fut jeté dans le « feu purificateur » qui marquait la rupture avec la « dictature théâtrale de Kremlin » (Marie-Claude Hubert, *Les Grandes théories du théâtre*, Paris, Armand Colin, 2008 et Tania Filip, *Perenitatea lui Stanislavski*, Braşov, Editura Transilvania Expres, 2004, p. 17-19).
- 21 Les tournées des troupes juives (12), autrichiennes (9), allemandes (8), anglaises (4), italiennes (4), russes (1), polonaises (1), hongroises (1), américaines (1) et japonaises (1) complètent ce panorama. – Statistique effectuée à partir de Ion Massoff, *Teatrul românesc*, op. cit.

Vienne donne à Bucarest deux spectacles dirigés par son directeur Klemens Kraus. En avril-mai 1936, c'est l'Opéra d'État de Francfort qui présente dans la capitale roumaine un cycle wagnérien, tandis qu'en janvier 1938, l'Opéra d'État de Berlin (Charlottenburg) joue *Les Maîtres chanteurs de Nuremberg*.

Ces spectacles sont accueillis en dehors de toute visée politique et le public mélomane en est ravi. En revanche, Leny Riefenstahl, qui vient présenter son film *Olympiade*, est reçue en 1939 de façon plutôt glaciale. À la même époque, les artistes protestent contre le metteur en scène allemand Meissner, en supposant qu'il a pour mission de superviser les spectacles des scènes nationales.

Tout autre est l'accueil réservé aux tournées officielles de la Comédie-Française en 1936 et en 1940. La troupe la plus prestigieuse du principal allié de la Roumanie est attendue pendant des heures dans les gares et à la fin des spectacles, le public entonne *La Marseillaise*. Ces affinités ravissent André Brunot, le vice-doyen de la troupe en 1936 :

128

L'émotion que nous éprouvons à nous trouver en Roumanie, terre d'amitié fraternelle, patrie de quelques uns de nos plus grands camarades qui, depuis longtemps ont su nous la faire aimer, se double de la joie où nous met votre accueil si chaleureux, si cordial et si délicat. [...] Notre Maison surtout demeure associée à toute votre histoire littéraire et dramatique, autant par les échanges intellectuels, qui ont marqué les relations de nos deux pays que par les apports qui nous sont venus directement de chez vous. Les hommes de bonne volonté ont, de tout temps, rêvé de fraternité dans l'art et la pensée. Vous rappellerai-je, Messieurs, que dans notre Maison même, Édouard de Max avait fait de ce rêve la plus poignante des réalités, et qu'aujourd'hui d'illustres artistes qui furent ses élèves et ses amis, continuent chez nous une tradition qui n'est pas prête de s'éteindre²².

On peut affirmer qu'une véritable osmose existe entre les scènes parisiennes et bucarestoises. Tel est le goût des gens de lettres, des artistes et du public. Cette préférence reflète le rayonnement du théâtre français dans le monde. En Roumanie, son succès est tout particulièrement renforcé par une profonde affection pour la France, dont le modèle est étroitement associé à la construction de l'État moderne et contemporain.

Dans l'entre-deux-guerres, les théâtres nationaux enrichissent leur répertoire permanent par des auteurs classiques, romantiques et réalistes autrichiens et allemands, tandis que les théâtres de recherche tentent plutôt l'expérience expressionniste. Il s'agit là de représenter les chefs-d'œuvre du monde théâtral germanique, ainsi que de mettre en valeur l'héritage des provinces nouvellement

22 « La Comédie-Française à Bucarest », *L'Indépendance roumaine*, 13 mars 1936, p. 2.

intégrées. Les pièces contemporaines sont plutôt rares, elles sont introduites avec parcimonie, après avoir remporté un succès international. La survivance du registre comique léger moderne est remarquable. Tout en donnant la priorité aux créations roumaines, les grandes scènes demeurent attentives à l'illustration du patrimoine théâtral européen.

ASPECTS DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE EN ROUMANIE APRÈS 1940. DIPLOMATES, ENSEIGNANTS ET ÉCRIVAINS

Ana-Maria Stan

La rapidité de la défaite française en mai-juin 1940 face à la Wehrmacht bouleversa non seulement l'Ouest du continent, mais eut de lourdes conséquences en Europe centrale et orientale. Pour la Roumanie, ces conséquences furent immédiates et dramatiques : ce pays, membre de l'ancien « cordon sanitaire » que la diplomatie française avait essayé de mettre en place pour séparer la Russie de l'Allemagne après 1918, perdit la Bessarabie et la Bucovine du Nord en faveur de l'URSS en juin-juillet 1940, ensuite la Transylvanie du Nord en faveur de la Hongrie le 30 août 1940, ainsi que le Sud de la Dobroudja en faveur de la Bulgarie en septembre 1940¹. Ces cessions territoriales, acceptées sans aucune résistance militaire par les Roumains, ont été vite suivies par un changement de régime politique, puisqu'en septembre 1940, le général Ion Antonescu, futur maréchal, assumait les pleins pouvoirs, en devenant le *Conducător* de la Roumanie, et l'orienta sans hésitation vers le camp de l'Axe².

- 1 Détails sur les conséquences territoriales de la défaite française de 1940 en Europe centrale et orientale, chez Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, 11^e éd., Paris, Dalloz, 1993, p. 281-284 ; Dániel Csatári, *Dans la tourmente. Les relations hungaro-roumaines de 1940 à 1945*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1974 ; Grégoire Gafenco, *Préliminaires de la guerre à l'Est de l'accord de Moscou (21 août 1939) aux hostilités en Russie (22 juin 1941)*, Fribourg, W. Egloff, 1944.
- 2 *Conducător* (c'est-à-dire dirigeant) est un mot roumain dérivé du mot latin *ducere* (diriger) et sa signification ressemble à celle des mots *Führer* ou bien *Caudillo*. *Conducător* fut un titre politique adopté par Ion Antonescu, Premier ministre de Roumanie entre septembre 1940 et août 1944, afin de marquer son statut exceptionnel et ses pouvoirs étendus, quasi dictatoriaux, à la tête de la Roumanie en guerre. Si le roi Michel I^{er} de Roumanie resta le chef de l'état, en fait ce fut Antonescu qui prit la totalité des décisions politiques et militaires. Selon les historiens roumains, le titre de *Conducător* exprima aussi bien les affinités d'Antonescu avec l'Allemagne nazie et le régime particulier qu'il imposa à la Roumanie. Pour une description détaillée de la Roumanie dirigée par Ion Antonescu, voir entre autres Andreas Hillgruber, *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu: die deutsch-rumanischen Beziehungen 1938-1944*, Wiesbaden, Steiner, 1965 ; Dennis Deletant, *Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and His Regime, Romania 1940-1944*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006.

Même si le gouvernement de Bucarest opta pour le maintien de ses relations officielles avec la France³, devenue entre-temps l'État français, le nouveau contexte européen dominé entièrement par l'Allemagne nazie imposa une réorganisation profonde du rôle et des actions des diplomates et des fonctionnaires en poste et suscita des questionnements de déontologie pour chacun, d'un côté comme de l'autre.

Une note rédigée par la direction politique du Quai d'Orsay synthétisa d'ailleurs avec réalisme les transformations intervenues dans les rapports franco-roumains à partir de l'automne 1940 et les domaines où allait se concentrer dorénavant l'attention :

L'avantage actuel de la France est de n'avoir pas été partie à l'élaboration [du nouveau statut de l'Europe centrale et orientale]. Elle a déçu la Roumanie par sa défaite, non par une participation à ce que les Roumains tiennent pour une injustice [c'est-à-dire le démembrement territorial roumain]. Pour beaucoup d'entre eux [la France] représente encore la puissance continentale créditrice de bienfaits dont le souvenir n'est pas perdu. La culture allemande est imposée par les armes. L'italienne est méprisée. La française reste celle des élites roumaines fort capables de comprendre que la puissance de la France était la condition de leur indépendance nationale. Elles ont préféré la domination allemande à la russe, l'occidentale à l'asiatique. Mais rien en Roumanie n'a pu entamer encore sur le plan moral, intellectuel et artistique l'influence française. Sans paradoxe ni candeur, on peut tenir que cette influence est moins affaiblie que purifiée par une abstention politique que les circonstances imposent, mais que le temps remettra peut être en question⁴.

Assurément, en ces difficiles temps de guerre, la culture devint le terrain d'action privilégié de la diplomatie française en Roumanie. En outre, le domaine culturel revêtit une importance politique inhabituelle et inconcevable en temps de paix, puisqu'il permettait aux représentants de la France en Roumanie de jouer un double jeu entre Vichy et la France Libre, masquant sous des apparences inoffensives des initiatives importantes pour le camp de la Résistance.

3 Pour les rapports franco-roumains pendant la première moitié du xx^e siècle, voir entre autres Traian Sandu, *Le Système de sécurité français en Europe centre-orientale. L'exemple roumain 1919-1933*, Paris, L'Harmattan, 2000 ; Maria G. Brătianu, *Roumanie 1938-1940 : vue de France : recherches dans les archives françaises*, Paris, M. Brătianu, 1996 ; Ana-Maria Stan, *La France de Vichy et la Roumanie*, Cluj-Napoca, Académie roumaine, Centre d'études transylvaines, 2007, p. 19-36.

4 Archives du ministère des Affaires étrangères (dorénavant AMAE France), Paris, Fond Guerre 1939-1945 – Vichy, série Z-Europe, dos. 686, f. 188. (Note sur la politique roumaine depuis l'arbitrage de Vienne-30 août 1940, Vichy, 10 octobre 1941.)

Notre étude analysera donc l'activité de la Résistance française dans la Roumanie des années 1940-1944, afin de mettre en évidence son importance dans le panorama général des actions antinazies. En outre, les prises de position de la communauté française de Roumanie ne restèrent pas sans écho parmi l'élite roumaine, puisque plusieurs de ses membres devaient rejoindre la cause des Alliés et combattre aux côtés des Français pour le triomphe des valeurs démocratiques.

CARACTÉRISTIQUES DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE EN ROUMANIE

Brosser le portrait des résistants favorables au général de Gaulle et aux Alliés qui ont œuvré en Roumanie n'est pas une mince affaire. D'abord, il faut noter que la mise en place de la Résistance, tout comme son efficacité ultérieure, a été facilitée par l'existence en Roumanie depuis les années 1920 d'un grand nombre d'organismes français ou francophones et/ou francophiles. En effet, la plupart des structures qui se sont transformées de 1940 à 1944 en véritables et influents « foyers de résistance » formaient un vaste réseau.

La première de ces structures était la Légation de France à Bucarest, qui avait remplacée depuis peu l'ambassade française⁵. De 1940 à 1944, on a vu se succéder à la tête de cette légation d'abord Henry Spitzmuller, en intérimaire – c'est-à-dire au rang de chargé d'affaires –, suivi par les ministres Jacques Truelle et Paul Morand. Si Morand ne cadre pas du tout avec le profil du résistant, bien au contraire⁶, Truelle et Spitzmuller le personnifièrent avec succès. Employés officiellement par Vichy, ces deux diplomates étaient des fonctionnaires fidèles de ce régime dans le nom seulement. En réalité, ils avaient à subir plein de défis, puisqu'ils travaillaient, avec efficacité et discrétion, pour le mouvement gaulliste. Les chefs de mission ne furent d'ailleurs pas les seuls à se rallier à

5 Le 11 septembre 1940, le gouvernement roumain décida de ramener au rang de légation tous ses offices diplomatiques à l'étranger, à cause des circonstances exceptionnelles (voire les changements politiques et territoriales) que la Roumanie traversait. Reçu en audience par Paul Baudouin, ministre français des Affaires étrangères, l'ambassadeur roumain Franasovici annonça la transformation intervenue dans les relations bilatérales et le fait que sa mission prenait fin à la même occasion. En réaction, le gouvernement français décida de mettre en œuvre les mêmes mesures pour son ambassade en Roumanie. Voir Paul Baudouin, *Neuf mois au gouvernement, avril-décembre 1940*, Paris, Éditions de la Table Ronde, 1948, p. 343.

6 Le ralliement de Paul Morand au régime de Vichy et sa réhabilitation ultérieure restent d'ailleurs un « cas » classique dans le grand débat sur les cadres de Vichy. Voir dans ce sens Gavin Bowd, *Paul Morand et la Roumanie*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 56-150. À consulter également l'édition roumaine, révisée et augmentée, de cet ouvrage : Gavin Bowd, *Paul Morand și România*, București, Corint, 2008, p. 89-262.

la cause de la France Libre. D'autres membres du personnel diplomatique, militaire et économique français en poste en Roumanie en firent de même⁷.

Un deuxième noyau de la Résistance française était l'Institut français de hautes études en Roumanie et la Mission universitaire française, qui lui était subordonnée. Inaugurés officiellement en 1924, l'Institut et la Mission avaient travaillé incessamment pour faire rayonner la culture et la langue française en Roumanie⁸. Si les activités de l'Institut français se concentrèrent en priorité sur Bucarest, la Mission universitaire réussit à tisser au fil des ans une véritable toile à travers toute la Roumanie. Ainsi, à la fin de 1940, on comptait 24 membres de la Mission, dont 5 chargés de cours français auprès des universités roumaines, le reste étant des professeurs de français exerçant dans des lycées ou des écoles commerciales de différentes localités. Sous la direction éclairée de Jean Mouton, ces émissaires de la civilisation française s'efforcèrent de « témoigner à la Roumanie que le relèvement de la France s'opère ; la Mission, par son activité, devra assurer aux Roumains que la France continue⁹ ». Cet objectif, qui à première vue reprenait des mots et des idées du régime de Vichy et de son chef, le maréchal Pétain, exprimait en fait l'attachement de la majorité des professeurs de la Mission à la cause gaulliste. Quant à l'Institut français en Roumanie, il avait joué de 1940 à 1944 un rôle paradoxal : d'une part, il « a été en mesure de garder, à l'égard de Vichy, une parfaite indépendance », et, d'autre part, « dans un pays inféodé – bien malgré lui, il est vrai –, aux directives de l'Axe, l'Institut est devenu, pour un grand nombre de Roumains, l'endroit où ils venaient mettre en dépôt leur vraie conscience¹⁰ ».

On retrouvera également des sympathisants de la France Libre dans des organismes culturels et scientifiques privés. Ce fut notamment le cas à l'Institut byzantin de Bucarest – fondé par les assumptionnistes – où se distinguait la figure érudite de son directeur, le père Vitalien Laurent¹¹. Il en allait de même dans les Établissements de Notre-Dame-de-Sion à Bucarest, Iași et Galatzi.

7 Parmi les gaullistes de Roumanie, il faut mentionner les noms du lieutenant-colonel Roland Adolphe Lafaille et du lieutenant-colonel Jean Neuhauser, attachés militaires, de Jean de Lagarde et Jean Basdevant, secrétaires de la Légation française, de Michel Boscoff, consul de France à Brăila, et d'Aristie Hedoin, secrétaire de l'Institut français de Bucarest.

8 André Godin, *Une passion roumaine. Histoire de l'Institut français de hautes études en Roumanie (1924-1948)*, Paris, L'Harmattan, 1998.

9 AMAE, France, Paris, Fond Guerre 1939-1945 – Vichy, série Œuvres, boîte 50, folios sans numéros. (Rapport n° 1419, envoyé à Vichy par la Légation de France à Bucarest, 11 décembre 1940, signé par Jean Mouton.)

10 *Ibid.* (Rapport relatif à l'activité de l'Institut français de hautes études en Roumanie de l'armistice de juin 1940 au 23 août 1944, signé par Jean Mouton.)

11 Jean Darrouzès, « Le père Vitalien Laurent (1896-1973) », *Revue des études byzantines*, t. 32, 1974, p. 3-14 ; *Id.*, « Bibliographie du père Vitalien Laurent », *ibid.*, p. 343-379.

Il ne faut pas oublier non plus les autres résidents de la communauté française de Roumanie, en particulier les hommes d'affaires, dont certains, tout comme le père Laurent, furent surveillés attentivement par les services secrets roumains pour leurs actions pro-gaullistes¹².

Une autre grande particularité qui se dévoile quand on analyse la Résistance française en Roumanie et ses rapports avec la France Libre c'est le manque d'accords officiels signés entre les gaullistes et les autorités ou les représentants roumains, à la différence de ce qui se passait dans d'autres pays de l'Europe centrale et orientale : chez les Tchèques (accord avec la France Libre signé le 7 octobre 1941) ; chez les Polonais (accord signé le 24 octobre 1941) et les Yougoslaves (accord du 12 novembre 1941)¹³.

Enfin et surtout, il faut remarquer que les étapes de rassemblement et d'activité de la Résistance gaulliste en Europe et dans le monde – la France Libre de Londres, le Comité national français et, à partir de 1943, le Comité français de libération nationale – se reflètent dans l'évolution de la situation en Roumanie.

Tout comme ailleurs, il y eut au départ un nombre restreint de prises de position, de ralliements individuels, courageux et aussi quelque peu exaltés, faits sous l'emprise du moment très difficile traversé par la France en mai et juin 1940. Au fur et à mesure que le sort de la guerre se précisa, les adhésions se firent plus massives, de même que les départs vers l'Afrique du Nord. Selon les informations recueillies par les services secrets roumains, en avril 1943, le mouvement gaulliste de Bucarest comptait parmi ses membres 126 Français et 46 Françaises, rassemblées dans une « Union des femmes françaises libres¹⁴ ». C'est aussi autour de cette époque que commencèrent les départs des fonctionnaires de Vichy, résidents en Roumanie, vers les quartiers généraux de la Résistance française.

Le premier diplomate français qui s'évada fut Jean Sauvagnargues, futur ministre des Affaires étrangères, qui se joignit au mouvement du général Giraud à la fin de mois de mars 1943, après une mission d'attaché d'ambassade en

12 Il faut citer ici en particulier les noms des ingénieurs Georges Genies et Guillaume Spitz, employés à la société « Ciment Titan-Turda », qui, selon les rapports des Services secrets roumains, travaillaient pour la coordination du mouvement des Français Libres dans toute la péninsule balkanique. Voir Archives du conseil national pour l'étude des archives de la Securitate (dorénavant CNSAS), Roumanie, dossier D. 013417, f. 79 (note n° 756, 3 février 1943). En juillet 1942, Guillaume Spitz fut proposé pour être décoré par le général de Gaulle pour son activité courageuse en faveur de la France Libre (Archives CNSAS, Roumanie, dossier I 235428, f. 5).

13 Antoine Marès, « La France Libre et l'Europe centrale et orientale. 1940-1944 », *Revue d'études slaves*, 54/3, 1982, p. 305-336.

14 Archives CNSAS, Roumanie, dossier D. 013417, f. 83 (note n° 2792 de 19 avril 1943).

Roumanie commencée en 1941¹⁵. Il fut d'ailleurs suivi peu de temps plus tard par son chef, le ministre Jacques Truelle, qui arriva à Ankara à la fin juin 1943, avant de continuer son chemin vers Alger. Diplomate chevronné, Truelle avait assumé la direction de la légation française de Bucarest en mars 1941 et, à l'époque, il était déjà gagné à la cause gaulliste¹⁶. Tout au long de son séjour à Bucarest, il travailla discrètement pour le camp gaulliste et fut d'une grande utilité aux Alliés. En fait, en mars 1943, quand Jacques Truelle manifesta pour la première fois son intention de se rendre auprès de Massigli à Londres, les Britanniques firent connaître aux Français Libres qu'ils préféraient que Truelle gardât son poste en Roumanie, puisqu'il pouvait fournir des informations précieuses sur l'évolution des événements de l'Europe centrale et orientale¹⁷. Par conséquent, le diplomate continua à s'acquitter de ses attributions à Bucarest, sans pour autant renoncer à attendre le moment propice pour quitter la Roumanie. La chance se présenta le 19 juin 1943, quand Truelle quitta ses collègues de Bucarest pour l'Afrique de Nord *via* la Turquie¹⁸.

En dépit du fait que la Résistance française en Roumanie se soit constituée pas à pas au cours d'un long et difficile processus, l'importance de son rôle ne fut jamais mise en doute. La mission primordiale des Français Libres de Roumanie était de rassembler des informations politiques, militaires et économiques sur les Allemands et leurs mouvements sur le front de l'Est. Ces renseignements étaient ensuite transmis à Istanbul, Beyrouth ou Londres. Cette mission s'accompagnait également de sabotages de certaines industries roumaines travaillant pour le front, par exemple les manufactures textiles. Ainsi, en novembre 1943, les services secrets roumains renforcèrent leur surveillance envers les prisonniers français évadés d'Allemagne qui s'étaient réfugiés en Roumanie. Ces services

15 Le 4 avril 1943, Jean Sauvagnargues écrivit à son chef de mission, le ministre Jacques Truelle : « Monsieur le ministre, je vous écris d'Istanbul et cela appelle une explication et aussi des excuses. Quand je vous ai demandé il y a quelque temps trois semaines de congé pour aller à la montagne conduire ma mère qui se sentait fatiguée, j'avais déjà pris la décision de quitter la légation et me rendre en Turquie. [...] J'ai quitté Bucarest sans esprit de retour et je vais me mettre à la disposition du gén. Giraud. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir aviser le dép. que je me considère comme démissionnaire [...] » (AMAE France, Nantes, Fond Bucarest ambassade, dossier 227, folios sans numéros).

16 A.-M. Stan, *La France de Vichy et la Roumanie*, op. cit., p. 76-84 et p. 153-154 ; Adriana Bichiș, « De Vichy à la Résistance : le cas du diplomate Jacques Truelle », *Studia Universitatis Babeş-Bolyai. Europea*, n° 3, septembre 2012, p. 189-208.

17 AMAE France, Paris, Fond Personnel, 3^e série nominative, dossier 383, folios sans numéros. (Lettre n° CM/562, 15 mars 1943, Londres, adressée par le lieutenant Mella à l'État major particulier du général de Gaulle.)

18 Pour les circonstances du départ de Jacques Truelle de Roumanie et les réactions qu'elle a suscitées dans la société roumaine, voir : A.-M. Stan, *La France de Vichy et la Roumanie*, op. cit., p. 152-159 ; G. Bowd, *Paul Morand și România*, op. cit., p. 91-104 ; Jean Mouton, *Journal de Roumanie, 29 août 1939-19 mars 1946. La II^e guerre mondiale vue de l'Est*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1991, p. 57.

avaient en effet reçu des informations selon lesquelles les Français Libres de Roumanie cherchaient à faire employer dans des entreprises roumaines une cinquantaine d'anciens prisonniers de guerre français comme ouvriers spécialisés dans le textile « afin d'accomplir une lourde action de sabotage¹⁹ ».

Les membres pro-gaullistes de la colonie française de Roumanie étaient obligés de déployer tout leur savoir-faire afin de recueillir des renseignements fiables pour les Alliés et d'entretenir l'idée de leur victoire dans ce pays d'Europe centrale. Leur mission n'était pas sans risques. En premier lieu, ils devaient travailler « en cachette » par rapport au régime de Vichy. En second lieu, ils devaient éviter un grand nombre d'autorités et des fonctionnaires roumains fidèles aux idées de droite et au régime autoritaire d'Antonescu, qui avait choisi de s'associer aux pays de l'Axe. Malgré ces obstacles, les Français Libres de Roumanie ont maintenu un contact étroit et ininterrompu avec la population locale : par conséquent, ils ont réussi à identifier les opposants d'Antonescu et à s'assurer une aide sans faille de la part de ces Roumains pour leurs actions.

On arrive ainsi à d'autres particularités de la Résistance française de Roumanie. Jusqu'en 1943, presque 300 Roumains acceptèrent d'appuyer activement la Résistance française de Roumanie²⁰. Pour la plupart d'entre eux, lutter pour la France Libre signifiait choisir l'Ouest et ses valeurs politiques et civilisationnelles : la démocratie, la liberté de pensée et de parole, la diversité culturelle et religieuse. Cela signifiait aussi s'éloigner à la fois de l'Allemagne nazie et de l'idéologie communiste. Quoique membre de la coalition des nations luttant contre l'Axe, l'URSS était généralement perçue en Roumanie comme une menace pour le pays, du point de vue politique et géostratégique. Rappelons-nous que la Russie communiste avait revendiqué et détaché du territoire roumain la Bessarabie et le Nord de la Bucovine après la chute de la France en été 1940.

Parmi les sympathisants roumains des Français Libres, il existait également une minorité plus favorable aux idées communistes que le reste de la population roumaine. Toutefois, les journalistes et écrivains sympathisants de gauche comme Ion Vinea²¹ ou bien Zaharia Stancu²² constituèrent plutôt

19 Archives CNSAS, Roumanie, dossier D. 013417, f. 132. (Note n° 89921, 16 novembre 1943.)

20 *Ibid.*, f. 83. (Note n° 2792, 19 avril 1943.) Parmi les Roumains pro-gaullistes se trouvait notamment Valentin Al. Georgescu, professeur de français qui servait de liaison entre les Français Libres de l'Institut français et les autres professeurs roumains de l'enseignement secondaire de Bucarest. (*Ibid.*, f. 67 et 77.)

21 Ion Vinea (1895-1964), poète et journaliste roumain. Le journal *Contimporanul*, qu'il dirigea de 1922 à 1932, fut la rampe de lancement de la plupart des écrivains modernistes et avant-gardistes roumains.

22 Zaharia Stancu (1902-1974), écrivain et journaliste roumain, représentant de la culture prolétarienne. En 1942-1943, il a été incarcéré dans le camp de travail de Târgu-Jiu, à cause de ses convictions politiques de gauche. Il a rempli de hautes fonctions culturelles dans la Roumanie communiste : directeur du Théâtre national de Bucarest (1946-1952 et 1958-1968), président de l'Union des écrivains (1947). Lauréat du prix Herder en 1971.

une exception parmi les personnalités roumaines qui fréquentèrent l'Institut français de Bucarest et la Mission universitaire française à cette époque. Par contraste, les Roumains qui participèrent à la Résistance française en France métropolitaine furent, dans leur grande majorité, des partisans incontestables de la cause communiste et souvent des juifs²³.

TYOLOGIES ET ACTIVITÉS DES RÉSISTANTS FRANÇAIS EN ROUMANIE

De 1940 à 1944, la communauté française de Roumanie s'engagea donc, à degrés divers, pour la cause de la France Libre. Si le dynamisme et l'enthousiasme de ses partisans ne font pas de doute, ce n'est qu'en analysant en détail leurs démarches qu'on peut faire ressortir toute leur complexité.

Les ralliements gaullistes de la première heure

138

Dès le 22 juin 1940, la France Libre reçut la première lettre de ralliement à l'appel de Charles de Gaulle en provenance de Bucarest. Elle est signée par Alphonse Dupront, directeur de l'Institut français depuis 1932²⁴. L'attitude de Dupront n'était toutefois pas singulière, car il réunissait autour de lui quatre autres Français qui signèrent aussi cette adhésion à l'appel de 18 juin. Il s'agit de Michel Dard, professeur de la Mission universitaire française et secrétaire de presse auprès de l'ambassade de France, Charles Singevin et Jacques Lassaingne, employés eux aussi dans le service de presse de l'ambassade, ainsi que de Roger Paquelin, administrateur de la Banque commerciale roumaine. Dans ce document, Dupront envisageait déjà pour lui et ses collègues la mise en place d'un double jeu entre Vichy et Londres. Il proposait en particulier de gagner à la cause de la France Libre toutes les personnalités françaises haut placées de Roumanie et de créer dans le pays un centre clandestin pour faciliter les départs vers la Syrie et l'Égypte²⁵. Toutefois, à cause des circonstances, ce projet approuvé par de Gaulle ne se concrétisa pas.

Si Dupront finit sa mission à la tête de l'Institut en octobre 1940 et quitta la Roumanie en mars 1941²⁶, Michel Dard resta à Bucarest tout au long de

23 Voir sur ce point *Români în Rezistența franceză în anii celui de-al doilea război mondial. Amintiri*, București, Editura Politică, 1969 ; Gavin Bowd, *La France et la Roumanie communiste*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 30-39.

24 Alphonse Dupront (1905-1990), historien spécialiste du Moyen Âge. Ancien élève de l'École normale supérieure (promotion 1925). Directeur de l'Institut français de hautes études de Bucarest, en Roumanie, de 1932 à 1940. Président fondateur de l'université Paris-IV Sorbonne (1971-1976), directeur d'études à l'École pratique des hautes études et fondateur du Centre d'anthropologie religieuse européenne de l'EHESS.

25 Jean-Marie Mayeur, « Alphonse Dupront et le général de Gaulle 1940-1941 », *Cahiers Alphonse Dupront*, Paris, PUPS, 1992, p. 2-17 [hors commerce].

26 A. Godin, *Une passion roumaine*, *op. cit.*, p. 120-126.

la guerre. Placé sous l'étroite surveillance des autorités roumaines, comme d'ailleurs tous ses confrères de la Mission universitaire française, il devint l'une des personnalités les plus influentes du mouvement des Français Libres de Roumanie²⁷. Ayant accédé au poste de directeur adjoint de l'Institut français, Dard utilisa fréquemment les conférences qu'il y prononçait pour informer sur les actions de général de Gaulle et faire de la propagande gaulliste parmi ses compatriotes et le public roumain. Parfois, Dard prit comme prétexte l'histoire, par exemple en octobre 1942, quand il parla de la France combattante lors d'une réunion qui célébrait Vercingetorix²⁸. En d'autres occasions, il utilisa la littérature : ainsi, en janvier 1943, Dard présenta les œuvres de Baudelaire, Mallarmé, Valéry, Claudel et Rimbaud et souligna que « ces écrivains doivent être lus par toute la nation française, puisque dans leurs créations ils travaillent pour la cause sainte de la liberté de la France²⁹ ».

Un autre exemple de ralliement précoce à la cause gaulliste est celui de Georges Dementhon, également professeur de la Mission universitaire française en Roumanie. Ayant travaillé un temps comme chargé de cours de français à l'Université de Cernăuți/Tchernowitz, en Bucovine de Nord, il se réfugia à Bucarest après la cession de ce territoire roumain à l'URSS et assumait durant la guerre la direction du Lycée français de Bucarest. Le 26 juin 1940, Dementhon envoya à Londres une lettre individuelle d'adhésion au mouvement gaulliste. En réponse, le général de Gaulle salua son ralliement et lui proposa de devenir le représentant de la France Libre en Roumanie³⁰. Toutefois, si Dementhon n'assuma pas le rôle de coordinateur de la Résistance française, il fut l'un des informateurs les plus réguliers et fidèles des gaullistes. Tout comme son collègue Michel Dard, Dementhon fit de la propagande pour la France Libre à travers ses activités culturelles, son sujet de choix étant la question du pangermanisme et les moyens de le combattre³¹.

Les démarches de l'Institut français et de la Mission universitaire française en faveur du général de Gaulle furent secondées avec succès par celles organisées sous la coupole de l'Institut français d'études byzantines de Bucarest. En effet, les conférences soutenues par son directeur, le père Vitalien Laurent, de 1941

27 Selon certaines sources policières roumaines, Michel Dard « donnait des instructions à tous les Français qui faisaient partie du mouvement des Français Libres du général de Gaulle ». Il avait également des liens avec la Légation des États-Unis, à laquelle il fournissait des documents sur l'espionnage allemand en Roumanie. (Archives CNSAS Roumanie, dossier D. 013417, f. 105 [Fiche informative sur Michel Dard, 10 mars 1948].)

28 Archives CNSAS Roumanie, dossier D. 013417, f. 53 (Note n° 12809, 13 octobre 1942).

29 *Ibid.*, f. 75 (Note n° 491, 23 janvier 1943).

30 AMAE France, Paris, Fond Guerre 1939-1945 – Londres-Alger, série CNF-Londres, dossier 274, f. 3-4 (lettre de Georges Dementhon au général de Gaulle, 26 juin 1940) et f. 7 (lettre du général de Gaulle à Georges Dementhon, 26 août 1940).

31 Archives CNSAS Roumanie, dossier D. 013417, f. 52.

à 1944, transmettaient au public roumain les mêmes convictions antinazies et gaullistes. En parallèle, l'érudit père Laurent utilisa les liens scientifiques qu'il avait tissés au fil de son long séjour en Europe orientale et en Asie Mineure en faveur des Français Libres. À partir d'avril 1943 il fut mandaté par les Français Libres de Syrie pour faire « une intense propagande anti-allemande dans les milieux intellectuels des pays balkaniques » et diffuser les instructions des forces gaullistes dans tous les instituts français culturels et de recherche de la région³².

Les résistants de long parcours

Au sein du réseau si large et divers des membres de la Résistance française en Roumanie, quelques personnalités se détachent particulièrement tant par leur activité que par leur longévité dans le pays. Il s'agit de Henry Spitzmuller et de Jean Mouton, deux personnages clé des rouages des institutions françaises à Bucarest qui adhèrent sans réserve au mouvement de la France Libre et œuvrèrent pour celui-ci tout au long de la guerre.

140

Diplomate de carrière, Henry Spitzmuller arriva en Roumanie en 1938 et y resta jusqu'en 1945, remplissant des fonctions diverses à l'ambassade et ensuite à la Légation de France : secrétaire, conseiller et même chargé d'affaires par intérim pendant l'absence du ministre (d'août 1940 à mars 1941 ; de juin à août 1943 et de mai à août 1944). Il était apprécié par ses collègues de l'Institut français de Bucarest comme un « gentleman cultivé » et un grand mélomane³³. Son élégance et son raffinement impressionnaient, même si sa présence ne faisait pas l'unanimité dans la société roumaine³⁴. Quant à ses qualités professionnelles, le grand nombre des rapports envoyés par Spitzmuller témoigne de sa connaissance approfondie, nuancée de la Roumanie. Ses analyses et comptes rendus étaient tenus en haute estime aussi bien dans le camp des Français Libres qu'à Vichy.

Une note datée décembre 1944 offre des éclaircissements sur l'utilité et l'étendue de son travail pour la cause gaulliste :

[...] au sujet de MM. Spitzmuller, Jean de Lagarde et Basdevant. Ces agents ont, dès l'armistice, ouvertement manifesté leurs sentiments anticollaborationnistes et résistants et ont collaboré tant avec le colonel Neuhauser en Roumanie, qu'avec M. Jouve, puis M. Manac'h à Istanbul. Cette collaboration a donné

³² *Ibid.*, f. 84 (Note n° 2792 SP, 21 avril 1943).

³³ A. Godin, *Une passion roumaine*, *op. cit.*, p. 123.

³⁴ Isidore Isou brosse un des rares portraits, quoique peu flatteur, d'Henry Spitzmuller pendant son séjour à Bucarest : « Un monsieur glabre, mais affecté, certainement blond, certainement alsacien, certainement antipathique, indubitablement goujat [...], avec des habits si bien coupés que cela grinçait, comme si on frottait une glace avec un couteau ; avec des ongles minuscules et polis comme des mots de chinois ; avec des lèvres minces comme si, peureuses, elles voulaient se cacher parmi les rochers des dents jaunes. [...] ». (Voir Isidore Isou, *L'Agrégation d'un nom et d'un messie*, Paris, Gallimard, 1947, p. 178-179.)

son plein rendement grâce aux dispositions prises d'accord avec le colonel Neuhauser lors de son départ pour Beyrouth en novembre 1942. Depuis lors, les services spéciaux ont reçu régulièrement et rapidement des rapports sur la situation politique, économique et militaire de la Roumanie qui ont constitué l'essentiel des renseignements sur les Balkans pour les services de la Présidence du Conseil. Ces informations étaient d'ailleurs également transmises au Commissariat des Affaires étrangères de Londres puis d'Alger, par les soins de M. Manac'h, délégué de la France combattante à Istanbul³⁵.

Si la date exacte de l'adhésion de Spitzmuller au mouvement gaulliste reste encore incertaine, son attachement à cette cause est incontestable, puisque dès novembre 1941 un rapport de la délégation de la France Libre en Turquie le mentionnait comme un informateur fiable et menacé d'être démasqué³⁶. Spitzmuller resta sur place à Bucarest en dépit de discussions régulières sur l'opportunité de se rendre auprès du général de Gaulle. Son rôle d'agent des Alliés atteignit le point culminant début 1943 quand les autorités roumaines exprimèrent les premières velléités de sortie du camp de l'Axe. À l'époque, les armées roumaines, qui, depuis juin 1941, participaient aux opérations militaires en l'URSS à côté des Allemands et des autres pays de l'Axe, avaient subi de grandes pertes humaines et matérielles. L'issue de la bataille de Stalingrad, défaite stratégique capitale pour Hitler, ainsi que les événements militaires d'Afrique de Nord, persuadèrent certains membres du gouvernement de Bucarest qu'il était temps à chercher des alternatives pour la position de la Roumanie sur la scène internationale³⁷.

Spitzmuller encouragea donc, et très vraisemblablement participa aussi, aux côtés de Truelle, à des entretiens répétés avec Michel Antonescu, le ministre roumain des Affaires étrangères. Au cours de ces réunions, qui se déroulèrent au siège de la Légation de France à Bucarest, on évoqua la possibilité d'envoyer un représentant officiel roumain négocier avec les Anglo-Saxons le moment opportun et les conditions d'un renversement d'alliance militaire et politique de la Roumanie. Selon Spitzmuller, les Anglo-Saxons devaient offrir aux Roumains

35 AMAE France, Paris, Fond Personnel, dossier 370, folios sans numéros (télégramme n° 140, 2 décembre 1944, envoyé de Beyrouth à Paris, signé par le colonel Neuhauser).

36 AMAE France, Paris, Fond Guerre 1939-1945 – Londres-Alger, série CNF-Londres, dossier 274, f. 77 (lettre envoyée par la délégation de la France Libre en Turquie à Maurice Dejean, le 3 novembre 1941).

37 Les autorités roumaines comprennent graduellement qu'il existait la possibilité d'un débarquement allié dans les Balkans, évitant ainsi l'entrée de l'Armée rouge sur le territoire roumain et l'expansion implicite du communisme en Europe centrale et orientale. Pour se protéger contre cette menace, les Roumains initièrent des pourparlers avec les Alliés dès l'automne 1942. Voir, sur ce sujet, Andreas Hillgruber, *Hitler, regele Carol și mareșalul Antonescu. Relațiile româno-germane 1938-1944*, București, Humanitas, 1994, p. 205-239.

des garanties territoriales, voire les assurer fermement qu'ils pourraient récupérer les territoires perdus en 1940, pour les déterminer à faire le pas décisif : combattre non pas avec, mais contre Hitler et ses armées³⁸. Quand, le 23 août 1944, la Roumanie quitta finalement l'Axe et s'associa aux Alliés, les circonstances étaient bien différentes et les suggestions de Spitzmuller loin de s'être concrétisées. Son diagnostic restait néanmoins exact sur les intérêts géopolitiques de la Roumanie tout au long de la seconde guerre mondiale. Il confirmait aussi, si besoin en était, son expertise sur les problèmes de l'Europe centrale et orientale, une expertise constamment utilisée par les Français Libres.

142

Le second personnage central dans le réseau de la Résistance française en Roumanie est Jean Mouton, un homme « souple et plein de tact, [...] fin, sensible, affable, [...] un homme de dialogue³⁹ ». D'origine lyonnaise, ce haut fonctionnaire culturel vivait en Roumanie depuis 1938 et dirigea l'Institut français de Bucarest d'octobre 1940 à mars 1946. Auteur d'un très intéressant journal sur son séjour roumain où il évoque ses convictions antinazies, il y reste pourtant assez discret sur ses activités en faveur des Français Libres⁴⁰. Les archives comblent ce vide et nous offrent des détails édifiants à ce sujet.

Le travail de Jean Mouton pour la Résistance couvre deux grands volets. D'une part, il réussit à mobiliser autour de lui l'équipe de l'Institut français et de la Mission universitaire française en Roumanie et à l'utiliser pour diffuser subtilement dans l'ensemble de la communauté française des informations en provenance des gaullistes et des Alliés. Ainsi, en octobre 1941, les services secrets roumains découvrirent que Mouton avait commandé à Beyrouth, par l'intermédiaire de la légation des États-Unis, des brochures gaullistes, qu'il distribua ensuite dans la communauté française et la société roumaine⁴¹. En d'autres occasions, Mouton approuva la multiplication, grâce à la ronéo de l'Institut français, et ensuite la distribution « des textes de la plus grande importance pour le maintien de la résistance morale », tels que « des textes d'Antoine de Saint-Exupéry, Jacques Maritain, Charles Morgan et même de quelques articles de René Payot relatifs à l'attitude de la Russie à l'égard de la Roumanie⁴² ». Véritable plaque tournante, l'Institut français servit également, avec l'agrément tacite de Mouton, de lieu de refuge, puisqu'à plusieurs reprises,

38 AMAE France, Paris, Fond Guerre 1939-1945 – Londres-Alger, dossier 1471, f. 12-17 (lettre de Spitzmuller adressée aux gaullistes, le 10 février 1943).

39 A. Godin, *Une passion roumaine*, op. cit., p. 127.

40 J. Mouton, *Journal de Roumanie*, op. cit.

41 Archives CNSAS Roumanie, dossier I 235428, f. 5 (fiche d'identification et d'information au sujet de Jean Mouton, sans date).

42 AMAE, France, Paris, Fond Guerre 1939-1945 – Vichy, série Œuvres, boîte 50, folios sans numéros (rapport relatif à l'activité de l'Institut Français de hautes études en Roumanie de l'armistice de juin 1940 au 23 août 1944, signé par Jean Mouton).

en 1943 et 1944, il abrita des prisonniers français évadés d'Allemagne. Pour certains d'entre eux, Mouton écrivit des recommandations afin qu'ils soient employés en Roumanie. À d'autres, il facilita le passage vers la Turquie et les Forces françaises libres⁴³.

La deuxième dimension majeure de l'œuvre de Mouton était le recrutement de Roumains pour la cause des Alliés et de la Résistance. Grâce aux différents cours, conférences et événements culturels ou artistiques de l'Institut, Mouton s'était construit un large cercle de connaissances dans la société roumaine. Ces personnes, déjà majoritairement formées à la culture occidentale, voire francophone, devinrent vite des partisans du mouvement gaulliste et parfois des agents de renseignement transmettant des informations sur l'évolution des opérations militaires, la vie politique et les mentalités roumaines en ces difficiles années de guerre. Par conséquent, ils n'hésitèrent pas à seconder Mouton dans ses démarches.

Jean Mouton discuta également avec les sympathisants roumains des Français Libres certains projets particulièrement importants par leur mission et leur envergure. Ainsi, depuis juillet 1942 Mouton multiplia les efforts pour réunir autour de lui une association culturelle, destinée à rapprocher fondamentalement la Roumanie et la France gaulliste et à faire de la propagande en faveur de la littérature et de l'art français. Il eut donc une série de discussions avec des écrivains et journalistes roumains comme Ion Vinea, Păstorel Teodoreanu⁴⁴, Zaharia Stancu, Radu Boureanu⁴⁵ ou des critiques littéraires comme Șerban Cioculescu, ou bien des personnalités culturelles et politiques comme Mihail Ralea⁴⁶. Le groupe tint plusieurs réunions tout au long de 1942 et 1943 et en décembre 1943 ses membres furent sur le point de légaliser leur association, mais l'accélération de la guerre ne le permit pas⁴⁷. Jean Mouton envisagea aussi, en avril 1943, avec l'aide des dames de la haute société roumaine – telles Marthe Bibesco, Eliza Brătianu, Valentina Argetoianu –, de créer une organisation charitable pour secourir les gaullistes et les prisonniers français de Roumanie⁴⁸. Ce projet n'aboutit également qu'à moitié. Il est difficile de déterminer combien

43 Archives CNSAS Roumanie, dossier I 235428, f. 14; J. Mouton, *Journal de Roumanie*, op. cit., p. 58-62.

44 Alexandru O. Teodoreanu, dit Păstorel (1894-1964), avocat, journaliste et écrivain roumain. Grand gourmet et bohème de la société bucarestoise, il est resté célèbre pour ses épigrammes.

45 Radu Boureanu (1906-1997), poète, prosateur, peintre et acteur roumain. De 1936 à 1940, il a dirigé la revue d'art et de tourisme *România*. Sa mère était d'origine française.

46 Mihail Ralea (1896-1964) philosophe, psychologue, sociologue et critique littéraire roumain. Membre du Parti national paysan depuis 1929, il rejoint ensuite l'entourage du roi Charles II et devient ministre du Travail et de la Sécurité sociale en 1939-1940. Favorable aux idées de gauche, il remplit pendant le communisme plusieurs hautes fonctions : ambassadeur aux États-Unis, représentant de la Roumanie auprès de l'UNESCO.

47 Archives CNSAS Roumanie, dossier I 235428, f. 8, f. 13, f. 21 et f. 26-28.

48 *Ibid.*, dossier D 013417, f. 103 (fiche informative sur Jean Mouton, 10 mars 1948).

d'autres plans similaires existèrent, car leurs traces ont été effacées par la volatilité des circonstances de la période 1940-1944.

Si la Résistance française de Roumanie n'a certainement pas fini de nous livrer ses secrets, notre courte incursion dans son milieu nous permet de réaliser un bilan de ses traits distinctifs. Tout d'abord, il faut remarquer l'intensité et la diversité de ses actions, surtout à partir de 1942. Le positionnement géopolitique et militaire de la Roumanie en guerre a permis que Bucarest devienne pendant la seconde guerre mondiale un des relais fondamentaux dans la circulation des informations entre l'Axe et les Alliés. Pour la plupart, les diplomates et les professeurs français en poste en Roumanie ont compris cet enjeu et choisi de lutter contre le totalitarisme avec les moyens qu'ils avaient à leur disposition, en priorité des moyens culturels. On ne doit pas oublier non plus l'apport marquant pour la Résistance des enseignants et chercheurs français travaillant en Roumanie dans divers établissements privés fondés par des ordres religieux, tels les assomptionnistes.

144

De son côté, la société roumaine, francophone et francophile, imprégnée dans ses élites par le modèle de civilisation et de pensée français, qui avait dominé l'Europe depuis le XIX^e siècle, n'hésita pas à se joindre aux actions des Français Libres de Roumanie. On rencontrera donc un grand nombre d'intellectuels et d'écrivains roumains, fins connaisseurs de la vie littéraire, artistique et culturelle française de l'entre-deux-guerres, parmi les adhérents des gaullistes en Roumanie. Aider le mouvement du général de Gaulle fut leur manière de s'opposer aux excès du régime d'Antonescu, à l'association de la Roumanie à l'Axe et d'exprimer leurs options démocratiques et leur admiration pour cette « ville des lumières » qu'est Paris.

La Résistance française en Roumanie représente donc une page intéressante et complexe dans la longue histoire des rapports franco-roumains au XX^e siècle. Elle illustre la solidarité établie entre les Français et les Roumains face à l'épreuve de la guerre de 1940-1944, fait réfléchir aux multiples façons de (sur)vivre sous des gouvernements autoritaires ou bien dictatoriales à l'Ouest et à l'Est de l'Europe. De prochaines recherches, plus approfondies, devront compléter la liste des personnes qui ont participé au mouvement gaulliste en Roumanie et permettre ensuite aux historiens d'établir des comparaisons entre les échos de l'Appel de 18 juin 1940 dans les différents pays de la région d'Europe centrale et orientale.

Catherine Horel

On serait tenté de répondre d'emblée par la négative à cette question. La mémoire de l'Empire des Habsbourg en Hongrie est effectivement problématique et ambivalente selon les événements historiques et les personnages qu'elle concerne. La Hongrie a construit sa conscience collective selon un mode bien différent de celui de la Cisleithanie. Elle suit le modèle de l'État-nation et elle est en cela comparable aux autres constructions de la mémoire historique en Europe centrale (Croatie, Pologne, Bohême). La mémoire de la Monarchie habsbourgeoise ne recoupe donc pas nécessairement les étapes de l'histoire hongroise, et c'est même le contraire qui se produit. Les événements historiques posent problème depuis l'invasion turque et la domination habsbourgeoise (1527-1918). Leur interprétation, et par conséquent leur mémoire, se forment souvent en opposition. Tout se passe comme si l'on formait une mémoire nationale magyare distincte, voire opposée à la mémoire dynastique. Les Hongrois vont donc choisir de mettre en avant leurs souverains nationaux, leurs symboles, face ou contre les éléments de la mémoire historique habsbourgeoise. Il en résulte aussi un culte de la défaite et du malheur qui ne cadre pas avec l'image nécessairement grandiose et triomphante de la Monarchie. Plus on avance dans le XIX^e siècle, plus la construction de la mémoire historique hongroise impose une vision différenciée : ce sont les moments d'opposition et de lutte contre les Habsbourg qui sont définis comme les jalons de la conscience collective. Seuls sont considérés dignes de respect les souverains qui ont préservé le droit d'État et l'indépendance de la diète hongroise : dans ce domaine, c'est Marie-Thérèse qui est sans conteste la seule héroïne habsbourgeoise de la Hongrie avant Élisabeth et pour des raisons autrement plus sérieuses. Son appel à la noblesse hongroise lors de la guerre de succession d'Autriche est une incontestable réussite politique : elle se fait couronner à Presbourg le 25 juin 1741 avec dans les bras son fils Joseph, héritier du trône, et acquiert immédiatement le soutien de la diète qui jure de lui donner « *vitam et sanguinem* ».

La révolution de 1848 est à cet égard paradigmatique car elle crée un modèle fondé sur l'exigence de liberté et de fin de la domination étrangère qui est

ensuite périodiquement réactivé lorsque la nation entre en rébellion. Cette image de la nation révoltée et en armes devient un élément constitutif de la mémoire historique. Elle marque durablement les mentalités au XIX^e siècle et fonctionne de nouveau en 1956.

146

Dans ce contexte, la représentation du souverain est contrastée. La monarchie élective hongroise s'oppose au droit divin des Habsbourg. Le roi n'a pas été choisi par la nation. L'élection de Ferdinand en 1527 est contestée car seule une partie de la noblesse vote pour le Habsbourg. En tant que frère de la reine Marie dont l'époux, Louis II Jagellon, vient de mourir sur le champ de bataille de Mohács le 29 août 1526, il peut certes prétendre au trône de Hongrie. La noblesse croate se range derrière lui : cette fidélité parfaitement légitime sur le moment est plus tard construite comme un élément constitutif de l'opposition entre Hongrois et Croates, ces derniers étant présentés comme « vendus » aux Habsbourg et prêts à poignarder dans le dos les Hongrois. Une autre partie de la noblesse choisit le prétendant « national », János Zápolyai, voïvode de Transylvanie, qui est prêt à accepter la suzeraineté turque. L'image d'un monarque « national » renvoie au précédent roi transylvain, Mathias Corvin (1457-1490), et ravive les souvenirs d'un règne brillant. La construction de l'image des Habsbourg en tant que souverains étrangers non désirés par la nation est contemporaine des événements mais elle fait système dans la mémoire collective par la suite. Cette dépréciation n'a jamais touché les Jagellon et encore moins les Anjou. Ni les uns, ni les autres, n'ont régné à l'époque de la construction du sentiment national : ils ont été élus par l'ensemble de la noblesse. L'image positive des Jagellon se double de celle de la fraternité traditionnelle entre Hongrois et Polonais. Le choix du prince transylvain participe également de la construction de l'image de la Transylvanie comme refuge de l'identité hongroise car la province garde son autonomie sous l'occupation turque. Le protestantisme qui s'y développe librement complète la panoplie des représentations de la Transylvanie en tant que berceau des vrais Magyars, les Sicules, dont l'adhésion à la religion réformée renforce le caractère d'indépendance par rapport à la Monarchie des Habsbourg. C'est d'ailleurs en Transylvanie que sont déclenchées les insurrections contre les Habsbourg et notamment celle dont l'initiative revient au prince Ferenc II Rákóczi en 1703-1711. Rákóczi doit fuir vers l'Empire ottoman et personnifie dès lors et avant Kossuth, la figure de l'exilé victime de l'arbitraire habsbourgeois. La Monarchie est volontiers vue comme un prédateur de l'indépendance nationale, voire une puissance colonisatrice ainsi que le thématise l'historiographie communiste des années 1950.

Selon l'attitude qu'ils adoptent vis-à-vis de la Hongrie, les Habsbourg entrent, ou non, dans le panthéon national hongrois¹. Mais François-Joseph pose problème : largement haï au lendemain de 1848, il finit par imposer sa figure tutélaire au pays.

AVANT 1918 : UN SOUVERAIN MAL-AIMÉ

La légende noire de François-Joseph est construite durant et au lendemain de la révolution et de la guerre d'Indépendance hongroise. Après une reconnaissance des droits légitimes de la nation par les lois constitutionnelles d'avril 1848, la Monarchie se ressaisit et redresse la barre. Cette évolution est personnifiée par le nouveau monarque, François-Joseph I^{er}, qui succède le 2 décembre 1848 au faible Ferdinand I^{er}. L'éducation militariste et profondément conservatrice du jeune souverain le prédispose peu à admettre les exigences des Hongrois dans un contexte où la Monarchie est ébranlée par la contestation nationale dans plusieurs de ses territoires (Italie, Bohême). Le fait que des officiers et soldats de l'armée impériale aient fait défection pour combattre la dynastie constitue pour François-Joseph un crime impardonnable. La guerre qui se déroule à partir de l'automne 1848 contre la Hongrie est menée sur deux fronts : une offensive des troupes impériales d'une part, une guerre de harcèlement de la part des régiments de la frontière militaire, d'autre part. Ces derniers sont mus par une exigence semblable à celle des Hongrois, fondée sur le droit d'État croate et l'union avec les Serbes de Voïvodine. Ils sont entrés en rébellion contre Budapest dès le mois de juin 1848. Leur défaite en septembre libère les troupes hongroises qui tiennent tête aux Impériaux jusqu'en mai 1849 : François-Joseph fait alors appel à la « solidarité des trônes », selon l'expression de Victor-Lucien Tapié, et appelle en renfort des troupes russes. Ce faisant, il ajoute un élément négatif supplémentaire à son portrait : les Hongrois ont pour tout ce qui vient de l'Est – forcément barbare – une détestation profonde. Être encerclés et battus par des forces venant à la fois de l'Ouest et de l'Est constitue le traumatisme majeur des pays d'Europe centrale – Autriche comprise – et renforce chez les Hongrois le syndrome d'isolement et l'angoisse de la disparition. Si François-Joseph ne peut pardonner aux officiers rebelles, les Hongrois ne peuvent davantage pardonner au roi d'avoir voulu les faire disparaître. En effet, dans les mois qui suivent la défaite de Világos (13 août 1849), ce sont non seulement les principaux responsables civils et militaires qui sont exécutés, mais encore la nation dont l'intégrité territoriale est morcelée. On crée ainsi un double martyrologe :

1 L'installation en Hongrie de la branche palatine de la famille contribue beaucoup à rapprocher les Habsbourg de la nation.

les Treize martyrs d'Arad représentent la nation blessée. Le droit d'État est bafoué par la nouvelle organisation administrative, de plus fortement germanisatrice.

Face à François-Joseph, dont aucune représentation caricaturale n'est tolérée, se construit l'image inverse des martyrs et des exilés au premier rang desquels le Premier ministre Lajos Batthyány, exécuté le 6 octobre 1849, et Lajos Kossuth, parti en exil. Des représentations des Treize martyrs d'Arad et les portraits de Batthyány et Kossuth sont affichés discrètement dans les foyers, la célèbre *Kossuth-nóta*² et d'autres chansons se transmettent. On porte ostensiblement des chapeaux ressemblant à celui de Kossuth, les hommes se font tailler la barbe de la même manière³. Mais la mémoire habsbourgeoise se construit également afin de signifier aux Hongrois leur vassalité. Un monument est érigé sur la place Saint-Georges devant le château royal, pratiquement à l'endroit où le général Heinrich Hentzi et 418 de ses hommes ont perdu en la vie en défendant Buda reprise par les Hongrois le 21 mai 1849. Il est inauguré le 11 juillet 1852 par François-Joseph en personne à l'occasion de l'une de ses premières visites dans le pays⁴. D'emblée, le mémorial est vu comme une provocation par les Hongrois : après la signature du Compromis de 1867, des manifestations ont régulièrement devant le monument pour demander sa destruction. En 1899, finalement, François-Joseph autorise le déplacement du *Hentzi-Denkmal* dans une école de cadets de l'armée impériale. Il est immédiatement remplacé par un autre à la gloire des Honvéds dont le roi avait préalablement admis l'érection.

La normalisation des relations induite par le Compromis de 1867 change durablement l'image du souverain : il effectue de fréquentes visites en Hongrie et son mariage en 1854 avec Élisabeth de Bavière a adouci la figure du monarque oppresseur. L'enthousiasme affiché par la reine pour la Hongrie contribue indéniablement à ce retournement, même si l'opinion publique la préfère à son époux. Il y a ainsi en Hongrie bien plus de représentations d'elle que de François-Joseph. La seule statue encore existante du souverain en Hongrie est un buste exposé dans la galerie qui entoure la place de la cathédrale de Szeged. La reine, en revanche, a encore sa statue à Budapest, Esztergom et Makó. La diffusion d'une image positive de François-Joseph passe effectivement par

2 Ágnes Deák, « The Birth of a Kossuth nóta », dans László Péter and Martin Rady (dir.), *Resistance, Rebellion and Revolution in Hungary and Central Europe: Commemorating 1956*, London, Hungarian Cultural Centre London, UCL, 2008, p. 113-119. Je cite d'après le manuscrit de l'article aimablement fourni par l'auteur.

3 Catherine Horel, « La Hongrie sous le néoabsolutisme autrichien (1849-1859) », dans Jean-François Chanet, Annie Crépin, Christian Windler (dir.), *Le Temps des hommes doubles. Les arrangements face à l'occupation, de la Révolution française à la guerre de 1870*, Rennes, PUR, 2013, p. 62.

4 Catherine Horel, *Histoire de Budapest*, Paris, Fayard, 1999, p. 144. Voir aussi Michael L. Miller, « A Monumental Debate in Budapest: The Hentzi Statue and the Limits of Austro-Hungarian Reconciliation, 1852-1918 », *Austrian History Yearbook*, 40, 2009, p. 219.

ses séjours dans le pays que la presse relaie et illustre de portraits. Les jalons majeurs de cette popularisation du roi sont tout d'abord le couronnement du 8 juin 1867, prélude au Compromis. François-Joseph manifeste par là sa volonté de réconciliation – les condamnés sont amnistiés et les exilés rentrent progressivement dans le pays – et annule les mesures répressives prises à l'encontre de la Hongrie après 1849. Le Compromis, consacre d'une part, le respect du droit d'État, et d'autre part, la réalisation des lois constitutionnelles de 1848. Les jubilés de 1888, 1898 et 1908 sont autant d'occasions de diffuser à grande échelle l'image du souverain, ternie toutefois par l'assassinat d'Élisabeth en septembre 1898. Mais les malheurs subis par la famille impériale lui gagnent aussi la sympathie de l'opinion d'autant que l'archiduc Rodolphe, décédé en 1889, et Élisabeth étaient notoirement favorables à la Hongrie. Toutefois la présence médiatique de François-Joseph en Hongrie est considérablement moindre qu'en Autriche. Ainsi le jour de son anniversaire, le 18 août, est invariablement marqué en Cisleithanie : les journaux en font leur une, le plus souvent illustrée d'un portrait. En Hongrie, en revanche, la nouvelle est en pages intérieures et occupe rarement plus de quelques lignes où l'on mentionne les cérémonies organisées à Vienne et dans la ville d'édition du quotidien. La diffusion de la loyauté dynastique est ambiguë en Hongrie car l'autonomie accordée en vertu du Compromis la transforme de plus en plus en un État-nation et c'est ce dernier qui est valorisé. Ainsi la série de volumes consacrés à la Monarchie dont la réalisation a été initiée par l'archiduc Rodolphe⁵. Le concept qui sous-tend l'entreprise est en effet d'essence dynastique et veut montrer que la Monarchie est un tout indivisible composé de différentes entités dont l'unité est assurée par la personne du souverain et les piliers du système que sont l'armée, l'administration, et les églises⁶. *Die österreichisch-ungarische Monarchie in Wort und Bild* est certes traduite en hongrois, mais elle est concurrencée par la fabrication d'une série dédiée uniquement aux pays de la couronne de saint Étienne. L'entreprise est lancée en vue de la célébration du Millénaire de la Hongrie en 1896. Sous le titre de *Magyarország vármegye és városai [Les Villes et les comitats de Hongrie]* paraissent à partir de 1896 des volumes consacrés à chaque comitat ainsi qu'à la Transylvanie, la Croatie-Slavonie et Fiume.

Les fêtes du Millénaire sont conformes à l'ambiguïté instaurée par le Dualisme : l'exaltation du sentiment national hongrois est tolérée par François-Joseph, qui

5 La plupart des volumes ont été publiés après la mort de Rodolphe, l'ensemble est paru entre 1886 et 1902. (Christiane Zintzen, *Die österreichisch-ungarische Monarchie in Wort und Bild: aus dem Kronprinzenwerk Erzherzog Rudolf*, Wien, Böhlau, 1999.)

6 Catherine Horel, « Die Habsburgermonarchie: ein transnationaler Erinnerungsort? », dans Liechtensteinisch-Tschechische Historikerkommission (dir.), *Liechtensteinische Erinnerungsorte in den böhmischen Ländern*, Vaduz, Verlag des historischen Vereins für das Fürstentum Liechtenstein, 2012, p. 38.

se déplace pour leur ouverture et à plusieurs reprises durant l'année millénaire. De même, le roi est présent à Budapest lors de l'inauguration de chaque bâtiment représentatif : tout se passe comme s'il récupérerait au profit de la Monarchie tous les éléments dont les Hongrois veulent faire au contraire des manifestations de leur génie propre. En effet, le roi est assimilé dans les représentations à un nouvel Árpád, le conquérant de 1896, afin de renforcer sa légitimité⁷. Il rassemble alors en sa personne les deux figures fondatrices : Árpád et saint Étienne, ce dernier ayant déjà été réintégré au panthéon habsbourgeois depuis le début des années 1860 : Vienne autorise alors les Hongrois à célébrer de nouveau sa fête le 20 août par la tenue de la traditionnelle procession. L'une des réalisations les plus emblématiques des festivités du Millénaire est la construction de la place des Héros à Budapest (ce nom lui a été donné en 1932). Là encore se combinent histoire magyare et respect dynastique dont l'ambivalence s'inscrit dans l'espace urbain au travers d'un ensemble architectural prestigieux destiné à servir de livre d'histoire et d'édification. La place et le monument sont dessinés par Albert Schickedanz. Le jeune sculpteur György Zala est chargé de la statuaire⁸. Le monument est terminé en 1901, de même que l'obélisque et l'archange, mais les autres statues vont être progressivement ajoutées à partir de 1905. Le monument qui se dresse aujourd'hui encore au centre de la place est hautement symbolique. Le groupe central se compose d'un socle orné des statues équestres d'Árpád, et des six chefs des tribus hongroises. Au milieu se dresse un obélisque surmonté de la statue de l'archange Gabriel portant la couronne hongroise et la croix de saint André. On a donc là une illustration de la conquête du territoire et de son évangélisation. Le discours se complique sur les deux colonnades semicirculaires qui ferment la place, en laissant une ouverture vers le parc Városliget. Les colonnades sont coiffées d'allégories : d'un côté la guerre, le travail et l'abondance, et de l'autre, la paix, la science et la gloire. En dessous, les espaces entre les colonnes abritent les grands personnages de l'histoire hongroise et habsbourgeoise. Les quatorze personnages prévus à l'origine étaient les rois de la dynastie arpadienne : saint Étienne, saint Ladislas, Kálmán le Lettré, André II, Béla IV ; les rois angevins : Charles Robert et Louis le Grand ; le prince transylvain János Hunyadi et son fils le roi Mathias Corvin ; enfin les Habsbourg Ferdinand I^{er}, Charles III, Marie-Thérèse, Léopold II et François-Joseph. Les premiers à être achevés sont Ferdinand I^{er} et Léopold II en 1905, puis François-Joseph à l'occasion du jubilé de 1908 (soixante ans de règne).

7 Katalin Sinkó, « Árpád versus Saint István. Competing Heroes and Competing Interests in the Figurative Representation of Hungarian History », dans Tamás Hofer (dir.), *Hungarians between « East » and « West »*. *National Myths and Symbols*, Budapest, Museum of Ethnography, 1994, p.9.

8 Zala a déjà réalisé le mémorial des *Honvéds* de 1848 érigé sur la colline du château.

Il est représenté en tenue de général et le bas-relief sculpté en dessous figure le couronnement de 1867. Suivent Marie-Thérèse, installée en 1911 et Charles III (VI selon la titulature hongroise) en 1912⁹. Lors de l'éclatement de la première guerre mondiale, il manque encore un roi hongrois, cinq bas-reliefs et les six chefs de tribus. Albert Schickedanz meurt en 1915 et Zala est commissionné pour achever l'ensemble. La république des Conseils (mars-août 1919) se livre à une rage iconoclaste contre les Habsbourg et notamment François-Joseph, dont la statue est détruite, les autres sont enlevées pour être fondues mais l'effondrement du régime bolchevique annihile ce projet.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES : L'AMIRAL HORTHY COMME RÉINCARNATION DE FRANÇOIS-JOSEPH

Si les Hongrois ont été *a priori* plus favorables au successeur de François-Joseph, Charles I^{er} (IV), on peut y voir deux raisons majeures : Charles, bien que membre de la famille Habsbourg, n'est pas compromis dans la répression de 1848 ; succédant à son grand-oncle en pleine guerre, il est parfaitement conscient de la nécessité de maintenir l'équilibre de l'Empire et se montre par conséquent bienveillant à l'égard de la Hongrie : il parle très bien la langue et se montre volontiers à la population. Il ne tarde pas à se faire couronner à Budapest afin de prouver sa bonne volonté. Mais après l'effondrement de la Monarchie, les deux révolutions, la contre-révolution et le démembrement du pays en vertu du traité de Trianon (4 juin 1920), les Hongrois ne sont plus disposés à accepter les Habsbourg comme souverains. À deux reprises en 1921, Charles tente de reprendre son trône de roi de Hongrie, mais il a devant lui un homme qui se conçoit volontiers comme le continuateur de François-Joseph sous des traits magyars. Le régent, l'amiral Horthy, n'est pas disposé à lui céder le pouvoir. Cet échec peut être interprété de deux façons : soit la Hongrie a définitivement tourné la page habsbourgeoise et n'accepte plus les prétentions de la dynastie sur son destin national, soit elle a trouvé en Miklós Horthy un avatar satisfaisant qui préserve à la fois le royaume et le sentiment national¹⁰. En effet, le parti légitimiste en Hongrie est peu crédible et divisé : il préconise le retour du roi couronné Charles, ou à défaut, l'élection d'un membre de la branche palatine.

Horthy se veut manifestement le continuateur de François-Joseph, précisément ancré dans une vision traditionnelle du pouvoir. Il exprime dans ses mémoires sa nostalgie de l'ancien monarque dont il a été l'aide de camp entre 1909 et 1914. Il avoue en outre s'être souvent demandé – dans certaines situations de l'exercice du pouvoir – ce que François-Joseph aurait fait à sa place. Horthy lui-même

⁹ András Gerő, *Der Heldenplatz als Spiegel ungarischer Geschichte*, Budapest, Corvina, 1990.

¹⁰ Catherine Horel, *L'Amiral Horthy. Régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014.

s'attache à promouvoir le souvenir de François-Joseph. Il a accroché le portrait qu'il a peint du souverain dans son bureau à Kenderes, sa résidence privée, ce dont plusieurs photographies témoignent. Il participe personnellement au dépôt du masque mortuaire de François-Joseph au Musée national de Budapest le 22 novembre 1926. Le discours qu'il prononce pour le dixième anniversaire de la mort du souverain témoigne de sa dévotion personnelle et d'une évidente nostalgie de l'Empire.

Que ses dernières années aient été étouffées par le fracas des armes et que la violence d'un ouragan ait précipité le trône et le pays dans le malheur, n'était pas sa faute. Avec une admiration respectueuse et dévouée je rends hommage à sa mémoire, moi qui ai été choisi par la Providence pour passer cinq ans auprès de lui. Il était l'homme le plus noble, le plus bienveillant et le plus chevaleresque qu'il m'a été donné de rencontrer. Seule sa sagesse a pu maintenir les intérêts divergents des peuples de la Monarchie. [...] Nous avons pu obtenir le masque mortuaire de notre bienheureux souverain. Et nous l'accueillons maintenant dans le sein de nos reliques nationales, afin qu'à chaque anniversaire de sa mort tous ceux qui l'ont servi, puissent venir en pèlerinage et que ceux qui l'ont contrarié lui en demandent pardon¹¹.

152

Il est certain que les derniers cités sont dans l'esprit de Horthy les dirigeants hongrois du Parti de l'indépendance et les nationalistes magyars qui ont « contrarié » le souverain par une surenchère permanente. Toute l'ambiguïté du rapport entre l'Autriche et la Hongrie est résumée ici, de même que la crise d'identité vécue – chacune à sa manière – par les deux pays après 1918.

Faute d'idéologie dynastique ou impériale, c'est l'ancienne Hongrie qui va servir de système de références à son régime, dont le socle est le christianisme. Le régime instauré par Horthy a été qualifié par l'historien conservateur Gyula Szekfű de « néobaroque ». L'idéologie officielle met en avant les modes de vie traditionnels de la noblesse et aspire à retrouver les valeurs morales de la génération des fondateurs de l'ère du Compromis, mais en mettant de côté leur réformisme et surtout le libéralisme. La figure tutélaire de cette construction identitaire est le saint roi Étienne et on assiste à la promotion des autres grandes figures de la dynastie arpadienne et des saints hongrois (Louis, Élisabeth). Ce ne sont ainsi pas les Habsbourg qui sont considérés comme responsables de la catastrophe de 1918, mais les gouvernements libéraux issus du Compromis. Cette conception fait partie de l'attirail du réformisme conservateur théorisé entre autres par Szekfű dans son livre fondateur de la pensée politique du régime

¹¹ Edgar von Schmidt-Pauli, *Nikolaus von Horthy. Admiral, Volksheld und Reichverweser*[1936], Hamburg, I. P. Toth-Verlag, 1942, p. 233.

paru en 1920 : *Három nemzedék* [Trois générations], complété en 1934 par *És ami utána következik* [Et ce qui s'ensuit]. Dans le premier ouvrage, il met en valeur l'héritage intellectuel du comte Széchenyi opposé au radicalisme de Kossuth. La dynastie des Habsbourg, placée logiquement au-dessus des partis politiques, est dédouanée et réhabilitée.

Dans cet esprit, les statues des Habsbourg sont replacées dans les niches de la colonnade de la place des Héros. L'ensemble est finalement achevé en 1929. Zala a continué à y travailler avec d'autres sculpteurs à partir de 1926. On a ajouté au centre, devant le monument à Árpád, un caveau où repose un soldat inconnu de la Grande Guerre. La statue de François-Joseph est refaite et l'on choisit de le représenter vêtu du manteau du couronnement. Contrairement à ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie, les représentations des Habsbourg, figuratives ou symboliques, n'ont pas été l'objet d'une entreprise de *damnatio memoriae*, au contraire, ce qui peut paraître paradoxal au vu du contentieux de 1848 et même des expériences antérieures.

Dans la littérature, c'est également une image positive qui transparait. On peut la comparer dans une certaine mesure à celle de l'Autriche, bien qu'elle soit toutefois moins abondante dans ce domaine. Les écrivains hongrois et autrichiens, mais aussi croates, si l'on pense à Miroslav Krleža, ont puisé leur inspiration dans le riche fonds de commerce de la Monarchie défunte. La plupart des grands auteurs d'alors sont nés dans les années 1880, ils ont grandi et vécu l'essentiel de leur vie adulte sous l'ère dualiste, ce qui est également vrai pour le régent Horthy, né en 1868. Or leurs œuvres les plus significatives, tout comme pour Robert Musil, Joseph Roth, Stefan Zweig ou Heimito von Doderer, sont écrites et publiées après l'écroulement de la Monarchie. Tout se passe comme si la catastrophe avait libéré leur force créatrice et donné naissance aux meilleurs témoignages sur l'Empire *post mortem*. Sans que l'on puisse vraiment parler de mythification, leurs récits ravivent le souvenir du « temps heureux de la paix » (*boldog béke idő*) et utilisent la Monarchie des Habsbourg et ses composantes comme des référents qui interviennent en permanence et qui sont compris tels quels par les lecteurs. Ce « monde d'hier » fait de paix et de prospérité finit par véhiculer une nostalgie puissante partagée de part et d'autre de la Leitha par des intellectuels appartenant au même univers mental (*Lebenswelt*)¹². Le principal représentant hongrois de cette tendance est sans aucun doute Gyula Krúdy. Son œuvre regorge en effet d'allusions à la Monarchie et singulièrement à François-Joseph, qui est tour à tour mythifié ou moqué, avec bienveillance

12 Gabriella Hima, « Selbst- und Fremdbilder in der ungarischen Literatur », dans Wolfgang Müller-Funk (dir.), *Kakanien revisited. Das Eigene und das Fremde (in) der österreichisch-ungarischen Monarchie*, Tübingen, Francke, 2002, p. 162.

néanmoins, toutes ces références étant mises sur le même niveau de discours. Il est ainsi présenté alternativement comme « *Erster Kavalier Europas* » et figure paternelle dont les messieurs adoptent la *Kaiserbart*, ce qui constitue une mutation intéressante depuis la barbe à la Kossuth de l'après 1848 ! Sa figure sert en outre de réclame à divers produits associés pour toujours à sa personne comme par exemple les cigares Virginia. On retrouve cette utilisation aujourd'hui, toutes proportions gardées, dans certains des anciens territoires de l'Empire (Hongrie, Croatie, Galicie). Le mythe François-Joseph s'étend pour être associé à la politesse, aux habitudes vestimentaires et surtout culinaires, à l'ordre et à la permanence de la dynastie, autant de composantes définies par Stefan Zweig dans *Le Monde d'hier*¹³ et qui sont explicables par le regret des auteurs pour leurs années de jeunesse. Les bouleversements subis en Hongrie en 1918-1920 jettent une lumière rétrospective sur l'époque dualiste. La mise en exergue de ces valeurs prosaïques, ces références au quotidien, et non de la grandeur et de la signification de la Monarchie sur la scène internationale est révélatrice d'une part, du déclin relatif de cette dernière au tournant du siècle, d'autre part, de la pénétration du mythe dans l'opinion publique et de sa proximité avec les citoyens qui a sans doute été une de ses principales caractéristiques. Presque chaque habitant d'une ville moyenne de l'Empire a pu avoir au moins une fois dans sa vie l'occasion de voir le souverain lors de l'une de ses visites. Au-delà des débats historiographiques, c'est aussi cette image qui s'est maintenue et il n'était pas rare de trouver dans les maisons le portrait du roi côtoyant celui des martyrs d'Arad. Le souvenir de François-Joseph comme bourreau de la révolution de 1848 s'est progressivement effacé au profit de la stabilité de sa figure tutélaire qui semblait vouée à l'éternité.

APRÈS 1945, DU TABOU AU RENOUVEAU

L'interprétation de la période habsbourgeoise a subi des variations durant le régime communiste. Jusqu'à la mort de Staline en 1953, c'est une vision caricaturale qui a dominé – et ce dans tous les pays du Bloc –, stigmatisant la maison des Habsbourg comme un pouvoir impérialiste et colonisateur coupable d'avoir étouffé le génie hongrois et surtout d'avoir empêché le développement du pays vers le socialisme. Tous les personnages et les événements de l'histoire nationale sont passés à la moulinette de cette simplification. Les révoltes contre les Habsbourg sont ainsi réinterprétées comme des efforts pour se libérer de

13 Stefan Zweig, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un européen*, Paris, Belfond, 1982. En allemand, *Die Welt von Gestern. Erinnerungen eines Europäers*, Frankfurt-am-Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1984.

cette oppression et progresser vers l'avenir radieux du communisme. Dans cette optique, c'est la figure de Kossuth qui est exaltée en opposition à celle de François-Joseph dont la légende noire est réactivée.

Tout comme dans la période précédente, le monument de la place des Héros sert de révélateur à ces changements radicaux. Durant les combats du siège de Budapest (décembre 1944-février 1945), les statues de Léopold II et Marie-Thérèse sont détruites. Au lendemain de la prise du pouvoir par le Parti communiste, les statues des autres souverains Habsbourg sont ôtées de la colonnade et détruites. Elles sont systématiquement remplacées par celles de leurs opposants hongrois : le prince de Transylvanie István Bocskai, chef de l'insurrection de 1604-1606¹⁴, remplace ainsi Ferdinand ; Gábor Bethlen, autre prince transylvain, prend la place de Charles VI ; Imre Thököly, l'un des meneurs de l'insurrection de 1690, celle de Marie-Thérèse ; Ferenc II Rákóczi celle de Léopold. Le message ne saurait être plus clair : on y lit l'affirmation de l'identité transylvaine et l'exaltation de la lutte contre les Habsbourg dont le point culminant car strictement exact sur le plan chronologique est la substitution de François-Joseph par Lajos Kossuth. Cette démarche consiste également à élaborer une théorie national-communiste en récupérant certaines figures de la noblesse hongroise en les présentant comme des serviteurs de la nation. Le protestantisme hongrois qui a joué un rôle très important dans la construction de l'identité nationale n'est traité que dans son aspect anti-habsbourgeois.

Le moment le plus représentatif de ce nouveau cours est la commémoration du centenaire de la révolution de 1848 qui sert de base narrative au régime qui peine à se mettre en place. L'interprétation de 1848 par le Parti veut faire de la révolution un événement précurseur de la démocratie populaire dont les deux buts principaux sont la suppression du féodalisme et la libération de la domination étrangère¹⁵. Le centenaire livre les enseignements suivants : les liens entre l'indépendance nationale et l'ascension sociale des travailleurs ; la présentation de Kossuth comme l'esprit démocratique de la révolution en lutte contre les forces de la réaction habsbourgeoise et russe ; la différence entre le régime tsariste oppresseur et l'Union soviétique ; enfin l'importance de l'unité nationale des ouvriers et des paysans dans la guerre d'indépendance¹⁶. La commémoration de la révolution de 1848 est une occasion idéale d'affirmer

14 La statue a depuis été déplacée de nouveau et se trouve sur le rond-point Kodály (*Kodály-körönd*).

15 Catherine Horel, « La tradition révolutionnaire dans l'imaginaire urbain de Budapest », *Culture et Musées*, hiver 2008, p. 41.

16 György Gyarmati, *Március hatalma, a hatalom márciusa. Fejezetek március 15. ünneplésének történetéből* [La Puissance de mars. Le mars du pouvoir. Études sur l'histoire des célébrations du 15 mars], Budapest, Paginarium, 1998, p. 101.

le national-communisme : le poète Sándor Petőfi et Mihály Táncsics sont redéfinis comme appartenant à la tendance « plébéienne-démocratique » (*plebejus-demokratikus*), et toute l'expérience de 1848 est résumée en une lutte pour l'indépendance nationale menée par Kossuth et autres « politiciens éminents » (*kiemelkedő politikusok*). Mais le rôle le plus important est cependant joué par la « noblesse civilisatrice » (*polgárosuló nemesség*), dont idéologie n'était pas antidémocratique, mais semblable à celle des mouvements d'Europe occidentale¹⁷. Cette analyse date cependant de la fin des années 1960, alors que l'on s'achemine déjà vers une revalorisation du rôle des grands réformateurs du XIX^e siècle tels que László Teleki, István Széchenyi, Miklós Wesselényi, Lajos Batthyány, József Eötvös et László Szalay. Il n'en était pas encore ainsi en 1948 où seuls Petőfi, Táncsics et Kossuth ont été glorifiés¹⁸.

Les changements d'interprétation interviennent en tout premier lieu dans le domaine de l'histoire économique, grâce aux démographes et aux statisticiens qui commencent vers la fin des années 1960 à contredire la vulgate du régime en montrant des résultats chiffrés incontestables. Là encore, on atteint une certaine convergence avec les intentions du régime Kádár qui promulgue en 1968 le « nouveau mécanisme économique ». Les historiens György Ránki et Iván T. Berend sont les principaux promoteurs de cette réévaluation. Il faut attendre la décennie suivante pour que l'histoire sociopolitique, plus sensible et par conséquent plus étroitement surveillée, s'émancipe des schémas simplificateurs. Les tabous tombent alors les uns après les autres. Les Hongrois appellent ironiquement cette époque la « nouvelle K. u. K. », faisant référence à la libéralisation intervenue sous Kádár et à la politique menée en Autriche par le chancelier Bruno Kreisky¹⁹. C'est à partir de là que nombre d'intellectuels dérapent dans la nostalgie habsbourgeoise dont Vienne est certes le centre mais qui comporte une annexe importante à Budapest²⁰. La question de la place de la Hongrie dans la Monarchie des Habsbourg est progressivement mais profondément revisitée par l'historien Péter Hanák, qui se sait suffisamment protégé par les autorités pour avancer ses thèses. Il démontre que la Hongrie a largement profité de la période du Compromis ; il s'intéresse en outre à la contribution essentielle au développement de la Hongrie de deux groupes

17 Catherine Horel « La récupération des cultures nationales : le cas de la Hongrie », dans Jean-François Sirinelli, Georges-Henri Soutou (dir.), *Culture et guerre froide*, Paris, PUPS, 2008 p. 27-38.

18 Zsuzsa Bánóczy, « Köztéri szobrok, pályázatok » [« Statues et concours »], dans *A fordulat évei 1947-1949. Politika, képzőművészet, építészet* [Les Années du tournant. Politique, arts plastiques, architecture], Budapest, 1956-os Intézet, 1998, p. 273.

19 Péter Hanák, *Ragaszkodás az utópiához* [L'Attachement à l'utopie], Budapest, Liget, 1995, p. 230.

20 Catherine Horel, *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009, p. 291.

dont l'étude est alors négligée par le régime pour des raisons idéologiques : les Allemands et les juifs. Ces travaux ouvrent la voie à une discussion plus large sur l'héritage habsbourgeois, rendue possible par une considérable libéralisation du régime dans les années 1980.

Les Hongrois sont ainsi à la pointe de la redécouverte de la *Mitteleuropa* dont la nostalgie touche leurs intellectuels et leurs écrivains. L'opinion publique répond avec enthousiasme à ce phénomène qui permet de retrouver une période incomparablement plus positive que l'expérience vécue des deux totalitarismes. Le tourisme prend le relais et met en avant les figures de François-Joseph et surtout d'Élisabeth. János Kádár finit par être lui aussi touché par cette évolution et tout comme le roi a bénéficié d'un « oubli » relatif de la répression de 1848, le dirigeant communiste est exonéré de celle de 1956. Budapest retrouve son statut de concurrente de Vienne, les publications d'ouvrages d'art, voire même certains livres plus savants – dont ceux de Hanák, décédé en 1993 –, disparaissent des librairies en quelques jours au tournant des années 1990. La révolution de 1848 et la période du Compromis continuent de mobiliser l'intérêt général et la nation se partage toujours selon la polarisation classique entre partisans de Kossuth (la gauche) et partisans de Szechenyi (la droite), même si le discours ultranationaliste de Viktor Orbán emprunte aussi au radicalisme du premier et tente de brouiller ces références traditionnelles. Trois épisodes récents ont alimenté ce débat : le film d'István Szabó, *A Taste of Sunshine*, consacré en 2001 à la saga d'une famille juive dont la première partie met en lumière l'âge d'or de l'assimilation, a été plébiscité par le public. Durant le premier gouvernement Orbán (1998-2002), un film biographique sur István Szechenyi a été commandé et doté d'un gros budget²¹. La qualité du traitement historique mais aussi artistique a été violemment mise en cause par l'opposition, à tel point que le réalisateur a dû modifier la fin qui était un non-sens historique (il présentait la mort du héros dans son hospice de Döbling en 1861 comme un assassinat perpétré par la police autrichienne sur ordre de François-Joseph, alors que le comte Szechenyi s'est suicidé dans un accès de dépression) ; le même gouvernement a présidé à la création d'une fondation publique vouée aux recherches sur l'Empire austro-hongrois – un cas unique dans la région – mais dont les activités restent confidentielles bien que l'Institut ait été « récupéré » dans un premier temps par les gouvernements socialistes (2004-2010) et sa direction confiée à un historien opposé au gouvernement actuel²². Certaines des conférences proposées par l'Institut se déroulent à la Maison de la terreur

21 *A hídember [L'Homme du pont]*, film de Géza Bereményi en 2002. Le titre fait référence à l'initiative de Szechenyi de faire construire le premier pont suspendu de Budapest.

22 <http://www.habsburg.org.hu/main_hu.php>.

(*Terror háza*) dont la direction est en revanche très proche de Viktor Orbán, ce qui révèle les paradoxes non seulement de la Hongrie actuelle, mais aussi de son rapport à son passé habsbourgeois.

SECONDE PARTIE

**L'Allemagne de Jean-Paul Bled :
de la Confédération germanique
à la République de Berlin**

L'Allemagne face au Concert européen
(1815-1918)

NAISSANCE DE LA GERMANOPHOBIE FRANÇAISE ? L'OPINION PUBLIQUE ET LA CRISE DE 1840

Renaud Meltz

Londres fut le foyer d'un incendie qui embrasa les esprits européens pendant l'été 1840, à propos de ce qu'il était convenu d'appeler la Question d'Orient. Le 15 juillet 1840, dans la capitale britannique, l'habile Palmerston obtint des anciens alliés coalisés contre la France impériale, la signature d'un traité avec l'Empire ottoman. Le texte arbitrait en faveur du sultan le conflit qui l'opposait à son ambitieux vassal, le vice-roi d'Égypte Méhémet-Ali¹. Un an plus tôt, à la bataille de Nezib, le 24 juin 1839, Méhémet-Ali avait prouvé la supériorité de ses armes et sa capacité à soustraire durablement la Syrie à l'Empire ottoman, voire à menacer l'existence de la Sublime Porte, au détriment de l'équilibre européen.

En dépit de l'Entente cordiale entre les monarchies libérales, les Puissances avaient tenu Paris à l'écart de leur convention qui attribuait la Syrie à Constantinople. La doctrine de non-intervention dans les affaires d'un pays tiers, défendue généralement par la France et la Grande-Bretagne libérales, avait été récusée par Londres, inquiet que l'affaiblissement de l'Empire ottoman profitât à Paris ou Saint-Petersbourg. À Londres, en 1840, les Français étaient écartés du Concert européen, comme ils l'avaient été en 1815, à Vienne, au lendemain des Cent Jours.

L'Entente cordiale subissait un sérieux accroc². Pourtant, l'acrimonie française ne visa pas seulement la Grande-Bretagne : la France, humiliée par le règlement de la Question d'Orient, chercha une compensation sur le Continent. Ses ambitions méditerranéennes contrecarrées par les Puissances, les traités de 1815 semblaient contrevenir plus que jamais à ses « frontières naturelles ».

1 Sur cet administrateur et homme de guerre d'origine albanaise (1769-1849), qui s'éleva au rang de vice-roi d'Égypte puis s'émancipa du sultan, et les prolégomènes à la crise d'Orient, voir Eugène Rogan, *Histoire des Arabes, de 1500 à nos jours*, Paris, Perrin, 2012, et la thèse de Jérôme Louis, *La Monarchie de Juillet et la question d'Orient*, soutenue sous la direction de Jean Tulard et Jacques-Olivier Boudon à l'EPHE en 2004.

2 Pour l'aspect franco-britannique de la question, je me permets de renvoyer à Renaud Meltz, « Vers une diplomatie des peuples ? L'opinion publique et les crises franco-anglaises des années 1840 », *Histoire, économie, société*, 2/2014, « Morale et diplomatie au XIX^e siècle », juin 2014.

La vindicte française cibra Vienne et Berlin, autant que Londres, et le Rhin devint l'horizon où porter un désir de revanche. Les patriotes français espéraient trouver en Allemagne un terrain favorable pour propager leurs discours et leurs actes révolutionnaires. Cet article se propose d'explorer cette espérance, dont la déception nourrit une germanophobie française naissante.

164

Sans minimiser les antagonismes nés des guerres révolutionnaires, la crise de 1840 marque probablement le véritable acte de naissance en France de la germanophobie moderne, en France. Naissance décalée de près d'un demi-siècle avec l'invention du sentiment national allemand, construit dans le rejet de l'Empire napoléonien. Depuis le congrès de Vienne, la nationalité allemande n'avait pas cessé d'évoluer à distance du modèle politique de la citoyenneté française ; nationalisme et libéralisme divergeaient tendanciellement. Même dans les parties occidentales et méridionales de la Confédération germanique, qui avaient connu le Code civil napoléonien, l'attachement aux libertés héritées de la présence française et l'exaspération du sentiment national se développaient dans un rapport complexe, mais plus étroit que jamais, avec la Prusse et l'Autriche. Certes, les puissances conservatrices réprimaient les revendications libérales et nationales allemandes ; mais elles constituaient aussi un rempart contre les inquiétantes prétentions révisionnistes de la monarchie de Juillet³. En 1831, puis en 1832, l'intervention des troupes françaises n'avait-elle pas décousu un pan du traité de Vienne, en permettant l'émancipation de la Belgique ? Certes, le gouvernement français n'avait pas répondu aux appels à annexer la Belgique, ni à recouvrer les frontières du Rhin. Casimir Périer avait rafraîchi les aspirations des patriotes français et étrangers : « nous ne concédons à aucun peuple le droit de nous forcer à combattre pour sa cause, et le sang des Français n'appartient qu'à la France⁴ ». Restait le désir de libérer les patriotes allemands de leurs chaînes, étroitement lié à l'ambition d'agrandir la France, au-delà des limites que les Puissances lui avaient assignées en 1815.

Les gesticulations françaises et la susceptibilité allemande à ces rodomontades ne sont pas nées *ex nihilo*, dans l'explosion de l'été 1840. Les questions polonaises et italiennes offraient depuis 1830 de nombreuses occasions de blâmer les Puissances d'Europe centrale. En Orient, la crise couvait depuis longtemps, depuis la guerre de libération grecque, à vrai dire, conclue par l'intervention franco-anglaise, qui avait porté un coup fatal à la flotte ottomane, en 1827. La bataille de Navarin avait dévoilé et aggravé la faiblesse de l'Empire ottoman

3 Philippe Sagnac, « La crise de l'Occident et la question du Rhin. Essai sur l'esprit public en France et en Allemagne, 1830-1840 », *Revue des études napoléoniennes*, n° 16 et 17, 1919 et 1920.

4 Déclaration à la Chambre du 31 mars 1831, citée par Laurent Theis, *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, p. 540.

et les déséquilibres de la mécanique européenne. La France tirait partie de ces nouveaux rapports de force en soutenant les ambitions de Méhémet-Ali.

La contestation française des traités de 1815 visait périodiquement le Rhin. En janvier 1840, le représentant de la France à Munich mesurait la tension entre les proclamations libératoires des Français et les inquiétudes allemandes :

Les discours prononcés dans nos Chambres, et dans lesquels plusieurs de nos orateurs parlaient de reconquérir les frontières du Rhin, avaient soulevé de toutes parts les susceptibilités allemandes et le patriotisme germanique. [...] Plusieurs articles de journaux, empreints d'une grande amertume, avaient même opposé à cette revendication des frontières du Rhin les bizarres prétentions de l'Allemagne sur l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté. Toutes les gazettes allemandes avaient été d'accord sur ce point⁵.

L'explosion de mécontentement bravache, anti-britannique et germanophobe, prit toutefois une ampleur inédite, à l'annonce du traité du 15 juillet 1840. Les ouvrages qui traitent de la crise franco-allemande de 1840 résument en général l'embrasement des opinions au duel des poètes qui en ont été les hérauts respectifs. D'un côté, Nicolas Becker, l'anonyme greffier du tribunal de Bonn, que *Le Rhin allemand* propulsa brutalement à une célébrité comparable à celle de son illustre adversaire poétique, Alfred de Musset, qui répondit de son côté par les vers que l'on sait : « Nous l'avons eu, votre Rhin allemand / Où le père a passé, passera bien l'enfant ».

Au lendemain de la Grande Guerre, Philippe Sagnac a posé la question de ce qu'il appelait, encore imprégné de la terminologie de la monarchie de Juillet, « l'esprit public⁶ ». Mais l'opinion semblait aux historiens une pulsion qu'il était inutile de documenter systématiquement : elle était ramenée à des élans irrationnels ou des idéologies partisans, mécaniquement déployées. Avec des accents encore pré-démocratiques, on opposait volontiers la raison des décideurs à l'irresponsabilité de l'opinion. Le vicomte de Guichen, dans sa monographie sur la crise orientale, parue en 1921, opposait la sagesse du gouvernement français à la déraison d'une « une opinion publique favorable à une cause chevaleresque⁷ ». Après-guerre, Henry-Thierry Deschamps a renouvelé l'historiographie avec son chef-d'œuvre d'érudition, qui considérait l'opinion française face à la Belgique, à l'occasion de la crise de 1840. L'étude systématique de la presse parisienne et du Nord de la France manifestait que les opinions extrêmes étaient surreprésentées dans les journaux ; même le pacifisme

5 Cité par Anna Owsinska, *La Politique de la France envers l'Allemagne à l'époque de la monarchie de Juillet, 1839-1848*, Wrocław, Zakład narodowy im. Ossolińskich, 1974, p. 40.

6 Ph. Sagnac, « La crise de l'Occident et la question du Rhin », art. cit.

7 Vicomte de Guichen, *La Crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe*, Paris, Émile-Paul, 1921, p. VII.

supposé de la presse gouvernementale versait dans un extrémisme belliciste⁸. L'auteur en déduisait sévèrement l'incapacité de l'opinion publique à se saisir de questions internationales sans tomber dans les antagonismes nationaux. Il est vrai que les réflexions théoriques faisaient encore défaut, du côté de l'histoire des relations internationales, pour identifier cette espèce de dissonance cognitive qui permet à l'opinion de se démultiplier, entre ses manifestations d'exaspération, lors d'une crise, et ses croyances fondamentales, plus stables. Plus élaborée, plus inerte, cette opinion latente évolue cependant à l'occasion des crises qui nourrissent et altèrent les images que les peuples se font les uns des autres⁹.

C'est l'hypothèque qu'il faut lever en préalable, pour considérer l'influence de l'opinion française dans la crise de 1840 et comprendre son inflexion anti-germanique : dans quelle mesure peut-on parler d'opinion publique dans cette époque immédiatement antérieure à la naissance d'une culture de masse, alors que le pays légal se réduisait à quelques 200 000 personnes et que la circulation de la presse, quoiqu'en plein essor, était bornée par les limites de l'instruction (la moitié de la population était alphabétisée) et des moyens économiques du public (quelque 100 000 abonnés à un journal) ?

L'objet de cet article est de montrer que la flambée de colère, exprimée dans la presse et les lieux publics, a donné à l'opinion publique française une conscience inédite d'elle-même, de son existence et de son poids, dans les relations internationales.

Les dirigeants ont joué de cette opinion, tout en appartenant eux-mêmes au tissu conjonctif qui fait la trame et unifie la réalité évanescence de l'opinion publique, par-delà ses variations idéologiques ou sociales.

Pourtant, la crise alimenta le décalage entre l'opinion et les dirigeants français ; ces derniers encouragèrent l'expression du mécontentement du public contre le traité de Londres, avant de désertir le terrain du discours belliqueux. Pas de quoi convaincre l'opinion de la capacité de la monarchie de Juillet de remettre en cause l'ordre de 1815.

8 Henry-Thierry Deschamps, *La Belgique devant la France de Juillet : l'opinion et l'attitude françaises de 1839 à 1848*, Paris, Les Belles lettres, 1956, p. 65.

9 Pierre Milza, « Opinion publique et politique étrangère », dans *Opinion publique et politique extérieure*, Milan/Rome, Università di Milano/École française de Rome, 1981, t. 1, 1870-1915, p. 663-687.

L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE SE SAISIT DE LA QUESTION ORIENTALE ET SOUHAITE
SUSCITER UNE OPINION EUROPÉENNE EN FAVEUR DE SES CONCEPTIONS LIBÉRALES

La crise de 1840 a vu se déployer ce que les politistes appellent une opinion publique sur l'international (OPSI)¹⁰. Elle ne se manifestait pas pour la première fois en 1840, mais elle s'institua de façon décisive dans cette longue excitation contre l'Angleterre et les puissances germaniques, dans une campagne de presse inédite par son ampleur, sa continuité et le nombre de titres concernés, de la fin juillet à la fin du mois d'octobre 1840, lorsque Guizot remplaça Thiers aux affaires. La crise, européenne, donne aussi l'occasion de sonder les prolégomènes d'une opinion publique internationale (OPI). Aussi ténue soit sa réalité sociale, limitée par la faiblesse de l'espace public européen, l'opinion publique française comptait sur cette OPI pour faire droit à ses revendications ; cela suffit à la faire exister dans le domaine des discours et des représentations.

Car l'opinion publique est d'abord une réalité discursive chez ceux qui s'en réclament pour fonder leur légitimité, ou prétendre la faire, dans la France de la monarchie de Juillet. Ce discours est porté par au moins trois institutions : l'exécutif, le législatif et la presse, laquelle s'adosse à des discours savants, qui promeuvent la publicité des débats en matière de politique étrangère.

En ce qui concerne le discours d'État, les politistes, comme Dominique Reynié, considèrent que l'État a favorisé l'avènement d'une opinion publique pour mieux interdire au peuple de manifester dans les lieux publics¹¹. Ce qui n'est pas contradictoire avec l'analyse des historiens, qui voient dans la pratique du contrôle des esprits la preuve d'une méfiance à l'égard de l'opinion publique¹². Fractionnée, irrationnelle, dangereuse, l'opinion exige que l'on mette en place des pratiques de surveillance : l'opinion publique est un moindre mal, pour légitimer un État représentatif sans le déstabiliser, que le peuple manifestant dans la rue.

Les Chambres de l'État libéral, à défaut d'être élues par l'ensemble du peuple, portaient également un discours sur l'opinion publique : elle prétendaient faire droit à ses préoccupations, y compris sur les questions internationales.

Entre dire et faire l'opinion, la presse tenait le discours le plus bavard sur la question, et sa propre légitimité à représenter l'opinion. La presse d'opposition consacrait une large partie de ses colonnes à tenir un discours sur l'identification de l'opinion publique à ses thèses, contre le pays légal. Autrement dit, la presse

10 Bertrand Badie, *Le Diplomate et l'Intrus. L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Paris, Fayard, 2008.

11 Dominique Reynié, *Le Triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du xvi^e au xx^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 1998.

12 Pierre Karila-Cohen, *L'État des esprits. L'invention de l'enquête politique en France (1814-1848)*, Rennes, PUR, 2008. L'enquête se limite aux questions domestiques.

serait le peuple verbalisé. Quant au reproche d'éclatement de l'opinion, dans les questions de politique étrangère, la presse soutient qu'il n'y a plus, en matière d'opinion publique, d'esprit de parti, mais une opinion unanime. Les journaux gouvernementaux, de leur côté, espèrent modeler le public, en l'informant de leurs vues.

L'exigence de publicité des affaires étrangères conférant un poids à l'opinion dans l'élaboration d'une politique extérieure se construit sur des discours théoriques. Du côté français, il s'agit moins d'un discours normatif, que d'un constat : Pierre-Louis Roederer a théorisé l'importance croissante de l'opinion dans la vie politique, et élaboré des instruments pour mesurer cette opinion au bénéfice de Napoléon. Guizot, dans son opposition à la Restauration, et à la peine de mort pour des motifs politiques, constatait que la source de l'autorité était désormais répandue dans le public ; il souhaitait d'ailleurs moins en convaincre le pouvoir que « le public » pour « établir dans l'opinion ce qui ne pénétrera que si tard dans les faits »¹³.

168

Sur le plan normatif, les réflexions les plus ambitieuses arrivent d'abord d'outre-Manche. En 1839, la traduction française du *Plan d'une paix universelle et perpétuelle* que Jeremy Bentham avait écrit en 1789 met en discussion la nécessité d'une publicité des débats et des traités, en matière de relations internationales, pour fonder la paix. Le projet de Bentham repose sur la création d'une Diète ou Tribunal de la paix, réunissant les représentants des États ; ses « opinions » prendraient force de loi par leur seule publicité, pourvu, précisait le penseur anglais, que la liberté de la presse soit garantie dans l'ensemble des États¹⁴. Sans que l'on sache s'il faille établir de relation de causalité, Victor Considerant publie l'année suivante un ouvrage qui appelle à la création d'un « Congrès d'Unité », pour stabiliser l'équilibre européen né des traités de 1815 et de la pratique des congrès, politique d'amitié entre les peuples pour laquelle la France se connaît un vocation particulière : « la *Politique de l'Humanité* est la vraie *Politique nationale* de la France¹⁵ ».

S'il est difficile d'évaluer l'écho trouvé par ce texte en France, l'OPSI française ne relevait pas seulement d'une réalité discursive, mais aussi d'une réalité sociale, capable de se déployer grâce aux nouveaux moyens techniques de communication et d'information.

13 Pour Roederer, voir Lucien Jaume, *Échec au libéralisme, Les jacobins et l'État*, Paris, Kimé, 1990, avec de larges extraits du texte de Pierre-Louis Roederer, *Du gouvernement représentatif* ; pour François Guizot, *De la peine de mort en matière politique*, Paris, Béchét, 1822, p. V, voir Pierre Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Hachette, 1987, p. 203.

14 Julien Cazala, « Jeremy Bentham et le droit international », *Revue générale de droit international public*, 2005, n° 2, p. 363-387.

15 Victor Considerant, *De la politique générale et du rôle que la France joue en Europe*, Paris, Perrotin, 1840, p. 74.

La réalité sociale de l'opinion publique a suscité une abondante littérature depuis l'ouvrage fondateur d'Habermas, *L'Espace public*, publié en 1962. Sans entrer dans la controverse, on ne peut contester la politisation nouvelle de la société française, grâce aux débats des Chambres, ni l'existence d'un nombre inédit de lecteurs de journaux, sous la monarchie de Juillet, la presse faisant une large place aux affaires étrangères. En dépit de leur imparfaite représentativité, les Chambres contribuaient à la formation d'un espace public intéressé aux questions internationales, qui suscitaient la plus grande animation des débats et provoquaient la plus grande affluence des députés¹⁶. Des phénomènes de vases communicants valident l'hypothèse d'une efficacité sociale des débats parlementaires : pendant la crise de 1840, la Préfecture de Police observe que les esprits se calment avec la convocation des Chambres¹⁷. Quant à la dénonciation de la discussion publique des affaires étrangères, elle devient un lieu commun, chez les doctrinaires, de Rémusat à Broglie : les dirigeants adhèrent clairement à la thèse d'une réalité sociale de l'opinion publique¹⁸.

Elle repose sur une dilatation sans précédent de l'espace public. Sur le plan médiatique, la monarchie de Juillet correspond à une croissance rapide du nombre de titres de journaux (quelque 230), de leurs tirages (148 000 exemplaires cumulés), de leurs abonnés et lecteurs, grâce à des circuits peu visibles de diffusion, tels que les cabinets de lecture ou les cafés. La rumeur, de surcroît, dessine un espace public plus large que celui formé par le cercle essentiellement urbain des lecteurs de la presse. Si les journaux patriotes et légitimistes, extrêmes dans leur hostilité au gouvernement, montrent un reflet déformé des sentiments belliqueux de l'ensemble du public pendant la crise d'Orient, le préfet de police donne à voir des signes d'émotion populaire dans un public plus large que celui des lecteurs de cette presse. La surveillance policière offre à l'historien une revue des lieux où s'élabore cette rumeur publique. Le 19 octobre 1840, au paroxysme de la crise :

hier, on a demandé à plusieurs reprises *La Marseillaise* dans tous les théâtres, et le parterre et le paradis de répéter l'air exécuté par l'orchestre ; ce soir encore on remarquait dans les rues de nombreux groupes d'ouvriers et d'étudiants chantant le même air [...] et tenant de mauvais propos¹⁹.

16 Louis Girard, William Serman, Édouard Cadet, Rémi Gossez, *La Chambre des Députés en 1837-1839*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1976, p. 152.

17 AN, F7 3890.

18 Charles de Rémusat, *Mémoires de ma vie*, présentés et annotés par Charles H. Pouthas, Paris, Plon, 5 vol., t. 4, 1962, p. 54. Voir Laurent Theis, *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, p. 548 pour l'hostilité de Broglie.

19 AN, F7 3890, le 19 octobre 1840.

La presse, elle-même, déborde le registre du discours, en donnant à voire les objets qui matérialisent l'émotion publique pendant la crise d'Orient. *Le National* se réjouit des figurines qui popularisent ses thèses :

Il vient de paraître chez les marchands de curiosités une caricature politique en plâtre, à laquelle les circonstances assurent un grand succès. Une espèce de géant à quatre têtes : anglaise, autrichienne, cosaque et prussienne, recule avec effroi devant un petit fantassin de la ligne qui croise énergiquement sa baïonnette contre le monstre *quadricéphale* en criant : *à moi France!* Ce groupe est composé avec infiniment d'esprit et attire la foule qui, dans ses commentaires, n'épargne pas les signataires du traité de Londres²⁰.

170 On trouve un écho de cette émotion publique dans les correspondances privées ; Alfred de Musset mêle aux récits de ses conquêtes amoureuses celui de l'émotion collective du moment. Quelques mois avant de publier *Le Rhin allemand*, le poète se situe dans le ton des manifestations de l'opinion publique en croyant qu'elle doit et peut peser dans le jeu diplomatique : « J'oubliais de vous parler de la Question d'Orient. Vous savez qu'on a chanté *La Marseillaise* à l'Opéra. C'est une démonstration hardie mais vigoureuse. Il est à croire que cela donnera à réfléchir aux quatre puissances²¹ ».

L'OPSI se manifeste sous bien d'autres formes sociales, encore, de prises de parole : les bulletins de partis, les pétitions envoyées aux Chambres ou au roi qui permettent aux populations écartées du suffrage de s'exprimer, les manifestes, les souscriptions populaires, les banquets, « cette solennelle manifestation de l'opinion publique » selon la presse d'opposition. Et puis les paroles de chanson, les manifestations spontanées, au théâtre, dans la rue, ou les fluctuations de la Bourse, indices de l'évaluation collective de la probabilité de guerre, tout cela qui donne du crédit à la thèse d'une réalité sociale de l'OPSI française²².

Qu'en est-il, enfin, de l'existence d'une OPI ? L'opinion française, lors de la crise de 1840, s'abstrait-elle d'une logique nationale pour considérer le problème selon une logique transnationale ? Existe-t-il des fractions d'opinions nationales qui sympathisent lors de la crise, et préfèrent une logique idéologique, voire religieuse, à la logique nationale ? Une double impulsion,

20 *Le National*, 2 septembre 1840.

21 Léon Séché, *La Jeunesse dorée sous Louis-Philippe : Alfred de Musset, de Musard à la reine Pomaré, la Présidente*, Paris, Mercure de France, 1910, p. 337, lettre du 4 octobre 1840.

22 Le 11 septembre 1840, par exemple, l'ambassade britannique à Paris considère que le péril d'une guerre augmente parce que « la Bourse a chuté ces derniers jours de 10 ou 11 % [...]. L'état de la Bourse est en général un si bon indicateur de ce qui se passe dans le Conseil, qu'il n'est pas tout à fait impossible que le Président ait en vue un "coup d'éclat" dont il est capable » (Public Record Office, Foreign Office 27, 605, dépêche du 11 septembre 1840).

de la presse d'opposition, et du gouvernement, cherche à susciter un tel mouvement d'opinion. Pour la première fois, peut-être, depuis la propagande révolutionnaire, la crise de 1840 conduit les dirigeants français à contrebalancer la coalition des Puissances en jouant de la crainte du peuple en armes, mais aussi à susciter une OPI qui arbitrerait le différend européen en faveur de la France. Le cabinet de Thiers espère des opinions publiques du Nord de l'Europe qu'elles pèsent contre leurs propres gouvernements et se rallient à l'étendard tricolore. *Le Temps*, journal gouvernemental proche de Thiers, tout en soutenant que l'opinion française est assez forte pour affronter le péril de guerre, considère que « la France est influente et redoutable, parce qu'elle est généreuse et désintéressée » – comprendre, capable de susciter un mouvement d'opinion publique internationale en sa faveur²³.

Mais l'opinion n'est pas un outil parfaitement docile dans les mains du gouvernement. Thiers n'ignore pas qu'il manie une matière instable, susceptible de déborder la sphère virtuelle de l'espace public, pour devenir le peuple agissant, passant de la possibilité d'opiner à la capacité de s'insurger, contre le gouvernement français comme en direction des monarchies non représentatives. À vrai dire, on observe moins l'émergence d'une opinion publique internationale pendant la crise de 1840 que l'expression, très minoritaire, dans les franges démocratiques des sociétés européennes, d'un refus des peuples d'être opposés entre eux, consubstantiel au refus d'être privés, pour chacun d'entre eux, du droit de vote et de la possibilité de peser sur leur politique étrangère.

Le souhait d'une publicité des décisions se prolonge en exigence d'une démocratisation de la prise de décision. La politique étrangère, pour les démocrates, doit se conformer aux vœux du peuple et suppose, par conséquent, « de modifier la Charte, et d'enlever au pouvoir royal le droit exclusif qu'il possède aujourd'hui de faire les traités de paix et d'alliance » ainsi que le suffrage universel²⁴.

Les réformistes du « banquet de Châtillon », qui n'ont pas eu le droit de se réunir à Paris, en pleine crise d'Orient, entendaient rendre sensible, sur la place publique, l'opinion ignorée du peuple. La revendication du droit du peuple à décider de son sort, y compris en matière de politique étrangère, allait de paire avec une protestation contre le régime. La diplomatie des rois est injuste, ne serait-ce que parce qu'elle n'est que celle des rois, proteste l'un des orateurs. En bons héritiers de Kant et de son opuscule fondant la « paix perpétuelle » sur la généralisation d'un régime républicain (1795), la gauche républicaine souhaite

²³ Le 4 août 1840.

²⁴ *Le National*, 15 août 1840.

fonder la paix sur une démocratie universelle, obligeant à une diplomatie des peuples, forcément pacifique. Telle est la conclusion du *National* quand il relate le banquet de Chatillon :

[le peuple] a les traditions de gloire; il a de plus le sentiment de fraternité qui doit unir entre elles toutes les nations. Il veut la grandeur du pays; mais cette grandeur n'est pas pour lui l'esprit turbulent des conquêtes; cette grandeur, il la fonde sur une organisation à laquelle l'égalité préside à l'intérieur, que l'alliance démocratique assure et garantit au dehors²⁵.

172

Cette association pacifique des peuples industriels, au fondement de l'« Unité européenne », que le fouriériste Victor Considerant appelle de ses vœux dans *De la politique générale et du rôle que la France joue en Europe*, est favorablement accueillie par la presse de Thiers. *Le Temps* du 3 août 1840 publie une recension élogieuse de ses thèses, perçues comme le meilleur moyen de défendre pacifiquement les conceptions internationales de la France²⁶. De fait, Considerant assigne à la France le rôle prépondérant dans la construction de cette Europe des peuples, que les cabinets européens ne pourraient empêcher si « les dix principaux Journaux de la capitale » menaient une campagne de presse unanime pendant trois mois, en agitant la menace de « lâcher sur eux la Guerre et la Propagande²⁷ ».

La crise de 1840 permet de vérifier l'existence d'une opinion publique se saisissant des questions internationales, voire d'une OPI, prête à se muer en peuple insurgé dans le paroxysme de la tension internationale. Mais il faut la considérer avec un esprit de nuance quand elle se saisit d'un objet comme l'Allemagne, aussi éclaté dans son existence politique que dans les représentations et les espoirs qu'il anime en France.

LES DEUX ALLEMAGNES DE L'OPINION FRANÇAISE : AMIE DE LA LIBERTÉ FRANÇAISE OU GARANTE DE L'ORDRE EUROPÉEN

Il existe naturellement plusieurs Allemagne pour l'opinion française, en tant que réalités politiques distinctes, de l'Autriche la moins libérale aux États à vocation constitutionnelle de l'Ouest et du Sud. La Prusse tient une place

²⁵ *Le National*, 1^{er} septembre 1840.

²⁶ « Bien que le nom de M. Victor Considerant se trouve pour ainsi dire indissolublement lié aux progrès d'une théorie sociale à laquelle on peut sans injustice adresser quelques incriminations d'utopie, nous avouons n'avoir rien rencontré dans ce traité de politique générale qui ne portât le cachet d'une idée éminemment praticable et rationnelle ».

²⁷ V. Considerant, *De la politique générale et du rôle que la France joue en Europe*, op. cit., p. 107-108.

centrale, à tous points de vue, dans les représentations de l'opinion publique française : intermédiaire, sur l'échelle du libéralisme, et capitale, sur le plan géopolitique et militaire, dans l'hypothèse envisagée d'un affrontement, comme puissance rhénane²⁸.

Si la Prusse et l'Autriche, avec la Russie et l'Angleterre, reforment le glacis antifrançais de la Sainte-Alliance (c'est l'analyse géopolitique assez universellement partagée par les commentateurs et les élites²⁹), l'opinion publique française se construit d'abord en regardant vers Londres, avant de considérer le Rhin, à la fin de l'été 1840. Les pages des journaux apostrophent Palmerston avant Metternich ou le nouveau roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV. Aussi bien la germanophobie française de 1840 est-elle seconde : postérieure à la francophobie allemande, et construite par l'addition de l'anglophobie traditionnelle et l'anglophilie déçue. Si l'on s'est agacé, beaucoup, dans la presse française, des puissances allemandes, c'est d'abord parce qu'elles avaient ruiné l'alliance franco-anglaise ou révélé son inanité. Dans le déroulement de la crise diplomatique, la Prusse et, *a fortiori*, l'Autriche, n'avaient pas d'abord joué un rôle défavorable : au contraire, elles apparaissaient comme des médiateurs entre les positions de Londres et celles de Paris.

C'est l'opinion que Guizot lui-même défendit longtemps, trop peut-être, depuis son ambassade londonienne. Le 23 juin, il écrivait à Thiers que les Prussiens et les Autrichiens pressaient Palmerston de trouver une solution négociée en se rapprochant des positions françaises³⁰. De sorte que, lorsque la Grande-Bretagne parvint à isoler la France, la modération de la Prusse et de l'Autriche servit à justifier la politique anglaise : Palmerston, dans sa presse, ne manqua pas de le souligner, et les journaux français, comme *Le National*, reprirent amèrement ces articles qui les indignaient.

Isolée, la France devait se plier aux décisions du Concert européen, comme les puissances allemandes l'avaient fait en leur temps, dix ans plus tôt, dans la

28 On s'accorde avec les nuances apportées par James M. Brophy au gradient géographique du libéralisme, qui récuse « les anciens modèles relatifs à la modernité politique, qui voulaient voir le progrès marcher d'ouest en est, et hiérarchisaient les espaces selon leur maturité et leur développement politiques. Le simple fait que les formes polonaise, tchèque et hongroise du progressisme aient enrichi le discours politique allemand démontre l'invalidité de l'hypothèse de flux à direction unique » (James M. Brophy, « Dimensions transnationales de la culture politique rhénane, 1815-1848 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2013/1, p. 73-93). Reste que de part et d'autre du Rhin, les représentations comme les situations objectives des institutions le gradient reste orienté d'est vers l'ouest, pour mesurer les progrès du libéralisme à l'époque du Vormärz.

29 Voir, par exemple, la lettre de Royer-Collard au comte Molé du 10 octobre 1840 : « Voilà le monstre de la coalition déchainé ; vous savez si je l'ai pressenti » (*Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 27, « Lettres au comte Molé, 1831 à 1844 », 2008/1).

30 MAE, Angleterre, 655, f. 142.

question belge, affirmait le *Morning-Chronicle*³¹. Avec un surcroît de raffinement dans la perfidie, la presse de Palmerston ajoutait que la Grande-Bretagne, elle, aurait joué le jeu, si la France avait réussi à attirer les puissances allemandes sur sa position, comme l'Autriche avait admis en son temps l'arbitrage européen, à Ancône : l'Angleterre « se serait très probablement tenue en repos, en avouant qu'elle avait perdu la partie³² ». Si les Tories attaquèrent leur ancien ami, Palmerston, en regrettant qu'on sacrifiait l'alliance libérale franco-anglaise sur l'autel de l'amitié avec la Prusse et de l'Autriche³³, le *Morning-Chronicle* de Palmerston usa de l'Autriche, « la plus pacifique des pays d'Europe », comme d'une caution morale pour prouver le désintéressement du traité inspiré par la diplomatie anglaise.

174

Bientôt, la déception de la perte de l'alliance anglaise, parce qu'elle sonnait le glas des espoirs de révision des traités par la diplomatie, se mua en agressivité contre les puissances conservatrices de l'Europe centrale, qui polarisaient une bonne part de la frustration patriotique et libérale. De sorte que le traité du 15 juillet, au lieu d'être appelé « traité Palmerston » par la presse française, devint pour *Le National* le « traité Brunow », du nom de l'ambassadeur russe à Londres³⁴.

L'hostilité de l'opinion française à l'égard des gouvernements des Puissances centrales se mesure dans la façon dont les dirigeants, le gouvernement comme le roi, ont cherché à capter le sentiment anti-allemand pour gagner en popularité. Le roi des Français ne fut pas le dernier à nourrir le ressentiment populaire contre les puissances germaniques. Heine, plus cocardier que les Parisiens, enregistrait joyeusement, au début de la crise : « Louis-Philippe semble s'être dépouillé de cette vilaine patience qui endure chaque affront, et qu'il a même pris éventuellement la résolution la plus décisive. Du moins il le dit, et M. Thiers assure qu'il a parfois de la peine à apaiser la bouillante indignation du roi³⁵ ». La diplomatie anglaise confirmait l'information, exagérée par la presse française, d'une audience orageuse des ambassadeurs de Prusse et d'Autriche ; l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris envoya au Foreign Office un article du *Siècle* pour infirmer la relation des propos très sévères prêtés au roi, à l'égard des puissances germaniques, avant de concéder :

31 « Elle doit faire comme firent l'Autriche, la Prusse et la Russie, quand la France et l'Angleterre intervinrent pour exécuter la décision de la conférence sur les affaires de Belgique d'une manière qui fut désapprouvée par les trois puissances ».

32 Cité par *Le National* du 25 août.

33 *Le Courier*, autour du 26 juillet, cité dans *Le Courier français* du 28 juillet : sans encore connaître le traité du 15 juillet, le journal anglais regrette ce qui se trame, qui rompt « les derniers liens de l'alliance entre la France et l'Angleterre déjà considérablement affaiblie ».

34 *Le National*, 30-31 juillet.

35 Heinrich Heine, *Lutèce. Lettres sur la vie politique, artistique et sociale de la France*, Paris, Michel Lévy, 1863, le 29 juillet 1840, p.107-108.

Il est vrai cependant que S[a] M[ajesté], dans une conversation privée à laquelle personne n'a assisté, sinon les personnes à qui le Roi parlait, ne s'est pas exprimée avec beaucoup de chaleur au comte Appony et à M. de Werther, et qu'il a dit ensuite à M. de Rothschild [consul d'Autriche, en France] « J'ai dit à ces Messieurs la Vérité ». [...] par quelles voies cela est arrivé jusqu'au public, voilà qui demeure un mystère³⁶.

La presse française fut presque unanime pour aligner le roi sur cette vision de l'opinion. *Le Siècle*, d'Odilon Barrot, qui incarnait la gauche dynastique, gonfla les timides remontrances royales et voulut faire croire à l'opinion que l'hostilité des patriotes au retour de la Sainte-Alliance était partagée par le trône, jusqu'à risquer la guerre ;

Le roi [...] aurait dit entre autres choses à l'ambassadeur d'Autriche : « on a voulu nous éprouver ; on a cru peut-être que nous cèderions à la peur : - on s'est trompé. Je vais vous dire, moi, qui a peu : - c'est votre gouvernement [...] quand c'est la France qu'on insulte et qu'on ose menacer, je sais quel est mon devoir. »

Louis-Philippe collaborait à cette construction : il s'en expliqua devant l'ambassadeur d'Angleterre, se donnant à voir en otage de son opinion comme un serviteur de la politique britannique, quitte à justifier la frustration de la première et le mépris de la seconde :

Le Roi m'a demandé de lui faire la justice de reconnaître que depuis qu'il était sur le trône, la politique de son gouvernement avait toujours été des plus pacifique, et que ses efforts avaient toujours tendu à retenir l'impétuosité belliqueuse [*warlike impetuosity*] du peuple français, mais un Roi de France [*sic: King of France*] qui dans les temps présents se mettrait en opposition au courant du sentiment populaire, quand il devient fort et général, aurait peu de chance de conserver sa couronne ; quelques puissent être ses désirs, il doit donner satisfaction à l'opinion publique [*give way to public opinion*]³⁷.

Même un journal catholique d'un libéralisme très tempéré, comme *L'Univers*, évoluait dans le climat patriotique de la presse de gauche, joignant sa voix à la clameur germanophobe et belliqueuse. Les propos que le journal catholique prêtait au roi, face à l'ambassadeur de Prusse, privilégiaient l'esprit national aux solidarités religieuses transnationales, avec des accents aussi cocardiers que *Le Siècle* :

³⁶ PRO, FO27, 605, dépêche du 31 août 1840.

³⁷ PRO, FO 27, 604, dépêche de l'ambassadeur Grandville, le 7 août 1840.

Le roi votre maître, monsieur l'ambassadeur, prend de singuliers moyens pour me donner des témoignages de bonne amitié; il signe un traité outrageant pour la France! Il se met à la merci d'un cerveau brûlé comme celui de Lord Palmerston pour troubler la paix du monde! et tous vos journaux censurés de l'Allemagne s'évertuent à me représenter comme décidé à me soumettre à la paix à tout prix! Eh bien, monsieur l'ambassadeur, je vous charge de dire à votre maître que l'on s'abuse étrangement sur mes sentiments, et je prouverai à l'Europe que je suis le roi des Français³⁸!

À l'ambassadeur d'Autriche, Louis-Philippe aurait, selon le journal catholique, exprimé des vues non moins martiales : « J'avais compté sur [M. de Metternich] pour m'aider à sauver la paix du monde, mais je ne me lie plus qu'à l'épée de la France... »

176 En prenant cette position plus nationale que religieuse, les catholiques français s'isolaient des catholiques européens et de l'épiscopat, ce qui provoqua d'ailleurs une crise au sein de la rédaction. Cela ne signifie pas que l'opinion française ne pouvait plus épouser une opinion européenne. Mais cette OPI devait, pour sympathiser avec l'opinion française, se construire selon des catégories exclusivement libérale et nationale, qui correspondaient à une frange de l'opinion allemande infiniment plus étroite que ne l'imaginaient les patriotes français. Depuis 1815, le sentiment national, dans l'espace germanique, évoluait à distance du modèle jacobin, tout politique, de la nationalité, en faveur d'une conception romantique, où les dimensions culturelles, voire ethniques, l'emportaient sur le libéralisme de la citoyenneté à la française.

Aussi, à lire la presse française, une opinion presque unanime pressait-elle le gouvernement de Juillet de mener une guerre de conquête et de libération sur le Rhin, faute de pouvoir compter sur Londres pour défaire l'ordre de 1815. L'inédit, dans cette construction de l'opinion, c'est que la presse gouvernementale, elle-même, prétendait suivre le vœu de l'opinion. *Le Temps*, de Thiers, s'appuyait sur la ferveur manifestée par le peuple parisien à célébrer les dix ans de la révolution de Juillet, pour justifier sa politique de résistance au traité de Londres :

Les ennemis de la France ont pu se convaincre qu'en elle vit encore ce puissant esprit de nationalité qui la fit si longtemps redouter et qui doit encore la faire respecter par l'Europe entière. [...] Soutenu par ces grandes manifestations de l'opinion publique, le gouvernement n'a pas hésité à lui donner satisfaction, en

38 *L'Univers*, 30 août 1840.

activant les mesures que commandent, au milieu des circonstances actuelles, l'honneur et l'intérêt du pays³⁹.

Mais la presse de gauche n'entendait pas que l'opinion publique soit instrumentalisée. *Le Capitole*, bonapartiste, la considérait, non pas comme un levier, entre les mains de Thiers, pour obtenir mieux de Londres, à l'instar d'une partie de la presse modérée, mais plutôt comme un moyen de pression sur Thiers, pour l'obliger à une politique belliqueuse sur le Rhin (« Guerre pour guerre, nous avons toujours eu plus de goût pour une campagne sur le Rhin que pour une campagne en Afrique »). L'opinion, plutôt que les Chambres, obligerait le gouvernement à faire la guerre, selon le journal : « C'est à l'opinion publique seule que le ministère doit s'adresser, en supposant que par la vigueur de sa politique il réussisse à se faire pardonner son dévouement passé à cette alliance anglaise si antipathique à l'esprit national et dont nous recueillons aujourd'hui les fruits amers⁴⁰ ».

Le National se positionna sur la même ligne : « savez-vous ce qu'aurait fait un gouvernement digne de ce pays ? La mobilisation serait faite, une armée de cent mille hommes irait chercher son champ de bataille sur le Rhin⁴¹ ».

Le Siècle, plus modéré, mêla sa voix au chœur unanime, au début de la crise : « nous nous croirions coupables, dans un moment où l'union des citoyens et du gouvernement est plus que jamais nécessaire, de ne pas rendre justice à l'attitude pleine de dignité que le roi des Français a prises devant l'étranger ». Et de s'agacer contre la presse autrichienne qui cherchait à diviser l'opinion publique française : « *La Gazette d'Augsbourg* appartient corps et âme à l'Autriche. [...] Nous engageons vivement nos concitoyens à se tenir en garde contre les journaux étrangers qui cherchent à semer la division parmi nous ». Pour la presse libérale, en dépit de la variété des conceptions de politique intérieure, la libre expression de l'opinion publique n'était pas un facteur de division mais, au contraire, le fondement de la puissance française à l'extérieur :

[Le cabinet anglais] a méconnu la France, lorsqu'il a pensé que toutes ses querelles de parti et toutes ses dissensions intérieures ne s'effaceraient pas momentanément devant une question d'honneur national posée d'une façon aussi nette et aussi précise. Il a méconnu la France lorsqu'il a pensé que son gouvernement, si docile qu'il se soit montré jusqu'à présent aux exigences de l'intérieur, ne serait pas

39 *Le Temps*, 3 août 1840.

40 *Le Capitole*, 28 juillet 1840.

41 Cité par le vicomte de Guichen, *La crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe*, op. cit., p. 382, repris par Marc Thuret, « La crise du Rhin et le malentendu franco-allemand (1839-1841) », dans Gilbert Krebs (dir.), *Aspects du Vormärz. Société et politique en Allemagne dans la première moitié du XIX^e siècle*, Asnières, Institut d'allemand d'Asnières, 1984, p. 53.

invinciblement entraîné à faire dans cette circonstance solennelle, tout ce que commanderaient l'intérêt et l'honneur du pays. Le cabinet anglais a méconnu la France, parce qu'il ignore sans doute avec quelle impatience elle supporte le joug des traités de 1815, et le souvenir de la double invasion qui les lui a imposés⁴².

178

Les premiers jours de la crise donnèrent raison au journal bonapartiste puisque, contrairement à ce que prétendait Heine, la voix de la droite légitimiste ne manqua pas au chœur hostile aux gouvernements des puissances germaniques. La presse ministérielle pouvait se réjouir que l'excitation nationale et germanophobe unifiât le pays⁴³. Du côté légitimiste, le renfort le plus spectaculaire vint de Chateaubriand. Une longue tribune parue dans la *Gazette de France*, plaida, à l'égal du *National* ou du *Capitole*, pour « faire modifier de gré ou de force les odieux traités de Vienne », dont toutes les Puissances sont sorties renforcées, à l'exception de la France. La politique allemande que préconisait Chateaubriand, apparentée au « Grand dessein » de Polignac, n'était pas timide, si sa stratégie, pan-catholique, différait évidemment de l'évangile libéral du *National*: « De véritables hommes d'État ménageraient la réunion à la France des cercles catholiques du Rhin, et prépareraient une transaction d'autant plus durable qu'elle aurait lieu par l'idée civilisatrice, la religion ». Son moyen ? Un renversement d'alliance, de Londres vers Saint-Pétersbourg. Et de conclure : « Nous, nous voulons avoir la ligne du Rhin depuis Strasbourg jusqu'à Cologne. Telles sont nos justes prétentions »⁴⁴. Les journalistes de la *Gazette* renchérirent, en soulignant toutefois la responsabilité de la monarchie de Juillet dans l'échec d'une telle ambition.

Parmi les voix discordantes, *La Quotidienne*, autre titre légitimiste, qui se voulait populaire tout en vomissant la démocratie, craignit une guerre de principes, qui isolerait la France dans ses aventures germaniques. Ce légitimisme moins aventureux n'appréciait pas que le gouvernement s'appuyât sur l'opinion : « pour préparer la guerre, il n'est pas nécessaire de venir sur la place publique, d'y compter en quelque sorte les millions qu'on peut dépenser, d'y passer ses troupes en revue⁴⁵ ».

⁴² *Le Capitole*, 7 août 1840.

⁴³ Un journal ministériel cité par *Le Capitole* du 2 septembre se félicite : « le mot d'ordre a été donné aux légitimistes de mettre à profit les éventualités de guerre. Ils doivent solliciter ou reprendre leurs positions politiques, surtout les militaires, les dangers du pays servant de prétexte pour se décider à prêter le serment qu'on refusa lorsqu'on ne croyait pas à la durée de l'ordre établi par la révolution de juillet. Au ministère de la Guerre, de nombreuses demandes de rappel en activité viennent à l'appui de ces renseignements ».

⁴⁴ *Gazette de France*, 24 août 1840. Dans les *Mémoires d'outre-tombe*, Chateaubriand assure : « si j'eusse été maintenu au pouvoir, j'aurais reporté nos frontières aux rives du Rhin » (3^e partie, livre 25, chapitre 6).

⁴⁵ *La Quotidienne*, 1^{er} août 1840.

Reste que l'apparente communion entre l'opinion, dite de façon presque unanime par la presse, et les dirigeants explique la déception causée par la politique étrangère très traditionnelle qu'orchestra finalement Thiers en direction du monde germanique, pour essayer de forcer l'encerclement diplomatique. L'ambassade britannique à Paris enregistra la rage de la presse française lorsqu'elle eut vent du recours à cette méthode, et de son échec :

Les journaux font généralement état d'une mission de Saint-Aulaire dans son poste dans le but d'obtenir l'accord du prince Metternich, pour un Plan qui aurait fait de la France la médiatrice dans la question orientale, mais qui aurait complètement échoué dans son objet⁴⁶.

Le National déplorait le choix, pour cette mission déplacée, d'un homme de l'Ancien Régime, en discordance avec la France démocratique en train d'advenir, dont la force résidait dans la capacité à se saisir collectivement des affaires étrangères :

Quelle force peut avoir un pareil homme ? Toute sa vie, toutes ses tendances ne sont-elles pas pour l'aristocratie ? et quand il s'agit de représenter devant la veille monarchie autrichienne une révolution qui veut être respectée, peut-on raisonnablement se fier à un marquis qui voit toutes les choses nouvelles de mauvais œil, au beau-père, enfin de M. de le duc de Decazes⁴⁷ !

Pour autant, la presse libérale n'espérait pas que le mécontentement de l'opinion publique débordât l'espace public virtuel, pour se muer en insurrection populaire. Le gouvernement se méfiait du peuple, émoussé par dix années d'une monarchie faussement libérale :

A-t-il confiance dans votre sincérité ? Ne l'avez-vous pas assez dupé, trompé, écrasé depuis dix ans ! [...] vous parlez de guerre ! Non ! non ! vous ne la ferez pas. Vous ferez des démonstrations pour l'éviter ; vous vous servirez encore de ces vibrations de l'indignation publique pour faire reculer la Prusse et l'Autriche⁴⁸.

Bientôt, l'ensemble de la presse d'opposition, à gauche comme à droite, douta de la résolution belliqueuse de Thiers. *Le Commerce*, fin juillet, la *Gazette de France*, début août, dissipèrent l'espoir d'une révision des traités, faute d'une résolution chez Thiers, à porter la guerre sur le Rhin et de la possibilité que l'opinion se sentît encouragée à se muer en peuple en armes, menant une guerre de « propagande ».

⁴⁶ PRO, FO 27, 605, dépêche du 21 août 1840.

⁴⁷ *Le National*, 29 juillet 1840.

⁴⁸ *Le National*, 28 juillet 1840.

La surveillance d'État confirme cette absence de crainte : aucune mention, dans les rapports de police ou de justice, de manifestations publiques contre l'Allemagne. Il est vrai que ces rapports sont un baromètre peu sensible : la Préfecture ne voulait pas inquiéter le pouvoir mais démontrer sa capacité à maintenir l'ordre.

Sinon des actes, des paroles belliqueuses furent prononcées dans la foulée des propos de Thiers, notamment dans les banquets républicains, où la frontière du Rhin activait mieux l'imaginaire que les rives de la Syrie. Au banquet de Châtillon du 31 août, dont toute la presse radicale se fit l'écho, de nombreux toasts furent portés à l'armée et aux victoires attendues sur le Rhin, en cas de coalition antifranaise. Un officier de la garde nationale porte un toast « à l'armée », contre « la sainte alliance » qui s'est réveillée :

180

L'héroïque *Marseillaise* retentira sur les Alpes et au bord du Rhin, et fera courir un patriotique frémissement dans les rangs de nos soldats. (Bravos! bravos!). Les vieux combattants de la République et de l'Empire applaudiront aux victoires de leurs enfants, et Waterloo sera vengé (nouvelles acclamations)⁴⁹.

Quelques jours plus tard, le 5 septembre, au banquet de la Châtre, un orateur boit

À l'abolition des traités de 1815! (Tonnerre d'applaudissements) [...]

La France qui s'est sentie blessée dans sa dignité redemande ses lignes naturelles de défense, elle demande l'unité libre de l'Allemagne [...]. La guerre! la guerre donc, puisque la sainte alliance nous y provoque!

(oui! oui!)

Louis XIV l'aurait déjà résolue, Napoléon l'aurait déjà déclarée, la République l'aurait déjà commencée.

À l'abolition des traités de 1815! (Bravos prolongés)⁵⁰.

En dépit de cet enthousiasme patriotique, l'opinion française se découvrait, dans le miroir de la presse allemande, comme une force toute virtuelle, sans prise sur la politique des cabinets. Début août, *Le Constitutionnel* et *Le National* rapportent un article du *Mercur de Souabe*, « où il est dit que, ni l'Autriche, ni la Prusse n'ont songé à faire des préparatifs dans la prévision que le traité de Londres déterminerait le cabinet français à porter des troupes sur la frontière du Rhin ». Le journal de Thiers s'en trouva rassuré; le journal bonapartiste craignit un piège et signala aux gouvernements allemands que le triomphe de l'opinion publique dans l'élaboration de la politique française signerait leur défaite :

49 *Le National*, 1^{er} septembre 1840.

50 *Le Capitole*, 12 septembre 1840.

Vraiment la Prusse et l'Autriche ne demanderaient pas mieux que de n'avoir à traiter qu'avec le cabinet français, toujours très disposé à des arrangements amiables dont le pays ferait les frais. Il en serait tout différemment pour ces puissances, si elles avaient à compter avec l'opinion de la nation française⁵¹.

Le National enregistrait des signes convergents : outre-Rhin, on ne craignait pas que l'opinion publique française se muât en peuple en armes. Le 15 août, le journal rapporta une correspondance de Vienne, datée du 5 août, publiée par la *Gazette d'Augsbourg*. Elle affirmait : « Les bruits de guerre qui circulent dans les journaux français ne trouvent pas d'écho ici ».

Les patriotes se consolait de cette absence de crainte en espérant, contre toute raison, que les peuples germaniques voulaient moins d'une guerre avec la France qu'une liberté à la française. *Le National* du 29 août publia une correspondance de Berlin, datée du 21 août, qui représentait ainsi l'opinion prussienne :

On aimerait mieux voir le nouveau roi accomplir dans l'intérieur de son pays tout ce qui a été promis et n'a pas été fait par son prédécesseur, que de se jeter au milieu d'un conflit qui, en aucun cas, ne pourra profiter, au moins directement, à ses états. Frédéric IV n'a pas assez consulté ces vœux quand il a cédé à l'entraînement de ses propres passions ou aux suggestions de la Russie.

Mais le peuple ne sortait pas de l'opinion ; le verbe ne se faisait pas action, pour forcer le gouvernement à porter la guerre sur le Rhin. La surveillance des autorités judiciaires, qui observaient un regain de pétitions pour une réforme électorale, laisse imaginer que cette exigence se liait pourtant à la frustration de la politique menée par le gouvernement en Afrique comme en Europe. En septembre 1840, la réforme électorale devenait plus urgente pour que le peuple pesât dans la délibération, comme en témoigne la pétition publiée par *Le National* et *Le Journal du peuple*, relayée par différents « comités réformistes » et banquets radicaux :

De toutes parts les cris de réforme se sont fait entendre et s'il y a des circonstances qui soient de nature à exiger une prompt application du principe de la souveraineté du peuple, ce sont sans doute celles où, comme aujourd'hui, le pays se trouve placé en face de la Sainte-Alliance, exposé aux insultes et aux attaques du cabinet étranger⁵².

51 *Le National* du 8 août 1840 citant également *Le Constitutionnel*.

52 AN, BB 18, appel à recueillir des signatures datant du 3 septembre 1840 transmis par le ministère de la Guerre au Garde des Sceaux le 19 septembre.

Faute que l'agitation de l'opinion radicale suscitât une réforme, renouvelant le jeu électoral en faveur d'une politique belliqueuse, faute d'inspirer une crainte qui fit reculer les princes allemands, l'opinion française fut-elle capable de susciter une OPI qui lui fût favorable ?

Contrairement aux représentations de la presse française, l'Allemagne officielle se mobilisait et se coordonnait face à la menace d'une guerre : Frédéric-Guillaume IV signa un traité préalable avec l'Autriche qui définit une stratégie commune en cas de guerre ; il mobilisa des troupes en Rhénanie ; il coordonna la stratégie militaire à Vienne et négocia la construction de places fortes à Ulm et Rastatt. Les diplomates français en rendirent naturellement compte à Thiers ; pourquoi l'opinion française ne le sut-elle pas ? Elle était peu informée des affaires germaniques : la connaissance de l'allemand n'était pas répandue chez les journalistes français, qui traduisaient plus volontiers les journaux anglais. De sorte que l'opinion vécut la crise, abusée par le mythe d'une francophonie et d'un attachement des provinces rhénanes à la France. L'asymétrie est frappante, entre l'image que l'opinion française se faisait d'une OPI en sa faveur, en Europe, et dans le monde germanique en particulier, et la réalité quasi inexistante d'une telle OPI en Allemagne.

182

Oui, une OPI se dessinait dans toute l'Europe où la France avait déjà porté le ferment libéral, voulait croire *Le Temps* du 4 août, qui confessait le dessein de Thiers :

à la faveur d'une guerre, les peuples qui gémissent dans l'oppression secoueraient le joug antinational qui pèse sur eux, et s'appuieraient pour cela sur les sympathies de la France qu'ils savent leur être acquises. Cela est vrai pour l'Italie, pour l'Irlande, pour la Pologne, pour le Hanovre, pour d'autres pays encore.

Le Temps précisait que cette sympathie d'une OPI, voire d'un peuple prenant les armes contre ses gouvernements, ne serait pas possible si la France affichait des ambitions territoriales, sur le Rhin ou ailleurs : « Aussi est-ce avec peine que nous avons vu certains esprits arriérés se parquer dans les idées et les traditions de la République et de l'Empire, menacer d'un envahissement, et même d'une réunion, les populations du Rhin ».

Et *Le Temps* d'appeler à la modération les « quelques organes de presse française » qui donnaient le sentiment contraire, justifiant la propagande anglaise, mobilisant une OPI francophobe sur le thème de la France belliqueuse :

La pensée de la presse anglaise est facile à deviner. Elle voudrait amener contre la France les antipathies nationales des peuples, afin que ceux-ci se fissent, comme en 1814, solidaires de leurs gouvernements et oublieux de leurs griefs. Pour

seconder cette tactique, on voudrait bien faire accroire aux peuples que la France médite de nouveaux envahissements, de nouvelles conquêtes.

La plupart des titres de gauche, de fait, prenaient la précaution de signaler qu'une France en armes libérerait les peuples, sans chercher à annexer des territoires. Victor Considerant ne doutait pas de la sympathie de l'opinion allemande dans la crise d'Orient, certain que l'Europe centrale et méridionale était appelée à s'unifier sous le drapeau de l'alliance franco-allemande :

Cette Alliance, et son But, si éminemment humain, ne pourraient donc manquer de rencontrer la plus vive popularité dans toute l'Allemagne. Nous en appelons au sentiment germanique lui-même, et nous ne craignons pas qu'il démente cette assertion⁵³.

Pour *Le National*, ce n'est pas la France qui s'était montrée belliqueuse, dans l'affaire d'Orient, mais les puissances conservatrices, qui en prenaient prétexte pour réduire le foyer français d'une OPI libérale :

Plus nous avançons, plus nos idées deviennent envahissantes ; on a beau s'armer contre elles de lois de police et de tarifs de douanes, elles pénètrent, malgré tous les efforts [...] elles sont une menace perpétuelle contre les constitutions aristocratiques et despotiques du continent. [...] Ce n'est pas à propos de l'Orient que [la Prusse] est intervenue, c'est à propos de la France et contre la France. Elle n'a pu voir dans ce traité qu'un nouvel essai de Sainte-Alliance dirigée contre les idées révolutionnaires, et dès lors elle s'y est associée⁵⁴.

Le plus illusionné, peut-être, des journaux de gauche, était aussi le plus conséquent : la crise passée, le journal souhaitait encore « que [l'Allemagne] s'émancipe et se constitue, qu'elle proclame sa nationalité et son indépendance, c'est là notre vœu le plus cher, notre intérêt le plus pressant⁵⁵ ».

Du reste, en dépit de son optimisme, le journal savait que l'opinion française, fût-elle chauffée à blanc (« il n'est pas étonnant que l'alliance des quatre puissances absorbe aujourd'hui l'attention publique, car rien d'aussi grave ne s'est présenté depuis dix ans »), ne suffirait pas, en 1840, à provoquer à une guerre nationale et libérale, opposant les peuples à leurs souverains. Louis-Philippe demeurait l'allié objectif des puissances conservatrices de l'Europe centrale :

La révolution française, dans les mains de Louis-Philippe, jette-t-elle des brandons incendiaires sur les autres états ? A-t-il fait tout ce qu'il fallait pour

53 V. Considerant, *De la politique générale et du rôle que la France joue en Europe*, op. cit., p. 87.

54 *Le National*, 30-31 juillet 1840.

55 *Le National*, 18 novembre 1840.

les forcer à recourir aux armes? [...] Non, la Prusse et l'Autriche ne sont pas si folles que de s'insurger ainsi contre la monarchie de Louis-Philippe, qui les a protégées. Le temps de la guerre viendra pour elles, mais il n'est pas venu, et le pouvoir actuel l'a bien compris⁵⁶.

Le National persévérerait pourtant dans son rêve d'une OPI qui permettrait aux peuples de s'affranchir du bellicisme d'État, en faveur d'une démocratie des peuples, meilleure garantie de la paix et de la civilisation : « Dans les temps plus ou moins éloignés, l'Occident civilisé sera menacé par une barbarie nouvelle. La France et l'Allemagne unies, associées, opposent à ce torrent soixante millions d'hommes libres ».

184

La lecture de la presse allemande est loin de justifier l'espoir de l'opinion française de susciter une OPI alignée sur des espérances qui semblaient contradictoires outre-Rhin : les provinces rhénanes à la France et l'unification du reste de l'Allemagne. Mais la presse française put essayer de s'en convaincre, sur la base de quelques articles isolés. Sagnac relève un article de l'*Augsburger Zeitung* du 25 octobre, qui admet que la France a des raisons de se trouver offensée par un système qui l'isole – avant d'évoquer des « mesures de précautions » allemandes, à savoir la mobilisation de deux corps d'armée par la Prusse, qui en portait un à Coblençe⁵⁷... On peut trouver quelques exemples d'articles, pris dans l'étroite frange des libéraux exilés en France qui, tel celui du Dr Rauschenplatt de Strasbourg, observent que « la France a plus de motifs de plaintes contre l'Allemagne que celle-ci contre la France ». Toutefois, pour cet auteur très avancé, si la France est en droit d'attendre de l'opinion allemande « une certaine neutralité », elle ne doit pas espérer de « coopération ».

Des intellectuels allemands, comme Jakob Venedey, ont espéré, avec Heine, une alliance entre les peuples de France et l'Allemagne, unis par des penchants profondément démocratiques ; mais Venedey lui-même constatait, non sans amertume, que les libéraux allemands voyaient désormais la France comme une puissance conquérante plus que libératrice. Il reconnaissait que la France ne saurait conquérir le Rhin sans perdre la sympathie de l'Allemagne.

⁵⁶ *Le National*, 30-31 juillet 1840.

⁵⁷ P. Sagnac, « La crise de l'Occident et la question du Rhin », art. cit., p. 101-102.

L'OPSI FRANÇAISE A CONTRIBUÉ À RENFORCER LE SENTIMENT NATIONAL ALLEMAND EN PRENANT CONSCIENCE D'ELLE-MÊME

Dans l'opinion française, seule la droite légitimiste prit conscience que la crise de 1840 était l'occasion d'une profonde mutation du libéralisme allemand, résumée par ce constat de Jakob Venedey : « La patrie avant tout, et, hélas, s'il le faut, aux dépens de la liberté ! Voilà l'idée dominante de toute l'Allemagne⁵⁸ ». La *Gazette de France* qui acceptait, avant la crise de 1840, la situation héritée des traités de 1815, après avoir sympathisé avec la flambée de patriotisme hostile aux puissances germaniques, s'agaçait des illusions de la presse bonapartiste :

Le Capitole ignore-t-il que l'esprit national en Allemagne domine tous les sentiments, que tout est changé par rapport à nous en Italie, et que l'aspect de ces deux pays n'est plus le même. L'intérieur de l'Allemagne est hérissé de places fortes, et les lignes du Pô et de l'Adige sont fortifiées de manière à rendre impossible toute invasion rapide dans ces deux pays. La guerre de propagande est donc un rêve, et ce n'est pas là que la France doit chercher sa force.

Pourtant, même la *Gazette* ne prenait pas la mesure de l'hostilité allemande, née de la campagne de presse française. L'écart est étonnant entre la représentation qu'elle se fait de l'état des opinions allemandes et le long mémoire sur l'opinion publique que Bourgoing, le représentant de la France à Munich, présenta à Guizot en décembre 1840 : le libéralisme francophile s'était dissipé dans la crise de 1840 qui avait favorisé la naissance d'un nouveau sentiment national allemand, fondé à l'inverse sur une hostilité à l'égard de la France. Même dans les petits États allemands, constatait le diplomate, « la pensée fédérale fait taire les autres⁵⁹ ».

La presse patriotique, de son côté, s'est-elle complètement aveuglée ? Il semble que la gauche fit plus facilement son deuil d'une Allemagne francophile et libérale, au cours du siècle, qu'une certaine droite bonapartiste, qui perpétua le mythe d'un pays rhénan souhaitant son rattachement à la France. *Le Radical du Lot* évoquait déjà au conditionnel l'existence d'une OPI favorable à la France dans les pays allemands : « Il serait si facile à la France de rappeler les peuples au sentiment de leur force et de leur souveraineté ! [...] Si la studieuse Allemagne ne voulait plus se contenter des utopies dont on la berce impunément [...] alors la France renaîtrait au rôle providentiel qui lui a été assigné ; et [...] sa propagande affranchirait du joug de l'absolutisme les peuples opprimés ». À quelles « utopies » *Le Radical du Lot* pensait-il ? Aux promesses constitutionnelles non

58 Cité par Philippe Sagnac, repris par M. Thuret, « La crise du Rhin et le malentendu franco-allemand (1839-1841) », art. cit.

59 Cité par A. Owsinska, *La Politique de la France envers l'Allemagne à l'époque de la monarchie de Juillet, 1839-1848, op. cit.*, p. 44-47.

tenues, ou aux perspectives d'une Allemagne unifiée? Sans doute le journal hésitait-il entre ces deux perceptions de l'opinion allemande.

Quant à la frange républicaine de l'opinion publique française, travaillée par ses propres utopies d'une démocratisation des relations internationales, qui substituerait au concert des puissances conservatrices un régime de congrès démocratiques, elle s'ouvrait au rêve d'une diplomatie des peuples, qui compensait la réalité du Concert européen tel qu'il maintenait, depuis le congrès de Vienne, la France dans un état de minorité. Ce rêve, porté par Victor Considerant, *Le Temps* affectait de le reprendre à son compte, pour mieux supporter l'amertume du traité de Londres :

Certes, nous sommes fort éloignés de partager toutes les espérances de M. Considerant sur la prochaine union des peuples, cependant [...] les questions marchent rapidement de nos jours ; elles aussi semblent mesurer leur course sur celle du piston de la machine à vapeur. Ce qui n'était qu'une utopie hier, sera demain, peut-être, l'objet de l'engouement de la foule.

186

Cette perspective, relativement lointaine, n'empêchait pas la prise en compte nouvelle, par les dirigeants comme par un peuple plus intéressé que jamais aux affaires étrangères, de la capacité de l'opinion à peser dans la résolution d'une crise internationale. Le chargé d'affaire britannique à Paris assistait à l'éclosion de cette nouvelle capacité avec l'inquiétude bienveillante d'une puissance au libéralisme mieux enraciné :

Pour l'heure, il me semble que le public, en général, agité et incertain, s'ouvre à toute résolution qui pourrait être suggérée, et se trouve certainement travaillée par l'appréhension considérable de sa propre responsabilité et du devenir de l'affaire⁶⁰.

60 PRO, FO27, 605, dépêche du 21 août 1840.

BISMARCK ET L'EUROPE,
DE LA MISSION ALVENSLEBEN À LA MISSION RADOWITZ

Stéphanie Burgaud

On désigne sous les noms d'Alvensleben et Radowitz deux importantes missions diplomatiques prusso-allemandes, dépêchées par Otto von Bismarck, en terre russe, respectivement en 1863 et 1875. Il y a bien des points communs entre les deux mais le principal est sans doute l'importance et le sens que l'historiographie classique de la fondation du Reich et celle des relations internationales leur ont donnés.

La première mission a été de tout temps considérée comme l'acte fondateur de Bismarck en politique extérieure, quelques mois après son arrivée au pouvoir comme ministre-président et ministre des Affaires étrangères de Prusse ; la seconde participerait en 1875, avec la crise de la *Krieg-in-Sicht* (guerre en vue), au tournant que l'historiographie croit généralement déceler dans la diplomatie bismarckienne après l'unification. Et il va sans dire qu'à chaque fois, c'est la Russie, ou mieux l'alliance russe, que l'on identifie comme l'objet principal de la politique du ministre. Évidemment, en ces conditions, on ne peut que s'interroger sur un autre point commun entre ces deux missions ; leur analyse s'est faite jusqu'ici sans l'étude des archives russes, certes très difficiles d'accès jusqu'aux années 1990 mais ouvertes depuis. Quant au côté allemand, les instructions ont été données aux envoyés essentiellement par voie orale. La reconstruction des objectifs bismarckiens ne peut se fonder dès lors que sur un faisceau de concordances, à partir de l'analyse de toute la constellation européenne.

Aussi ces deux cas d'études devraient-ils nous permettre de cerner un certain nombre de constantes dans l'action politique bismarckienne, qu'il s'agisse de la place de la Russie, de la façon dont il considère l'Europe, de l'essence de sa diplomatie.

LA MISSION ALVENSLEBEN

Un acte fondateur de l'amitié prusso-russe ?

La convention Alvensleben, du nom du général Gustav von Alvensleben, est un accord militaire signé pendant la mission de cet envoyé spécial prussien auprès du tsar Alexandre II le 8 février 1863. Ce texte, qui (ré)affirme la solidarité entre Berlin et Saint-Pétersbourg face à l'insurrection qui embrase alors la Pologne russe, va connaître une fortune qui dépasse de beaucoup l'objet initial. Bismarck en est le principal responsable puisqu'il lui attribue dans ses *Mémoires, Pensées et Souvenirs*, le rôle de coup fondateur de l'amitié prusso-russe et de la « neutralité bienveillante » russe pour la décennie à venir¹. Il entend y plaider un enchaînement logique.

188

- L'alliance russe est la seule possible sur l'échiquier européen qui permettrait l'unification. L'insurrection polonaise de janvier 1863 est donc une occasion de se rapprocher de la Neva.
- De surcroît, ces événements représentent un véritable danger pour la Prusse : celui de voir le tsar Alexandre céder aux pressions du groupe polonophile et francophile à sa cour, à la tête duquel son ministre des Affaires étrangères, Alexandre Gortchakov. Une telle éventualité signifierait la constitution à la frontière prussienne d'un État polonais indépendant, lorgnant sur une partie de la Prusse.
- Bismarck aurait alors eu l'idée de faire d'une pierre deux coups et conclut à sa réussite. Attaquée diplomatiquement par la France et la Grande-Bretagne, lâchée par l'Autriche, la Russie tsariste n'aurait trouvé de soutien qu'à Berlin. Ainsi naît la légende du « coup heureux² », accepté à divers degrés par l'historiographie allemande, contemporaine des faits puis postérieure, qui y voit un « coup heureux » considéré comme une réussite immédiate ou à moyen terme dont la neutralité russe dans les guerres d'unification de 1864, 1866 et 1870 serait la preuve indubitable.

Mais revenons aux faits.

La décision des autorités de recourir à un recrutement militaire forcé en Pologne russe dans la nuit du 14 au 15 janvier 1863 y provoque une nouvelle insurrection. Les militaires et diplomates étrangers sont peu renseignés sur la situation exacte, notamment ceux de Prusse et d'Autriche, les deux autres puissances copartageantes de la Pologne. Le 30 janvier, sur les instances

1 La déconstruction de ce mythe a fait l'objet de notre thèse de doctorat, sous la direction de Jean-Paul Bled : Stéphanie Burgaud, *Le Rôle de la politique russe de Bismarck dans la voie prussienne vers l'unité allemande 1863-1871. Die getäuschte Clio?*, Paris-Sorbonne, 2007, 2 vol.

2 Otto von Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, trad. Émile Jaeglé, Paris, Le Soudier, 1899, t. I, p. 393.

de Berlin, le tsar accepte l'envoi à Varsovie de l'aide de camp du général d'Alvensleben « pour collecter des informations pour des mesures communes³ ». La peur d'une contagion révolutionnaire est bien le premier mobile de l'action bismarckienne. Mais rien n'autorise à penser que ce faisant, il a contrecarré des velléités d'abandon de la Pologne. Les Russes sont d'ailleurs assez surpris de l'empressement prussien ; le directeur de la chancellerie du grand-duc Constantin à Varsovie note le 4 février :

Je n'ajoute que quelques lignes [...] pour vous dire que les dispositions sont prises pour loger tous les messieurs qui nous arrivent de Berlin et que nous attendons demain. Tout en reconnaissant la courtoisie de la mission de ces messieurs, nous ne pouvons pas nous rendre un compte exact de ce qui l'a motivée. Il n'y a pas de *periculo in mora*, et nous n'en sommes pas à avoir besoin de la coopération de troupes étrangères. [...] Si je suis bien renseigné, c'est M. de Tettau qui a eu la malheureuse idée d'aller à Berlin, qui aurait inquiété le gouvernement prussien et fait le diable beaucoup plus noir qu'il ne l'est en effet⁴.

Mais lorsque Bismarck demande à ce que Alvensleben se rende d'abord à Saint Pétersbourg auprès du tsar, ils acceptent avec un certain détachement. La mission n'a rien de très exceptionnel : depuis 1816, un plénipotentiaire militaire prussien réside en permanence à la Cour. Or il est en congé. Pourquoi ne pas envoyer quelqu'un d'autre ? Alvensleben atteint donc la capitale russe le 5 au soir ; le 6, il est reçu en audience par le tsar, en présence de Gortchakov et du ministre de la Guerre, Dimitri Milioutine. On y rédige le brouillon d'un accord bilatéral⁵, contresigné par les deux parties le 8 février. Les Russes reconnaissent dans la mission d'Alvensleben la logique des conventions de cartel qui existent depuis 1857 et si on lui donne une nouvelle forme écrite, c'est pour ne pas blesser le « bon sentiment » prussien⁶.

Du côté de Bismarck, si le mobile polonais est indéniable, il n'explique guère qu'il révèle le texte aux représentants britanniques et français les 10 et 11 février. Les conséquences sont bien connues : les puissances se sentent tenues de réagir.

3 Bismarck à Redern, 29 janvier 1863, dans Erich Brandenburg, Otto Hoetzsch, Hermann Oncken et al., *Die auswärtige Politik Preussens, 1858-1871. Diplomatische Aktenstücke* [dorénavant abrégé APP], Oldenburg, t. III, 1932, n° 150.

4 Dépêche de Tengoborski, directeur de la chancellerie diplomatique du lieutenant-gouverneur impérial pour le royaume de Pologne (extrait), 4 février 1863, dans Karl Lutostanski, *Recueil des actes diplomatiques. Traités et documents concernant la Pologne*, Lausanne, Payot, t. I, 1918, n° 320, p. 598.

5 Télégraphié par Alvensleben le 6, il reçoit l'accord du roi, après quelques modifications stylistiques, le 7. Et dès le lendemain, Bismarck s'empresse de signifier à l'émissaire prussien qu'il peut le ratifier.

6 Pour plus de détails sur l'attitude russe en 1863, voir S. Burgaud, « La convention Alvensleben vue de la Neva : nouveau regard sur la politique russe », *Francia*, vol. 35, 2008, p. 431-451 dont nous reprenons ici les principales conclusions.

Mais la première offensive n'est pas dirigée contre Saint-Pétersbourg mais bien contre Berlin, contrairement à ce que retient le plus souvent l'historiographie. Bismarck est acculé par l'opprobre général à demander alors aux Russes la suspension de la convention ; l'attitude versatile, médiocre qu'il adopte, puisqu'il voudrait que l'initiative vienne des Russes, ne le fait pas tenir en haute estime sur la Neva. Gortchakov juge ainsi le 6 mars :

J'ai toujours pensé que notre Bismarck dépasserait la mesure de ses forces. La politique de Frédéric le Grand est un honorable anachronisme dans la tête de notre ami. J'ai vu le cheval de bataille que monte ce grand capitaine. C'est un monument de bronze, mais le cheval ne marche pas. Je ne m'étonnerais donc nullement de voir notre excellent ami s'en aller à pied⁷.

190

Et le ministre ne fait nul mystère de son jugement comme l'atteste l'envoyé saxon : « La politique et la conduite de cet ainsi nommé homme d'État ne trouve pas beaucoup d'approbation ici ; si M. de Bismarck a des capacités et talents incontestables et beaucoup d'esprit, le tact en général et celui d'un homme d'État lui manque assurément complètement⁸. »

Enfin, après trois semaines de polémiques qui empoisonnent les relations entre les deux cours, la convention Alvensleben disparaît de leur correspondance le 13 mars. À cette date, la Russie, à son tour sous le feu de l'interventionnisme européen, y trouve évidemment son intérêt. Car par trois fois au cours du printemps et de l'été (avril, juin, août), Paris, Londres et Vienne adressent des notes de protestation au tsar au nom du respect des traités de 1815 concernant la Pologne. Bismarck a alors le bon goût de ne pas s'y joindre mais c'est une base un peu mince pour imaginer que les dirigeants russes puissent lui en être redevables ! Par ailleurs, le soutien qu'il manifeste alors est beaucoup moins inconditionnel qu'on a voulu le faire accroire.

Le 5 mai, dans un mémorandum, il écrit : « Une alliance de la Prusse avec la Russie, au regard de notre propre défense, n'est ni dans nos intentions, ni dans nos intérêts⁹ » et le 28, il ajoute encore : « [...] la position que la Prusse a prise face à l'insurrection polonaise, pour sa sécurité, et notre refus de concessions qui peuvent être utiles à l'établissement d'une Pologne indépendante, ne signifient aucunement que l'on prend parti en faveur de la Russie et de sa politique¹⁰. »

7 Gortchakov à Oubril, 22 février, 6 mars 1863, GARF (*Gosudarstvenij Arkhiv Rossijskoj Federacii* [Archives d'État de la Fédération de Russie]), fond 828 (Gortchakov), *edinstvo khraneniya* (unité de dépôt) 1427, p. 99.

8 Perglas au roi Maximilien II, 7 mars 1863 cité d'après Hans-Werner Rautenberg, *Der polnische Aufstand von 1863 und die europäische Politik. Im Spiegel der deutschen Diplomatie und der öffentlichen Meinung*, Wiesbaden, Franz Steiner, 1979, p. 226, note 709.

9 Promemoria des Affaires étrangères, 5 mai 1863, APP, vol. III, n° 479.

10 Bismarck à Bernstorff, 28 mai 1863, *ibid.*, n° 529.

C'est d'ailleurs en puisant dans le soutien populaire et nationaliste que les dirigeants tsaristes repoussent, malgré la tiédeur prussienne, les dernières salves diplomatiques des puissances en juillet-août.

Au regard de la chronologie des événements de l'année 1863, qui peut à présent être fidèlement retracée à partir des archives de tous les protagonistes, il n'est guère possible de voir dans la mission Alvensleben l'acte fondateur de l'amitié prusso-russe sur l'échiquier européen. Mais la qualifier d'échec n'est sans doute pas plus opportun si l'alliance russe n'était pas l'objectif réel de la mission... ce qui nous renvoie à l'interrogation liminaire.

Un acte révélateur de la vision bismarckienne du système européen

Dans la mission Alvensleben, l'acte le plus important n'est sans doute pas la signature de la convention elle-même mais le fait que Bismarck la dévoile immédiatement aux Britanniques et aux Français. Et lors de sa conversation avec l'ambassadeur britannique à Berlin, Arthur Buchanan, agacé par un mot qui revient dans la bouche de son interlocuteur, Bismarck finit par lancer : « *Who is Europe?* ». La réponse : « *several great nations* » le fait sourire d'autant qu'à la question de savoir si ces nations sont unies sur ce sujet, l'ambassadeur évite de répondre positivement...

La question n'est pas anodine et ce n'est qu'en interprétant la mission Alvensleben comme un acte européen et non russe, d'où le titre de cette contribution, que l'on parvient à donner un sens aux actions du ministre en 1863.

Les diagnostics du diplomate Bismarck pendant les années 1850 sont là pour nous y aider : la Prusse est la plus faible du directoire de l'Europe, ces puissances qui fondent puis animent l'ordre européen depuis 1815 ; elle n'y est admise, selon lui, que « par effraction » comme lors du congrès de Paris de 1856. C'est cela que Bismarck veut changer en dotant son pays d'une *Bündnisswert*, une valeur en tant qu'alliée, pourrait-on dire. Car les alliances, ou mieux, la possibilité de nouer des alliances, c'est, selon lui, l'essence même de la puissance d'un État dans des relations internationales qu'il voit comme une pure mécanique de rapports de force.

Cette mécanique, Bismarck l'analyse en 1862 comme profondément défavorable à la Prusse : le rapprochement franco-russe, entamé en 1856, notamment lui interdit tout mouvement diplomatique d'envergure.

La mission Alvensleben et la convention ne sont donc destinées qu'à être publiques pour provoquer une réaction du Concert européen. C'est notamment Napoléon III qui est visé. Car si l'Empereur peut rester passif devant une affaire

purement russe, la convention militaire lui donne un caractère européen. De ces calculs témoignent parfaitement les correspondances diplomatiques prussienne mais aussi russe car le pouvoir tsariste n'est pas dupe.

La mission montre le fonctionnement de la diplomatie bismarckienne : elle initie des crises européennes en escomptant qu'il en sorte une configuration diplomatique favorable à la Prusse. *De facto*, le facteur « chance » est donc inhérent à ce mode de fonctionnement qui peut aisément se retourner contre son initiateur, comme le montre la première offensive diplomatique des puissances dirigée en février contre Berlin. Et ce n'est pas la *maestria* de Bismarck qui le tire d'affaire mais les calculs britanniques. Il ne faudrait donc pas voir Bismarck comme un adepte du risque calculé ; c'est ce que lui-même et ses thuriféraires à sa suite ont mis en scène en ne conservant *a posteriori* que les initiatives qui paraissaient heureuses.

192

Dans cette entreprise de redistribution des cartes européennes, la mission Alvensleben est-elle un succès ? La question appelle des réponses différenciées.

Du point de vue du système européen, son coup diplomatique a assurément pour conséquence de faire bouger les lignes. La crise polonaise enterre-t-elle cependant le rapprochement franco-russe ? D'une part, on peut opposer à cette grande théorie de l'historiographie allemande qu'il s'essouffait dès avant 1863 ; d'autre part, le dépouillement des archives russes montre que la Neva n'a pas fermé sa porte à Napoléon III. En mai-juin, une rencontre secrète a lieu, à la demande française, entre le général Fleury, émissaire de Napoléon III, et l'ambassadeur russe à Bruxelles, Nikolaj Orlov¹¹. Il n'en sort rien de concret mais l'analyse qu'en tire Gortchakov à la mi-juillet est éclairante :

L'Empereur Napoléon n'a pas écrit à notre A.M. et son Cabinet n'a pas discontinué ses efforts pour nous susciter partout des obstacles et, – si cela avait dépendu de lui – des adversaires. Nous continuerons non seulement à ne pas montrer de ressentiment ni de la rancune mais encore à faire semblant de n'y voir pas clair, de manière que ses vaisseaux ne soient pas brûlés à moins qu'il n'entre dans ses intérêts de jeter définitivement le masque¹².

De la sorte, la responsabilité soit de la rupture définitive soit de renouer les fils diplomatiques, incombe au seul Napoléon ; la Russie, elle, n'a pas renversé ses alliances.

11 Il s'agit du fils d'Aleksej Orlov, favori du tsar Nicolas I^{er}, qui représenta la Russie au congrès de Paris en 1856.

12 Gortchakov à Orlov, (2) 14 juillet 1863, GARF, fds 828, unité 1428, p. 301.

Du point de vue prussien, Bismarck a-t-il prouvé la *Bündniswert* de la Prusse ? C'est ici que la réponse est la plus difficile. D'un côté, il y a les déclarations d'intention françaises à l'automne. Lorsque l'Europe moque la proposition de congrès de l'Empereur, Bismarck convainc son souverain d'accepter. L'initiative est remarquée par le ministre des Affaires étrangères français, Édouard Drouyn de Lhuys.

[...] la situation était devenue plus claire [...]; la France [...] a pu constater quelles sont les Puissances avec lesquelles elle a des vues identiques. Si vous avez maintenant, m'a-t-il dit, quelque chose à nous dire à l'oreille, nous écouterons attentivement. Si nous désirons, de l'autre côté, nous entendre avec vous sur une question, nous n'hésiterons pas à vous le dire¹³.

La correspondance russe est plus révélatrice encore. Le jugement sévère porté le 6 mars par Gortchakov est conforté par un énième pseudo-malentendu dans la correspondance bilatérale en septembre¹⁴ si bien que l'ambassadeur à Berlin, Oubril, en juge ainsi : « La vérité est que le chef du cabinet prussien dans les difficultés qui l'entourent et auxquelles il s'est en partie gratuitement acculé, tombe parfois dans des contradictions qui nuisent à la précision de ses vues et à la conséquence de ses idées¹⁵. » Mais ce jugement peut aboutir à une conclusion intéressante : Bismarck « est constamment dans les extrêmes et dans les combinaisons les plus aventureuses et les plus hasardées. Une politique saine semble exclue de son dictionnaire. Il cherche constamment les difficultés et ses plans n'admettent aucune mesure. [...]. Bismarck, dirigé et enrayé par nous me semble préférable ; mais encore faut-il alors ne point l'abandonner sur le terrain allemand¹⁶ ». C'est au degré d'imprévisibilité donc de dangerosité que se mesure la valeur de l'alliance bismarckienne, autant dire de manière purement négative.

Une mission emblématique du jeu bismarckien pendant la décennie de l'unification

Pas plus qu'en 1863, Bismarck ne cherche par la suite à nouer une ou des alliances bilatérales avec les puissances européennes.

L'alliance russe en laquelle on a longtemps voulu voir la clef de sa réussite dans les années 1860 n'existe pas. Dès la guerre contre le Danemark dans laquelle Bismarck parvient à entraîner l'Autriche en 1864, la Russie tâche de limiter les succès prussiens, inaugurant ce qui sera sa ligne constante jusqu'en 1870. Elle n'y échoue que faute de soutien parmi les autres grandes puissances, et notamment de la part de la France. Cela est particulièrement évident à l'été

13 Goltz (ambassadeur à Paris) à Bismarck, 29 novembre 1863, APP, vol. IV, n° 153.

14 S. Burgaud, *Le Rôle de la politique russe de Bismarck*, op. cit., t. 1, p. 279-282.

15 Oubril à Gortchakov, (11) 23 septembre 1863, APP, vol. III, n° 712.

16 Oubril à Gortchakov, (3) 15 septembre 1863, *ibid.*, n° 694.

1866, avant et après Sadowa. Il faut dire que Bismarck, s'il ne méconnaît pas l'opposition croissante à sa politique sur la Neva, n'entend pas sacrifier à la satisfaction des intérêts russes un soupçon de sa liberté diplomatique.

Ainsi, lorsque les Russes demandent son appui dans la Question d'Orient en 1865, il y aligne sa position sur celle de Paris avec un motif explicite : « Ayant inauguré, dit-il, des relations avec le Cabinet des Tuileries qui évitent toute possibilité de conflit, mais aussi tout caractère de cette nature, je tiens à persister dans une voie que je crois conforme aux intérêts de mon pays¹⁷. »

Si ce n'est pas l'alliance russe, la clef des succès bismarckiens tient en sa capacité de mouvement sur l'échiquier diplomatique, nouant et dénouant les crises et tirant toujours le meilleur profit de la désunion des autres puissances, ses adversaires potentiels. Cela change-t-il une fois la puissance prussienne assurée par l'unification allemande de 1871 ?

194

LA MISSION RADOWITZ : UN TOURNANT DANS LA DIPLOMATIE BISMARCKIENNE ?

Un objectif russe ?

La vision classique de l'historiographie plutôt bismarckophile, représentée par Ulrich Lappenküper par exemple, affirme qu'en 1875, Bismarck inquiet de la dégradation des relations germano-russes dans une conjoncture internationale où il craint une coalition associant la France, la Russie et l'Autriche, décide d'envoyer une mission extraordinaire pour resserrer l'alliance russe. Et là il proposerait le marché suivant : Berlin laisserait à Saint-Pétersbourg les mains libres en Orient en échange de la neutralité russe dans un nouveau conflit franco-allemand à l'Ouest. Certains historiens allemands de l'école critique comme Konrad Canis parlent même, à cette occasion, de velléités d'un véritable « partage de l'Europe » en deux zones d'influence. Mais pour cette mission, encore une fois, l'absence des archives russes y compris dans les ouvrages de 2010 surprend ; d'autant que les documents allemands sont lacunaires, Bismarck ayant fait disparaître de nombreuses pièces sur la crise de l'année 1875.

D'autre part, en l'absence de preuves tangibles, la conviction des historiens qu'il y a dans cette mission un objectif proprement russe et la proposition d'une alliance pour une guerre contre la France, provient à l'évidence d'une construction/lecture rétrospective dont le véritable point de départ est la crise de la *Krieg-in-Sicht* du printemps.

Pour mémoire, on désigne par là, la crise internationale qui débute avec la publication le 9 avril 1875 d'un article dans un organe officieux du régime

17 Oubril à Gortchakov, (2) 14 décembre 1865, *ibid.*, n° 387, p. 491.

allemand, *Die Post*¹⁸, qui pose la question : *Ist der Krieg in sicht?* [la guerre est-elle en vue?]. Les contemporains attribuent, à raison, l'avertissement au chancelier Bismarck. Le mouvement bismarckien dans cette affaire est extrêmement complexe¹⁹. Retenons uniquement son issue : Paris, inquiète, se tourne vers les puissances du Concert européen. La Russie et le Royaume-Uni prennent fait et cause pour la France et interviennent directement en ce sens à Berlin ; à la mi-mai, la crise est terminée et se solde par la défaite de Bismarck contraint de faire machine arrière et de plaider l'innocence.

Pour une historiographie largement majoritaire, cette crise de *la guerre en vue* devient la preuve *a posteriori* que Bismarck cherchait bien avec la mission Radowitz à assurer ses arrières pour une guerre préventive contre la France. Cette autre interprétation a également cours : n'ayant pu convaincre la Russie de conclure cette alliance dans un contexte qui ne semblait pas en justifier l'urgence, il a déclenché la crise de 1875 pour précipiter une occasion. Ainsi le tsar se laisserait ôter tout scrupule. L'Allemagne ne serait pas à ses yeux celle qui menace l'équilibre européen mais bien celle qui veut le préserver des excitations bellicistes françaises.

Logiquement, ce scénario semble plausible, sauf qu'il est contredit par les archives. Que montrent-elles ? En janvier 1875, Bismarck prend la décision d'envoyer à Saint Pétersbourg le conseiller de légation, Joseph-Maria von Radowitz fils. C'est un jeune diplomate de 35 ans qui n'est à la Wilhelmstraße que depuis trois ans. Son envoi peut se justifier en l'absence du titulaire du poste, le prince von Reuß, en congé maladie et alors que le jeune chargé d'affaires sur place est jugé trop peu aguerri.

On retrouve surtout ici un mode de fonctionnement largement éprouvé par Bismarck dans ses missions russes. Gustav von Alvensleben a été choisi en 1863 pour ses qualités intrinsèques aux yeux de Bismarck : un militaire de carrière, sans expérience diplomatique et sans grande imagination, bref, un agent docile qui obéirait à toutes ses manœuvres et dont on accuserait aisément les défaillances au besoin, ce dont Bismarck ne s'est pas privé lors des controverses avec les autorités tsaristes. Radowitz est incontestablement d'une autre ampleur intellectuelle mais il est encore peu expérimenté et sait que, de Bismarck et de cette mission, dépendra sa future carrière. Pour d'autres raisons

¹⁸ Organe du Parti des conservateurs libres, publié à Berlin.

¹⁹ Voir la mise au point présentée lors du colloque *Morale et diplomatie au XIX^e siècle* qui s'est tenu à la Sorbonne les 15 et 16 juin 2012 : S. Burgaud, « La morale du Concert européen à l'épreuve du réalisme bismarckien. La crise de la 'Krieg-in-Sicht' de 1875 », *Histoire, économie et société*, à paraître.

qu'Alvensleben, il est bien un agent dont Bismarck n'a pas à craindre qu'il prenne d'initiative propre.

Radowitz parvient sur la Neva le 4 février 1875 et revient à Berlin le 21 mars ; sur place, il est reçu dès le 6 février et à plusieurs reprises par le tsar, Gortchakov et surtout le directeur du département asiatique, Petr Stremoukhov, son interlocuteur privilégié. Les instructions reçues de Bismarck avant et pendant la mission sont claires²⁰ : exiger le principe de réciprocité, c'est-à-dire soutien à la politique orientale russe contre appui de la Russie à la politique allemande visant à s'assurer que la France reste isolée et pacifique.

Ce n'est que début mars (les sources permettent d'établir que c'est avant le 11 mars) que Radowitz lance un ballon d'essai, sur un ton désinvolte, concernant de possibles acquisitions territoriales de la Russie à l'Orient de l'Europe. Mais pour l'heure, à ce « chant des sirènes²¹ », comme le raille Gortchakov, on proteste, côté russe, d'un attachement sans faille au *statu quo* oriental.

196

Il faut dire que ce n'est pas la première fois qu'un envoyé de Bismarck propose à la Russie des compensations à l'Est à un moment délicat des relations franco-allemandes. Le général Edwin von Manteuffel, lors de la mission éponyme en Russie en août 1866, s'était livré aux mêmes ouvertures, sans succès, pour diverses raisons où entrent essentiellement la méfiance qu'inspirent les manœuvres bismarckiennes et la volonté du pouvoir tsariste de mener une politique de puissance autonome²².

Quoiqu'il en soit, à la question de savoir si, en 1875, Bismarck a proposé aux Russes une carte blanche à l'Est, les sources répondent par la négative. Radowitz rappelle plusieurs fois dans ses conversations les intérêts autrichiens dans cette zone. Et dans sa correspondance avec Oubril, l'inamovible ambassadeur russe à Berlin, le chancelier Gortchakov, admet que l'émissaire allemand n'a proposé aucun « grand plan » à ses interlocuteurs tout en se disant convaincu qu'il

20 Par exemple, Bismarck à Radowitz, 27 février 1875, *Politisches Archiv. Auswärtiges Amt* [Archives politiques. Ministère des Affaires étrangères, abrégées PAAA], I.A.B.q (*Türkei*) 10/24 n° 153.

21 Citation faite à l'ambassadeur autrichien sur la Neva le 23 mars 1875, reprise par J. Stone, *The War Scare of 1875, Bismarck and Europe in the Mid-1870s*, Stuttgart, Franz Steiner, 2010, p. 129.

22 Nos recherches dans les archives tsaristes, notamment au GARF où nous avons retrouvé le fameux fonds Gortchakov égaré depuis les années 1950, ont permis de réviser radicalement la politique russe à l'été 1866. Ces résultats, fondamentaux pour restaurer la logique de la diplomatie tsariste dans les années 1860, permettent aussi de relire le jeu prusso-russe à l'été 1866. Voir notamment S. Burgaud, « La politique de Gortchakov face à la Prusse à l'été 1866 à la lumière des archives russes », *Revue d'histoire diplomatique*, 2005/2, p. 135-149. On consultera également avec profit la synthèse « La Russie, l'Europe et l'Orient : enjeux stratégiques et politiques pour le pouvoir tsariste (1814-1878) », dans S. Burgaud et D. Placidi-Frot (dir.), *L'Europe dans la construction politique et identitaire russe du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2013, p. 59-72.

l'aurait fait si Stremoukhov avait rebondi. Car selon lui, cela correspondrait aux plans bismarckiens; Oubril, lui, en doute fortement. En fait, seul Gortchakov tient ce langage au printemps dans les milieux diplomatiques européens pour accuser les noirs desseins de Bismarck, lorsqu'il veut utiliser la crise de *la guerre en vue* pour prendre la tête de l'offensive anti-bismarckienne.

À mes yeux, l'analyse des sources montre donc clairement que la mission Radowitz a une tout autre portée que nouer une alliance militaire avec la Russie en vue d'une guerre contre la France. C'est, comme pour la mission Alvensleben, au niveau européen qu'il faut raisonner.

Instrumentaliser la question d'Orient pour recomposer les rapports de force européens

Le fait que Radowitz soit, à l'époque de sa mission, conseiller privé au département politique en charge des affaires de l'Empire ottoman, n'est évidemment pas anodin, pour la tâche dont Bismarck le charge mais aussi pour l'Europe qui observe avec attention cette mission spéciale.

Si on l'analyse sans le biais rétrospectif induit par la crise de *la guerre en vue* mais dans un pas de temps plus large, entre 1874 et 1878, on constate que la mission prend place dans une série d'actions de Bismarck pour accélérer le cours des événements dans l'Empire ottoman, sa désagrégation et le partage de ses dépouilles entre les grandes puissances. La Question d'Orient est bien en soi le but de la mission.

Car Bismarck a reçu à l'automne 1874 de son ambassadeur à Londres, Münster, la nouvelle que le Royaume-Uni serait en train de réviser sa position traditionnelle de *statu quo* de l'Empire ottoman; il s'agirait notamment de se faire reconnaître le contrôle de l'Égypte, par la Russie, en échange d'acquisitions territoriales pour cette dernière. Le chancelier y voit immédiatement trois avantages possibles.

- Une occasion de relancer la rivalité austro-russe dans les Balkans. Car le rapprochement possible entre les deux puissances (liées à Berlin par l'Entente des trois empereurs de 1873), signalé par les diplomates allemands²³, l'inquiète particulièrement.
- Jouer le beau rôle d'initiateur d'un tel arrangement entre la Russie et le Royaume-Uni, par l'entremise de Radowitz.
- Peser sur la conduite des affaires russes en favorisant, contre Gortchakov, l'ascension d'un ministre plus germanophile, Petr Suvalov, pour l'heure ambassadeur à Londres et qui pourrait s'arroger un rôle d'importance dans une telle négociation avec Londres. Pour Bismarck, Gortchakov est un

²³ Reuß à Radowitz, 2 mai 1875, repris dans J. Stone, *The War Scare of 1875*, *op. cit.*, p. 119.

adversaire, et ce, dès les années 1860 d'ailleurs²⁴, et s'en débarrasser serait, pense-t-il un peu rapidement d'ailleurs, lever l'hypothèque d'un possible rapprochement franco-russe. Car Bismarck prête au chancelier russe le calcul suivant : aider la France à sortir de son isolement en contrepartie d'un soutien sans faille en Orient tout en considérant la neutralité bienveillante de l'Allemagne dans cette question comme acquise puisque Berlin ne saurait s'isoler de Saint Pétersbourg tant que ses relations avec la France sont mauvaises... Bismarck a donc tout intérêt par cette mission à rappeler à Gortchakov ce qui est, dit-il, une règle d'or des relations internationales : la réciprocité des appuis.

198

La mission Radowitz a donc essentiellement pour but d'ouvrir la Question d'Orient en suggérant un partage des territoires ottomans entre les puissances intéressées. C'est d'ailleurs dans la logique de sa politique autrichienne en 1875 : aider Andrassy à redorer son blason et ainsi à affermir sa position et le dualisme. Les Russes ne cédant pas aux sirènes, la mission est concrètement un échec mais cela n'entame en rien les résolutions de Bismarck.

À l'ambassadeur britannique, Odo Russell, le 9 mars, Bismarck affirme que les prétentions britanniques sur le canal de Suez sont légitimes et qu'il pourrait aider Saint-Pétersbourg à réviser son jugement sur cette question mais que Stremoukhov et Gortchakov y sont hostiles. Bref, il se propose explicitement pour le rôle d'« honnête courtier » (amener la Russie à la table des négociations etc.) en suggérant aux Britanniques d'aider à faire pression pour que Gortchakov soit remplacé par Suvalov. Et à ce dernier, reçu à Berlin le 18 mars, il ne propose pas plus de carte blanche que Radowitz à ses interlocuteurs mais simplement d'ouvrir la Question d'Orient, en favorisant l'ascension de son « protégé », l'intéressé. La mission Radowitz doit donc être l'instrument, l'étincelle, de la politique orientale de Bismarck et cette dernière dépasse ses seules relations bilatérales avec la Russie.

Le fait qu'elle échoue ne fait nullement renoncer Bismarck. Et c'est encore une fois un signe de continuité. Que voit-on à l'été 1875 ?

En août 1875, quand éclate la crise en Herzégovine, qui réclame son indépendance de la tutelle ottomane, Bismarck réagit immédiatement en faisant savoir qu'une administration russe plus germanophile se verrait en retour soutenue à l'Est²⁵. L'intervention autrichienne qui suit est bienvenue : car l'Autriche et non plus seulement la Russie vont chercher l'appui allemand.

24 Comme je l'ai démontré dans *La Politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010.

25 Bismarck aux missions allemandes, 11 août 1875, PAAA, *Europa Generalia secr. 50 adh.*, vol.1.

L'intérêt manifesté par les Britanniques pour le canal de Suez à l'automne justifie enfin le scénario imaginé par Bismarck un an auparavant.

Et en parfaite intelligence avec la mission Radowitz, il expose le 5 janvier 1876 à l'ambassadeur russe Oubril le même plan que précédemment : la Russie devrait accepter que l'Autriche-Hongrie incorpore la Bosnie ; en échange, elle pourrait obtenir la Bessarabie et le Royaume-Uni ne s'y opposerait pas pourvu qu'on lui fasse des concessions concernant Suez. Là encore il insiste pour négocier lui-même un tel arrangement à Londres.

La réponse russe est encore négative mais cette répétition interdit de penser 1875 en termes de tournant radical dans la diplomatie bismarckienne ! D'ailleurs, du printemps 1875 jusqu'au début de la guerre en avril 1877, Bismarck n'a de cesse d'encourager la Russie à mener une guerre localisée contre l'Empire ottoman en l'assurant de son soutien. C'est le cœur de sa stratégie dans la question orientale puisque cela provoquerait un partage entre les puissances européennes et éloignerait la Russie du centre de l'Europe. Évidemment il y a un revers à la médaille : créer, encore une fois des espoirs en Russie qui ne seront pas tenus (comme au congrès de Berlin).

Plus largement la continuité de son engagement entre 1874 et 1876/1878 reflète aussi celles de la diplomatie bismarckienne telle qu'on en a brossé le portrait dès 1863.

EN CONCLUSION : LES PRINCIPES DE L'ACTION BISMARCKIENNE

Finalement, la thèse d'une rupture dans la diplomatie bismarckienne après la crise du printemps 1875 est influencée par deux éléments.

- L'impression qu'à cette date on assiste à un tournant général dans les relations internationales puisque d'une focalisation sur les relations germano-françaises on passe à l'omniprésence de la Question d'Orient.
- Le fait que Bismarck apparaisse à la fin des années 1870, et notamment lors du congrès de Berlin, non plus comme un élément perturbateur des relations internationales mais comme un rempart pour la paix européenne. On y lit alors souvent le résultat de son échec lors de la crise de la *Krieg-in-Sicht* face au concert des puissances.

C'est minorer la continuité de ses principes d'action diplomatique que les deux missions russes étudiées, une fois leur véritable sens mis au jour, montrent particulièrement bien. D'abord, il y a chez lui le refus du Concert européen et de la notion d'une communauté européenne de valeurs. Ensuite, il considère les relations internationales comme un espace de conflits permanents entre des puissances séparées par des rivalités d'intérêts qu'il faut attiser pour dominer le jeu. En ce sens la diplomatie bismarckienne peut se lire comme une fabrique

de crise permanente. Enfin, retenons l'incapacité à former des alliances solides fondées sur la confiance et la stabilité de valeurs ou de buts partagés au profit de simples rapports de force (la *Bündniswert* négative que l'on peut évoquer dès 1863).

Cette vision, les thuriféraires de Bismarck l'ont toujours réfutée au motif que l'alliance russe était la preuve du contraire, par sa longévité entre 1863 et 1890. Mais comment parler encore d'alliance russe ?

De la République de Weimar
au III^e Reich

UN GÉNIE DE LA PRÉVISION : JACQUES BAINVILLE DANS *LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA PAIX*

Zoltan Bécsi

Jacques Bainville était polygraphe, journaliste, en particulier, chroniqueur et auteur de grands livres d'histoire. Il ne fut jamais universitaire et pourtant il est devenu l'un des plus brillants historiens français du xx^e siècle. Directeur de *La Revue universelle* et membre de l'Action française, il était royaliste et catholique, comme les autres figures de proue du mouvement, Charles Maurras et Léon Daudet, sans toutefois partager l'antisémitisme de ces derniers¹. Il lui arrivait même de trouver à la République un certain côté monarchique, quand, par exemple, un président comme Alexandre Millerand était capable d'autorité, disposé à placer la France comme centre de la réaction contre les communes qui menaçaient l'Europe au lendemain de la première guerre mondiale².

Les grands auteurs sont rarement oubliés. Mais Bainville a failli l'être. Depuis un peu plus d'une dizaine d'années, on observe un regain d'intérêt à la fois pour ses textes et pour sa personne. Des livres sur sa pensée ont été publiés, sans parler de la réimpression de ces œuvres, en particulier de son *Histoire de France* et de son analyse où il expose *Les Conséquences politiques de la paix* (de Versailles). Ce dernier ouvrage a été republié conjointement avec celui de Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix* auquel Bainville avait voulu répondre. Si, aujourd'hui, un homme politique comme François Fillon s'est emparée de son *Histoire de France* pour le citer – dans un discours sur l'identité nationale datant de 2009³ –, c'est le signe que Bainville a encore

- 1 « Par ailleurs, Bainville est plus ou moins d'Action française, mais il ne partage pas les sentiments d'antisémitisme qui sont présents à haute dose dans cette coterie royaliste ; il signale, dès les premières saisons du national-socialisme, l'existence et le fonctionnement des camps de concentration où sont enfermés les socialistes, les juifs et bien d'autres. » (E. Le Roy Ladurie, « Les presciences de Jacques Bainville », *Le Figaro littéraire*, 14 décembre 2000.)
- 2 *Les Conséquences politiques de la paix*, Paris, Arthème Fayard, 1920, p. 130, version électronique : http://classiques.uqac.ca/classiques/bainville_jacques/consequences_pol_paix/consequences_pol_paix.pdf; Édouard Husson, « Keynes et Bainville à la recherche de l'équilibre européen perdu », préface à J.M. Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*, J. Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002, p. XLV-XLVI.
- 3 <http://www.blog-fillon.com/article-f-fillon-l-identite-nationale-c-est-une-construction-vivante--40573536.html> (10 septembre 2013).

des choses à nous dire en ces temps d'incertitude. Auparavant, les ouvrages de Christophe Dickès et Dominique Decherf, ainsi que les articles d'Emmanuel Le Roy Ladurie et de Jean Sevillea avait déjà annoncé sa réhabilitation parmi les hommes de droite comme de gauche⁴. C'est pourtant des États-Unis qu'était venue sa redécouverte. *Nemo propheta in patria sua*. Bien avant l'engouement de ces dernières années, un historien américain, William R. Kaylor, avait rédigé un livre d'importance : *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in the Twentieth-Century France* (1979).

Ce nouvel intérêt pour Bainville nous donne l'occasion d'étudier sa méthodologie en dévoilant quelques lectures et rencontres qui l'ont inspiré, tout en revenant sur l'impact de ses analyses sur la pensée du xx^e siècle, éventuellement sur les « écoles » qu'il a pu inspirer. Découvrons d'abord l'ouvrage qui résume son génie.

LES PRÉMONITIONS : UN CASSANDRE MODERNE

Quelle est donc la nature de ce génie qui rend Bainville si actuel et qui continue d'inspirer tant de monde ? En tant que spécialiste de l'Europe centrale et des relations internationales, j'ai tendance à chercher la réponse dans l'œuvre qui l'a rendu célèbre à l'étranger : *Les Conséquences politiques de la paix*, est le livre des prémonitions, qui a fait dire de son auteur qu'il était un Cassandre moderne. En effet, il y prévoyait, dans un avenir de vingt ans, une nouvelle guerre tout en expliquant les étapes de l'échec de la paix.

Ce livre réitérait, mais aussi complétait des idées qu'il avait déjà publiées auparavant, dont celle de la nécessité de maintenir l'Autriche-Hongrie, non par amour ou par besoin de royalisme générique, mais par bon sens géostratégique. Il y décrivait, avec une précision étonnante, les problèmes à venir si la France acceptait la situation née des traités de paix, ainsi que le retrait des Américains des affaires européennes.

Quels sont les points les plus importants de son hypothèse prémonitoire ? Il exposait la situation géostratégique de la France en montrant qu'avec la Belgique pour seule alliée, la France ne pourrait qu'assister passivement à la reconstruction de l'Allemagne, notamment de sa force militaire. En effet, avec la disparition de la Russie, devenue l'Union soviétique, la France n'avait plus de grand allié à l'est sinon quelques États faibles comme la Tchécoslovaquie et la Pologne. Entre l'Allemagne, toujours debout, et l'empire soviétique se trouvait

4 Jean Sévillea a recueilli les propos sur Bainville d'un certain nombre de penseurs et d'hommes politiques, de droite comme de gauche (Jean Sévillea, « Bainville : cet historien fut un prophète », *Le Figaro magazine*, 25 novembre 2000).

cette Europe médiane – tampon entre l’Allemagne et la Russie – morcelée et divisée entre vainqueurs et vaincus, contents et mécontents de la Grande Guerre au cours de laquelle un Hitler – qu’il ne nommait pas encore – n’aurait qu’à cueillir les frustrés de la paix et les manipuler au moyen de l’antique méthode du *divide et impera* pour soumettre les autres. Bainville précisait le scénario dans l’ordre chronologique des événements : d’abord, l’annexion de l’Autriche ; puis le renversement et l’occupation de la Tchécoslovaquie sous le prétexte de la minorité allemande ; puis une alliance entre l’Allemagne et la Russie en vue de partager de nouveau la Pologne ; finalement, on arriverait à une nouvelle guerre mondiale que Bainville ne devait jamais voir lui-même, puisqu’il mourut en 1936. Dans *L’Action française* du 14 novembre 1918, il anticipait aussi et annonçait que l’Allemagne serait une « république sociale-nationale supérieurement organisée ».

LE PROBLÈME CENTRAL : L’ALLEMAGNE

Mais que disait précisément Bainville de l’Allemagne ? Qu’au lieu d’être découpée au traité de Versailles, elle avait été maintenue à peu près dans son intégrité. Que l’on avait, en revanche, affaibli l’Europe centrale en la morcelant. Comme le souligne Georges-Henri Soutou, il est difficile de réfuter le raisonnement de Bainville selon lequel « le traité laissait au Reich ses bases de puissances essentielles, et la démocratie en Allemagne, telle que la pratiquait la République de Weimar à la suite de la révolution de Novembre, allait encore renforcer l’unité et la centralisation du pays ». Considérant ces réalités, la désintégration de l’Europe centrale et orientale devait provoquer un déséquilibre majeur. « Sur ce point la prévision de Bainville est devenue une idée reçue, mais elle ne l’était pas en 1919 ou 1920 »⁵.

Un second point important que Bainville soulignait, c’est qu’en imposant des réparations sévères payables par l’Allemagne dans son ensemble, Clemenceau allait produire l’effet contraire de celui escompté, en affermissant le lien entre la Prusse et le reste de l’Allemagne. Clemenceau se plaçait, selon lui, dans une continuité historique apparue avec la Révolution. En effet, Napoléon I^{er} avait d’abord simplifié le Saint-Empire en créant une carte réduite à une quinzaine d’États au lieu de trois cents. Puis Napoléon III, quant à lui, avait laissé l’Autriche affronter seule la Prusse à Sadowa (1866), prélude à la défaite française de Sedan (1870). Selon Bainville, ces dirigeants étaient coupables « d’avoir méprisé les particularismes allemands et même de les avoir combattus ou détruits. [...]

5 Préface de Georges-Henri Soutou à Christophe Dickès, *Jacques Bainville : l’Europe d’entre-deux-guerres 1919-1936*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1996, p. 4.

Clemenceau a donc commis une erreur du même type en posant d'emblée que l'unité allemande était, après la défaite, une évidence imposée par l'histoire et en n'encourageant pas les particularismes, les régionalismes et même les scissions politiques qui caractérisent l'histoire de l'Allemagne⁶ ». Pour Bainville, il fallait encourager la dislocation par la désolidarisation avec la Prusse militariste au lieu de solidariser « l'ensemble des Allemands avec la monarchie des Hohenzollern déchue alors que c'est à la Prusse qu'il fallait s'en prendre et encourager les autres États à sortir de son orbite⁷ ». Bainville espérait la réapparition des différents royaumes et principautés libérés du centralisme et du militarisme prussien.

Cette analyse était, en partie, uchronique car le traité de Versailles était bel et bien scellé lors de la parution du livre en 1920. Un processus tendant à provoquer des forces centrifuges eût dû être encouragé plus tôt. Cela n'enlève rien à la finesse de l'analyse et au fait que Bainville s'est révélé capable de dégager les continuités et similitudes entre la politique de Clemenceau et celle des empereurs français.

206

Il est clair que Bainville ne fut pas le seul, pendant et après la guerre, à présenter de tels diagnostics et scénarios. Les citoyens de l'Europe centrale – glacis ou zone tampon de l'Europe – furent certainement eux-mêmes ceux qui mesuraient le mieux les problèmes à venir. À titre d'exemple, le comte Gyula Andrassy junior – dernier ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie et fils de Gyula senior – avait prédit le relèvement de l'Allemagne dans des termes similaires, et cela dès novembre 1916⁸. Puis, de l'autre côté de la Manche et de l'Atlantique, on cherchait le nouvel équilibre des forces en Europe dans un processus de fédéralisation de l'Europe centrale, en prévision du relèvement de l'Allemagne. Ce ne sont pas les scénarios qui manquaient prévoyant un

6 É. Husson, « Keynes et Bainville... », déjà cité, p. XXXVIII-XXXIX.

7 L'article 231 du traité rendait toute l'Allemagne et ses Alliés responsable de « toutes les pertes et tous les dommages subits par les Gouvernements alliés et associés ». On sait aujourd'hui que cet article fut imposé par les Américains (*ibid.*, p. XL) ; Dominique Decherf, *Bainville, l'intelligence de l'histoire*, Paris, Bartillat, 2000, p. 179-183.

8 Au sujet des Allemands, Andrassy écrit, tout d'abord, qu'il s'agit d'un peuple de quatre-vingt millions d'habitants sur un territoire compact, « leur science, leur talent d'organisation, leur grand patriotisme, leurs qualités militaires et économiques, leur natalité croissante sont des facteurs dont aucune défaite, aucune humiliation, aucun traité de paix ne pourra les priver et qui seront en contradiction criante avec la situation nouvelle qu'on veut leur imposer. » Même morcelée, même si son unité est supprimée en droit public, « rien ne pourra empêcher que son passé glorieux, le souvenir des vertus admirables qui se manifestent dans la guerre actuelles, ne maintiennent l'unité des âmes en dépit de tous les artifices et de toutes les restrictions. » Andrassy précise aussi que l'esprit militariste ne pourra être supprimé d'un trait. Les Allemands chercheront leur salut dans leur armée qui pourra leur garantir de nouveau « une place au soleil » (Jules Andrassy, « Le problème de la paix », *Revue politique internationale*, n° 23-24, décembre 1916, p. 107-108) ; voir Zoltan Bécsi, « Les activités secrètes et journalistiques du comte Jules Andrassy le jeune en suisse et ses conceptions de l'après guerre », *Hungarian Studies*, 27/1 (2013), p. 8.

futur d'instabilités ou de conflits, si telle ou telle mesure n'était pas prise, mais il n'empêche que c'est dans la combinaison, l'imbrication et la chronologie des événements que les prévisions de Bainville devenaient singulièrement prémonitoire. Il ne faut pas oublier, non plus, que Bainville avait déjà formulé plusieurs de ses prémonitions bien avant, dans ses articles ou dans son *Journal*. Des idées qu'il allait reprendre dans son fameux livre terminé au cours de l'été 1920. *Les Conséquences* sont donc, en partie, le fruit d'une synthèse d'analyses et de réflexions faites tout au long de la guerre.

KEYNES - BAINVILLE

Puisque *Les Conséquences (politiques)* de Bainville est une réponse aux *Conséquences (économiques)* de Keynes, il est essentiel d'esquisser brièvement les similitudes et les différences entre ces deux ouvrages complémentaires. Comme son nom l'indique, l'approche de Bainville différait essentiellement de celle de Keynes en ce qu'elle était *politique* et non *économique*. La thèse de Keynes, très brièvement résumée, stigmatisait un traité jugé inéquitable, trop dur économiquement avec l'Allemagne et dont les réparations trop lourdes seraient impossibles à honorer. Bainville était plus fin dans sa célèbre analyse de la paix, qu'il jugeait « trop douce dans ce qu'elle [avait] de dur⁹ », c'est-à-dire qu'elle enlevait tout à l'Allemagne, sauf la puissance politique qui lui permettrait de se relever. Dans un certain sens, sa critique ne s'éloignait pas diamétralement de la position de Keynes, car il n'était pas, non plus, favorable à la saignée économique et financière de l'Allemagne. Toutefois, Bainville était bien plus sévère dans son idée de dissoudre cette dernière en s'appuyant sur les régions catholiques du Sud, la Rhénanie et la Bavière. Bainville mettait donc en avant un programme exactement opposé à ce qui avait été fait : il aurait souhaité maintenir l'Autriche-Hongrie des Habsbourg et dissoudre le Reich des Hohenzollern. Était-ce possible ? Cela est une autre question, mais la réflexion est intéressante. La France, avec son prestige, eût au moins dû essayer de convaincre ses Alliés que ces conditions étaient nécessaires au maintien d'une paix future.

Si les réflexions de Bainville n'eurent, dans l'immédiat, guère d'impact sur la politique européenne, celles de Keynes, en revanche, bénéficièrent d'une grande influence. Mentionnons en particulier le renforcement du sentiment, en Grande-Bretagne, mais aussi aux États-Unis, que le traité de Versailles était injuste et qu'il devait être révisé. Ce qui allait plus tard encourager une certaine

9 Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, éd. cit., p. 24.

sympathie à l'égard des revendications de Hitler, à la source de la politique d'*appeasement*.

Le verdict est clair : le temps a donné raison à Bainville sur presque tous les tableaux. Et pourtant, c'est le livre de Keynes, le grand économiste, qui est toujours cité et étudié. La France est en partie responsable de ce phénomène, car on n'a pas encore eu, à ce jour, l'idée de traduire en anglais le livre-réponse de Bainville. Il reste donc à faire découvrir cet auteur français au monde anglo-saxon.

LES INFLUENCES ET LA MÉTHODE

208

Pour développer sa méthodologie, Bainville a trouvé son inspiration en partie chez Charles Renouvier – inventeur du néologisme *uchronie* – qui s'opposait au déterminisme. Selon Renouvier, « le cours de l'Histoire peut être interrompu ou modifié voire renversé par un seul fait, peut-être même par la volonté d'un seul individu », d'où la conclusion que « la liberté prime sur le déterminisme historique »¹⁰. Bainville a innové dans l'exercice de l'*uchronie* en ce sens qu'il entreprit d'étudier non seulement les faits du passé, mais les différentes directions que le cours de l'Histoire pourraient prendre si tel ou tel événement ne se passait pas, si telle ou telle décision n'était pas prise. Pour lui, l'étude de l'Histoire, c'était d'abord l'étude des faits, ce qu'il appelait l'étude des précédents. Puis il recherchait les constantes dans l'histoire : selon lui, l'homme était non seulement constant dans ses besoins et ses passions, mais aussi dépendant de son passé et de son milieu. Ainsi, les lois de l'Histoire « se superposent à la nature humaine et aux conditions géographiques qui ne changent pas, alors que les doctrines et les circonstances peuvent, elles, changer. » Le bon historien, selon lui, devait se replacer dans l'époque étudiée lorsqu'il abordait un événement historique, tout en feignant délibérément de ne pas en connaître la fin¹¹. Bainville allait aussi appliquer cette méthodologie à son analyse des relations internationales¹².

Pour ces analyses politiques, Bainville adoptait l'empirisme politique de Maurras, dont il avait lu *Trois idées politiques : Chateaubriand, Sainte-Beuve, Michelet*. Se dégageait naturellement de cette lecture une méthode politique positiviste. C'est avec cette combinaison de méthodologies historique et politique que Bainville fut en mesure d'écrire des œuvres tout aussi *uchroniques* que *prémonitoires*. D'ailleurs, il considérait l'Histoire comme un laboratoire à l'usage des hommes politiques. Pour lui, un homme politique qui ne connaissait

¹⁰ D. Decherf, *Bainville, op. cit.*, p. 38.

¹¹ *Ibid.*, p. 41.

¹² Christophe Dickès, *Jacques Bainville, les lois de la politique étrangère*, Paris, Bernard Giovanangeli, 2008, p. 40.

pas l'Histoire était comme un médecin n'ayant jamais mis les pieds à l'hôpital. Dans la lignée d'Antoine Cournot, Bainville expliquait « que la raison [était] plus apte à appréhender et connaître l'avenir, que le passé. [...] En effet, la connaissance des possibilités du temps présent [était] bien plus importante que la représentation des alternatives posées à un moment donné de l'histoire ». C'est pour cette raison que Bainville rejetait tout aussi bien le déterminisme que le fatalisme historique, car l'homme, selon lui, possédait une grande liberté dans ses choix, d'où la capacité des hommes à agir sur les événements¹³. Nous retrouvons l'influence de Renouvier. Il faut aussi remarquer que la place importante accordée à la liberté a des racines catholiques, puisque c'est Dieu qui donne la liberté aux hommes de choisir le chemin qu'ils veulent suivre et d'influencer l'avenir.

UNE ÉCOLE DE GÉOPOLITIQUE ?

Pour arriver à la qualité étonnante de ses analyses, Bainville s'inspirait sans doute de la tradition « non théorique » de la géopolitique française qui, sans utiliser le terme – opposé à l'expression de Frédéric Ratzel caractérisant la géopolitique allemande « théorisée¹⁴ » –, est une tradition qui préexistait à l'école allemande, dans la réflexion de Turgot, de Montesquieu ou de Richelieu. Elle est fondée sur une volonté conservatrice qui se manifeste dans le maintien du *statu quo*, dans la préservation de l'acquis et la recherche de l'équilibre, du *balance of power*, dont la France et sa civilisation seraient les bénéficiaires¹⁵.

Selon W.R. Kaylor, Bainville a tout simplement assumé une tradition intellectuelle des relations internationales – de nouveau non nommée – inaugurée aux traités de Westphalie et qui allait ultérieurement prendre le nom de *réalisme*¹⁶. Le réalisme se fonde sur l'existence des États-nations souverains qui doivent protéger leurs citoyens d'une menace extérieure à l'aide d'une armée et d'une diplomatie souple et intelligente. En outre, pour maintenir l'équilibre des forces, l'État doit tisser des alliances et, en cas de conflits, des coalitions militaires. Ces conceptions sont devenues très influentes aux États-Unis pendant la guerre froide, sous l'influence de Hans Morgentau qui préconisait la primauté de l'État et « le rôle central de la puissance au sein de l'ordre international », la

13 *Ibid.*, p. 40-41.

14 Christophe Dickès, « Jacques Bainville, une géopolitique française », dans Olivier Dard et Michel Grunewald (dir.), *Jacques Bainville : profils et réceptions*, Berne, Peter Lang, 2010, p. 51-53 et 56.

15 *Ibid.*.

16 W. R. Kaylor, « "Réalisme" bainvillien et "idéisme" wilsonien en débat à la lumière de la politique étrangère américaine », dans *Jacques Bainville : profils et réceptions*, op. cit., p. 154 et 165.

préservation de sa propre sécurité vis-à-vis des autres et « la distinction absolue entre le monde idéal de la moralité et le monde réel de la compétition globale au sein d'un environnement dangereux et non réglementé ». Bainville avait déjà développés les principes fondamentaux de cette école et avait donc anticipé les « réalistes » américains¹⁷. Ces pensées se sont notamment reflétées dans les écrits et l'action de l'historien et homme d'État américain Henry Kissinger, qui a dirigé la diplomatie américaine sous Nixon. Kissinger était un grand admirateur de Metternich et du congrès de Vienne que Bainville, aussi, loua pour avoir maintenue la paix européenne jusqu'en 1914. Selon Kissinger, la paix de 1815 avait reposé sur trois piliers : « une paix de conciliation [...], un équilibre des puissances ; et le sentiment d'une légitimité partagée ». Tandis que le traité de Versailles devait conduire à une débâcle d'ordre structurel¹⁸.

210

Mises bout à bout, ces différentes analyses de la pensée de Bainville dévoilent ensemble les origines des concepts qui influencèrent sa pensée sur les relations internationales. C'est une sorte d'école « géopolitique réaliste » propre à Bainville qui se dessine. On y trouve une logique implacable et une précision presque infaillible, sans méthode apparente, mais fondée sur des connaissances diversifiés (historique, géographique et sur la mentalité des peuples) ainsi, et surtout, qu'une immense culture et compréhension de l'Europe.

La pensée de Bainville est rassurante, car elle montre qu'une grande culture du monde actuel et une parfaite connaissance du passé permettent de prévoir l'avenir. Cela devrait nous encourager à étudier l'histoire. Le bon équilibre, il le trouvait dans son expérience de chroniqueur et d'analyste politique, où il avait le loisir de mettre en relation le passé avec les problèmes du présent, lesquels sont souvent négligés par nombre d'historiens de professions qui défendent – dans la tradition humaniste – l'Histoire comme une connaissance pour la connaissance. Bainville rompait avec le savoir comme une fin en soi, afin de faire une histoire qui réponde aux préoccupations du moment. Il anticipait, d'une certaine manière, la « prospective » ou la « futurologie », qui sont hélas devenues des pseudo-sciences spéculatives, essentiellement fondées sur des modèles mathématiques. Or, Bainville a réussi, sans l'aide du moindre outil quantitatif, à établir les faits à venir avec une précision étonnante.

17 *Ibid.*

18 É. Husson, « Keynes et Bainville... », déjà cité, p. XXXII ; Kissinger Henry, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996, p. 271. Avec la publication de son nouveau livre, *World Order* (2014), Kissinger se révèle un constructiviste à bien des égards, mais c'est une nouveauté chez ce grand penseur des relations internationales de 91 ans (Mark Lynch, « Kissinger the Constructivist », *Washington Post*, 21 octobre 2014).

Il est intéressant de remarquer que cette manière de voir la relation entre l'Histoire et l'avenir se retrouve chez un penseur de la jeune droite de l'époque : un auteur suisse non conformiste de culture française, Denis de Rougemont (1906-1985). Ce dernier fréquentait aussi les milieux de la droite française d'avant-guerre, à la différence que c'était les milieux dissidents de l'Action française. Les membres de nouvelle droite – comprenant tout aussi bien Bainville que Rougemont –, en général, avaient comme dénominateur commun qu'ils se retrouvaient dans une même condamnation de l'argent en tant que phénomène régulateur des rapports humains. Ainsi, Rougemont et Bainville faisaient tous deux partie des droites anti-marchandes¹⁹.

C'est vers la fin de sa vie, dans les années soixante-dix, que Rougemont a décrit la problématique de l'Histoire et de la futurologie. Sans mentionner Bainville, il a toutefois développé un discours qui montre la continuité et l'actualité de la pensée de ce dernier. Dans ces travaux, Rougemont formule une critique de la prospective et remet l'Histoire à l'honneur en éreintant les politologues quantitativistes de l'avenir. Comme Bainville, Rougemont nous rappelle que « l'avenir dépend de nos passions, pas de nos calculs²⁰ ». Dans la même veine, il nous dit, en critiquant la mode de la futurologie, qu'« [h]ier, nous pouvions encore partir du passé et de la connaissance des “leçons du Passé” pour juger le présent et même l'avenir, comme nos ancêtres l'avaient toujours fait. Aujourd'hui nous devons partir de l'avenir²¹. » C'est donc la méthode basée sur l'étude du passé qui a ses faveurs, cette méthode que Bainville avait su maîtriser au plus haut niveau.

Ce n'est pas avec Rougemont que s'est arrêté l'intérêt pour l'Histoire comme moyen d'explication du futur. L'uchronie continue à avoir ses adeptes, autour de l'histoire contrefactuelle relancée par des chercheurs issus de l'université d'Oxford comme Niall Ferguson, enseignant aujourd'hui à Harvard, et Mark Almond, membre de l'Oriel College d'Oxford²². Aux États-Unis, l'histoire qui

19 Arnaud Guyot-Jeannin, (dir.) *Aux sources de la droite, pour en finir avec les clichés*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2000, p. 22-23 ; Lurol Gérard, *Emmanuel Mounier, le lieu de la personne*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 17-18.

20 La *futurologie* fut inventée par Ossip K. Flechtheim en 1943. La *prospective* de Gaston Berger (années 1950) et *futuribles* – développé dans *L'Art de la conjecture* de Bertrand de Jouvenel – sont des termes plus tardifs qui engagent des calculs complexes et des programmes informatiques, mais Jouvenel avouait : « nous ne pouvons connaître avec quelque certitude que le passé, mais sans pouvoir le changer ; alors que nous avons la liberté et puissance de changer l'avenir, mais sans le connaître. » (Bertrand de Jouvenel, *L'Art de la conjecture*, Paris, SEDES, 1962, p.17 ; Denis de Rougemont, *L'Avenir est notre affaire*, Paris, Stock, 1977, p. 131, 145, 151.)

21 *Ibid.*, p. 132.

22 Niall Ferguson (dir.), *Virtual History: Alternatives and Counterfactuals*, New York, Basic Books, 1999.

veut expliquer l'avenir est entreprise par David J. Staley à l'université d'État de l'Ohio (*History and Future, Using Historical Thinking to Imagine the Future*²³).

Il y a quelques années, j'ai moi-même tenté l'exercice consistant à établir – postérieurement aux événements – un modèle du comportement politique des nations impliquées dans le conflit yougoslave et son règlement. Mon hypothèse était la suivante : la connaissance des peuples, de leur culture et de leur histoire est primordiale pour comprendre leur choix politique dans un moment précis de leur histoire où certains facteurs – comme les sympathies culturelles et les alliances traditionnelles – vont avoir un effet sur une décision politique donnée²⁴. Cet exercice n'impliquait pas nécessairement l'adhésion aux thèses de l'école déterministe, car les choix politiques restent libres, même s'ils sont influencés par certaines orientations (par exemple religieuses) ou par des contraintes qui relèvent bien du domaine dit réaliste (contraintes géopolitiques et géostratégiques). En m'efforçant d'établir ce « scénario de comportement politique », je crois avoir été redevable à la pensée bainvillienne, qui donne les moyens de comprendre les causes conduisant à un fait donné, que ce dernier soit dans le passé ou dans l'avenir.

212

Au delà de sa capacité d'analyse géopolitique et prémonitoire, Bainville est aussi apprécié pour sa pensée conservatrice qui énonça la civilisation française – mais aussi chrétienne – et l'État comme des valeurs immuables, comme des choses qui ont fait leurs preuves avec le temps et ont l'avantage que l'on sait, à leur propos, à quoi s'en tenir. La nation avait une place de choix dans ces écrits. Pourtant, les grands empires ont préexisté aux États-nations. Être conservateur, au Moyen-Âge, c'était croire à l'avenir du Saint-Empire, issu de l'Empire carolingien, unificateur de l'Europe. Que dirait aujourd'hui Jacques Bainville de la construction européenne ? Qu'il lui manque une âme, sans doute. Sur le plan des idées, les périodes d'incertitude – telle que la nôtre – sont volatiles, entre conservation, réformes et choix extrêmes. Bainville, en son temps, a su avertir des dangers de l'idéologie totalitaire. Ses recommandations nous seraient aujourd'hui bien utiles. Mais saurions-nous l'écouter ? Rien n'est moins sûr.

Le grand désavantage de ceux qui ont raison au sujet d'un avenir au dénouement négatif, c'est qu'on ne les écoute pas, car on les considère comme des oiseaux de mauvais augure, des pessimistes. Seuls ceux qui prédisent du « positif », du « progrès » et, surtout, une conjoncture économique croissante sont écoutés. De plus, le monde scientifique n'apprécie pas les prévisions qui

23 Plymouth, Lexington Books, 2007.

24 Zoltan Jozsef Bécsi, « Sources of Instability in Former Yugoslavia: A Historical Interpretation », *Foreign Policy Review*, 1, Hungarian Institute of International Affairs, 2008.

ne relèvent pas d'une méthode dite « scientifique », voire mathématique. C'est pourquoi la « prospective » de Bainville ne pouvait être appréciée pleinement qu'après l'accomplissement des événements qu'il avait prédits. Et bien qu'il ait vu juste et qu'il ait même été fêté déjà de son vivant – il a été élu à l'Académie française en 1935 –, il n'a pas eu l'audience internationale que son œuvre aurait méritée.

L'ALLEMAGNE DE MARTIN HEIDEGGER, OU LE PATRIOTISME
D'UN PHILOSOPHE APOLITIQUE (1889-1933)

Guillaume Payen

L'historien peut-il écrire sur le néant, la privation, l'absence ? L'idée semble de prime abord paradoxale, en ce que, discipline empirique travaillant à restituer ce qui fut à partir de sources, l'histoire a toujours affaire à du réel, de l'effectif, même s'il est révolu. Parfois, cependant, l'absence est significative de ce qui fut, de sorte que, dans un entrelacement avec l'être, le néant peut avoir sa place, place parfois insigne comme avec le patriotisme apolitique du philosophe Martin Heidegger. Le néant y apparaît sous deux formes : l'apolitisme qui, compris d'une manière générale comme un regard peu informé sur la vie politique concrète d'un pays, renvoie dans l'Allemagne des années 1920 au refus de la démocratie libérale et du jeu des partis¹ ; autre forme de ce néant : la pénurie de sources directes permettant d'étudier le rapport de Martin Heidegger aux frontières de l'Allemagne, autour de la question de l'inclusion ou non de l'Autriche tout comme de celle des conséquences territoriales du traité de Versailles. Cette pénurie n'est pas un hasard : elle reflète le patriotisme de Martin Heidegger, à la fois philosophique et apolitique, qui donnait une

1 L'expression est devenue célèbre avec les *Considérations d'un apolitique* de Thomas Mann, livre de 1918 s'adonnant à une critique radicale de la démocratie parlementaire occidentale, présentée comme étrangère à l'esprit allemand. À sa suite, on entend par *apolitisme*, non le désintérêt à l'égard de la politique, mais le refus de la politique politicienne, du jeu des partis, du parlementarisme et de la démocratie comme des intellectuels (avec l'acception critique du terme, très connoté « de gauche »). Issu de la culture politique autoritaire de l'Empire et mêlé de la tradition protestante d'*Obrigkeit*, de soumission à l'autorité politique et religieuse de l'État monarchique, cet état d'esprit antilibéral valorisait au contraire l'obéissance à l'autorité, la fidélité aux traditions nationales et le culte de la *Bildung*, la culture telle qu'elle s'épanouit dans la religion, la philosophie, les arts, la poésie et la science. La démocratisation de l'Allemagne eût été ainsi pour Thomas Mann une « dégermanisation », un « scandale » (Thomas Mann, *Considérations d'un apolitique* [1918], Paris, Grasset, 2002, p. 65), se traduisant par l'essor du « bourgeois éloquent, l'avocat littéraire du tiers état, [...] de ses intérêts spirituels, comme aussi [...] de ses intérêts matériels. » « L'avocat et le littérateur sont ses maîtres, les porte-parole du tiers état et de son émancipation, les porte-parole des lumières, de la raison, du progrès, de la philosophie, contre les seigneurs, l'autorité, la tradition, l'histoire, le « pouvoir », la monarchie et l'Église – les porte-parole de l'Esprit qu'ils considèrent comme le seul unique et éblouissant, l'esprit vrai, l'esprit même, l'esprit en soi, alors qu'ils ne connaissent et n'entendent que l'esprit politique de la révolution bourgeoise. » (*ibid.*, p. 51).

place centrale à l'articulation entre petite et grande patries, consistant en une *Heimat* idéalisée et un Reich à l'organisation et aux contours flous. J'étudierai ce patriotisme de la naissance du philosophe en 1889 jusqu'à l'avènement du nazisme, période de quarante-quatre ans aux évolutions décisives tant pour le pays que pour Heidegger, qui de jeune catholique badois devint un philosophe révolutionnaire ; la guerre marqua une césure décisive, du fait tant de l'expérience du front que de la rupture du philosophe avec le catholicisme.

LE PATRIOTISME D'UN JEUNE CATHOLIQUE BADOIS (1889-1918)

216

Martin Heidegger naquit en 1889 à Meßkirch, petit bourg des confins du Grand-duché de Bade, dans un milieu de catholiques intransigeants : il était le fils du sacristain – par ailleurs tonnelier. La rivalité austro-prussienne s'était fait sentir fortement : les nombreux catholiques étaient comme souvent en Allemagne, les fervents partisans d'une grande Allemagne organisée autour de l'Autriche catholique et non autour de la Prusse protestante ; la défaite de Sadowa en 1866 scella le projet d'une petite Allemagne, tandis que la victoire contre la France, en 1871, créa une unanimité autour du nouveau Reich : ainsi, Valerian Kempf, un oncle maternel de Heidegger, écrivit des chants de soldat exprimant une véritable foi impériale autour de l'empereur Guillaume I^{er}, qui avait forgé l'unité allemande². Comme tout jeune Allemand du temps, Heidegger grandit ainsi dans une atmosphère exaltant en des termes souvent militaires la grande patrie qu'était devenue le Reich prussien : à l'école, avec l'enseignement de la lecture, de l'histoire et de la géographie et la pratique de la gymnastique (à laquelle Heidegger excellait³), comme en dehors, avec les célébrations répétées des anniversaires du régime – la proclamation de l'empire, l'anniversaire de l'empereur, la victoire de Sedan contre la France. Ce patriotisme allemand, surmonté par le culte du Reich, reposait également sur la célébration de la petite patrie : le grand-duché de Bade, Meßkirch et la Souabe (région historique à laquelle appartenait le bourg et la distinguait de la plus grande part du grand-duché en ce qu'elle unissait cette contrée excentrée avec le royaume de Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern).

Parallèlement aux célébrations officielles, menées par la commune et le grand-duché, à l'enseignement scolaire, le culte de la *Heimat*, du pays natal où

2 Valerian Kempf, « Erinnerung an die große Feldschlacht bei Hericourt und Montbeliard am 15., 16. und 17. Januar 1871 », dans Elsbeth Büchin et Alfred Denker (dir.), *Martin Heidegger und seine Heimat*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2005, p. 214.

3 Fritz Heidegger, « Ein Geburtstagbrief des Bruders », dans *Martin Heidegger zum 80. Geburtstag von seiner Heimatstadt Meßkirch*, Frankfurt am Main, Klostermann, 1969, p. 58-63, ici p. 58.

l'on se sent chez soi, était certes un lieu commun de la culture ambiante, mais se trouvait particulièrement vif chez les catholiques intransigeants, conservateurs, de Meßkirch et de ses alentours, avec au premier rang le clergé. Les moines de Beuron, Conrad Gröber, directeur du petit séminaire de Constance originaire de Meßkirch et futur archevêque de Fribourg, eurent tous une influence décisive sur le jeune Heidegger ; or, les premiers étaient si emplis de cette culture de la *Heimat* qu'ils se mirent à publier à partir de 1903 une revue intitulée *Gottesminne (Amour courtois de Dieu)*, dans laquelle ils voulaient faire renaître la poésie religieuse à partir de la culture populaire, car comme ils le clament lors de la parution de leur premier numéro, « le peuple est la source de tout art et culture véritables⁴ ». Heidegger, alors séminariste, souligna en 1911 la qualité de cette revue « de premier ordre » dans la recension qu'il en fit dans le journal catholique de Meßkirch : « *Amour courtois de Dieu* appartient à la table de travail de tout clerc. Il doit devenir un cher ami de la maison dans les familles cultivées⁵. » Les moines de Beuron avaient une influence convergente à celle de Gröber, qui menait des études locales tout en célébrant un patriotisme allemand ; ainsi écrivit-il : « En sens du terroir et en amour de la patrie, nous ne voulons pas, nous catholiques, nous en laisser remonter⁶. » Martin Heidegger fut sensible à cet intérêt de son mentor, comme on le relève dans la recension qu'il fit de l'*Almanach catholique pour la ville de Constance* de 1913⁷ dirigé par Gröber : « Qui apprécie Constance doit sans se poser de question s'intéresser à cet almanach et l'incorporer à sa bibliothèque⁸. »

En pleine conformité avec ces catholiques intransigeants célébrant la *Heimat*, les premiers écrits de Heidegger faisaient également une large place à l'amour du pays natal, en reprenant l'idée majeure des moines de Beuron : la seule source de tout art véritable est le peuple, qui ne s'est pas corrompu mais est resté fidèle à ses traditions, comme il apparaît clairement par exemple dans la brève recension

-
- 4 « *Das Volk ist die Quelle aller echten Kunst und Kultur* » (*Heuberger Volksblatt*, 16 janvier 1903).
 - 5 « *Die Gottesminne gehört auf den Studiertisch jedes Geistlichen. Sie muß in gebildeten Familienkreis ein lieber Hausfreund werden.* » (*Heuberger Volksblatt* du 1^{er} septembre 1911, repris dans E. Büchin et A. Denker [dir.], *Martin Heidegger und seine Heimat*, op. cit., p. 101-102, ici p. 102.)
 - 6 « *An Heimatsinn und Vaterlandsliebe wollen wir Katholiken uns nicht übertreffen lassen.* » (Préface de l'almanach catholique pour la ville de Constance de 1909 : Conrad Gröber et Alfred Merk, *Katholisches Jahrbuch für die Stadt Konstanz*, Konstanz, A.-G. Preßverein, 1909.)
 - 7 Conrad Gröber et Alfred Merk, *Katholisches Jahrbuch für die Stadt Konstanz 1913*, Konstanz, A.-G. Preßverein, 3^e éd.
 - 8 « *Wer Konstanz lieb gewonnen hat, der muß sich fragenlos für dieses Jahrbuch interessieren und seinem Bücherbestand einverleiben.* » (« Rezension », *Heuberger Volksblatt*, 14 avril 1913, p. 4, repris dans E. Büchin et A. Denker [dir.], *Martin Heidegger und seine Heimat*, op. cit., p. 108.)

d'un récit de voyage en Allemagne du sud de Johannes Jørgensen (1866-1956), poète et essayiste danois converti au catholicisme :

Dans les vieilles villes, [Jørgensen] voit les encorbellements sombres, le visage familier de la Madone au coin des maisons ; il s'assoupit en entendant le murmure des fontaines, écoute des chants populaires mélancoliques. Comme le soir de juin allemand, qui se dissout en un silence rêveur, ils planent au-dessus de ses livres aimés. Le converti a dû trouver dans le désir du pays natal, la plénitude et la recherche de Dieu, le puissant ferment de son art⁹.

« Désir du pays natal » et de ses traditions, « plénitude » et « recherche de Dieu », étroitement liés, étaient pour Heidegger l'inspiration géniale qui animait les écrits de Jørgensen ; quoique étranger et au pays et à ses traditions populaires, sa conversion au catholicisme lui avait ouvert les yeux et les oreilles à la vérité existentielle de la *Heimat*, qui, loin de ne concerner que ceux qu'elle avait portés depuis l'enfance, était d'une universalité ouverte à ceux qui avaient reçu la Grâce et s'était détourné du siècle athée et déraciné.

218

Le catholicisme de Heidegger tendait à le rapprocher de l'Autriche. L'un des saints hommes locaux, Abraham a Sancta Clara (1644-1709), né à Kreenheinstetten, avait fait une grande carrière à Vienne où il était devenu prédicateur à la cour ; le bicentenaire de sa mort en 1909 amena des célébrations communes entre la capitale autrichienne et le pays de Meßkirch : ainsi, début septembre 1909, Heidegger présida la fête donnée à Hausen im Tal et fit le compte rendu de la fête d'inauguration du monument dédié à Abraham a Sancta Clara ; le représentant de la capitale des Habsbourg déclara de la sorte : « Vienne et Kreenheinstetten se joignent aujourd'hui les mains¹⁰. » Pour Heidegger, les liens avec l'Autriche allaient bien au-delà : il encourageait les jeunes à s'inscrire dans l'Union du Graal de Richard von Kralik¹¹, dont le catholicisme

9 « *Er sieht in den alten deutschen Städten die schattigen Erker, die verträumten Madonnenbilder an den Häuserecken, er hört verschlafen die Brunnen rauschen, lauscht den schwermütigen Volksliedern. Wie deutscher Juniabend, der sich in traumhaftes Schweigen gelöst, liegt es über seinen lieben Büchern. Das gottsuchende und erfüllte Heimverlangen des Konvertiten dürfte das mächtigste Ferment seiner Kunst bedeuten.* » (« Jørgensen, Joh. Das Reisebuch. Licht und Dunkel in Natur und Geist », *Der Akademiker*, janvier 1911, repris dans Martin Heidegger, *Gesamtausgabe*, Frankfurt-am-Main, Klostermann, t. 16, 2000, p. 10.)

10 « „Wien und Kreenheinstetten reichen sich heute die Hände“, verkündet der Festversammlung jetzt ein hochgestellter Vertreter der Reichs-, Haupt- und Residenzstadt Wien. Abraham a Sankta Clara war für die schwerbedrängte Stadt ein Mann der Vorsehung, wie in der folgenden Zeit ein Clemens Maria Hofbauer und der unvergeßliche Lueger. Die fein gewählten Worte, die Überzeugungstreue und Liebe zum Volke des Osterreichers wirkten wie ein Zauber. » (« Abraham a Sankta Clara », *ibid.*, p. 2.)

11 L'Union du Graal (*Gralbund*), fondée en 1905 par Richard von Kralik et Franz Xaver Eichert, était une association autrichienne d'écrivains catholiques qui, conservatrice, désireuse de renouveler le romantisme catholique plutôt que de s'ouvrir aux courants artistiques et littéraires modernes, édita de 1906 à 1937 une revue mensuelle, *Le Graal (Der Gral)*.

conservateur était à l'unisson du sien propre comme de celui des moines de Beuron. Il alla même séjourner deux semaines à Tisis, dans le Vorarlberg, cette région de l'extrémité occidentale de l'Autriche qui donne sur le lac de Constance, car voulant entrer dans la Compagnie de Jésus, Heidegger n'avait d'autre choix que d'aller en ce pays : les jésuites avaient été expulsés d'Allemagne en 1872 du fait du *Kulturkampf*; l'Autriche s'imposait donc naturellement du fait de sa proximité et spatiale et culturelle. Il n'y resta cependant que deux semaines, car il ne réussit pas, semble-t-il pour des raisons physiques, cette période de probation.

Ces liens qui unissaient Heidegger à l'Autriche ne contrevenaient pas à un patriotisme l'attachant au Reich. C'est ainsi qu'il se porta volontaire, dès le 1^{er} août 1914, lorsque la mobilisation générale fut décrétée ; il fut néanmoins réformé pour ses problèmes cardiaques, ce qui ne l'empêcha pas de se représenter quelques semaines plus tard, avec le même insuccès cependant. La rencontre d'une jeune Prussienne, Elfride Petri, fille d'un officier, puis le mariage avec elle en mars 1917 allait également dans le sens d'un fort sentiment d'appartenance à cette Allemagne en guerre ; toutefois, elle contribua notablement à la rupture de Heidegger avec le catholicisme et à la transformation de son patriotisme dans une direction à la fois apolitique, philosophique et révolutionnaire.

LE PATRIOTISME APOLITIQUE D'UN PHILOSOPHE RÉVOLUTIONNAIRE (1918-1933)

Son épouse fit évoluer significativement le patriotisme de Heidegger, et dans son rapport au pays natal, et dans son regard général sur l'Allemagne. Elle lui fit découvrir les alentours de Meßkirch par la randonnée, activité qui, loin d'être rurale, était citadine, issue de la culture politique du Mouvement de jeunesse (*Jugendbewegung*) qui voyait dans la pratique de la randonnée, le port d'habits traditionnels, une source de ressourcement nécessaire au peuple allemand. Comme Heidegger le lui écrivit en 1920 de son bourg natal :

En ce moment lors de mes promenades le soir, je pense toujours que tu es à mes côtés et je te sais toujours gré de m'avoir d'un seul coup révélé la beauté de mon pays natal.

Autrefois en effet, quand j'étais étudiant, je n'en avais pas le « temps ». – À présent chaque jour m'apporte des joies nouvelles – et je ne suis pas bien quand je n'ai pas fait un tour dehors juste avant le repas ou dans la soirée¹².

12 Lettre à Elfride du 8 septembre 1920, dans « *Ma chère petite âme* ». *Lettres à sa femme Elfride (1915-1970)*, Paris, Éditions du Seuil, 2007, p. 162.

Paradoxalement, c'est par cette même culture citadine et même cosmopolite qu'il se mit à se sentir explicitement enraciné dans un terroir. La même année, Heidegger écrivit à sa femme : « Je ressens peu à peu ce que cela signifie d'être enraciné dans un terroir [*Heimat*] – je n'en ai vraiment pris conscience qu'avec Dostoïevski. » Il rajouta ensuite : « Si tu as du temps, essaie donc de lire les *Écrits politiques* de Dost[oïevski], tu en retireras une forte impression »¹³. En une dernière expression de cette conscience d'enracinement, il compléta par ces mots : « J'aime tant ce pays et je me rends compte cette fois plus fortement que jamais auparavant avec quelle force je suis enraciné dans le sol et dans la race [*Art*] »¹⁴. Le patriotisme de Heidegger se développait donc en une idéologie *Blut und Boden*, « Sang et Sol », formée au contact de ce milieu conservateur prussien, des idéaux du Mouvement de jeunesse et des idées de Dostoïevski¹⁵. Cette influence du romancier russe sur Heidegger le rapprochait d'intellectuels de la Révolution conservatrice, comme Arthur Moeller van den Bruck, qui avait justement traduit Dostoïevski en allemand. Ce patriotisme enraciné toucha jusqu'à sa conception de son œuvre philosophique : dans une lettre de 1928, Heidegger lia son grand traité *Être et temps* à sa *Heimat*, dans le sol de laquelle « toutes [s]es expériences s'enracin[ai]ent profondément »¹⁶ ; et, un an auparavant, après un séjour chez ses parents alors que son ouvrage allait être publié, il écrivit à sa femme : « Ce que j'ai reçu de la maison familiale et de mon pays [*Heimat*] est passé dans mon travail »¹⁷. Ce sentiment d'enracinement dans un paysage et un peuple ou une lignée s'unissait à la conception même de son activité de penseur, avec l'idée d'un héritage spirituel des paysans enracinés dans leur pays natal, que lui aurait gardé, mais que les citadins modernes auraient perdu¹⁸ – l'ironie de l'histoire veut que ce sentiment d'enracinement à la campagne venait en grande part de cette culture citadine qu'était le Mouvement de jeunesse, que lui avait fait partager Elfride.

L'influence du Mouvement de jeunesse toucha également son regard sur l'Allemagne : ses idéaux d'authenticité et de responsabilité amenèrent Heidegger à un rejet radical de l'État impérial en Allemagne :

13 Lettre à Elfride du 28 juillet 1920, *ibid.*, p. 150-151.

14 Lettre à Elfride du 6 août 1920, *ibid.*, p. 154.

15 Heidegger semble avoir été sensible aux *Notes d'hiver sur impressions d'été*, publiées en 1863 par Dostoïevki après un tour en Europe de l'Ouest passant notamment par Paris, récit d'une déception face à l'égoïsme régnant dans ces sociétés modernes, lui faisant retrouver la valeur de l'âme russe, son enracinement dans la famille et la communauté.

16 Lettre à Matthäus Lang du 30 mai 1928, cité dans Hugo Ott, *Martin Heidegger. Éléments pour une biographie*, Paris, Payot, 1990, p. 57.

17 Lettre à Elfride du 5 février 1927, dans « *Ma chère petite âme* », éd. cit., p. 200.

18 Voir notamment le discours du 15 octobre 1925 pour le mariage de Fritz und Liesel Heidegger (« Zum Hochzeitstag von Fritz und Liesel Heidegger (15. Oktober 1925) », dans *Gesamtausgabe*, éd. cit., t. 16, p. 52-54, ici p. 53), et la lettre à Elfride du 23 mars 1929 (dans « *Ma chère petite âme* », éd. cit., p. 218).

Ce que l'État, avec l'organisation et l'absence d'orientation éthique et métaphysique qui étaient les siennes jusqu'à présent, a déjà empêché, empoisonné, bridé et détruit en biens et potentialités intérieurs de la personnalité, cela ne peut se calculer en termes de dette étatique – n'est pas non plus mesurable avec les critères en vigueur –¹⁹...

L'empire allemand, avant comme pendant la guerre, lui apparaissait organisé en niant la personnalité de chacun, en un système mécanique où comptaient avant tout des apparences vides comme un numéro de matricule. Le philosophe atteignit un tel degré de critique de la culture de l'époque impériale qu'il en vint à saluer la défaite, la jugeant souhaitable en raison de la condition politique et spirituelle du pays depuis un siècle: « Cette fin [...] devait arriver et [...] est notre seul salut²⁰. » Dans ce « bien grand malheur » pour la patrie, Heidegger estimait que « ce n'est que de cette épuration tout à fait radicale que l'on pourra espérer quelque chose – et nous-mêmes, ce n'est que par le radicalisme – un engagement total de l'homme tout entier – que nous pourrons, comme de véritables révolutionnaires de l'esprit, aller de l'avant »²¹. Heidegger se faisait de la sorte révolutionnaire de droite, posant sur la révolution de novembre 1918 qui avait abattu l'empire un regard semblable à celui de Arthur Moeller van den Bruck: « Nous voulons gagner la Révolution! [...] Qu'est-ce que cela signifie? Elle a mis fin à la guerre par notre effondrement. Nous voulons qu'elle apparaisse, de même que la guerre, comme un détour utile à notre histoire²². » À l'unisson de Moeller, Heidegger jugeait que le mal qui atteignait l'Allemagne en 1918 était porteur d'un plus grand bien, un renouveau en profondeur du peuple allemand; en 1933, son jugement au fond identique: le nazisme, malgré son niveau culturel affligeant, lui semblait nécessaire pour faire table rase de la culture moderne promise à rejoindre le passé.

Heidegger était un révolutionnaire apolitique. Cela ne signifie pas que la politique ne l'intéressait pas et se disait « très loin toutefois d'affirmer que la "politique" et les discussions de ce genre seraient en elles-mêmes débridées et subsidiaires²³ »; en revanche, il était empli de mépris pour la politique courante,

19 Lettre à Elfride du 12 mai 1918, *ibid.*, p. 102.

20 Lettre à Blochmann du 7 novembre 1918, dans Heidegger-Jaspers/Heidegger-Blochmann, *Correspondance*, Paris, Gallimard, 1996, p. 212.

21 Lettre à Elfride du 10 novembre 1918, dans « *Ma chère petite âme* », éd. cit., p. 129.

22 « *Wir wollen die Revolution gewinnen! Was heißt das? Wir wollen aus ihr, die ein Siegel unserer Niederlage war, ein Siegel unseres Aufstieges machen. Was heißt das? Wir wollen, daß sie, die den Krieg durch unseren Zusammenbruch beendet hat, sich mitsamt dem Kriege als ein Umweg herstellt, der in unserer Geschichte nötig gewesen ist.* » (Arthur Moeller Van den Bruck, *Das dritte Reich* [1923], Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt, 3^e éd., 1933, p. 33.)

23 Lettre à Blochmann du 22 juin 1932, dans Heidegger-Jaspers/Heidegger-Blochmann, *Correspondance*, éd. cit., p. 267.

telle qu'elle existe dans les démocraties, tout autant que pour toute vision qui ne reposerait pas, comme la sienne, sur une philosophie ontologique et radicale, allant à la racine de l'existence humaine. Là encore, malgré sa particularité philosophique, cette conception le rangeait parmi les intellectuels de droite révolutionnaire. Sans discuter de la valeur philosophique de l'apolitisme de Heidegger, celui-ci relevait en tout cas nettement d'une ignorance politique, liée à la formation qu'il avait reçue dans sa jeunesse, pour laquelle les seuls véritables enjeux étaient religieux et le reste secondaire ; cette ignorance se relève dans le peu de réflexions concrètes que l'actualité politique pourtant brûlante suscita chez lui dans les années 1920 : ainsi les sources disponibles ne portent aucune mention du traité de Versailles ou de l'occupation française de la Ruhr, lesquels affectèrent si gravement l'Allemagne qu'ils auraient dû retenir son attention d'une manière ou d'une autre ; et, lors du « Jour de la patrie badoise » organisé à Karlsruhe du 11 au 14 juillet 1930 par l'association *Badische Heimat*, alors que les troupes françaises venaient par anticipation de se retirer de la rive gauche du Rhin, Heidegger se contenta de méditer le lien entre l'essence de la vérité et le pays natal en faisant abstraction du contexte²⁴. Le contraste était vif avec son épouse, dont le nazisme s'appuyait sur une connaissance plus précise et concrète de la vie politique : dans une lettre de 1932, elle s'opposait à la politique « d'exécution » du traité de Versailles, qui était suivie par la République de Weimar²⁵.

Le patriotisme de Martin Heidegger connut des évolutions substantielles, en rapport direct avec son époque, le milieu et l'âge dans lesquels il se trouvait ; et, malgré la singularité exceptionnelle, philosophique, qui s'affirma dans les années 1920, le patriotisme du penseur partagea des traits communs majeurs d'abord avec le catholicisme conservateur, puis à partir de 1918, avec les intellectuels de droite révolutionnaire, les idéaux du Mouvement de jeunesse associés à une idéologie Sang et Sol. Par son apolitisme, Martin Heidegger est un exemple frappant de la lenteur de la diffusion d'une culture proprement politique au sein du peuple allemand, conduisant à envisager la politique et la patrie sous un angle exclusivement culturel, religieux, littéraire, philosophique, perspective propice à un rejet radical de la vie effective de l'État au nom de considérations extérieures mais jugées supérieures, en 1918 face au II^e Reich comme en 1933 face à la République de Weimar.

24 Voir le compte rendu publié par la *Karlsruher Zeitung*, 16 juin 1930, p. 2, repris par Guido Schneeberger, *Nachlese zu Heidegger, Dokumente zu seinem Leben und Denken*, Bern, Suhr, 1962, p. 12.

25 Lettre d'Elfride Heidegger à Elfride Lieber en date du 12 janvier 1932, dans Alfred Denker & Holger Zaborowski (dir.), *Heidegger-Jahrbuch* t. 4, *Heidegger und der Nationalsozialismus. Dokumente*, München/Freiburg i. Br., Karl Alber, 2010, p. 268-269.

DU POIDS DE L'INTÉRÊT MATÉRIEL
DANS L'ADHÉSION AU NAZISME.
RÉFLEXIONS AUTOUR DES THÈSES DE GÖTZ ALY, À TRAVERS
LE CAS DE LA POLITIQUE D'AIDE SOCIALE DE LA SS

David Gallo

Comment analyser les ressorts de l'adhésion au nazisme ? Parmi les nombreuses réflexions que les historiens ont développé en réponse à cette question depuis 1945, la piste tracée par l'historien allemand Götz Aly est assurément l'une des plus provocantes et stimulantes. En 2005, Aly publia un ouvrage remarqué dans lequel il défendait la thèse selon laquelle la politique économique et sociale du Troisième Reich, guidée par la volonté de s'assurer le soutien des membres de la « communauté du peuple », en leur garantissant un niveau de vie élevé, et rendue possible par l'expropriation des juifs et le pillage des pays conquis, constituerait le principal facteur expliquant la capacité du régime hitlérien à s'assurer un important assentiment populaire¹. La thèse d'Aly – Hitler aurait « acheté les Allemands », comme le résuma le titre de la traduction française du livre – fit polémique. À la controverse scientifique sur certains des chiffres avancés par l'auteur à l'appui de sa démonstration vint s'ajouter l'accusation de « matérialisme étroit² », attisée par les déclarations volontiers provocatrices d'Aly, qui tendait à présenter sa thèse comme une explication monocausale³. La tempête est aujourd'hui retombée. S'il n'a vraisemblablement pas apporté une réponse unique et définitive à la question de savoir « comment cela a-t-il pu arriver ? », Aly a le mérite d'avoir soulevé la question du rôle que le bien être matériel et les avantages sociaux ont joué dans l'adhésion au nazisme, question dont la recherche ne pourra plus à l'avenir faire l'économie. Le temps

1 Götz Aly, *Comment Hitler a acheté les Allemands*, Paris, Flammarion, 2005 (éd. originale : *Hitlers Volksstaat. Raub, Rassenkrieg und Nationaler Sozialismus*, Frankfurt am Main, Fischer, 2005. Nous citons d'après l'éd. allemande en poche, Frankfurt am Main, S. Fischer Taschenbuch Verlag, 2006).

2 On doit l'expression à l'historien Hans-Ulrich Wehler, « Engstirniger Materialismus », *Der Spiegel*, 4 avril 2005.

3 La postface rédigée par Aly à l'édition allemande fournit un résumé, précieux en dépit de sa nature polémique, des différents arguments échangés lors de la controverse : G. Aly, *Hitlers Volksstaat*, *op. cit.*, p. 365-401.

semble maintenant venu de s'interroger sur l'usage que l'on peut faire de la problématique qu'Aly a définie pour éclairer tel ou tel aspect de la politique du Troisième Reich.

L'histoire de la SS peut constituer à la fois un champ d'étude dans lequel le questionnement soulevé par l'historien allemand peut être particulièrement éclairant, et un cas empirique intéressant pour tester la validité de ses thèses. Ne pourrait-on pas en effet être tenté de penser que, s'il y a un cas dans lequel le bien être matériel et les avantages sociaux n'ont pas dû jouer un rôle décisif dans l'attractivité du nazisme, c'est bien celui de l'organisation dirigée par Himmler, qui se vantait de rassembler l'élite du mouvement hitlérien, et qui se réclamait des vertus du fanatisme idéologique, de la fidélité inconditionnelle, de l'engagement extrême et du sacrifice ultime ? Pourtant, l'examen des archives des services sociaux de la SS⁴ et de certains travaux qui les éclairent conduisent à réviser cette hypothèse. En retraçant les grandes lignes de la politique de soutien matériel et d'assistance sociale que la SS s'est attachée tout au long de son existence à mettre en place à l'attention de ses hommes, nous montrerons que les responsables de cette politique l'ont instrumentalisée et ont su, à travers elle, jouer sur la corde de l'intérêt pour susciter l'adhésion des militants et soldats aux buts du « Corps Noir ».

224

L'ATTRAIT D'UN DISCOURS ET D'UNE PRATIQUE « SOLIDARISTES » LORS DE LA PHASE DE CONQUÊTE DU POUVOIR

Avant même l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les formes d'assistance sociale offertes aux militants adhérant à la SS apportèrent vraisemblablement une contribution de poids à l'attractivité de l'organisation.

En effet, malgré la dimension élitiste qui faisait la spécificité de son idéologie au sein de la nébuleuse nazie, la SS ne cessa jamais de développer, à l'instar de l'ensemble du mouvement hitlérien et des différents groupes ultranationalistes et paramilitaires nés après 1918 que celui-ci avait su absorber, un discours prônant une forme de solidarité et d'entraide. Ce discours avait pour point cardinal l'idéal de « camaraderie » (*Kameradschaft*), inlassablement promue et ancrée dans un récit mythique de la Grande Guerre, selon lequel l'expérience du front de 1914-1918 était supposée avoir forgé entre Allemands de toutes origines

4 Principalement les archives de l'office pour les pensions et l'assistance sociale SS (*Versorgungs und Fürsorgeamt-SS*) : Bundesarchiv Berlin (BArch), NS2/248, 252 ; NS31/352, 371 ; ainsi que les documents de l'état-major personnel de Himmler concernant les questions d'aide sociale : BArch, NS19/287, 1607, 1964, 2374, 2599, 3613.

géographiques et sociales des liens fraternels, et semé ce faisant les germes d'une éthique de solidarité amenée à régénérer la société entière⁵.

Cette rhétorique solidariste était d'autant plus attractive qu'elle ne correspondait pas seulement à une perspective pour l'avenir, mais aussi à une pratique sociale du présent. Au cours des « années de lutte pour le pouvoir » (*Kampfzeit*) du mouvement nazi, la SS formait une contre-société et une communauté qui s'engageait, en l'échange de l'engagement de ses membres et de leur adhésion à ses valeurs, à leur garantir une aide et une protection tangibles. Les pratiques de l'organisation dirigée depuis 1929 par Himmler étaient sur ce point tout à fait analogues à celles de la SA. Tout comme les « chemises brunes », le « Corps Noir » ouvrit des « foyers SS » (*SS Heime*) organisés sur le modèle de la caserne comportant dortoirs et cuisines, et qui servirent de lieu d'accueil aux militants dans le besoin⁶. Les travaux de l'historien Sven Reichardt sur la SA – dont on peut transposer ici les conclusions à la SS – ont bien montré l'importance de ces foyers, non seulement du point de vue de l'entraînement paramilitaire, mais aussi de l'assistance sociale. L'entraide entre « camarades » – en particulier envers ceux qui connaissaient le chômage – y était systématiquement encouragée et organisée par la hiérarchie⁷. Le mouvement nazi prenait également soin de ses hommes lorsque ceux-ci étaient amenés à se mettre en danger du fait de leur engagement – les membres de la SS, particulièrement exposés, étaient ainsi tenus, tout comme leurs congénères des SA, de verser chaque mois une cotisation à la « caisse de secours de la NSDAP » (*Hilfskasse der NSDAP*), un système d'assurance interne au parti créé en 1930 et qui leur offrait une couverture en cas d'accident, de blessure ou d'emprisonnement au service du mouvement⁸. À l'heure de la grande crise économique et du chômage de masse, la SS offrait donc à ses hommes non seulement une forme de socialisation et d'insertion dans un groupe, mais aussi un soutien matériel très concret. Militier permettait d'échapper au désœuvrement et à la marginalisation sociale, mais aussi tout simplement, dans une certaine mesure, au besoin. Ainsi, dès avant 1933, les responsables de la SS surent utiliser l'assistance sociale et

- 5 L'historien Thomas Kühne a bien mis en évidence le lien entre la culture de guerre et l'expérience de 1914-1918, dans laquelle la notion de camaraderie soldatesque occupait une place centrale, et les représentations solidaristes développées par des idéologues nazis. Voir T. Kühne, *Kameradschaft. Die Soldaten des nationalsozialistischen Krieges und das 20. Jahrhunderts*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006.
- 6 Bastian Hein, *Elite für Volk und Führer? Die Allgemeine-SS und ihre Mitglieder 1925-1945*, München, Oldenbourg, 2012, p. 64-65.
- 7 Sven Reichardt, *Faschistische Kampfbünde: Gewalt und Gemeinschaft im italienischem Squadristismus und in der deutschen SA*, Köln, Böhlau, 2002, p. 435-476.
- 8 Stefan Laube, « Hilfskasse statt Versicherung. Die NSDAP und das „Wagnis Machtergreifung“ (1926-1933) », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, vol. 44/2, 1999, p. 196-217.

matérielle comme un moyen de cultiver la cohésion du groupe militant et d'y attirer de nouvelles recrues.

La part importante des chômeurs dans les rangs de la SS en dit long sur l'importance de ces dispositifs de solidarité. Dans la thèse qu'il a publiée en 2012, l'historien Bastian Hein estime qu'il n'y a pas de raison de penser que les sans emplois aient occupé dans la SS une proportion très différente de celle qu'ils représentaient dans la SA – jusqu'à 50 % des militants en 1932. À rebours d'une historiographie qui a longtemps présenté la SS comme une organisation dominée par les classes moyennes et supérieures, par opposition à une SA plébéienne, Hein montre que la différence entre ces deux formations a été grandement exagérée, d'autant que les « chemises brunes » ont constitué l'un des plus importants viviers de recrutement du « Corps Noir ». Si celui-ci a effectivement recruté au sein de l'élite allemande, il n'en comptait pas moins une majorité de militants à la sociologie très proche de celle de la SA⁹. Dans ce contexte, il y a fort à parier que la perspective socialement inclusive qu'offrait le militantisme sous les ordres de Himmler ne fut pas pour rien dans la décision prise par beaucoup d'hommes de rejoindre la SS, dont les effectifs passèrent de quelques centaines de membres en 1929 à plus de 50 000 en janvier 1933. C'était vraisemblablement enjoliver significativement la réalité que d'affirmer, ainsi que le fit en 1931 Kurt Daluge, chef de la SS de Berlin, que le « côté matériel » ne jouait aucun rôle dans l'engagement des officiers SS¹⁰.

226

RÉCOMPENSER L'ÉLITE. AIDE SOCIALE ET ADHÉSION IDÉOLOGIQUE DURANT LA PHASE DE STABILISATION DU RÉGIME

La mise en œuvre de mécanismes d'assistance sociale et de soutien matériel, qui avait joué un rôle important dans l'attractivité du mouvement nazi durant les années de crise économique et de lutte pour le pouvoir, conserva toute son importance après 1933. Afin de consolider son assise, le régime hitlérien dut alors déployer tous ses efforts pour créer l'impression que la promesse quasi eschatologique d'une société solidaire et opulente était en train de se concrétiser. Le nouveau gouvernement du Reich n'hésita pas à mener une politique dépensière et de plus en plus condamnée à aller dans le mur afin de convaincre les Allemands qu'Hitler avait gagné la « bataille pour l'emploi » et réalisé un miracle économique – illusion indispensable pour recueillir le

9 B. Hein, *Elite für Volk und Führer?*, op. cit., p. 150-164, 205 et 209 ; sur la composition sociale de la SA, voir S. Reichardt, *Faschistische Kampfbünde*, op. cit., p. 310-323.

10 Protocole sur une réunion des chefs de la SS, 13-14 juin 1931 : BArch, NS19/1934, p. 95-105, p. 109-113.

soutien populaire¹¹. Les mesures d'aides dont bénéficièrent les SS s'inscrivaient dans la même logique, d'autant plus accentuée qu'il s'agissait pour le régime de récompenser ceux qui s'étaient sacrifiés pour la cause nazie durant la « période de lutte », et de contenter une base militante particulièrement importante, le « Corps Noir » étant devenu, après la liquidation politique de la SA à l'été 1934, l'un des principaux piliers du régime.

Entre 1933 et 1935, la SS mit en place un véritable appareil chargé d'administrer l'aide sociale et l'assistance qu'elle prodiguait à ses hommes – ce processus correspond à la chronologie d'ensemble de l'évolution de l'organisation, qui traversait alors une phase de restructuration consécutive à la croissance rapide qu'elle avait connue jusqu'alors. Des responsables des questions d'aide sociale (*Fürsorgereferenten*) furent nommés à tous les échelons du maillage territorial de la SS, des grandes circonscriptions régionales (*SS-Oberabschnitte*) jusqu'aux unités et cellules de militance locale¹². Des structures chargées de prodiguer aux militants sans travail une formation professionnelle furent également ouvertes, les plus notables étant les camps d'œuvre sociale de secours de la SS (*SS-Hilfswerklager*) situés à Schleissheim près de Munich et à Sankt Georgen en Forêt noire¹³. Au printemps 1935, un département central responsable de l'assistance sociale (*Abteilung A4 –Fürsorge*), chargé de chapeauter le travail de ces différentes antennes locales, fut créé au sein du SS-Hauptamt, l'« office principal » de l'administration SS¹⁴, sous la direction de Hermann Haertel, juriste de formation et ancien responsable d'un bureau de l'agence pour l'emploi, entré à la SS en 1933¹⁵.

La situation précaire de bien des membres de la SS après 1933 explique sans doute la nécessité de telles mesures. Rappelons en effet que, durant les années 1930, c'est l'*Allgemeine-SS* (« SS générale »), branche civile de l'organisation, qui fournissait près de 94 % des effectifs de celle-ci¹⁶. Contrairement aux hommes des formations militaires casernées de la SS, encore peu nombreuses, les militants de l'*Allgemeine-SS* ne se consacraient à leur service qu'à temps partiel et de façon bénévole (*ehrenamtlich*), en marge de leur vie civile et professionnelle, et ne touchaient pour leur action militante aucune solde ni revenu régulier. De surcroît, la majorité d'entre eux était loin de se recruter

11 Pour l'analyse historique la plus récente de cette politique, voir l'étude d'Adam Tooze, *Le Salaire de la destruction. Formation et ruine de l'économie nazie*, Paris, Les Belles Lettres, 2012.

12 Ordre du SS-Hauptamt (SS-HA), 21 avril 1936 : BArch, NS31/352, p. 28.

13 Voir notamment, ordre du SS-HA du 29 avril 1936 : BArch, NS31/352, p. 32.

14 SS-Befehlsblatt, 25 avril 1935, reproduit dans Rudolf Absolon, *Die Wehrmacht im Dritten Reich*, München, Haraldt Boldt/Oldenbourg, t. IV, 1998, p. 83.

15 Dossier personnel SS de H. Haertel : BArch/SSO Hermann Haertel.

16 Rapport statistique du 30 avril 1935 : BArch, NS19/1472, p. 2-3 ; l'*Allgemeine-SS* représentait alors 176 000 hommes sur les 188 000 que comptait au total la SS.

228

parmi les couches les plus aisées de la société – ainsi, selon les chiffres mis au jour par Bastian Hein, fin 1937, plus de 60 % des militants de la SS percevaient un revenu inférieur au salaire moyen d'un ouvrier qualifié¹⁷. Du point de vue économique et social, la majorité des hommes de Himmler étaient donc des Allemands comme les autres, tout aussi nécessiteux de l'aide de l'État que leurs concitoyens. Cependant, à la différence de ces derniers, leur appartenance à la SS leur garantissait justement, en plus des prestations sociales que le Reich assurait à la masse des « camarades du peuple », le soutien d'une organisation qui se vantait d'être un « ordre » (*Orden*) n'abandonnant aucun de ses membres, la prétention élitiste de la SS la poussant à vouloir être, sur le terrain de la solidarité comme ailleurs, la pointe avancée du nazisme.

Durant la plus grande partie des années de paix, c'est la gestion des séquelles de la crise de 1929 qui constitua l'essentiel du travail de l'appareil d'assistance sociale SS. La réduction du chômage dans les rangs de la SS constituait la première de ses priorités. Dès juin 1933, une loi accorda aux membres de la SA et de la SS la priorité dans l'attribution de nouveaux emplois¹⁸, mesure présentée comme le remerciement de la patrie pour les sacrifices faits par les militants au service de la « révolution nationale ». Les purges de la fonction publique, les programmes de création de travail lancés en 1933, ainsi que, dans des proportions plus réduites, la possibilité d'obtenir l'un des postes à plein temps et salariés (*hauptamtlich*) créés dans l'encadrement de la SS elle-même permirent à de nombreux militants de se trouver ainsi une situation. Les responsables des questions d'aide sociale en poste dans les unités furent chargés d'assister de près leurs camarades dans la recherche d'un travail, et d'assurer une liaison étroite avec les agences pour l'emploi locales, la SS transmettant ainsi régulièrement à ses hommes des offres d'emplois les plus diverses¹⁹. Les camps de formation professionnelle de la SS dispensèrent des enseignements permettant aux militants d'obtenir un emploi. Au cours de l'année 1937, des formations de fonctionnaires des douanes ou de gendarmes furent ainsi organisées et des postes correspondants réservés en priorité pour les militants SS²⁰, diverses unités d'auxiliaires de police servant encore de débouchés pour ceux d'entre eux qui ne pouvaient trouver une place dans le civil. Ce programme de réduction du chômage porta très largement ses fruits – selon les calculs de Bastian Hein, la proportion de sans emplois dans la SS tomba à 3 % fin 1936, puis pratiquement à zéro en 1938²¹.

17 B. Hein, *Elite für Volk und Führer?*, op. cit., p. 209.

18 *Ibid.*, p. 206.

19 Voir différents documents mentionnant les emplois proposés par le SS-HA pour les années 1936-1938 : BArch, NS31/352, p. 61, 69, 87, 94 et 107.

20 Ordres du SS-HA, 10 mai 1937 et du 2 juillet 1937 : BArch, NS31/352, p. 56 et 58.

21 B. Hein, *Elite für Volk und Führer?*, op. cit., p. 208.

Comme le note encore l'historien allemand, cela signifie que les membres de la SS disposèrent tout au long des années 1930 d'un avantage non négligeable sur le marché du travail – ainsi en 1936, le taux de chômage officiel en Allemagne était encore de 7,3 % (le taux réel étant assurément plus élevé, compte tenu des manipulations statistiques utilisées par le pouvoir).

À cet accès privilégié à l'emploi vint s'ajouter, pour les membres du « Corps Noir », un certain nombre de prestations et de facilités matérielles diverses. La SS négocia ainsi pour ceux de ses hommes les plus dans le besoin la distribution systématique de vêtements prélevés sur les collectes réalisées par l'œuvre du secours d'hiver (*Winterhilfswerk*)²². Elle fournit également si nécessaire des allocations et aides financières ponctuelles garanties sur ses fonds propres²³. Des séjours de cure de repos et de vacances gratuites ou à très bon marché²⁴ furent encore mis à disposition des militants et de leurs familles. De tels avantages n'étaient pas négligeables dans une société qui, en dépit des discours triomphalistes du régime, demeurait touchée par une grande précarité, les salaires et le pouvoir d'achat stagnant tout au long des années 1930 et peinant à retrouver le niveau d'avant la crise, tandis que les pénuries et le rationnement de certains produits demeuraient des réalités quotidiennes. Appartenir à la SS, élite autoproclamée de la nouvelle Allemagne, ouvrait ainsi la porte à un certain nombre de privilèges – fussent-ils minimes dans le cas de simples militants de la base – qui avantageaient les hommes de Himmler par rapport à leurs « camarades du peuple », et offrait la garantie de bénéficier de réseaux d'assistance particulière et d'une certaine sécurité matérielle. En suscitant chez les militants de la SS un sentiment de gratitude envers l'organisation, les prestations sociales et les avantages matériels pouvaient contribuer à renforcer leur loyauté et à cimenter leurs convictions idéologiques.

Dans d'autres cas cependant, le lien entre l'aide accordée par la SS et l'adhésion idéologique était moins indirect et plus explicite. Il en va ainsi de la politique d'assistance aux familles développée par le « Corps Noir », inséparable de l'obsession démographique présente dans l'idéologie de l'organisation, qui entendait régénérer le peuple allemand à la fois qualitativement, en favorisant les mariages entre individus au pedigree racial irréprochable, et quantitativement, en encourageant ses militants à atteindre l'objectif de quatre enfants par famille au moins. Pour réaliser ce but, Himmler fonda en décembre 1935 l'association *Lebensborn* (« source de vie »), qui assurait le versement de pensions aux familles nombreuses de militants du SS, et gérait sept maternités ouvertes aux

22 Ordre du SS-HA, 16 novembre 1936 : BArch, NS31/352, p. 43.

23 Ordre du SS-HA, 29 mai 1936 : BArch, NS31/352, p. 36.

24 Ordres du SS-HA des 24 et 26 avril 1936 : BArch, NS31/352, p. 30, p. 37.

épouses des militants et surtout à des jeunes filles de tombées enceintes en dehors des liens du mariage que la SS entendait sauver de l'avortement en leur offrant la possibilité d'une grossesse abritée de l'opprobre sociale. Sous des dehors d'institution sociale, fruit du principe de solidarité car financée par des contributions obligatoires payées par tous les membres de la SS et plus élevées pour ceux qui n'avaient pas d'enfants, le *Lebensborn* avait pour but direct de convertir les militants à des principes idéologiques contraires à la morale traditionnelle²⁵. Il apparaît ici clairement que les avantages accordés aux militants n'étaient jamais séparables de l'effet « éducatif » (*erzieherisch*) que la hiérarchie de l'organisation comptait en tirer.

PRÉSERVER LE MORAL DES TROUPES ET CONQUÉRIR LES CŒURS.

LA PRATIQUE DE L'AIDE SOCIALE EN TEMPS DE GUERRE

230

Après 1939, lorsque le centre de gravité de la SS se déplaça rapidement de sa branche civile vers les unités militaires de la *Waffen-SS*, aux effectifs en constante augmentation (d'à peine 23 000 fin 1938 à environ 800 000 en 1945), la politique d'assistance sociale du « Corps Noir » fut amenée à jouer un rôle plus important encore que durant les années de paix dans le maintien de la cohésion de l'organisation et du moral de ses membres.

Les sources internes à la hiérarchie de la SS montrent bien en effet que ses responsables avaient pleinement conscience de l'importance que revêtaient l'aide sociale et l'assistance matérielle aux soldats comme instruments au service de la conduite psychologique de la guerre. Il s'agissait avant tout de maintenir à tout prix le moral des troupes – le constat fait au sommet de la SS rejoignait en cela l'analyse que partageait l'ensemble des instances dirigeantes du Reich, échaudées, comme le souligne Götz Aly, par le rôle que l'absence de mesures sociales suffisantes à l'attention des soldats et de leurs familles avait pu jouer dans l'effondrement de 1918²⁶. Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, il fallait donc attacher le plus grand soin à répondre autant que possible aux inquiétudes des hommes du front quant à leur situation matérielle et surtout à celle de leurs familles laissées à l'arrière, impératif que de nombreux rapports remontant du terrain ne cessèrent de rappeler à l'administration centrale de

25 Voir les études de Georg Lilienthal, *Der "Lebensborn e.V.": Ein Instrument nationalsozialistischer Rassenpolitik*, Frankfurt am Main, S.Fischer Taschenbuch Verlag, 2003 ; et Volker Koop, *"Dem Führer ein Kind schenken". Die SS-Organisation Lebensborn e.V.*, Köln, Böhlau, 2007.

26 G. Aly, *Hitlers Volksstaat*, op. cit., p. 86-90.

la SS²⁷. Pour mieux informer les troupes et donc les rassurer, les mesures d'aide sociale adoptées par la hiérarchie firent également l'objet d'une promotion régulière au sein des fascicules et publications idéologiques produites et diffusées dans la troupe par le « Corps Noir ».

Cependant, la politique d'aide sociale ne devait pas seulement contribuer, dans les calculs des responsables de la SS, à reconforter et apaiser les esprits. Elle pouvait avoir une utilité plus proprement politique encore, et servir à gagner les cœurs des soldats. Ainsi fut mise en avant, à l'intérieur de la SS, l'idée que les prestations sociales garanties par l'organisation pouvaient contribuer à attirer des volontaires – un rapport remis à Himmler début 1944 affirmait par exemple que le recrutement de volontaires européens était « tout simplement impensable sans une assistance sociale fonctionnant bien pour les parents de ces appelés, pour les blessés de guerre et les familles endeuillées²⁸ ». L'implication des officiers dans le règlement des problèmes sociaux que leur soumettaient leur subordonnés devait également contribuer à renforcer la loyauté des hommes envers la hiérarchie : « lorsque les affaires d'assistance sociale et les affaires familiales sont traitées de la bonne façon, des liens affectifs de gratitude et de respect se créent entre l'homme et son supérieur, qui sont d'une importance fondamentale pour la conduite de la troupe²⁹ » recommandait ainsi le commandement de la *Waffen-SS* en 1943. Enfin, la pratique de l'assistance sociale pouvait avoir une utilité « éducative » et constituer un argument propagandiste de poids afin de renforcer les convictions des troupes dans la justesse de la cause du Reich. En effet, permettre aux soldats de bénéficier de prestations sociales tangibles permettait de renforcer la crédibilité du discours idéologique tenu par la SS, qui mettait régulièrement en scène l'opposition entre les conquêtes sociales supposées du régime hitlérien et l'état de misère censé régner chez les adversaires « ploutocrates » ou « bolcheviques » de l'Allemagne, et expliquait la « haine » que ceux-ci vouaient au nazisme par leur crainte de voir celui-ci se poser en exemple révolutionnaire à suivre pour les populations du monde. Offrir aux hommes la plus grande sécurité sociale et matérielle possible, c'était les convaincre de la supériorité du Reich et de ses mesures sociales « uniques en leur espèce » et

27 Voir par exemple la lettre adressée par R. Brandt (chef de l'État-major personnel de Himmler) à un certain Dr. Pitzner (vraisemblablement à la rédaction de l'hebdomadaire de la SS *Das Schwarze Korps*), juin 1942 (date exacte illisible sur le document) : BArch, NS19/2374.

28 Mémoire de la cour des comptes du Reich, rapport sur les services d'assistance sociale de la SS daté de février 1944, sans date ni mention d'auteur précises : BArch, NS19/287, p. 30ff.

29 Règlement sur les fonctions des officiers des sections VI des État-majors des unités de la *Waffen-SS* (officiers d'instruction idéologique), *Verordnungsblatt der Waffen-SS*, 4. Jahrgang, Nr. 7, § 127 (1^{er} avril 1943) : BArch, N756/66a.

« exemple brillant pour l'ensemble du monde », et de la nécessité de lutter pour la « victoire du socialisme »³⁰.

L'appareil mis en place au milieu des années 1930 pour assurer la distribution de l'aide sociale sur le terrain connu durant les années de guerre un processus de réorganisation et de croissance. Dès novembre 1938, le département central d'assistance sociale mis en place en 1935 devint l'« office principal de l'aide sociale et des pensions » (*Hauptfürsorge und Versorgungsamt-SS* ou HFVA), autonome et directement subordonné à l'autorité de Himmler avec le statut d'une administration ministérielle³¹. Celui-ci coordonnait l'activité de quatre bureaux couvrant chacun une zone géographique, auxquels étaient subordonnés des officiers d'aide sociale (*SS-Fürsorgeführer*) basés dans chaque circonscription régionale de la SS, chapeautant à leur tour un réseau d'antennes locales³² – structure calquée sur celle qu'avait mis en place la Wehrmacht. Durant la guerre, un « office de l'étranger » (*Amt Ausland*) du HFVA fut mis en place afin d'étendre l'aide sociale aux « volontaires européens », chacun des pays fournisseurs de recrues se voyant affecter un officier d'aide sociale³³. Malgré les différentes réorganisations que subirent ces services, ceux-ci conservèrent jusqu'à la fin de la guerre l'essentiel de leur autonomie et de leurs prérogatives³⁴. Au sein des unités de terrain, ce sont les officiers d'instruction idéologique (officiers de la section VI des États-majors) qui se virent confier dès 1939 la mission de recueillir les doléances formulées par les soldats, et de faire la liaison avec les bureaux des régions ou pays de résidence de leurs familles³⁵. À l'automne 1944, la mise en place dans chaque unité d'un officier uniquement chargé du traitement des questions d'aide sociale (VIC) fut même décidée³⁶. Quoiqu'elle

232

30 Nous empruntons ces formules au plan du cours de formation idéologique dans la 17^e division SS, 24 mars 1944 : BArch, RS3/17-38, p. 47-53. On retrouve ces mêmes thèmes développés de façon récurrente dans la production discursive des services de formation idéologique (*SS-Hauptamt, Schulungsamt*) de la SS. Voir par exemple les fascicules : « Der Dollar rollt » (1942), « Amerikanismus, eine Weltgefahr » (1944), « SS Handblätter für den weltanschaulichen Unterricht. Thema 5 : Wir sind Sozialisten » (1944) : BArch, NSD 41/75, 41/118, 41/121.

31 R. Absolon, *Die Wehrmacht im Dritten Reich*, op. cit., p. 85.

32 Les listes d'affectations et de promotions des officiers en charge de l'aide sociale permettent de se faire une bonne idée de la structure de l'appareil : BArch, NS2/249 à 251 ; le rapport de la cour des comptes du Reich cité plus haut retrace les différentes évolutions de cette structure.

33 Voir par exemple l'ordre pour la création du poste de *Fürsorgeoffizier der Waffen-SS* pour les zones occupées de France, 28 avril 1943 : BArch, NS2/248, p. 26.

34 Sur ces réorganisations de 1942 et 1944, que nous ne retraçons pas ici en détail, voir BArch, NS19/287, NS19/1607.

35 Règlements sur les fonctions des officiers d'instruction idéologique datés du 2 novembre 1939 (BArch, SSO Hugo Stelzer), et du 1^{er} avril 1943 (BArch, N756/66a) ; les rapports d'activité réguliers des « sections VI » des unités, conservés aux archives fédérales militaires de Fribourg-en-Brisgau comportent systématiquement un inventaire des cas d'aides sociale traités.

36 Ordre du SS-HA, 22 septembre 1944 : BArch, NS31/282, p. 1-3.

n'ait pas été pleinement réalisée compte tenu du manque de personnel, cette mesure témoignait bien du fait que, à la veille de la chute du Reich encore, la SS continuait d'attacher la plus grande importance à ce que le réseau des structures en charge de l'assistance sociale fût à même de couvrir au plus près possible les besoins de chaque homme de troupe.

Les dispositions qui régissaient l'action de cet appareil et les services offerts aux soldats de la *Waffen-SS* étaient pour l'essentiel identiques à celles qui s'appliquaient à ceux de la Wehrmacht – l'égalité des droits sociaux entre les deux formations avait été établie par une série de décrets entre 1937 et 1939³⁷. Cependant, les responsables de la SS enjoignaient leurs subordonnés à ne pas s'en tenir à ce cadre légal, mais à s'« emparer tout particulièrement des cas qui ne sont pas couverts par les lois régissant l'assistance et les pensions », et à traiter les affaires « au plus vite » « même sans respecter la voie hiérarchique³⁸ ». Grâce à ces mesures les soldats du « Corps Noir » et leurs familles purent bénéficier d'une palette de prestations sociales qui leur garantissaient que leurs conditions de vie n'aient pas à souffrir excessivement des privations et de l'insécurité de la guerre.

Ils profitaient en effet d'une aide financière versée avec beaucoup de largesse. À la solde de chaque soldat venait s'ajouter une allocation pour l'entretien de la famille (*Familienunterhalt*), destinée à compenser la différence de revenus entre le temps de paix et le temps de guerre, ainsi qu'une large gamme d'indemnités supplémentaires : sommes allouées pour chaque enfant ou couvrant le paiement du loyer ou des impôts, les frais d'assurance ou de scolarisation, les dépenses de chauffage ou d'hospitalisation³⁹. Le montant des versements pouvait également être relevé de façon significative pour tenir compte de l'inflation⁴⁰. Comme l'a montré l'historien Christoph Rass, cette largesse financière permit non seulement à la plupart des familles des soldats de bénéficier d'un niveau de vie en temps de guerre plus élevé qu'il ne l'était dans la plupart des autres pays belligérants, et même à certaines d'accroître leur niveau de revenu⁴¹. En cas de mort au combat, une série d'indemnités était encore garantie aux parents

37 On trouvera le détail de ces mesures dans R. Absolon, *Die Wehrmacht im Dritten Reich*, op. cit., p. 84-85, ainsi que, du même auteur : *Die Wehrmacht im Dritten Reich*, op. cit., t. VI, 1995, p. 164-165.

38 Règlement pour les officiers d'instruction idéologique du 1^{er} avril 1943, voir *supra*, note 30.

39 Ces mesures sont par exemple détaillées dans les directives prises au printemps 1941 par les *Fürsorgeoffiziere* en poste aux Pays-Bas, en Belgique flamande et au Danemark : BArch, NS19/1954, p. 3-8 ; ainsi que dans le *SS-Leitheft*, le mensuel de formation idéologique distribué aux unités SS : anonyme, « Die Betreuung der im Einsatz befindlichen SS-Angehörigen und ihrer Familien », *SS-Leitheft*, 5. Jahrgang / 5a (octobre 1939).

40 Rapports de la 8^e division SS concernant le paiement des pensions aux recrues originaires de Hongrie, 9 juillet 1943 et 5 septembre 1943 : BArch, RS3/8-78, p. 20-22, p. 32-33.

41 Christoph Rass, « *Menschenmaterial* » : *Deutsche Soldaten an der Ostfront. Innenansichten einer Infanteriedivision 1939-1945*, Paderborn, Schöningh, 2003, p. 238-250.

endeuillés, ôtant ainsi au chef de famille toute inquiétude sur le sort des siens. À côté de cette aide économique, les familles des soldats bénéficiaient encore de certains avantages importants dans le domaine de l'éducation (places offertes aux enfants des SS dans certaines des plus prestigieuses des écoles d'élite ouvertes par le régime et dispenses du paiement de frais d'inscription universitaires pour les familles des hommes tués au combat⁴²), et surtout dans le domaine du logement. Les officiers furent chargés d'appuyer les soldats dans leurs demandes de relogement pour leurs familles, et les services de construction du « Corps Noir » furent mobilisés pour construire des logements pour les SS et leurs familles dans des zones abritées, dans le cadre du programme d'« habitations de fortune » (*Behelfsheime*) lancé en septembre 1943 par Hitler. La SS tâchait ainsi de libérer ses hommes d'une préoccupation devenue centrale pour beaucoup d'entre eux à partir de 1943 du fait de l'intensification des bombardements alliés sur l'Allemagne⁴³.

234

Des mesures furent également prises pour lutter contre les craintes que les hommes mobilisés pouvaient avoir sur leur propre futur après la guerre, qui avait entraîné l'interruption de leurs études ou la perte de leur emploi. Ainsi, dès le 1^{er} septembre 1939, le droit du travail garantit aux hommes mobilisés la possibilité de retrouver après la fin de leur période de service leur emploi du temps de paix⁴⁴. Une large offre de formation professionnelle fut mise en place sans attendre la fin des hostilités. Un office pour la formation professionnelle (*Amt Berufserziehung, Amt CIII du SS-Hauptamt*) de la SS fut créé en 1943⁴⁵, contrôlant quatorze sites de formation⁴⁶, qui délivraient des diplômes permettant aux recrues n'ayant pas bénéficié d'une éducation suffisante dans le civil d'entamer une carrière d'officier et d'accéder à l'université. Ils accueillaient surtout un grand nombre d'invalides de guerre, auxquels le « Corps Noir » garantissait, en récompense de leur sacrifice, une orientation et une requalification professionnelle, soit dans des services militaires de l'arrière soit dans le civil⁴⁷. En liaison avec les différentes organisations éducatives du

42 Ordre du SS-HA du 20 décembre 1937 : BArch, NS31/352, p. 95 ; ordre de l'*Amt Fürsorge*, 29.12.1944 : BArch, NS2/252, p. 14.

43 Ordre de l'*Amt Fürsorge*, 28 juillet 1944 : BArch, NS2/252. Sur l'importance de l'impact des bombardements sur l'Allemagne sur le moral des troupes, voir Felix Römer, *Kameraden. Die Wehrmacht von innen*, München, Piper, 2012, p. 234-249.

44 Voir l'annonce faite dans le *SS-Leitheft* : anonyme, « Das Arbeitsverhältnis während der militärischen Dienstzeit », *SS-Leitheft*, 5. Jahrgang/6b. (novembre 1939).

45 Ordres du SS-HA, 8 février 1943 et du 29 septembre 1943 : BArch, NS31/96, p. 42 ; NS31/359, p. 3-4.

46 Listes des écoles gérées par le SS-HA/Amt CIII : BArch, NS31/189 ; organigramme de l'*Amt CIII* daté du 1^{er} juillet 1944 : BArch, N756/52a.

47 Archives de l'*Amt CIII* (BArch, NS31/359), voir aussi les protocoles des interrogatoires d'Otto Borst, chef de l'*Amt CIII* dans le cadre des procès de Nuremberg : Archives de l'Institut für Zeitgeschichte de Munich : IFZ, ZS-0843.

Troisième Reich, de nombreuses activités d'enseignement furent également organisées au sein même des unités de la *Waffen-SS*, à l'arrière et parfois même au front : des cours de langue, des enseignements de rattrapage scolaire et de formation professionnelle étaient proposés, le plus souvent sous forme de groupes de travail hebdomadaires, appuyés par de nombreux fascicules et films éducatifs⁴⁸. Quand bien même elles n'eussent pas totalement empli leur objectif de convaincre les hommes de la sollicitude de l'État nazi à leur égard, ces activités constituaient au moins une thérapie d'occupation préservant les soldats du désœuvrement, et limitant du même coup le temps de la réflexion critique – elles rejoignaient en cela les pléthoriques activités de divertissement culturel (projection cinématographiques ou représentations de spectacles, fourniture de livres et de journaux) organisées dans la troupe jusque dans les derniers mois de la guerre, que le présent article laisse de côté car elles ne relevaient pas *stricto sensu* de l'aide sociale, mais qui, en montrant aux soldats qu'ils n'étaient pas abandonnés et en encourageant chez eux l'escapisme, visaient elles aussi à stabiliser le moral des troupes⁴⁹.

Ces différentes mesures sociales eurent-elles l'effet stabilisateur escompté par les responsables de la SS ? Il semble que l'on puisse, sans trop s'avancer, répondre à cette question par l'affirmative. Il n'est certes pas possible de mesurer l'influence de l'assistance sociale sur la psychè des troupes, ni de quantifier son poids par rapport à d'autres éléments déterminant le comportement de celles-ci tels que le degré de conviction idéologique des hommes ou encore le recours à une discipline dure. Il y a fort à parier cependant que ce poids fut considérable, et l'on s'en aperçoit en examinant les cas dans lesquels l'aide sociale habituellement garantie vint à manquer. En novembre 1942 par exemple, alors que le paiement des allocations dues aux familles des recrues issues des communautés d'Allemands ethniques de Hongrie se trouvait momentanément bloqué, un rapport transmis à Himmler signalait que : « les commandants des divisions SS "Reich", "Nord" et de la division de cavalerie portent sur l'ambiance qui règne dans la troupe du fait de l'incertitude pesant sur la position des familles des recrues un jugement tel qu'ils déclinent toute responsabilité sur le moral de leur division au combat », et pointait « le danger d'une désintégration de la discipline dans la troupe dû au constat [que les familles touchent] des pensions insuffisantes »⁵⁰. La capacité de la SS à résoudre de telles situations et

48 Voir notamment les directives du 22 octobre 1942 encadrant l'activité du *Deutsches Volksbildungswerk* (« l'œuvre allemande pour l'éducation populaire ») dans la troupe : BArch, NS31/353, p. 22-27.

49 Sur ces aspects, voir la monographie de Frank Vossler, *Propaganda in die eigene Truppe. Die Truppenbetreuung in der Wehrmacht 1939-1945*, Paderborn, Schöningh, 2005.

50 Compte rendu d'une réunion entre les représentants de différents offices de la SS en date du 12 novembre 1942 : BArch, NS19/3613.

à garantir à ses membres et à leurs familles, presque jusqu'au bout – les services en charge de l'aide sociale semblent avoir encore fonctionné pleinement fin 1944 –, une certaine sécurité sociale et une aisance peut-être réduites, mais certes pas négligeables dans le contexte de la guerre, contribua très certainement pour beaucoup à éviter une telle désintégration.

236

L'histoire de la politique sociale de la SS permet ainsi de conclure que, l'intérêt matériel de ses membres et l'attention attachée par la hiérarchie à le satisfaire, constituèrent, à chaque étape du développement de l'organisation, des facteurs importants dans l'attrait et la cohésion de celle-ci. En définitive, l'application au cas de la SS du paradigme « matérialiste » proposé par Götz Aly pour comprendre l'adhésion au nazisme nous paraît donc s'avérer particulièrement fructueuse. L'analyse des préoccupations matérielles apparaît – à la condition que l'on se garde d'en faire de une explication monocausale qui diminuerait le poids d'autres facteurs (et notamment de l'idéologie) dans l'engagement des militants nazis – comme un élément important à prendre en compte pour comprendre l'attrait du mouvement hitlérien et la forte résilience du régime. Loin d'être aisément différenciables et mutuellement exclusifs, intérêt matériel et convictions se renforçaient très vraisemblablement l'un l'autre. Enfin, le fait que ce ne soit pas seulement pour gagner le consentement de la grande masse de la population, mais même pour s'assurer la loyauté de la SS, l'organisation qui se prétendait son élite idéologique, que le régime nazi ait attaché jusqu'au bout la plus grande importance à jouer sur la corde sensible de la sécurité sociale et des avantages matériels, ne peut conduire qu'à souligner plus encore la validité et la valeur heuristique de la thèse d'Aly.

Nous n'avons pas appliqué ici à l'analyse de la politique redistributive de la SS le second aspect, tout aussi essentiel, mis en évidence par le travail d'Aly, à savoir le lien intime entre les largesses octroyées par le Troisième Reich à ses citoyens et le pillage systématique des biens matériels des catégories de population désignées comme ennemies par le régime, au premier rang desquelles les Juifs – car les archives des organes centraux chargés de l'assistance sociale au sein de l'administration SS comportent sur ce point trop peu de documents pour donner des informations précises. Malgré la minceur des sources, il ne fait cependant guère de doute que le lien entre aide sociale et « aryanisation » des biens était tout aussi organique et central pour l'assistance délivrée par la SS à ses hommes qu'il ne l'était pour le reste du régime, ce qu'un cas au moins dans les archives de l'« office principal de l'aide sociale et des pensions » montre de façon claire. En novembre 1942, devant le manque de devises hongroises pour financer le paiement des allocations dues aux familles des recrues issues de ce pays, le *Sicherheitsdienst* (SD) proposa à Himmler de se procurer l'argent

nécessaire aux dépens de certains juifs fortunés. Puisqu'il n'était pas possible dans les circonstances présentes (probablement parce qu'il eût fallu avoir l'autorisation du gouvernement hongrois) de « transformer en liquidités » les biens que des juifs de nationalité allemande avaient accumulés en Hongrie, le SD suggérait purement et simplement de faire chanter des « juifs âgés » et fortunés de nationalité slovaque, en leur proposant d'échanger la possibilité d'émigrer contre de grasses sommes payées en *pengö*, la monnaie hongroise, qui viendraient ensuite garnir la caisse d'aide sociale de la *Waffen-SS* – un procédé analogue employé aux Pays-Bas avait, en échange de quelques dizaines de visas, rapporté plusieurs millions de francs suisses⁵¹. Loin de se borner à la corruption et au vol – par ailleurs couramment pratiqués –, l'exploitation de la persécution était ainsi une composante intrinsèque du système d'aide sociale. Et l'argent des allocations versées aux familles des membres du « Corps Noir » était directement extorqué à leurs victimes.

51 Rapport du SD remis à Himmler en date du 24 novembre 1942 : BArch, NS19/3616.

JULIUS BERGER (1862-1943) :
L'ASCENSION ET LA CHUTE D'UN GRAND ENTREPRENEUR
JUIF ALLEMAND DE L'ÉPOQUE DE WEIMAR

Dominique Barjot

Julius Berger a légué son nom à la seconde plus importante entreprise allemande de construction d'aujourd'hui : Bilfinger Berger, encore seizième contractor mondial par son activité internationale¹.

Tableau 1 – Bilfinger Berger, l'un des plus grands entrepreneurs mondiaux des secteurs de la construction

2014	2013	Entreprises	Chiffre d'affaires à l'international (2013, milliards d'US\$)
1	1	Grupo ACS (Espagne)	44,0
2	2	Hochtief (Allemagne)	34,8
3	3	Bechtel (USA)	23,6
4	4	Vinci (France)	20,3
5	5	Fluor Corp. (USA)	16,8
6	6	Strabag SE (Autriche)	15,4
7	7	Bouygues (France)	14,8
8	9	Skanska (Suède)	14,1
9	10	China Communications Construction Group Ltd (Chine)	13,2
10	11	Technip (France)	12,2
11	8	Saipem (Italie)	12,1
16	16	Bilfinger Berger (Allemagne)	6,9

Source : 2014 ENR Top 2050.

Le groupe Bilfinger Berger résulte d'une fusion réalisée sous l'égide de la Dresdner Bank, alors actionnaire principal, entre trois groupes : Grün und Bilfinger AG ; Julius Berger AG ; Bauboag². La première société fut fondée

- 1 Dominique Barjot, « Problematics and First Results », *Revue française d'histoire économique – The French Economic History Review*, n° 1, « The Construction Industry in the XXth Century: an International Interfirm Comparison », dir. Dominique Barjot, septembre 2014, p. 10-39 ; « “Why was the world construction industry dominated by European leaders?” The development of the largest European firms from the late 19th to the early 21st centuries », *Construction History International Journal of the Construction History Society*, n° 3, 2013, p. 89-114.
- 2 *From Construction Company to Multi Service Group. 1880-2005, 125 years Bilfinger Berger*, Mannheim, Bilfinger Berger AG, 2005, p. 18.

en Lorraine en 1880, s'établit de façon définitive à Mannheim en 1886, et adopta la forme de société anonyme (AG ou *Aktien Gesellschaft*) dès 1906. La deuxième, Julius Berger, fut créée en Prusse en 1890, devint AG en 1905, peu de temps avant de se doter d'un siège social à Berlin en 1910. Elle y côtoya désormais la troisième, la Berlinische Bodengesellschaft, née aussi en 1890, mais à Berlin. La fusion s'effectua en deux étapes : dès 1969, entre Julius Berger AG et Bauboag AG, établies respectivement à Wiesbaden, depuis 1948, et à Düsseldorf, depuis 1955 (sous la forme d'une société anonyme par actions, d'où l'adoption de la raison sociale BOAG), avec pour résultat la constitution de Julius Berger-Bauboag AG basée à Wiesbaden ; en 1975, une nouvelle fusion intervint entre Grün & Bilfinger AG et Julius Berger-Bauboag AG afin de former Bilfinger + Berger Bauaktiengesellschaft, établie à Mannheim et devenue Bilfinger Berger AG en 2001³.

L'entreprise absorbante a été Grün & Bilfinger, mais si le nom de Berger a subsisté, c'est à la personnalité de Julius Berger qu'on le doit⁴. Mort en camp de concentration en 1943, cet entrepreneur symbolise mieux que quiconque la réussite du capitalisme juif dans l'Allemagne de Weimar⁵. Fils d'un charretier, mais devenu l'un des gros employeurs de Berlin, il fut sans aucun doute l'un des plus grands entrepreneurs de travaux publics de cette époque de Weimar, tout en incarnant un certain courant du monde des affaires favorable à la reconstruction de l'Europe sur la base d'une réconciliation franco-allemande.

LA PERCÉE D'UN ENTREPRENEUR JUIF À L'ÉPOQUE WILHELMIENNE

Julius Berger naquit le 22 septembre 1862 à Zampelberg, dans la province prussienne de Prusse occidentale. Son père, Baruch Berger, était charretier. En troisième mariage, il avait épousé Dora Werner. Ensemble, ils élevèrent quinze enfants issus des trois mariages dont les plus âgés durent émigrer en Amérique⁶. Zampelburg était alors une petite ville d'à peine 3 000 habitants, dont environ 25 % de juifs (contre 2 % pour la province de Prusse occidentale dans son ensemble). La communauté juive de Zampelburg y cultivait sa tradition, autour d'une synagogue édifiée en 1734, lorsque la région appartenait

3 *Ibid.*, p. 2-3.

4 Bernhard Stier et Martin Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen, 125 Jahre-Bilfinger Berger AG, Heidelberg/Basel*, Institut für Unternehmensgeschichte, 2005, p. 168-209. Ces pages traitent de l'histoire de Julius Berger sous le titre « Die Julius Berger Tiefbau AF. Aus Westpreussen in die Reichshauptstadt ». Cet ouvrage se fonde sur les archives de Bilfinger, de la Dresdner Bank et celles du Bundesarchiv de Berlin. La présente étude doit beaucoup à ce livre.

5 Werner E. Mosse, *Jews in the German Economy. The German Jewish Economic Elite 1820-1935*, Oxford, thèse de l'université d'Oxford, 1987.

6 Julius Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, Berlin, Gebundene Ausgabe, 1933, p. 7.

encore à la Pologne. Au milieu du XIX^e siècle, les juifs ouest-prussiens étaient surtout actifs dans le commerce (50,2 %), dans l'artisanat (21,5 %), le service domestique (10,2 %) ou comme journaliers (7,9 %)⁷. Baruch Berger y exerçait une profession peu courante, à savoir le transport de marchandises destinées aux foires de Leipzig et de Francfort-sur-Oder. Il est vrai que la gare de chemin de fer la plus proche se trouvait à environ 45 km de Zempelburg jusqu'en 1870 ; après cette date, la distance ne fut plus que de 20 km. L'entreprise prospérait donc.

L'ascension sociale d'un fils du peuple

Julius Berger fit peu d'études. Il suivit les six premières classes à l'école municipale de Zempelburg, puis un temps dans une école privée⁸. Son père n'ayant pu, faute d'argent, l'envoyer au lycée, Julius Berger devint apprenti. Dès 1875, il était à Berlin, où il resta trois ans dans des conditions plutôt misérables. Il y travailla auprès d'un marchand de cuir en gros, près de l'Alexanderplatz. Si le vivre et le couvert lui étaient assurés chez une tante, il y vivait dans une cave avec cinq autres enfants. Encore d'âge scolaire, il fréquentait les cours du soir de la Ligue des marchands de Berlin. Il y découvrit le métier de commerçant.

En 1878, Julius Berger revint à Zempelburg pour seconder son père⁹. Bien que conducteur, il s'initia aux finances de l'affaire. Conscient du caractère à peine viable de l'activité paternelle, il obtint pour l'affaire familiale la commande de pierre et graviers à transporter en sus des céréales. C'est ainsi qu'il découvrit la construction des routes. En 1890, il se lança dans cette nouvelle activité avec la réalisation d'une petite chaussée de 2 km, tout en demeurant transporteur à titre principal. En 1892, il obtint le marché de la construction d'une ligne de tramway raccordant Zempelburg à la ligne de chemin de fer principale. Ce fut le début de sa réussite en tant qu'entrepreneur de travaux publics : au terme de l'affaire, il disposait de 30 000 marks¹⁰. Il exécuta des chantiers en Poméranie, en Poznanie, en Prusse orientale et occidentale : parmi les quinze réalisés jusqu'en 1905, il y eut notamment le lot de 1,5 km route de Kulmsee à Marienburg (1901-1902)¹¹.

Confrontée à des besoins croissants de capital, l'entreprise devait se transformer en société anonyme par actions. Mais les motifs personnels comptaient aussi beaucoup pour Julius Berger. En 1899, son fils Bruno mourut au terme d'une longue maladie. Craignant de se trouver incapable de travailler pour raisons

7 Max Aschkewitz, *Zur Geschichte der Juden in Westpreussen*, Marburg, Lahn, 1967, p. 25, 83 et 106.

8 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 170.

9 *Ibid.*, p. 170.

10 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 24.

11 *Ibid.*, p. 29.

de santé, Julius Berger envisageait même de céder, de liquider ou de vendre son affaire. Sur une proposition du banquier Louis Aronsohn de Bromberg, il décida de franchir le pas. Grâce à Aronsohn, il fit appel à une maison de banque de Schaaffhausen, le Bankverein¹². Le 18 décembre 1905 se constituait ainsi la Julius Berger Tiefbau-Aktien Gesellschaft ou JBTAG. Autour de Julius Berger se trouvaient ainsi associés l'*Oberbürgermeister* de Berlin-Wilmersdorf Alfred Kreidel, un directeur de banque, Martin Friedländer, le procureur Günther Detring, ainsi qu'Aronsohn et le Bankverein de Schaaffhausen. Le capital était ainsi constitué :

Tableau 2 – Les actionnaires de JBTAG en 1905 et 1909 (en % du total)¹³

	1905	1909
Julius Berger	99,6	
Louis Aronsohn	0,1	
Alfred Kreidel	0,1	
Martin Friedländer	0,1	
Günther Detring	0,1	
A. Schaaffhausenscher Bankverein		25,0
Bankhaus M. Stadthagen		25,0

Source : Bilfinger Berger Archiv

Le capital initial se montait à 1 million de marks dont 96,6 % sous forme d'un apport de l'entreprise. Les apports étaient rémunérés en actions du conseil de surveillance (*Aufsichtsrat*), composé à l'origine de Louis Aronsohn, Alfred Kreidel et Martin Friedländer, Julius Berger étant le seul membre du directoire (*Vorstand*).

Dans la transformation de son entreprise en SA, Julius Berger avait accordé une option de 50 % du capital aux banques¹⁴. Elle se réalisa en octobre 1909 au profit du Bankverein et de la banque Stadthagen, Louis Aronsohn restant un actionnaire secondaire. Au sein du conseil de surveillance, la première banque était représentée par Hugo Hartung, le directeur de sa filiale de Berlin. Au 21 octobre 1909, le capital de l'entreprise fut élevé jusqu'à 1,5 millions de marks, les deux banques sollicitant en contrepartie l'introduction en bourse. Le 21 avril 1910, à l'occasion de l'admission à la cote de la bourse, elles cédèrent leurs actions, réalisant une belle plus-value : acquises au cours de 130 (pour un nominal de 100 marks), elles furent vendues 240 (marks). Consécutivement, la part de Julius Berger tombait à 16,6 % du nouveau capital. Des augmentations ultérieures furent réalisées en 1911 et 1912, le capital passant alors à 2 puis

¹² *Ibid.*

¹³ B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 173.

¹⁴ *Ibid.*, p. 173-174.

4 millions de marks et voyant l'arrivée comme actionnaire de la Banque Fromberg & Co. Le capital demeura dès lors inchangé jusqu'à la période d'inflation des années 1920.

JBTAG : une grande entreprise berlinoise

La construction du réseau ferroviaire de la province est de la Prusse s'était achevé en 1905. L'implantation à Berlin s'imposait, du fait notamment des besoins de l'urbanisation et de l'industrialisation. En avril 1904, le conseil de surveillance décida la création d'un bureau de construction à Berlin¹⁵. Un an plus tard, l'entreprise obtint les travaux d'élargissement à quatre voies du chemin de fer de Berlin-Hermsdorf à Berlin-Bernau pour un montant de 2,7 millions de marks. En 1907 s'y ajoutèrent un chantier ferroviaire à Hanovre et un autre dans le Schleswig-Holstein, pour un montant total de 1,6 millions de marks. En octobre 1908, Julius Berger fit admettre au conseil de surveillance le principe d'un déménagement à Berlin, réalisé en mars 1910, tout près du Zoologischer Garten¹⁶.

L'installation à Berlin marquait le point de départ d'une nouvelle phase de développement de l'entreprise. Se tournant vers l'ouest où les marchés étaient plus importants, mais aussi la concurrence plus forte, celle par exemple de Grün und Bilfinger ou de Dyckerhoff und Widmann¹⁷. En outre, il convenait d'élargir les compétences techniques de l'entreprise et d'embaucher des collaborateurs ayant reçu une formation académique de Bauingenieur (ingénieur en construction)¹⁸. En même temps, grâce à sa disposition au centre du réseau ferroviaire du Reich, Berlin permettait une offensive commerciale vers l'ouest et le sud de l'Allemagne. Entre 1909 et 1912, JBTAG construisit, dans l'Eifel, une douzaine de kilomètres de l'Ahrtalbahn avec plusieurs ponts et tunnels. En 1912, l'entreprise effectua un chantier pour le compte des chemins de fer de l'État du Wurtemberg, notamment une gare à Kornwestheim, près de Stuttgart.

Au même moment, JBTAG s'initia aux travaux hydrauliques, avec l'obtention d'un chantier d'élargissement du Nord-Ostsee Kanal (canal de Kiel), pour un montant d'environ 5 millions de marks de travaux¹⁹. Berger eut notamment à reprendre ceux abandonnés par August Borczinski, suite à des difficultés techniques imprévues et à un manque de capital : à cette occasion, JBTAG reprit

15 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 32.

16 *Ibid.*, p. 35.

17 B. Stier et M. Krauss, « Die Grün & Bilfinger AF. Südwestdeutsche Ingenieur & Kunst », dans *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 16-167 ; Gert von Klass, *Weit spannt sich der Bogen 1865-1965. Die Geschichte der Bauunternehmung Dyckerhoff & Widmann*, Wiesbaden, H. Bartels KG, 1965.

18 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 38.

19 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 176.

un vaste parc de dragues et d'excavateurs. Julius Berger y exécuta, à partir de 1912, un nouveau marché d'environ 2,5 millions de marks. Suite à l'insuffisance des études préalables, JBTAG demanda une revalorisation du marché, jusqu'à 4 millions de marks, mais les travaux d'arbitrage ne lui accordèrent que 10% supplémentaires. Au total, Julius Berger perdit environ 1,3 millions de marks pour les seuls travaux du canal Baltique-mer du Nord²⁰.

244 Julius Berger s'intéressait, depuis un moment déjà, à l'étranger²¹. À partir de 1906, les Chemins de fer fédéraux suisses s'étaient engagés dans d'importants travaux d'amélioration de la liaison Bâle-Zurich. En mai 1911, Julius Berger remit une offre en vue de la réalisation de la ligne de Hauenstein entre Sissach et Olten. Elle comportait notamment la construction d'un tunnel de 8,1 km à travers le Jura suisse, qui raccourcissait d'environ 30 km la longueur du tracé. JBTAG était la seule entreprise allemande en lice pour la réalisation du projet. En dépit d'une offre très basse de la part de JBTAG, la direction générale des Chemins de fer suisses hésitait à attribuer les travaux à une firme étrangère. L'administration des Chemins de fer fédéraux ayant modifié le cahier des charges, Julius Berger et son ingénieur en chef Konrad Kolberg remirent une nouvelle offre.

Bénéficiant cette fois du soutien des Chemins de fer et des banques allemandes, JBTAG enleva pour 16 millions de marks (19,8 millions de francs suisse) le chantier du tunnel de base de Hauenstein, devenu le plus gros chantier jamais exécuté par l'entreprise²². Ce fut l'occasion pour Julius Berger d'introduire de nouvelles machines produisant l'électricité et le gaz comprimé utilisés pour les travaux. Mené avec un effectif considérable (800 à 1 000 personnes sur la section sud de 6,8 km, 400 à 600 sur la section nord, environ 400 hors du tunnel), le chantier s'acheva le 10 juillet 1914. Néanmoins le tunnel n'entra en service que le 8 janvier 1916, du fait de l'éclatement de la première guerre mondiale. En dehors du tunnel, JBTAG réalisa une trouée d'aération de 134 m de profondeur et un viaduc de 100 m sur la portion nord. Le succès était d'importance : l'obtention d'une prime de 380 000 francs suisses ne fut pas pour rien dans la renommée de l'entreprise.

Fin 1913, l'entreprise enleva un second grand marché à l'étranger : la construction du tunnel d'Isvor, près de Sinaia en Roumanie, mais les travaux durent cependant être engagés directement par le royaume à cause de l'éclatement

20 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 38.

21 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 176-177.

22 *Ibid.*, p. 176-178.

du premier conflit mondial en août 1914²³. En dépit de cet important aléas, à la veille de la première guerre mondiale, l'entreprise apparaissait tout à fait prospère. Entre 1906 et 1911, son bénéfice net augmenta en moyenne de 38,4 % par an et le carnet de commandes de 57,2 %.

Tableau 3 – Évolution du bénéfice net et du dividende de JBTAG de 1906 à 1913²⁴

	Bénéfice net (en millions de marks)	Dividendes (en % du bénéfice net)
1906	0,140	10
1907	0,197	14
1908	0,339	20
1909	0,324	20
1910	0,540	20
1911	0,673	20 (a)
1912	0,957	20 (b)
1913	1,241	20

(a) 20 % sur 1,5 million de marks, 10 % sur 0,5.

(b) 20 % sur 2 millions de marks, 10 % sur 2.

Source : Bilfinger Berger Archiv

L'éclatement de la première guerre mondiale affecta beaucoup l'entreprise, comme le révèle son rapport d'activité pour 1915 : mobilisation de la majorité des ingénieurs et des travailleurs de l'entreprise, emploi pratiquement nul du matériel de l'entreprise, chute du montant du bilan (-20 % en 1914, -10 % en 1915)²⁵. Néanmoins, à partir de 1916 se produisit un net redressement :

Tableau 4 – Évolution du bénéfice net et du dividende de JBTAG durant la première guerre mondiale²⁶

	Bénéfice net (en millions de marks)	Dividende (en %)
1913	1,241	20
1914	0,793	10
1915	0,793	10
1916	0,889	10
1917	1,197	15
1918	1,540	20

En dépit de la réduction de son capital social, l'entreprise retrouva alors une activité certaine : restauration de ponts en Pologne, chemins de fer destinés à permettre l'avancée de l'armée allemande à l'Est, production de scories de manganèse en Autriche et extraction de lignite, agrandissement des ports de

²³ *Ibid.*, p. 180-181. Après l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés de l'Entente en 1916, les troupes allemandes s'emparèrent d'une partie des machines et des appareils. En 1922, JBTAG était toujours en attente de règlement.

²⁴ *Ibid.*, p. 181.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

Königsberg et de Müllheim dans la Ruhr, construction d'une chaussée de guerre de Sensburg en Prusse orientale²⁷.

LA RÉUSSITE DE L'ÉPOQUE DE WEIMAR

Proche de Matthias Erzberger (1875-1921), Julius Berger connu sous Weimar des succès remarquables en Allemagne comme à l'étranger, avec des résultats économiques impressionnants.

Julius Berger : opportuniste ou partisan de la paix ?

246

Au sein de son conseil de surveillance, Julius Berger cherchait à faire entrer des personnalités politiques influentes. Il y appela par exemple le vice-président de la Chambre des députés de Prusse, Paul (von) Krause, à partir de 1909 et jusqu'à sa nomination comme secrétaire d'État à la Justice du Reich en 1917. Son successeur fut Matthias Erzberger, l'un des plus importants hommes politiques de l'époque²⁸. Venu du Wurtemberg catholique, membre du Reichstag depuis 1903 et chef de l'aile démocratique du parti catholique, le Zentrum, il avait d'abord été favorable à une politique d'expansion, mais, à partir de 1917, milita en faveur d'un accord de paix. En octobre 1918, il devint secrétaire d'État dans le cabinet du chancelier du prince Max de Bade. À ce titre, il fut appelé à signer les accords d'armistice avec les Alliés. Puis, en tant que ministre des Finances (et vice-chancelier), il réforma le système fiscal allemand. Déjà, pendant la première guerre mondiale, en tant que président de la Commission d'armistice, il suscita la haine des milieux nationalistes conservateurs.

Son principal adversaire était Karl Helfferich (1872-1924), ancien secrétaire d'État au Trésor, de 1915 à 1916, puis secrétaire d'État, à l'Intérieur en 1916-1917²⁹. Chef de file des conservateurs nationalistes, ce dernier publia, en 1919, un pamphlet intitulé *Fort mit Erzberger*, qui conduisit à une plainte en diffamation de ce dernier. Helfferich y accusait Erzberger de corruption, en raison de sa présence au conseil de surveillance de JBTAG. Le procès, tenu en 1920, se solda certes par une faible amende pour l'auteur du pamphlet, mais

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Klaus Epstein, *Matthias Erzberger and the dilemma of German Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 1959 ; Kurt Diemer, *Matthias Erzberger (1875-1921), Staatsman und Demokrat*, Biberach, Biberacher Verlagsdruckerei, 1986 ; Christopher Dowe, *Matthias Erzberger. Ein Leben für die Demokratie*, Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer Verlag, 2011 ; Theodor Eschenburg, *Matthias Erzberger. Der grosse Mann des Parlamentarismus und der Finanzreform*, München, Piper Verlag, 1973 ; Wolfgang Michalka (dir.), *Matthias Erzberger. Reichsminister in Deutschlands schwerster Zeit*, Potsdam, Verlag für Berlin-Brandenburg, 2002.

²⁹ John G. Williamson, *Karl Helfferich, 1872-1924: Economist, Financier, Politician*, Princeton, Princeton University Press, 1971.

Erzberger dut mettre fin à sa carrière politique et mourut en août 1921, assassiné par d'anciens membres des Corps francs, appartenant à l'organisation Consul.

Helfferich reprochait à Erzberger d'être intervenu, en tant qu'arbitre, dans un certain nombre de procédures des JBTAG contre l'administration du canal impérial à Kiel, dans les années 1916 et 1917, et d'avoir obtenu en récompense son mandat au conseil de surveillance³⁰. À ce titre, Julius Berger fut auditionné plusieurs fois comme témoin. Faisant face au témoignage à charge de deux anciens directeurs, Helmut Hatzky et Alfred Morgenstern, licenciés par Julius Berger en 1916, ce dernier expliqua l'appel à Matthias Erzberger par le caractère privilégié de ses liens avec le conseil de surveillance de Thyssen, Julius Berger souhaitant se rapprocher de l'industrie sidérurgique et, de manière plus précise, en 1917, aboutir à un accord avec Thyssen sur la livraison de 100 000 tonnes de fer. Julius Berger songeait aussi à bénéficier de l'appui d'Erzberger pour faciliter le règlement du contentieux roumain. En revanche, tout en reconnaissant connaître les positions de Matthias Erzberger en faveur de la paix, il n'en faisait pas un élément majeur de son choix.

JBTAG : une expansion remarquable en Allemagne et à l'étranger

Les années d'après la première guerre mondiale furent dominées par l'instabilité économique et politique³¹. Sous l'effet de l'inflation, le capital social passa de 4 millions à 75 millions de marks entre 1919 et 1923. Il s'ensuivit l'émission d'actions à droits de vote décuplés. Elle favorisa l'arrivée d'actionnaire non désirés au sein du capital des entreprises et porteurs de titres acquis quasiment gratuitement. Chez JBTAG, l'inflation eut pour résultat l'arrivée de la Darmstädter Bank et de la Danat Bank, en tant que chefs du consortium d'actionnaires Julius Berger avait perdu, selon ses propres indications, l'essentiel de sa fortune privée et ne détenait plus qu'un très petit nombre d'actions de son entreprise³². Or la reprise de l'expansion supposait d'énormes besoins de capital.

En tant que directeur général, Julius Berger fixait les grandes orientations de l'entreprise³³. Pour renforcer son action, il fit entrer au directoire, dès 1919, l'ingénieur Fritz Wohlgemuth, qui y siégea jusqu'en 1933. En 1921, il fit appel à Ernst Martens (1883-1981), architecte du gouvernement, qui avait notamment travaillé à la Reichsbahn. À côté de ces trois personnalités, le directoire compta temporairement les ingénieurs Fritz et Conrad Kolberg, Emil Hirsch et Alfred Schuler. Le juriste Hans Heumann, en fonction depuis 1912, disparut en 1921. Jusqu'à sa mort, survenue le 11 mai 1928, le banquier Louis Aronsohn

³⁰ B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 182.

³¹ *Ibid.*.

³² J. Berger, *Mein Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 52.

³³ B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 188.

présida le conseil de surveillance. Lui succéda Otto Fischbek, alors ministre d'État prussien et ministre du Commerce et de l'Industrie. Julius Berger accordait en effet une grande importance à l'entrée au conseil de surveillance de personnalités politiques influentes : tel fut le cas, en 1923 et 1924, de Friedrich Flick (1883-1972), l'un des entrepreneurs allemands les plus controversés du xx^e siècle³⁴.

Après la guerre, le marché s'était transformé³⁵. Les chemins de fer ne jouaient plus qu'un rôle secondaire et la Reichsbahn nouvellement fondée ne construisait plus que des lignes secondaires, comme le Murgtalbahn dans la Forêt noire, pour le compte duquel JBTAG réalisa un tunnel et un viaduc, à partir de 1922. L'entreprise développa ses activités d'hydraulique : en Pologne et en Prusse orientale, elle édifia une centrale hydraulique sur l'Obra, une écluse sur la Neisse et une section du canal de Mazurie. À Berlin, elle édifia le port et le canal annexe de Berlin-Neukölln. Son plus grand chantier fut cependant, de 1916 à 1928, l'agrandissement du port de Königsberg : elle y fonça 18 000 pieux pour la fondation des murs de quai et la construction du canal maritime qui reliait le port à la Baltique.

Dans les années 1920, il fallait employer les chômeurs. C'est pourquoi furent lancés de grands chantiers de construction ou d'agrandissement de canaux³⁶. Un des plus grands projets fut la canalisation du Neckar, à laquelle JBTAG œuvra sans interruption de 1920 à 1932, ce qui lui valut de s'établir dans le Sud-Ouest de l'Allemagne. Des projets plus tardifs furent réalisés dans les années 1920 et au début de la décennie suivante : canal d'Oldenburg, quais à Hambourg, réservoir d'eau d'Ottmachau en Silésie supérieure. L'entreprise réalisait toujours des travaux souterrains. Elle œuvra notamment à la construction du métro de Berlin, y effectuant pour 12 millions de marks de travaux dans les années 1920 : ligne du Nord-Süd Bahn (aujourd'hui U6), à partir de 1913, puis, de 1928 à 1930, gare de la Vinetastrasse dans le quartier de Pankow, y compris les lignes d'accès (U2), ainsi qu'une section de 12,5 km de long, de l'Alexanderplatz à la ligne du Sud-Ouest conduisant à la gare de Friedrichsfeld (U5).

En dehors d'Allemagne, la construction de chemins de fer demeurait un point fort de Julius Berger³⁷. Il s'agissait notamment de reconstruire ceux détruits durant la première guerre mondiale. En Roumanie, pendant le conflit,

34 Norbert Frei, Ralf Ahrens, Horg Osterich, Tim Schanetzky, Flick. *Der Konzern. Die Familie. Die Macht*, München, Blessing Verlag, 2009 ; Kim Christian Priemet, *Flick, Eine Konzerngeschichte vom Kaiserreich bis zur Bundesrepublik*, Göttingen, Walstein Verlag, 2007 ; Thomas Range, *Die Flicks. Eine deutsche Familiengeschichte um Geld, Macht und Politik*, Frankfurt-am-Main, Campus-Verlag, 2004.

35 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 189.

36 *Ibid.*, p. 190.

37 *Ibid.*, p. 192.

l'entreprise s'était chargée de la mise en exploitation de gisements charbonniers à ciel ouvert puis de la démolition consécutive des installations. Simultanément s'ouvrirent des négociations avec le gouvernement roumain sur le paiement des arriérés du tunnel d'Isvor : elles aboutirent en 1921. S'ouvrait ainsi la voie à de nouvelles commandes. 1924 vit ainsi la réception du tunnel de Teliu dans les Alpes de Transylvanie. Il s'agissait d'un élément essentiel de la nouvelle liaison ferroviaire entre Kronstadt (Brasov dans la région du Siebenbürgen – Ardeal en Roumanie –, et la capitale Bucarest. Pour réaliser ce tunnel, l'entreprise fit appel à des techniciens de grande envergure et à une machinerie coûteuse permettant une utilisation systématique de l'électricité et de l'air comprimé. Mais des problèmes géologiques imprévus retardèrent de quatre ans l'achèvement des travaux, qui comportaient aussi l'édification du viaduc de Teliu, de 140 m de long environ³⁸.

Dans les pays étrangers, Julius Berger travailla le plus souvent avec deux partenaires, le marchand Paul Briske et l'architecte d'État Victor Prohl³⁹. Leur entreprise, Briske & Prohl OHG (*Offene Handelsgesellschaft* ou société en nom collectif), s'était liée avec JBTAG au sein du Julius Berger Konsortium (JBCO). Briske & Prohl ne géraient aucune opération de construction en propre, leur activité consistant pour l'essentiel dans l'établissement de contacts, le montage d'affaires et une participation à leur financement. Leur société avait la même adresse que celle de JBTAG, tous leurs actionnaires étant communs. De plus, Briske fut, de 1922 à 1928, membre du conseil de surveillance de JBTAG, dont il avait un mandat auprès de la Deutsche Orientbank. Celle-ci jouait en effet un rôle central dans le financement des projets turcs de chemin de fer. Dès 1914, Julius Berger avait conclu avec Briske & Prohl un accord pour la conduite conjointe de projets à l'étranger et dans les colonies allemandes. Pendant la première guerre mondiale furent élaborés des projets comme l'exploitation ou le démontage de réservoirs pétroliers en Estonie.

L'accord portait sur toutes affaires de construction ou de production, avec à chaque fois un partage spécifique entre partenaires⁴⁰.

Tableau 5 – Quotas de partage au sein du Julius Berger Konsortium (en % du total)

	JBTAG	Briske & Prohl
Affaires de construction :		
- Roumanie	84,55	16,45
- Turquie	66,7	33,3
- Autres régions		
Affaires de production	45	55

38 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 50.

39 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 193.

40 *Ibid.*, p. 194-195.

En Roumanie, la situation économique s'aggrava au cours des années 1920, d'où un recul des commandes de lignes ferroviaires. La Turquie semblait offrir plus de perspectives. En 1924, le Julius Berger Konsortium obtint le marché de deux lots de la ligne Ankara-Sivas pour une somme totale de 3 millions de Rentenmarks : il s'agissait de réaliser 16 km de voies, quatre grands ponts, un tunnel de 800 m ainsi qu'une gare avec tous les équipements nécessaires⁴¹.

250 Des affaires de plus grande échelle furent conclues en 1927. Il s'agissait, en trois ans, de livrer deux liaisons ferroviaires d'un total de 380 km : un chemin de fer de montagne comportant trente-huit ponts et trente-sept tunnels de Kütahya à Balıkesir, dans l'Ouest de l'Anatolie, et, plus tard, une ligne joignant Ulukisla et Bogazköprü au nord d'Adana. Les travaux atteignaient un montant de 65 millions de Rentenmarks, à la conclusion du contrat en juin 1927. Parce que le gouvernement turc n'avait pas les moyens de financer un tel projet, se constitua un consortium bancaire conduit par la Danat Bank. Il s'agissait de fournir, en quatre tranches annuelles et par l'entremise de la Deutsche-Orientbank à Istanbul, un crédit correspondant. Le remboursement du crédit serait étalé sur sept ans, avec un intérêt de 100 %, y compris une provision de 2 % : au total, le gouvernement turc devrait dépenser 82 millions de Rentenmarks.

Les banques mettaient en cause la solvabilité du gouvernement turc. Ce fut pourquoi le Reichswirtschaftsministerium (ministère de l'Économie du Reich) accorda, à l'initiative du Julius Berger Konsortium, une arrière-caution de 30 millions de Rentenmarks. Le gouvernement du Reich avait donc intérêt au bon aboutissement de l'affaire, qui pouvait permettre d'intensifier les relations germano-turques. La partie turque s'imposait aussi des obligations, à savoir des commandes de matériels, y compris locomotives et wagons, auprès d'entreprises allemandes. Dans ces conditions l'affaire apparaissait peu risquée pour JBCO et les banques partenaires. Cela suscitait même les critiques. Certains journaux titraient : « Garantie du Reich pour Julius Berger : de l'argent public pour une firme privée⁴² ! »

Le mécontentement venait d'autres choses. Après deux ans environ, les 65 millions de Rentenmarks n'avaient pas permis de payer ni la construction, ni l'achat de matériel. Le gouvernement turc commença à examiner les comptes de Consortium Berger et à retarder le paiement des factures. L'entreprise s'en tenait à son bon droit, arguant du non-paiement des dépenses de personnel. En fin de compte, l'on s'entendit sur un coût de 54,5 millions

⁴¹ *Ibid.*, p. 195.

⁴² *Ibid.*

de Rentenmarks pour la construction et d'achever seulement la ligne entre Kütahya et Balıkesir. Les travaux de ce second secteur furent réglés en octobre 1930. À partir de là, les livraisons de locomotives et de wagons prévues au contrat avec le Julius Berger Konsortium se trouveraient perdues, notamment celles récemment conclues avec Krupp, ce à quoi le consortium utilisa ses réserves. Après l'établissement des comptes finaux et devant la tactique de retard du gouvernement turc, l'arbitrage contractuel devenait applicable. Les procédures s'éternisaient : en 1939, seulement 15 % des exigences de JBCO avaient été reconnues, mais, en juin 1940, elles n'avaient pas été payées. Au total, dans cette affaire le consortium aurait perdu environ 1,9 millions de Rentenmarks⁴³.

Loin de se limiter à la Roumanie et à la Turquie, JBTAG s'était intéressée à d'autres régions du monde. En Colombie, de 1920 à 1924, l'entreprise avait engagé de vastes relevés hydraulique, géologique et botanique dans la région du fleuve Magdalena. Ils se prolongèrent par des travaux d'exploration et d'amélioration sur 1 700 km le long du Rio Magdalena et de ses affluents. En 1926, JBTAG mit au point un projet d'étude générale en vue d'améliorer la régulation du fleuve. Mais, deux ans plus tard, la firme perdit le contrat, parce que les prix convenus ne couvraient pas les coûts. Elle eut plus de chance en Égypte, avec les travaux de fondation à l'air comprimé. Entre 1931 et 1933, JBTAG y installa les pieux et les piles d'un pont sur le Nil à Benha, dont Krupp livra la structure métallique⁴⁴.

Des résultats économiques impressionnants

Durant les années 1920, Julius Berger Tiefbau AG réalisa des performances économiques impressionnantes. Par le montant des bénéfices nets, elle se situait probablement au second rang des entreprises allemandes de construction derrière Philipp Holzmann, mais devant Grün & Bilfinger, supplantée à partir de 1927, et Hochtief, sinon même Dyckerhoff und Widmann, autre leader historique de la construction en Allemagne :

43 *Ibid.*

44 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, *op. cit.*, p. 208.

Tableau 6 – Évolution du bénéfice net et des taux de distribution aux actions de principales entreprises allemandes de construction de 1924 à 1933

	Philipp Holzmann ⁴⁵		Julius Berger ⁴⁶		Grün & Bilfinger ⁴⁷		Hochtief ⁴⁸	
	Bénéfice net (*)	Dividendes (%)	Bénéfice net (*)	Dividendes (%)	Bénéfice net (*)	Dividendes (%)	Bénéfice net (*)	Dividendes (%)
1924		(a)+(b)	0,76	15	0,96	8	0,15	
1925			0,72	15	0,91	8	0,22	
1926	1,20	12+6	0,90	15	1,07	10	0,29	8
1927	1,74	7+6	2,01	20	1,27	12	0,51	6
1928	2,40	7+6	2,00	20	1,26	15	0,64	7
1929	2,71	8+6	2,09	20	1,38	15	0,64	7
1930	2,00	8+6	2,00	20	1,38	15	0,57	6
1931	1,62	0+6	1,08	12	1,67	15	0,49	6
1932	1,14	0+6	1,09	12	1,03	15	0,49	6
1933	1,09	0+6	0,54	6	1,13	15	0,58	6

(*) Millions de Rentenmarks

(a) *Stammaktien* (actions ordinaires)

(b) *Vorzagaktien* (actions préférentielles)

Source : Archives des entreprises concernées.

252

De toutes les entreprises, c'était Julius Berger qui rémunérait le mieux ses actionnaires, tout au moins jusqu'en 1931, date à laquelle Grün & Bilfinger prit le dessus. En effet, durant les années 1920, c'est chez Julius Berger, Philipp Holzmann et Hochtief que les bénéfices progressèrent le plus vite :

Tableau 7 – Taux de croissance annuels moyens comparés du bénéfice net comptable des principales entreprises allemandes de construction de 1924 à 1933 (en %)

	1924-1926	1926-1929	1929-1933
Philipp Holzmann		+27,3	-22,8
Julius Berger	+20,2	+28,1	-33,8
Grün & Bilfinger	+7,3	+8,5	-5,0
Hochtief	+29,0	+26,4	-2,5

En revanche, c'est Julius Berger qui subit le plus durement l'effet de la crise mondiale, de loin, devant Philipp Holzmann. Il s'agissait des deux entreprises allemandes les plus internationalisées.

⁴⁵ Manfred Pohl, *Philipp Holzmann. Geschichte: eines Bauunternehmens 1849-1999*, München, Ch. Beck, 1999. Voir aussi note suivante.

⁴⁶ B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 209.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 118.

⁴⁸ Manfred Pohl, Birgit Siekmann, *Hochtief und seine Geschichte. Von den Brüdern Holfmann bis ins 21. Jahrhundert*, München/Zürich, Piper, p. 116 (pour une comparaison avec Philipp Holzmann).

Partisan d'une réconciliation franco-allemande, comme le montre son mémorandum à propos des réparations, Julius Berger fut aussi un promoteur de grands consortiums et d'ententes internationales. Par sa réussite sociale, il symbolisait aux yeux des nazis le capitaliste juif étalant sa richesse sous Weimar : il le paya de sa vie, puisqu'il mourut en camp de concentration, avec son épouse, à l'âge de quatre-vingt ans.

Un partisan d'une coopération franco-allemande autour de la reconstruction

Sur proposition de Matthias Erzberger, Julius Berger fut nommé, au début de 1919, au sein d'une commission en charge d'examiner une possible reconstruction des régions détruites du Nord de la France et de la Belgique, à laquelle les entreprises allemandes de bâtiment et travaux publics auraient été associées. Julius Berger y côtoya notamment Georg Haberland (1861-1933), principal dirigeant de la Berlinische Boden-Gesellschaft et lui aussi d'origine juive⁴⁹. À ce titre, Julius Berger prit part aux pourparlers de paix à Versailles, visita en personne les régions concernées et livra les résultats de son activité dans un mémorandum remis au chancelier du Reich Gustav Bauer⁵⁰. Selon Julius Berger, l'Allemagne pouvait s'acquitter en partie de ses obligations par des livraisons et même par l'exécution de travaux dans les régions concernées. En effet, il était exclu que l'Allemagne puisse verser comptant les sommes énormes imposées par les vainqueurs, le prix à payer en serait la banqueroute de l'État. En revanche une telle participation des entreprises allemandes pourrait diminuer de beaucoup le chômage en Allemagne.

Afin de diriger ces travaux de construction, Julius Berger recommandait la création d'un ministère spécial, à la tête duquel se trouverait une personnalité ayant une bonne expérience des affaires, mais aussi capable de mener des négociations en français et en anglais. Une commission du Commerce et de l'Industrie coordonnerait l'activité des entreprises et pourrait, en conseillant le ministère, tenir ce rôle. Julius Berger déconseillait de constituer une entreprise socialisée qui retarderait le processus et le rendrait coûteux. En effet, seule l'industrie de la construction pourrait mener à bien cette reconstruction et apporter sa contribution à une réconciliation durable entre la France et l'Allemagne⁵¹.

Dans un second mémorandum en date du 4 novembre 1919, Julius Berger chercha à définir les modalités concrètes d'une telle participation des entreprises

49 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 212-213.

50 *Ibid.*, p. 185.

51 *Ibid.*, p. 186.

allemandes à la reconstruction des régions dévastées⁵². Une solution ne pouvait être trouvée qu'à condition d'une collaboration avec le Royaume-Uni et les États-Unis. En dépit de la signature des accords de Wiesbaden entre Louis Loucheur et Walter Rathenau d'octobre 1921⁵³, puis des accords Stinnes-Lubersac d'août 1922⁵⁴, ce ne fut qu'avec le plan Dawes de 1924 que les entrepreneurs allemands participèrent activement à la reconstruction de la France⁵⁵.

L'entreprise Julius Berger Tiefbau AG participa en effet à l'exécution d'un certain nombre de chantiers dans le cadre des prestations de travaux prévues par le plan Dawes. Ce système profita en effet pour l'essentiel à de grandes firmes, tant du côté français que de celui allemand⁵⁶. Tel fut le cas, en Allemagne, de Dyckerhoff und Widmann⁵⁷ et de Siemens Bau Union avec la Société des grands travaux de Marseille⁵⁸, de Grün und Bilfinger⁵⁹ avec la Société des anciennes entreprises Léon Chagnaud⁶⁰, de la Société de Construction des Batignolles avec Schmidt d'Hambourg et Flohr de Kiel, à Tamatave, puis Djibouti, ou avec la Guttenhoffnungshütte en Yougoslavie⁶¹. Mais de toutes les entreprises allemandes, ce fut, sans doute aucun, Philip Holzmann qui prit

52 *Ibid.*

53 Dominique Barjot, « Les cartels, une voie vers l'intégration européenne ? Le rôle de Louis Loucheur », *Revue économique*, n° 6, « Economic Cooperation Reconsidered », dir. Dominique Barjot et Harm G. Schroeter, novembre 2013, p. 1057 et 1060 ; Jacques Bariéty, *Les Relations franco-allemandes après la première guerre mondiale : 10 novembre 1918-10 janvier 1925, de l'exécution à la négociation*, Paris, Pedone, 1980, p. 76-94 ; Denise Artaud, *La Question des dettes interalliées et la reconstruction de l'Europe (1917-1929)*, Lille, Atelier de reproduction des thèses de Lille III, 1971, t. I.

54 M. Pohl et B. Siekmann, *Hochtief und seine Geschichte, op. cit.*, p. 93-110 (« Das Stinnes-Lubersac-Abkommen ») ; Étienne Weill-Reynal, *Les Réparations allemandes et la France, depuis l'état des paiements jusqu'à la liquidation des réparations*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1947, t. 2, Première période. *L'Application de l'état des paiements, l'occupation de la Ruhr et l'institution du Plan Dawes*, p. 291-293.

55 Dominique Barjot, *Travaux publics de France. Un siècle d'entrepreneurs et d'entreprises*, Paris, Presses de Ponts et Chaussées, 1993, p. 113-114 ; *id.*, *La Grande Entreprise française de Travaux publics (1883-1974)*, Paris, Economica, 2006, p. 357-354 ; Pierre Saly, *La Politique des grands travaux 1929-1939. Grands travaux et investissements publics dans la tradition française*, thèse de 3^e cycle, université Paris VIII, 1975, p. 145.

56 Dominique Barjot, « Les entreprises françaises de travaux publics face à l'exportation », dans François Crouzet (dir.), *Le Négoce international (XIII^e-XX^e siècle)*, Paris, Economica, 1989, p. 213-222.

57 G. Klass, *Weit Spannt sich der Bogen 1865-1965, op. cit.*, p. 128.

58 D. Barjot, *La Grande Entreprise française de Travaux publics, op. cit.*, p. 448-449 ; « L'électricité, marché porteur : le cas des Grands Travaux de Marseille (1897-1939) », dans Fabienne Cardot (dir.), *Des entreprises pour produire de l'électricité. Le génie civil, la construction électrique, les installateurs*, Paris, PUF, 1988, p. 69.

59 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen, op. cit.*, p. 99.

60 Arnaud Berthonnet, *Chagnaud construction. Histoire et renaissance d'un grand bâtisseur*, Rueil-Malmaison, In Siglo, 2007, p. 132.

61 Anne Burnel, *La Société de Construction des Batignolles de 1914 à 1939. Histoire d'un déclin*, Genève/Paris, Droz, 1995, p. 117-121.

la part la plus décisive aux travaux exécutés dans le cadre du plan Dawes grâce à sa collaboration avec la direction des Travaux publics de Schneider et Cie⁶², la maison Fougerolle Frères⁶³ et Léon Ballot⁶⁴.

Julius Berger, de son côté, eut, en France, une activité plus modeste. Néanmoins, l'entreprise y participa, de 1928 à 1933, à l'aménagement du port en eau profonde du Verdon. Celui-ci fut réalisé au sein d'une association en participation gérée par la Société anonyme Hersent, une entreprise française mondialement réputée dans les travaux portuaires, Julius Tiefbau AG de Berlin et de la Société des établissements Sainrapt et Brice⁶⁵. Il s'agissait d'un chantier comportant la réalisation d'un môle d'escale de 300 m de long accessible aux paquebots de la ligne Bordeaux-Buenos Aires et aux pétroliers, d'un viaduc d'accès de 372 m de long et d'une gare maritime de vaste dimension. Ce chantier, mené à bien non sans difficultés techniques, donna lieu à d'importantes innovations techniques, dues à l'ingénieur Albert Caquot et donc à des transferts de technologie⁶⁶. Cet engagement en fin de compte plutôt modeste dans les projets franco-allemands traduisait en fait un choix stratégique : depuis 1929 au moins, Julius Berger avait opté pour une autre voie, celle, multilatérale, des ententes internationales.

Julius Berger, protagoniste des ententes internationales

Julius Berger s'y trouva poussé par son intérêt pour le plus vaste projet auquel il ait pris part jusque-là : la construction du Chemin de fer transiranien. Il convenait de relier la mer Caspienne au golfe Persique grâce à une ligne de 1 400 km⁶⁷. En 1928, le gouvernement iranien chargea un syndicat germano-américain des travaux préparatoires pour toute la ligne, ceux-ci comportant entre autre la réalisation de lignes d'essais. Le syndicat consistait en une association en participation – donc occulte aux tiers – entre un consortium emmené par la société américaine Ulen & Company de New York et un groupe de firmes allemandes, comprenant le Julius Berger Konsortium (JBCO), Philipp Holzmann et Siemens Baunion. JBCO disposait de 40 % des parts au sein du groupement allemand, contre 30 % pour chacune des deux autres entreprises⁶⁸. De son côté le consortium Ulen associait des banques américaines, à savoir la Chase National Bank, l'American International Corporation, le groupe

62 Agnès D'Angio, *Schneider & Cie et les travaux publics (1895-1949)*, Paris, École des chartes, 1995, p. 157-159.

63 Dominique Barjot, *Fougerolle. Deux siècles de savoir-faire*, Caen, Éditions du Lys, 1992, p. 31.

64 D. Barjot, *La Grande Entreprise française de Travaux publics*, op. cit., p. 361.

65 *Ibid.*, p. 403-406.

66 *Ibid.*.

67 A. Burnel, *La Société de Construction des Batignolles de 1914 à 1939*, op. cit., p. 249-267.

68 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln*, in *Unternehmen*, op. cit., p. 198.

Marshall Field, qui en fait disposait du rôle prépondérant, et une entreprise française, la Société de Construction des Batignolles (SCB). Celle-ci devait sa présence au sein de ce consortium au fait que la banque Marshall Field avait joué un rôle décisif dans le succès des emprunts internationaux ayant permis d'engager la construction du port de Gdynia en Pologne, l'un des plus grands chantiers européens de l'entre-deux-guerres⁶⁹.

256

Le projet du Transiranien fut, par ailleurs, à l'origine de la formation, le 1^{er} août 1929, d'un second et plus vaste syndicat international associant quatre grandes entreprises de travaux publics : une allemande, Julius Berger ; une américaine, Ulen ; une britannique, Stewart & Mc Donnel Ltd ayant son siège à Londres et filiale de la banque américaine, Dillon Read ; une française, la SCB⁷⁰. Constitué à l'initiative de Julius Berger, ce syndicat demeuré secret, était prévu pour trois ans et renouvelable ensuite, d'année en année, par tacite reconduction. Présidé par la première année par Angus Mac Donnel, *chairman* de Stewart & Mc Donnel, le consortium prévoyait d'intervenir dans le monde entier, tout en privilégiant le Brésil, la Yougoslave et, surtout, l'Égypte. Il s'agissait le plus souvent de travaux de grande ampleur : port d'Antofagasta (Chili), ligne à haute tension Santos-Sao Paulo (Brésil), barrage du lac Tsana (Éthiopie) en vue de l'irrigation de la région, extension du port d'Alexandrie, assainissement du Caire et rehaussement du barrage d'Assouan en Égypte. Si les principales initiatives vinrent de Julius Berger et de la SCB, le conflit entre Berger et les Anglo-Saxons conduisit au départ du premier. Il survint le premier août 1930, après qu'aient été tenues quatre réunions. L'expérience du « Consortium des quatre » se soldait donc par un échec.

Il ouvrait cependant la voie à une construction plus durable : le Syndicat européen d'entreprises, né d'une initiative franco-allemande⁷¹. Définitivement formé en septembre 1932, ce syndicat associait trois firmes françaises – Fougere Frères, Grands Travaux de Marseille et Société générale d'entreprises – et deux allemandes – Julius Berger et Philipp Holzmann. Il se fixait pour objectif d'assurer le financement et l'exécution de grands travaux publics, notamment d'intervenir auprès des organismes bancaires en vue de mettre en place les montages financiers indispensables. Dès novembre, les firmes posèrent le principe que chacune des sociétés aurait droit à une participation d'un cinquième dans toutes les affaires apportées au syndicat par l'un des membres quel qu'il soit. En revanche, rien n'était fixé en ce qui concernait la

69 A. Burnel, *La Société de construction des Batignolles de 1914 à 1939, op. cit.*, p. 200-248.

70 Dominique Barjot, « Réalités et limites des ententes internationales : le cas des travaux publics entre les deux guerres », dans Dominique Barjot (dir.), *International Cartels Revisited. Vues nouvelles sur les cartels internationaux 1880-1980*, Caen, Éditions du Lys, 1994, p. 201-204.

71 *Ibid.*, p. 204-206.

gérance des chantiers : arguant de la situation acquise par son entreprise dans un certain nombre de pays, Julius Berger revendiqua un droit automatique d'y assurer la gérance, ce à quoi les quatre autres membres s'opposèrent. Mais il fut décidé qu'au cas où un sixième membre entrerait dans le syndicat, le partage s'effectuerait sur la base d'un sixième pour chacun. Ce fut le cas, dès 1933, avec l'adjonction de la société britannique Dorman Long & Co, puis de trois nouveaux participants : deux firmes anglaises et une française⁷².

Ainsi se réalisait le projet du président français du Syndicat européen d'entreprises, Louis Marlio, de constituer un puissant organisme franco-britannique à participation allemande⁷³. S'il profita surtout aux entreprises françaises, il apporta aussi quelques satisfactions aux firmes allemandes et se maintint jusqu'à la veille du second conflit mondial. De fait, dès mai 1933, une mission fut envoyée en Perse afin d'obtenir une reprise des travaux du chemin de fer transiranien, le Syndicat restant sur les rangs jusqu'en 1935. Julius Berger y poussait beaucoup. Ulen & Company travaillant au secteur sud, le Julius Berger Consortium avait construit, entre 1928 et 1932, une section de 128 km entre Bandar Shah sur la mer Caspienne et Aliabad (Shahi) au pied du mont Elbourz⁷⁴. Ensuite la ligne fut attribuée à une régie d'État, mais, pour la section nord, la direction technique et commerciale à un consortium suédo-danois⁷⁵. Siemens Bau Union conclut alors, en octobre 1934, avec JBTAG et Philipp Holzmann, un accord en vue de « la poursuite et la réalisation de travaux de construction en Iran ». En 1935, les trois associés obtinrent en effet des chantiers importants : gare de Téhéran, puis extension du port de Bandar Shah et clinique universitaire de Téhéran⁷⁶. Berger et Holzmann restèrent actifs en Iran jusqu'à l'occupation du pays par les troupes alliées en 1941.

Une victime symbolique du régime nazi

Vers 1929-1930, la réussite de Julius Berger éclatait aux yeux du grand public. À l'époque, JBTAG apparaissait comme une entreprise très rentable, à même de distribuer chaque année un dividende égal à 20 % de son capital social. Au cours de l'assemblée générale ordinaire de 1930, un actionnaire, Heymann, avait même proposé en son nom et celui d'un groupe qu'il représentait une augmentation

72 Hollard and Haven (Royaume-Uni), Limmer and Trinidad Lake Agbolok (Royaume-Uni), Compagnie de Fives-Lille (France).

73 D. Barjot, *La Grande Entreprise française de Travaux publics*, op. cit., p. 363-364.

74 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 198-199.

75 Sur le détail de cette évolution, voir : A. Burnel, *La Société de construction des Batignolles de 1914 à 1939*, op. cit., p. 261-267 ; D. Barjot, *La Grande Entreprise française de Travaux publics*, op. cit., p. 364, 408-409.

76 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 199.

de ce taux du rendement, mais sans succès⁷⁷. Devenu conseiller du commerce, Julius Berger lui-même présidait alors la Ligue allemande des entrepreneurs industriels de la construction⁷⁸. Au sein de JBTAG, il disposait d'un droit de veto contre les décisions du directoire et, ceci, bien qu'il n'ait contrôlé que 2 à 3 % du capital de sa société⁷⁹. Mais, en tant que directeur général de celle-ci, il percevait un salaire élevé (d'environ 200 000 Reichsmarks par an), roulait dans une limousine Cadillac et résidait à proximité du Tiergarten, à Berlin⁸⁰. Sa réussite ostentatoire lui valut régulièrement des attaques dans la presse : ainsi en 1927, à l'occasion de l'obtention par JBTAG de la caution accordé par le ministère de l'Économie du Reich au JB Konsortium et aux banques alliées à propos des grands chantiers turcs. Dans ces conditions, Julius Berger devint assez vite, aux yeux des milieux d'extrême-droite et, singulièrement, des nazis, un symbole du capitalisme juif internationaliste et exécré, prompt à susciter des jalousies et des détestations dans un contexte de marche à l'aryanisation.

258

La montée en puissance de ses activités en Turquie et la perspective d'enlever les travaux de la section nord du Transiranien conduisirent JB TAG, en avril 1933, à s'associer à trois autres entrepreneurs allemand – Philipp Holzmann, Hochtief et Siemens Bauunion – au sein d'une société en participation (*Interessengemeinschaft*), qui travaillerait au projet d'une ligne joignant, toujours en Turquie, Sivas à Erzerum dans le Nord-Ouest du pays⁸¹. Les anciens partenaires Briske & Prohl se trouvaient exclus de l'accord, mais, en vertu d'engagements antérieurs, ils obtinrent une commission de 10 % sur la somme totale du chantier. Victor Prohl ne s'en contentait pas. En octobre 1933, après une tentative infructueuse auprès du ministère allemand de l'Économie afin d'obtenir son soutien, il s'adressa au parti nazi. Cela lui valut, de la part des quatre entreprises, un dédommagement de 200 000 Reichsmarks (RM), qu'il refusa⁸². Avec le soutien du NSDAP, il exigea, dans un courrier à Julius Berger, d'entrer au directoire de JBTAG. Cependant, en dépit de la présence, au conseil de surveillance de huit membres connus du NSDAP (dont sept « purs aryens »), l'influence de Prohl au sein de ce parti ne lui permit pas d'aboutir. En revanche, les négociations avec la Turquie furent stoppées, mais d'abord en raison des engagements financiers qu'ils représentaient.

Dans un premier temps, comme il l'écrit dans ses mémoires, Julius Berger avait voulu s'arrêter en 1932, à l'âge de soixante-dix ans, afin de prendre du

77 *Ibid.*, p. 202.

78 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 66.

79 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 202.

80 *Ibid.*, p. 195.

81 *Ibid.*, p. 197.

82 *Ibid.*, p. 198.

repos. La crise économique le poussa à rester en fonction⁸³. Mais la prise de pouvoir par les nazis changeait la donne. Considérée comme « entreprise juive », JBTAG se trouvait exclue des commandes publiques. En mai 1933, Fritz Wohlgenuth, membre du directoire, et six des neuf membres du conseil de surveillance démissionnèrent en raison de leurs origines juives. Il s'agissait de Jakob Goldschmidt, directeur général de la Danat Bank, qui venait de s'écrouler, Herbert M. Guttmann et Samuel Ritscher, tous deux membres du directoire de la Dresdner Bank, Ernst Moser de la banque Georg Fromberg & Co, de même que Fritz Kahn et Siegfried Wolffenstein, tous deux gendres de Julius Berger. En revanche, les membres « aryens » du conseil de surveillance, à savoir Otto Fischberk, Eric Ottmann et Julius Von Rogowski furent réélus, tandis qu'arrivaient de nouveaux protagonistes : Alfred von Tilly, déjà membre du conseil de 1922 à 1932, l'avocat Richard Frost, Erich Niemann, directeur à la Dresdner Bank, et Ernst Friedrich Rechberg, ces trois derniers étant membres du parti nazi⁸⁴.

Julius Berger lui-même demeurait au côté d'Ernst Mertens lorsqu'en août 1933, l'ancien procureur Paul Zunker, présent dans l'entreprise depuis 1912, les rejoignit au directoire. Lors de cette même réunion, Julius Berger reconnut avoir pris la décision de quitter la société « en raison de son grand âge » et, par conséquent, d'abandonner son siège. Fishbek remercia Julius Berger pour les services rendus et lui fit la proposition de l'élire au conseil de surveillance lors de la prochaine assemblée générale. Ce ne fut pas le cas. En revanche, à partir de janvier 1934, il reçut la pension prévue de 1 500 RM par mois ; à cela s'ajoutait un contrat d'expert pour un ou deux ans avec une rémunération de 25 000 RM par an⁸⁵.

Durant l'année 1938, les deux filles de Julius Berger, Margarete Wolffenstein et Herta Kahn, émigrèrent en Argentine avec leur famille. En avril 1939, leur père caressait la même idée. À cette date, Ernst Mertens informa le conseil de surveillance que Julius Berger l'avait approché à propos de sa pension et d'une éventuelle participation exceptionnelle aux bénéfices des affaires roumaines et turques et ceci au motif « qu'il voulait émigrer⁸⁶ ». Le conseil n'accepta pas de se saisir de la question, en attendant que Berger se manifeste encore une fois. À cette époque, ce dernier rendit sans doute un dernier service à JBTAG. Au lieu d'adopter le second prénom qu'imposaient les nazis, à savoir « Israël » ; il choisit d'opter pour la dénomination de son acte de naissance, en l'occurrence « Juda » Berger. Cela permettait à l'entreprise de perpétuer le nom de Julius Berger,

⁸³ J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 67.

⁸⁴ B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 203.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ *Ibid.*

qui aurait dû être abandonné⁸⁷. En 1940, le conseil de surveillance de JBTAG diminua la pension de son ancien dirigeant à 1 000 RM par mois. Il s'agissait de devancer la décision prise par l'État allemand d'interdire tout versement de pension à un Juif.

Le 16 octobre 1942, Ernst Mertens informa le conseil de surveillance que, depuis un certain nombre de semaines, « le conseiller du commerce Berger » n'habitait plus Berlin, mais qu'il était établi avec sa femme dans un camp juif, probablement dans la proximité de Prague. De façon quasi immédiate, le directoire et le conseil de surveillance, décidèrent la suspension du paiement de la pension. De fait, en mai 1942, Julius Berger et son épouse avaient été déportés à Theresienstadt, où tous deux décédèrent après un certain temps. En 1946, le Tribunal central de Berlin-Charlottenburg établissait au 15 mai 1942 la mort de Julius Berger. Mais ses parents, dans les quinze années suivantes, parvinrent à une date plus tardive, à savoir le 13 juin 1943⁸⁸. Ainsi disparaissait l'un des plus grands entrepreneurs allemands de l'époque de Weimar : lui non plus n'avait pu échapper à la solution finale⁸⁹.

260

Julius Berger ne plongeait cependant pas dans un oubli total. En effet, après la seconde guerre mondiale, ses exécuteurs testamentaires, à savoir l'avocat Julius Fliess, puis les filles de Berger en personne, firent valoir leurs droits à réparation auprès de JBTAG. La procédure s'engagea en 1948 et ne s'acheva qu'en 1957⁹⁰. Au cœur du débat se trouvait la question de savoir si Julius Berger s'était retiré volontairement ou s'il avait subi des pressions de l'entreprise. Les filles de Julius Berger défendaient cette seconde position et exigeaient le versement d'une indemnité égale à la différence entre la pension de leur père et ses appointements en tant que directeur général. Représentée par Karl Pfeiffer, membre du directoire, la société JBTAG arguait que l'on devait seulement abonder la pension au-delà de 1 500 RM par mois, jusqu'au moment où l'on avait un accord avec lui pour la réduire à 500 RM par mois. K. Pfeiffer offrait donc aux héritiers, pour la période allant jusqu'en mai 1942 un dédommagement de 2 500 RM, soit 250 Deutsche Mark (DM).

Les héritiers refusaient une offre aussi basse. Ils firent valoir leurs droits auprès de l'autorité publique compétente à Francfort-sur-le-Main. Des procès, de plus en plus âpres avec le temps, furent engagés à Buenos Aires et New York, au

87 *Ibid.*, p. 203.

88 *Ibid.*, p. 204.

89 Sur la Solution finale, voir entre autres : Édouard Husson, « *Nous pouvons vivre sans les juifs* », Novembre 1941. *Quand et comment ils décidèrent de la Solution finale*, Paris, Perrin, 2005, p. 110-123 ; Heydrich et la Solution finale, Paris, Perrin, 2008, p. 347-369.

90 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, *op. cit.*, p. 204.

cours desquels les témoins vivants assurèrent, sous serment, que leurs collègues du directoire et du conseil de surveillance auraient soumis Julius Berger à des pressions. Ainsi la SA, puis la SS auraient exigé l'arrestation de Berger⁹¹. Mais un certain nombre de témoins employés par l'entreprise, en particulier ses collaborateurs directs, ne pouvaient le confirmer ou affirmaient le contraire. En fin de compte, les avocats des deux parties se mirent d'accord le 12 juin 1957, sur un compromis. Il s'agissait de payer 3 000 DM à Margarete Laufer, veuve Wolffenstein, et Herta Kahn. Même si l'on continua un temps de s'affronter autour de la base de calcul, le compromis devenait exécutoire et le paiement en fut effectué en octobre 1957⁹².

Il était clair qu'au début des années 1930, Julius Berger songeait à prendre sa retraite, comme il l'a écrit dans son autobiographie⁹³. Le départ en retraite apparaissait donc comme une issue logique, mais d'abord sous la pression des conditions politiques. Dans des circonstances normales, Julius Berger serait sûrement entré au conseil de surveillance et aurait continué à jouer un rôle au sein de JBTAG. La conduite de ses collègues, au premier chef Ernst Martens, ne différait pas de celle de la plupart des Allemands à l'époque du national-socialisme. Sans être membre du parti nazi, il s'adapta. En même temps, il maintint le contact avec Berger et, à partir de 1945, ne cessa de manifester son respect pour lui et de reconnaître ses résultats. Mais, il est clair aussi qu'il ne fit rien pour faciliter l'émigration de Julius Berger, au moment où cela aurait été possible, en 1938-1939. L'entreprise s'en était alors strictement tenue à un étroit point de vue juridique. En fait, le compromis réalisé avec les héritiers de Julius Berger à propos des réparations avait d'abord pour but que l'affaire ne s'ébruite pas hors des sphères dirigeantes.

Et pourtant, jamais l'entreprise ne serait devenue ce qu'elle était encore en 1957 sans l'exceptionnel talent d'entrepreneur dont Julius Berger avait fait preuve au cours de son existence. Cette grande figure du capitalisme juif allemand de l'époque de Weimar prend place au côté de personnalités telles que Walter Rathenau (1867-1922), assassiné le 24 juin 1922 par l'organisation Consul⁹⁴, comme, avant lui, l'avait été Matthias Erzberger. JBTAG lui devait en effet son immense rayonnement international. Surtout active à l'Ouest, en dépit de son siège social à Berlin, dès 1948, elle le transféra à Wiesbaden⁹⁵. Elle fut aussi la première entreprise allemande à obtenir un marché hors d'Allemagne,

91 *Ibid.*, p. 204.

92 *Ibid.*

93 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 67.

94 Harmut P. von Strandmann (éd.), *Walter Rathenau. Industrialist Banker, Intellectual, and Politician, Notes and Diaries. 1907-1922*, Oxford, Clarendon Press, 1985.

95 *From Construction Comapany to Multi-Service Group 1880-2005*, op. cit., p. 9.

en 1950. Elle opéra par la suite une percée au Venezuela (construction du pont franchissant le lac de Maracaibo de 1958 à 1962), puis au Nigeria où elle connut un succès comparable à celui de sa grande concurrente Dumez : en témoigne notamment l'Eko Bridge de Lagos⁹⁶. Dans les années 1960, la Dresdner Bank y accrut progressivement sa participation (de 10 à 40 %). Ce fut son égide que se réalisèrent les fusions successives de 1969 et de 1975, qui donnèrent naissance à l'actuel Bilfinger Berger.

⁹⁶ Voir entre autres publications : Dominique Barjot, *La Trace des bâtisseurs : histoire du groupe Vinci*, Paris, Vinci, 2003, p. 136-137 et 474-475 ; « À la recherche des clés de la compétitivité internationale : la Société Dumez », dans Jacques Marseille (dir.), *Les Performances des entreprises françaises au xx^e siècle*, Paris, Le Monde Éditions, 1995, p. 130-149.

L'Allemagne et la France
après la seconde guerre mondiale

Christophe Réveillard

Aux premiers temps de l'historiographie de la construction européenne, la tentation a été forte de présenter le chemin vers les premières communautés de façon volontariste et quelque peu simplifiée telle une avancée diplomatique européenne linéaire et l'application d'une volonté politique sans réelle contestation ni difficulté de grande ampleur. Mais l'historiographie récente des premières communautés s'attache à plus de réalisme et resitue le processus d'intégration européenne dans un contexte cette fois pleinement pris en compte, peut-être plus proche de la réalité historique intégrant, notamment côté allemand, à la fois volonté d'intégration et défense des intérêts nationaux. On peut citer par exemple la publication d'importants recueils de documents inédits en Allemagne et des travaux mis en valeur par Jacques Bariéty et Corine Defrance¹. Cet article portera sur la RFA et les premières communautés européennes à travers les points de vue français et allemand dans le contexte du plan Schuman (1950-1951), de la Communauté européenne de défense (1950-1954) et enfin des circonstances entourant la CEE (1955-1957).

POLITIQUE DIPLOMATIQUE DE KONRAD ADENAUER ET PLAN SCHUMAN

Une RFA à créer

Le processus d'intégration communautaire commence véritablement au début des années cinquante avec la déclaration historique du 9 mai 1950².

- 1 Jacques Bariéty et Corine Defrance, « Naissance et débuts de la République fédérale d'Allemagne, septembre 1949-décembre 1950 », *Revue d'Allemagne*, avril-juin 1999, p. 209-231 ; voir également Jacques Bariéty, « La déclaration Schuman du 9 mai 1950, d'après les publications allemandes récentes (archives et travaux) », dans Michel Catala (dir.), *Histoire de la construction européenne. Cinquante ans après la déclaration Schuman*, Nantes, Presses académiques de l'Ouest, 2001 ; Corine Defrance, *L'Influence française sur la rive gauche du Rhin : fondements politique de l'action culturelle en Allemagne 1945-1955*, thèse de l'université Paris IV-Sorbonne, 1993.
- 2 Déclaration du 9 mai 1950, Archives historiques des Communautés européennes, Florence, Dossiers de la Haute-Autorité de la CECA, vol. I, 1952-1956, Service juridique, CEAB 1/55 ; Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, série AMG, doc. 1/3/2. Marie-Christine Vallet, « Déclaration Schuman du 9 mai 1950 », dans Jean-Paul Bled, Edmond Jouve, Christophe Réveillard (dir.), *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, 2013, p. 350 ;

Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères français, pose ainsi dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, l'acte fondateur du processus d'intégration de l'Europe occidentale³. Il s'agit, ce qu'il devient difficile d'ignorer, d'un plan de mise en commun de la gestion des industries de base, charbon et acier, à l'échelle de l'Europe occidentale et dont le noyau se trouverait être franco-allemand sur une base de réconciliation, et sous l'autorité d'un organe exécutif supranational, la Haute-Autorité⁴. La déclaration du 9 mai 1950 lancera le processus diplomatique qui aboutira à la signature du traité instaurant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)⁵.

Côté allemand, un certain nombre de circonstances ont pu favoriser l'avènement du processus d'intégration⁶. En 1948, les Alliés occidentaux, aussitôt dénoncés par l'Union soviétique, quatrième puissance occupante, avaient favorisé en Allemagne de l'Ouest la formation d'un gouvernement provisoire aux côtés de la Haute-Commission des Alliés, ainsi que la réforme monétaire substituant le Deutsche Mark à la monnaie du Reich. Après avoir quitté le Conseil de contrôle de Berlin, Moscou organisa le blocus du secteur occidental de Berlin par ses troupes puis proposera plus tard une conférence entre les quatre alliés sur la démilitarisation et l'unification de l'Allemagne. Le 8 avril 1949, les accords de Washington font renaître l'Allemagne comme

Sylvie Lefèvre, « Le plan Schuman », dans *Les Relations économiques franco-allemandes de 1945 à 1955. De l'occupation à la coopération*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France/IGPDE, 1998, p. 241-316.

3 Raymond Poidevin, *Robert Schuman, homme d'État 1886-1963*, Paris, Imprimerie nationale, 1986, p. 202 sq ; François Roth, « Schuman », dans Jean-Paul Bled, Edmond Jouve, Christophe Réveillard, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe, op. cit.*, p. 351-352 ; *id.*, *Robert Schuman*, Paris, Fayard, 2008, p. 284 sq. ; Marie-Thérèse Bitsch, *Robert Schuman, apôtre de l'Europe, 1953-1963*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, p. 24 sq. ; Grégoire Eldin, Pierre Fournié, Agnès Moinet-Le Menn, Georges-Henri Soutou, *L'Europe de Robert Schuman*, Paris, PUPS, 2001, p. 26-44 ; Marie-Thérèse Bitsch, « La triple option de Paris : pour une Europe supranationale et sectorielle autour d'un noyau franco-allemand », dans Andreas Wilkens (dir.), *Intérêts nationaux et projet européen*, Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 145-164.

4 Dirk Spierenburg, Raymond Poidevin, *Histoire de la Haute-Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Une expérience supranationale*, Bruxelles, Bruylant, 1993.

5 Christophe Réveillard, *La Construction européenne*, Paris, Ellipses, 2012.

6 Sans oublier les événements à l'échelle de l'Europe occidentale tels que l'appel de Winston Churchill aux « États-Unis d'Europe » le 19 septembre 1946, le discours d'Harvard du général Marshall le 5 juin 1947 (accroissement de l'aide américaine aux États européens à condition que ceux-ci coordonnent sa gestion et travaillent ensemble à la reconstruction), le succès des mouvements fédéralistes aux congrès d'Hertenstein (1947) et de La Haye (1948), le pacte de Bruxelles du 17 mars 1948 (associant France, Grande-Bretagne et les trois États du Bénélux), la convention instituant l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) entre 16 États européens, signée le 16 avril 1948, le traité de l'Atlantique Nord du 4 avril 1949, et le traité créant le Conseil de l'Europe le 5 mai 1949 (une assemblée européenne au rôle consultatif et un comité intergouvernemental).

République fédérale⁷ avec une Loi fondamentale, sa constitution, et un chancelier, Konrad Adenauer⁸, élu le 15 septembre de la même année à une voix près, la sienna. Dans la foulée, la République fédérale intègre, le 31 octobre 1949, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) et est invitée comme membre associé au Conseil de l'Europe à partir du mois de mars 1950. Poussée par les États-Unis, la République fédérale, qui a relancé avec succès sa politique industrielle, reprend de plus en plus d'assurance pour évoquer l'égalité des droits et réintégrer pleinement le concert des nations (le statut d'occupation restant cependant officiellement appliqué jusqu'en 1955). Or, les responsables successifs de la diplomatie française d'immédiat après-guerre, Charles de Gaulle, Georges Bidault, puis Robert Schuman⁹ ont chacun leur tour, avec de moins en moins de force, tenté d'opposer à ce retour la nécessité des réparations dues notamment à la France en raison des dommages de guerre. En 1949, en effet, un sentiment de grande méfiance vis-à-vis de l'Allemagne reste très présent, quatre ans seulement après la fin de la guerre. En raison des pressions américaines, la diplomatie française aura, de plus, l'impression de devoir lâcher progressivement la plus grande partie de ses revendications au fur et à mesure que se succèdent les réunions interalliées. Une certaine dramatisation de la séquence précédant la déclaration du 9 mai 1950 fut conjointement et relativement favorisée par Jean Monnet¹⁰ et la diplomatie américaine, le plan Schuman étant proposé au ministre des Affaires

- 7 Jusqu'en 1955, l'État allemand occidental reste cependant sous la contrainte d'un statut d'occupation (*Besatzungsstatut*) avec deux têtes : gouvernement et Parlement de Bonn d'une part, et Haute-Commission des Alliés de l'autre. Trois hauts-commissaires occidentaux (pour la France, André François-Poncet) représentaient les intérêts de la République fédérale à l'international avec un droit de contrôle sur un grand nombre d'aspects intérieurs. L'Autorité internationale de la Ruhr, la limitation de la production d'acier de l'Allemagne, la répartition, par l'Autorité internationale, de la production de charbon et d'acier de la Ruhr entre la consommation de l'Allemagne et celle de ses voisins, avaient de plus été imposées à l'Allemagne (voir Ralph Dingemans, « L'Allemagne occidentale et l'intégration européenne [1945-1965] », dans Ariane Landuyt [dir.], *Europe, fédération ou nation*, Paris, Sedes, p. 63 et sq. ; Hans-Manfred Bock [éd.], *Les Rapports mensuels d'André-François Poncet, haut-commissaire français en Allemagne, 1949-1955. Les débuts de la République fédérale d'Allemagne*, Paris, Imprimerie nationale, 1996, 2 vol.).
- 8 Jean-Paul Bled, « Adenauer », dans Jean-Paul Bled, Edmond Jouve, Christophe Réveillard, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, op. cit., p. 5 ; Hans-Peter Schwarz, *Adenauer*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, t. I, *Der Aufstieg 1876-1952*, 1986, p. 464 sq., et t. II, *Der Staatsmann: 1952-1967*, 1991, p. 14 sq. ; Andreas Wilkens, « Konrad Adenauer et la politique d'intégration européenne de l'Allemagne fédérale », dans Sylvain Schirmann (dir.), *Robert Schuman et les pères de l'Europe. Cultures politiques et années de formation*, Bruxelles, Peter Lang, 2008, p. 149-158.
- 9 Raymond Poidevin, « Le facteur Europe dans la politique allemande de Robert Schuman (été 1948-printemps 1949) », dans Raymond Poidevin (dir.), *Histoire des débuts de la construction européenne, mars 1948-mai 1950*, Bruxelles/Milano/Paris/Baden-Baden, Bruylant/Giuffrè/LGDJ/Nomos Verlag, 1986, p. 311-326.
- 10 Éric Roussel, *Jean Monnet 1888-1979*, Paris, Fayard, 1996 ; Gérard Bossuat, Andreas Wilkens (dir.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la Paix*, Paris, Publications de la Sorbonne,

étrangères français peu de jours avant la conférence interalliée de Londres prévue pour le 10 mai 1950, conférence qui avait été précédée d'une intense activité diplomatique américaine¹¹ pour amener la France à aménager une solution concernant ses exigences de maintien des réparations allemandes¹². À la veille de cette conférence, la diplomatie française est désemparée et le plan Monnet apparaît pour redonner à la France l'initiative politique mais dans le sens souhaité par Washington¹³.

Konrad Adenauer, maître d'œuvre du relèvement allemand

268

Le premier chancelier de l'après-guerre va réussir à imprimer sa marque dans la durée, notamment en concentrant entre ses mains les pouvoirs de décision et en incarnant la politique étrangère de l'Allemagne de l'Ouest. Cette dernière reposant sur le socle de l'intégration à l'Ouest (*Westintegration*) possédait une logique intrinsèque si forte qu'elle emporta tous les autres paramètres de la politique allemande. En effet, elle garantissait le maintien de la RFA dans le camp des démocraties occidentales et ces dernières ne pouvaient que l'aider dans cette voie en cette période de durcissement de la guerre froide en garantissant sa sécurité (côté américain) et en n'empêchant pas, à tout le moins, le développement de son économie (côtés anglais et français). De plus, l'opposition sociale-démocrate au chancelier voyait le piège atlantiste se refermer sur elle puisque son plaidoyer pour la neutralité dans la perspective d'une hypothétique réunification alimentait la peur du communisme, faisait peser la menace de l'affaiblissement de l'Europe occidentale et renforçait ainsi la conviction de Washington d'apporter son soutien à Adenauer.

Dans ce contexte, la proposition de Robert Schuman d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier correspondait d'autant plus aux objectifs d'Adenauer que ce dernier avait déjà formulé une sorte de projet similaire¹⁴. Jacques Bariéty décline ainsi les initiatives qui furent les siennes¹⁵. En octobre

1999; Andreas Wilkens (dir.), *Interessen verbinden. Jean Monnet und die europäische Integration der Bundesrepublik Deutschland*, Bonn, Bouvier, 1999.

11 Voir lors des travaux préparatoires du plan Schuman, note sur le projet de mise en commun des industries-clefs européennes, 23 mai 1950, Ministère des Affaires étrangères (Paris), DE-CE 1945-1960, CECA, dossier général, vol. 508, f° 21.

12 Voir François David, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, 2011; Pierre Mélandri, *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe 1945-1954*, Paris, Pedone, 1980; Irwin Wall, *L'Influence américaine sur la politique française*, Paris, Balland, 1989.

13 Voir Christophe Réveillard, *Les Premières Tentatives de construction d'une Europe fédérale. Des projets de la résistance au traité de CED 1940-1954*, Paris, F.-X. de Guibert, 2001.

14 En 1945, Adenauer soutenait déjà l'intégration des économies de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et des pays du Benelux, rappelle Ralph Dingeman, « L'Allemagne occidentale et l'intégration européenne (1945-1965) », art. cit., p. 65.

15 Jacques Bariéty, « La déclaration Schuman du 9 mai 1950 », art. cit., p. 18-20.

1949, il avait suggéré aux Hauts-Commissaires alliés sidérés « la transformation de l'Autorité internationale de la Ruhr¹⁶, qui venait tout juste de naître, en une institution supranationale couvrant l'ensemble des sidérurgies de l'Europe occidentale » ; puis, proposé au Haut-Commissaire François-Poncet, « la participation de capitaux français dans les grandes entreprises allemandes »¹⁷. En novembre de la même année, Adenauer, dans un entretien publié par *Die Zeit*, indiquait que « l'Autorité internationale de la Ruhr pourrait être le prélude à un contrôle réciproque de l'ensemble de l'industrie lourde de l'Europe de l'Ouest donnant satisfaction au besoin de sécurité de la France, qu'il estime légitime¹⁸ ». En mars 1950, dans un premier entretien avec Kingsbury-Smith, journaliste américain de l'agence *International News Service*, Adenauer indiqua qu'une « union » entre la France et l'Allemagne devant dynamiser une Europe occidentale associant également Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, et dans un second entretien le chancelier répéta que cette union franco-allemande « devait commencer par une union économique et douanière¹⁹ ».

C'est d'ailleurs à cet entretien et à ces propositions que fera référence la lettre de Robert Schuman à Konrad Adenauer, transmise confidentiellement le 8 mai 1950 par Robert Mischlich, pour informer le chancelier de l'initiative du ministre des Affaires étrangères prévue le 9 mai, en évoquant le projet de « placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité commune dans une organisation dans laquelle pourraient entrer les autres pays européens²⁰ ».

Si l'accord entre les deux hommes d'État apparaissait donc enfin sur le sujet d'une européanisation des questions économiques stratégiques, il fut nécessaire

16 Voir les appréciations de Robert Schuman sur deux notes à quelques mois de distance, celle sur la « Participation de l'Allemagne à l'Autorité internationale de la Ruhr » du 3 décembre 1949, Ministère des Affaires étrangères (Paris), Cabinet du ministre, Robert Schuman, vol. 68, f° 61-62, et celle sur « L'Autorité internationale de la Ruhr et son rôle » non datée [début mai 1950], Fondation Jean Monnet, Fonds Robert Schuman, doc. 4/1/3 ; Corine Defrance, « Le rôle éphémère de l'Autorité internationale de la Ruhr », dans Andreas Wilkens (dir.), *Le Plan Schuman dans l'histoire. Intérêts nationaux et projet Européen*, Bruxelles, Bruylant, 2004.

17 Voir *Les Rapports mensuels d'André-François Poncet, Haut-Commissaire français en Allemagne, 1949-1955*, éd. cit. ; Haut-Commissaire dont on connaît les positions, notamment son télégramme du 14 décembre 1949, MAE, DE-CE 1945-1960, volume 164, f° 349.

18 *Die Zeit*, 9 novembre 1949 et Jacques Bariéty, « La déclaration Schuman du 9 mai 1950 », art. cit., p. 18.

19 Cité dans *ibid.*

20 Voir Konrad Adenauer, *Mémoires. 1945-1953*, Paris, Hachette, t. II, 1965, p. 328 ; Robert Mischlich, *Une mission Secrète à Bonn*, Lausanne, Fondation Jean Monnet, 1986 ; Herbert Blankenhorn, *Verständnis und Verständigung. Blätter eines politischen Tagebuchs 1949-1979*, Frankfurt/Main, Ullstein, 1980.

d'attendre près d'une année de négociations pour signer le traité CECA²¹. En effet, les chefs d'États et les négociateurs français et allemands avaient dû prendre en compte de nombreuses questions pour aboutir au traité auquel le lancement sans préparation du plan Schuman n'apportait pas de réponse. La création d'une Haute-Autorité supranationale du charbon et de l'acier touchait directement au contrôle des industries d'armement de l'époque et se substituait aux autorités étatiques ainsi qu'aux intérêts privés pour la question de la production. Il existait, de plus, une interaction évidente entre production du charbon et de coke métallurgique allemands et production d'acier français tant dans la dépendance de la seconde vis-à-vis de la première que dans la perspective d'une surproduction de l'industrie sidérurgique des deux pays. Le contrôle par la Haute-Autorité de la production sidérurgique devait rendre caduque, du point de vue allemand, celui de l'Autorité internationale pour la Ruhr créée par les Alliés et signait la fin des quotas de production. La question de la concentration des industries de la Ruhr et ses cartels devait être également prise en compte révélant *in fine* pour la France la fin d'une bonne partie de ses prétentions en matière de réparation²². L'Allemagne redevenait libre de développer son industrie lourde sans quotas ni contrôle allié. En outre et par définition, la supranationalité établissait l'égalité des droits entre États membres de la Communauté du charbon et de l'acier²³, objectif crucial de Bonn tout comme celui de la fin du statut d'occupation, ainsi que la garantie décisive qu'apportait l'intégration communautaire à l'ancrage à l'Ouest pour Adenauer.

Le gouvernement allemand et Walter Hallstein, responsable des négociations, avaient appuyé sans restriction le projet de Jean Monnet de créer des institutions supranationales²⁴.

21 Marlis Steinert, « Un saut dans l'inconnu : la RFA face au plan Schuman, de la déclaration du 9 mai 1950 à la signature du 18 avril 1951 », *Relations internationales*, décembre 1975, p. 155-178.

22 Jean Monnet, qui plaidait pour la disparition du *Deutscher Kohler-Verkauf*, dut intervenir auprès du gouvernement allemand, avec le Haut-Commissaire américain John McCloy, pour qu'Adenauer envoie le 14 mars 1951 à la Haute-Commission alliée, un memorandum intégrant quelques revendications alliées sur la réorganisation de l'industrie lourde de la Ruhr, ouvrant enfin la voie au traité CECA le 18 avril 1951 ; voir également l'ordonnance n° 96 de juin 1947 et la commission française de déconcentration, Fiche sur la réunion des commissaires de Land et des observateurs du 25 avril 1950, MAE, Z-Europe 1944-1960, Allemagne, vol. 882, f° 239 et dépêche d'Henri Bonnet, ambassadeur de France à Washington, du 9 décembre 1949, MAE, Z-Europe 1944-1960, Allemagne, vol. 798, f° 100 et la note anti-cartel du 9 mai 1950, Fondation Jean Monnet, série AMG, doc. 1/3/3.

23 Voir Christophe Réveillard, *Les Premières Tentatives de construction d'une Europe fédérale*, *op. cit.*, p. 215-246 et 327-339.

24 Séance du Conseil des ministres du gouvernement fédéral du 23 août 1950, *Die Kabinettsprotokolle der Bundesregierung 1950*, Boppard am Rhein, Harald Boldt, 1984, p. 629-632 et *Kurzprotokoll Liber die Sitzung des Ausschusses für die institutionellen Fragen am 12. Juli 1950 um 16 Uhr im Uhrensaal des Quai d'orsay*, Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes (Bonn/Berlin), SFSP, vol. 102, p. 8-11, cité dans Andreas Wilkens, « Le choix de l'Europe et ses

Dans la logique de la méthode d'intégration sectorielle, d'autres projets communautaires auraient dû être négociés dans le sillage des négociations de Paris. Mais la tension internationale entre le monde occidental et le bloc communiste était montée d'un cran avec le déclenchement de la guerre en Corée le 25 juin 1950. Avec le raidissement du face à face en Europe, la nécessité de l'organisation d'une défense à tout le moins concertée des Européens de l'Ouest se posait avec une plus grande acuité et faisait passer au second plan les propositions de « pool » des transports, de l'agriculture, etc., qui auraient dû apparaître dans le sillage de celui du charbon et de l'acier. Depuis 1949, les États-Unis, et plus particulièrement le secrétaire d'État américain Dean Acheson, avaient tenté de faire progresser chez les Français et les Britanniques l'idée d'une coopération intégrant l'Allemagne occidentale dans le domaine de la Défense. La question du réarmement allemand qu'implique la tension internationale se trouvera au cœur de cette grande querelle de la Communauté européenne de défense (CED)²⁵ avec le projet de Communauté politique européenne (CPE)²⁶ qui y est intégré. Le 26 septembre 1950, le Conseil atlantique, créé le 4 avril 1949, va évoquer pour la première fois depuis la fin de la guerre le réarmement de l'Allemagne dans le cadre d'une défense de l'Europe occidentale. Or, de cela, certains gouvernements européens, dont la France, ne veulent entendre parler. Au détour de la présentation de son plan inspiré par Jean Monnet devant l'Assemblée nationale le 20 octobre 1950, René Pleven, président du Conseil, dira par exemple : « Mais la seule contrainte des événements ne permettra pas de solution constructive. Tout système qui aboutirait, dans l'immédiat ou à terme, directement ou non, avec ou sans condition, à la création d'une armée allemande, ferait renaître la méfiance et la suspicion. La constitution de divisions allemandes, celle d'un ministère de la défense allemand, conduiraient fatalement tôt ou tard à la reconstitution d'une armée nationale et, par là même à la résurrection du militarisme allemand. Une telle conséquence, condamnée

raisons. La politique d'Adenauer du Plan Schuman aux traités de Rome », dans Françoise Knopper et Alain Ruiz (dir.), *Politique européenne et question allemande depuis la paix de Westphalie*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2000, p. 203-221.

25 Georges-Henri Soutou, « France and the German Rearmament Problem 1945-1955 », dans Rolf Ahmann, Adolf M. Birke, Michael Howard (dir.), *The Quest for Stability. Problems of West European Security 1918-1957*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 487-512 ; Edward Fursdon, *The European Defence Community. A History*, London, Macmillan Press, 1980 ; Armand Clesse, *Le Projet de CED du plan Pleven au « crime » du 30 août. Histoire d'un malentendu européen*, Baden-Baden, Nomos, 1989 ; David Clay Large, *Germans to the Front. West German Rearmament in the Adenauer Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996.

26 Christophe Réveillard, *Les Premières Tentatives de construction d'une Europe fédérale*, op. cit., Partie III, p. 267 sq.

d'ailleurs à diverses reprises par nos alliés unanimes, constituerait un danger pour l'Allemagne elle-même ». C'est pourquoi le projet Pleven d'armée européenne prévoit l'unification des contingents des pays européens « au niveau de l'unité la plus petite possible²⁷ » sous l'autorité d'un ministre européen de la défense avec un conseil des ministres, une assemblée européenne et un budget commun. On a reconnu là le schéma général d'organisation de la CECA ayant servi quatre mois jour pour jour à l'ouverture des négociations de Paris mais qui ne satisfaisait ni Adenauer ni les États-Unis sceptiques sur le réalisme d'un projet français conçu quasi-explicitement pour retarder le processus de remilitarisation de l'Allemagne. Selon Monnet, la pression internationale avait joué le rôle d'accélérateur du processus d'intégration sectorielle en mettant en avant l'urgence d'une communauté de défense. Le projet présenté par René Pleven précisait ainsi qu'« une Armée de l'Europe unie, formée d'hommes issus des diverses nations européennes, doit réaliser [...] une fusion complète des éléments humains et matériels qu'elle rassemble sous une autorité européenne unique²⁸ ». Monnet soulignera l'avantage d'une communautarisation du domaine militaire : 1 / satisfaire les demandes américaines d'une participation allemande à la défense de l'Europe occidentale 2 / réaliser une plus grande unification européenne 3 / concéder l'égalité des droits à l'Allemagne dans un système supranational 4 / satisfaire la préférence française d'un report de la remilitarisation allemande dans un cadre national même encadré²⁹.

Retour des divisions allemandes et Communauté politique européenne : le changement d'orientation du traité

Mais lors des négociations et profitant de la crise ministérielle qui laisse pendant quelques semaines la France sans gouvernement, Jean Monnet va, sans mandat explicite, autoriser le négociateur français, Hervé Alphand, à accepter la demande de la délégation allemande d'intégration menée par Walter Hallstein, de contingents non plus au niveau le plus bas possible, l'unité de combat (« *combat team* » comme il était prévu dans le projet de traité), mais au niveau de la division, ce qui laissait subsister une personnalité militaire propre au contingent allemand et donnait au commissaire allemand la stature d'un ministre de la Défense.

Les négociations ouvertes à Paris le 15 février 1951 entre les six États déjà concernés par le plan Schuman, aboutiront au traité de CED du 27 mai 1952 mais déjà ce changement d'orientation du traité plus axé sur une

27 René Pleven, président du Conseil, Assemblée nationale, 2^e séance, le 24 octobre 1950, *Annales de l'Assemblée nationale, débats parlementaires*, Partie III, p. 7118.

28 *Ibid.*

29 Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Le Livre de poche, 1978, t. II, p. 504 sq.

remilitarisation propre de Bonn contient en germe le refus français, d'autant que, contrairement à une interprétation tenace, l'application du traité entraînait bien la fusion des forces armées nationales³⁰. De plus, soutenu par les Américains et les circonstances, Adenauer eut à ce moment l'opportunité politique de conditionner l'adhésion de Bonn à la CED au rétablissement de la pleine souveraineté pour la RFA et c'est ainsi que les traités de la CED et le *Deutschlandvertrag* furent signés conjointement en mai 1952. À côté du Conseil des ministres était créé, à l'image de la Haute-Autorité de la CECA, un Commissariat de neuf membres chargé de gérer les 40 divisions que devait compter la CED. L'Assemblée et la Cour de justice avaient le même rôle que dans le cadre de la CECA.

À l'origine, la question militaire ne devait apparaître, dans le plan fonctionnaliste, qu'en dernier ressort, comme la dernière étape d'un processus passant auparavant par l'échelon politique. Pouvoir régalien et question sensible plus que toute autre, le domaine militaire se devait effectivement d'être coiffé par un pouvoir politique communautaire. L'engrenage du processus d'intégration commande donc la création rapide d'un pouvoir politique supranational à vocation fédéraliste, ce sera la montée en puissance d'un projet de constitution fédérale. Des négociations dans le cadre du Conseil de l'Europe et du Comité pour la constitution européenne du Mouvement européen lors des négociations sur la CED, avaient abouti à la rédaction d'un avant-projet d'article 9, devenu l'article 38 du traité, dans lequel étaient prévues l'élaboration par l'assemblée de la CED d'une structure politique fédérale et la coordination des différentes communautés existantes par cette dernière, tel un État fédéral cumulant les compétences transférées par les États. L'assemblée prévue au traité du 27 mai 1952 était celle du traité CECA augmentée pour la France, l'Allemagne et l'Italie de trois délégués chacun. Mais comme l'Assemblée de la CED n'était pas entrée en fonction, en raison du retard dans le processus de ratification, les ministres des Affaires étrangères des Six procédèrent à un forçement juridique consistant à confier à l'Assemblée de la CECA, augmentée des neuf membres et prenant pour l'occasion le nom singulier d'Assemblée *ad hoc*, le mandat de l'article 38 du traité de CED, toujours non ratifié. Cette assemblée confia à sa commission constitutionnelle le soin de rédiger un projet de Communauté politique européenne (CPE) qui, le 10 mars 1953, fut soumis et approuvé

30 « Aucun État membre ne recrutera ou n'entretiendra de forces armées nationales en dehors de celles qui sont prévues à l'article 10 ci-après » (*Traité instituant la Communauté européenne de défense*, signé à Paris le 27 mai 1952, *Documents parlementaires*, Assemblée nationale, 13 septembre 1953, p. 123 sq. [Cet article 10 ne visait que les forces armées provisoirement sur le théâtre colonial qui auraient été intégrées dès leur retour en Europe]).

par l'assemblée comme « Projet de statut de communauté européenne »³¹, préalablement présenté aux représentants des gouvernements des Six le 9 mars par le président de l'Assemblée *ad hoc* Paul-Henri Spaak. Avec une « Chambre des Peuples » élue au suffrage universel et disposant d'un authentique pouvoir législatif, un pouvoir exécutif, le Conseil exécutif européen, responsable devant l'assemblée et doté de pouvoirs réels de décision dont la dissolution de cette dernière, le projet était pleinement fédéral. D'autant que, conformément au mandat de l'article 38, selon son article 5, les institutions de la CPE avaient vocation à réaliser en leur sein l'union des communautés existantes (CECA), en voie de formation (CED) ou même à intégrer des compétences nouvelles en « une entité juridique unique ». Enfin, une procédure prévoyait même pour les institutions de la CPE la possibilité de réformer le statut, ce qui leur donnait le pouvoir constituant.

274

Après une phase d'enthousiasme, l'accueil des Six, tout d'abord par Georges Bidault³², président en exercice du Conseil des ministres de la Communauté, devient mitigé. Lors des réunions de Paris en mai 1953, de Baden-Baden en août, de Rome en septembre-octobre et de La Haye en novembre-décembre, le cœur n'y est plus, au regard du problème qu'est devenue la ratification du traité de CED elle-même. Laquelle redevient le préalable au redémarrage d'un processus fédéral qui serait parachevé *in fine* par l'intégration politique. Les ratifications se succéderont sur un rythme lent : la RFA le 19 mars 1953, les Pays-Bas le 23 juillet, la Belgique le 26 novembre, le Luxembourg le 27 avril 1954. La France, au regard de la décrispation apparente de l'environnement international et de la montée en puissance de l'opposition à la supranationalité, va fermement demander l'insertion de protocoles additionnels au traité pour le ratifier. Mais jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire la conférence de Bruxelles du 19 au 22 août 1954, les cinq partenaires de la France resteront d'une intransigeance brutale, notamment le chancelier Adenauer³³, à tel point que le

31 *Projet de traité portant statut de la communauté politique européenne* adopté par l'Assemblée *ad hoc*, le 10 mars 1953 à Strasbourg.

32 Après son célèbre « Salut aux chercheurs d'aventure ! » destiné aux rédacteurs du projet de statut qui lui remettaient officiellement le document, Georges Bidault aura, en privé, ce mot significatif : « Je ne pouvais en dire moins, je ne voulais en dire plus » (Michel Debré, *Trois Républiques pour une France. Mémoires*. t. 2 : 1946-1958 : *Agir*, Paris, Albin Michel, 1988, p. 186 ; Georges-Henri Soutou, « Georges Bidault et la construction européenne 1944-1954 », *Revue d'histoire diplomatique*, 3-4, 1991, p. 267-306).

33 Le chancelier fit référence à des lettres d'hommes politiques français confirmant l'approbation du traité par l'Assemblée, et ce sans les modifications demandées par le gouvernement français ; il y eut également l'attitude générale d'Adenauer ainsi brocardée, au moment de l'audition des rapports de l'Assemblée, par Jules Moch : « [...] de tous ces efforts, je ne mentionnerai que l'insistance, abusive peut-on dire, du chancelier allemand à nous conseiller la ratification » (Jules Moch, *Débats parlementaires*, A-AN, CAE, carton n° 83, doc 101, séance du 28 août 1954, p. 4380), et voir François Seydoux, *Mémoires*

président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, Pierre Mendès France, évoquera une « humiliation³⁴ » lors de son audition devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

La querelle de la CED aura divisé la France telle une ligne de fracture passant entre les divers courants du monde politique et son rejet par l'Assemblée nationale française, le 30 août 1954, met fin provisoirement à la volonté d'intégration supranationale militaire puis politique et interrompt de ce fait la mécanique d'intégration sectorielle vers l'État fédéral.

L'attitude française s'explique en partie par la volonté de retarder au maximum l'inéluctable réarmement allemand en faisant traîner le débat de ratification, en « enlisant » le projet de statut de la communauté politique européenne et en cherchant une autre voie moins brutale et irréaliste que la fusion pure et simple sous direction américaine surtout après le relâchement (mort de Staline, etc.) de l'atmosphère internationale tendue qui avait prévalu à la naissance du projet.

Surtout, les négociations de Paris ont, sous les pressions américaine et allemande, changé la nature du texte en faisant renaître des contingents nationaux à la hauteur de la division. L'objectif d'éloignement du spectre du réarmement allemand était ainsi contourné et la majorité des parlementaires français ne voulut pas être confrontée à l'accusation d'avoir favorisé le retour du militarisme d'outre-Rhin, il n'est donc pas étonnant de voir la France à l'initiative du projet être finalement le fossoyeur de sa nouvelle version. Le paradoxe veut que la RFA ait été la plus en pointe pour la ratification du traité de CED et le projet de constitution fédérale qu'il impliquait mais dans la perspective de l'égalité des droits, du plein recouvrement de son statut d'État souverain. D'autant que le gouvernement de Bonn était fort du soutien des États-Unis, notamment en la personne de John McCloy, pour rehausser le statut militaire de l'Allemagne et évoquer la création de « dix à

d'outre-Rhin, Paris, Grasset, 1975. Voir notamment Christophe Réveillard, *Les Premières Tentatives...*, *op. cit.*, p. 402 sq.

34 À Bruxelles, le président du Conseil et ministre des Affaires étrangères eut à faire face à l'unanimité des cinq contre lui. Mendès France commente ainsi la conférence : « Nous nous sommes trouvés, en effet, dans une négociation qui a affecté une forme – je peux le dire – à peu près sans précédent [...]. Tout au cours de ces cinq jours, qui ont été pénibles et je dirais, par moments humiliants pour celui qui parlait au nom de la France, sur toutes les questions petites ou grandes nous avons eu en face de nous un bloc de cinq pays. C'est un fait que sur aucune question en discussion il n'est arrivé comme il peut arriver dans une négociation internationale, qu'un, deux ou trois pays partagent notre opinion contre deux ou trois autres. C'est un fait que, sur toutes les questions, c'était cinq d'un côté et un de l'autre » (A-AN, CAE, carton n° 83, doc 101, séance du 25 août 1954, p. 6) ; voir également l'interprétation de la position française et celle plus personnelle de Pierre Mendès France dans Ernst Weisenfeld, *Quelle Allemagne pour la France?*, Paris, Armand Colin, 1989, p. 75.

douze divisions » allemandes. Le contenu des articles du traité de CED ne laissait aucun doute sur la nature du lien, notamment à travers l'OTAN, entre l'Europe et les États-Unis : celle d'un protectorat militaire³⁵. La forte pression américaine se faisant beaucoup moins discrète que pour le plan Schuman, ce qu'attesteront la paternité de Jean Monnet sur les deux plans à l'origine de la CECA et de la CED, sa présence à la tête de la première et, en tant que telle, sa présence prévue à la tête de l'autorité exécutive de la CPE devant coiffer ces deux Communautés³⁶, les menaces de moins en moins voilées contre les opposants à la CED de la part des responsables américains avec, à leur tête, John Foster Dulles, et sa célèbre « révision déchirante » (« *agonizing reappraisal* »)³⁷ du 14 décembre 1953, etc.

Adenauer et le gouvernement allemand avaient subtilement lié les accords de Bonn, tant pour le plan Schuman avec l'Autorité internationale pour la Ruhr que pour la CED avec le *Deutschlandvertrag*, avec un réaménagement du statut d'État souverain de la RFA³⁸. À la suite du rejet de la CED par l'Assemblée nationale française en août 1954, les États-Unis et la RFA réorientèrent le processus du réarmement allemand *via* une adhésion à l'OTAN, ce qui n'avait jamais cessé d'être la position de Bonn et de Washington et ce qu'avaient précédemment préparés les entretiens de Petersberg.

35 Voir notamment l'art. 18. « § 1. Le commandant suprême compétent relevant de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord est habilité, [...], à s'assurer que les FED sont organisées, équipées, instruites et préparées à l'emploi de façon satisfaisante. Dès qu'elles sont en état d'être employées, et sous réserve des mêmes cas, elles sont affectées au commandant suprême compétent relevant de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui exerce à leur égard les pouvoirs et responsabilités qu'il détient en vertu de ses attributions et, en particulier, soumet à la communauté ses besoins en ce qui concerne l'articulation et le déploiement des forces. [...]. Les FED reçoivent des directives techniques des organes appropriés de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord, dans le cadre de la compétence militaire de ces derniers.

§. 2. En temps de guerre, le commandant suprême compétent relevant de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord exerce à l'égard des forces visées ci-dessus les pleins pouvoirs et responsabilités de commandant suprême que lui confèrent ses attributions » (*Traité instituant la Communauté européenne de défense, op. cit.*).

36 Il était expressément prévu que le président de la CECA serait de droit membre du Conseil exécutif de la CPE.

37 John Foster Dulles au Conseil de l'Atlantique Nord, Paris 14 décembre 1953, *Foreign Relations of the United States 1952-1954*, t. V, p. 461-468. Voir. François David, *John Foster Dulles, op. cit.*, p. 290.

38 Au niveau économique, après le rejet de la CED, les Allemands n'apparaissent plus autant attachés à la poursuite de l'intégration à de nouveaux secteurs, voir le rapport de l'attaché financier à Bonn au ministre des Finances au sujet du congrès annuel du BDI du 28 mai 1955, MAE, Z-Europe 1944-1960, Allemagne, vol. 484, f° 122 et le télégramme d'Armand Béard du 13 octobre 1954, généralités, vol. 115, f° 167.

LA PREMIÈRE RELANCE EUROPÉENNE

Les prémisses de la CEE

La relance du processus de construction communautaire aboutit aux traités de Rome. En essayant de dépasser l'échec de la tentative supranationale et dans un contexte international troublé par les crises de Suez et de Budapest, des responsables politiques européens vont soumettre des projets de relance dans une perspective d'approche globale, et non sectorielle, de l'unification européenne. Cette nouvelle approche, libérale pour ce qui concerne la création d'un grand marché commun consacrant la libéralisation des échanges, doublée de la prise en compte du rejet de l'intégration supranationale des premières communautés, va mener à la signature des traités de Rome. Au niveau économique, les traités de Rome furent le cadre dans lequel se réalisa l'expansion économique des États membres grâce notamment à la multiplication des échanges au sein du Marché commun.

Avec l'échec de la CED et le traumatisme que la querelle à son sujet avait provoqué, on assista au retour des négociations en coulisses et aux travaux des « experts » et autres petits comités. C'est ainsi que Jean Monnet démissionna de la Haute-Autorité de la CECA le 9 novembre 1954, annonça la création d'un Comité d'action pour les États-Unis d'Europe le 13 octobre 1955³⁹ et s'attela à la préparation d'un plan d'organisation de l'énergie nucléaire au niveau européen.

De son côté, Johan Willem Beyen, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, remettait le 4 avril 1955 à Paul-Henri Spaak, ancien président de l'Assemblée commune de la CECA et ministre des Affaires étrangères de la Belgique, un plan de relance par l'intégration économique, un marché commun, rendu public le 21 avril 1955 et qui s'inspirait largement de son projet de marché commun et d'union douanière du 14 février 1953 explicitant le mémorandum présenté le 11 décembre 1952 par le gouvernement néerlandais dans le cadre de l'Assemblée *ad hoc*. Ce projet développait l'idée d'une intégration économique générale contre l'idée d'une démarche sectorielle limitée à partir de la CECA. Le texte final du mémorandum des pays du Benelux (Paul-Henri Spaak, Johan Willem Beyen et Joseph Bech, président du gouvernement luxembourgeois) du 5 mai 1955, faisait une sorte de synthèse du projet Monnet et du plan Beyen ; ce mémorandum fut envoyé le 20 mai 1955 aux autres pays membres de la CECA. La conférence de Messine, réunissant du 1^{er} au 3 juin 1955 les ministres des Affaires étrangères des Six⁴⁰, étudie le mémorandum et se déclare favorable à une relance de la construction européenne par la création

³⁹ Qui ne sera dissout que le 9 mai 1975.

⁴⁰ Joseph Bech, Johan Willem Beyen, Walter Hallstein, Gaetano Martino, Antoine Pinay et Paul-Henri Spaak.

de nouvelles institutions communes et d'un marché commun. Elle charge Paul-Henri Spaak de créer un comité intergouvernemental dont le rôle est de préciser et de détailler par différentes propositions l'accord global sur le marché commun contenu dans la résolution de Messine⁴¹. Le comité Spaak présenta son rapport aux Six en avril 1956 qui l'approuvèrent les 29 et 30 mai 1956 lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères sur l'île de San Giorgio Maggiore à Venise. Le rapport ouvre la voie à une libéralisation des échanges mais dans un cadre bien défini : « l'objet d'un marché commun européen doit être de créer une vaste zone de politique économique commune⁴² », ce qui implique des règles, des actions et des institutions communes. Un comité intergouvernemental travailla encore quelques mois au château de Val Dûchesse près de Bruxelles, à la rédaction des articles de deux traités séparés, l'un sur le Marché commun, l'autre sur une Communauté de l'énergie atomique. Les six pays membres de la CECA signèrent les traités de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA) dite Euratom, dans la salle des Horaces et des Curiaces au Palais du Capitole à Rome le 25 mars 1957 pour une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1958. La CEE a pour objectif la libéralisation des échanges dans le cadre d'un marché commun dans lequel s'appliquent cependant des politiques économiques communes. Cette libéralisation devait d'abord commencer par un désarmement douanier à compter du 1^{er} janvier 1959, ce qui impliquait la fixation d'un tarif extérieur commun aux frontières externes de la communauté des Six. Ce démantèlement des tarifs existants était prévu sur une période de douze années scindée en trois phases dont le terme devait être la suppression totale des droits au 1^{er} janvier 1970, ce qui fut atteint en fait le 1^{er} juillet 1968.

Institutionnellement, le traité de Rome apparaît intermédiaire entre la conception fusionniste supranationale et celle de la coopération intergouvernementale. Il laisse donc à la commission la possibilité d'élargir, d'abord modestement, ses pouvoirs d'initiative et de proposition dont les règlements qui en découlent ne peuvent être rejetés par le Conseil qu'à l'unanimité. De même, le Conseil décide d'une politique commune à l'unanimité mais mettra en œuvre

41 Voir notamment Michel Dumoulin, « Les travaux du comité Spaak (juillet 1955-avril 1956) », dans Enrico Serra (dir.), *La Relance européenne et les traités de Rome*, Bruxelles/Milan/Paris/Baden-Baden, Bruylant/Giuffrè/LGDJ/Nomos Verlag, 1989, p. 195-210 et *id.*, « Les travaux du Comité intérimaire pour le Marché commun et Euratom (avril 1957-janvier 1958) », dans Antonio Varsori (dir.), *Inside the European Community. Actors and Policies in the European Integration (1957-1972)*, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 23-35 ; Pierre Gerbet, *La Naissance du Marché commun*, Bruxelles, Complexe, 2007.

42 Rapport du Comité intergouvernemental créé par la conférence de Messine, Bruxelles, 14 octobre 1955, mémorandum de la délégation française sur l'établissement d'un marché commun général, *Déclaration générale*, ARM 11/1/1, MAE/CIG, document n° 337.

les politiques communes par une procédure de vote à la majorité au terme de la période transitoire.

Beaucoup plus « intégrée » donc qu'on ne le dit couramment, la CEE crée un authentique marché commun libérant efficacement les échanges, favorise le développement économique de ses membres et détermine sa politique commerciale, ces domaines relevant donc désormais moins de la souveraineté des États, lesquels seront tenus, en ce qui concerne les décisions relatives aux échanges extérieurs et aux accords commerciaux, d'en rendre compte à la Commission.

Enfin, cette politique de libéralisation va marquer durablement la tendance de la Communauté à suivre, voire précéder, les évolutions du commerce mondial.

Le choix de Konrad Adenauer

Le traité de Rome est riche de multiples facettes. Il est pour partie le résultat d'une évolution des Six et des relations entre les Six. L'Allemagne jouit à nouveau du statut d'État souverain et son économie est devenue très rapidement la plus puissante d'Europe occidentale. La multiplication des échanges entre pays membres de la CECA et leur progressive interdépendance, orienta la réflexion sur une union douanière, voire un marché commun. Le traité résulte des négociations entre d'une part Allemands, Néerlandais et Italiens, tous favorables à une intégration économique générale, et Français d'autre part, partisans d'une intégration économique plutôt sectorielle. Mais il consacre également l'aboutissement d'une négociation entre Allemands tenants d'une libéralisation sans contrainte face aux Français, Italiens et pays du Benelux pour leur part favorables à une harmonisation des charges sociales et fiscales, sorte d'Europe sociale.

Le gouvernement allemand n'avait pas de position unanime sur les propositions de marché commun. Pour simplifier, le ministère des Affaires étrangères, l'*Auswärtiges Amt*, avec à sa tête Heinrich von Brentano et Walter Hallstein, était favorable au processus d'intégration économique général au sein d'une structure communautaire essentiellement pour des raisons politiques. Les « libéraux », notamment au ministère des Finances et avec, à leur tête, Ludwig Erhard⁴³, voyaient plutôt le développement de l'économie allemande au sein d'une zone de libre-échange à une échelle européenne plus

43 Lequel avait déclaré en 1950 que « le plan Schuman est la contribution la plus importante à la conception d'une économie européenne unifiée », Ludwig Erhard, 15 mai 1950, Fondation Jean Monnet, série AMG, doc. 1/4/12 ; pour les traités de Rome, voir Hanns Jürgen Küsters, « Walter Hallstein and the negotiations on the Treaties of Rome (1955-1957) », dans Wilfried Loth, William Wallace, Wolfgang Wessels (dir.), *Walter Hallstein. The Forgotten European?*, London, Macmillan, 1998, p. 60-81.

vaste que celle des Six et au niveau mondial avec pour seule régulation celle des organisations économiques internationales. Il est vrai que l'industrie allemande en pleine expansion mondiale est fortement exportatrice essentiellement sur les marchés extra-communautaires. Dans ce cadre, les politiques communautaires et la régulation contraignante qu'ils imaginent placent les « libéraux » très en retrait de la perspective communautaire des « politiques » au sein du gouvernement allemand. Adenauer devait trancher, il le fit sans surprise en faveur des seconds puisque cela correspondait à ses objectifs traditionnels développés depuis son accession à la chancellerie : principalement l'ancrage à l'Ouest par des institutions d'Europe de l'Ouest de plus en plus intégrées et à vocation politique pour rassurer les occidentaux, et la France au premier chef⁴⁴, dans une période de détente tentée par des projets de neutralité, de désarmement, de réunification, ce qui le poussa même à relancer les négociations avec Paris sur des collaborations en matière de Défense lorsqu'il crut percevoir la menace d'un certain désengagement américain⁴⁵. Cet aspect est essentiel, le caractère diplomatique et politique était crucial à ses yeux, beaucoup plus que les aspects supranationalistes ou fédéralistes *stricto sensu*. Mais ce n'était pas non plus, à ce moment, un sacrifice pour l'économie de Bonn. Le marché mondial restait son objectif prioritaire et le marché commun pouvait susciter une demande plus forte des économies des États membres pour les produits industriels allemands. Pour les deux partenaires majeurs, une sorte de complémentarité était tentante : agriculture et agroalimentaire français essentiellement pour le marché intérieur et industrie compétitive allemande à destination du marché mondial.

Des négociations difficiles eurent lieu d'abord au sein des deux gouvernements puis entre les deux pays sur le tarif extérieur commun, sur les avantages réservés aux pays de l'Union française, mais Adenauer insista de concert avec Paris pour la création d'institutions européennes fortes et à capacité décisionnelles, notamment au moment de l'entrevue Adenauer-Mollet dans la capitale française le 6 novembre 1956.

Adenauer resta fidèle aux axes principaux qu'il s'était fixé, malgré les changements de circonstances. Il fut ainsi le plus fidèle soutien à l'intégration économique sectorielle, puis à la supranationalité politique de la CED et enfin au projet de désarmement douanier du Marché commun. Les institutions

⁴⁴ Henri Ménudier, *Le Couple franco-allemand en Europe*, Asnières, Institut d'allemand d'Asnières, 1993 ; Pierre Guillen, *La Question allemande de 1945 à nos jours*, Paris, Imprimerie nationale, 1996.

⁴⁵ Georges-Henri Soutou, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands (1954-1996)*, Paris, Fayard, 1996.

européennes prévues dans ces projets correspondaient à la nécessité pour Adenauer d'une *Westintegration* à la fois rassurante pour les alliés, rempart contre le communisme et facteur de développement économique d'une RFA ayant réintégré ses pouvoirs souverains et l'égalité des droits. Sa vision européenne était consubstantielle à l'intérêt de l'État national allemand, quitte à se dégager d'une vision trop supranationale quand commença son tête-à-tête avec de Gaulle.

L'ALLEMAGNE ET DE GAULLE : L'APPROCHE DE WILLY BRANDT

Benedikt Schoenborn

Charles de Gaulle et Willy Brandt marquèrent chacun à leur manière l'histoire contemporaine de leurs pays respectifs et de l'Europe entière. Les deux hommes différaient par leurs appartenances politiques, leurs personnalités et styles, leurs nationalités et les intérêts qu'ils défendaient. La période de relations directes, de 1959 à 1969, représentait pour de Gaulle la dernière étape de son parcours politique alors qu'elle devait être pour Brandt un prélude à son œuvre ultérieure. Bien que les contacts directs se déroulassent normalement dans une bonne ambiance, les différends politiques étaient nombreux. Afin d'illustrer ces désaccords et d'indiquer des points de convergence, cet article esquissera dans un premier temps les positions de Brandt vis-à-vis de la présidence de Gaulle.

Vu d'aujourd'hui, nonobstant toutes leurs différences, les deux hommes avaient en commun de consacrer une partie essentielle de leurs efforts politiques et intellectuels à préfigurer le visage futur de l'Europe. Pour de Gaulle comme pour Brandt, la question de la place et du rôle futur de l'Allemagne constituait un élément important de leurs réflexions sur le devenir de l'Europe. Les deux hommes politiques partageaient une vision de la solution du problème allemand fondée sur une transformation de l'Europe entière et ainsi des relations Est-Ouest. À travers une analyse plus large de la politique à long terme de Brandt, cet article proposera dans un second temps une comparaison des grandes lignes de force des conceptions politiques de Brandt et de celles du général de Gaulle, afin de dégager similarités et incompatibilités potentielles. Nous nous servirons enfin des mémoires de Brandt pour résumer son point de vue sur de Gaulle¹.

1 Pour des récits biographiques et les relations franco-allemandes, voir par exemple Peter Merseburger, *Willy Brandt 1913-1992: Visionär und Realist*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 2002 ; Hélène Miard-Delacroix, *Willy Brandt*, Paris, Fayard, 2013 ; Jean Lacouture, *De Gaulle*, Paris, Éditions du Seuil, 2010, 3 vol. ; Peter Schunck, *Charles de Gaulle: Ein Leben für Frankreichs Größe*, Berlin, Propyläen, 1998 ; Georges-Henri Soutou, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Paris, Fayard, 1996 ; Ulrich Lappenküper, *Die deutsch-französischen Beziehungen 1949-1963*, München, Oldenbourg,

En tant que maire de Berlin-Ouest à partir de 1957, et candidat (sans succès) à la chancellerie allemande en 1961 et 1965, Brandt rencontra de Gaulle presque chaque année dès 1959², quoique leurs conversations, parfois informelles, n'aient pas toujours donné suite à un compte rendu écrit. À partir de décembre 1966, toutes leurs entrevues furent officielles, Brandt occupant désormais la fonction de ministre allemand des Affaires étrangères dans le gouvernement de Grande Coalition. Lorsque Brandt fut élu chancelier ouest-allemand en octobre 1969, de Gaulle avait déjà démissionné de la présidence française (en avril 1969). Ainsi, les deux hommes ne se rencontrèrent jamais sur un pied d'égalité, Brandt n'ayant pas encore acquis la position de chef de gouvernement en Allemagne durant l'ère de Gaulle. En principe, Brandt n'était donc pas un interlocuteur avec lequel de Gaulle discuta en profondeur de la politique française et l'avis de Brandt ne fut pas nécessairement de première importance pour Paris. Vice versa, Brandt ne s'exprima pas d'une manière soutenue sur l'ensemble de la politique poursuivie par de Gaulle, mais s'intéressa plutôt à certains thèmes.

LA PRÉSIDENTE DE GAULLE VUE PAR BRANDT

L'évolution de Brandt dans le temps ne peut pas être approfondie ici, mais mérite en tous cas d'être mentionnée. Durant les années 1960, la réflexion européenne de Brandt mûrit à mesure de l'avancement de sa carrière et des changements de la situation internationale. D'une façon générale, l'opinion de Brandt était influencée par la position du parti social-démocrate allemand (SPD) dont l'opposition à de Gaulle faisait partie intégrante de la ligne politique jusqu'en 1965-1966³. Ce n'est qu'en 1966 que le SPD commença à reconsidérer ses vues et à percevoir de Gaulle moins négativement. Comparé à ses collègues de parti, Brandt revendiqua une position plus modérée et plus nuancée envers de Gaulle bien avant 1966⁴. Néanmoins, le fils aîné de Brandt se souvient que, dans l'intimité, le discours de son père sur le président français fut très

2001, 2 vol. ; Benedikt Schoenborn, *La Mésentente apprivoisée : de Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007.

- 2 Selon les recherches de l'auteur, Brandt rencontra de Gaulle au moins une fois par an entre 1959 et 1969, à l'exception de 1961.
- 3 Pour l'évolution du SPD, voir Reiner Marcowitz, *Option für Paris? Unionsparteien, SPD und Charles de Gaulle, 1958 bis 1969*, München, Oldenbourg, 1996, p. 231-248. Alors que le SPD se situait clairement aux antipodes de la politique gaulliste jusqu'au milieu des années 1960, le parti CDU/CSU était politiquement divisé entre « atlantistes » et « gaullistes allemands ». Pour plus de détails, voir Tim Geiger, *Atlantiker gegen Gaullisten: Außenpolitischer Konflikt und innerparteilicher Machtkampf in der CDU/CSU 1958-1969*, München, Oldenbourg, 2008.
- 4 Télégramme de Margerie (Bonn), 3 janvier 1965, dans Archives du ministère français des Affaires étrangères (MAE), AD série Europe 1961-1970, sous-série République fédérale d'Allemagne (RFA), carton n° 1605 ; René Bayer, « Brandt würdigt die flexible Politik Frankreichs », *Die Zeit*, 22 mai 1964, p. 6.

critique au début des années 1960 – conforme à l’atlantisme prononcé du SPD à l’époque – et s’améliora sensiblement ensuite⁵. Même après 1966, le jugement de Brandt divergeait assez nettement par rapport aux différents aspects de la politique gaulliste.

La guerre d’Algérie et la crise de Berlin

La guerre d’Algérie était la raison pour laquelle « le plus illustre des Français⁶ » fut rappelé au pouvoir en 1958 et elle resta le thème dominant de la vie politique française jusqu’aux accords d’Évian en mars 1962, suivis par l’indépendance de l’Algérie. Même le président américain Dwight D. Eisenhower accordait aux événements algériens une grande importance et, pour cette raison, applaudit d’abord le retour politique du général de Gaulle, lui seul étant considéré comme à même d’empêcher la guerre civile en France⁷. En revanche, Willy Brandt s’intéressait très peu à la guerre d’Algérie. À l’époque, son attention était entièrement focalisée sur Berlin et la question allemande. Les recherches de Jean-Paul Cahn ont montré que Brandt ne se prononça sur le thème algérien pour la première fois qu’en mai 1962, donc après les accords d’Évian. Brandt exprima alors son « respect » pour la politique de réconciliation du général de Gaulle envers le peuple algérien⁸. Dans une version de ses mémoires, Brandt mentionna positivement que de Gaulle avait « assumé la tâche⁹ » de terminer la guerre d’Algérie, rien de plus.

Berlin jouait un rôle primordial dans la politique et la pensée de Brandt. Sur le plan personnel également, il resta très attaché à la ville tout au long de sa vie. Lors de la crise de Berlin, déclenchée par l’ultimatum de Khrouchtchev¹⁰ en novembre 1958, Brandt s’investit corps et âme en tant que maire pour protéger sa ville contre « la brutale menace » soviétique. Pour Brandt, maintenir Berlin rattaché au monde occidental revenait à défendre « notre existence, notre

5 Entretien de l’auteur avec Peter Brandt, le 3 décembre 2011. Voir également Willy Brandt, *Begegnungen und Einsichten: Die Jahre 1960-1975*, Hamburg, Hoffmann und Campe, 1976, p. 141-142.

6 Déclaration du président de la République, René Coty, à l’Assemblée nationale, le 29 mai 1958, citée selon www.assemblee-nationale.fr/histoire/de_gaulle.asp (accès le 6 août 2013).

7 Pour l’attitude du gouvernement Eisenhower envers de Gaulle, voir Geir Lundestad, *The United States and Western Europe since 1945*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 118-119.

8 Jean-Paul Cahn, « Willy Brandt und der Algerienkrieg: Vom zeitgemäßen Desinteresse zur parteipolitisch bedingten Instrumentalisierung », dans Horst Möller et Maurice Vaïsse (dir.), *Willy Brandt und Frankreich*, München, Oldenbourg, 2005, p. 91-102, ici p. 100.

9 W. Brandt, *Begegnungen und Einsichten, op. cit.*, p. 132-133.

10 Nikita Khrouchtchev exigea que les troupes occidentales quittent Berlin-Ouest, sinon l’URSS dénoncerait le statut quadripartite de Berlin. Cet ultimatum impliquait la menace d’une coupure des routes d’accès entre Berlin-Ouest et la RFA.

vie¹¹ ». Ainsi, Brandt apprécia pleinement la fermeté du président français envers les Soviétiques durant la crise, et sa politique d'appui démonstratif au gouvernement allemand. En revanche, la passivité de l'Ouest en août 1961, lors de la construction du Mur – qui coupa la ville en deux mais ne remit pas en questions les droits occidentaux à Berlin-Ouest –, fut pour Brandt une grande déception. Il constata amèrement que de Gaulle ne revint même pas de vacances. L'expérience d'août 1961 devait influencer profondément la pensée et la politique ultérieure de Brandt. D'une part, il se montra plus attaché que jamais à l'alliance avec les États-Unis, seuls capables de garantir la liberté de Berlin-Ouest face à la menace soviétique. D'autre part, le consentement silencieux des Alliés à la construction du Mur renforça de façon décisive la conviction de Brandt que les Allemands devaient développer leurs propres conceptions et prendre eux-mêmes contact avec l'Est, sinon le pays resterait divisé à jamais.

286

Les États-Unis, le couple franco-allemand, la construction européenne

Les tensions franco-américaines consécutives à l'ambition gaulliste de créer une « Europe européenne » et la polémique française contre toute idée d'hégémonie américaine, ont marqué la perception internationale de la présidence de Gaulle. Cette brouille franco-américaine fut aussi un élément majeur de désaccord entre Brandt et le président français. Au début des années 1960, Brandt incarnait le « Kennedy allemand » et ne cessait de promouvoir « un maximum de partenariat atlantique¹² ». Il ne partageait donc pas, à l'époque, les critiques françaises vis-à-vis des Américains et craignait que l'antagonisme entre les deux alliés puisse affaiblir la sécurité de l'Allemagne. Lors des conversations avec de Gaulle, Brandt évita d'entrer dans une polémique sur les relations avec Washington, conscient que les points de vue divergeaient profondément¹³. Durant la seconde moitié de la décennie, la guerre du Vietnam commença à ternir quelque peu l'image américaine dans l'esprit de Brandt. Néanmoins, il continua à affirmer la loyauté ouest-allemande envers les États-Unis et l'importance primordiale de la protection américaine. Brandt considéra alors le manque de coopération française avec les États-Unis et le retrait graduel de

11 Willy Brandt, « Rede auf dem Landesparteitag der Berliner SPD, 28. Dezember 1958 », dans Helga Grebing, Gregor Schöllgen et Heinrich August Winkler (éd.), *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, Bonn, Dietz, t. 3, 2004, p. 247-254, ici p. 250.

12 Willy Brandt, « Schreiben an Präsident Kennedy, 7. Februar 1963 », dans *ibid.*, p. 400-401. Voir Judith Michel, *Willy Brandts Amerikabild und -politik 1933-1992*, Bonn, V&R unipress, 2010, p. 151.

13 Compte rendu de Bahr, Note sur la rencontre du 2 juin 1965 avec de Gaulle, dans Archiv der sozialen Demokratie (AdsD), Bonn, Depositum Bahr, carton n° 441.

l'OTAN poursuivi par de Gaulle durant les années 1960 comme des obstacles importants à une coopération franco-allemande plus ambitieuse¹⁴.

Le couple franco-allemand était, selon la vision politique du général de Gaulle, la base sur laquelle devait naître cette « Europe européenne » faisant jeu égal avec l'Amérique, et le point de départ pour assurer l'équilibre européen face à la puissance soviétique. De Gaulle souhaitait que la coopération franco-allemande aille très loin et à un certain moment imagina même une « union¹⁵ » des deux pays. Dans l'objectif de lier durablement les politiques française et allemande, de Gaulle trouva un partenaire étroit dans la personne de Konrad Adenauer, chancelier ouest-allemand de 1949 à 1963¹⁶. Brandt appréciait l'amitié franco-allemande comme « un bien précieux¹⁷ » mais ne lui donnait pas la même exclusivité que de Gaulle ou Adenauer. Après la signature du traité de l'Élysée, le 22 janvier 1963, Brandt fut l'un des promoteurs du préambule atlantiste ajouté par le Bundestag quatre mois plus tard, afin de ne pas compromettre les relations avec Washington. Le maire craignit que Berlin pût subir des conséquences négatives si le traité de l'Élysée était perçu comme un choix allemand en faveur de Paris et contre Washington, perception en effet très répandue dans l'administration Kennedy¹⁸. Certes, en tant que ministre des Affaires étrangères, Brandt entreprit dès décembre 1966 des démarches pour faire renaître l'amitié franco-allemande, intention appréciée par de Gaulle. Pourtant, ces efforts restèrent partiels et l'entente affichée se limita à la politique à l'Est. Brandt fit attention de garder sa liberté d'action et de ne pas se laisser restreindre par « le corset du traité franco-allemand¹⁹ ».

La construction européenne fut, après les relations avec Washington, le deuxième domaine de désaccord évident entre Brandt et de Gaulle durant les années 1960. Brandt fut en particulier irrité par les deux « vetos » du président de Gaulle contre l'adhésion britannique au Marché commun, respectivement en janvier 1963 et en novembre 1967, et par l'attitude inamicale et agressive de

- 14 Interview, Willy Brandt dans *Pariser Kurier*, le 13 janvier 1968, dans Willy-Brandt-Archiv (WBA), Bonn, Bestand A3, carton n° 269.
- 15 Charles de Gaulle, « Allocution prononcée à Hambourg, le 7 septembre 1962 », dans *Discours et Messages*, Paris, Plon, 1970, t. IV, p. 12-13, ici p. 13.
- 16 Pour les relations entre de Gaulle et Adenauer, voir Paul Legoll, *Charles de Gaulle et Konrad Adenauer : la cordiale entente*, Paris, L'Harmattan, 2004 ; Hermann Kusterer, *Le Général et le Chancelier*, Paris, Economica, 2001.
- 17 Interview, Willy Brandt dans *Die Welt am Sonntag*, 6 octobre 1968, dans WBA, Bestand A3, carton n° 287.
- 18 Entretien Brandt-de Gaulle, 24 avril 1963, dans Politisches Archiv des Auswärtigen Amts (PAAA), Berlin, Bestand B150, 1963 ; télégramme de l'ambassadeur Klaiber (Paris), 25 avril 1963, *ibid* ; mémorandum de Charles Bohlen, 2 mars 1963, dans National Archives at College Park (MD), Record Group 59, Central Foreign Policy File 1963, carton n° 3910.
- 19 Aufzeichnung Bahr, Vermerk zum Treffen mit de Gaulle am 13.-14.1.67, dans AdsD, Depositum Bahr, carton n° 441.

Paris durant la crise communautaire de 1965-1966²⁰. Brandt ne cacha pas son désaccord. Par exemple, il déclara en juin 1965 qu'il était, contrairement à de Gaulle, « un partisan convaincu de l'intégration économique réalisée à partir de Bruxelles », qu'il voulait « une Europe ouverte et non pas recroquevillée sur elle-même » et qu'il souhaitait « que la Grande-Bretagne et les autres États européens en fassent partie »²¹. Après le second « veto » en novembre 1967, Brandt insista sur le fait qu'il ne partageait nullement l'objection formulée par de Gaulle et qu'il considérait la Grande-Bretagne comme parfaitement mûre pour adhérer à la Communauté²². Néanmoins, en tant que ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Brandt s'engagea tout d'abord comme médiateur entre la France et les autres partenaires, afin de contenir le sentiment de crise dans la Communauté. Il était tout à fait conscient qu'il n'y aurait pas de construction européenne sans coopération franco-allemande, ni *a fortiori* sans la France. Il faut également souligner qu'au sujet de la Grande-Bretagne, l'opinion de Brandt évolua plus tard. Se souvenant rétrospectivement de l'argument du général de Gaulle affirmant que les relations spéciales entre Londres et Washington perturbaient le développement de l'Europe, Brandt confia à un proche que de Gaulle avait eu raison²³.

Le conflit Est-Ouest

Les relations Est-Ouest représentaient le domaine principal – et probablement l'unique – où les vues du général de Gaulle et de Brandt concordaient. Selon les deux hommes, l'évolution du conflit Est-Ouest en Europe était étroitement liée à la solution à long terme du problème allemand. En effet, de Gaulle encouragea Brandt dans son ambition de nouer des contacts avec l'Allemagne de l'Est dès 1963²⁴. En mai 1964, alors que le SPD rejetait toujours l'ensemble de la politique gaulliste, Brandt surprit ses compatriotes en trouvant des aspects positifs et novateurs dans l'approche du Général sur ce conflit. Brandt estima que de Gaulle utilisait habilement la marge créée par l'équilibre des superpuissances pour ouvrir les fronts européens et s'exclama publiquement : « En tant

20 En juillet 1965, Paris retira son représentant permanent de Bruxelles afin de faire pression sur les institutions communautaires et les partenaires européens. Cette crise de la *chaise vide* dura jusqu'en janvier 1966.

21 Interview de Willy Brandt à *La Vie française*, 4 juin 1965, dans WBA, Bestand A3, carton n° 209.

22 Télégramme de Willy Brandt à l'ambassadeur Klaiber (Paris), 7 décembre 1967, dans PAAA, Bestand B2, carton n° 130.

23 Propos rapportés par Egon Bahr lors d'un entretien avec l'auteur le 14 avril 2004.

24 Entretien de Gaulle-Brandt, 24 avril 1963, dans Centre des archives diplomatiques de Nantes, Bonn Ambassade, carton n° 179. À ce sujet, voir aussi la conférence de presse du général de Gaulle, le 25 mars 1959, dans *Discours et Messages*, *op. cit.*, t. III, p. 85.

qu'Allemand je me demande parfois : pourquoi est-il le seul à le faire²⁵ ? » À partir de décembre 1966, Brandt chercha à utiliser sa nouvelle fonction de ministre des Affaires étrangères en premier lieu pour promouvoir, aux côtés de la France, les contacts avec l'Est et « réunir²⁶ » le continent européen. Brandt se félicita de cette coopération et avoua à son homologue français concernant la politique à l'Est : « Vous avez une certaine avance sur nous. » Toutefois, d'entrée, les conseillers de Brandt l'encouragèrent à s'émanciper de la France et à poursuivre sa propre politique orientale, s'appuyant sur le fait que Paris refusait à Bonn un rôle de médiateur dans les questions Est-Ouest²⁷. Les documents suggèrent que le gouvernement français se rendit compte à l'été 1968 que Brandt poursuivait en effet une approche autonome envers l'Est. La diplomatie française découvrit alors, plutôt par coïncidence, que le ministre allemand entretenait des contacts secrets avec le gouvernement d'Alexandre Dubček en Tchécoslovaquie, sans en informer Paris. Fin juin 1968, cette situation délicate fut aggravée par un rapport allemand indiquant que Brandt envisagerait une réconciliation germano-soviétique à grande échelle, selon le modèle du traité de l'Élysée. Même si ce rapport alarmant s'avéra faux par la suite, *de facto* l'effort franco-allemand pour mener une politique orientale commune prit fin après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie en août 1968. De Gaulle, déconcerté, cessa d'informer les Allemands de ses contacts avec l'Est, alors que Brandt décida d'attendre les élections allemandes de 1969 avant de mettre en pratique ses propres idées de politique orientale²⁸. Ainsi, dès la fin de la présidence de Gaulle, il apparaissait que la politique à long terme de Brandt était similaire, mais non identique à l'approche gaulliste. La partie qui suit aura pour objectif d'élargir la perspective sur la politique à long terme de Brandt et proposera une interprétation des grandes lignes de forces auxquelles il demeura toujours attaché durant sa longue carrière.

L'APPROCHE À LONG TERME DE BRANDT

En tant que chancelier ouest-allemand de 1969 à 1974, Willy Brandt fut la vedette de la Détente en Europe. Dans un sens, il prit ainsi la relève du général

25 W. Brandt, « Rede vor der Foreign Policy Association in New York am 15. Mai 1964 », dans *Der Wille zum Frieden: Perspektiven der Politik*, Hamburg, Hoffmann und Campe, 1971, p. 112-114, ici p. 114.

26 Entretien Brandt-Couve de Murville, le 27 avril 1967, dans MAE, AD série Secrétariat général 1945-1974, sous-série Entretiens et messages, carton n° 30.

27 Aufzeichnung Bahr, 11 janvier 1967, dans AdSD, Depositum Bahr, carton n° 441.

28 Pour plus de détails, voir Benedikt Schoenborn, « Willy Brandt infidèle ? Les incertitudes françaises durant le printemps de Prague, 1968 », *Relations internationales*, n° 134, printemps 2008, p. 69-81.

de Gaulle, qui avait été le premier homme d'État européen, durant les années 1960, à mettre en pratique une politique de détente Est-Ouest. Sans doute Brandt fut-il conforté dans ses propres initiatives par l'approche gaullienne. Mais du côté français, on estime parfois que le dessein politique du chancelier Brandt était une sorte d'assimilation des concepts du général de Gaulle adaptés aux besoins allemands²⁹. Cependant, cette interprétation ne s'accorde pas avec la documentation riche et cohérente disponible dans les archives allemandes. Brandt avait favorisé l'idée d'un dialogue et d'une coexistence pacifique avec l'Est dès 1955 – donc avant le retour au pouvoir du général de Gaulle – et développa ensuite ses conceptions parallèlement au président français³⁰.

L'unique option : le dialogue

290

La conviction que le dialogue Est-Ouest était la seule perspective prometteuse pour les Allemands sous-tendit l'action politique de Brandt depuis les débuts de sa carrière jusqu'à la réunification de l'Allemagne en 1990. Il s'agit donc d'un élément permanent et structurant de sa politique. Le public allemand prit note de ce credo de Brandt à l'été 1963, lorsqu'il déclara dans un discours très médiatisé : « Il n'y a de solution de la question allemande qu'avec l'Union soviétique, non contre elle³¹. » Brandt souhaitait multiplier les contacts à travers le rideau de fer – aux niveaux personnels, institutionnels, politique et économique – afin de rendre perméables les fronts figés entre l'Est et l'Ouest, au bénéfice de l'Allemagne. Son ambition ne se fondait nullement sur une sympathie quelconque pour le système de l'Est, mais plutôt sur la conviction que les valeurs défendues par l'Ouest étaient supérieures aux idées communistes ; l'Occident devait donc s'engager dans un dialogue et non reculer devant les possibilités de contact³². Les échelons de contact montèrent avec les étapes de la carrière de Brandt. En tant que maire de Berlin-Ouest, il établit des rapports avec l'administration de Berlin-Est et rencontra secrètement des diplomates soviétiques³³. Devenu ministre des Affaires étrangères, il s'efforça de créer des

29 Voir par exemple l'interprétation de François Puaux, ancien haut-fonctionnaire au Quai d'Orsay et spécialiste reconnu de la politique à l'Est du général de Gaulle : « La conception gaullienne de la détente », *Espoir*, n° 109, 1996, p. 66-71, ici p. 70. Témoignage de François Puaux, le 10 novembre 1989, dans MAE, Archives orales, n° 34.

30 Pour les origines des idées de Brandt, voir notamment Wolfgang Schmidt, *Kalter Krieg, Koexistenz und kleine Schritte: Willy Brandt und die Deutschlandpolitik 1948-1963*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2001.

31 W. Brandt, « Rede im Politischen Club der Evangelischen Akademie Tutzing », dans *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 3, p. 419-449, ici p. 447.

32 Sur ce point, voir notamment les discours de Brandt à l'université Harvard en octobre 1962. Version publiée : Willy Brandt, *The Ordeal of Coexistence*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1963, ici p. 3-8.

33 À son grand regret ultérieur, Brandt annula deux rendez-vous avec Nikita Khrouchtchev, dû à un refus américain en mars 1959, et pour des raisons de politique intérieure en janvier 1963.

liens avec ses homologues orientaux. Pourtant, la plupart de ces ouvertures ne menèrent à rien dans la mesure où les décideurs du Kremlin choisirent de rejeter les avances du ministre ouest-allemand. Malgré les demandes répétées de Brandt, Alexei Kossyguine refusa de le recevoir, jugeant que Bonn ne poursuivait qu'une tactique nouvelle et n'avait pas encore engagé un changement politique de fond³⁴. Élu chancelier en 1969, Brandt vit finalement ses efforts d'instituer le dialogue couronnés de succès : son *Ostpolitik* et les traités qu'il conclut avec l'Union soviétique, la Pologne, la RDA et la Tchécoslovaquie entrèrent dans l'histoire et détendirent durablement les relations entre la République fédérale et les pays de l'Est. Après sa démission en 1974, Brandt garda la présidence du SPD (jusqu'en 1987) et continua à jouer un rôle international comme président de l'Internationale socialiste (1976-1992). À nouveau, il utilisa son prestige considérable en faveur du dialogue Est-Ouest, notamment lors de la « seconde guerre froide » au début des années 1980. Brandt jouait encore un rôle actif dans la fin du conflit Est-Ouest et se rendit trois fois à Moscou, entre 1985 et 1989, pour discuter avec Mikhaïl Gorbatchev³⁵.

L'approche de Brandt des relations Est-Ouest témoignait de « raisonnements parallèles³⁶ » à ceux du général de Gaulle selon l'avis même de Paris en 1965. En effet, comme de Gaulle, Brandt perçut que le *statu quo* nucléaire entre les superpuissances dégageait une marge de manœuvre politique pour les Européens. Brandt souhaitait transformer graduellement les relations Est-Ouest et à long terme envisageait une Europe entière, incluant l'Est. Les similarités avec la vision politique du général de Gaulle sont évidentes. Toutefois, on l'a déjà évoqué, une différence existait entre les deux approches. De Gaulle prévoyait une politique à l'Est fondée sur le couple franco-allemand et attribuait à la France un rôle crucial de médiateur³⁷ du fait que l'Allemagne était elle-même l'objet des discussions et préoccupations européennes. En revanche, Brandt partait du principe que l'Allemagne devait faire les pas décisifs elle-même ; son *Ostpolitik* s'avéra essentiellement une politique allemande et non franco-allemande. Dans ce contexte, des proches du général de Gaulle ont exprimé des jugements rétrospectifs assez critiques sur Brandt, soulignant qu'il « n'avait pas la même idée des relations franco-allemandes » que de Gaulle³⁸.

34 De 1964 à 1980, Alexei Kossyguine était président du Conseil des ministres de l'URSS.

35 Pour les trois comptes rendus, voir *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 10, p. 219-230, 324-341, et 369-379.

36 Aufzeichnung Bahr, Gespräch mit Winckler am 25.5.65, dans AdsD, Depositum Bahr, carton n° 441.

37 On trouve notamment dans la bibliographie américaine l'idée que de Gaulle n'avait rien à offrir aux Allemands pour justifier le rôle réclamé par la France ; voir Marc Trachtenberg, « The de Gaulle Problem », *Journal of Cold War Studies*, n° 14/1, 2012, p. 81-92, ici p. 83.

38 Propos de Pierre Messmer, lors d'un entretien avec l'auteur, 25 septembre 2003. Maurice Couve de Murville s'est exprimé dans le même sens.

Un autre aspect central dans l'approche de Brandt était la « politique des petits pas », concept développé suite à la répression brutale de l'insurrection du 17 juin 1953 en Allemagne de l'Est. L'expérience de l'agression soviétique et la menace d'une annihilation nucléaire en cas de guerre internationale amenèrent Brandt à voir dans une transformation du système communiste la seule perspective prometteuse. Cette transformation de l'Est ne pouvait être envisagée qu'à long terme, comme un processus à petits pas, encouragé par l'Ouest à travers des contacts directs³⁹. En décembre 1963, la conclusion d'un accord de laissez-passer entre Berlin-Ouest et Berlin-Est, rendant possible la visite de parents séparés par le Mur, fut le premier résultat de cette politique des petits pas. L'ultime étape de ce processus devait être la réunification de l'Allemagne. À cet égard, son approche correspondait à la vision politique du général de Gaulle, exposée lors d'une conférence de presse en février 1965. Toutefois, de Gaulle fut plus explicite quant aux circonstances dans lesquelles, dans un avenir lointain, il prévoyait la réunification allemande : les peuples européens devaient régler en commun et « garantir conjointement » la solution du problème allemand par un accord contractuel, basé sur « une Europe qui se trouve dans la concorde et la coopération depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural »⁴⁰. De Gaulle énuméra aussi des conditions concrètes pour que la réunification allemande puisse avoir lieu. Brandt, en revanche, ne donna jamais de précisions sur les circonstances dans lesquelles il imaginait la réunification future.

Selon mon analyse, le silence de Brandt à cet égard était enraciné dans son concept des petits pas. C'était une approche pragmatique qui se construisait d'une étape à l'autre, ce qui signifie que les pas ultérieurs dépendaient des réalités émergentes et n'étaient pas définis d'avance. L'attitude de Brandt n'était ni passive ni fataliste, il souhaitait plutôt influencer l'évolution politique dans une direction favorable. Mais Brandt était fort conscient, même en tant que chancelier allemand, que ses possibilités de peser sur les événements internationaux restaient très limitées⁴¹. Il doutait aussi qu'on puisse anticiper l'avenir. Même à la fin octobre 1989, peu avant la chute du Mur, Brandt refusa de faire un pronostic et préféra attendre et voir venir « l'imagination de l'histoire⁴² ».

39 W. Schmidt, *Kalter Krieg. Koexistenz und kleine Schritte*, op. cit., p. 175. Voir aussi W. Brandt, « Rede auf dem Landesparteitag der Berliner SPD am 22. Mai 1955 », dans *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 3, p. 186-194.

40 Ch. de Gaulle, « Conférence de presse du 4 février 1965 », dans *Discours et Messages*, op. cit., t. IV, p. 337-340, ici p. 339.

41 W. Brandt, « Gespräch mit Rovon am 22. August 1973 », dans *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 6, p. 490-497, ici p. 495.

42 W. Brandt, « Gespräch mit dem Magazin Der Spiegel am 23. Oktober 1989 », dans *Willy Brandt: Berliner Ausgabe*, éd. cit., t. 10, p. 379-385, ici p. 383.

Prenant la succession de Charles de Gaulle après la démission de ce dernier en avril 1969, Georges Pompidou n'apprécia guère le refus du chancelier allemand d'expliquer plus concrètement ses ambitions à long terme. Lors d'un entretien en juillet 1973, il exhorta Brandt à répondre à « la question la plus importante, la plus fondamentale⁴³ » et à expliquer dans quelles circonstances il imaginait la réunification et l'avenir à long terme de l'Allemagne. Selon la diplomatie allemande, la réponse évasive de Brandt irrita considérablement Pompidou⁴⁴.

La paix comme valeur suprême

Enfin, un autre élément de l'approche de Brandt mérite d'être mentionné : son attitude vis-à-vis du passé allemand et les conséquences qu'il en tira. Durant sa présidence, le général de Gaulle y avait attribué une importance capitale et n'avait cessé d'en réclamer des retombées politiques : « Il faut qu'ils admettent, les Allemands, qu'ils ont été vaincus, et que, quand on est vaincu, on paie⁴⁵. » Concrètement, de Gaulle attendait des Allemands qu'ils renoncent à jamais aux armes nucléaires et acceptent définitivement les frontières de 1945. Plus généralement, il voulait empêcher que l'Allemagne « devienne de nouveau la cause d'une grande guerre⁴⁶ ». Après l'investiture de Brandt à l'*Auswärtiges Amt*, de Gaulle l'exhorta : « Nous sommes vos amis, mais seulement pour autant que vous ne soyez pas impérialistes⁴⁷. » Il y a donc peu de doute que de Gaulle aurait applaudi les décisions du chancelier Brandt, dès octobre 1969, de reconnaître *de facto* la perte des territoires allemands attribués à la Pologne en 1945 et d'accepter que l'Allemagne ne dispose jamais de l'arme nucléaire⁴⁸. Brandt attribuait à la paix une valeur suprême, plus importante que l'unité nationale. En tant que chancelier, il expliqua que son ambition fondamentale était d'assurer qu'aucune autre guerre ne puisse émaner de l'Allemagne⁴⁹. En outre, facilité par son histoire personnelle de résistant contre Hitler lors de son exil scandinave, le chancelier Brandt se référait plus fréquemment et franchement

43 Entretien Brandt-Pompidou le 21 juin 1973, dans Hans-Peter Schwarz (dir.), *Akten zur Auswärtigen Politik der Bundesrepublik Deutschland, 1973*, München, Oldenbourg, 2004, p. 1018-1030, ici p. 1019.

44 Telegramm von Braun (Paris), 9 juillet 1973, *ibid.*, p. 1240.

45 Citation dans Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Paris, Fayard, 1997, t. II, p. 277, Conseil du 13 janvier 1965.

46 Entretien de Gaulle-Nixon, 31 mars 1969, dans MAE, AD série Secrétariat général 1945-1974, sous-série Entretiens et messages, carton n° 36.

47 Entretien de Gaulle-Brandt, le 15 décembre 1966, *ibid.*, carton n° 29.

48 Pour plus de détails, voir Gottfried Niedhart, « Ostpolitik and its impact on the Federal Republic's relationship with the West », dans Wilfried Loth et Georges-Henri Soutou (dir.), *The Making of Détente: Eastern and Western Europe in the Cold War, 1965-75*, London, Routledge, 2008, p. 117-132.

49 Entretien Brandt-Stopf, le 19 mars 1970, dans Daniel Hofmann (éd.), *Dokumente zur Deutschlandpolitik*, vol. 6, t. I, München, Oldenbourg, 2002, p. 411-419, ici p. 414.

aux horreurs nazies que ses prédécesseurs. L'image de la gèneuflexion de Brandt devant le mémorial du ghetto juif à Varsovie, en décembre 1970, parcourut le monde et devint le symbole d'une nouvelle Allemagne, modeste et assumant son passé.

Dans une large mesure, on peut donc considérer que les efforts manifestes du chancelier Brandt pour contribuer à la paix européenne correspondaient à ce que de Gaulle avait espéré de la politique allemande. Néanmoins, l'approche de Brandt comprenait un élément non négligeable de divergence vis-à-vis de la position gaullienne. Son objectif était de remplacer « la politique de force classique par une politique de paix concrète⁵⁰ », ce qui à son avis impliquait le désarmement. En effet, dès les années 1950 et jusqu'à la chute du Mur en 1989, Brandt s'engagea en faveur du désarmement contrôlé des deux parties de l'Allemagne et plus largement de l'Europe centrale. Au début des années 1970, cette ambition était un point de désaccord important avec Pompidou qui jugeait dangereux tout désarmement en Allemagne ou en Europe centrale, craignant que cela mène à la neutralisation de l'Europe⁵¹. On sait que de Gaulle, durant sa présidence, avait avancé exactement les mêmes objections.

294

Il apparaît ainsi que l'approche de Brandt comportait des similarités avec la politique à long terme du général de Gaulle, mais aussi des aspects entravant une coopération trop étroite.

DE GAULLE DANS LES MÉMOIRES DE BRANDT

Au cours de sa vie, Willy Brandt a écrit plusieurs ouvrages de mémoires, dont deux contenant un chapitre sur de Gaulle. Le premier datant de 1976 (*Begegnungen und Einsichten*) et le second datant de 1989 (*Erinnerungen*). Ces écrits peuvent illustrer la vision rétrospective de Brandt sur le « plus fier d'entre les Français⁵² ». Dans les deux ouvrages, Brandt a brossé un tableau ambivalent de ses relations avec de Gaulle, personnellement et politiquement. Sur le plan personnel, Brandt souligne son admiration continue pour le chef de la Résistance, le comparant à « un phare resté allumé pendant la longue nuit de la guerre ». En même temps, Brandt avoue ne pas avoir apprécié le style du général de Gaulle qui lui avait posé des questions « comme un chef d'état-major écoutant le rapport d'un subordonné⁵³ ». Sur le plan politique,

50 W. Brandt, Nobelvorlesung in Oslo, 11 décembre 1971, dans WBA, Bestand A3, carton n° 1103.

51 Par exemple, entretien Brandt-Pompidou, 21 juin 1973, dans *Akten zur Auswärtigen Politik*, 1973, éd. cit., p. 1018-1030, ici p. 1021.

52 Willy Brandt, *Mémoires*, trad. François-Michel Gathelier et Bella Chabot, Paris, Albin Michel, 1990, p. 216. Pour la version allemande, voir Willy Brandt, *Erinnerungen*, Frankfurt am Main, Propyläen, 1989, p. 253.

53 *Ibid.*, p. 205 et 208.

Brandt mentionne des sujets de divergence et de convergence avec de Gaulle, dont la plupart ont été décrits dans ce chapitre : la fermeté du général de Gaulle sur Berlin, ses mérites dans le domaine de la réconciliation franco-allemande, son courage politique d'avoir lancé la Détente avec l'Est ; de façon plus critique, Brandt évoque la politique du président de Gaulle vis-à-vis de la Communauté européenne, son attitude envers les États-Unis et sa tendance à surestimer ses propres moyens.

Si l'on compare les deux volumes de mémoires, il apparaît que Brandt s'est exprimé sur de Gaulle d'un ton plus mordant en 1989 qu'en 1976. Les sujets décrits et les positions défendues par Brandt sont quasiment les mêmes, mais, en 1989, la critique de de Gaulle est plus détaillée et les parties positives sont plus courtes, ou annotées d'un commentaire ambigu. Par exemple, la visite triomphale du président français dans plusieurs villes allemandes, à l'automne 1962, et son discours évoquant le « grand peuple allemand », sont décrits de façon nettement positive dans les mémoires de 1976. Dans la version de 1989, Brandt a ajouté en commentaire qu'à cette occasion, les Allemands avaient acclamé de Gaulle comme une sorte de nouveau Führer (« *eine Art Ersatzführer*⁵⁴ »), ce qui modifie l'impression que le lecteur retient de la scène et change aussi indirectement l'image donnée du général de Gaulle.

Néanmoins, dans les mémoires de 1989 comme dans celles de 1976, Brandt souligne avoir été impressionné par de Gaulle, exprimant le regret de ne pas avoir pu travailler avec lui à l'échelle européenne. Le plus grand mérite du président de Gaulle était, pour Brandt, d'avoir eu de cette Europe une vision tout entière, comprenant l'Ouest et l'Est : « Au-delà des déceptions qu'il avait provoquées, il avait osé penser l'utopie d'une Europe en paix⁵⁵. » Dans cette ambition, les objectifs de Willy Brandt et de Charles de Gaulle se rejoignaient.

54 W. Brandt, *Erinnerungen*, op. cit., p. 256. Voir W. Brandt, *Begegnungen und Einsichten*, op. cit., p. 134.

55 W. Brandt, *Mémoires*, op. cit., p. 221.

LES PARTIS POLITIQUES AU DÉFI DE « 68 » EN RFA ET EN FRANCE

Mathieu Dubois

Beaucoup de gens ne sont plus prêts à s'engager dans les partis et même ceux qui vont encore voter éprouvent un grand malaise à l'égard des partis existants. [...] La différence fondamentale est que nous avons commencé à construire des organisations qui se différencient des structures partisans par le fait que dans nos organisations il n'y a pas de politiciens de métier, que chez nous aucun appareil ne s'est formé, que chez nous les intérêts et besoins des participants à l'institution sont représentés, pendant que dans les partis il existe un appareil qui manipule les intérêts de la population [...].

Cette critique des partis comme modèle dépassé et élitiste d'engagement politique et de représentation de la volonté populaire fut formulée en décembre 1967 par l'un des principaux leaders du mouvement étudiant ouest-allemand, Rudi Dutschke¹. Si la mutation de la politique constituait ainsi une étape fondamentale de la « marche à travers les institutions² » à laquelle appelait la gauche étudiante pour renverser le système en place, elle représenta également un défi majeur pour les partis politiques dont l'existence même se trouvait remise en question en RFA comme en France par les mouvements étudiants des années 1967-1968³.

Cette vision d'une critique radicale des partis politiques par le mouvement étudiant a longtemps fait oublier que ce défi fut aussi pris en compte comme tel et partiellement relevé par les partis politiques de gauche, du centre comme de droite. Contrairement à la vision proposée par Rudi Dutschke et colportée tout

- 1 Rudi Dutschke, interview dans l'émission de la chaîne ARD « *Zu Protokoll* » du 3 décembre 1967.
- 2 Lancée par Rudi Dutschke en octobre 1967, l'expression renvoyait à une stratégie de renversement de l'ordre établi par le noyautage des institutions dans le but de leur destruction (Wolfgang Kraushaar, *1968 als Mythos, Chiffre und Zäsur*, Hamburg, Hamburger Edition, 2000, p. 81-88).
- 3 Le mouvement ouest-allemand se caractérisa par sa durée entre juin 1967 et mai 1968, tandis que le mouvement français fut marqué par son intensité durant le mois de « Mai 68 » et la participation massive des ouvriers.

au long des années 1970 par l'extrême-gauche⁴, la démocratie parlementaire et le système partisan, loin de décliner, connurent même un véritable âge d'or dans la décennie qui suivit les mouvements étudiants. Le nombre d'adhérents aux partis politiques doubla au cours des « années 68 », atteignant 968 000 membres en France et 1 954 000 en RFA en 1976 tous partis confondus⁵. Si ce renouveau de la participation politique toucha quelques autres pays européens (Belgique, Suède, Finlande), il ne fut nulle part aussi spectaculaire⁶. Au regard de ces éléments, les partis politiques français et ouest-allemands apparaissent comme les grands gagnants de la politisation massive de la jeune génération.

Souvent présenté comme un moment d'affaiblissement de la légitimité des partis et de la démocratie parlementaire, « 68 » correspondit en réalité pour les partis ouest-allemands et français à une phase de renouveau à travers la prise en compte des aspirations politiques nouvelles nées de cette politisation massive et souvent à mille lieues des luttes d'appareil et d'une vision élitiste de la politique. Dès lors, on peut s'interroger sur les conditions qui rendirent possible ce renouveau et sur le rôle joué par cet afflux massif d'adhérents dans les partis politiques. Il s'agira ainsi de mettre en lumière les modalités de l'intégration réussie des masses à la politique dans les années 1970. L'enjeu ne sera pas ici de déterminer l'influence du mouvement étudiant sur l'évolution des idées politiques ou même sur la transformation du paysage politique français et ouest-allemand, mais son rôle dans le processus de long terme de mutation des partis politiques au cours des trois décennies d'après-guerre.

UN PROCESSUS DE MUTATION DÉJÀ AMORCÉ AVANT « 68 »

Replacer « 68 » dans l'histoire politique de son temps revient d'abord à l'inscrire dans un double moment d'affirmation du modèle de la démocratie partisane et de mutation des partis politiques en Europe. Pour prendre la mesure de cette affirmation progressive et des limites du rôle des partis dans la démocratie jusqu'au milieu des années 1960, il faut avoir à l'esprit que les deux principaux personnages de la scène politique ouest-allemande et française n'étaient à cette époque membres d'aucun parti. Alors que le général de Gaulle

4 Cette vision a également influencé une partie de l'historiographie de « 68 », certains ouvrages voyant le mouvement étudiant comme l'amorce du déclin de certains partis, à commencer par le PCF. Voir notamment Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, Paris, Éditions du Seuil, t. 1, *Les années de rêve*, 1987 et t. 2, *Les années de poudre*, 1988.

5 Pascal Delwit, « Still in Decline? Party Membership in Europe », dans Émilie Van Haute (dir.), *Party Membership in Europe: Exploration into anthills of Party Politics*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, p. 30.

6 Les effectifs de la plupart des partis politiques européens poursuivirent dans les années 1970 le recul amorcé dans les années d'immédiat après-guerre (*ibid.*).

affichait son hostilité à cette forme de représentation, le chancelier Ludwig Erhard n'adhéra à la CDU que pour en prendre la présidence en 1966-1967, trois ans après son entrée en fonction à la tête du gouvernement.

Si, dans les faits, l'affirmation du rôle des partis politiques fut lente à se concrétiser, elle avait été préparée en amont dans les textes. La stabilisation de la démocratie après 1945 devait en effet s'appuyer sur les partis politiques comme garants du régime. En RFA, la Loi fondamentale attribuait dès 1949 un rôle essentiel aux partis politiques, celui de participer à « la formation de la volonté politique du peuple⁷ ». En dépit de la méfiance de de Gaulle envers les partis, la constitution de la V^e République leur reconnaissait en 1958 pour la première fois en France un rôle officiel, celui de concourir à « l'expression du suffrage⁸ ». En RFA, cette reconnaissance constitutionnelle du rôle des partis dans la démocratie parlementaire devait avoir pour contrepartie la démocratisation de leur fonctionnement interne. Il fallut toutefois attendre la loi du 24 juillet 1967 sur les partis politiques pour que ces derniers s'imposent eux-mêmes cette démocratisation à travers l'obligation de se doter d'un programme, de statuts et d'un financement plus transparent. L'impératif de démocratisation de la vie politique ouest-allemande conférait toutefois en ce domaine une certaine avance aux partis de la RFA sur leurs homologues français⁹.

Dans les deux pays, la mutation interne de la vie partisane fut toutefois moins la conséquence de décisions législatives que d'enjeux électoraux liés à la recomposition du système partisan. En RFA, le renouveau progressif de la social-démocratie dans la décennie qui suivit le congrès de Bad Godesberg (1959) aboutit à la formation de la Grande Coalition en 1966 puis trois ans plus tard à la première alternance à la chancellerie depuis la fondation de la république en 1949¹⁰. En France, le fonctionnement de la V^e République – en particulier

7 « *Die Parteien wirken bei der politischen Willensbildung des Volkes mit.* » (Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne dans sa version du 23 mai 1949, article 21-1.)

8 Constitution de la V^e République dans sa version du 4 octobre 1958, article 4. Il est à noter que le rôle des partis politiques était ainsi constitutionnellement plus important en RFA qu'en France. (Sur la comparaison des partis politiques en France et en Allemagne, voir notamment Anne-Marie Saint-Gille [dir.], *Cultures politiques et partis aux XIX^e et XX^e siècles : l'exemple allemand*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2005 ; Claire Demesmay et Manuela Glaab [dir.], *L'Avenir des partis politiques en France et en Allemagne*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009.)

9 En France, il fallut attendre mars 1988 pour que soit adoptée la première loi définissant le statut des partis politiques.

10 Voir notamment Klaus Schönhoven, *Wendjahre: die Sozialdemokratie in der Zeit der Großen Koalition (1966-1969)*, Bonn, Dietz, 2004.

la première élection du président de la République au suffrage universel direct en 1965 – força l'ensemble des partis à s'adapter¹¹.

La recomposition du paysage politique s'accompagnait dans tous les partis d'un processus de mutation interne identifié par la science politique à travers la transformation des partis de classe ou de notables en partis d'électeurs ou partis populaires (*Volksparteien*)¹². Initiée dans les années 1950, cette mutation toucha d'abord la gauche, alors dans l'opposition dans les deux pays. Si le congrès de Bad Godesberg constitua un tournant majeur dans le positionnement politique de la social-démocratie, le congrès de Stuttgart en 1958 avait préalablement fixé de nouvelles règles au fonctionnement du SPD en donnant le primat au groupe parlementaire sur la direction du parti, mettant fin aux tendances oligarchiques et bureaucratiques de cette dernière au profit d'une plus grande autonomie des structures militantes¹³. Au sein du communisme français, l'*aggiornamento* du PCF amorcé en 1964 à la mort de Maurice Thorez fondait le renouveau doctrinal du parti sur une profonde transformation de la vie politique interne. En mars 1966, le comité central d'Argenteuil dénonça le dogmatisme intellectuel, prônant le pluralisme et la discussion théorique dans le but d'ouvrir le parti sur la société grâce au dialogue avec les masses¹⁴. Au sein de la gauche non communiste, l'édification de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste à partir de 1966 était également fondée sur la remise en question du fonctionnement très hiérarchique et autoritaire de la SFIO. À droite, la mutation des partis au pouvoir fut accélérée par la perspective d'un départ de leurs chefs historiques. À partir du retrait de la chancellerie de Konrad Adenauer en octobre 1963, la CDU chercha à moderniser son fonctionnement en introduisant davantage de transparence et de participation de la base militante dans les processus décisionnels, aboutissant ainsi à un véritable « petit "1968" »¹⁵. Au sein du mouvement gaulliste, la mise en ballottage du général de Gaulle lors de l'élection présidentielle de 1965 et

11 Voir Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les Partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, Rennes, PUR, 2007 ; *eid.*, *Les Partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012.

12 Voir sur ces notions Maurice Duverger, *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951 ; Jean Charlot, *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1971 ; Otto Kirchheimer, « Der Wandel des westeuropäischen Parteiensystems », *Politische Vierteljahresschrift*, 6^e année, cahier 1, 1965, p. 20-41.

13 Peter Lösche et Franz Walter, *Die SPD. Klassenpartei – Volkspartei – Quotenpartei. Zur Entwicklung der Sozialdemokratie von Weimar bis zur deutschen Vereinigung*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1992, p. 186.

14 Voir à ce sujet l'article de Jean Vigreux, « Waldeck Rochet et les intellectuels – à propos du comité central d'Argenteuil du PCF (1966) », *Nouvelles FondationS*, n° 3/4, mars 2006, p. 139-141.

15 Nous reprenons l'expression de Frank Bösch, *Macht und Machtverlust. Die Geschichte der CDU*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anhalt, 2002, p. 96.

les résultats décevants du parti lors des législatives de mars 1967 favorisèrent le renforcement des structures partisans qui fut l'enjeu de la reprise en main de l'UD-V^e par Georges Pompidou au cours de l'année 1967¹⁶.

La transformation qui affectait l'ensemble des partis politiques à la veille de « 68 » ne relevait donc pas seulement d'une recomposition du système partisan. Elle reflétait aussi un changement en profondeur de leurs structures, de leur fonctionnement interne et de leur place dans la vie politique. Aussi différentes fussent-elles, l'ensemble de ces transformations allait dans le sens d'une plus large autonomie des structures internes, d'une participation plus grande des militants et d'un investissement de l'ensemble des champs du social permettant de toucher toutes les catégories d'électeurs. Au-delà de l'essor des clubs politiques¹⁷, les années 1950-1960 furent marquées par le développement des organisations catégorielles affiliées aux partis politiques (femmes, salariés, jeunes, étudiants). Ce fut le cas des organisations de femmes telles que l'Union des femmes françaises au sein du PCF (1944), de la Frauenvereinigung de la CDU (1956), du Centre féminin d'étude et d'information du côté gaulliste (1965) ou encore de l'Arbeitsgemeinschaft sozialdemokratischer Frauen du SPD (1972)¹⁸. Surtout, l'ensemble des partis se dotèrent d'organisations de jeunesse politique bénéficiant d'une autonomie inconnue auparavant¹⁹. Dès 1956, la CDU accorda à la Junge Union une autonomie organisationnelle et politique en lui conférant un statut privilégié d'association affiliée. Il en alla de même du SPD qui élargit considérablement les prérogatives des Jungsozialisten entre 1959 et 1963. Si les organisations françaises ne bénéficièrent jamais des mêmes libertés que leurs homologues ouest-allemandes, elles n'en connurent pas moins une évolution similaire. En 1965, le parti gaulliste fondait l'Union des jeunes pour le progrès (UJP) sur le principe d'une large autonomie. Tirant les conséquences de la crise de l'Union des étudiants communistes (UEC), le PCF réforma le Mouvement des jeunesses communistes de France (MJCF) pour le doter d'une véritable ligne interne à partir de 1966.

16 Jérôme Pozzi, *Les Mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux (1958 à 1976)*, Rennes, PUR, 2011, p. 290-291.

17 Janine Mossuz-Lavau, *Les Clubs et la politique en France*, Paris, Armand Colin, 1970.

18 Sandra Fayolle, *L'Union des femmes françaises : une organisation féminine de masse du parti communiste français (1945-1965)*, thèse de doctorat de l'université Panthéon-Sorbonne, 2005 ; Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique : la Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005 ; Cathleen Kiefert, *Politik ist eine viel zu ernste Sache, als dass man sie allein den Männern überlassen könnte. Die Frauenorganisationen in den deutschen Parteien*, Baden-Baden, Nomos, 2011.

19 Sur l'évolution comparative des organisations de jeunesse politique en RFA et en France, voir Mathieu Dubois, *Génération politique. Les « années 1968 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014.

Ces transformations illustraient la prise en compte par les partis politiques ouest-allemands et français de la nécessité d'adapter leur fonctionnement interne à la conquête de nouveaux électeurs et à la mobilisation des masses. Ce phénomène de long terme dépassait largement les cadres nationaux et les familles politiques. Amorcée au tournant des années 1950-1960, cette mutation profonde des partis demeurait toutefois largement inachevée et partielle à la veille de « 68 ». En rendant plus impérative la réflexion interne sur le fonctionnement des partis, le mouvement étudiant allait toutefois contribuer à l'accélérer de manière décisive.

« 68 » : ACCÉLÉRATEUR DE LA MUTATION DES PARTIS

302

Les mouvements étudiants remirent directement en question les partis politiques en proposant de substituer à la représentation parlementaire des modalités d'expression directe fondées sur le principe de la démocratie participative. Au-delà même de la critique dont ils faisaient l'objet, les partis furent en outre dépassés par les nouvelles formes d'action introduites par les groupes étudiants. La mobilité, la rapidité, la créativité de ces mouvements de quelques centaines de militants contrastaient avec le manque de réactivité des partis et leur inadaptation à cette nouvelle façon de faire de la politique.

Face à la fréquence des mobilisations étudiantes²⁰, les partis tentèrent toutefois de réagir en s'appuyant sur la masse de leurs adhérents. En « 68 », les manifestations les plus importantes numériquement furent ainsi organisées à l'initiative des partis politiques de gauche comme de droite. Ce fut notamment le cas en France de la manifestation du 13 mai et de la grève générale qui furent lancées à l'appel du PCF et de la CGT. Il en alla de même de la contre-manifestation organisée par le parti gaulliste le 30 mai²¹. En RFA, la manifestation de soutien à l'intervention américaine au Vietnam le 21 février 1968 organisée à Berlin-Ouest par la CDU et le SPD local fut également l'une des plus importantes de la période²². Enfin, nombre de militants des partis politiques participèrent aux manifestations contre le vote des lois d'urgence par le Bundestag en mai 1968.

20 Jürgen Reulecke, « Jugendprotest – ein Kennzeichen des 20. Jahrhunderts? », dans Dieter Dowe (dir.), *Jugendprotest und Generationskonflikt in Europa im 20. Jahrhundert. Deutschland, England, Frankreich und Italien im Vergleich*, Bonn, Neue Gesellschaft, 1986, p. 1-11.

21 Frank Georgi, « Le pouvoir est dans la rue. La manifestation gaulliste des Champs-Élysées, 30 mai 1968 », *Vingtième siècle*, octobre-décembre 1995, p. 46-60.

22 Thomas Nick, *Protest movements in 1960s in West-Germany: a social history of dissent and democracy*, Oxford, Berg, 2003, p. 160.

Au-delà de ces grands rassemblements, la période des mouvements étudiants constitua également dans tous les partis politiques un moment de libération militante et d'expérimentation de nouvelles formes d'action. L'absence de réaction, voire la rupture temporaire des liens avec des états-majors absents ou muets, incita nombre de responsables locaux ou de simples militants à prendre localement l'initiative de soutenir ou au contraire de s'opposer aux actions des groupes étudiants. C'est sur ce militantisme d'abord spontané puis organisé que devait s'appuyer en France la création par le mouvement gaulliste des Comités de défense de la république (CDR)²³. Au sein du PCF, les sections tentèrent d'organiser des « comités pour un gouvernement populaire d'union démocratique²⁴ », tandis que l'UEC prit part aux cortèges étudiants et que les jeunes communistes investirent les comités d'action lycéens. En RFA, nombre de Jungdemokraten du FDP et de Jungsozialisten du SPD participèrent aux manifestations contre la guerre du Vietnam et les lois d'urgence, faisant entrer dans le parti les modes d'action de l'Opposition extraparlamentaire. De leur côté, la Junge Union et surtout le Ring christlich-demokratischer Studenten (RCDS), organisation étudiante de la CDU/CSU, organisèrent des *hearings* et n'hésitèrent pas à se confronter aux groupes d'extrême-gauche dans des rassemblements hostiles²⁵. Ces expérimentations devaient demeurer des références pour nombre de cadres locaux tout au long de la décennie suivante et jeter ainsi les bases d'un nouveau militant.

En dépit de ces réactions ponctuelles ou locales aux mouvements étudiants, l'action des partis politiques, la faiblesse de leur réactivité et de leur capacité de mobilisation, leur propagande démodée, la pesanteur de leur fonctionnement hiérarchique se trouvèrent remis en cause. Passée la stupeur de la crise, vint ainsi le temps des bilans. Les années 1968-1969 furent marquées par d'intenses débats dans la plupart des partis politiques autour de la question de l'adaptation à la politisation massive de la jeunesse. Au sein du PCF, le comité central des 8 et 9 juillet 1968 fut le cadre d'une discussion contradictoire autour des propositions de Roger Garaudy demandant l'ouverture d'un « dialogue d'un style nouveau avec les masses ». La discussion se poursuivit lors de la session du comité central des 5 et 6 décembre et aboutit à l'approbation du Manifeste de Champigny officialisant la « voie française au socialisme²⁶ ». Lors du XIX^e congrès du

23 François Audigier, *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003, p. 139-147.

24 Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, p. 347-349.

25 Mathieu Dubois, « La Junge Union et le mouvement étudiant (1967-1969) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 1, janvier-mars 2009, p. 89-103.

26 Archives départementales de Seine-Saint-Denis (AD93), Archives du comité central du PCF, 261 | 2 / 44, séances du comité central des 8-9 juillet et des 5-6 décembre 1968.

PCF à Nanterre en février 1970, Roger Garaudy put faire entendre une voix divergente par rapport aux positions de la direction du parti, ce qui n'était plus arrivé depuis 1926²⁷. Au sein du parti gaulliste, le comité central d'octobre 1968 donna également lieu à de vives discussions sur l'inconsistance de la réaction du parti durant Mai 68²⁸. Dès son congrès de Berlin en novembre 1968, la CDU débattit également de son action face au mouvement étudiant et adopta un amendement à son programme affirmant : « L'engagement critique, particulièrement de la jeune génération, est une contribution nécessaire au développement de notre démocratie²⁹. » De son côté, la direction du SPD lança en mars 1969 une large consultation de ses jeunes adhérents pour faire émerger de nouvelles formes de mobilisation des jeunes dans le parti³⁰. Partout, « 68 » suscita ainsi une large réflexion, confortant les positions des réformateurs des années 1960.

Dans la plupart des partis, cette remise en question du fonctionnement interne au lendemain de « 68 » ne fut cependant pas immédiatement suivie d'effets. La lenteur des évolutions partisans et la persistance d'un conservatisme organisationnel décalèrent parfois cette évolution aux premières années de la décennie suivante. Il fallut souvent attendre l'électrochoc de défaites électorales ou la perspective de succès futurs pour voir les réformes accélérées ou initiées par le mouvement étudiant s'imposer dans les partis. Il en fut ainsi en RFA au sein de la CDU que la défaite historique aux élections législatives de 1972 força à changer de direction fédérale. Les critiques internes se multiplièrent et aboutirent à la victoire du courant modernisateur du parti dominé par Helmut Kohl et Gerhard Stoltenberg lors du congrès de Bonn en juin 1973³¹. En France, l'UDR demeura longtemps réticente aux évolutions jusqu'à la défaite du candidat gaulliste, Jacques Chaban-Delmas, au premier tour de l'élection présidentielle de mai 1974. La prise de contrôle du parti par Jacques Chirac en décembre 1974 marqua le début d'une évolution rapide du modèle partisan gaulliste qui aboutit à la création du RPR en décembre 1976³². La remise en

27 S. Courtois et M. Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 356.

28 Robert Grossmann, *L'Appel du gaullisme. De Charles de Gaulle à Nicolas Sarkozy 1958-2007*, Monaco, Éditions du Rocher, 2008, p. 216.

29 Bundesvorstand der CDU, 16. *Bundesparteitag der Christlich Demokratischen Union Deutschlands. Berlin, 4.-7. November 1968. Teil 1 – Niederschrift, Teil 2 – das Berliner Programm*, Bonn, 1968, p. 209.

30 Archiv der sozialen Demokratie (AdSD), SPD-PV-Protokolle, Sitzung des Parteirats – 4.3.1969.

31 21. *Bundesparteitag der Christlich Demokratischen Union Deutschlands. Bonn, 12. Juni 1973. Niederschrift*, Bonn, 1973.

32 François Audigier a parfaitement montré que la prise de contrôle de l'UDR par le Premier ministre ne se résumait pas à la simple « chiraquisation » de l'appareil partisan (François Audigier, « La chiraquisation de l'UDR : une remise en cause du modèle militant gaulliste », dans G. Richard et J. Sainclivier [dir.], *Les Partis à l'épreuve de 68*, op. cit., p. 195-207).

cause du fonctionnement du mouvement donna lieu à de vifs débats lors de la session du comité central de l'UDR les 8 et 9 juin 1975.

Directement ou indirectement, « 68 » obligea ainsi les partis politiques à accélérer la modernisation amorcée au cours de la décennie précédente. À travers l'évolution vers un nouveau modèle, les partis espéraient se donner les moyens de capter à leur profit la politisation des masses en leur offrant un cadre de participation politique. Si les mouvements étudiants constituèrent aussi une source d'inspiration pour la transformation des pratiques militantes, l'accélération de la modernisation des partis demeura la principale réponse de la classe politique à « 68 ».

MODERNISER LE PARTI : INTÉGRER LES MASSES À LA VIE POLITIQUE

Cette modernisation s'appuyait dans tous les partis sur trois caractéristiques plus ou moins prégnantes dans les différentes cultures politiques : l'affirmation d'une direction centralisée et capable d'impulser une ligne politique commune ; l'essor d'une communication politique moderne et susceptible de capter l'attention de toutes les catégories d'électeurs ; la participation nouvelle de la base militante à l'ensemble des activités politiques du parti³³. Ces différents enjeux servaient un seul et même objectif : rendre le parti plus efficace dans la mobilisation des masses.

Celle-ci supposait d'abord une rationalisation du fonctionnement interne qui fut impulsée d'en haut. L'affirmation des directions partisans passait en premier lieu par la création d'organes destinés spécifiquement au travail d'organisation interne dans les partis qui n'en disposaient pas encore. C'était notamment le cas de la CDU dont le secrétariat général ne fut créé qu'en 1967 et ne joua que progressivement un véritable rôle de coordination³⁴. Dans l'ensemble des partis, le début des années 1970 fut marqué par un fort accroissement des directives internes, ainsi que par le développement des feuilles et bulletins permettant aux directions de diffuser la ligne politique et les consignes militantes. L'introduction progressive entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1970 de nouveaux outils tels que les fichiers électroniques d'adhérents permit aux dirigeants d'avoir une idée plus précise du nombre de militants sur lesquels ils pouvaient compter.

33 Ce modèle de modernisation correspond à peu près à celui que François Audigier propose dans le cas du parti gaulliste (« La chiraquisation de l'UDR », art. cit., p. 200).

34 Voir les débats à ce sujet au sein de la direction du parti en 1967 dans Günther Buchstab (dir.), *Kiesinger: « Wir leben in einer veränderten Welt » – Die Protokolle des CDU-Bundesvorstands 1965-1969*, Düsseldorf, Droste, 2005, p. 450-502.

Le début des années 1970 vit également l'essor de nouvelles formes de propagande politique souvent inspirées de la communication et du marketing. Les partis créèrent ou développèrent ainsi de véritables bureaux de presse³⁵. Le matériel de propagande politique à disposition des militants se diversifia et inonda bientôt les campagnes électorales de stylos, t-shirts et ballons aux couleurs du parti. De nombreuses formations s'attachèrent également à retravailler leur logo. Les slogans tels que « Changer la vie ! » ou « Oser plus de démocratie ! » furent désormais au cœur des campagnes électorales. Surtout, la période constitua un véritable tournant dans la production d'affiches politiques. Les innovations techniques et la diffusion plus large du matériel nécessaire permirent désormais une production souvent ronéotypée d'affiches et de supports de propagande par les sections locales. Le contenu des affiches s'inspira également davantage de la publicité. Le recours à la photographie, la simplification des textes, l'introduction de l'humour rendirent les messages plus percutants, contrastant avec les affiches ternes et complexes diffusées encore quelques années plus tôt. L'ensemble de ces évolutions reflétait une transformation de la façon de transmettre un message politique³⁶.

Cette transmission se structura également davantage autour d'un programme diffusé et connu de tous les militants. Au cours des années 1970, la plupart des partis se dotèrent ainsi de programmes de long terme fixant des perspectives pour les décennies à venir et apportant ainsi aux militants un argumentaire pour convaincre les électeurs. Si les partis politiques s'étaient dotés de programmes dès la fin du XIX^e siècle, ceux-ci s'étaient le plus souvent résumés après-guerre à fixer des lignes directrices pour le soutien ou le rejet de la politique gouvernementale et ne donnaient que peu d'orientations de long terme. La CDU adopta ainsi son premier programme fondamental en 1978 au terme d'un processus qui structura la vie politique interne du parti dès le début de la décennie³⁷. Le SPD en avait fait de même en 1975 avec son cadre d'orientation pour 1985 (*Orientierungsrahmen 85*), également appelé « programme de long terme » (*Langzeitprogramm*). En France, les années 1970 furent celles du Programme commun de la gauche signé en 1972 entre le PCF, le PS et le Mouvement des radicaux de gauche. Contrairement aux textes programmatiques adoptés dans les décennies précédentes dont le contenu était essentiellement destiné aux cadres du parti, ces programmes constituaient un véritable socle pour la mobilisation militante. Le Mouvement des jeunesses communistes de France

35 S. Courtois et M. Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 387.

36 Sur l'évolution de la propagande politique, voir notamment Thomas Mergel, *Propaganda nach Hitler. Eine Kulturgeschichte des Wahlkampfes in der Bundesrepublik 1949-1990*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2010.

37 Frank Bösch, *Macht und Machtverlust*, op. cit., p. 37-44.

(MJCF) avait alors pour slogan : « Une seule solution, la Révolution ! Un seul chemin, le Programme commun ! ».

Les partis cherchèrent également à s'adresser plus directement aux masses de la jeunesse. Percevant l'ampleur du conflit générationnel révélé par les mouvements étudiants, ils s'appuyèrent sur leurs organisations affiliées de jeunes et d'étudiants auxquelles ils accordèrent une autonomie inconnue jusqu'alors. Les années 1970 constituèrent ainsi un véritable âge d'or pour ces organisations. En RFA, les Jungsozialisten du SPD et les Jungdemokraten du FDP cherchèrent à se faire les réceptacles de l'Opposition extraparlamentaire, suivant une évolution radicale influencée par l'extrême-gauche étudiante³⁸. De son côté, la Junge Union s'identifiait comme « porte-parole de la jeune génération », tentant à la fois de faire entendre une autre voix de la jeunesse, mais également de la faire porter au sein du parti³⁹. En France, le MJCF fut restructuré en décembre 1970 pour lui accorder davantage de marge de manœuvre et lui permettre de s'adresser plus directement aux jeunes⁴⁰. En 1971, la refondation des Jeunesses socialistes dans le sillage du PS ouvrit pour elles une période de quatre années d'autonomie⁴¹. La première moitié des années 1970 devait demeurer une période de référence dans l'histoire de presque toutes les organisations de jeunesse politique.

Cette modernisation du fonctionnement des partis s'accompagna d'un accroissement du rôle politique de la base militante pour lui permettre de participer davantage à la politique. Les années 1970 furent ainsi celles d'un véritable renouveau du militantisme parfois inspiré des pratiques du mouvement étudiant. Plus ou moins profond en fonction des cultures politiques partisans, ce renouveau toucha l'ensemble des partis de gauche comme de droite et du centre. On vit ainsi des membres de la CDU prendre part à des manifestations de rue, comme lors de la rencontre entre le chancelier Willy Brandt et le ministre-président de la RDA, Willi Stoph, à Cassel, en mai 1970. Dans les villes universitaires telles que Berlin et Francfort, de jeunes membres de la CDU formèrent des groupes militants ayant pour but à la fois de s'opposer sur le terrain aux mouvements d'extrême-gauche et de favoriser la réforme interne

38 Wolfgang Krabbe, *Parteijugend in Deutschland: Junge Union, Jungsozialisten und Jungdemokraten 1945-1980*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2002.

39 Archiv der christlich-demokratischen Partei (ACDP), IV-007-024/1, « Deutschlandtag vom 1-3 Oktober 1971 in Bremen », « Ergebnisse des Deutschlandtages 1971 der Jungen Union Deutschlands, Rechenschaftsbericht von Jürgen Echterbach ».

40 AD93, Fonds Roland Leroy, 263 J 37, « Congrès national du Mouvement de la Jeunesse communiste de France – statuts ».

41 Jean-François Claudon et Julien Guérin, *Cheveux longs et poings levés. Les jeunes du CERES de 1971 à 1981*, Paris, Bruno Leprince, 2012, p. 113-114.

du parti⁴². En France, l'UDR s'appuya sur l'expérience des comités de défense de la République (CDR) pour construire un nouveau modèle militant qui s'illustra dans les grands meetings de la Porte de Versailles⁴³. Au sein de la gauche non communiste, le militantisme prit son essor dans les syndicats et le mouvement autogestionnaire, mais aussi dans le cadre de nouvelles structures telles que les Groupes d'action municipaux (GAM)⁴⁴. De tels engagements auraient été inimaginables une décennie plus tôt dans des partis où le militantisme était presque inexistant. La diffusion de pratiques nouvelles et la systématisation des activités reflétaient ainsi la banalisation de l'action militante et une normalisation du militantisme politique.

La place nouvelle de la base militante au sein des partis se traduisit également par le renouveau de la formation des militants. Alors que la formation des partis était jusque là surtout destinée aux cadres, les structures de formation se développèrent et permirent un élargissement à la base militante. Ainsi, le nombre d'écoles fédérales du PCF passa de 131 en 1967-1968 à 168 en 1969-1970, pour un nombre d'élèves respectivement de 1591 et 2410⁴⁵. Les contenus de ces formations changèrent également pour être désormais davantage orientés vers l'apprentissage du militantisme. Moins scolaire, la formation laissait plus de place au débat et à la discussion politique⁴⁶.

Les partis accordèrent également un rôle nouveau à la base militante dans les processus décisionnels, à tous les échelons du parti. Cette évolution était illustrée par la place croissante des congrès dans la vie des partis. Alors que jusqu'aux années 1960, les congrès se résumaient souvent à n'être que de vastes rassemblements acclamatoires où défilaient à la tribune les caciques du parti, ils se politisèrent à partir du début des années 1970, devenant le cadre des débats partisans et des luttes de tendances, comme en témoigne l'accroissement considérable du nombre de motions. Au sein du SPD, le nombre de motions dans les congrès fédéraux passa de 95 en 1962 à 281 en 1966, avant de connaître une véritable explosion pour atteindre 1343 en 1973⁴⁷. Cette évolution reflétait

42 Pour Francfort, voir Manfred Kittel, *Marsch durch die Institutionen? Politik und Kultur in Frankfurt-am-Main nach 1968*, München, Oldenbourg, 2011, p. 30-48.

43 F. Audigier, « La chiraquisation de l'UDR », art. cit., p. 202.

44 Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes/Paris, PUR/Adels, 2005.

45 Nathalie Éthuin, *À l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres au parti communiste français (1970-2003)*, thèse de l'université Lille 2, 2003, p. 112.

46 Pour organiser cette formation, les jeunes gaullistes avaient pris contact en 1974 avec le président des Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes, Jean-Paul Bled.

47 Voir les protocoles des congrès du SPD (Vorstand der SPD, *Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands vom 26. bis 30. Mai 1962 in Köln*, Bonn, Neuer-Vorwärts-Verlag, 1962; *id.*, *Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands vom 17. bis 21. März 1968 in Nürnberg*, Bonn, Neuer-Vorwärts-Verlag, 1968; *id.*, *Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands vom 10. bis 14. April 1973 in Hannover*, Bonn, Neuer-Vorwärts-Verlag, 1973).

naturellement la vitalité nouvelle des discussions au sein des fédérations et jusque dans les sections locales dont les réunions se firent également plus régulières et animées. Si cet accroissement des débats ne signifiait pas forcément un poids plus grand de la base dans les processus décisionnels, il reflétait au moins sa participation nouvelle à la démocratie interne.

Enfin, la vague d'adhésions des « années 1968 » devait modifier durablement l'équilibre de la vie politique partisane et les rapports entre les générations au sein des partis. Son importance numérique lui offrit les clés de nombreux partis dans les années 1990-2000. Ce fut notamment le cas du PCF dont les adhésions chutèrent brutalement dans les décennies suivantes. En 1997, la génération « 68 » représentait encore 32,9 % des adhérents, loin devant celle de l'après-guerre et celle des années 1980⁴⁸. Cet afflux massif de jeunes adhérents dans les partis modifia également les modalités d'accès à la carrière politique. Si le *cursus honorum* partisan et notamment le passage par les organisations de jeunesse avait toujours constitué une voie privilégiée d'entrée en politique⁴⁹, ces dernières devinrent le mode d'accès par excellence aux responsabilités partisans, électives et gouvernementales dans les années 1990-2000. Ainsi, le quart des membres des gouvernements Fillon (2007-2012) avait commencé sa carrière dans une organisation de jeunesse politique. La proportion était encore plus forte en Allemagne, où c'était le cas des deux tiers des membres du cabinet d'Angela Merkel entre 2009 et 2013. Au-delà même du fonctionnement interne des partis politiques, il s'agissait d'une transformation majeure de la vie politique des deux pays qui reflétait l'importance nouvelle des partis dans la démocratie.

Les « années 68 » furent ainsi un moment décisif de la consolidation du rôle des partis politiques dans la démocratie en RFA et en France. Cette place nouvelle acquise dans la société au tournant des années 1960-1970 s'illustra dans le paysage urbain à travers la construction de grands sièges, à l'architecture moderne, entre la fin des années 1960 et au début des années 1970. Ce fut notamment le cas du siège du PCF à Paris en 1971, de la Konrad-Adenauer-Haus de la CDU à Bonn en 1972 et de la Erich-Ollenhauer-Haus du SPD à Bonn en 1975. Ces constructions reflétaient la puissance et l'omniprésence des partis dans la société et la vie démocratique.

48 François Platone et Jean Ranger, « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », *Cahiers du CEVIPOF*, 27, 2000, p. 99.

49 Michel Offerlé et Frédéric Sawicki (dir.), « Entrées en politique : apprentissages et savoir-faire », *Politix*, 35, 1996 ; Gilles Le Béguec, « Les circuits de formation du personnel politique », dans Serge Bernstein et Pierre Milza (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998, p. 303-318.

Loin de remettre en cause les partis politiques, « 68 » contribua ainsi à leur institutionnalisation. La politisation massive les rendit plus incontournables que jamais pour mobiliser et représenter les masses, donnant tout son sens au cadre de la démocratie partisane mis en place dans l'après-guerre à travers les prescriptions constitutionnelles et les premières réformes internes. La réponse des partis politiques au défi que leur lançait le mouvement étudiant et que constituait la vague de politisation de la jeune génération fut ainsi l'accélération de transformations antérieures de la politique partisane. L'autonomie croissante des structures internes, la participation toujours plus grande de la base militante aux diverses activités du parti, le développement du militantisme, l'évolution de la forme et des modalités de la transmission du message politique, les processus de sélection du personnel politique constituèrent autant d'éléments fondamentaux de cette mutation. Dans bien des domaines, celle-ci fut plus profonde et plus aboutie en RFA où l'impératif de démocratisation avait joué un rôle plus fondamental dans la reconstruction du système politique. Cette évolution des partis n'en constitua pas moins un élément majeur de convergence des sociétés ouest-allemande et française dans l'après-guerre.

Dans les deux pays, la remise en question de la démocratie parlementaire et de la légitimité des partis politiques rendit impérative une actualisation des modalités de l'intégration des masses à la démocratie. En proposant un nouveau modèle fondé sur la participation politique, les partis répondaient en fait à un défi plus large et structurant de la vie politique des XIX^e et XX^e siècles. Comprendre « 68 » dans l'histoire politique de son temps, c'est ainsi percevoir l'événement comme un tournant majeur au sein du processus d'intégration des masses à la politique.

Cartes



L'Europe centrale en 1848



L'Europe centrale en 1871



Les Balkans en 1878



Les Balkans en 1914



L'Europe centrale au lendemain de la première guerre mondiale



L'Europe centrale après la seconde guerre mondiale



L'Europe centrale en 2015

ENTRETIEN AVEC JEAN-PAUL BLED
(PROPOS RECUEILLIS LE 6 SEPTEMBRE 2013 À PARIS)

On est tous les fils de quelqu'un. Vous êtes le fils de l'auteur du manuel si répandu qu'il en est devenu un nom commun, le *bled*. Ce n'est pas anodin.

Ce manuel est une œuvre commune d'Édouard et Odette Bled. Quand on parle « du » *bled*, il y a peut-être une tendance à privilégier la figure de mon père. Ma mère était une personne discrète. Mais je tiens à bien souligner que c'est l'œuvre d'un couple.

En ce qui concerne l'influence qu'ils ont exercée, j'ai été l'élève de ma mère dans l'école dont mon père avait pris la direction, l'école de la rue Grenier-sur-l'Eau à Paris, aujourd'hui le collège Couperin. Mes parents avaient d'abord enseigné dans l'école de l'île Saint-Louis, c'est là qu'ils s'étaient rencontrés. Une plaque a d'ailleurs été récemment apposée à leur mémoire dans cette école où est née la collection des manuels d'orthographe. En 1948, quand mon père a été nommé directeur de cette école plus importante de la rue Grenier-sur-l'Eau, il a cessé d'enseigner. C'est donc dans cette école qu'en classe de CE2, j'ai été l'élève de ma mère. Ils m'ont profondément marqué, j'ai fait beaucoup de dictées, jusqu'au brevet. Je ne le ressentais pas du tout comme un *pensum*.

En ce qui concerne l'histoire, ils ont joué un rôle dans l'éveil de mon intérêt pour l'histoire, un intérêt presque immédiat. J'ai toujours été attiré par l'histoire telle qu'ils me l'ont enseignée. C'était cette histoire à la manière de Lavisse, ce qui nous ramène aux hussards noirs de la République. Mon premier contact avec l'histoire, ce sont des grandes figures qui ont eu tendance à disparaître plus tard des manuels. Le Grand Ferré était presque au même plan que Jeanne d'Arc.

Avec une dilection particulière pour une période historique ou un personnage ?

L'Empire et Napoléon, bien sûr. Tout en connaissant ses défauts et ses erreurs, je garde une certaine attirance pour Napoléon.

Pourriez-vous situer le moment où vous avez décidé de faire de l'histoire le cœur de vos études ?

Je pense que c'est venu assez vite. J'ai été formé dans l'idée que je serai enseignant. Je n'ai pas mis ce métier en concurrence avec d'autres, c'était comme cela. Avec un point important qui est très caractéristique d'une éducation

républicaine : l'idée de mes parents que je franchirai un échelon par rapport à eux. Je ne pense pas qu'ils songeaient à une carrière universitaire, mais en revanche professeur de lycée avec l'agrégation comme objectif. C'est apparu tôt. Mais pour moi, dès ce moment-là, ce ne pouvait être que l'histoire.

En revanche, plus tard, est apparu l'allemand. Il y a eu un moment d'hésitation entre l'histoire et l'allemand. J'ai fait un double cursus, licences d'histoire et d'allemand. Une façon de retarder le choix. Je me suis dit : je vais tenter l'agrégation d'histoire, avec l'idée de me spécialiser dans l'histoire allemande. C'est ce que j'avais commencé à la Sorbonne à faire avec Jacques Droz : il m'avait donné un sujet pour le diplôme d'études supérieures à cheval sur l'Allemagne et l'Autriche.

Comment vous est venu le goût pour la langue allemande ?

320 J'étais au lycée Charlemagne, à la fin de la 5^e, il fallait faire un choix entre le grec et une langue vivante. J'ai fait le choix de l'allemand. Mais, à ce moment, je n'avais pas encore d'attrance particulière pour cette langue. En 4^e, j'ai eu la chance d'avoir un professeur d'allemand tout à fait remarquable. Il m'a introduit à la langue, la culture, l'histoire allemande. Je l'ai eu pendant plusieurs années. Ce professeur s'appelait Gilbert Badia. Il était communiste, je ne l'étais pas, je ne l'ai jamais été. Il était excellent, il a enseigné ensuite dans le supérieur, il a été professeur à Vincennes. Je suis resté longtemps en relation avec lui. Je pense que cet homme de conviction, loyal à ses convictions, a dû profondément souffrir quand la RDA s'est effondrée, une RDA dont il avait écrit l'histoire. C'est lui qui est au départ de cette attrance pour l'Allemagne. Je lui dois beaucoup.

Y avait-il dans votre famille cette forme de germanophobie élémentaire que l'on pouvait trouver en France à cette époque ?

Je n'ai jamais senti un tel sentiment chez mes parents. Dans le souci de m'aider, nous avons très rapidement fait des voyages en Allemagne. Aux vacances de Pâques, sans que je le leur demande, nous partions, en Bavière ou dans la Forêt noire, puis je suis allé en Autriche à la fin de mes études secondaires. Mes parents estimaient que ces voyages seraient un précieux complément pour m'aider à découvrir l'Allemagne ; ils ont accompagné l'influence de Gilbert Badia.

Vous spécialisez-vous dans l'histoire allemande dès le début de vos études supérieures à la Sorbonne ?

Je suis en hypokhâgne et khâgne les années suivantes : je passe seulement des certificats à la Sorbonne. Je récupérais les photocopiés que fournissaient les corporations d'étudiants, je lisais simplement les cours. Les professeurs qui me marquent, ce sont d'abord ceux de khâgne et, avant tout, à Louis-Le-Grand,

Étienne Borne : un philosophe humaniste, qui savait se rendre intelligible de ses étudiants. Cela fait la différence avec l'autre philosophe que j'ai eu ensuite au lycée Condorcet, Jean Beaufret, le correspondant d'Heidegger. Il appuyait son cours sur des citations grecques et cela n'arrêtait pas, j'étais perdu ! Des citations jamais traduites, il supposait que tout le monde comprenait. Un cours brillant, j'en suis convaincu. C'est une figure qui compte dans l'histoire de la philosophie... mais je n'ai pas pu en tirer de bénéfices à l'époque.

Je suis encore dans une période où j'hésite entre l'allemand et l'histoire. Je passe les certificats de licence dans les deux disciplines à la Sorbonne. Une fois que j'ai les deux licences, je fais le choix de l'histoire en pensant que si ma carrière ne s'arrête pas dans un lycée, je me spécialiserai dans l'histoire de l'Allemagne. Je ne pense pas encore à l'Autriche à l'époque.

Alors que vous poursuivez vos études supérieures, le contexte politique change profondément avec le retour de de Gaulle et la fin de la guerre d'Algérie. Étiez-vous politisé à l'époque ?

Les sympathies de mes parents les portaient plutôt vers la SFIO. Mon père a fait beaucoup de syndicalisme, il a participé à la création du SNI, syndicat des instituteurs. J'accueille 1958 avec beaucoup d'espoir plutôt par rapport à l'Algérie française. Je me suis rendu compte, après coup, que cette solution était dépassée. Je ne l'ai pas toujours pensé, cela a été douloureux. Je vais vous en donner un exemple. Après l'agrégation, puis mon mariage, arrive le moment du service militaire ; à cette époque, pour un garçon qui a fait des études supérieures, il y a la voie royale de la coopération. Je passe mon conseil de révision et on me dit que j'ai une trop mauvaise vue : on me réforme. Je conteste la décision, sans succès. Au ministère des Affaires étrangères, on me fait des propositions en dehors du cadre du service militaire et on me propose l'Algérie. On est en 1967, je refuse. C'était trop proche. À ce moment-là pourtant, j'avais fait ma mue et étais devenu gaulliste.

Revenons à vos préoccupations universitaires : comment choisissez-vous de consacrer vos premiers travaux de recherche sur l'histoire de l'Allemagne ?

Je ne pense alors pas du tout à l'Autriche. On parle peu de l'Autriche à l'époque, encore moins maintenant d'ailleurs...

Jacques Droz était alors le seul professeur à la Sorbonne à pouvoir diriger un diplôme sur l'Allemagne. Khâgneux, je n'avais jamais suivi ses cours. J'arrive avec une idée de sujet en tête, je souhaitais entreprendre une recherche sur Ferdinand Lassalle. Mais on a déjà beaucoup travaillé sur lui, ce qui fait qu'il est difficile de trouver un angle neuf. Jacques Droz me demande : « Est-ce que cela vous intéresserait de travailler sur l'historiographie de Lassalle en RDA ? ». Cela ne m'intéressait pas vraiment ! J'ai alors profité de l'intérêt que Jacques

Droz portait à l'idée de *Mitteleuropa*. Il venait juste de lui consacrer un livre. Il me propose de prendre pour sujet un personnage qui s'appelle Albert Schäffle, un opposant à Bismarck. Cette personnalité me donne l'occasion d'étudier, à travers ses écrits et son action, la question du fédéralisme. Il y a, de surcroît, une ouverture sur l'Autriche, Albert Schäffle s'étant engagé pour la grande Allemagne. C'était un universitaire, professeur à Tübingen, protestant. Après Sadowa, même dans ce Wurtemberg qui n'est pas très prussophile, les gens qui se sont engagés très activement contre Bismarck ne sont pas très à l'aise. Il reçoit une proposition de l'université de Vienne pour y enseigner la sociologie. Il va y écrire un petit texte qui prône l'adoption du fédéralisme en Autriche. Il est nommé ministre d'un gouvernement autrichien, certes pendant un peu moins d'un an, mais ce gouvernement n'en est pas moins important car il a cherché à résoudre la question de Bohême par un compromis avec les Tchèques. Bref, c'est ma première ouverture sur l'Autriche, pourtant je ne pense pas alors continuer dans cette direction.

Ensuite, c'est l'agrégation, je suis nommé au lycée Fabert de Metz, ce qui correspond à un choix car on me proposait aussi Chartres. J'ai préféré Metz pour la proximité de l'Allemagne, avec l'idée de poursuivre mes recherches dans cette voie. J'ai enseigné pendant trois ans au lycée de garçons Fabert.

Se pose ensuite la question du sujet de thèse; il y a d'abord la thèse de 3^e cycle, antichambre de la thèse d'État. Je retrouve Jacques Droz, qui est maintenant à la nouvelle université de Vincennes, avant de rejoindre plus tard Paris I. C'est quelqu'un de très gentil, paternel. Il n'a pas joué au maître, j'allais le voir tous les six mois, pour un entretien très cordial, il posait quelques questions qui pouvaient conduire à une orientation, il n'a jamais été directif. La relation a toujours été excellente.

Jeune chercheur et professeur de lycée, vous avez réussi à mener de front vos deux carrières, tout en connaissant vos premiers engagements politiques ?

Oui, ce n'était pas facile. De Metz, nous sommes allés à Marbach, près de Stuttgart, pour travailler sur les archives Schäffle. Je suis à Metz en Mai 68, je fais partie des enseignants non grévistes, nous étions environ 30 %. Le matin du 30 mai, j'ai un entretien avec le proviseur du lycée, un vieux Lorrain patriote. Nous étions sur la même longueur d'onde, mais ce vieux proviseur voyait l'avenir proche sous un jour très pessimiste, il m'a dit craindre que le Général n'eût d'autre choix que de partir. On sait ce qu'il en est advenu.

J'ai participé à la campagne législative qui a suivi. Je me suis engagé pour le candidat gaulliste de la circonscription, Pierre Kédinger, un ancien de la France Libre. La circonscription était tenue de longue date par un centriste que l'on a réussi à déloger. Je rédigeais les tracts, les journaux, je collais des affiches. J'en

garde un excellent souvenir. Pierre Kédinger avait été choisi parce que, avant le 30 mai, il avait été responsable des CDR en Moselle et c'est dans ce cadre que je l'avais connu. On est passé de cette activité à la campagne électorale.

Je n'ai pas été tenté d'aller plus loin dans l'engagement politique, je me suis rendu compte assez vite à quel point c'est prenant, il fallait faire un choix difficilement compatible avec la recherche, l'écriture, la vie de famille. J'ai cependant continué à avoir une activité militante : en 1972, j'ai créé les cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes. J'ai choisi la voie intellectuelle, historienne qui m'a fourni l'occasion d'entretenir des relations proches avec de grandes figures du gaullisme, comme Michel Debré, Pierre Messmer, Yves Guéna, Jean Foyer. J'ai éliminé toute perspective de carrière politique. Mon cousin, Bernard Bled, m'y a engagé mais je n'ai pas donné suite.

Vient ensuite votre premier poste dans le supérieur et votre période nantaise ?

Oui, en 1969, je postule à Nantes et à Poitiers, je n'y connais personne. Il n'y a alors aucune campagne pour ces postes d'assistant. Je suis choisi par Nantes et par Poitiers. Je reçois un télégramme du ministère pendant les vacances m'informant qu'il me faut choisir dans les 24 heures. Je choisis Nantes, c'est la proximité avec La Baule qui a été déterminante. Mes parents y avaient fait construire une villa. Il n'y avait pas de chaire d'histoire de l'Allemagne. Je n'avais rien publié, mais à l'époque c'était classique. Mais j'avais ma double licence, ce qui a peut-être joué car ce n'était pas très courant.

Il y avait alors des réputations en train de naître au sein de votre génération ?

Je pense à Jean-Noël Jeanneney dont on sentait qu'il avait un fort potentiel. Nous étions ensemble à Louis-Le-Grand, pas dans la même khâgne. Mais le fait d'avoir été très brillant en khâgne, d'arriver très bien classé rue d'Ulm, ne signifiait pas alors que vous alliez faire une belle carrière universitaire. Certains étaient très brillants, mais sont restés dans le secondaire, appartenant parfois eux aussi à une famille d'enseignants. La promotion sociale a consisté pour eux à enseigner dans le secondaire.

C'était, en somme, le programme que mes parents avaient pour moi.

Pourquoi êtes-vous allé au-delà ?

Je pense que c'est par la fréquentation de la khâgne et de la Sorbonne : j'ai découvert un autre univers intellectuel et je me suis dit que je souhaiterais faire partie de ce milieu. Je n'ai rien programmé mais j'ai vu l'enseignement secondaire comme une étape. J'ai eu envie d'écrire des livres, d'approfondir cette voie.

Lors de la soutenance de ma thèse de 3^e cycle en 1970 – toujours sur Albert Schäffle –, le jury se composait de Jacques Droz, Victor-Lucien Tapié et Georges Castellan¹. Je n'ai pas gardé de contact avec ce dernier. En revanche, je suis devenu proche de Victor-Lucien Tapié, qui m'a reçu chez lui à Paris ou dans sa gentilhommière en Loire-Atlantique.

Est-ce lui qui vous mène à l'Autriche ?

324

Il s'intéresse à la progression de mes recherches, mais l'influence décisive revient à Jacques Droz. Je retourne le voir pour le choix du sujet de ma thèse de doctorat d'État. Il me dit avoir un sujet auquel il pense depuis longtemps sur les fondements du conservatisme autrichien. J'accepte, c'est un très beau sujet pour lequel j'ai déjà une voie d'entrée par Schäffle. C'est à partir de ce moment que je bascule. Je fais désormais chaque année plusieurs séjours à Vienne, en dehors des grandes vacances, qui sont consacrées à la famille. Je fais aussi de longs séjours en Tchécoslovaquie, du côté tchèque, j'ai été également en Hongrie, dans le Tyrol du Sud.

En 1974, j'ai obtenu une bourse d'un mois pour travailler à Prague et dans quelques autres archives. Dans la Bohême communiste, on avait gardé intactes les archives nobiliaires, dans les fonds régionaux. C'était facile d'accès. Il suffisait de savoir où elles se trouvaient. La plupart des documents étaient écrits en allemand et quelques fois, très rarement, en tchèque.

Je commence ma thèse en 1972, je suis resté trois ans à Nantes, je postule à Strasbourg pour me rapprocher du monde germanique. L'IEP y date des années 1960. Le directeur, François-Georges Dreyfus, que je connais par ailleurs, est entouré de deux autres historiens : Louis Dupeux, qui termine sa thèse sur le national bolchevisme lui aussi sous la direction de Jacques Droz. Très vite nous avons sympathisé jusqu'à devenir d'excellents amis. Jean-Pierre Mousson-Lestang, spécialiste de la Scandinavie, est l'autre historien affilié à l'IEP. À deux reprises il interrompt sa carrière universitaire pour devenir attaché culturel à Stockholm, puis à Lisbonne. Nous serons aussi des amis très proches. François-Georges Dreyfus voulait alors construire une équipe tournée vers les mondes germaniques.

Le fait d'être dans un IEP modifie-t-il votre manière d'enseigner et votre pratique historique ?

L'enseignement est tourné vers l'histoire contemporaine. Les sujets de mémoire – en troisième année les étudiants doivent rédiger un mémoire – étaient généralement des sujets de relations internationales, sur le xx^e siècle. Ce que j'ai d'autre part observé, c'est que nous avions assez peu de contacts avec

1 Jean-Paul Bled, *Albert Schäffle et le fédéralisme*, thèse de 3^e cycle, Paris, 1970.

d'autres historiens, y compris ceux de l'université Marc Bloch de Strasbourg. Aucun de nous trois n'a eu à diriger de thèse, même si nous étions tous devenus professeurs.

Quelles sont vos premières publications ?

Il y a eu un premier article à partir de ma thèse de 3^e cycle dans *L'Information historique*. Quand je suis arrivé à Strasbourg, François-Georges Dreyfus m'a ouvert la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*. Il en était le directeur en même temps que du Centre d'études germaniques. Il m'a demandé des articles, par exemple, un gros article de quarante pages sur le compromis de Bohême qui avait échoué de 1871. J'ai régulièrement publié dans cette revue, sur la vie politique autrichienne, les élections autrichiennes, allemandes...

Quand soutenez-vous votre thèse de doctorat d'État ?

Je la soutiens en décembre 1982. Pour le jury, Jacques Droz a souhaité qu'il soit présidé par Jean-Baptiste Duroselle. Il a également compris François-Georges Dreyfus, Bernard Michel et Jean-Baptiste Neveux, un germaniste civilisationniste de Strasbourg qui avait la particularité de ne guère aimer les Allemands et d'avoir en revanche une certaine attirance pour l'Autriche. Sa mère était polonaise, ceci explique cela. Il avait noué des relations entre l'université Marc Bloch de Strasbourg et l'université de Poznan. C'est ainsi que j'ai commencé à aller en Pologne pour participer à un colloque. Enfin, il y avait Fernand L'Huillier, qui dirigeait un institut qui existe toujours, l'Institut des hautes études européennes à Strasbourg. Il fut aussi associé à ma participation au colloque de Poznan. Dans la logique de la politique d'ouverture vers l'Europe de l'Est menée par le général de Gaulle, il avait créé une association européenne des professeurs d'histoire contemporaine qui agit comme un pont en direction des historiens de ces pays.

Durant cette période strasbourgeoise, vous êtes rattaché au Centre d'études germaniques que vous dirigerez plus tard. Quelle était la vocation de ce centre ?

Le Centre d'études germaniques, dont la création remonte aux années 1920, a d'abord été installé à Mayence, au temps de l'occupation française. Il répondait à un souci légitime des hiérarchies civiles et militaires, qui avaient constaté qu'il n'y avait trop peu de Français à parler allemand, d'où une trop mauvaise connaissance de l'ennemi. Le centre avait vocation à former des hauts fonctionnaires et des militaires français à une connaissance pluridisciplinaire de l'Allemagne. Après le départ de Mayence, il a été rapatrié à Strasbourg. Un choix qui paraît naturel et correspondait à une politique française de renforcer l'université de Strasbourg : elle devait être une vitrine, comme elle l'avait été

pendant l'époque allemande. Marc Bloch, Lucien Febvre, le juriste René Capitant, Robert Debré, entre autres, ont débuté à Strasbourg.

Ce centre, qui a vécu à Strasbourg jusqu'à la guerre, a été alors transféré comme le reste de l'université à Clermont-Ferrand. Il y vit jusqu'à l'occupation de la Zone libre. Il revient à Strasbourg une fois l'Alsace libérée. Avec des juristes ou des germanistes à sa tête. François-Georges Dreyfus a été le premier historien à la diriger, suivi par Raymond Poidevin auquel j'ai succédé en 1988.

Quand le centre a été rouvert, il a repris sa fonction de formation des hauts fonctionnaires ; cela s'est étioilé dans les années 1960 ; l'armée a institué son propre enseignement supérieur. La revue a été créée à ce moment-là pour le transformer en centre de recherche.

Au-delà même de l'Autriche, vos recherches sur le fédéralisme vous ont conduit à vous intéresser à un empire multinational dont le cadre est très différent de l'État-nation à la française. Vous avez ainsi contribué à ouvrir l'historiographie française à la diversité de ces nationalités dont l'histoire demeure souvent méconnue jusqu'alors.

326

Bernard Michel m'avait devancé avec une orientation économique. Avec ma thèse, j'ai touché plusieurs milieux de la société autrichienne, prise dans sa diversité nationale, les Allemands d'Autriche mais aussi le monde tchèque avec un chapitre large sur le conservatisme en Bohême. J'ai ajouté également le monde polonais de Galicie qui me paraissait indispensable, même si, sur le plan linguistique, j'étais défaillant. Cela me paraissait indispensable, car c'était un conservatisme à plusieurs facettes. Les conservateurs polonais aspirent à une restauration de la Pologne mais ils savent que, pour encore longtemps, c'est une chimère. Ils s'adaptent et acceptent le cadre autrichien et quand ils font ce choix ils deviennent plus autrichiens que les Autrichiens. Ils participent à tous les gouvernements pour défendre les intérêts polonais.

Ensuite il y a, à côté de ce pluralisme national, le pluralisme social. Dans ma thèse, j'ai proposé une vision très transversale de la société. Je me suis particulièrement intéressé au monde catholique qui joue un rôle essentiel dans ce conservatisme première manière. Il y a deux éléments. On ne se représente pas très bien que l'Autriche a connu avant le Reich bismarckien une sorte de *Kulturkampf*. Les libéraux ont mené à la fin des années 1860 et au début des années 1870 une politique tournée contre certains avantages et positions de l'Église catholique. Et la résistance n'est pas simplement le fait de la hiérarchie, c'est aussi le fait du bas clergé et des fidèles. L'enracinement catholique varie certes d'une région à l'autre. Si l'on considère le Tyrol, par exemple, on observe une adéquation parfaite entre la population à majorité rurale, pas seulement paysanne, et le combat de l'Église. Les mouvements politiques conservateurs naissent à ce moment-là en réaction à cette politique anticléricale.

Un autre facteur a mobilisé mon intérêt. Plusieurs de ces personnalités du mouvement conservateur catholique, principalement issues de la noblesse, ont participé à la réflexion sur le catholicisme social. Ils ont joué un rôle non négligeable, parmi les sources de l'encyclique *Rerum novarum*. Beaucoup de ces nobles entretiennent des relations avec des nobles français, René de La Tour du Pin, par exemple, qui fut attaché militaire à Vienne.

Votre thèse manifeste une gourmandise typique des premières œuvres. Votre travail excède son titre : il s'agit d'une histoire culturelle, intellectuelle, religieuse, sociale, politique. À quel genre d'histoire vous rattachez-vous alors ?

Je ne me suis pas posé la question de l'appartenance à une école. Je me suis laissé séduire par mon sujet ; j'ai progressivement été pris d'intérêt et d'affection pour l'Autriche. Il se trouve que durant ces années où je vais régulièrement à Vienne, j'ai rencontré un certain nombre d'historiens autrichiens, en particulier le vieux professeur Friedrich Engel-Jánosi – un nom double allemand et hongrois. C'était un juif converti au catholicisme dont l'épouse, Christiane, beaucoup plus jeune que lui, avait des racines françaises. Il avait avec moi une relation un peu paternelle et détendue. Témoin du monde d'hier, il avait l'exquise politesse de la vieille Autriche. Non seulement il me parlait en français, mais il tenait à s'entretenir devant moi en français avec son épouse. Il est mort en 1978. La dernière fois que je l'ai vu, alors qu'il me raccompagnait, il m'a suggéré : « Écrivez-nous une belle biographie de François-Joseph. » Cela m'a marqué, venant d'un homme que j'admirais et que je respectais, grand historien, qui avait connu Gustav Mahler, Bruno Walter, qui avait quitté l'Autriche en 1938.

Au lendemain de la thèse, je fais une chose très naïve, je prends ma plume et j'écris à une trentaine d'éditeurs pour leur proposer d'éditer ma thèse. Les rares réponses sont évidemment toutes négatives. La réponse de Fayard tranche cependant sur les autres : Agnès Fontaine – la fille du grand journaliste André Fontaine – me répond « non pour la publication de la thèse, en revanche si vous étiez intéressé pour écrire une biographie de François-Joseph, nous serions d'accord ». Quatre ans plus tard, je publie mon *François-Joseph*. L'année suivante, ma thèse paraîtra aux Publications de la Sorbonne.

Vous étiez alors l'un des rares historiens français de la *Mitteleuropa*.

Je ne suis pas le seul. Parmi les contemporanéistes, il y avait Bernard Michel, grand spécialiste du monde tchèque. Il faut lui ajouter Catherine Horel, sa disciple, qui, partie de la Hongrie, a élargi ses champs de recherches.

Commence alors une série de biographies de personnalités autrichiennes, mais aussi allemandes...

C'est une suite logique de mes choix antérieurs. M'étant intéressé à la monarchie autrichienne, j'avais rencontré régulièrement la Prusse, ce n'était pas antinomique. Lorsqu'Agnes Fontaine m'a proposé, après Marie-Thérèse, d'écrire une biographie de Frédéric II, j'ai eu une petite hésitation car il y avait déjà la biographie de Pierre Gaxotte que j'avais beaucoup aimée. Ce qui m'avait tout de même frappé, c'est qu'il y avait beaucoup de dialogues. C'était une autre conception de la méthode historique et du coup je pouvais accepter.

Après *Frédéric II*, vous écrivez un *Bismarck*, une *Histoire de la Prusse* sans oublier *La Reine Louise*, soit un ensemble de quatre ouvrages sur la Prusse...

328

Je n'accepte pas un sujet si je sais que je risque de ne pas y prendre de plaisir. J'y ai pris beaucoup de plaisir à la préparation, puis à l'écriture de chacun de ces livres. Je pense que l'historien et l'écrivain doit trouver du plaisir dans ce qu'il fait. Il doit s'appliquer à comprendre son sujet – les personnages aussi bien que la situation historique – de l'intérieur. En même temps, il doit s'interdire d'épouser les querelles de ses personnages. L'exercice n'est pas toujours simple. Il a en tout cas le grand mérite d'aiguiser le sens de la nuance.

Le plaisir que vous éprouvez explique-t-il le succès des ventes de vos ouvrages ?

Je n'écris pas en pensant aux ventes. Je ne vis pas de ma plume, mais je participe assez régulièrement à des salons. C'est un moyen de rencontrer des lecteurs et c'est une réponse à votre question. L'érosion actuelle des ventes touche l'ensemble de l'histoire, mais en ce qui me concerne, au fil des livres, je me suis bâti un socle de lecteurs, de fidèles. Je m'en rends compte lors de ces salons : les deux-tiers des personnes qui s'arrêtent au stand sont des lecteurs des livres précédents.

Parmi cette importante bibliographie, un titre demeure à part, *Les Lys en exil*.

À part *François-Joseph*, les autres livres ne sont pas des commandes. *Les Lys en exil* répond à une initiative de ma part. Pour l'essentiel, l'intrigue se passe en Autriche où les Bourbons de la branche aînée se réfugient après 1830. Il y a donc un ancrage autrichien qui ne pouvait que m'intéresser. Mais il y a une autre raison : l'époque du bicentenaire de la Révolution. Je ne suis pas monarchiste, mais je trouve que, quelque engagement que l'on puisse avoir comme citoyen, la Monarchie est un grand moment de la France et j'aurais aimé que, lors du bicentenaire, il y eût une place faite à cette autre France qui a existé et qui n'est pas indigne. Or cela n'a pas été fait. Il n'y a pas eu de geste. C'est aussi ce qui m'a décidé à écrire ce livre.

Avez-vous écrit le livre que vous auriez aimé lire en 1989 ? Que pensez-vous du rapport de notre société au passé et à la mémoire, en particulier de l'inflation mémorielle ? Êtes-vous par exemple hostile aux lois mémorielles ?

Oui, car elles sont contraignantes, posent des interdits aux historiens et il me semble que l'historien doit pouvoir développer ses recherches dans un cadre de liberté. Je suis à tout le moins très réservé.

Pensez-vous que notre société a du mal à tisser ensemble différentes histoires ? que l'on est dans une société malade de son passé ?

Il y a sûrement de cela, la menace existe d'une sorte d'enfermement dans des cadres, dans des schémas, au lieu de chercher le rassemblement. L'histoire peut nous diviser, il faut essayer de dépassionner les choses. Si on y arrive, les épreuves partagées en commun peuvent unir. Des gens qui se réclament de la république ou de la monarchie devraient pouvoir vivre ensemble, car ils partagent une vision commune de leur pays, de leur nation.

Quelle a été l'influence de vos recherches sur l'Autriche dans votre conception de la nation ?

En ce qui concerne l'Autriche, c'est un monde très différent de la France, le pluralisme sans la centralisation à la française. C'est aussi une des raisons pour lesquels elle m'intéresse et me fascine, par cette différence. Est-ce que cela influe sur mes choix de citoyen ? Non, je vais vous donner un exemple où ma sympathie pour l'Autriche ne me pousse pas vers le fédéralisme en tant que citoyen. Cela renvoie à un livre de l'archiduc Otto, *L'Idée d'empire*, paru vers la fin des années 1980. J'ai le plus grand respect pour cette haute personnalité que j'ai eu l'honneur de rencontrer souvent. Il m'a même demandé en décembre 1989 de siéger au sein du directoire de l'Union paneuropéenne internationale pour y représenter la France au côté de Michel Habib-Deloncle. J'aimerais écrire sa biographie, tout en doutant que cela intéresse un éditeur ! Ceci posé, je lis donc *L'Idée d'empire*. Il y oppose Charles Quint à François I^{er}. Il n'y a là rien que de conforme à l'histoire, mais, dans les conclusions qu'il en tire, il rejette catégoriquement François I^{er} au nom de « l'idée d'empire ». Quand j'ai lu ce passage, j'ai pensé en moi-même : « Malgré tout mon respect pour vous, Monseigneur, je suis du royaume. » C'est une réponse à votre question. Bien sûr, je suis intéressé, je peux être fasciné, je ne pense pas que cela ait une incidence sur mes choix de Français.

Sur la question européenne, vous avez adhéré à l'Union paneuropéenne, vous étiez souverainiste à l'époque de Maastricht, vous partagiez la méfiance de Jean-Pierre Chevènement lors de la réunification de l'Allemagne. Dans vos ouvrages au contraire, vous montrez l'historicité de l'Allemagne, ses transformations, et sa métamorphose.

Par rapport à la réunification, c'est un phénomène irréversible dont la logique est inscrite dans l'histoire, les manifestants qui ont commencé par dire « Nous sommes le peuple » sont rapidement passés à « Nous sommes un peuple ». C'est une victoire posthume de Bismarck. C'est un fait et nous n'aurions pu arrêter ce mouvement, nous Français.

330 On fait preuve de vigilance et elle est légitime. Il est évident que l'Allemagne réunifiée n'est plus la RFA, c'est autre chose, cela veut dire qu'il pouvait y avoir auparavant une parité qui n'existe plus. Dans cette relation, il faut faire en sorte que l'écart ne se creuse pas, peut-être se réduira-t-il, voire disparaîtra à terme en compte. Vigilance donc, mais certainement pas hostilité, ce serait suicidaire et contraire aux intérêts français.

J'étais favorable à la politique du général de Gaulle, il a dominé ce lourd contentieux sans idée de revanche, mais il ne faut pas oublier qu'il avait une riche culture allemande, c'était un germaniste, il lisait et parlait allemand, ce qui était alors rare dans les élites françaises (et l'est d'ailleurs toujours). C'est cet homme qui, en 1962, fait un grand voyage à travers l'Allemagne fédérale au cours duquel, s'adressant aux Allemands, il leur dit cette chose extraordinaire : « Vous êtes un grand peuple ». Personne ne l'avait dit aux Allemands depuis 1945. Une parole d'autant plus forte qu'elle venait de l'Homme du 18 juin !

Évidemment – c'est un autre versant du problème –, le Général fait fond sur Adenauer qui était un homme de sa génération et je pense que c'était deux hommes qui pouvaient se comprendre. Adenauer n'avait jamais été touché par le virus nazi, il avait été un opposant au prussianisme. Lorsque que l'on analyse les choses, beaucoup de facteurs prédisposaient à cette rencontre profonde, particulière et privilégiée.

Selon vous, où en est le couple franco-allemand ?

Le rapport de force, on n'y échappe pas. La France a perdu du terrain. Il ne faut pas se voiler la face. L'amitié n'est concevable que dans un rapport équilibré, sinon cela crée des frustrations, c'est inévitable. Si le déséquilibre venait à s'accroître, cela mettrait en péril la relation franco-allemande. Ceci étant, on peut constater qu'entre les peuples, il y a aujourd'hui un tissu très serré de relations économiques, culturelles. Cela compte.

Il y a eu, l'année dernière, en prévision du cinquantenaire du traité de l'Élysée, une enquête menée auprès de Français et d'Allemands. Elle a été initiée par les

médias – France inter, France info, des radios publiques allemandes. Il y a eu à peu près 15 000 réponses de chaque côté, ce qui est beaucoup et peu à la fois. Si on regarde les réponses, il en ressort une vision très positive de l'Allemagne et inversement. Seulement cela ne fait que 15 000 réponses ! J'avais été associé à l'opération, puis finalement l'émission a été annulée sur France info. J'aurais dit : certes le résultat est encourageant, mais les 15 000 à avoir répondu, ce sont d'abord des militants de la relation franco-allemande. À côté de cela, il y a un élément dramatique, au moins à mes yeux, c'est la question de la langue, il y a un trop petit nombre de Français qui apprennent l'allemand, c'est un élément capital. On nous dit tous les jours que l'Allemagne est notre premier partenaire mais, pour que cela fonctionne, il faut qu'il y ait un socle. Or, à partir du moment où il y a ce déficit majeur de l'apprentissage de la langue, ce socle manque. Comment peut-on se connaître si on ne parle pas la langue de l'autre ? C'était l'un des objectifs du traité de l'Élysée, un objectif qui n'a pas été atteint, faute qu'on y ait mis les moyens.

Où en sont, selon vous, les études germaniques en France ?

Le Centre d'études germaniques de Strasbourg a disparu. C'est un signal très défavorable. Dans cette affaire, les considérations d'intérêt général n'ont pas prévalu par rapport aux intérêts personnels. Sa création renvoyait à un objectif politique élevé. Le besoin est tout aussi fort aujourd'hui qu'avant et cet instrument est tombé.

L'intérêt d'avoir des études fortes sur l'Allemagne est une évidence sur un plan scientifique et politique. L'Allemagne est un acteur capital de l'histoire européenne, il serait inconcevable qu'une université qui possède une chaire d'histoire de l'Allemagne s'en défasse alors qu'il n'existe que deux en France à Strasbourg et à la Sorbonne, c'est déjà trop peu. Intellectuellement, c'est inimaginable. Nos partenaires allemands ne le comprendraient pas. C'est un argument important à mes yeux, cela pourrait avoir des répercussions sur les études françaises en Allemagne, si nous donnions un mauvais exemple.

D'autant que, de l'autre côté du Rhin, l'attente est forte. Un exemple, le directeur de l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich, le professeur Horst Möller, a été récemment remplacé par le professeur Andreas Wirsching. En janvier 2013 a été organisé, à l'initiative de l'Institut, un colloque franco-allemand, pour fêter son départ, en binôme sur chaque question traitée sont intervenus un historien français et un historien allemand. C'est eux qui l'ont décidé, cela prouve qu'il y a un intérêt pour la France qui se traduit dans les actes.

Comment définiriez-vous les mondes germaniques ?

C'est un terme qui fait problème. Pour nous Français, *germanique*, c'est l'aire de la langue allemande, il ne s'agit pas une notion raciale, cela ne renvoie pas aux Germains opposée aux Slaves, aux grandes migrations barbares. D'ailleurs, si on prend le centre d'études germaniques, il privilégiait l'Allemagne mais il incluait aussi l'Autriche et la Suisse alémanique. Quand j'ai été directeur du Centre, j'ai tenu à ce que cette part soit renforcée. J'avais créé un DESS d'études germaniques. Il offrait une option qui se déclinait en plusieurs enseignements sur la Suisse et l'Autriche. Pour la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, j'ai introduit la pratique de consacrer tous les deux ans un numéro sur l'Autriche et tous les deux ans un numéro sur la Suisse.

332

Je sais que le terme fait problème. L'ambassadeur d'Autriche m'avait posé la question, cela veut bien dire qu'il pose problème. Pour les Autrichiens, il y en a aujourd'hui beaucoup, sûrement une forte majorité, qui n'identifient plus leur pays à un pays allemand. L'Autriche d'aujourd'hui est une héritière de la grande Autriche d'hier. Par ses héritages culturels, elle est indiscutablement multinationale, européenne dirait son ambassadeur. Pour ne prendre que ces exemples, elle est le produit d'influences françaises et italiennes, à travers l'opéra, le baroque, la langue.

Vos engagements scientifiques sont toutefois loin de se limiter au monde germanique. Votre intérêt s'est porté en particulier sur la francophonie et le monde arabe avec le colloque que vous aviez organisé à Abu Dhabi.

Placé sous le haut patronage de Jacques Chirac, ce colloque sur « Le général de Gaulle et le monde arabe » a été un grand événement. Il réunissait d'éminentes personnalités tant du côté français que du côté arabe, entre autres Dominique de Villepin, Hubert Védrine, Yves Guéna, Mohamed Masmoudi, la fille du colonel Nasser.

J'ajouterais que j'ai aussi une relation forte avec le Québec. J'ai organisé il y a plusieurs années à Québec un grand colloque sur le général de Gaulle et la décolonisation, plus vaste que l'affaire québécoise. Le gouvernement québécois s'était impliqué, notamment à travers son vice Premier ministre, Jacques-Yvan Morin, qui était un grand universitaire.

Et les Balkans ? De quand datez-vous votre intérêt pour cette région ?

Il est lié à des raisons peut-être contradictoires. La tradition française de présence dans les Balkans s'articule autour de deux pays, la Serbie et la Roumanie, même si cette dernière n'est pas totalement un État balkanique. Il y a aussi le fait que je m'intéresse de près à l'Autriche-Hongrie. Fatalement, les Balkans ont été un champ d'action de l'Autriche à partir de 1875, suite logique de Sadowa.

À partir du moment où elle perd ses champs d'influence traditionnels en Allemagne et en Italie, il lui faut trouver une autre aire d'influence, d'expansion, si elle veut rester une grande puissance. Ce sont les Balkans.

En tant que citoyen, j'ai marqué ma sympathie pour le peuple serbe. Ceci étant, celle-ci n'implique pas de ma part la moindre hostilité aux Croates par exemple. J'essaie autant que faire se peut d'associer les différents peuples de cet espace dans la même sympathie, sachant aussi que l'histoire a ses logiques. Or, ces logiques font qu'il reste deux ancrages pour la présence de la France dans l'aire balkanique : la Serbie et la Roumanie.

Quels sont vos projets actuels ?

En ce qui concerne l'écriture, deux ouvrages sont en cours. Le premier s'intitulera *L'Agonie d'une monarchie*². Il s'agit d'une histoire de l'Autriche-Hongrie dans la première guerre mondiale et, bien sûr, de sa fin tragique. Le second est une galerie de portraits « des hommes d'Hitler » : portraits de vingt-trois hommes et d'une femme qui ont été auprès d'Hitler, certains ont été « les idiots utiles », à commencer par von Papen, auxquels s'oppose le noyau dur des Goering, Goebbels, Himmler, Bormann... Une place est également faite aux militaires, aux artistes. Ce livre devrait sortir en août 2015.

N'avez-vous jamais songé à écrire une biographie d'Hitler ?

Figurez-vous que j'ai refusé. J'admire un de mes amis qui a pu vivre plusieurs années avec Heydrich. Je ne me vois pas vivre au moins trois ans de ma vie avec Hitler. Pour les personnages qui l'entourent, ce n'est pas la même chose. J'ai signé un contrat pour une biographie de Goebbels. Vous pourriez me dire que mon argument contre Hitler ne tient pas, le personnage étant tout aussi antipathique, mais il y a un aspect qui m'intéresse, à travers cette biographie, je voudrais traiter, outre la question centrale de la propagande, celle de la culture sous le III^e Reich, cinéma, théâtre, musique, architecture.

Pour des projets plus lointains, j'aimerais écrire une biographie de Marlène Dietrich, personnage que je trouve à plusieurs titres fascinant. Peut-être aussi une biographie de Stefan Zweig, qui incarne une certaine idée de l'Autriche.

2 Ce livre est paru depuis. Jean-Paul Bled, *L'Agonie d'une monarchie. Autriche-Hongrie 1914-1920*, Paris, Tallandier, 2014.

Votre biographie de Bismarck arrive à la fin de toute une série de biographies. Quel a été votre rapport au personnage que vous avez dû croiser de nombreuses fois tout au long de votre œuvre ?

C'est un personnage qui n'a pas la cote en France, on comprend pourquoi ! Mais je pense aussi que c'est une des très grandes figures du XIX^e siècle, il est d'une intelligence politique rare, et donc si, en tant qu'ami de l'Autriche et Français, je souffre de certaines de ses entreprises, il n'en demeure pas moins que c'est un grand homme. Lorsque la première édition est parue, j'en avais envoyé un exemplaire à Pierre Messmer. Il m'a répondu quelques lignes dans lesquelles il établissait un lien entre Bismarck et de Gaulle et je pense qu'il n'avait pas tort. Je vois déjà un élément fort pour les rapprocher : ni l'un ni l'autre ne sont des hommes de parti et ils savent établir des compromis politiques forts avec ceux-là mêmes qu'ils ont combattus auparavant. Après Sadowa, Bismarck conclut une alliance avec les libéraux qui l'ont vomis et pour qui il n'avait pas de sympathie. De Gaulle s'allie avec les communistes en 1945. Cette capacité à ne pas se déterminer en fonction d'idéologies... je crois que Pierre Messmer avait touché quelque chose de profond.

PORTRAIT DE JEAN-PAUL BLEDE

par Emmanuel Leroy Ladurie

Mon collègue Jean-Paul Bled est âgé d'environ 70 ans ; il a un côté celtique par la Bretagne maternelle, ses parents ont alphabétisé la France, ce qu'avait déjà commencé Jules Ferry, mais aussi, on l'oublie trop souvent, l'Église catholique, les communautés villageoises et Guizot.

Contrairement aux apparences, et malgré sa profonde connaissance de la langue allemande, Bled est professionnellement historien. Il a enseigné à Metz, vieille ville francophone, malgré les apparences contraires de l'Anschluss de 1870-1871. Il était déjà professeur lors de sa longue carrière universitaire strasbourgeoise, il se situait dans la lignée de Jacques Droz qui fut l'un de nos plus grands germanistes, spécialiste du socialisme allemand.

Sa thèse d'État concerne les fondements du conservatisme autrichien catholique et impérial, de 1859 à 1879. Il s'est attaché, dans ce moment de sa jeunesse à propos des réalités austro-hongroises, au joséphisme, au romantisme, au système Metternich, à l'Église catholique, à la noblesse et à l'armée, enfin, deux réalités peut être localement moins indissociables qu'elles ne le furent en Prusse, un pays où la noblesse est partie prenante de la création d'une redoutable machine militaire, celle-ci quasiment industrielle. Les conservateurs autrichiens souhaitaient arrêter le temps, pour restaurer le fédéralisme d'antan, et pour résister aux transformations induites par le capitalisme ; et cependant, cette nostalgie de l'âge féodal, n'empêchait pas les grands propriétaires de développer l'économie agraire, de contribuer à la modernisation des universités et d'agir en faveur des réformes sociales.

C'est aussi le fameux compromis austro-hongrois de 1867, qui durera jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, soit un long demi-siècle. Je recommande toujours l'usage d'un compromis de ce genre aux jeunes ménages, dès lors qu'ils sont intéressés aux perspectives de leur longue durée conjugale.

Avant même que soit publiée, en 1988, cette thèse magistrale sur le conservatisme, Jean-Paul Bled signait un *François-Joseph* : cet Empereur conservateur, et même ultra, fut cependant capable de s'adapter au suffrage universel, sans être Napoléon III pour autant. Son règne correspond à l'apogée de Vienne fin-de-siècle, laquelle a la prétention, pas toujours inexacte, d'égaliser le

Paris de la Belle Époque – il faudrait citer à ce propos, non seulement Jean-Paul Bled, mais l'historien américain Carl Schorske.

Très originale est aussi son œuvre sur *Les Lys en exil*, où il prend la suite de Chateaubriand décrivant un Charles X lors de dîners d'apparats dans son royal exil en Slovénie. Le comte de Chambord a beau nourrir des pensées sociales, il n'est quand même plus du tout dans la course, si l'on en croit cette participation bledienne à l'histoire malheureuse, mais Jean-Paul Bled n'y est pour rien, de la légitimité. Le successeur théorique de Chambord sera malheureusement surnommé le « prince gamelle » à la suite d'une très brève participation personnelle au service militaire obligatoire, interrompu aussitôt par les républicains au pouvoir.

336

Historien des grandes villes, et plus encore des capitales, Jean-Paul Bled s'est attaché au destin de la Cité viennoise (1998). Il évoque notamment les sièges de la ville par les armées ottomanes. Les personnages essentiels apparaissent en leur temps, Mozart, Freud, Klimt et tant d'autres. Son *Munich* (2009), à l'égal de Vienne, plonge d'entrée de jeu dans les difficultés du XIV^e siècle, car Jean-Paul Bled est aussi un historien du long terme. L'âge d'or de Munich se situerait paradoxalement, on a tendance à l'oublier, entre 1870 et 1914, mais oui, Munich a malheureusement nourri l'hitlérisme, mais on oublie qu'elle fut au total moins nazie que certaines régions de l'Allemagne du Nord ; s'agissait-il d'une immunisation anti-nationale-socialiste en raison du catholicisme bavarois ? La question reste ouverte.

Son *Bismarck*, de l'avis général, est l'œuvre d'un grand historien : les Français, échaudés par les événements de 1933-1945, ont parfois tendance à innocenter Bismarck, qui n'aurait rien à voir avec le Führer. Certes ! Mais par-delà la superficialité commune des moustaches de l'un et de l'autre, il est certain, beaucoup d'Allemands libéraux le reconnaissent, qu'il y a une brutalité bismarckienne, certes géniale, mais traumatisante à notre égard. On a pu à partir de 1949 puis 1989, recoller les morceaux de ce qui restait de la construction bismarckienne, mais la volonté de Staline a créé la ligne Oder-Neisse...

Le territoire de la Prusse appartient aujourd'hui à la Russie, à la Lituanie, à la Pologne, et bien sûr à la RFA en ce qui concerne le Brandebourg et la Poméranie, tel est le naufrage d'une grande idée teutonique et fédéricienne, évoquée par notre auteur dans sa *Prusse*, éditée en 2007. C'est le moment ici d'évoquer la contribution éditoriale de deux grandes personnalités de la librairie française, Claude Durand et, au premier chef également, Denis Maraval. N'oublions pas non plus Benoît Yvert.

Certains accusent Jean-Paul Bled d'être avant tout un biographe, mais l'existence même de ses ouvrages sur Vienne, Munich et la Prusse, donnent un démenti à cette critique, certes injustifiée.

L'histoire des femmes, très dynamique en notre temps, mais pas nécessairement de gauche, s'incarne en une *Marie-Thérèse* (2001) que ne renieraient pas Michelle Perrot, ni Arlette Farge.

A-t-on le droit de politiser mon bref portrait et d'évoquer le gaullisme pur et dur de notre ami ? Mais les anciens ministres dont les interventions seront prononcées dans quelques instants sont plus aptes que moi, dès lors qu'il s'agit de faire référence aux réflexions d'ordre politique de l'historien dont je décris ici la personnalité très riche sous des dehors de discrétion personnelle qui lui font le plus grand honneur.

BIBLIOGRAPHIE DE JEAN-PAUL BLED

THÈSES

Albert Schäffle et le fédéralisme, thèse de troisième cycle soutenue en Sorbonne sous la direction du professeur Jacques Droz, Paris, 1970.

Les Fondements du conservatisme autrichien 1859-1879, thèse de doctorat d'État soutenue en Sorbonne sous la direction du professeur Jacques Droz, Paris, 1982.

MONOGRAPHIES

François-Joseph, Paris, Fayard, 1987. (Traduit en allemand [1988], slovène [1990], anglais [1992], serbe [1998] et roumain [2002].)

Les Fondements du conservatisme autrichien (1859-1879), Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Série internationale », 1988.

Rodolphe et Mayerling, Paris, Fayard, 1989. (Traduit en allemand [2006].)

Les Lys en exil ou la Seconde mort de l'Ancien Régime, Paris, Fayard, 1992. (Traduit en italien [2003].)

Histoire de Vienne, Paris, Fayard, 1998. (Traduit en allemand [2002] et en serbe [2003].)

Une étrange défaite, le piège de Maastricht: lettre ouverte d'un gaulliste à Jacques Chirac, Paris, F. X. de Guibert, 1998.

Marie-Thérèse d'Autriche, Paris, Fayard, 2001. (Traduit en italien [2002], slovaque [2011] et tchèque [2013].)

Frédéric le Grand, Paris, Fayard, 2004. (Traduit en allemand [2006].)

Bismarck: de la Prusse à l'Allemagne, Paris, Alvik, 2005.

Histoire de la Prusse, Paris, Fayard, 2007.

La Reine Louise de Prusse: une femme contre Napoléon, Paris, Fayard, 2008.

Histoire de Munich, Paris, Fayard, 2009. (Traduit en bulgare [2009].)

Bismarck, Paris, Perrin, 2011. (Traduit en serbe [2011], italien [2012] et polonais [2013].)

François-Ferdinand d'Autriche, Paris, Tallandier, 2012. (Traduit en allemand [2013] et serbe [2014].)

L'Agonie d'une monarchie: Autriche-Hongrie 1914-1920, Paris, Tallandier, 2014.

Les Hommes d'Hitler, Paris, Perrin, 2015.

DIRECTION D'OUVRAGES

Les Habsbourg et la Lorraine (en collaboration avec Eugène Faucher et René Taveneaux), Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1988.

La Démocratie aux États-Unis d'Amérique et en Europe 1919-1989, Paris, SEDES, 1999.

Religion et culture dans les sociétés et les États européens de 1800 à 1914, Paris, SEDES, 2001.

Géopolitique de la Roumanie. Regards croisés (en collaboration avec Jacques Barrat, Dan Berindei et Claudia Moisei), Paris, Alvik, 2003.

Dictionnaire historique et juridique de l'Europe (en collaboration avec Edmond Jouve et Christophe Réveillard), Paris, PUF, 2013.

Les Guerres balkaniques 1912-1913 (en collaboration avec Jean-Pierre Deschodt), Paris, PUPS, 2014.

340

DIRECTION DE REVUES

Études danubiennes, depuis 1985.

Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande, de 1988 à 2000.

Revue d'Europe centrale, de 1993 à 1999.

DIRECTION DE NUMÉROS DE REVUE

« L'Autriche et la construction européenne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXII/1, 1990.

« La RDA, quel avenir ? », numéro spécial de la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 1^{er} trimestre 1990.

« De Gaulle et l'Allemagne » (en collaboration avec Jacques Bariéty), *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXII/4, 1990.

« Les élections allemandes du 2 décembre 1990 : bilan et perspectives » (en collaboration avec Christiane Falbisaner), *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXIII/2, 1991.

« Cultures et identité suisses », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXIII/3, 1991.

« L'armée dans les pays habsbourgeois 1815-1914 », *Études danubiennes*, t. VIII/2, 1992 et t. IX/1, 1993.

« Les forces religieuses dans la Monarchie des Habsbourg 1815-1918 », *Études danubiennes*, t. X/1 et 2, 1994.

« Au lendemain des élections du 18 octobre 1994 » (en collaboration avec Christiane Falbisaner), *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXVII/1, 1995.

« Les élites franco-roumaines (xviii^e-xx^e siècles) », *Études danubiennes*, t. XI/1, 1995.

- « Les nationalités dans la Monarchie des Habsbourg 1850-1918 », *Études danubiennes*, t. XIII/1, 1996.
- « Personnalités médiatrices entre la France et la Roumanie (xviii^e-xx^e siècles) », *Études danubiennes*, t. XIII/2, 1997.
- « Le plan Tardieu », *Revue d'Europe centrale*, t. VI/1, 1998.
- « La France et la Serbie du congrès de Berlin à la crise de juillet 1914 », *Revue d'Europe centrale*, t. VII/1, 1999.
- « La bourgeoisie dans la Monarchie des Habsbourg 1815-1914 », *Études danubiennes*, t. XV/1, 1999.
- « La révolution de 1848 et ses suites dans les relations franco-roumaines », *Études danubiennes*, t. XV/2, 1999.
- « François-Ferdinand : du Belvédère à Sarajevo » (en collaboration avec Catherine Horel), *Études danubiennes*, t. XXVII/1-2, 2011.
- « Les guerres balkaniques », *Études danubiennes*, t. XXIX/1-2, 2013.
- « L'Autriche-Hongrie et la première guerre mondiale (1914-1915) » (en collaboration avec Lothar Höbelt), *Études danubiennes*, t. XXX/1-2, 2014.

ARTICLES

- « Un essai de compromis en Bohême. Les Articles fondamentaux de 1871 », *Revue d'Allemagne et de langue allemande*, t. VI/1, 1972, p. 50-88.
- « Donoso Cortes, ambassadeur en Prusse (février 1849-novembre 1849) », *L'Information historique*, 1973/1, p. 209-215.
- « La monarchie et la république dans l'œuvre du général de Gaulle », *Études gaulliennes*, t. 1, n° 1, 1973, p. 9-36.
- « Le général de Gaulle et l'unité nationale », *Études gaulliennes*, t. 1, n° 3-4, 1973, p. 49-60.
- « Le général de Gaulle et la Troisième Voie pendant la "Traversée du Désert" », *Études gaulliennes*, t. 2, n° 7-8, 1974, p. 13-22.
- « Le général de Gaulle et l'Europe de Versailles », *Études gaulliennes*, t. 3, n° 9, 1975, p. 37-46.
- « Le général de Gaulle et l'Europe durant la "Traversée du désert" », *Études gaulliennes*, t. 3, n° 11-12, 1975, p. 115-124.
- « L'image de l'Allemagne chez Charles de Gaulle avant juin 1940 », *Études gaulliennes*, t. 3, n° 10, 1975, p. 59-68.
- « Les élections législatives autrichiennes du 5.10.1975 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. VIII/1, 1976, p. 95-104.
- « Légitimité et Défense nationale chez Charles de Gaulle », *Études gaulliennes*, t. 4, n° 15-16, 1976, p. 55-64.

- « L'Autriche des Habsbourg à Hitler », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. X/1, 1978, p. 59-68.
- « Le comte Leo Thun et l'Institut für österreichische Geschichtsforschung », *Austriaca*, mai-juin 1978, p. 79-93.
- « La noblesse historique de Bohême et l'unité allemande (1848-1879) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XIII/4, 1981, p. 736-745.
- « La question de Bosnie-Herzégovine et la fin de l'ère libérale en Autriche », dans Ralph Melville et Hans-Jürgen Schröder (dir.), *Der Berliner Kongress von 1878. Die Politik der Grossmächte und die Probleme der Modernisierung in Südosteuropa in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Wiesbaden, Franz Steiner, 1982, p. 259-270.
- « Du nouveau sur les fondements du conservatisme autrichien », *L'Information historique*, 1984/1, p. 24-28.
- « Les catholiques autrichiens et le national-socialisme (1933-1938) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XVI/3, 1984, p. 533-544.
- « La cour de François-Joseph », dans Karl Ferdinand Werner (dir.), *Hof, Kultur und Politik im 19. Jahrhundert. Akten des 18. Deutsch-französischen Historikerkolloquiums*, Bonn, Ludwig Röhrscheidt, 1985, p. 169-182.
- « L'institution militaire autrichienne : profil et système de valeurs (1848-1879) », *Études danubiennes*, t. I/1, 1985, p. 25-52.
- « Le général de Gaulle et le mode de scrutin », *Études gaulliennes*, t. 16, n° 42, 1986, p. 16-21.
- « Les écrivains autrichiens et l'effondrement de la Double Monarchie », dans Jean-Paul Bled et István Hunyadi (dir.), *Les Conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale*, Strasbourg, Association des publications près les universités de Strasbourg, 1987, p. 47-53.
- « L'image de la Prusse chez les Allemands d'Autriche de Marie-Thérèse à François-Joseph », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XIX/3, 1987, p. 133-140.
- « Les associations étudiantes autrichiennes dans les universités autrichiennes », *Études danubiennes*, t. III/2, 1987, p. 133-140.
- « Le compromis austro-hongrois de 1867 », *Austriaca*, juin 1988, p. 23-31.
- « Les Lorrains dans le Banat », dans Jean-Paul Bled, Eugène Faucher et René Taveneaux (dir.), *Les Habsbourg et la Lorraine*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1988, p. 161-167.
- « Les correspondants français du comte Perggen », *Études danubiennes*, t. VI/2, p. 1-8.
- « L'Autriche et les grandes étapes de la construction européenne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXII/1, 1990, p. 3-8.
- « Le général de Gaulle et l'Allemagne pendant la "Traversée du désert" », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXII/4, 1990, p. 513-524.
- « Les Habsbourg et l'Europe centrale », dans Miklós Molnár et André Reszler (dir.), *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, Paris, PUF, 1989, p. 9-16.

- « Les élections en Autriche », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXIII/4, p. 593-599.
- « La CSU et les élections en Bavière », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXIII/2, 1991, p. 173-179.
- « Une occasion manquée : le projet d'alliance franco-autrichienne (1867-1870) », *Études danubiennes*, t. VII/2, 1991, p. 101-110.
- « La noblesse dans les pays habsbourgeois : profil et évolution (1815-1914) », *Études danubiennes*, t. VII/2, 1991, p. 77-85.
- « La conception autrichienne de la Mitteleuropa », dans Miklós Molnár, Georges Nivat et André Reszler (dir.), *Vers une mutation de société. La marche de l'Europe de l'Est vers la démocratie*, Paris, PUF, 1991, p. 17-24.
- « L'Allemagne dans les relations internationales 1848-1914 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, numéro spécial « L'Allemagne et la sécurité de l'Europe », mai 1992.
- « La présence économique française dans les nouveaux Bundesländer » *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXIV/2-3, 1992, p. 301-307.
- « L'archiduc Albrecht, archétype du soldat conservateur », *Études danubiennes*, t. VIII/2, 1992, p. 163-168.
- « L'idée d'Autriche sous la I^{re} République », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXIV/4, 1992, p. 521-528.
- « L'Autriche-Hongrie : un modèle de pluralisme national », dans André Liebich et André Reszler (dir.), *L'Europe centrale et ses minorités : vers une solution européenne*, Paris, PUF, 1993, p. 25-35.
- « Du Zentrum à la CDU », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXV/1, 1993, p. 3-9.
- « La France, la Roumanie et le traité d'octobre 1883 », *Études danubiennes*, t. IX/2, 1993, p. 143-150.
- « Tchèques et Slovaques dans la Monarchie des Habsbourg », *Revue d'Europe centrale*, t. I/2, 1993, p. 113-119.
- « Les correspondants français du comte Pergen 1839-1902 », dans Elisabeth Springer et Leopold Kammerhofer (dir.), *Archiv und Forschung: das Haus-, Hof- und Staatsarchiv in seiner Bedeutung für Geschichte Österreichs und Europas*, Wien/München, Verlag für Geschichte und Politik/R. Oldenbourg, 1993, p. 300-308.
- « Die französischen Beiträge zur österreichischen Pluralität » dans *Grenzenloses Österreich*, Vienne, 1994, p. 40-44.
- « L'Autriche entre l'Est et l'Ouest », *Revue d'Europe centrale*, t. 3/1, 1995, p. 1-15.
- « Aux origines du catholicisme social autrichien », *Études danubiennes*, t. XI/1, 1995, p. 1-15.
- « D'une élection à l'autre, 1990-1994 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXVII/1, 1995, p. 3-12.

- « Deux Roumaines à Paris : Anna de Noailles et Marthe Bibesco », *Études danubiennes*, t. XI/2, 1995, p. 107-114.
- « Les enjeux en Europe centrale : une perspective historique », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XVII/3, 1995, p. 313-322.
- Cours du CNED sur la question d'agrégation d'histoire contemporaine : « Nations, nationalités, nationalismes (Allemagne et Monarchie des Habsbourg) », janvier 1996.
- « Les Allemands d'Autriche et la question nationale (1850-1918) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXVIII/1, 1996, p. 71-86.
- « Czernowitz avant 1914 : une société multiculturelle », *Revue roumaine d'histoire*, t. 35, n° 1-2, janvier-juin 1996, p. 21-26.
- « Les Allemands » et « Les Croates », articles parus dans le numéro spécial d'*Études danubiennes* sur « Les nationalismes dans la Monarchie des Habsbourg 1850-1918 », t. XII/1, p. 1-15 et 119-125.
- « La France et la Serbie dans la première guerre mondiale, 1914-1916 », dans Slavko Gavrilović et Slavenko Terzić, *Europe and the Serbs*, Belgrade, Académie des sciences de Serbie, 1996, p. 441-455.
- « Le baron Kübeck, un modèle de haut fonctionnaire », *Études danubiennes*, t. XII/2, 1996, p. 209-214.
- Articles « Autriche », « Bohême », « François I^{er} », « Metternich », « François-Joseph », « Élisabeth », « Schwarzenberg », « Sadowa », « Le compromis austro-hongrois », « Mayerling », « Sarajevo », dans Madeleine Ambrière (dir.), *Dictionnaire du XIX^e siècle*, Paris, PUF, 1997.
- « La France et l'Autriche dans l'histoire européenne au début des Temps modernes », *Études danubiennes*, t. XIII/1, 1997, p. 17-30.
- « Le général de Gaulle et l'Europe à la veille de 1958 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXIX/2, 1997, p. 150-156.
- « Elvire Popesco, une comédienne roumaine à Paris », *Études danubiennes*, t. XIII/2, 1997, p. 97-103.
- « La Transylvanie dans la *Revue des deux mondes* pendant la première guerre mondiale », *Revue roumaine d'histoire*, t. 36, n° 3-4, juillet-décembre 1997, p. 215-221.
- « L'Allemagne et le plan Tardieu », *Revue d'Europe centrale*, t. VI/1, 1998, p. 31-43.
- « Hommage à François-Georges Dreyfus », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXX/3, 1998, p. 1-10.
- « La France et l'élargissement de l'Union européenne », *Revue d'Europe centrale*, t. 6/2, 1998, p. 40-50.
- « La *Revue des deux mondes* et les guerres balkaniques (1912-1913) », *Revue d'Europe centrale*, t. VII/1, 1999, p. 109-114.
- « L'Allemagne et la RFA » dans Jean-Paul Bled (dir.), *La Démocratie aux États-Unis d'Amérique et en Europe 1918-1989*, Paris, SEDES, 1999, p. 107-172.
- « Paul Morand et la Roumanie », *Revue roumaine d'histoire*, t. 38, 1999, p. 107-111.

- « Edgar Quinet, les Roumains et la Roumanie », *Études gaulliennes*, t. XV/2, 1999, p. 73-79.
- « Schönerer et le Los von Rom Bewegung », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXXII/2, 2000, p. 257-262.
- « L'Allemagne et l'élargissement de l'Union européenne à l'Est », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. XXXII/4, 2000, p. 559-564.
- « L'Allemagne religieuse au XIX^e siècle » ; « La vie culturelle en Allemagne au XIX^e siècle », dans Jean-Paul Bled (dir.), *Religion et culture dans les sociétés et les États européens de 1800 à 1914*, Paris, SEDES, 2001, p. 41-69 et p. 147-169.
- « L'Allemagne et l'Europe centrale (1911-1923) » ; « L'Allemagne et l'Europe centrale (1924-1936) » ; « L'Allemagne : guerre totale et guerre des races », dans Dominique Barjot (dir.), *Les Sociétés, la guerre, la paix 1911-1946*, Paris, SEDES, 2003, p. 61-74, 157-166, 197-208.
- « Un représentant de la noblesse "libérale" : le comte Oswald Thun », *Études danubiennes*, t. XIX/1-2, 2003, p. 135-140.
- « Metternich et l'alliance autrichienne », dans Thierry Lentz (dir.), *Napoléon et l'Europe*, Paris, Fayard, 2005, p. 318-323.
- « Le général de Gaulle et le triangle Paris-Berlin-Moscou », dans Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la Russie*, Paris, CNRS éditions, 2006, p. 199-204.
- « Napoléon III et la transformation de Paris », *Études danubiennes*, t. XXII/1-2, 2006, p. 67-72.
- « François Thouvenel et la Question d'Orient », *Revue roumaine d'histoire*, t. 45, 2006, p. 175-178.
- « La France et les origines de la Petite Entente », *Études danubiennes*, t. XXIII/1-2, 2007, p. 13-19.
- « Les institutions européennes jugées par Charles de Gaulle », *Espoir*, n° 155, décembre 2008, p. 89-95.
- « Les musées et la formation de la conscience nationale en Allemagne au XIX^e siècle », *Études danubiennes*, t. XXV/1-2, 2009, p. 33-39.
- « Entre la Prusse et l'Autriche, Napoléon III et la question Allemande », dans Pierre Milza (dir.), *Napoléon III, l'homme, le politique*, Paris, Napoléon III Éditions, 2010, p. 397-406.
- « Ernest Denis et la Grande Serbie », dans Dušan Bataković (dir.), *La Serbie et la France : une alliance atypique*, Belgrade, Académie serbe des sciences et des arts, 2010, p. 289-295.
- « François-Joseph et François-Ferdinand », *Études danubiennes*, t. XXVII/1-2, 2011, p. 3-12.
- « François-Ferdinand et la Roumanie », *Revue roumaine d'histoire*, t. 50, 2011, p. 49-54.
- « Friedrich II und Frankreich », dans Bernd Sösemann (dir.), *Friedrich der Grosse in Europa – gefeiert und umstritten*, Stuttgart, Franz Steiner, 2012, p.77-81.

- « Le suicide de Hitler », dans Diane Ducret et Emmanuel Hecht (dir.), *Les Derniers Jours des dictateurs*, Paris, Perrin, 2012, p. 30-47.
- « Le prince Felix zu Schwarzenberg, de la révolution au néo-absolutisme », dans Olivier Chaline (dir.), *Les Schwarzenberg. Une famille dans l'histoire de l'Europe, XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Lavauzelle, 2012, p. 103-111.
- « L'Autriche-Hongrie et la seconde guerre balkanique », *Études danubiennes*, t. XXIX/1-2, 2013, p. 97-101.
- « L'Europe à la veille des guerres balkaniques », dans Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.), *Les Guerres balkaniques 1912-1913*, Paris, PUPS, 2014, p. 11-18.
- « Les deux morts de Charles X », dans Patrice Gueniffey (dir.), *Les Derniers Jours des rois*, Paris, Perrin, 2014, p. 299-316.
- « Kaunitz, Stadion et Metternich : les maîtres de la diplomatie autrichienne », dans Yves Bruley et Thierry Lentz (dir.), *Diplomaties au temps de Napoléon*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 333-340.
- « Josef Redlich et les premiers mois de la Grande Guerre », *Études danubiennes*, t. XXX/1-2, 2014, p. 31-35.
- « L'Europe dans la pensée du général de Gaulle », *Espoir*, n° 178, décembre 2014, p. 3-11.

PRÉFACES – POSTFACES

- Édouard Husson, *Heydrich et la Solution finale*, Paris, Perrin, 2008.
- Daniel Costelle, *Prisonniers de guerre nazis en Amérique*, Paris, Acropole, 2012.
- August von Kageneck, *La France occupée*, Paris, Perrin, 2012.
- Olivier Chaline (dir.), *Les Schwarzenberg. Une famille dans l'histoire de l'Europe XVI^e-XX^e siècles*, Paris, Lavauzelle, 2012.
- Paul-Otto Schmidt, *Sur la scène internationale avec Hitler*, Paris, Perrin, 2014.
- Limore Yagil, *Au nom de l'art, 1933-1945. Exils, solidarités et engagements*, Paris, Fayard, 2015.

DIRECTION DE COLLOQUES INTERNATIONAUX

- « Le général de Gaulle et une certaine idée de la France » (Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes – La Baule – juin 1973).
- « Le général de Gaulle et la Troisième Voie » (Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes – Amboise – juin 1974).
- « Le général de Gaulle et l'Europe » (Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes – Strasbourg – juin 1975).
- « Le général de Gaulle et la Défense nationale » (Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes – Dinard – juin 1976).

- « Le général de Gaulle et la décolonisation » (Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes – Abidjan – juillet 1977).
- « Le général de Gaulle et la francophonie » (Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes – Dakar – juillet 1978).
- « L'influence du gaullisme dans le monde » (Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes – Aix-en-Provence – juin 1981).
- « Les conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale » (en collaboration avec Pierre Ayçoberry et Istvan Hunyady – Université Marc Bloch de Strasbourg – mai 1984)
- « Universités et cultures dans la Monarchie des Habsbourg 1815-1918 » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – mai 1986).
- « Les Habsbourg et la Lorraine » (en collaboration avec Eugène Faucher et René Taveneaux – Nancy – mai 1987).
- « Paris-Vienne 1871-1914: un demi-siècle de relations culturelles » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – mai 1988).
- « La France et la Monarchie des Habsbourg dans les relations internationales 1867-1914 » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – juin 1989).
- « La noblesse dans la Monarchie des Habsbourg 1815-1914 » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – juin 1990).
- « L'armée dans les pays habsbourgeois 1815-1914 » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – juin 1991).
- « L'administration dans la Monarchie des Habsbourg 1815-1918 » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – juin 1992)
- « Les forces religieuses dans la Monarchie des Habsbourg 1815-1918 » (Centre d'études de la Monarchie des Habsbourg – juin 1993).
- « Les élites franco-roumaines (XVIII^e-XX^e siècle) » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – juin 1994)
- « La bourgeoisie dans la Monarchie des Habsbourg 1848-1914 » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – octobre 1995).
- « Personnalités médiatrices entre la France et la Roumanie XVIII^e-XX^e siècle » (Centre d'études de la Monarchie des Habsbourg – juin 1996).
- « Les contributions françaises au pluralisme autrichien » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – octobre 1996).
- « La France et la Serbie du congrès de Berlin à la crise de juillet 1914 » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – décembre 1996).
- « Le plan Tardieu » (en collaboration avec Jacques Bariéty – Université Paris-Sorbonne – novembre 1997)
- « La révolution de 1848 et ses suites dans les relations franco-roumaines » (Centre d'études germaniques de Strasbourg – juin 1998).

- « L'année 1934 et l'Europe centrale » (en collaboration avec Jacques Bariéty – Université Paris-Sorbonne – novembre 1998).
- « Les noblesses de Bohême et de Moravie au XIX^e siècle » (en collaboration avec Radmila Slabakova – Université d'Olomouc – novembre 2001).
- « Napoléon III » (Université Paris-Sorbonne – mai 2006).
- « Les relations franco-yougoslaves dans l'entre-deux guerres (1918-1940) » (Université Paris-Sorbonne – mai 2007).
- « François-Ferdinand : du Belvédère à Sarajevo » (en collaboration avec Catherine Horel – Académie de défense d'Autriche et Institut français de Vienne – mai 2011).
- « Les guerres balkaniques 1912-1913 » (en collaboration avec Jean-Pierre Deschoodt – ICES La-Roche-sur-Yon – décembre 2012).
- « La seconde guerre balkanique » (Université Paris-Sorbonne – juin 2013).
- « La crise de juillet 1914 et l'Europe » (en collaboration avec Jean-Pierre Deschoodt – ICES La-Roche-sur-Yon – avril 2014).

DIRECTIONS DE THÈSE

- Gérald Arboit, *Aux sources de la politique arabe de la France. Le Second Empire au Machrek*, Université Robert Schuman de Strasbourg, 1999.
- Vojislav Pavlovic, *La France et l'espace yougoslave : la naissance de la Yougoslavie (1878-1918)*, 2 décembre 2000.
- Nicolas Dohrmann, *Les Relations entre la SFIO et le SPD dans l'immédiat après-guerre (1945-1953)*, École nationale des chartes, 2003.
- Hélène Plisson, *La Mésentente cordiale franco-britannique : la deuxième tentative d'adhésion britannique au Marché commun à l'épreuve du veto français (octobre 1964-avril 1969)*, 6 mars 2004.
- René Bustan, *Les Relations roumano-hongroises dans la perspective de la construction européenne*, 28 avril 2004.
- Arnaud Hurel, *L'Institutionnalisation de l'archéologie préhistorique en France métropolitaine (1852-1941) et l'Institut de paléontologie humaine Fondation Albert I^{er} de Monaco*, 17 décembre 2004.
- Ana-Maria Stan, *Les Relations franco-roumaines à l'époque de Vichy (1940-1944)*, 31 janvier 2005 (thèse en cotutelle soutenue à l'université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie ; directeur roumain : professeur Vasile Vese).
- Renaud Meltz, *Le Mage et le Régent. Alexis Léger (1887-1975)*, 3 décembre 2005.
- Benedikt Schoenborn, *La Mésentente apprivoisée. Paris et Bonn 1963-1969 : forces et limites d'une réconciliation*, 6 décembre 2005 (thèse en cotutelle soutenue à l'Institut des hautes études internationales de Genève ; directeur suisse : Pierre du Bois).
- Georges Bulit, *Prussianisme et nazisme : le regard des intellectuels français sur l'identité nazie de 1933 à 1940*, 14 janvier 2006.
- Gaëlle Liedts, *Du pouvoir de l'image : la photographie de propagande et de contre-propagande national-socialiste en Allemagne et en France (1933-1945)*, 1^{er} juin 2006.
- Philippe Gelez, *Safvet-Beg Basagic (1870-1934) ; aux racines intellectuelles de la pensée nationale chez les musulmans de Bosnie-Herzégovine*, 20 juin 2006.
- Jean-Louis Kummer, *Les Voyageurs français en Autriche au XIX^e siècle*, 25 mai 2007.
- Stéphanie Burgaud, *Le Rôle de la politique russe de Bismarck dans la voie prussienne vers l'unité allemande (1863-1871). Die getauschte Clio*, 16 juin 2007.
- Corneliu Fitzai, *Origines et actualités du Mouvement adventiste du septième jour en Roumanie*, 22 juin 2007.
- Édouard Husson, *Reinhard Heydrich (1904-1942) et la mise en place du judéocide*, HDR, 30 novembre 2007.

- Zoran Kosanic, *La Désagrégation de la Fédération yougoslave 1988-1992. Historique et analyse*, 15 décembre 2007.
- Edi Miloš, *Antun Radic et la genèse du mouvement paysan croate (1868-1905)*, 12 avril 2008.
- Alice Guillaume, *Les Travailleurs étrangers à Heidelberg pendant la seconde guerre mondiale*, 24 mai 2008.
- Maxime Lagleize, *Heinrich Mann et l'exil en France 1933-1940*, 13 février 2010 (thèse en cotutelle : directeur allemand : Roland Höhne)
- Limore Yagil, *Artistes juifs et non juifs en France sous l'Occupation (1940-1944) : exemples de désobéissances civiles et de sauvetages*, HDR, septembre 2010.
- Guillaume Payen, *Racines et Combat. L'existence politique de Martin Heidegger : patriotisme, nationalisme et engagement d'un intellectuel européen jusqu'à l'avènement du nazisme (1888-1933)*, 4 décembre 2010.
- Georgiana Medrea, *Les Relations culturelles franco-roumaines dans l'entre-deux-guerres*, 18 décembre 2010 (thèse en cotutelle ; directeur roumain : Dan Berindei).
- Fanny Chassain, *Lecture et instrumentalisation hitlériennes de « Parsifal »*, 15 janvier 2011.
- Marc Maregiano-Koenig, *L'Attitude de l'évêque de Munster, Mgr Clemens August von Galen (1878-1946)*, 22 janvier 2011.
- Mathieu Dubois, *Génération politique. Engagement, politisation et mobilisation dans les organisations de jeunesse des partis politiques en RFA et en France (1966-1974)*, 27 juin 2012 (thèse en cotutelle soutenue à l'université d'Augsbourg ; directeur allemand : Andreas Wirsching).
- Ali Alzaabi, *Le Conseil de coopération du Golfe, instrument de la politique de sécurité dans le Golfe : enjeux et risques (1981-2008)*, 29 juin 2012.
- Petru Rusu, *La Construction et l'instrumentalisation de l'idée nationale pendant le régime communiste (1948-1971)*, 13 novembre 2012 (thèse en cotutelle soutenue à l'université de Cluj ; directeur roumain : George Cipaianu)
- Anne Kolle, *Du monastère à l'errance. Les bénédictins de Saint-Maur de Normandie et de la province de France de 1750 à 1802 et l'émigration bénédictine en Westphalie*, 29 novembre 2012.
- Benjamin Galand, *L'Influence du sport dans les régimes totalitaires européens au XIX^e siècle. L'exemple de l'Allemagne nazie*, 8 avril 2013.
- Anne Geslin, *Regards portés par des soldats français sur des soldats allemands pendant la Grande Guerre*, 17 mai 2013.
- Hélène de Lauzun, *La Question autrichienne dans les années trente (1930-1938)*, 17 janvier 2015.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Dominique Barjot

Professeur d'histoire économique contemporaine à l'université Paris-Sorbonne, directeur adjoint du Centre Roland Mousnier (UMR 8596). Ancien président de l'Association française d'histoire économique, il est l'auteur de nombreux ouvrages ou articles de revue, parmi lesquels, récemment : *La Grande Entreprise française de Travaux Publics*, Paris, Economica, 2006 ; (dir.), « Où va l'histoire des entreprises ? », *Revue économique*, 58, n° 1, janvier 2007 ; (dir.), *Deux guerres totales 1914-1918 ; 1939-1945. La mobilisation de la nation*, Paris, Economica, 2011 ; « Les entreprises françaises d'ingénierie face à la compétition internationale », *Entreprises et histoire*, 71, juin 2013 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « Economic Cooperation Reconsidered », *Revue économique*, 64, novembre 2013 ; *Bouygues. Les ressorts d'un destin entrepreneurial*, Paris, Economica, 2014 ; avec Jean-Pierre Chalineet André Encrevé, *La France au XIX^e siècle 1814-1914*, Paris, PUF, 2014 ; avec Michel Figeac (dir.), *Citoyenneté, république et démocratie en France de 1789 à 1889*, Paris, Armand Colin/SEDES, 2014 ; « The Construction Industry in the XXth Century: an International Interfirm Comparison », *Revue française d'histoire économique – The French Economic History Review*, n° 1, septembre 2014 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « La circulation de l'information et des connaissances », *Entreprises et histoire*, 75, juin 2014 ; avec Marco Bertilorenzi (dir.), *Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle) – From Precious Metal to Mass Commodity (19th-21st century)*, Paris, PUPS, 2014 ; « Cartels et régulation des crises », *Entreprises et histoire*, 75, septembre 2014.

Dušan T. Bataković

Historien et diplomate serbe, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne. Actuellement directeur de l'Institut des études balkaniques de l'Académie serbe des sciences et des arts de Belgrade. Il a été ambassadeur de Serbie en Grèce, au Canada et en France. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'histoire de la Serbie, de l'ex-Yougoslavie et des Balkans, dont *Kosovo. Un conflit sans fin?*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2008 ; (dir.), *La Serbie et la France. Une alliance atypique*, Beograd, Institut des études balkaniques, 2010 ; et *Les Sources françaises de la démocratie serbe*, Paris, CNRS éditions, 2013.

Zoltan Bécsi

Après des études dans les universités de Genève et d'Oxford et sa thèse de doctorat à l'HEID de Genève en Histoire des relations internationales sur la diplomatie secrète et le combat des peuples d'Europe centrale pour une confédération en Europe centrale (*Forbiden Federalism, 1918-1921*), il s'est intéressé à la géopolitique (*Le Projet géopolitique de la France pour l'Europe centrale dans les années 1920 et son échec*) et a récemment entrepris des recherches sur la question de la souveraineté (en préparation : *De l'Empire à la Fédération, l'héritage impériale de la Fédération et de l'Union européenne* et *The Order of Malta. From Territoriality to Sovereignty*).

Stéphanie Burgaud

352

Ancienne élève de l'ENS, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne, maître de conférences à l'IEP de Toulouse. Ses recherches portent sur l'histoire allemande, l'histoire russe et les relations internationales au XIX^e siècle. Elle a publié *La Politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010, et, plus récemment, *L'Europe dans la construction politique et identitaire russe*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2013.

Mathieu Dubois

Agrégé et docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne et de l'Universität Augsburg (Allemagne). Ancien *Fellow* du *Zentrum für Zeithistorische Forschung* (Potsdam), il est actuellement coordonateur du programme franco-allemand ANR-DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945) ». Il est chargé d'enseignements à l'université Paris-Sorbonne. Il a notamment publié *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesse des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014 (mention spéciale du Prix de thèse du Sénat).

David Gallo

Ancien élève de l'ENS-LSH (Lyon), agrégé et docteur en histoire, ATER à l'université Paris-Sorbonne ; il a soutenu en 2014 une thèse sur *La Fabrique de l'homme nouveau : formation idéologique et conditionnement politique dans la SS (1933-1945)*, sous la direction des professeurs Édouard Husson (université de Picardie) et Dominique Barjot (université Paris Sorbonne).

Philippe Gelez

Maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne. Il enseigne la littérature et l'histoire des idées de l'espace ex-yougoslave et dirige un séminaire de

traduction. Après s'être intéressé à l'Islam bosno-herzégovien et balkanique, il a orienté ses recherches sur la question agraire au XIX^e siècle dans ces mêmes régions, ainsi que sur les problèmes liés à l'eupéanisation.

Jean-Noël Grandhomme

Maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'université de Strasbourg ; conférencier au Collège militaire royal du Canada à Kingston (Ontario) ; membre élu du Conseil national des universités ; membre des comités scientifiques du Mémorial de Verdun, du Mémorial de l'Alsace-Moselle, du Musée de Gravelotte. Publications principales : « *La guerre ne tardera pas* ». *Les Rapports du colonel Pellé, attaché militaire français à Berlin (1909-1912)*, en collaboration avec Isabelle Sandiford-Pellé, Paris, Armand Colin, 2014 ; *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, en collaboration avec Francis Grandhomme, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013 ; *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, co-dirigé avec François Cochet, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2011 ; *Henri-Mathias Berthelot (1861-1931). Du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry, ECPA-D, 2011 ; *Les Malgré-nous de la Kriegsmarine. Destins d'Alsaciens et de Lorrains dans la marine de guerre du III^e Reich*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2011 ; *La Roumanie en guerre, 1914-1919 : de la Triplice à l'Entente*, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2009.

Lothar Höbelt

Professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Vienne, spécialiste de l'histoire autrichienne, allemande et britannique, ses travaux portent notamment sur l'histoire politique et constitutionnelle. Parmi ses nombreuses publications : *Landschaft und Politik im Sudetenland*, Wien, Österreichische Landsmannschaft, 2004 ; *Ferdinand III. 1608-1657. Friedenskaiser wider Willen*, Graz, Ares, 2008 ; *Franz Joseph I. Der Kaiser und sein Reich. Eine politische Geschichte*, Wien, Böhlau, 2009 ; *Die Habsburger. Aufstieg und Glanz einer europäischen Dynastie*, Stuttgart, Theiss, 2009 ; *Böhmen. Eine Geschichte*, Wien, Karolinger Verlag, 2012.

Catherine Horel

Directrice de recherche au CNRS (SIRICE). Spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Europe centrale, elle enseigne à l'université Panthéon-Sorbonne. Elle est membre de plusieurs organismes internationaux et Secrétaire générale du Comité international des sciences historiques (CISH). Ses recherches traitent des structures sociopolitiques de l'Empire des Habsbourg, de l'histoire urbaine, de l'histoire des juifs. Parmi ses récentes publications, à

signaler : *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009 ; Catherine Horel (dir.), *1908, la crise de Bosnie dans le contexte européen cent ans après*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; *L'Amiral Horthy, régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014 ; Catherine Horel (dir.), *Les Guerres balkaniques 1912-1913. Conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

Rainer Hudemann

354

Professeur d'histoire contemporaine de l'Allemagne et des pays germaniques à l'université de Paris-Sorbonne et professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de la Sarre (Allemagne). Il a été vice-président de l'université de la Sarre, professeur invité à l'Université hébraïque de Jérusalem, titulaire de la chaire Alfred Grosser et professeur invité à l'Institut d'études politiques de Paris. Ses principaux domaines de recherche portent sur l'histoire allemande et française aux XIX^e et XX^e siècles, sur les relations franco-allemandes, les élites en France et en Allemagne, la politique sociale, les partis politiques, l'intégration européenne, les fascismes en Europe, l'histoire urbaine dans une perspective comparative, les structures de processus de transfert en Europe, les mémoires transnationales.

Emmanuel Le Roy Ladurie

Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur émérite au Collège de France, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale et membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), Emmanuel Le Roy Ladurie compte parmi les historiens français les plus célèbres. Auteur d'ouvrages traduits dans le monde entier, il fut nommé docteur *honoris causa* de dix-neuf universités. Grand Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, sa recherche actuelle porte sur l'histoire du climat.

Georgiana Medrea

Maître de conférences qualifié, docteur en histoire moderne et contemporaine de l'université Paris-Sorbonne et de l'université de Bucarest. Sa thèse consacrée aux relations culturelles franco-roumaines dans l'entre-deux-guerres ainsi que ses contributions à des ouvrages collectifs tiennent à la fois de l'histoire diplomatique, de l'art, des institutions littéraires et culturelles. Elle participe depuis 2000 aux travaux du comité d'historiens franco-roumains dirigés par Jean-Paul Bled (université Paris-Sorbonne) et Dan Berindei, vice-président de l'Académie roumaine, publiés dans *Études danubiennes* et *Revue roumaine d'histoire*.

Renaud Meltz

Maître de conférences à l'université de Polynésie française, est l'auteur d'*Alexis Léger, dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008 (Prix Maurice Baumont). Ses travaux portent actuellement sur l'opinion publique dans les relations internationales. Il prépare à ce sujet un ouvrage à paraître chez Vendémiaire en 2016, *Vers une diplomatie des peuples? L'opinion publique et les crises internationales au premier XIX^e siècle (France et Grande-Bretagne)*.

Edi Miloš

Maître de conférences à l'université de Split, il axe ses recherches sur l'histoire politique et intellectuelle des Croates aux XIX^e et XX^e siècles. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat encore inédite *Antun Radić et la genèse du mouvement paysan croate (1868-1905)*, dirigée par le professeur Jean-Paul Bled et soutenue en 2008 à l'université Paris-Sorbonne.

Vojislav Pavlović

Docteur de l'université Paris-Sorbonne, il a été maître de conférences associé dans plusieurs universités en France et en Serbie. Il est actuellement vice-directeur de l'Institut d'études balkaniques de Belgrade. Il a notamment publié *Francuskarevolucija [La Révolution française]*, Beograd, Vidici, 1990; *OSS in Yugoslavia 1941-1944*, Beograd, Center for Serbian Studies, 1997; *Od Monarhije do republike (De la monarchie à la république. Les États-Unis et la Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale)*, Beograd, Clio, 1998.

Guillaume Payen

Docteur en histoire contemporaine, chef du pôle Histoire et faits sociaux contemporains du centre de recherche de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, chercheur associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596), Guillaume Payen a soutenu sa thèse en 2010 sous la direction de Jean-Paul Bled: *Racines et combat. L'existence politique de Martin Heidegger: patriotisme, nationalisme et engagement d'un intellectuel européen jusqu'à l'avènement du nazisme (1889-1933)*. Sa biographie du philosophe sera publiée en janvier 2016 aux éditions Perrin sous le titre: *Les Destins changeants de Martin Heidegger. Catholicisme, révolution, nazisme (1889-2014)*.

André Reszler

Historien, né à Budapest, il a enseigné la littérature comparée et l'histoire européenne de 1968 à 1975 à l'université d'Indiana (Bloomington) et, à partir de cette date jusqu'à sa retraite en 1998, l'histoire des idées et de la culture européenne à l'Institut universitaire d'études européennes où il a succédé à

Denis de Rougemont. Depuis 1998, il est professeur honoraire à la faculté des Lettres de l'université de Genève. À plusieurs reprises, il a été invité à l'université de Montréal et à l'Institut d'études germaniques de Strasbourg. Fondateur de la revue *Cadmos*, il en est le rédacteur en chef de 1977 à 1983. Parmi ses publications, traduites en plusieurs langues : *L'Esthétique anarchiste*, Paris, PUF, 1973 ; *Mythes politiques modernes*, Paris, PUF, 1981 ; *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, Genève, Georg, 1991 ; *Le Pluralisme, aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*, Paris, La Table Ronde, 2002 ; et *Les Nouvelles Athènes, histoire d'un mythe culturel européen*, Gollion, Infolio, 2004.

Christophe Réveillard

356 Christophe Réveillard est responsable de recherches au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) et professeur module européen Jean Monnet (Commission européenne, Programmes et coopération internationale). Docteur en histoire (université Paris-Sorbonne) et diplômé en droit international public (université Paris-Sud), il est secrétaire-général-adjoint du Comité français des sciences historiques et membre de l'Institut international d'études européennes A. Rosmini. Il a notamment publié le *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe* (Paris, PUF, 2013) ; *Métiers et statuts sociaux. Les représentations* (Paris, Éditions du CTHS, 2012) ; *La Construction européenne* (Paris, Ellipses, 2012) ; *La Guerre civile perpétuelle. Aux origines modernes de la dissociété* (Perpignan, Artège, 2012) ; (dir.) « Fatalités européennes », *Géostratégiques*, n° spécial, 2012-1 ; *La Culture du refus de l'ennemi. Modérantisme et religion en Europe au seuil du XXI^e siècle* (Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2007) ; *Penser et construire l'Europe 1919-1992* (Paris, CNED/SEDES, 2007) ; *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité* (Paris, PUPS, 2002).

Benedikt Schoenborn

Senior Research Fellow au *Tampere Peace Research Institute* enseignant à l'université de Tampere, en Finlande. Parmi ses publications figurent les livres *Transatlantic Relations since 1945: an Introduction* (avec Jussi Hanhimäki et Barbara Zanchetta), London, Routledge, 2012, et *La Mécontente apprivoisée: de Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007 (Prix Duroselle).

Ana-Maria Stan

Docteur en histoire, Ana-Maria travaille comme chercheur à l'université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca (Roumanie). Elle est responsable du Musée historique de l'université. Ancienne boursière de l'Agence universitaire de la francophonie (2002-2004). Sa thèse, soutenue en 2005 et publiée en 2006 (édition roumaine) et en 2007 (édition française), porte sur les relations franco-

roumaines à l'époque du régime de Vichy. Auteur de quelques livres et d'une vingtaine d'articles sur l'histoire du xx^e siècle, ciblant les rapports culturels et la collaboration scientifique et académique entre la France et la Roumanie de 1918 à 1945, ainsi que l'histoire de l'enseignement supérieur roumain pendant l'entre-deux-guerres. En 2012, elle a édité le journal de Jacqueline Jeannel – *Ma Roumanie/România mea*, Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane, Academia Română.

TABLE DES MATIÈRES

introduction. Jean-Paul Bled, historien des mondes germaniques en Sorbonne.....	7
Rainer Hudemann.....	7

PREMIÈRE PARTIE

LE VIENNOIS :

DE L'AUTRICHE DES HABSBOURG AUX BALKANS DES NATIONS

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS TRAVAILLÉS PAR LES NATIONALISMES AU XIX^e SIÈCLE

L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle	
Edi Miloš.....	17
Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : Le comte Anton von Prokesch-Osten	
André Reszler.....	27
La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914)	
Philippe Gelez.....	35
L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902)	
Dušan T. Bataković.....	47
Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques	
Vojislav Pavlović.....	63
Montenegro and the Central Powers 1915-16	
Lothar Höbelt.....	79

INFLUENCES DIPLOMATIQUES, CULTURES ET MÉMOIRE DANS UN ESPACE EN RECOMPOSITION AU XX^e SIÈCLE

Le général Paul Venel (1864-1920) et Le rôle de la France dans le rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes	
Jean-Noël Grandhomme.....	97

Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) Georgiana Medrea.....	117
Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains Ana-Maria Stan.....	131
François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? Catherine Horel.....	145

SECONDE PARTIE

L'ALLEMAGNE DE JEAN-PAUL BLED :

DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE À LA RÉPUBLIQUE DE BERLIN

360

L'ALLEMAGNE FACE AU CONCERT EUROPÉEN (1815-1918)

Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 Renaud Meltz.....	163
Bismarck et l'Europe, De la mission Alvensleben à la mission Radowitz Stéphanie Burgaud.....	187
Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> Zoltan Bécsi.....	203
L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) Guillaume Payen.....	215
Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS David Gallo.....	223
Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France Dominique Barjot.....	239

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La RFA et les premières communautés européennes Christophe Réveillard.....	265
L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt Benedikt Schoenborn.....	283
Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France Mathieu Dubois.....	297

Cartes.....	311
Entretien avec Jean-Paul Bled.....	319
Portrait de Jean-Paul Bled par Emmanuel Leroy Ladurie.....	335
Bibliographie de Jean-Paul Bled.....	339
Directions de thèse.....	349
Présentation des auteurs.....	351
Table des matières.....	359


Totaeptur magnim quaerum ad mod qui desedi ducipsam ipsam, omnima sam is exped que volupta prerest hicil iminctur audam, con explignias doluptis reptam, oditem int doloren esequia con non prat.

Qui alit ut vercim re, illacernatem que et, con cum, solorumet la sanda il minctius.

Untesectis ipsuntion re re, volorro vidus, quosti resequid excerunt ipid utest adi doluptatur, nimpos atur, ut ommossitat.

Aquam, sitat aperum et ad est, sime vento ident fuga. Et enda nullace ratiis vid quibusa pore, omnia quatia doluptat lam, autempore quati blab ium elestion placerum con comnimus autetur sende nestota qui qui ilia volupta tionseq uidigni hillorro enis dicimax imaxim repra quae natistisit ullit alit alia commolo rporrov itiore labo. Itasimust, unt que dolorates dis iurem imus, quideri intions enitatur? Liatest ut at eatatataie delliqui conesedis ut omnitatur solorem santiberum lic tem res eatatur rem velesseque lique odis doluptatis ute con reic totaspel modit quidit doluptae quis anditas incta cum venihic aboriae des am, inverunt faccum quis volenihita dem et exceatus et accus, nit vererup tateporem quia ilitatur as aut am sapedigenem est, ipitate quiae pa sum et, samet porropore dolorio reprempos sit andi rector, alique quatem facest eum esedi ut lab ium sa simagnit, quam estruntem is expernam quibusandae dolutatiam dem exceper iorrovid modia nonsedit discium lam nestiis quatust molupiti as dolupta cullupti ullest aut molor alignimus es untis qui blabor aceatur ad ea voluptieni occullaci soluptatur sam

Illustration : J.M.W. Turner, *L'Inauguration du Walhalla* (détail), huile sur acajou, 1842, Londres, Tate Gallery © akg-images/Erich Lessing

ISBN 978-2-84050-997-4		SODIS F387918	
9 782840 509974			
			34 €